



This is a digital copy of a book that was preserved for generations on library shelves before it was carefully scanned by Google as part of a project to make the world's books discoverable online.

It has survived long enough for the copyright to expire and the book to enter the public domain. A public domain book is one that was never subject to copyright or whose legal copyright term has expired. Whether a book is in the public domain may vary country to country. Public domain books are our gateways to the past, representing a wealth of history, culture and knowledge that's often difficult to discover.

Marks, notations and other marginalia present in the original volume will appear in this file - a reminder of this book's long journey from the publisher to a library and finally to you.

Usage guidelines

Google is proud to partner with libraries to digitize public domain materials and make them widely accessible. Public domain books belong to the public and we are merely their custodians. Nevertheless, this work is expensive, so in order to keep providing this resource, we have taken steps to prevent abuse by commercial parties, including placing technical restrictions on automated querying.

We also ask that you:

- + *Make non-commercial use of the files* We designed Google Book Search for use by individuals, and we request that you use these files for personal, non-commercial purposes.
- + *Refrain from automated querying* Do not send automated queries of any sort to Google's system: If you are conducting research on machine translation, optical character recognition or other areas where access to a large amount of text is helpful, please contact us. We encourage the use of public domain materials for these purposes and may be able to help.
- + *Maintain attribution* The Google "watermark" you see on each file is essential for informing people about this project and helping them find additional materials through Google Book Search. Please do not remove it.
- + *Keep it legal* Whatever your use, remember that you are responsible for ensuring that what you are doing is legal. Do not assume that just because we believe a book is in the public domain for users in the United States, that the work is also in the public domain for users in other countries. Whether a book is still in copyright varies from country to country, and we can't offer guidance on whether any specific use of any specific book is allowed. Please do not assume that a book's appearance in Google Book Search means it can be used in any manner anywhere in the world. Copyright infringement liability can be quite severe.

About Google Book Search

Google's mission is to organize the world's information and to make it universally accessible and useful. Google Book Search helps readers discover the world's books while helping authors and publishers reach new audiences. You can search through the full text of this book on the web at <http://books.google.com/>



A propos de ce livre

Ceci est une copie numérique d'un ouvrage conservé depuis des générations dans les rayonnages d'une bibliothèque avant d'être numérisé avec précaution par Google dans le cadre d'un projet visant à permettre aux internautes de découvrir l'ensemble du patrimoine littéraire mondial en ligne.

Ce livre étant relativement ancien, il n'est plus protégé par la loi sur les droits d'auteur et appartient à présent au domaine public. L'expression "appartenir au domaine public" signifie que le livre en question n'a jamais été soumis aux droits d'auteur ou que ses droits légaux sont arrivés à expiration. Les conditions requises pour qu'un livre tombe dans le domaine public peuvent varier d'un pays à l'autre. Les livres libres de droit sont autant de liens avec le passé. Ils sont les témoins de la richesse de notre histoire, de notre patrimoine culturel et de la connaissance humaine et sont trop souvent difficilement accessibles au public.

Les notes de bas de page et autres annotations en marge du texte présentes dans le volume original sont reprises dans ce fichier, comme un souvenir du long chemin parcouru par l'ouvrage depuis la maison d'édition en passant par la bibliothèque pour finalement se retrouver entre vos mains.

Consignes d'utilisation

Google est fier de travailler en partenariat avec des bibliothèques à la numérisation des ouvrages appartenant au domaine public et de les rendre ainsi accessibles à tous. Ces livres sont en effet la propriété de tous et de toutes et nous sommes tout simplement les gardiens de ce patrimoine. Il s'agit toutefois d'un projet coûteux. Par conséquent et en vue de poursuivre la diffusion de ces ressources inépuisables, nous avons pris les dispositions nécessaires afin de prévenir les éventuels abus auxquels pourraient se livrer des sites marchands tiers, notamment en instaurant des contraintes techniques relatives aux requêtes automatisées.

Nous vous demandons également de:

- + *Ne pas utiliser les fichiers à des fins commerciales* Nous avons conçu le programme Google Recherche de Livres à l'usage des particuliers. Nous vous demandons donc d'utiliser uniquement ces fichiers à des fins personnelles. Ils ne sauraient en effet être employés dans un quelconque but commercial.
- + *Ne pas procéder à des requêtes automatisées* N'envoyez aucune requête automatisée quelle qu'elle soit au système Google. Si vous effectuez des recherches concernant les logiciels de traduction, la reconnaissance optique de caractères ou tout autre domaine nécessitant de disposer d'importantes quantités de texte, n'hésitez pas à nous contacter. Nous encourageons pour la réalisation de ce type de travaux l'utilisation des ouvrages et documents appartenant au domaine public et serions heureux de vous être utile.
- + *Ne pas supprimer l'attribution* Le filigrane Google contenu dans chaque fichier est indispensable pour informer les internautes de notre projet et leur permettre d'accéder à davantage de documents par l'intermédiaire du Programme Google Recherche de Livres. Ne le supprimez en aucun cas.
- + *Rester dans la légalité* Quelle que soit l'utilisation que vous comptez faire des fichiers, n'oubliez pas qu'il est de votre responsabilité de veiller à respecter la loi. Si un ouvrage appartient au domaine public américain, n'en déduisez pas pour autant qu'il en va de même dans les autres pays. La durée légale des droits d'auteur d'un livre varie d'un pays à l'autre. Nous ne sommes donc pas en mesure de répertorier les ouvrages dont l'utilisation est autorisée et ceux dont elle ne l'est pas. Ne croyez pas que le simple fait d'afficher un livre sur Google Recherche de Livres signifie que celui-ci peut être utilisé de quelque façon que ce soit dans le monde entier. La condamnation à laquelle vous vous exposeriez en cas de violation des droits d'auteur peut être sévère.

À propos du service Google Recherche de Livres

En favorisant la recherche et l'accès à un nombre croissant de livres disponibles dans de nombreuses langues, dont le français, Google souhaite contribuer à promouvoir la diversité culturelle grâce à Google Recherche de Livres. En effet, le Programme Google Recherche de Livres permet aux internautes de découvrir le patrimoine littéraire mondial, tout en aidant les auteurs et les éditeurs à élargir leur public. Vous pouvez effectuer des recherches en ligne dans le texte intégral de cet ouvrage à l'adresse <http://books.google.com>



2044 103 162 608



HARVARD LAW LIBRARY

Received JUN 27 1921

813.
DOCUMENTS

SUR LA

NÉGOCIATION DU CONCORDAT

ENTRE LA FRANCE ET LE SAINT-SIÈGE

1800-1801

IMPRIMERIE E. JAMIN

A LAVAL

100
20
x
DOCUMENTS

SUR LA

NÉGOCIATION DU CONCORDAT

ET SUR LES AUTRES RAPPORTS

DE LA FRANCE AVEC LE SAINT-SIÈGE

EN 1800 ET 1801

PUBLIÉS PAR

Le C^{te} BOULAY de la MEURTHE

TOME II



PARIS

ERNEST LEROUX

Libraire de la Société d'Histoire diplomatique

28, RUE BONAPARTE, 28

MDCCCXCII

6/27/21

JUN 27 1921

EXTRAIT DU RÈGLEMENT

ART. 4. — Le Conseil désigne les ouvrages à publier, et choisit les personnes les plus capables d'en préparer et d'en suivre la publication.

Il nomme, pour chaque ouvrage à publier, un Commissaire responsable, chargé d'en surveiller l'exécution.

Le nom de l'Auteur ou de l'Éditeur sera placé à la tête de chaque volume.

Aucun volume ne pourra paraître sous le nom de la Société sans l'autorisation du Conseil, et s'il n'est accompagné d'une déclaration du Commissaire responsable, portant que le travail lui a paru mériter d'être publié.

Le Commissaire responsable soussigné déclare que le Tome II des DOCUMENTS SUR LA NÉGOCIATION DU CONCORDAT, préparé par Le C^{te} BOULAY DE LA MEURTHE, lui a paru digne d'être publié par la SOCIÉTÉ D'HISTOIRE DIPLOMATIQUE.

Fait à Paris, le 20 Janvier 1892.

Signé : ALPH. DE COURCEL.

Certifié :

Le secrétaire général de la Société d'Histoire diplomatique,

R. DE MAULDE-LA-CLAVIÈRE.

AVERTISSEMENT POUR LES TOMES II ET III.

Le premier volume de ce Recueil offre quelques lacunes qu'il était de notre devoir de signaler soit dans l'Avant-propos, soit dans des annotations successives. Parmi les pièces qui manquaient ainsi à l'étude, nous avons dû mentionner les lettres écrites par Mgr Spina avant son arrivée à Paris, les trois plus anciennes ébauches du concordat, diverses notes échangées entre les négociateurs. Contrairement à une tradition conservée avec trop de complaisance à Rome, ces documents n'étaient point perdus ; ils étaient simplement égarés au Vatican, au milieu de liasses mal classées, et dont nul jusqu'ici ne paraît avoir eu connaissance. Ils ont été retrouvés récemment par M. l'abbé Rance-Bourrey, à qui sa position de chapelain de St-Louis-des-Français donnait accès dans le dédale souvent obscur des archives romaines. Cet explorateur patient et heureux, s'inspirant de l'intérêt général de l'histoire, a mis à la disposition de la Société Diplomatique le fruit de ses recherches : nous en avons formé un Appendice qui sera inséré à la fin du tome III et qui comprendra en outre des renseignements nouveaux sur la congrégation chargée par le Pape d'examiner les premières propositions de Bonaparte. Mais quelque abondant que soit un pareil supplément, il n'épuise pas la part qui revient à M. l'abbé Rance-Bourrey dans la suite de ce Recueil. Plusieurs textes d'une utilité véritable, empruntés les uns au Vatican, les autres aux papiers du cardinal Carandini, sont venus enrichir le tome II ¹, de même que, dans le tome suivant, des mémoires rédigés à Paris par Consalvi contribueront à éclairer sa courte et laborieuse négociation. Faudra-t-il en conclure que désormais les matériaux ayant un caractère diplomatique se trouveront tous rassemblés sous la main de l'historien ? Il serait téméraire de le prétendre. Mais si quelques découvertes sont encore à espérer, il est du moins peu probable qu'elles puissent changer sur un point essentiel l'enchaînement ou la nature des événements d'où est sorti le traité religieux qui unit encore la France et le Saint-Siège.

¹ Ce sont les pièces nos 304 à 306, 310, 333, 339, 342, 347 et 348, 368 et 369, 401, 403, 405, 409, 428, 446 et 447, 449, 454, 465, 469 et 470, 476, 479, 492, 497, 506 et la substance des notes qui sont suivies de la mention : Arch. du Vatican. La composition du tome III n'est pas arrêtée d'une manière assez définitive pour qu'il soit possible, en ce qui le concerne, de donner dès à présent une indication aussi détaillée.

DOCUMENTS

SUR LA

NÉGOCIATION DU CONCORDAT

ET SUR LES AUTRES RAPPORTS

DE LA FRANCE AVEC LE SAINT-SIÈGE

EN 1800 ET 1801

PARTIE VII

MURAT A ROME CACAULT ENVOYÉ AUPRÈS DU PAPE

Un officier de M. de Damas apporte à Ancône un contre-projet de trêve, qui est rejeté par Murat ; il court à Naples chercher des instructions. — Dans l'intervalle, Murat reçoit l'ordre d'exiger des Napolitains une clause nouvelle ; il prépare une démonstration militaire et paraît à Foligno au milieu de ses troupes. — Il est rejoint par un plénipotentiaire napolitain, M. de Micheroux. — Prompte conclusion de l'armistice, à Foligno, le 18 février : les Napolitains s'engagent à sortir de l'État romain dans les six jours, tandis que les Français gardent le droit de l'occuper jusqu'à Terni et le cours de la Nera.

Cette négociation est suivie attentivement par le Saint-Siège. Mgr Caleppi, qui a revu Murat à Ancône, retourne près de lui pour la troisième fois. — Entretiens confidentiels à Foligno : une somme est convenue secrètement pour la retraite des troupes françaises. Murat voudrait entraîner le Saint-Siège à exclure les Anglais du port de Civita-Vecchia, mais n'insiste pas. — Il est invité à rendre visite au Pape.

Il arrive à Rome le 22 février. — Son affabilité au milieu des hommages. — Le même courrier lui apporte la nouvelle de la paix avec l'Autriche et l'ordre d'aller, à travers le royaume de Naples, occuper le golfe de Tarente, pour se tenir à portée de l'Égypte. — Il dissimule cet ordre : avant de l'exécuter, il veut ramener son corps en Toscane, en partie pour le sortir d'un pays épuisé, en partie pour paraître remplir un engagement dont le Saint-Siège acquitte la

prix. — Il encourage le Pape à réclamer les Légations. — Impressions séduisantes qu'il laisse dans l'esprit de Consalvi et de Pie VII.

Le cardinal Maury, revenu de Montefiascone, essaie de hausser le ton devant le Pape. — On reçoit à Rome le quatrième projet de concordat, transmis à Parme par le messager espagnol de M. de Muzquiz. — Consalvi adresse à Spina des pouvoirs pour les affaires temporelles.

Avant le départ du courrier Livio, Bernier, voulant faciliter au Pape l'adoption du projet V, a confié en secret à Spina des variantes de rédaction, présentées comme pouvant être admises par le Premier Consul.

Le marquis de Gallo, à peine arrivé à Paris, est sommé de souscrire à l'occupation de Tarente par les Français. Il résiste. — Les exigences du Premier Consul deviennent plus impérieuses par l'annonce irritante que l'escadre de Gantheaume, sortie de Brest, a cherché refuge à Toulon au lieu de faire voile vers l'Egypte. — Bonaparte apprend, le 28, l'armistice de Foligno. Renonçant à traiter avec M. de Gallo, il envoie Alquier pour imposer en Italie la paix aux Napolitains.

En même temps, il nomme définitivement Cacault pour son représentant à Rome : mais Cacault ne prendra d'abord aucun titre diplomatique.

Troisième audience accordée à Spina. Tout en laissant percer un peu de défiance, le Premier Consul se montre bien disposé pour le Saint-Siège et pressé de voir s'achever le concordat. — Démarches de Spina pour les Légations : il recherche le concours de quiconque peut l'aider, surtout celui de M. de Kolytchev ; mais il pense que le Saint-Siège ne doit s'appuyer exclusivement sur aucune puissance.

D'Hauterive propose des règlements sur les cultes non romains : changements que le Premier Consul apporte à ces projets.

Les évêques constitutionnels écrivent aux évêques du monde catholique pour les inviter au second concile de l'église gallicane.

Instructions remises à Cacault : il n'admettra aucune modification au projet V de concordat ; il protégera à Rome les intérêts des Français et des amis des Français ; il ne s'occupera pas de questions territoriales. — Départ de Cacault.

— Spina reçoit de Consalvi des pouvoirs pour le temporel.

Ratification de la paix de Lunéville et fin de la session du Corps-législatif.

Rapports de Bernier sur la circonscription des diocèses et sur les nominations aux évêchés.

271. — Consalvi à Murat.

Rome, 10 février 1801.

J'ai l'honneur d'accuser à V. E. la réception de sa lettre datée du 18 pluviôse (7 février) ¹. Je remettrai aujourd'hui même celle

adressée à M. le ministre de Russie, de Levachov ², qui est à Naples ; j'ai remis l'autre à M. de Damas ³, dont je joins ici la réponse. Je dois dire à V. E., par l'ordre de Sa Sainteté, que les assurances réitérées qu'elle lui donne d'être sans inquiétude sur le mouvement de son armée, et les marques que le Saint-Père reçoit sans cesse des égards de V. E. pour ses États, ne peuvent ne pas exciter toute sa reconnaissance.

Sa Sainteté espère que, peut-être à l'heure qu'il est, l'armistice aura été conclu avec la cour de Naples, et que par là rien ne manquera pour jouir de la tranquillité et de la paix que son cœur est si porté à chérir. La troupe napolitaine quitte Civita-Vecchia, qui est occupée par les soldats levés par Sa Sainteté. Il est de même du château Saint-Ange, déjà occupé par les [sbires], à cause du départ de l'infanterie napolitaine de Rome, où n'est restée que la seule cavalerie de S. M. Sicilienne.

Je prie V. E. de vouloir bien agréer les offres de mes services, et j'ai l'honneur de l'assurer de ma plus parfaite considération, etc.

(Aff. étr., *Rome*, suppl. vol. 22).

272. — Ruffo à Acton.

Roma, 10 febbraio 1801.

Le notizie, che oggi ho avute dal cardinale segretario di stato sono, che i Francesi, i quali si trovano in Foligno, non oltrepasano il numero di tre mila ⁴. La condotta che tengono i Francesi

¹ Cette lettre de Murat n'a pas été retrouvée ; elle ne contenait probablement que des assurances amicales.

² Murat lui mandait, le 7 février : « . . Je suis véritablement désolé de ne pouvoir suspendre le mouvement de mes troupes, que lorsque la cour de Naples aura entièrement souscrit aux propositions que j'ai faites au général en chef de son armée. J'espère que par votre sage médiation toute l'influence anglaise, qui assiège depuis longtemps S. M. le roi de Naples, disparaîtra, et qu'éclairé sur ses vrais intérêts et le bonheur de son peuple, ce monarque s'empressera de m'envoyer un chargé de ses pouvoirs pour y conclure un armistice... »

³ Il est probable que Murat écrivait à M. de Damas dans le même sens qu'au général Levachov.

⁴ A ce moment, Foligno était occupée par la seule division Tharreau. La seconde division, commandée par le général Mathieu et forte de 4,200 hommes,

nello Stato pontificio è moderatissima e interamente deferente al governo del Papa, come V. E. potrà rilevare dall' annessa lettera di Mgor Rivarolla, delegato apostolico in Perugia...¹ In tale stato di cose, io credo di continuare la mia dimora in questa capitale, per non abbandonare senza una necessità il mio ministero ; ma in caso di marcia de' nemici verso di noi, o della venuta di qualcuno de' loro generali con qualche forza armata e della totale partenza delle truppe reali, m' immagino che V. E. non sarà per disapprovare il mio ritiro verso il regno, per non esporre la rappresentanza del Re a qualche affronto, e per salvare la mia persona, la quale, come V. E. ben sa, debbe avere delle odiosità particolari, specialmente de' patriotti, i quali all' avvicinarsi de' Francesi potrebbero rendersi animosi ed insolentire. Nel partire però prenderò il pretesto di portarmi in Napoli per inchinarmi alle Loro Altezze Reali ²...

(Arch. de Naples).

273. — Murat à Consalvi.

Ancône, 22 pluviôse an IX (11 février 1801).

Voulant donner à Sa Sainteté une preuve bien authentique des sentiments de bienveillance de mon gouvernement, désirant calmer toutes ses inquiétudes sur le séjour de mon armée dans ses États ou sur ses différents mouvements, et ôter tout espoir révolutionnaire à ses sujets, j'ai consenti, sur la demande que m'a faite Mgr Caleppi ³, à une convention relative à l'évacuation

était restée à Pérouse. Quelques détachements de la brigade Paulet reliaient Ancône à Foligno. Cette disposition des troupes de Murat s'est à peu près conservée jusqu'au 19 février. — Le parc d'artillerie n'a rejoint que le 13 février, et a été placé à Ancône.

¹ Le card. Ruffo entretenait avec lui une correspondance suivie. Il recevait aussi d'Ancône, de Forlì, de Foligno, etc. des renseignements qui lui permettaient d'apprécier assez exactement la situation de l'État romain.

² Le prince héréditaire des Deux-Siciles et la princesse sa femme (voir t. I, p. 397, note 2). — Le roi était resté à Palerme, et la reine se trouvait à Vienne.

³ Dans le tome I, le nom de ce personnage a été constamment imprimé sous la forme « Galeppi », qui est donnée par une partie des documents, mais est certainement vicieuse. C'est une erreur que nous avons le devoir de reconnaître et de rectifier.

du territoire ecclésiastique ¹. Je désire que le général Damas s'empresse d'accueillir l'armistice que j'ai proposé : ce serait le moyen de mettre à même de ratifier la rédaction de celui dont est porteur M. Caleppi. Ce digne prélat a conquis toute mon estime ; son éloquence douce et persuasive a captivé mon cœur : il a plaidé la cause du Saint-Père avec tant de chaleur, que j'ai été obligé de me rendre à tout l'intérêt qu'il porte à Sa Sainteté. Je serais cependant flatté que Sa Sainteté pût être persuadée que mon désir de l'obliger s'est trouvé réuni à celui de Mgr Caleppi.

Je prie S. Em. de croire que rien ne peut ajouter aux sentiments distingués que je conserve pour Sa Sainteté, et à la parfaite considération pour votre personne.

(Aff. étr., *Rome*, suppl. vol. 22).

274. — Ghislieri à Colloredo.

Rome, 14 février 1801.

Le major Valente, que le commandant général des troupes napolitaines, M. le comte de Damas, avait envoyé à Foligno pour y traiter l'armistice avec les Français, est retourné avant-hier (12 février) au soir d'Ancône, où il avait dû pousser son voyage pour rejoindre le général Murat, sans avoir rien conclu avec lui, faute de pleins pouvoirs assez étendus pour signer toutes les conditions que les Français exigeaient ². Il paraît que le major Valente était autorisé à accepter, au nom du roi son maître, la première des conditions, par laquelle les Français demandent l'évacuation sur-le-champ de l'Etat ecclésiastique. Et la cour de Naples n'a pas opposé non plus des grandes difficultés à fermer les ports des Deux-Siciles aux Anglais, mais avec cette limitation pourtant que, tandis que les Français veulent, par une pareille mesure, interdire aux Anglais toute sorte de commerce avec les Etats de S. M. Sicilienne, celle-ci ne voudrait pas fer-

¹ Cette convention n'était qu'à l'état de projet. On verra plus loin qu'elle stipulait une somme d'argent pour le Corps d'observation et demandait la fermeture de Civita-Vecchia au pavillon anglais.

² Sur cette mission de Valente, voir le t. I, p. 397, note 2, et p. 403, note 1.

mer ses ports aux bâtiments marchands, mais seulement aux bâtiments de guerre.

Les deux autres conditions exigées par les Français, souffrent encore des plus grandes difficultés. S. M. Sicilienne ayant mis le chevalier de Dolomieu à la disposition de l'empereur de Russie comme grand-maitre de Malte, ne veut pas rendre ce prisonnier, dont l'élargissement tient fort à cœur au Premier Consul, sans le consentement préalable de S. M. Paul I^{er}; et l'amnistie générale que les Français exigent pour quatrième condition de l'armistice, en faveur de tous ceux que la cour de Naples retient encore dans les prisons, et de tous les déportés, exilés, etc., pour leurs opinions politiques, blesse trop directement la dignité de la souveraineté, pour que les ministres de S. M. Sicilienne ne doivent pas faire tous les efforts possibles pour décliner une pareille demande. Tel est pourtant l'empire des circonstances, qu'à moins que M. de Levachov, pour lequel le général Murat a les plus grands égards, ne tâche pas par sa médiation de rendre les Français moins exigeants, il est à prévoir que le major Valente, qu'on attend demain (15 février) de retour de Naples, où il s'est d'abord rendu pour rendre compte à S. A. R. Mgr le Prince héréditaire et au général Acton de sa négociation, reviendra muni de tous les pleins pouvoirs nécessaires pour signer sans aucune restriction l'armistice proposé par les Français. Ce qui rend très probable une détermination pareille de la part de la cour de Naples, c'est que le général Murat appuie ses demandes toujours par des marches qu'il fait faire à ses troupes sur Terni et sur Rieti, en menaçant par là de bien près les frontières du royaume.

Le général français assure toujours les ministres du Pape qu'il n'occupera pas Rome avec son armée, et que rien ne sera changé au gouvernement de l'État ecclésiastique. Les offices du prélat Caleppi, qui est allé rejoindre le général Murat jusqu'à Ancône, viendront sans doute très à propos pour le fortifier dans des intentions si paisibles; mais, tout comme en Toscane, malgré les proclamations rassurantes du même général, les patriotes se permettent les plus grands excès contre les fidèles serviteurs et les sujets affectionnés de S. A. R. le Grand-Duc, il est toujours à craindre que le long séjour des armées républicaines réveille,

même dans l'État ecclésiastique, l'activité des malintentionnés, et vienne par là à troubler sensiblement la tranquillité publique... (Arch. de Vienne).

275. -- Consalvi à Spina.

Roma, 14 febbraio 1801.

Quest' oggi mi è giunta la sua lettera coi numeri 21 e 22, in data dei 17 gennaio ¹. Ringraziandola delle nuove che mi favorisce, mi riporto per le nostre al contemporaneo foglio.

Sento quanto ella mi accenna del discorso tenuto con il ministro ligure per l'affare di Mgr Lambruschini. Ne parlerò subito al Santo Padre...

Nostro Signore gode, grazie a Dio, buona salute. Il paese è quieto. Il carnevale si è fatto senza maschere. L'arciduchessa Marianna d'Austria è in Roma, abitando in casa Corsini, e seco il P. Paccanari e tutto il suo seguito.

(Cultes, Arch. de Caprara).

276. — Consalvi à Spina et aux Nonces.

Roma, 14 febbraio 1801.

Mgor Caleppi, egualmente che l'uffiziale napoletano, non avendo trovato in Foligno il generale Murat, si condussero in Ancona. Ivi incominciata la trattativa con l'uffiziale per l'armistizio, non fu concluso, perchè il generale francese non trovò nell' altro, al suo dire, la plenipotenza. Dunque, stesi dai Francesi gli articoli, l'uffiziale se ne tornò a Roma, d'onde partì per portarli a Napoli. Per quanto si è scoperto, sono: la ritirata delle truppe dentro il regno; la chiusura dei porti agli Inglesi e loro alleati; la liberazione di Dolomieu ed altri generali francesi; l'amnistia agli opinionisti ed altri rivoluzionari; e finalmente del danaro.

Mgor Caleppi è rimasto in Ancona, aspettando il ritorno dell' uffiziale.

Intanto le truppe si sono distese fino a Terni e Rieti. Sembra

¹ Pièce n° 186. Voir aussi dans le t. I, p. 290, la note 2.

che assicurino che non verranno nella capitale. In fondo, il riguardo alla Russia fa che i Francesi non mostrano urgenza per avanzare contro Napoli, che non lascia di conoscerlo. Intanto lo Stato pontificio soffre a un grado di cui non si ha idea. Si tratta di mantenere adesso, in tutto e per tutto, da sedeci in dieciotto mila uomini, e crescono sempre. Si disse che prenderebbero le sole sussistenze; ma si fanno requisizioni di cavalli, camicie, scarpe, etc.¹. Inoltre, il consumo dei viveri è eccessivo: Prima di tutto questo si temeva moltissimo, che i generi non basterebbero fino alla raccolta; ora è certo che si morirà di fame poco dopo Pasqua. Le spese delle comunità sono massime. Anche fatto l'armistizio, si conosce che resteranno le truppe nello Stato fino alla pace col re di Napoli. Si è rilevato che si gradirà una ben andata partendo. Sicchè la situazione delle cose non può esser per questo verso più infelice. Questo prolungamento dell' armistizio non può esser più dannoso.

Intanto le truppe napoletane restano sempre in Roma (essendone partita la sola fanteria, come da Civita-Vecchia), e perciò seguitando a correre tuttora la spesa medesima, vi è il doppio dispendio di pagare anche quella messa in piedi senza servirlene. In castello vi sono cinquanta soldati pontifici per il servizio interno; ma ancora vi risiede il comandante napoletano, e ne ritiene il comando, guardandone il ripiano con la cavalleria.

Il generale Murat ha fatto cassare la commissione creata dal generale Paulet in Ancona, per rimettere in possesso i compratori dei beni detti nazionali; perchè deve trattarsi di ciò in Roma coi tre commissari francesi, che si attendono a momenti. Si è però espresso vivamente sulle intenzioni del suo governo su tal proposito. La perdita della Camera sarebbe incalcolabile, perchè tutte le principali tenute sono alienate.

Ai 23 si farà la promozione, anche per tener tranquillo e ras-

¹ L. Berthier écrivait de Foligno, le 18 février, au ministre de la guerre, son frère : « .. Malgré tous les efforts que font les délégués du Pape, ils ont toutes les peines possibles d'assurer les subsistances. La marche d'Ancône, qui est le pays qui a le plus de ressources en grains, est totalement épuisée, et l'habitant a de grandes inquiétudes pour pouvoir gagner la récolte. Nous éprouvons également la plus grande pénurie de fourrages, et tous les jours l'on en est aux expédients pour la nourriture des chevaux.. »

sicurato il popolo. Molti cappelli saranno riservati in petto, perchè nè vi sono le provviste necessarie, nè si può passar sopra a vari necessari riguardi.

(Cultes, *Arch. de Caprara*; Arch. du Vatican).

277. — Consalvi à Spina.

(en chiffres)

Roma, 14 febbraio 1801.

Ella è stata profeta. I Francesi dalla Toscana hanno scritto al Santo Padre, dicendo che dovevano entrare nello Stato per farlo evacuare dai Napoletani; che si dovevano mettere alle frontiere del regno; che il Santo Padre non doveva temere nulla; che erano pieni di rispetto; che non volevano che le sole sussistenze, e che non si cambierebbe governo. Dopo entrati, si sono dilatati da per tutto, estendendosi ora da Fano fino a Terni e Rieti. Oltre le sussistenze, fanno requisizioni di cavalli, e scarpe, e camicie, e così simili, quasi che il paese fosse nemico.

Il discorso che si tiene da Ancona su i beni nazionali, è diverso da quello che si tenne da Firenze. Su questi beni, benchè io le ne parlassi nelle istruzioni a Vercelli, e poi quasi in tutte le lettere, ella mai mi ha risposto una parola.

La lettera che ella mi scrive in cifra, n° 22, è da spaventare; ma d'altra parte qual partito prendere? Deve andare a Napoli, dove i Francesi dicono di portare la guerra? E, se fanno la pace con questa corte, che contegno si userà costà con noi? Vorremmo dare ai Francesi un apparente titolo di offesa, diffidando dopo tante solenni proteste? Finora, del fatto di non cambiare il governo, e con non sostenere i patrioti, Sua Santità ha pensato che la forza delle circostanze è tale, che gli conviene di gettarsi nelle braccia di Dio e fidarsi a Lui. Ella però saprà far valere, anzi come un merito, questo tratto di fiducia di Sua Santità, e questa dimostrazione che dà al mondo della sua buona opinione dell'attuale governo francese.

Parli ancora sopra queste contribuzioni, sì mal convenienti verso un paese neutrale, e amico, come si dice, oltre l'essere mortali per un paese già sì desolato.

Parli sull'affare dei beni nazionali. Il titolo derivante dalla passata conquista svanì e passò nei nuovi conquistatori, che lo

hanno trasfuso in Sua Santità, restituendogli i stati. Se i Francesi vogliono fare la conquista di nuovo, la dichiarino come nuova, e non vi è che opporre alla forza. Essi però dicono che ora non conquistano. Potrebbe dunque il Santo Padre negarsi a tutto : non vuol però far questo, e si presterà ai più equi temperamenti. Basta che si parta però da questo principio.

Circa gli affari ecclesiastici, le sue cifre [numeri] 12 et 14¹ fanno tremare. Subito che si recede dal convenuto, e per fin dal punto principale di dichiarare dominante la religione cattolica, ella si faccia sentire su questo ; e son persuaso che non si vedrebbe volentieri che ella potesse sconcludere la trattativa.

Finisco raccomandandole ancora l'affare di casa [Braschi] : hanno di nuovo confiscati tutti i beni di Cesena. Il Primo Console dovrebbe colla giustizia troncare una volta per sempre sì ingiuste procedure.

(Cultes, Arch. de Caprara).

278. — Murat à Talleyrand.

Ancône, 23 pluviôse an IX (14 février 1801).

Je reçois à l'instant votre courrier du 16 courant (5 février)², ainsi que la lettre que vous désirez que j'écrive à M. l'ambassadeur russe... Si je n'ai pas pu deviner l'intention du gouvernement sur l'embargo qu'il désire faire mettre par le roi de Naples sur les bâtiments anglais, ce n'est pas ma faute ; je n'ai reçu jusqu'à ce jour aucune instruction sur ma conduite politique envers Naples. Vous verrez cependant qu'à cet article près, toutes vos instructions se trouvent remplies. J'ai un moyen bien sûr de rompre de suite toute espèce de négociations d'armistice avec le général en chef de l'armée napolitaine, lui ayant déclaré, par une lettre qui accompagne les propositions d'armistice, que je ne donnais à son courrier³, pour la signature, que le temps

¹ Pièces nos 116 et 173.

² Ce courrier (voir pièce n° 231) est arrivé le soir à Ancône. Dans la matinée du même jour, Murat avait reçu de Talleyrand et de Berthier les dépêches du 3 février (voir pièce n° 220), et y avait répondu sur l'heure.

³ Le major Valente.

d'aller à son quartier général et de revenir au mien, c'est-à-dire deux fois quarante-huit heures ; qu'après ce délai passé, je ne lui répondais plus de pouvoir écouter des propositions ultérieures à ce sujet. Le temps fixé est expiré. Je puis lui annoncer, dès demain, que toute espèce de négociation est rompue ; que je vais m'avancer sur les frontières ; et que je ne suspendrai mon mouvement, que lorsqu'il sera décidé à souscrire à la nouvelle proposition que je lui ferai...

(Aff. étr., *Naples*, vol. 127).

Murat au ministre de la Guerre.

Ancône, 25 pluviôse an IX (14 février 1801).

Je reçois, en même temps que votre dépêche du 16 (5 février), une du même jour du ministre des relations extérieures : elle contient à peu près les mêmes instructions...

Je n'ai encore aucune nouvelle du renfort que vous m'annoncez de l'armée d'Italie¹ ; je l'ai cependant demandé deux fois au général Brune, en lui envoyant extrait de vos lettres.. Il ne fallait pas m'annoncer que je formerais un corps indépendant, et ensuite déclarer que je faisais partie de l'armée d'Italie. De cette déclaration résulte déjà une infinité de désordres. Déjà les émissaires ou plutôt les sangsues de l'armée d'Italie, c'est-à-dire les personnes qui, par leur immoralité ou leurs principes, font abhorrer partout le nom français, fourmillent ici et m'assiègent ; mais je les renvoie impitoyablement, étant dans la ferme résolution d'emporter cette fois-ci des États du Pape et de Naples, l'estime générale des habitants².

¹ Il ne s'agissait encore que d'un renfort de 3,500 hommes, composé en majeure partie de troupes auxiliaires italiennes et polonaises.

² Dans un ordre du jour, daté de Foligno, 27 pluviôse (16 février), L. Berthier renouvela « l'ordre, déjà donné, de ne laisser passer aucun officier ou réfugié des États de Rome, Naples et autres parties de l'Italie, pour suivre le corps d'armée. Les commandants d'armes, en ayant pour les habitants qui se sont montrés les amis des Français, tous les égards qu'ils méritent, leur diront que les ordres du gouvernement français sont qu'ils restent jusqu'à nouvel ordre dans la République cisalpine ou dans les États de Toscane.. Le général commandant en chef défend à tous les officiers généraux, officiers particuliers et agents atta-

Vous m'avez ordonné, cit. ministre, le départ de plusieurs bâtiments pour l'Egypte ¹, sans m'affecter aucun fonds pour cet effet... Le cit. Haslawer, d'après les instructions du ministre des relations extérieures, se rend d'après mes ordres ² à Civita-Vecchia avec ordre d'y préparer des embarcations pour l'Egypte. Je vais tâcher de me procurer des fonds et j'en mettrai à sa disposition. Le cit. Belleville se concertera avec lui à cet effet.

Si l'armistice se conclut avec Naples, j'ai le projet d'en profiter pour faire un coup de main sur Porto-Ferraio.³ Les Anglais, en évacuant Livourne, ont fait de ce port l'entrepôt de toutes les marchandises et de toutes leurs captures sur mer ; mais je ne le ferai qu'à coup sûr.

Déjà Civita-Vecchia, le château Saint-Ange, j'ose même dire tous les États du Pape sont évacués. Je pars demain pour Foligno. Je laisserai ici des ordres pour la marche ultérieure du renfort qui m'arrivera d'Italie. Je ferai quelques mouvements sur les frontières de Naples. J'éviterai le voisinage de Rome, et, pour convaincre les habitants de l'État ecclésiastique de la conversion des Français, je ne laisserai échapper aucune des occasions de leur donner des preuves de notre retour à la religion et de notre attachement au Saint-Père...

(Guerre, *Armée d'observation du Midi*).

279. — Murat à Damas.

Foligno, 27 pluviôse an IX (16 février 1801).

Mes observations sur votre projet d'armistice ⁴ ont dû vous parvenir dans la nuit du 22 au 23 pluviôse (11 à 12 février). Ma lettre

chés à l'armée, de frapper aucune réquisition, ce droit n'appartenant qu'au général en chef et à l'ordonnateur, d'après le visa du chef de l'état-major général pour ce dernier.. » — En même temps, L. Berthier porta à la connaissance des troupes une lettre de satisfaction pour leur bonne tenue, que le ministre de la guerre avait envoyée par le courrier parti le 5 de Paris.

¹ Le 14 février, Meuron, nommé commissaire des relations commerciales à Ancône, était arrivé dans ce port et s'était aussitôt occupé des expéditions pour l'Egypte.

² L. Haslawer a été en effet désigné et commissionné par Murat, d'après la lettre de Talleyrand du 3 février, arrivée dans la matinée.

³ Port situé sur la côte nord de l'île d'Elbe.

⁴ Pièce n° 253.

du même jour vous a fait connaître, d'une manière positive, le délai que je vous donnais pour conclure définitivement l'armistice que vous sollicitez. Ce délai est plus qu'expiré : vous ne m'avez point répondu. Je vous déclare donc, M. le général, que je vais mettre mon armée en mouvement vers les frontières de S. M. Sicilienne.

Le gouvernement français vous a fait connaître, par mon organe, que l'intérêt que prenait S. M. l'empereur de Russie au roi de Naples, portait le Premier Consul à oublier les injures nombreuses et de toutes espèces, dont votre gouvernement s'est rendu coupable envers le peuple français. D'après cette ouverture, nous avons lieu d'espérer que vous resteriez paisible spectateur d'une lutte, dans laquelle vous ne pouviez être que de peu de conséquence. Cependant le roi de Naples, oubliant pour la dixième fois ce que la véritable politique et la conduite généreuse du gouvernement français exigeaient de lui, a persisté à rejeter mes observations à l'armistice que vous m'avez demandé. Je consentirai à suspendre ma marche : 1° lorsque vous aurez évacué le fort Saint-Ange et tous les Etats du Pape, et que vous aurez fait mettre 2° un embargo sur tous les bâtiments anglais et turcs qui se trouvent dans les ports des Deux-Siciles. Ne comptez plus sur l'influence de la cour de Vienne. Cette puissance ne doit plus vous protéger. Le seul prince qui peut aujourd'hui être favorable à votre roi, par la considération personnelle et particulière qu'a pour lui le Premier Consul, est l'empereur de toutes les Russies. Que votre roi mérite donc, M. le général, la continuation des bontés de ce prince ; il ne peut le faire qu'en mettant l'embargo, qui servira d'équivalent à celui que le roi d'Angleterre vient de faire mettre si injustement sur tous les bâtiments de la Neutralité armée. Souscrivez, M. le général, à ces préliminaires, et sur-le-champ j'arrête ma marche et conclus avec vous un armistice, précurseur d'une paix juste et équitable.

Je suis chargé par mon gouvernement de faire connaître à la cour de Naples, que M. le marquis de Gallo a reçu des passeports nécessaires pour se rendre à Lunéville. Je dois lui déclarer en même temps que ce ministre ne sera écouté sur aucunes négociations, si, au préalable, l'embargo que je vous demande n'a point été mis.

Quant à l'échange des prisonniers, je vous réitère, M. le général, qu'il n'aura lieu que lorsque vous m'aurez envoyé le cit. Dolomieu, et les généraux Dumas et Manscourt, et généralement tous les Français faits prisonniers en revenant d'Egypte.

M. le général, lorsque je viens de vous parler avec cette franchise et cette simplicité, vous reconnaissez facilement le langage d'un soldat étranger aux détours et aux délais diplomatiques¹... (Aff. étr., *Naples*, vol. 127).

280. — Murat à Talleyrand.

Foligno, 29 pluviôse an IX (18 février 1801).

Par ma dernière lettre², je vous ai informé que je pouvais rompre toute négociation avec le général en chef de l'armée napolitaine ; c'est ce que j'ai fait par ma lettre du 27 (16 février), dont vous trouverez ici copie. Vous voyez qu'elle est conçue dans le sens de celle que vous m'avez fait écrire au général Damas, et qui est insérée dans le *Moniteur* du 16 (5 février). Je vous avais annoncé en même temps que la cour de Naples allait envoyer à mon quartier général un chargé de pouvoirs, pour y traiter de la paix. Ce plénipotentiaire est arrivé à minuit, la nuit dernière ; il ignorait la rupture des négociations, que j'avais fait connaître à M. de Damas, et il m'a déclaré, dans l'entretien que j'ai eu ce matin avec lui, que, n'ayant pas pu prévoir l'article de l'embargo, il ne pouvait pas prendre sur lui de prononcer sur une condition qui déclarait la guerre à l'Angleterre. Enfin, après une longue discussion, nous sommes convenus qu'il expédierait sur-le-champ à sa cour un courrier à cet effet, et, qu'en attendant sa réponse, je serais le maître de faire un mouvement vers ses frontières. Nous nous sommes séparés.

Mais cependant, malgré toutes les protestations de bienveil-

¹ Cette lettre reproduit en partie la lettre prétendue de Murat à M. de Damas (du 23 janvier), fabriquée par le P. Consul et insérée dans le *Moniteur* du 3 février (voir t. I, p. 368, note 2). — Murat avait reçu ce numéro du *Moniteur* en même temps que les dépêches de Talleyrand et de Berthier du 3 février (cf. *Corr. de Nap.*, nos 5337 et 5338).

² La lettre du 14 février (pièce n° 278).

lance faites au nom du gouvernement français à Sa Sainteté, les alarmes et les inquiétudes se manifestèrent à Rome. Les cardinaux se préparaient à quitter cette ville, en conseillant au Saint-Père d'abandonner le Saint-Siège. Un incident m'a fourni l'occasion de renouer mes conférences avec M. le chev. de Micheroux : je l'ai saisie avec empressement et la conclusion d'un armistice en a été le résultat ¹.

Je crois pouvoir vous annoncer que l'article secret additionnel sur l'embargo aura tout le succès que vous pouvez désirer... M. le chev. de Micheroux m'assure officiellement que M. le marquis de Gallo n'est point muni de pleins pouvoirs; il a lui-même le plus grand désir de traiter ici de la paix. Nommez donc sur-le-champ et envoyez à mon quartier général un chargé de pouvoirs à cet effet, et je vous assure d'avance que, si le choix du gouvernement tombe sur moi, j'obtiendrai ici tout ce que vous pouvez désirer.

Mgr Caleppi, envoyé par le Saint-Père, arrive à l'instant ; il me porte de sa part l'expression de toute la reconnaissance du Saint-Père pour l'intérêt particulier que le Premier Consul prend au Saint-Siège et au rétablissement de la religion. Il est absolument rassuré, parce qu'il voit l'armistice conclu avec Naples, et que je lui promets de me rendre au désir du Saint-Père, qui me fait prier d'aller le voir. Je compte partir après-demain pour Rome, y passer deux fois vingt-quatre heures, et revenir de là à Florence, où j'établirai mon quartier général. La Toscane offre toute espèce de ressource pour les besoins et la subsistance de mes troupes, les États du Pape étant absolument épuisés. J'y pourrai plus facilement organiser mon armée, et je serai toujours à portée de faire tous les mouvements ultérieurs que la politique

¹ L'armistice de Foligno, du 18 février 1801. Le *Moniteur* du 24 ventôse (15 mars) donne le texte des articles patents; mais dans le protocole, il a substitué les mots « le chevalier de Micheroux, muni des pouvoirs de S. M. Sicilienne », à ceux-ci : « Le comte de Damas, commandant en chef celle de S. M. Roi des Deux-Siciles. » Par cette interpolation, le gouvernement a voulu maintenir la règle, déjà ancienne, qui interdisait tout pacte avec les Français émigrés (cf. *J. des Débats* du 16 mars); il a toutefois oublié de corriger la fin de la pièce, qui porte : « Fait et arrêté en double par nous, généraux en chef de l'armée d'observation et de l'armée napolitaine. » En réalité, M. de Micheroux n'a signé l'armistice qu'au nom de M. de Damas.

ou le gouvernement pourraient décider vers les ports de l'Adriatique ou de la Méditerranée...

(Aff. étr., *Naples*, vol. 127).

281. — Ghislieri à Colloredo.

Rome, 21 février 1801.

Le major Valente qui (d'après ce que je n'ai pas omis de marquer dans mon dernier rapport du 14 du courant) profitant d'un délai de quatre jours que le général Murat lui avait accordé, s'était rendu à Naples pour y recevoir les pleins pouvoirs et instructions nécessaires à signer définitivement l'armistice, a repassé par ici dans la nuit du 16, de retour de Naples pour le quartier général français, et annoncé qu'il allait être suivi incessamment par M. le chev. Micheroux, destiné par S. M. Sicilienne à traiter l'armistice et même la paix avec les Français, et muni pour cela de toute faculté. En effet, ce ministre plénipotentiaire, déjà connu pour avoir résidé longtemps à Venise du temps de la république en qualité de ministre de S. M. Sicilienne, et pour avoir occupé la même charge à Milan auprès de la Cisalpine,¹ ne tarda que quelques heures d'arriver ici et continua sa route vers Foligno, où le général Murat l'attendait.

Le retard de vingt-quatre heures, qui étaient écoulées au delà des quatre jours de délai accordés au major Valente, avait tellement indisposé le général français, qu'il avait déjà donné l'ordre à ses troupes de se mettre en marche vers les frontières du royaume de Naples, et avait même envoyé ici son aide de camp Beaumont, pour en avertir d'avance Sa Sainteté et même le commandant des troupes napolitaines, M. le comte de Damas. L'arrivée à Foligno de M. de Micheroux a tranquilisé le général Murat et a ouvert les négociations, qu'on a bientôt terminées par la conclusion de l'armistice, aux conditions dont la copie est ci-jointe. Sur quoi il est bon d'observer que les Français se sont déclarés positivement que c'est pour faire quelque chose d'agréable à S. M. l'empereur de toutes les Russies, qu'ils sont entrés en négociation avec S. M. Sicilienne pour conclure un

¹ M. de Micheroux est mort le 2 juillet 1803.

armistice, et que les expressions modérées de l'article IX sont une suite de la proclamation, que le gouvernement de Naples a donnée très adroitement dans ces jours-ci pour élargir tous les détenus à cause d'opinion ¹.

Il n'est pourtant malheureusement que trop sûr que, par des articles secrets, la cour de Naples s'est obligée à des sacrifices encore plus grands. D'abord le général Murat, profitant du retard que le plénipotentiaire napolitain a mis à se rendre auprès de lui, a exigé et obtenu par un article secret que l'embargo soit mis sur tous les bâtiments anglais qui se trouvent dans les différents ports des Deux-Siciles ; et Micheroux a aussi dû accorder une certaine somme d'argent, qu'on croit communément qu'elle monte à 300 000 ducats napolitains, qui font à peu près un demi-million de florins ², et pour laquelle un banquier très riche d'ici, nommé Torlonia, s'est obligé d'après la demande des Français, qui ont montré plus de confiance pour cela dans sa signature que dans celle du plénipotentiaire napolitain. On prétend même qu'un des articles secrets oblige la cour de Naples à rendre aux Français toutes les statues, tableaux, et autres monuments de beaux-arts dont la cour s'était emparée au moment que ses troupes occupèrent Rome, et que les Français, qui les avaient déjà encaissés, n'eurent pourtant pas le temps d'emporter. Les égards que je dois à M. de Damas, qui ne peut pas oublier d'avoir été omis dans l'armistice conclu par S. E. M. le comte de Bellegarde ³ ne m'ont pas permis de le questionner, sur les articles secrets ; mais je ne crois pas qu'ils renferment

¹ Edit rendu à Palerme le 10 février. Le retour du prince héréditaire à Naples servait de prétexte à cet acte de clémence.

² La dépêche de Micheroux à Acton, relatant les incidents de cette courte négociation, a été communiquée, à Palerme, à M. Paget, qui en a adressé la traduction à sa cour. Dans cette pièce, datée de Foligno, le 18 février, l'envoyé napolitain raconte qu'après une discussion inutile, il fut rejoint par le major Valente et en reçut la confidence de certains désirs de Murat. M. de Micheroux, sollicitant aussitôt un nouvel entretien, avait consenti au versement, dans la caisse de l'armée, d'une somme de 1,500,000 livres, et obtenu en récompense divers adoucissements, surtout celui de ne stipuler l'embargo que dans un article secret.

— Il n'y avait point de clause secrète, relative aux objets d'art.

³ L'armistice de Trévise (voir t. I, p. 387).

(d'après les notions que j'ai pu me procurer) d'autres conditions intéressantes outre celles que je viens de marquer.

Les Napolitains ont abandonné entièrement dès ce matin cette capitale ; et M. de Damas serait parti lui-même ce matin avec tout son état-major et son escorte, qui est le seul corps de troupe napolitaine qui est encore ici, si, par un courrier arrivé ici hier après-midi, le général Murat ne lui eût pas fait entendre qu'il serait arrivé lui-même à Rome ce soir avec son quartier-maître général, Léopold Berthier, et quelques aides de camp, et qu'il serait charmé de l'y retrouver encore pour faire sa connaissance. Cet empressement qu'a le général Murat de se rendre à Rome, quoiqu'il ne cesse pas de donner au Pape et à son gouvernement les plus grandes marques de respect, ne laisse pourtant pas d'inquiéter Rome ; et autant paraît-il sûr qu'il n'y aura pas de changement dans la forme du gouvernement, puisque le Premier Consul a ordonné expressément à son beau-frère d'ôter toute espérance révolutionnaire aux malintentionnés, autant est-il à prévoir que si Sa Sainteté veut délivrer ses provinces de la charge insoutenable d'un aussi grand nombre de troupes que celui qui l'occupe actuellement, il faudra bien qu'elle fasse quelque sacrifice d'argent. Et peut-être cette affaire sera arrangée amiablement ici entre le général Murat et le cardinal secrétaire d'Etat, sans qu'il y ait plus question d'une convention que les Français avaient proposée pour obliger le Pape à fermer le port de Civita-Vecchia aux Anglais, et que le Pape a pu décliner aisément, en faisant observer que le port de Civita-Vecchia ne peut contenir que des petits bâtiments.

Au reste, il faut avouer que les Français gardent jusqu'ici dans l'Etat ecclésiastique la discipline la plus sévère, et qu'ils ne contrarient pas les dispositions des ministres du Pape. A Perugia et à Foligno les malintentionnés ont été punis, du consentement des Français même, de quelques émeutes qu'ils avaient occasionnées¹ ; à Ancône, le général Murat a révoqué un édit,

¹ Le 18 février, Murat écrivait au ministre de la guerre : « Ayant déjà prévenu vos ordres, j'avais éloigné, depuis mon entrée en Toscane, tous les réfugiés romains et napolitains. Je m'attends d'avance à tout ce que vont dire de moi ces prétendus patriotes exclusifs de toute l'Italie ; mais j'ai suivi vos intentions ; j'ai maintenu la tranquillité dans tout le pays occupé par mes troupes ; je brave leurs propos. »

que le commandant de la place avait émané pour remettre les acheteurs des biens ecclésiastiques, incorporés à la masse des biens nationaux, dans leurs possessions, dont, à la réinstallation du gouvernement ecclésiastique, ils avaient été dépouillés. Et même, pour ce qui regarde l'approvisionnement des troupes, le général Murat a épargné à l'Etat ecclésiastique le gaspillage des commissaires, et le comte Gatti, destiné par le Pape à fournir de vivres les troupes françaises, est le seul qui est chargé aussi de tout le détail...

Le prélat Caleppi, qui arrive dans l'instant, annonce que le général Murat n'arrivera ici que demain ou après-demain, et rassure, par tout ce qu'il dit, sur toute inquiétude que l'arrivée de ce général français pourrait occasionner.

(Arch. de Vienne).

282. — Consalvi à Spina.

Roma, 21 febbraio 1801.

Finalmente ieri giunse la nuova da Foligno dell' armistizio, ivi concluso fra il generale Murat e il cav. Micheroux, plenipotenziario di Napoli. La durata dell' armistizio è di trenta giorni, con dieci altri di avviso di prevenzione. Gli articoli in sostanza sono : l'evacuazione dello Stato romano dall' armata napoletana ¹ ; la chiusura dei porti agli Inglesi e Turchi ; proibizione di asportare nulla dal regno in loro favore, fino alla pace generale ; liberazione dei detenuti francesi già venuti d'Egitto ; riguardo alle raccomandazioni della Repubblica francese in favore dei processati o profughi per opinione ; continuazione della occupazione per parte dei Francesi delle attuali loro posizioni, estendendosi fino anche al confluente della Nera nel Tevere, che è verso Otricoli ; apertura dei porti ai Francesi ; e destinazione di plenipotenziari per trattar la pace.

Già le truppe napoletane vanno ritirandosi, perchè non pas-

¹ « Art. 2. L'armée napolitaine évacuera les États de l'Église et commencera son mouvement à dater du jour de la signature de l'armistice ; il devra être terminé au plus tard six jours après. — Art. 3. L'armée française gardera ses positions, occupant Terni et suivant la Nera jusqu'au confluent de cette rivière dans le Tibre, en ne dépassant pas le confluent de la Nera dans le Tibre. »

sino i sei giorni convenuti. Il sig. generale Damas doveva partire oggi; ma si trattiene, perchè si è avuto l'avviso che questa sera sarà qui il generale Murat, che ha voluto fare una breve corsa a Roma per ossequiare, come egli ha detto, Sua Santità. Si sente che viene coi generali Berthier e Mathieu. Alloggerà nel palazzo Sciarra. Di qui passerà a Firenze per la via di Viterbo, e il suo stato-maggiore vi si conduce ora dalla parte di Perugia. La rimanenza delle truppe francesi nello Stato, gli è certamente di un gran peso, per la sua estrema miseria, e per la mancanza oramai totale dei viveri. Tutte le più decise apparenze mostrano, che è impossibile che le sussistenze ci bastino fino alla nuova raccolta. Quanto al rispettare il governo e al tener depressi i male intenzionati, non si può dire abbastanza fino a qual grado se ne sia mostrato geloso il generale in capo. Egli ha dato su di ciò gli ordini i più severi, e li fa eseguire. Tutti i governatori sono liberissimi nell' esercizio del loro impiego. Gli editti dei generali francesi sono tutti rispettosissimi verso di Sua Santità, e la disciplina delle truppe è esattissima. In somma, in questo genere nulla si può desiderare di più. Tutto il male (ed è veramente grandissimo) sta nella spesa del mantenimento di tanta truppa, e nelle requisizioni, che ad uno stato già rovinato fino all' eccesso, riescono assolutamente insopportabili; benchè anche in questo convien rendere giustizia alla condiscendenza che, per quanto si poteva, si è trovata nello stesso generale Murat.

Quanto alla pace di Napoli, pare che sarà trattata in Firenze, dopo che si saranno avute le risposte dell' armistizio da Parigi.

Dopo dimani si fa la promozione di tredici cardinali, cioè i tre nunzi di Vienna, Spagna, e Portogallo, e dei mgori Albani, Carafa di Belvedere, Scotti, Firrao, Gabrielli, Brancadoro, Mantica, Saluzzo, della Porta, e Mastrozzi, e di altri quattordici riservati in petto¹. Usciranno ancora i biglietti di varie risul-
La miseria del paese è sì grande, che si può dire con verità, che per la pochissima spesa che fanno i nuovi candidati, niuno s'accorge che vi sia una sì numerosa promozione.

(Cultes, Arch. de Caprara).

¹ Bull. rom. continuatio, t. XI, p. 104.

283. — Consalvi à Spina.

(en chiffres)

Roma, 21 febbraio 1801.

Aggiungo alle nuove in piano, le seguenti in cifre. Per ritirare le truppe dallo Stato, eccettuata Ancona e suo circondario, il generale Murat chiede cento mila scudi di ben andata. Essendosi rappresentata inutilmente la somma nostra miseria, converrà darli, ad evitare il maggior danno di una più lunga dimora¹. Si è anche regalato al detto generale un bel cameo di duecento zecchini da portarsi in petto, che egli ha gradito assai, e subito ha mandato alla moglie puerpera².

Egli ha consigliato che il Santo Padre scriva al Primo Console, prendendo causa dalla buona condotta tenuta qui dall' armata, sul che desidera che gli si renda lode presso il medesimo, e gli richieda Pesaro e le Legazioni; ed egli promette tutto il suo appoggio. Veramente avrei desiderato che il Primo Console scrivesse per la prima volta, dopo giunto il piano dell' accomodamento, dando allora colla sua lettera peso alla rappresentanza che farà su qualche punto; ma parmi che sia meglio di scrivere fin d' adesso, il che facendosi ella sarà incaricato della consegna della lettera.

Circa i beni nazionali, il generale Paulet aveva eretta in Ancona una commissione per rivendicarli ai patrioti acquirenti. Il generale Murat l'ha cassata, finchè giungano le superiori istruzioni. In fondo quest' affare prende trista piega; onde conviene che ella ci aiuti. Faccia intendere che il primo diritto di conquista³....

¹ Le 20 février, Consalvi faisait les mêmes confidences aux nonces et autres agents du Saint-Siège à l'extérieur (les prélats Ruffo, Albani, Della Genga, Casoni, Pacca, Erskine, Benvenuti, Ciamberlani). « In vigore dell' articolo III, potendo le truppe francesi restare nelle attuali loro posizioni, e ciò rovinando lo Stato pontificio, si sono fatte grandi istanze per farle ritirare affatto, eccettuata Ancona e suo circondario. Il generale Murat acconsente, a condizione di una ben andata alle truppe di cento mila scudi. Dopo molte e inutili rappresentanze sulle eccessive miserie dello Stato, si consentirà in linea di calcolo a tal pretesa, perchè soli otto giorni di più che si trattengano costa il quadruplo o il quintuplo.. » (Arch. du Vatican).

² Allusion à la naissance d'Achille Murat, qui avait eu lieu à la fin de janvier.

³ Consalvi répète ici, à peu près dans les mêmes termes, le passage de sa dépêche chiffrée du 14 février commençant par ces mots: « Il titolo derivante della passata conquista.. »

Qui si sente che a Lunéville sono ora andati ancora il conte di Kolytchev e Belmonte da Pietroburgo ¹, ed il marchese del Gallo da Vienna. Se si dispone intanto delle cose d'Italia, ed il Papa non ha chi parli per lui, avremo finito. Non sò se convenga fare istanza espressa che possiamo mandare a Lunéville, e se saremo più in tempo. Stando ella in Parigi potrebbe bastare, tanto più, che può farsi appoggiare dal marchese Lucchesini e dal conte di San Marsan. Vi è da sperare nel Primo Console stesso, che deve vedere, che per la Francia giova che quelle provincie siano del Papa, e non di altri. In somma veda cosa si può fare, e procuriamo di aiutarci alla meglio. Veda di impegnare ancora il ministro di Russia. Veramente non siamo accomodati sul terribile affare di Malta; ma è vero altresì che Paolo I è stato contentissimo della condotta da noi tenuta con Hompesch, e inoltre l'abbiamo recentemente contentato nel sanzionare l'esistenza dei Gesuiti in Russia (non estensiva ad altri Stati) ².

Circa Napoli, oltre gli articoli pubblici dell' armistizio, vi sono i segreti, cioè danari, e imbarco sui legni inglesi, e restituzione, cred' io, di alcuni monumenti di arte. La pace di Napoli si tratterà in Firenze, a quello che sento, fra Murat e Micheroux, il che non sò conciliare con le trattative di Gallo. Benevento e Pontecorvo ci è come affatto tolto con la riserva dell' alto dominio; in grazia di questo, vi reclutano e fanno leve forzate, tengono presidio perpetuo, esercitano giurisdizione ancora civile, e cose simili. Quei due paesi ne sono turbatissimi. Sò che il generale Murat ha detto, che alla pace con Napoli si voleva fare cessare questa usurpazione: non è cosa da perdersi di vista.

Finalmente non le nasconderò la nostra sorpresa della somma tardanza di questa spedizione di Livio, con il piano dell' accomodamento sulle cose ecclesiastiche. Ciò fa presagire poco felice quell' esito, che dai suoi primi dispacci pareva assicurato.

¹ En ce qui concerne le prince Belmonte, la nouvelle était erronée.

² Cette mesure n'est devenue officielle que par le bref du 7 mars; mais elle était déjà arrêtée en principe par le Pape. Dès le 14 janvier 1801, Consalvi écrivait au P. Grüber, en Russie: « ... Je suis chargé de vous informer que dans très peu de temps, je pourrai vous faire connaître avec exactitude la décision du Saint-Père » (Zalenski, *Les Jésuites de la Russie Blanche*, t. II, p. 100, note).

Nella Cisalpina si fanno cose orribili negli affari di religione. Sua Santità desidera che ciò si rappresenti al Primo Console, mostrandogli che un tal procedere fa che molti diffidino dell' intenzioni del governo.

P. S. — Si era proposta, per condizione di evacuare lo Stato ecclesiastico, anche la chiusura del porto di Civita-Vecchia agl' Inglesi, e si voleva fare una trattativa. Si è recusato di ciò fare, dicendo fermamente che non si vuole cessare di essere neutrali, e che a questo prezzo occupassero pure Civita-Vecchia con la forza, ma che Sua Santità di suo consenso non converrebbe mai in tal pretenzione. Grazie al Cielo, si sono arresi, e si contentano di tenervi un console, ossia un agente, come le altre nazioni. Questa nuova la tenga segretissima.

(Cultes, *Arch. de Caprara*).

284. — Consalvi à Spina.

Roma, 21 febbraio 1801.

Sono stati rappresentati al Santo Padre molti inconvenienti, che succedono nella Cisalpina in fatto di religione e di disciplina ecclesiastica.

Il clero della Cisalpina avea concepita la maggior fiducia che i suoi diritti, tanto nello spirituale che nel temporale, sarebbero stati preservati scrupolosamente, a tenore delle ripetute proteste fatte nei proclami francesi e cisalpini, nei quali è stato solennemente annunziato che richiamavansi in vigore gli ordini e i regolamenti, che erano in osservanza all' epoca dell' aprile del 1796, rapporto al libero esercizio del culto della religione cattolica, ed ai suoi ministri ¹. Ma il fatto non corrisponde a tali dichiara-

¹ La loi rendue à Milan le 16 messidor an VIII (5 juillet 1800) portait, dans son article 2 : « Sono richiamate nel pieno loro vigore tutte le leggi della Repubblica cisalpina, escluse soltanto.. quelle che risguardano il culto della religione cattolica e li di lei ministri, ritenendosi per questi oggetti in vigore gli ordini e regolamenti ch' erano in osservanza nell' aprile del 1796. » En s'attachant au texte de cet article, on devait regarder comme abrogées les lois postérieures à avril 1796, et notamment celles des 13 vendém. et 7 frim. an VI (4 octob. et 27 nov. 1797), qui faisaient élire les curés par le peuple. Telle était l'interprétation donnée par l'archevêque de Milan et par le Saint-Siège. Mais le gouvernement cisalpin raisonnait tout autrement. Pour déterminer la législation en vigueur sur le clergé,

zioni; mentre dal governo a dalle varie sue magistrature sono stati diramati, e continuamente si diramano ordini, che sono in contradizione colle proteste suddette, e ledono l'immunità, la giurisdizione e la disciplina ecclesiastica. In vigore di simili dispacci, è stata proibita la giudicatura in materie tanto ecclesiastiche che benefiziarie, la libera collazione de' benefici, sì curati che semplici, la promozione agli ordini sì minori che maggiori senza la dipendenza e l'approvazione del governo; ed ultimamente ha ristretta la predicazione ai soli vescovi, parrochi, e loro coadiutori, e si è intromesso nelle cause degli sponsali.

Oltreciò, con ammirazione e scandalo di tutti i buoni, si permettono nei pubblici teatri rappresentazioni, che mettono in ridicolo e in discredito la religione e la disciplina della Chiesa, e tendono a corrompere ogni buon costume, senza che vi si possa apprestare alcun rimedio, mostrandosi il governo cisalpino sordo ad ogni sorta di reclamazione.

Non v'ha dubbio che tutti questi abusi, che il governo cisalpino fa del suo potere, non sieno in piena contradizione colle intenzioni del Primo Console e del governo francese, manifestate con tanta lealtà al Santo Padre, il di cui religioso cuore è penetratissimo dal dolore di veder manomessa un'altra volta la religione, i suoi ministri, la disciplina e i diritti della Chiesa, malgrado la protezione dichiarata dal Primo Console e dal governo medesimo. Sua Santità, con infinito suo rammarico, prevede a quali eccessi si arriverà, se non si appresta un pronto ed efficace riparo; e perciò mi ordina di raccomandare a V. S. I. e R. di adoperare tutte le possibili maniere, onde eccitare il Primo Console e il

il s'en tenait uniquement à une proclamation du 15 prairial (4 juin 1800), inspirée par le P. Consul, et disant : « Dovrà da chiunque essere rispettato il libero e pubblico esercizio della religione cattolica, secondo gli usi che praticavansi al tempo che il P. Console, come generale in capo, dimorava in Milano. » Or, disaient les Cisalpins, Bonaparte ayant résidé dans la haute Italie pendant plus d'une année après le mois d'avril 1796, les lois rendues pendant cette dernière période étaient encore valables; l'article 2 de la loi du 5 juillet 1800 était rédigé par erreur et ne pouvait être observé à la lettre. Comme preuve de cette méprise, ils citaient précisément le message présentant la loi du 5 juillet 1800; on y lisait que toutes les lois anciennes étaient maintenues : « ritenuto, riguardo al libero esercizio del culto cattolico, quanto è stato prescritto, nel proclama del 15 pratile anno corrente, dall' Amministrazione provvisoria di Milano. »

governo francese ad un rimedio per un oggetto tanto interessante, col prescrivergli una esatta osservanza dei proclami pubblicati in nome della nazione francese, e revocare ed annullare tutti gli ordini emanati con dispacci particolari, che sono in contraddizione coi proclami medesimi. Il Santo Padre si ripromette dalla di lei attività e zelo il più felice esito : ed io, nel rinnovarle i sentimenti, etc.

(Cultes, *Arch. de Caprara*).

285. — Jackson à Grenville.

Rome, february 23^d 1801.

... Yesterday general Murat with several officers of his staff arrived at Rome. Some patriots waited his arrival on the road and endeavoured to excite the public to receive him with acclamation, and also to attract the attention of the general by crying « viva », but without effect. The arrival of Mr Murat created no other visible emotion, nor did he take the smallest notice of the patriots. I am informed that he has renewed his promise made to Mgor Caleppi not to occupy Civita-Vecchia...

(Record office, *Sardinia*).

286. — Ghislieri à Colloredo.

Rome, 23 février 1801.

.. Ce général [Murat] que M. de Damas avait attendu, samedi (21 février) au soir, jusqu'à lui préparer un grand souper, auquel les cardinaux Consalvi et Ruffo, la princesse Borghese et d'autres personnes de marque avaient été priées, arriva seulement hier après midi ; mais dès le matin, M. de Damas, ne croyant pas de pouvoir différer plus longtemps son départ, prit la route de Naples et ne laissa ici que son quartier-maître général comte de Ventimiglia avec quelques dragons, qui partiront tous au plus tard demain au matin. Le général Murat est descendu au palais Sciarra, que le Pape lui avait fait préparer ; Léopold Berthier avec des autres officiers de l'état-major forme toute sa suite, peu nombreuse, et on a vu ici avec plaisir que le général a laissé en arrière ses guides et n'a pour sa garde que la garde d'honneur

que le Pape lui a assignée. A cette occasion, on a recruté et formé à la hâte un bataillon de huit cents hommes, et le gouvernement n'a pas oublié d'envoyer, d'abord après la formation de ce petit corps de troupes, une garde d'honneur au palais Corsini où loge S. A. R. madame l'archiduchesse Marianne.

Murat alla d'abord chez Sa Sainteté, qui lui fit présent d'un camée superbe. Le général français profita de cette entrevue pour faire sentir au Pape le désir extrême que Bonaparte avait, que l'archevêque de Milan fût nommé cardinal dans le consistoire de ce matin ; mais le Pape put décliner une pareille demande, par l'impossibilité de rien changer aux déterminations déjà prises pour un consistoire si imminent, et se borna à assurer le général français qu'il aurait eu égard aux recommandations du Premier Consul, aussitôt que, d'après les renseignements qu'il se réservait de prendre sur la conduite de l'archevêque de Milan, il le trouverait digne de cette promotion.

Ce matin, j'ai cru à propos d'aller chez le général Murat, pour aplanir toutes les difficultés touchant l'absence des Toscans et le paiement des contributions ; et la manière dont il m'a reçu prouve le respect que les Français veulent, dans ce moment-ci, faire voir pour la cour impériale et royale. J'ai même lieu à espérer que tout s'arrangera au moindre désavantage possible des pauvres Toscans. Et, d'après ce que Murat même m'a dit sans mystère, il paraît sûr que le Premier Consul lui enverra incessamment les pleins pouvoirs nécessaires pour traiter définitivement la paix avec la cour de Naples, qui a, de son côté, déjà donné tous les pleins pouvoirs à M. le chev. de Micheroux ; et que c'est à Florence que ce congrès aura lieu. Le courrier que le général Murat attend incessamment de retour de Paris, et qu'il se propose d'attendre ici à Rome (ce qui peut prolonger sans doute son séjour au delà des deux jours qu'il s'était proposé de passer ici), décidera de l'affaire...

(Arch. de Vienne).

287. — Ruffo à Acton.

Roma, 24 febbraio 1801.

Essendo arrivato l'altra sera in questa capitale il sig. generale

Murat con più uffiziali dello stato-maggiore, ho creduto mio dovere di fargli ieri una visita di complimento, e mi ha egli ricevuto nella maniera la più graziosa e la più obbligante. Io mi ero determinato a dargli un pranzo ; ma poi mi sono trattenuto di fargliene l'invito, perchè nel discorso mi ha detto che sperava di partire quest' oggi, e perchè ho conosciuto che desiderava di starsene nella sua libertà. Gli ho bensì mandato questa mattina in regalo un bel cavallo da sella¹, e immediatamente ha inviato in mia casa il suo aiutante Beaumont per ringraziarmi e manifestarmi il suo pieno gradimento.

(Arch. de Naples).

288. — Labrador à Cevallos.

Roma, 25 de febrero 1801.

Las pocas tropas napolitanas que quedaban en esta ciudad, han salido de ella en virtud de un armisticio de treinta dias, concluido entre aquella corte y el general Murat. El gobierno napolitano ofrece excluir de sus puertos á los Ingleses, y admitir á los sujetos desterrados por causa de sus opiniones políticas ; por lo cual la conclusion de la paz puede mirarse como cercana.

Entretanto, diez y ocho mil hombres de tropas francesas, que guardan ú observan verdaderamente una disciplina muy exacta, ocupan el Estado pontificio ; pero estas tropas son gravosas, muy gravosas, por las contribuciones que ellas exigen en dinero, víveres, efectos de vestir, y áun caballos, de los cuales dichas tropas han hecho últimamente una requisita ó requisicion de cuatrocientos, en sólo el pequeño ducado de Urbino.

El general Murat y el jefe de su estado-mayor, Leopoldo Berthier, se hallan en esta ciudad, y ambos han visitado diferentes veces al Santo Padre, observando siempre el mayor decoro.

(Alcala, *leg.*, 5747).

¹ Le P. Consul écrivit à Murat, le 22 mars : « .. On m'a dit que le cardinal Ruffo voulait vous offrir un cheval : vous devez.. refuser ; cet homme a joué un rôle trop méprisable » (*Corr.*, n° 5482).

289. — Consalvi à Spina.

Roma, 25 febbraio 1801.

Profitto di un corriere del re di Sardegna che passa per venire a Parigi, e scrivo in somma fretta. Accludo un duplicato del mio dispaccio ultimo del dì 21 del corrente, se mai quello si smarrisce. Accludo ancora un altro foglio in numeri, e la nota della promozione, seguita lunedì 23.

L'ultimo suo dispaccio a me giunto è il n° 21 e 22: dal 15 al 21 mi mancano. Bisognerebbe assolutamente che ella trovasse una via più sicura, perchè le sue lettere mi giungessero. Io ho intrapreso da qualche tempo ad inviare le mie a Genova, all' agente di casa Brignole, perchè le invia alla sua padrona a Parigi, da cui ella debba ricuperarle, rimborsandola della posta. Ancora non so se di tante che le ho inviate per questa via, le ne sia giunta alcuna. Pensi seriamente a quest' affare.

Vengo alle nostre nuove. Sono tre giorni che le truppe napoletane ci hanno lasciati del tutto, e che abbiamo qui il generale Murat, che giunse il dì 22 col generale Berthier ed alcuni suoi aiutanti, ma senza nemmeno un soldato. È impossibile che io le dica di lui tutto il bene, che merita. Gli dobbiamo moltissimo in ogni genere. La sua somma onestà, e moderazione, e giustizia, e candore, e rispettosi riguardi, e costante condiscendenza sono al di sopra di ogni elogio. Ella lo faccia sapere al Primo Console, a cui Sua Santità lo vuole anche scrivere direttamente. Egli è stato alloggiato e trattato dal governo nel palazzo Sciarra. È stato tre volte dal Papa ¹, con una soddisfazione reciproca, di cui ella non può avere idea. Sua Santità, oltre una memoria che gli mandò a Foligno, che fu un cameo assai bello, gli ha usate anche qui altre consimili attenzioni, veramente per riconoscenza di tutto il bene che ci ha fatto, col risparmiarci al possibile i danni inseparabili dalla stazione delle truppe.

Ieri giunse la nuova della pace ², con gli articoli di essa, che ci hanno recato gran dolore, vedendo confermati alla Cisalpina

¹ Murat se rendit au Quirinal le 22 février, en arrivant à Rome. Il revit deux fois le Pape le 25, veille de son départ.

² La paix signée à Lunéville.

tutti i suoi possessi, e dato per confine l'Adige. Dunque il Papa perderà le suoi Legazioni, e nemmeno avrà dei compensi, i quali pure si accordano al Gran Duca ed agli altri principi dell' Impero, che restano spogliati dei loro stati. Non si sa intendere come il Papa debba esser così trattato, dopo la condotta che ha tenuto col governo francese, anche prima che le vittorie di questa ultima campagna lo rendessero l'arbitro assoluto della sorte d'Italia. Il Santo Padre si è prestato ad assicurare anche la intera tranquillità della Repubblica, con una lealtà e disinteresse senza esempio, ed ha sormontata anche ogni estero riguardo. Si aspetta dunque dalla giustizia, e dalla buona corrispondenza e generosità del Primo Console la restituzione delle sue provincie, senza delle quali bisogna far capire che questo Stato non può assolutamente sussistere. Ella ne parli direttamente col Primo Console, e impieghi ancora i buoni uffici dei ministri di Spagna, Prussia e Sardegna, che sono in Parigi.

Il generale Murat ha detto al Papa, che il Primo Console desidera ardentissimamente che faccia cardinale l'arcivescovo di Milano, e che il Primo Console doveva averlo scritto a Sua Santità. Questa lettera non è giunta; ma il Santo Padre crede pienamente al generale Murat, e lo farà senza difficoltà, per compiacere il Primo Console, e dimostrargli i suoi costanti riguardi. Ma dice il Papa, che egli sa troppo cosa sia l'esser cardinale nella Cisalpina. Bisogna assicurare questo punto, tanto sulla sostanza, che sopra quei riguardi che il Papa non può non esigere verso la dignità cardinalizia. Ella mi risponda su di ciò sollecitamente, perchè dalla sua risposta dipenderà la maggior sollecitudine della esecuzione.

Speriamo che ella possa presto mandarci il corriere, con il progetto del trattato sulla sistemazione delle cose ecclesiastiche e ristabilimento in Francia della religione. Ora che è fatta la pace, potrà il Primo Console vieppiù applicarvisi; onde se ne attende una decisione sollecita.

Non ho tempo di dirle altro, pressando il corriere per la sua partenza.

Mi scordavo dirle che il povero M^{ss} Massimi è morto in Napoli ¹.

(Cultes, *Arch. de Caprara*).

290. — Consalvi à Spina.

(en chiffres)

Roma, 23 febbraio 1801.

Ho pochi momenti, onde faccio una cifra brevissima.

Le dirò, che per fare evacuare dalle truppe francesi lo Stato (eccettuato Ancona) malgrado l'articolo dell' armistizio con Napoli, che ce li fa rimanere, si è convenuto con il generale Murat di dargli settanta mila scudi, come ben andata ². Egli ha detto chiaramente, che è una distribuzione fra gli uffiziali, e che sono cose indeclinabili. A calcolo fatto ci torna conto, onde si è data senza farne querela, benchè io sia persuaso che anche senza di questo sborso partirebbero, per mancanza di viveri.

Questo generale Murat è ottimo, assolutamente ottimo. Egli è restato incantato del Santo Padre e del ministero. Ha promesso i più favorevoli uffici per le nostre cose temporali presso il Primo Console, che lo ama molto.

Gli articoli di pace, che giunsero ier sera, ci hanno spaventato, e messo nel più grande orgasmo e dolore. Vi si conferma in sostanza l'esistenza della Cisalpina, e si fissa per suo confine l'Adige, conferendole ancora le possessioni già prima godute. Dunque, addio Legazioni! Ella faccia su di ciò tutti i passi più proficui, e benchè non abbia carattere di ministro, sempre è però il nostro commissionato di affari. D'altronde, ora che l'Imperatore ha fatta la sua pace, siamo obbligati a minori riguardi. Faccia dunque sentire, che assolutamente questo Stato non può sussistere senza le Legazioni, e faccia pur anche sentire l'ingiustizia che il Papa sia spogliato, tanto più che agli altri spogliati si danno dei compensi, e al Papa perchè no? Tanto più che l'Assemblea nazionale assicurò il compenso anche per Avignone (di cui non bisogna nemmeno scordarsi), onde il Primo Console non vorrà certamente essere men giusto. Si raccomandi

¹ Le marquis était un des signataires du traité de Tolentino.

² En calculant l'écu romain à 5 fr., cette somme équivalait à 350,000 fr.

a Lucchesini, al ministro russo, ed al conte di San Marsan, ed al ministro di Spagna.

Circa gli affari ecclesiastici, vedremo se adesso si accelererà la loro conclusione. Debbo avvertirla, che si sentono delle notizie assai svantaggiose all' abbate Bernier¹; onde ella lo tratti con cautela. Io non intendo di giudicarlo, ma solo di avvertirla.

Di Pesaro, non s'intende come ancora non si rende a Sua Santità. Ma io non ho voluto spingere su di questo, per timore che non ci si renda *pro omni et toto*, onde è men male a pazientare ancor di più.

Circa Benevento e Ponte-Corvo, ella faccia sentire indirettamente la restituzione apparente fattacene, perchè riserbandosi il re l'alto dominio e rendendo il solo utile, ha voluto far credere una restituzione, che non è vera, e vi fa lui da sovrano. Noi abbiamo sempre reclamato contro il dispaccio dei 2 ottobre, che così fissa le cose², ma inutilmente, e siamo sul punto di richiamare i due governatori, non avendo altro modo di scuotere la corte. Si è tardato per non rompersi, ma non si sa come fare altrimenti. Il generale Murat dice di voler esigere che le regie truppe lo evacuino. Vedremo cosa ne risulterà.

Abbiamo regalato al generale Murat un quadro, e vari belli camei, e scatole di mosaico, e così al generale Berthier, ed agli aiutanti e segretario. Sono stati tutti assai contenti.

(Cultes, *Arch. de Caprara*).

291. — Note de Consalvi remise à Murat.

Rome, 25 février 1801.

Les déclarations faites tout récemment par S. E. M. le général Murat, commandant en chef de l'armée d'observation, au Saint-Père et au cardinal secrétaire d'État, sont une nouvelle preuve pour Sa Sainteté des intentions amicales du Premier Consul de la République française par rapport à la souveraineté

¹ Ces renseignements venaient probablement d'ecclésiastiques français déportés, qui vivaient à Rome, et notamment de l'abbé de la Brunière, vic.-général d'Uzès.

² Voir dans le t. I, p. 217, la note 2.

temporelle du Saint-Siège. Pénétré de ces sentiments à son égard, le Saint-Père a ordonné au secrétaire d'État de prier le général Murat d'être l'interprète auprès du Premier Consul de toute sa reconnaissance, ainsi que d'agréer lui-même ses plus vifs remerciements pour la bonne conduite que S. E. a fait tenir à ses troupes dans les États de l'Église.

En même temps, le Saint-Père, encouragé par tous ces procédés de la part du gouvernement français, prie M. le général de vouloir bien représenter au Premier Consul, qu'il espère de se voir aussi rétablir dans la possession de ses meilleures provinces, savoir les trois Légations, domaine sacré de l'Église romaine, et si nécessaires à son soutien. M. le général Murat a déjà vu par ses propres yeux la misère affreuse dont est couvert le reste de l'État ecclésiastique. Séparé de la Romagne, de Bologne et de Ferrare, il est impossible qu'il puisse jamais supporter les charges indispensables du gouvernement, et fournir décemment aux frais pour le maintien et la dignité du chef de l'Église, pour l'entretien de ses ministres auprès des Puissances, et des ouvriers évangéliques qui se consacrent à porter la lumière de l'Évangile dans les pays les plus éloignés. Si donc le Premier Consul veut de son côté conserver la souveraineté temporelle du Saint-Siège, ainsi que M. le général Murat l'a positivement déclaré, le Saint-Père ne doute pas qu'il veuille encore lui fournir les moyens de satisfaire à tant de devoirs que lui impose sa dignité, par la restitution des susdites provinces, au recouvrement desquelles Sa Sainteté est obligée de mettre le plus grand intérêt.

La France, qui a été de tout temps l'appui de l'Église romaine, le sera encore à l'avenir ; et Sa Sainteté ne doute point que le Premier Consul se montrera avec lui également grand par sa justice et sa générosité envers le Saint-Siège, qu'il l'est vis-à-vis de l'Europe entière par ses victoires et par ses talents politiques.

(Guerre, Armée d'observation du Midi ; Cultes, Arch. de Caprara).

292. — Consalvi à Spina.

Roma, 28 febbraio 1801.

Con un corriere giunto qui da Parma ¹ ricevei, l'altra sera, per mezzo del ministro dell' Infante, un suo piego che conteneva le sue lettere dal n° 23 fino al n° 30, e le altre carte relative alla trattativa. Non si era ricevuta qui, per parte del governo o di altri, cosa alcuna a ciò relativa, onde il di lei piego ci è stato opportunissimo per istruirci in prevenzione. Attendiamo Livio con impazienza, la di cui venuta ella ci annunzia sì vicina.

Il suo piego ci ha in sostanza consolati, tanto più vedendo l'accompagnamento reale, e di fatto, della condotta qui tenuta dalle truppe. Ieri l'altro, partì il generale Murat per Foligno, e di là a Firenze. Creda pure, che si è avuta una gran fortuna ad aver lui, più che qualunque altro. È veramente una persona eccellente. Egli è partito contentissimo del Papa, e dirò anche di me. Certamente ha trovato quella lealtà, e candore, che non è tanto comune oggi giorno. Si è detto il sì, dove si è potuto; si è detto civilmente e con dispiacere il nò. Ma convien render lode al vero: le dimande sono state discretissime.

Quanto alla pace di Napoli, pare che non ci sarà il minimo dubbio: già gli Inglesi hanno lasciato tutti i porti, e quella corte si prepara alla trattativa definitiva della pace. Queste sono le nuove di colà.

Le nostre interne mancano, dal breve tempo dacchè io le ho scritto l'altra mia. Tutto si riduce ad una imminente (e già accettata) rinunzia del cardinale camerlengo ², motivata, egli dice, dalla sua contrarietà al libero commercio, dal qual sistema vede diminuita la sua giurisdizione. Alcuni dicono, che il camerlengo rendendo ora soli annui 1000, e la segreteria de' brevi da 2400 incirca, per questo egli la preferisce. — La salute di Nostro Signore è ottima. — Siamo in una miseria di cui ella non ha idea, così per denaro che per viveri.

Altro non mi occorre di significarle, onde pregandola di miei saluti al P. Caselli, resto con distinta stima, etc.

(Cultes, *Arch. de Caprara*).

¹ Voir les pièces nos 241 et 244.

² Le card. Braschi-Onesti, neveu de Pie VI.

293. — Consalvi à Spina.

(en chiffres)

Roma, 28 febbraio 1801.

Ella si tranquillizi, poichè nulla di quello che ella temeva è qui accaduto ¹. L'armata francese, fuori del grave danno pecuniaro, e dell' affamarci consumando i pochi nostri viveri, niun male ci ha fatto. Tutti i generali e comandanti si conducono come i nostri migliori amici. Per dire il vero, non si può dire di essi tanto bene quanto meritano. Sicchè il ritardo per la partenza del corriere non deve essere stato artificioso, poichè non si è voluto profittare dalla circostanza della presenza dell' armata; [non] si è voluto prevenir lei con inviare prima il governo lettere ed avvisi, giacchè finora, fuori del di lei dispaccio di Parma, niente altro ci è giunto. Si aspetta dunque Livio ansiosamente.

Le dirò che tutte le carte da lei trasmesse, essendoci appena stato il tempo di leggerle e per conseguenza non avendo ancora potuto bene rilevare il tutto ad occhio nudo, —le dirò che nè ad Antonelli, nè a me, ha fatta sinistra impressione il progetto ². A me pare, che tutta la forza della risposta starà in dover guadagnar terreno nell' articolo primo, cioè dilatare la dichiarazione della religione dominante, mentre così non è che privilegiata. Il resto si accomoda non difficilmente.

Circa il cardinale legato, si è sorpresi come ella abbia potuto pensare a proporre quello che ci ha indicato. ³

Circa le credenziali per qualificar lei e abilitarla a trattare le cose temporali, le si manderanno fra due o tre giorni, giacchè profitterò del mezzo del generale Murat. Intanto ella dica pure, che le si è scritto che le avrà a momenti. La posta è giunta sì tardi, che oggi manca assolutamente il tempo. Sua Santità pensa però che sia ben fatto ciò che ella suggerisce, cioè che se ne valga a trattare, non a spiegare carattere pubblico finchè il concordato ecclesiastico non sia conchiuso.

Noi crediamo, che le lettere del generale Murat ci saranno di

¹ Voir les pièces nos 236 et 239.

² Le projet IV (pièce n° 181). On a vu que l'existence du projet V était inconnue à Spina le jour où ce prélat faisait, à la dérobée, l'envoi des pièces de la négociation par un messenger espagnol allant à Parme.

³ Voir à l'Appendice, une lettre particulière de Spina, du [14 février].

giovemento. Ho procurato di interessarlo anche per questa trattativa ecclesiastica, e me lo ha decisamente promesso.

Quanto alle Legazioni, il desiderio che mostrano costà, fuori che ella le dimandi (questo lo può fare anche senza poteri speciali, molto più ora, che essendo fatta la pace coll' Imperatore ci è da avere meno riguardi), ci dà molta lusinga. Dall' altra parte, gli articoli di Campo-Formio, richiamati letteralmente in Lunéville, fissano di nuovo la loro sorte nelle mani de' Cisalpini¹. Ella declami però quanto può, ed anche per Avignone.

Le accludo la copia della nota da me data sulle Legazioni al generale Murat², chiestami da lui medesimo. Non pensai a parlare in essa anche di Avignone, ossia del compenso già promesso dall' Assemblea nazionale³. Starà a lei a farvi questa aggiunta.

Ecco quanto posso dirle oggi in fretta, riserbandomi ad altra lettera fra pochi giorni.

Debbo prevenirla per suo lume, che la corte di Spagna ci ha messi nel più terribile imbarazzo, perchè, prevedendo di dover nella pace riconoscere Paolo I, e non volendo il suo dominio in

¹ L'art. 12 du traité de Lunéville, imité de l'art. 7 du traité de Campo-Formio, disait : « S. M. Impériale et Royale renonce, pour elle et ses successeurs, en faveur de la République cisalpine, à tous les droits, et titres provenant de ces droits, que S. M. pourrait prétendre sur les pays qu'elle possédait avant la guerre et qui, aux termes de l'art. 8 du traité de Campo-Formio, font maintenant partie de la République cisalpine, laquelle les possédera en toute souveraineté et propriété, avec tous les biens territoriaux qui en dépendent. » — Comme l'art. 8, ainsi visé, mentionne les Légations parmi les pays composant la Cisalpine en 1797, Consalvi avait compris que ces trois provinces se trouvaient formellement restituées aux Cisalpins. — L'art. 12 du traité de Lunéville devait cependant s'interpréter dans un autre sens : car l'Autriche n'avait jamais possédé les Légations « avant la guerre » ; c'était « pendant » la guerre actuelle qu'elle les avait occupées. Elle n'avait donc pas à céder sur ces contrées des droits, que d'ailleurs la France ne lui reconnaissait pas, que l'Europe même lui contestait. En réalité, il n'était pas question des Légations dans le traité de Lunéville. La France continuait à se regarder comme maîtresse de ces provinces en vertu du traité de Tolentino ; et si, en 1797, elle les avait données à la Cisalpine, aujourd'hui il n'était pas encore certain qu'elle les rendrait à cette république.

² Pièce n° 291.

³ Le décret du 14 (14) septembre 1791, qui réunissait Avignon à la France, portait : « L'Assemblée nationale décrète que le Roi sera prié de faire ouvrir des négociations avec la cour de Rome, pour traiter des indemnités et dédommagements qui pourraient lui être légitimement dus. »

Spagna, ha chiesto con un corriere un breve, che smembrì nel momento le Lingue di Spagna dal corpo dell' Ordine, e le metteva interamente sotto il re : ciò fatto, non avrà difficoltà di riconoscere il titolo nudo in quello imperatore. Ma Sua Santità, vedendo quanto ciò lo comprometterebbe con Paolo I, oltre il danno intrinseco di smembrare quelle Lingue (ciò che darebbe ansa ad altre richieste), ha dovuto ricusarsi con la migliore buona grazia possibile, e si è mandata oggi la nota negativa, ciò che si sarà di grave torto presso il sig. Labrador, e presso la corte. Ella lo sappia per suo lume, e si regoli con prudenza, certo che almeno Paolo I non ce ne dovrebbe voler male.

(Cultes, *Arch. de Caprara*).

294. — Maury à d'Avaray.

Rome¹, 28 février 1801.

.. Le général Murat, dont les troupes occupent l'Ombrie et la marche d'Ancône dans les États de l'Église, arriva ici le 22 avec six de ses officiers. Il y a été logé et noblement hébergé au palais Sciarra, aux dépens de la chambre apostolique. Les Romains l'ont trouvé poli et modéré. Il n'a reçu les jacobins du pays, que pour les tancer comme une vile canaille qui ne devait plus compter sur la protection de la France. Il a paru agréer, avec beaucoup de satisfaction, la proposition du gouvernement de faire illuminer la façade de son palais aux dépens du trésor public, le jour de la promotion des cardinaux. Il est venu à Rome pour déclarer au gouvernement, que les armées françaises n'étaient point dans l'usage de vivre aux dépens de la France dans les pays étrangers ; qu'en conséquence, il était obligé de recourir aux contributions et aux réquisitions forcées dans les terres de l'Église qu'il occupait, à moins que le Pape n'aimât mieux prévenir les désordres inséparables de ces expédients militaires, en lui comptant dans dix jours une somme de cent soixante-mille écus romains. Cette dernière proposition a été acceptée. Le Saint-Père a établi sur-le-champ un nouvel impôt, et il en a délégué

¹ On a vu (t. I, p. 399, note) que le cardinal était revenu à Rome dans la première quinzaine de février.

le produit à une compagnie de banquiers, qui a fait l'avance de la somme exigée...

(en chiffres).

J'ai eu une très longue audience du Pape. Je lui ai parlé avec respect, mais avec une vigueur à laquelle il n'était pas accoutumé. Notre conférence a duré près de deux heures.

1° Je lui ai demandé où en était la négociation de Paris. — Il m'a répondu que Mgr Spina lui écrivait qu'il avait quelques espérances de servir utilement le Saint-Siège en gagnant du temps, et qu'il trainait en longueur le plus qu'il lui était possible; que Bonaparte ne se montrait pas absolument intraitable; mais que le Pape devait faire le mort, s'abstenir de toute décision prématurée, et principalement de toute démarche irrévocable.

2° Je lui ai demandé s'il se proposait de faire honneur à la recommandation du roi en faveur de Mgr Badossi.¹ — Il m'a répondu que cet homme prétendait avoir été fait prélat par le feu pape à Vienne, et qu'il n'en fournissait aucune preuve;.. que c'était un parleur très inconsideré, et qu'il n'avait ni secret, ni prudence; qu'en passant à Vienne il avait dit à tout venant tout ce qu'on lui avait confié à Pétersbourg et à Mitau²;... que dans ce moment on ne pouvait en rien faire, attendu qu'il se disposait à retourner à Pétersbourg.

3° Étant bien informé moi-même du contenu de la lettre de Paul I^{er} apportée par ce prélat au Pape, j'en ai parlé à Sa Sainteté. — Le Saint-Père m'a dit que l'empereur de Russie lui écrivait uniquement pour lui demander le rétablissement des Jésuites,

¹ Le Roi était depuis plusieurs années en relations avec Mgr Badossi (cf. *Lettres et instr. de Louis XVIII au Cte de Saint-Priest*); et *Corr. du card. Maury*, t. I.

² Le 7 février, le Pape, parlant devant le card. Ruffo du projet d'union des deux Eglises, grecque et latine, s'était plaint vivement de l'indiscrétion de Mgr Badossi, qui avait ébruité l'affaire, notamment à Vienne. Le Pape avait montré les meilleures dispositions pour étudier la question; il avait ajouté que: « Egli starà in atto di spedire una lettera responsiva a S. M. Imperiale che le ha scritto, per quanto pare, confidenzialmente; che egli, il Santo Padre, avrebbe mandato un nunzio o internunzio con tutte le facoltà necessarie, subito che fosse stato sicuro che detto internunzio o nunzio fosse per essere ben ricevuto, non ostante che l'affare del magistero di Malta non fosse ancora conchiuso; e per accordare il quale magistero ha dimostrato a S. M. le migliori disposizioni, siccome possa asserire che ha sempre dimostrato.. » (Ruffo à Acton, Rome, 10 février 1801).

ou du moins l'approbation de leur régime actuel en Russie, en offrant de payer la dépense de leurs missions dans la Chine et dans les Indes.

4^e Je lui ai parlé à fond de l'affaire de Malte.—Il m'a répondu que Paul I^{er} ne voulait aucun médiateur pour la traiter ; que le temporel de Malte était fort difficile à arranger, parce que les intérêts du commerce du Levant ne permettaient de donner cette île à aucune des grandes puissances, et que l'Ordre n'était point assez riche pour en exercer la souveraineté. « Nous serons bientôt d'accord, m'a-t-il ajouté, pour le spirituel, quand le temporel sera arrangé. Je ne dois pas me presser, continua-t-il, de m'occuper de cette affaire, jusqu'à ce que ce préalable soit rempli. L'Espagne, qui me voulait mettre en activité, et qui m'a fait tourmenter pendant deux mois pour me forcer de reconnaître le grand-maitre Hompesch, me sait très bon gré de ma résistance, à présent qu'elle s'est raccommodée avec la Russie. J'ai fait dire à Hompesch, qui est à Fermo, que, s'il se donnait des airs de grand-maitre, je le ferais sortir immédiatement de mes États, et que je le prévenais qu'il ne serait plus reçu en Espagne. »..

5^e Je lui demandai si je pouvais écrire au roi que M. l'archêque de Reims était du nombre des cardinaux qu'il s'était réservés *in petto*. — Il me dit que les Français étaient dans ses États et le général Murat à Rome, et que ce serait vouloir le précipiter dans un abîme, que de l'exposer à heurter autrement que par des faits négatifs, comme il le faisait tous les jours, le gouvernement actuel de la France... (Maury demanda si le Pape avait compris l'abbé de Bayane ¹ parmi les cardinaux réservés *in petto*. Le Pape parut embarrassé.) « Donnez-moi donc, me dit-il, un moyen de m'en tirer. — Le voici, lui dis-je, Saint-Père. Je déclare à Votre Sainteté, au nom du roi de France mon maître, que je m'oppose formellement en son nom à la promotion de M. l'abbé de Bayane au cardinalat, jusqu'à ce que Sa Majesté y ait donné son consentement, sans lequel il ne peut pas accepter cette dignité. »..

Je me plaignis ensuite de ce que le Pape n'avait pas même attendu la mort du cardinal Zelada, visiteur apostolique des éta-

¹ L'abbé de Latier de Bayane, originaire du Dauphiné, était alors doyen de la Rote, poste cardinalice.

blissements français, pour donner la même commission au cardinal Lorenzana. J'observai qu'en qualité de ministre du roi et de protecteur des églises de France, je n'avais nul besoin d'un bref de Sa Sainteté pour m'emparer de l'administration de ces établissements, mais que je l'aurais acceptée de courtoisie, puisque le cardinal de Bernis m'avait donné avant sa mort l'exemple de cette condescendance. — Le Pape me répondit que c'était un dépôt entre les mains d'un octogénaire, et qu'on avait imaginé ce moyen terme pour ne pas prendre dans ce moment un parti trop prononcé. — « Tous vos moyens termes, lui dis-je, tournent au préjudice du roi. Après avoir formellement reconnu Sa Majesté, vous ne faites rien pour elle, et je ne sais même pas si vous avez répondu à ses lettres. » — Il me dit qu'il n'écrivait à personne, de peur de se compromettre; qu'il ne correspondait point depuis six mois avec sa propre famille, de peur que ses lettres ne fussent interprétées ou interceptées. « Serais-je assez malheureux, ajouta-t-il en joignant les mains et en levant les yeux au ciel, pour que le roi pût douter de ma tendresse pour lui ! Je donnerais ma vie pour le remettre sur le trône. Assurez-l'en bien positivement. Je ferai en sorte de lui écrire par le retour de Mgr Badossi. » — Touché de cette ouverture de cœur très sincère, je lui dis que je serai toujours un ange de paix entre Sa Sainteté et le roi, mais qu'elle ferait très bien de manifester elle-même ses sentiments à Sa Majesté; car si le roi m'ordonnait de faire afficher, à la porte de Saint-Louis et de la Trinité-du-Mont, qu'il défendait formellement à tous ses sujets qui se trouvent dans ces deux maisons, de reconnaître d'autre administrateur que moi, j'exécuterais très certainement ses ordres avec la plus prompte ponctualité. « Vous devez savoir mieux que personne que les souverains légitimes, qu'on pouvait croire morts, ressuscitent souvent très vite. Je vous prie de vous en souvenir, toutes les fois que je vous parle du roi de France. » Ces menaces, qui ressemblent à des confidences, font un très bon effet sur son esprit. Il m'est démontré que son cœur est tout entier pour le roi. Je le trouve doux, modéré, raisonnable;.. mais très timide et très avisé...

(Pap. du card. Maury). ¹

¹ Publié par Mgr Ricard, *Corr. du card. Maury*, t. II, p. 98.

295. — Consalvi à Della Genga, Ruffo et Erskine.

(en chiffres).

Roma, 2 marzo 1801.

Per ottenere che l'articolo III dell' armistizio coi Napoletani non sia eseguito a danno dello Stato, rimanendovi le truppe fin' alle sue posizioni, si è concordato segretamente col generale Murat la somma di 60,000 piastre, oltre 13,000 per un magazzino da lui riliasciato in Ancona, sebbene siasi voluto aver l'aria di regalarlo, essendo di maggiore valore. Si è dovuto usare altre attenzioni di regali di un quadro o di diversi camei ai generali Murat e Berthier, e altri dei più distinti ufficiali, e si è avuta la promessa, che ai 5 o 6 di questo mese tutta la truppa evacuerà lo Stato pontificio, eccettuati mille e cinquecento in Ancona. Convien confessare che dal generale Murat si sono ricevuti molti piaceri e condiscendenze, e che ci ha trattati benissimo in ogni genere.

Siamo istruiti da Parigi, che quanto prima giungerà qui il corriere Livio col progetto di concordato; ma non sò fino a quel grado, relativamente alla sua accettabilità, sarà soddisfacente. A quel che sembra prevedersene, parè che si voglia passar sopra al passato più che sia possibile, e che, quanto all' avvenire, l'influsso degli intrusi e del partito di opposizione ritenerà dentro più stretti limiti, che non pareva al principio dalle buone disposizioni del Primo Console. Ciò sia detto sotto altissimo segreto.

Del temporale ancora non si è parlato, secondo la massima fissata in principio; ma quel governo stesso fa sentire, che si desidera che se ne parli, e vi si autorizzi Mgor Spina; il che si farà. La stretta parentela col Primo Console del generale Murat, il quale di buona fede prende per noi un vivo interesse, potrà esservi di qualche utile. Egli è rimasto incredibilmente preso del Santo Padre, e non si è mostrato certamente mal soddisfatto di me. La pace di Napoli conta egli di farla in Firenze, e aspetta a momenti la commissione da Parigi. Sembrami che su qualche articolo vogliano rincarirla, specialmente sulla restituzione degli oggetti di arte presi alla partenza dei Francesi. Altro non ho da aggiungere, etc.

(Arch. du Vatican).

296. — Ghislieri à Colloredo.

Rome, 2 mars 1801.

Le 24 du mois passé, le général Murat a reçu un courrier de Paris avec la nouvelle de la paix signée à Lunéville, le 9, entre les plénipotentiaires de S. M. Impériale et Royale et du gouvernement français; et le lendemain on en a fait imprimer ici le traité en le copiant du *Moniteur* de Paris. Ledit général m'en voya d'abord un de ses aides de camp pour m'en faire part, et fêta cette nouvelle par une illumination au palais Sciarra où il logeait; mais, malgré l'usage qu'ont ici les ministres étrangers de donner dans des événements pareils des marques publiques de joie, j'ai cru de devoir les différer jusqu'à ce que je reçoive de Vienne la confirmation officielle de la paix, et que j'aie sur cela les ordres de S. M.

C'est par le même courrier que Murat a reçu le brevet de général en chef, et l'avis qu'on met à ses ordres un corps de trente mille hommes qu'on appellera Armée du midi de l'Italie¹; mais comme toutes ces dispositions du Premier Consul sont antérieures à la conclusion de l'armistice, il est à prévoir que cette armée du midi ne se formera pas. Et, en effet, les neuf à dix mille Français qui étaient déjà entrés dans l'Etat ecclésiastique, en sont ressortis presque entièrement, en prenant la route de Toscane²; et il est décidé que dans tout l'Etat ecclésiastique il n'y aura de troupe française qu'un petit corps de quinze cents hommes pour garnison à Ancône. Soixante-treize mille écus que le Pape a payés, et quelques présents qu'il a faits de mosaïque, de camées, etc., au général Murat et à quelques officiers de son état-major,

¹ Ordre du jour de L. Berthier; Rome, 6 ventôse (25 février): « L'armée est prévenue que, conformément à l'arrêté des Consuls du 24 pluviôse dernier (13 février), elle portera désormais le nom d'Armée d'observation du midi, et que le lieutenant-général Murat est nommé général en chef pour la commander. Il s'empresse d'annoncer aux braves qui la composent, que la paix entre la République française et S. M. l'Empereur, roi de Hongrie et de Bohême, vient d'être signée à Lunéville. Le gouvernement charge le général en chef de leur faire savoir, que c'est à leurs brillants succès qu'il doit la paix honorable qui vient d'être conclue. »

² Le mouvement fut commencé le 28 février. — Murat, parti de Rome le matin du 26, repassa par Foligno vers le 27 et arriva le 1^{er} mars à Florence.

ont facilité cette retraite entière des troupes françaises, qui par un plus long séjour auraient affamé l'État de l'Église.

Le général en chef est reparti jeudi passé (26 février), pour Foligno, d'où il s'est rendu à Florence pour y traiter la paix avec le chev. Micheroux, d'après les instructions et pleins pouvoirs que Bonaparte lui a expédiés.¹ Ces négociations apparemment ne seront pas longues, et la cour de Naples essuiera quelques sacrifices en fait d'argent, et sera obligée à rompre tout lien avec l'Angleterre.

On sait à cette heure que, dans les articles secrets de l'armistice, il n'y a pas eu question des caisses que les Français dès lors de l'évacuation de Rome n'avaient pas eu le temps d'emporter, et dont les Napolitains se sont emparés : mais on assure que, par un article du traité de paix, le gouvernement français exigera cette restitution de la part de la cour de Naples ; et Murat doit s'être déclaré là-dessus, que son intention est de ne prendre de toutes ces caisses que les monuments des beaux-arts promis à la France par le feu pape dans le traité de Tolentino, et de rendre le reste aux anciens propriétaires ; ce qui remettrait la famille Albani en possession de presque toutes les statues qui rendaient fameuse sa maison de campagne.

(Cultes, *Arch. de Caprara*).

297. — Murat au P. Consul.

Quartier général de Florence, 10 ventôse an IX (4 mars 1801).

Vous venez, mon général, de me donner une nouvelle marque de votre attachement et de votre confiance. Je sens tout le poids de la tâche que vous m'imposez en me confiant le commandement d'une armée à organiser, et dans un pays absolument épuisé, et je vous jure de faire tous mes efforts pour répondre à tant de bonté de votre part.

L'armistice que j'ai conclu le 30 pluviôse avec le chev. Micheroux, était absolument conforme aux instructions de vos ministres, et j'ai obtenu de plus l'embargo. J'étais alors loin de

¹ Murat n'avait point reçu ces pouvoirs, mais il en avait parlé comme s'il était certain d'en être muni.

prévoir que chaque dépêche du ministre de la guerre m'apporterait de nouvelles demandes à former¹. Aujourd'hui, je ne puis le faire qu'à l'expiration de l'armistice, c'est-à-dire le 20 (11 mars), où il m'est permis de déclarer la reprise des hostilités. Il n'y a pas une minute de perdue ; je ne pourrais absolument faire le mouvement dans le golfe de Tarente avant le 25 (16 mars), par la raison que les troupes ne seront pas rendues ici avant le 20 (11 mars)². Dites-moi franchement si vous voulez faire la guerre à Naples, et il ne me faudra que le temps de marcher, pour conquérir. Mais j'avais pensé que vous n'aviez qu'à exiger, en faisant la paix, pour obtenir et qu'alors il serait bien plus avantageux d'occuper ce pays comme ami. Je vous le répète, vous n'avez qu'à demander, pour faire la paix, ce que vous voudrez. M. de Gallo n'a pas de pouvoirs ; et ici, en vingt-quatre heures tout sera fini. Envoyez quelqu'un à cet effet ; autrement je vous déclare qu'à l'expiration de l'armistice, je marche, et que je n'en conclurai pas de nouveau. Il est désagréable pour moi tous les jours de former de nouvelles demandes, tandis que j'avais pour ainsi dire cru faire un traité de paix.

J'ai été à Rome, aux vives demandes du Saint-Père. Il en avait besoin : ma visite lui a donné de la considération et de l'aplomb. Elle a éclairé tous les partis sur l'objet de mon expédition, que beaucoup regardaient comme dirigée contre tout le midi de l'Italie. Il m'a montré beaucoup d'estime pour vous, je dirai de l'admiration et de l'attachement. Il est convenu que vous aviez besoin de lui pour consolider votre gouvernement et la paix, et que de bonne foi il ferait tout ce que vous voudriez. C'est un bon homme ; et s'il nous faut un pape, je vous assure que c'est celui qui convient aux circonstances. Il m'a surtout prié de vous repré-

¹ Une dépêche de Paris du 13 février (voir t. I, p. 405, note 2), parvenue le 24 à Rome en même temps que la nouvelle du traité avec l'Autriche, avait prescrit à Murat d'exiger l'occupation du golfe de Tarente jusqu'à la paix maritime avec l'Angleterre. Par des raisons de toute nature, Murat avait tenu secrète cette nouvelle condition ; il ne voulait la faire connaître aux Napolitains, et par suite au Saint-Siège, qu'après son retour en Toscane.

² Ce renfort, tiré de l'armée d'Italie d'après les ordres de Paris du 13 février (*Corr. de Nap.*, n° 3368), devait comprendre 10.000 fantassins et 2.000 cavaliers. Murat venait d'écrire à Brune de diriger ces troupes sur Florence, où il comptait réorganiser l'Armée d'observation.

senter que sans les trois Légations, il était perdu. Je lui ai promis de vous présenter sa position. L'Etat ecclésiastique présente véritablement un aspect effrayant ; il est sans ressources : on va manquer de pain au premier jour. Le Saint-Père m'a accablé d'amitié, de cadeaux ; il m'a donné son portrait, que je vous envoie. Veuillez l'accepter, avec une autre boîte de rouge antique qu'il m'a donnée, et un camée antique que vous pourrez mettre à une plaque de sabre. Lui ayant dit que, dans le temps, vous aviez fait espérer à l'archevêque de Milan de le faire cardinal, il m'a sur-le-champ assuré qu'il le serait au premier consistoire : il est déjà annoncé comme tel. M. Caleppi, qui a traité avec vous à Foligno, a été nommé archevêque ; il va nonce en Portugal.¹ Dans le dîner de la paix, il a porté votre santé ; j'ai porté celle du Saint-Père, en ajoutant : « Puisse-t-il par ses vertus et son zèle apostolique, consolider la paix que le Premier Consul vient de nous donner !² »

Il est de mon devoir de vous dire que ce n'est qu'avec une peine incroyable que j'ai empêché la révolution, et, si je n'avais pris le parti de renvoyer tous les réfugiés, je n'y aurais jamais réussi³. Si je marche contre Naples, que de malheurs ! la guerre civile est prête à éclater. Vous pouvez tout prévenir en faisant la paix. Que de sang épargné ! Que de nouveaux heureux vous allez faire !

J'ai déjà fait partir un bâtiment, avec la nouvelle de la paix, pour l'Égypte.

Nous sommes très bien vus dans le pays, par le système que j'ai adopté de nous faire tout fournir par les habitants ; mais si vous ne venez à mon secours, gare les contributions, et adieu la bienveillance ! J'attends avec impatience le retour du courrier qui vous a apporté la nouvelle de mon armistice. Je suis persuadé qu'il m'annoncera un plénipotentiaire, et alors tout ira le mieux du monde. Je vais en attendant disposer M. de Micheroux à mes nouvelles prétentions.

Mon général, vous auriez bien mauvaise opinion de moi, si je

¹ Mgr Lorenzo Caleppi remplaçait Mgr Pacca, créé cardinal. Avant de se rendre en Portugal, il fut chargé d'une mission temporaire auprès du nouveau roi d'Etrurie et resta à Florence jusqu'au 20 octobre 1801, jour où il présenta comme nonce Mgr Emmanuel di Gregorio (Arch. du Vatican).

² Voir les *Ann. philos. morales et littér.*, t. III, p. 226.

³ Voir un ordre du jour daté de Florence. 13 ventôse (4 mars).

ne parlais pas du désir que j'ai de me rapprocher de ma bonne Caroline et de mon petit Achille. Il faut être père, pour sentir combien ce rapprochement est nécessaire à mon bonheur. Je tremble pour la mère. Elle fait déjà des imprudences ; elle sort. Il est trois heures après minuit. Excusez tout mon griffonnage ; j'écris à la hâte ; je travaille du matin au soir. Recevez l'assurance de mon respect et de mon inviolable attachement. Embrassez, je vous prie, votre Achille pour moi.

(Guerre. Armée d'observation du Midi).

298. — Jackson à Hawkesbury.

Rome, march 6th 1801.

... It is certain that general Murat and His Holiness parted in perfect good humour with each other... (Murat avait proposé une convention, dont une clause excluait les Anglais des ports pontificaux). This proposal was declined altogether on the ground that a convention was wholly unnecessary, as the Pope had constantly declared that he neither could nor would attempt any opposition to the measures of either of the belligerent powers ; and with regard to the exclusion of the English from his ports, he was of opinion that whatever reason the french government may have had in stipulating that condition in the armistice with Naples, with whom they were at war, there was no colour of reason for their demanding it of him, with whom they were at peace and whose neutrality had been acknowledged : their perseverance in it therefore would afford a proof to all Europe of their treating friends and enemies alike.

These arguments, I have the satisfaction to add, had due weight on general Murat ; and he desisted of his demands both of a convention and of excluding the English. Some insinuations have been made here for the expulsion of the English from the Ecclesiastical states, but with as little effect...

(Record office, *Sardinia*).

299. — Ghislieri à Colloredo.

Rome, 7 mars 1801.

.. Les négociations de paix entre le général en chef Murat et le

ministre plénipotentiaire de S. M. Sicilienne, chev. de Micheroux, sont toujours dans le même état de stagnation ; ce qui fait croire faux, le bruit qu'on avait répandu des pleins pouvoirs envoyés à cet effet par le Premier Consul Bonaparte à son beau-frère. M. de Beaumont, aide de camp dudit général, a été très bien reçu à Naples ¹ et passe à Palerme, d'où l'on écrit que Murat a fait sentir que, dans le cas qu'il plût à S. M. Sicilienne de l'honorer de l'ordre de mérite de Saint-Ferdinand, il ne le refuserait pas ² : ce qui serait sans doute une marque évidente que le gouvernement en France veut rapprocher peu à peu les Français des anciennes idées de cour et d'aristocratie, que la fureur révolutionnaire a tâché en vain de détruire.

Les généraux français, qui profitent de l'inaction actuelle de leur armée pour voir Rome, se succèdent ici l'un l'autre sans interruption : avant-hier, le général Paulet est parti pour se rendre à son poste de commandant à Ancône, et hier le général Tharreau est arrivé. Les honnêtetés, dont les Français sont comblés ici par le gouvernement qui les défraie entièrement durant leur séjour, ne peuvent que donner l'envie à tous les généraux français de l'armée de Murat de venir, chacun à son tour, ou revoir ici leurs anciennes connaissances, ou bien faire un petit cours d'antiquités. La conduite pourtant très sage que ces Français observent et surtout les égards qu'ils ont pour Sa Sainteté et pour ses ministres, ôtent toute inquiétude sur leur séjour dans cette capitale ; et l'arrivée ici d'un seul Génois, nommé Sala, embarrasse le gouvernement bien plus que tous les Français qui ont été ici.

Ce Sala ³ est un Génois fort riche, établi à Marseille, et qui, du temps que les Français occupaient Rome et tout l'Etat ecclésiastique, a acheté quantité de biens nationaux à un très bas prix, et qui, escorté par une lettre du ministre Talleyrand, vient ici revendiquer la légitimité de ses contrats. On aurait aimé ici de décliner toute conférence sur un objet aussi délicat et de re-

¹ Il était parti de Rome, le soir du 24 février, pour surveiller l'exécution de l'armistice de Foligno.

² Micheroux à Acton ; Foligno, 18 février. — Voir aussi une curieuse dépêche d'Alquier à Talleyrand ; Naples, 11 floréal an X : 1^{er} mai 1802 (Aff. étr., *Naples*).

³ Voir la pièce n° 141.

mettre toute cette négociation à Paris, où il paraît que le prélat Spina ait débuté assez bien avec le Premier Consul ; mais le nombre des Français qui sont intéressés à ces contrats de biens nationaux est si grand, que Bonaparte, qui ménage adroitement tous les partis, n'entravera pas le ministre Talleyrand dans cette affaire-là, et laissera le Pape dans l'embarras de faire arranger l'affaire directement par le cardinal secrétaire d'Etat avec ledit Sala.

(Arch. de Vienne).

300. — Consalvi à Spina.

Roma, 7 marzo 1801.

Questa mattina, ho ricevuto con la posta di Genova i suoi fogli n^{ri} 16, 17, 18, 19, 20 ¹, l'ultima data dei quali è il 16 gennaio. Avevo antecedentemente ricevuto quelli fino al n^o 30, la di cui ultima data è il 13 febbraio, col corriere che giunse a Parma, come le ho accennato anche in altre mie anteriori a questa. Ho molto piacere ch' ella riceva le mie lettere esattamente per il mezzo dell' amica ² ; credo quasi che se ella facesse altrettanto, cioè consegnasse ad essa le sue perchè poi essa le accludesse al suo agente, farebbe assai bene, e le avrei più presto. Essa si lagna meco di non vederlo mai : perchè non le fa qualche visita ?

Il duca Braschi le rende infinite grazie per tuttociò che ella ha fatto per lui presso il Primo Console, onde ottenere la restituzione dei suoi beni di Cesena. Questo suo ordine però è ritardato, e dirò anche eluso nella esecuzione : ma il generale Murat ne ha preso interesse ³, e si spera di venirne a capo.

¹ Pièces nos 177, 178, 182 et 183. Voir aussi dans le t. I, p. 290, la note 2.

² La marquise de Brignole.

³ Murat à Pétiet, Florence, 22 ventôse : 13 mars. « Je vous envoie, mon cher ministre, différentes réclamations qui me sont adressées par le card. Consalvi, secrétaire d'Etat, en faveur du duc Braschi. Pendant mon séjour à Rome, j'ai promis au Saint-Père, qui prend un intérêt particulier à cette maison, de vous recommander cette affaire. J'espère, mon cher ministre, que vous aurez assez de bonté pour faire valoir tous les droits de la maison Braschi : je vous en serai bien reconnaissant. — P. S. Le P. Consul prend à cette affaire beaucoup d'intérêt » (British museum ; Add. mss., n^o 15,952).

I due preti che vennero da Parigi, sono già ripartiti da gran tempo. Erano due eccellenti persone, assai semplici ed umili, niente intriganti, e molto pii. Non portarono alcuna lettera del sig. abbate Bernier al Santo Padre, come ella suppone.

Ella ha detto il vero verissimo nell'assicurare il Primo Console, che il nunzio di Spagna non avea avuta la minima parte nella caduta del sig. Urquijo e sig. Labrador¹. Non si arriva a comprendere come possa mai essersi ideata un simile sospetto...

Faccia i miei complimenti al P. Caselli; mi continui la sua considerata amicizia e i suoi comandi, e resto, etc.

(Cultes, *Arch. de Caprara*).

301. — Consalvi à Spina.

Roma, 7 marzo 1801.

Ieri si tenne innanzi al Papa una congregazione di dieci cardinali. L'oggetto fu il sistema di libero commercio da estendersi anche a tutti gli oggetti di grascia. Si vinse il partito affermativo, contro il contrasto di pochi ma forti oppositori. Il governo ha dovuto durar fatica molta, per procurare questo bene a chi non sa ancora ravvisarlo per tale.

Abbiamo in Roma il generale Tharreau coi suoi aiutanti. Il generale Paulet è partito coi suoi, e così pure i segretari del generale Murat, che è in Firenze. La truppa francese si diminuisce di molto nello Stato, contandosi al presente nel numero di circa due mila e cinquecento, e poco più compresa Ancona; e si ha luogo a credere che diminuirà maggiormente. Non si può dire abbastanza bene del generale Murat. Egli ha messo tutto lo zelo immaginabile per assicurare la tranquillità del governo, ed anche alleggerirgli il peso e il dispendio delle sue truppe. È di un carattere umanissimo, e pieno di convenienze e riguardi. Il suo aiutante Beaumont è tuttora in Napoli.

La Toscana è piena di Francesi. Dicesi che vi staranno non brevemente. Il paese sente molto la perdita di un sovrano, che amava.

¹ De même que le Pape, Mgr Casoni avait désiré la chute de M. de Urquijo. Il mandait, le 13 nov. 1800, à Consalvi : « Li buoni attaccati alla Santa Sede travagliano alla caduta del Urquijo, e se questa segue, calmerà la tempesta. » (*Arch. du Vatican*).

Si spera di riavere in Roma per le funzioni sante i sovrani di Sardegna. Essi si compiacciono molto di questo soggiorno, e così è dell' arciduchessa Marianna, la quale è sempre qui alloggiata nel palazzo Corsini.

(Cultes, Arch. de Caprara).

302. — Consalvi a Spina.

(en chiffres)

Roma, 7 marzo 1801.

Due copie le invio della credenziale pel ministro Talleyrand, una coll' Eccellenza, l'altra col Cittadino : ella darà quella che crederà più atta ; ma quanto noi ameremmo che si desse piuttosto la prima, se si potesse. Si è concepita nel modo ch' ella vedrà dalla copia, e nella fretta non si è saputo fare meglio. Crediamo che vada bene ; ma ciò non ostante, se mai ella vedesse che non fosse in regola, e che potesse dispiacere il tenore (il che non crederei), la trattenga, e mi dica come la vorrebbe. Ho scansato di qualificarla col nome di ministro, per lasciar lei in libertà di assumere o non assumere tal carattere, che non par necessario in parole, quando si procede con i fatti. Anche a noi piacerebbe, ch' ella non spiegasse la vera qualifica di ministro, se non dopo fissata la concordia sulle cose spirituali. Ma in queste cose ella è sempre al caso meglio di noi di giudicare ; onde me le riporto interamente.

Nella trattativa, la sostanza che di qui le si commette, è il riacquisto di tutte tre le Legazioni, e il compenso di Avignone e Carpentrasso, che potrebbe essere proporzionatamente nel Modanese, o altro luogo di confini. La stessa Assemblea nazionale riconobbe la giustizia, e ne fece un decreto. Non deve scordarsi di Benevento e Ponte Corvo, che la corte di Napoli ha restituito di parole, e non di fatti, rendendo il solo utile dominio, e ritenendo, dice, il diritto, con fare pertal modo divenire il Papa suo feudatario, quando anzi il re è feudatario della Chiesa romana per tutto il regno. Ora che la Francia regola il destino di tutta l'Italia, non lascerà certamente di occuparsi anche di questo ; onde conviene che sappia la vera posizione delle cose. Colla riserva del dominio diritto, intende il re di esercitare la sovranità in questi luoghi, esercitare giurisd-

zioni, reclutazioni (su di che, sò ben io cosa vi è dovuto soffrire per opporvisi, onde non offendere la neutralità); e conviene far osservare, che quel dominio di Sua Santità nell' interno di quello Stato può non essere disutile. I compensi, che si danno agli altri principi, sembrano certo dovuti egualmente ed anche più al Papa, di cui la Francia non ha in vero da lagnarsi, e che ha sofferto più di tutti. Ella avrà cura anche, per quanto le sarà possibile, dei Vescovati e Stati ecclesiastici, che si vogliono secolarizzare. Vede Sua Santità la difficoltà di arrestare sì rovinoso torrente; ma, dal canto suo, non può non fare almeno, nei più decenti modi, le diligenze dovute.

Si è veduta con più comodo la posizione, da lei trasmessa con il corriere spedito a Parma, sulla trattativa ecclesiastica. Non si è potuto non ravvisare la verità delle sue riflessioni, e quanto si è perduto dalle prime conferenze in poi. Ma non bisogna perdersi di coraggio, e veramente io non dispero. In aspettazione di Livio (di cui il non naturale ritardo sempre più ci sorprende), si sta preparando le risoluzioni. Il Papa scriverà a Bonaparte, e gli farà gustare le ragioni che avrà di desiderare dei cambiamenti. Tutto sta che questo Livio venga.¹

Circa la petizione per le tre Legazioni, fu già fatta con una nota al generale Murat, in cui la fretta fece scordare Avignone. Ella lo troverà nella nota, che nuovamente le trasmetto. Se quella omissione servisse a dare una presa, ella procuri di far sentire che fu forse un errore di scrittura, mentre nella copia a lei trasmessa vi si trova, e mostri l'originale occorrendo. Sicuramente il generale Murat ha fatto de' buoni uffici, perchè egli ha preso una tenerezza per Sua Santità, e per me. Sarebbe una gran for-

¹ Consalvi écrivait le même jour, 7 mars, aux nonces : « ... Le nuove ricevute da Parigi non sono le più consolanti. In sostanza, nella dilazione di concludere la trattativa degli affari spirituali sempre si rincariscono le condizioni, e si ritira ciò che si è convenuto nel giorno antecedente. Il favore che si poteva ripromettere Sua Santità a proposito del cattolicesimo, sembra che non avrà quel grado di estensione che dal principio si faceva sperare. E quanto al tempo di concludere, si vede una stagnazione inaspettata, la quale non lascia di suggerire dei sospetti e timori... » — Le 10 mars, écrivait à Casoni et à Pacca, il ajoutait : « ... Si vede che la trattativa non progredisce con quella buona piega, che in principio aveva presa. Ancora nulla si conclude, e i progetti hanno rincaricato mano a mano piuttosto che facilitarsi. Ancora si aspetta il corriere, che deve portare il piano ultimo proposto dal Primo Console. Tutto ciò resti segreto in V. E... » (Arch. du Vatican).

tuna di potere avere lui qui per ministro. Il Santo Padre lo chiederà al Primo Console.

Circa Azara, è verissimo che io non ero mai stato da lui, ed incontrando Tagliavini per strada, egli commise al medesimo di salutarmi, e disse infinito bene di me. Procurerò di scrivergli; ma una lettera savia, perchè bisogna sempre pensare alla gazzetta, e non urtare la pubblica opinione, cosa essenzialissima, specialmente trattandosi del Santo Padre. Intanto ella gli dica mille cose, ed impegni il suo onore a far vedere cosa può e sa fare per Roma. Si combina bene che io sto benissimo con la Santa-Croce, per la indulgenza usata con essa ed i figli, quando certamente non poteva farlo per fine secondario.

Ho pensato meglio di non fare l'altra lettera a Talleyrand con il titolo di Cittadino, circa il tenore della Francia, e spero che a lei non dispiaccia.¹

Dopo la negativa qui data al sig. Labrador per evellere dal corpo di Malta le Lingue di Spagna, egli insiste di nuovo; ma si torna a negare, non volendosi compromettere Sua Santità con Paolo I: sarà però per la Spagna un gran demerito, mettendoci tanta urgenza.

(Cultes, *Arch. de Caprara*).

303. — Consalvi à Talleyrand.

Rome, 7 mars 1801.

Excellence, le vif intérêt dont le Saint-Père a été toujours pénétré pour le rétablissement de la religion catholique en France, et le désir sincère de contribuer de son côté par un moyen aussi sûr à sa tranquillité et à son bonheur, lui firent saisir avec empressement l'invitation faite par le Premier Consul pour une négociation relative à ce grand objet. Sa Sainteté envoya d'abord à Paris l'archevêque de Corinthe, qui avait été regardé avec bonté par le Premier Consul, et le chargea de cette commission importante.

Uniquement dirigé dans cette démarche par son zèle apostolique, le Saint-Père crut qu'il était également de son devoir de faire connaître qu'aucune vue d'intérêt temporel n'y avait eu la moindre part. Ainsi, quoique sa position eût pu le conseiller autrement,

¹ Voir la pièce suivante, qui a été remise en effet à Talleyrand.

il préféra néanmoins de s'en reposer entièrement sur la justice de sa cause, et sur la droiture et la générosité du Premier Consul, plutôt que de permettre à l'archevêque de Corinthe de mêler des intérêts et des vues temporels dans sa négociation des affaires ecclésiastiques. Le Saint-Père se flatte que cette négociation approche de son terme, ainsi que le lui font espérer les bonnes intentions du Premier Consul. Mais en même temps, comme d'après la paix faite avec S. M. l'Empereur et Roi, le sort de l'Italie va être fixé, Sa Sainteté ne saurait différer davantage de traiter aussi des affaires temporelles du Saint-Siège, sans manquer aux devoirs dont il est pareillement chargé par son ministère, pour le soin du patrimoine de l'Eglise. C'est pourquoi le Saint-Père, en chargeant de cette nouvelle commission l'archevêque de Corinthe, m'ordonne d'en faire part à V. E., afin qu'elle veuille bien la faire agréer au Premier Consul. M'acquittant ainsi des ordres de Sa Sainteté, je ne doute point que V. E. voudra contribuer de son mieux à l'heureux succès de cette négociation. Le Saint-Père est d'ailleurs bien persuadé que les témoignages qu'il n'a pas cessé de donner pour la tranquillité et pour le bonheur de la France, ainsi que la conduite amicale que l'armée française a tenue dernièrement à son égard à l'occasion de sa marche vers cette partie de l'Italie, lui feront trouver dans le gouvernement français les dispositions les plus favorables, même relativement à l'objet de cette nouvelle commission.

Ayant l'honneur de recommander bien vivement l'archevêque de Corinthe aux bontés de V. E., je la prie d'être persuadée de la haute considération etc.

(Aff. étr., *Rome*, vol. 930; et Arch. du Vatican).

304. — Spina à Consalvi.

(particulière) ¹

Parigi, 25 febbraio 1801.

Dopo un mese di penosa aspettativa, finalmente sabbato 21 del

¹ Voir dans le t. I, p. 415, la note. — Cette lettre, ainsi que les deux pièces suivantes et celles de même date reproduites en notes, auraient dû régulièrement trouver place dans l'Appendice. Au risque de revenir un peu en arrière, il a semblé préférable de les insérer ici, non-seulement parce que ces documents éclairent les derniers incidents qui ont précédé le départ de Livio, mais aussi parce qu'ils devaient beaucoup servir pour le travail qui allait commencer à Rome, dans les congrégations.

corrente febbraio, mi fu rimessa dal sig. abbate Bernier una lettera del ministro delle relazioni estere, insieme ad un nuovo progetto di convenzione fra Sua Santità ed il governo francese, ed altro progetto di bolla, colla quale si pretende che la convenzione sia confermata e pubblicata.¹

Potrà l'Em. V. immaginare qual fosse la mia sensazione nel vedere il tenore della lettera, colla quale si chiedeva la mia approvazione al progetto di convenzione, dopo tutto ciò ch'era accaduto dal momento che mi fu presentato il quarto progetto di concordato, che già ho rimesso a V. Em., e dopo le contestazioni, che vi erano state sulla pretenzione che io lo segnassi, e ch'erano state sopite dall'assenso dato dal Primo Console, perchè sottoporlo dovessi all'esame di Sua Santità, senza autorizzarlo in alcun modo, con una mia qualunque siasi sottoscrizione.

La nuova richiesta del ministro doveva far nascere in me necessariamente de' nuovi sospetti, i quali si accrebbero dal tenore del biglietto scritto dal ministro stesso al sig. abbate Bernier, del quale egualmente annetto copia.²

Per quanto io non possa dubitare delle ottime intenzioni del Primo Console, e di voler ristabilire la religione cattolica in Francia, e in genere verso di Sua Santità, non posso ignorare, che si cercano dai male intenzionati tutte le vie di attraversarle.

¹ Pièce n° 264.

² Talleyrand à Bernier ; Paris, 3 ventôse (22 février) : — « Le ministre des relations extérieures observe au cit. Bernier que Mgr l'archevêque de Corinthe a une lettre à lui écrite : avant le départ de son courrier, il le prie de l'engager à lui adresser une réponse qui, par les termes de la dépêche qui a dû lui être remise hier, doit suppléer à un engagement que ses pouvoirs ne l'ont pas autorisé à donner d'une manière plus formelle. Il prie le cit. Bernier de recevoir l'assurance de ses sentiments » (Pap. du card. Carandini). — Cette lettre de Talleyrand répond au billet que Bernier lui avait adressé la veille (pièce n° 263). Le billet de l'abbé s'était probablement croisé avec la lettre du ministre, du 21 février (pièce n° 264), que Bernier était chargé de transmettre à Spina et qu'il lui a en effet portée dans la soirée.

La pièce ci-jointe, écrite par Bernier à Spina le 23 février, fait suite aux pièces nos 263 et 266 : « Je vous adresse le projet de bulle et les articles demandés par le gouvernement. Tout est transcrit. Je n'en ai plus besoin ; vous pouvez les garder. J'attends votre lettre : je la porterai de suite au ministre. Je vais travailler sans relâche et abrégé les retards par une activité soutenue » (Arch. du Vatican).

In uno stato di cose, per le tante e così varie circostanze che lo accompagnano così critico, prima di dare al ministro una risposta decisamente negativa, credetti bene di consultare il sig. ambasciatore di Spagna: e tutto ben ponderato, si credette, che una risposta negativa e risentita poteva produrre delle pessime conseguenze, e che perciò era il miglior partito quello di assicurare il ministro, che dal canto mio avrei fatto il possibile acciò i desideri del governo restassero soddisfatti. Concepì adunque la risposta, nel tenore che rimetto all' Em. V., e che dal sig. ambasciatore Muzquiz fu pienamente applaudita. Mi pare, che il tenore della mia risposta non comprometta in alcun modo Sua Santità. Resta dimostrato con essa, che non son io che gli ho presentato il progetto di convenzione, ma che del ministro è l'estensione; si ripete il difetto in me di ogni facoltà per approvarlo; e la promessa che io faccio di fare i miei sforzi perchè soddisfatti siano i desideri del governo, potrà tutto al più far supporre, che io m'impegnerò per la sostanza di quanto nel progetto di convenzione si contiene, ma non mai quanto all'estensione ed al modo col quale la convenzione si vuole conclusa.

Tutto ciò fu ben compreso dal ministro delle relazioni estere, allorchè dallo stesso sig. abbate Bernier la mia risposta gli fu presentata, e della quale non si mostrò punto contento: ma fu dal medesimo sig. abbate persuaso, che mi ero abbastanza sbilanciato, e che assolutamente non vi era da sperare da me maggior condiscendenza. Mi fu adunque in conseguenza rilasciato il passaporto, in conseguenza del quale mi sono affrettato di spedire il corriere. Riconoscerà meglio V. Em. quanto le accenno, dai fogli originali n° 1, 2, 3, 4, dalla mia risposta al medesimo n° 5, e dal biglietto ufficiale del sig. abbate Bernier che le accludo in dispaccio separato.¹

Sebbene il nuovo progetto trasmessomi dal ministro delle re-

¹ L'annexe I est la lettre de Talleyrand à Spina, du 24 février (pièce n° 264). Les annexes II et III sont les projets de concordat et de bulle (pièce n° 222. Cf. la note 2, t. I, p. 407). L'annexe IV est le billet de Talleyrand à Bernier, du 22 février (qui vient d'être cité en note). L'annexe V est la réponse de Spina à Talleyrand, du 23 février (pièce n° 266). Enfin la note officielle de Bernier est celle du 25 février (pièce n° 267).

lazioni estere sia ben differente dal quarto, che ho trasmesso, e riduca la religione cattolica in Francia ad esser quasi semplicemente tollerata, mi astengo non ostante dal fare sopra il medesimo delle ulteriori riflessioni, bastando sempre quelle, che ho già umiliate all' Em. V. nel mio piego del 13 corrente, trasmesso per la via di Parma.¹

L'articolo della dimissione generale da darsi dai vescovi attuali, siano emigrati ancora o già rientrati in Francia, è stato sempre l'oggetto delle maggiori discussioni, e non ho mai cessato di chiedere che fosse modificato. Dal biglietto ufficiale del sig. abbate Bernier rileverà V. Em. il cambiamento, che si è ottenuto dopo che già aveva ricevuto dal ministro il progetto.

Nel caso disperato in cui siamo di poter ottenere dal Primo Console altre variazioni, mi pare ancora l'estensione la più ammissibile. Si vuole assolutamente una nuova riduzione e circoscrizione di diocesi. Alcuni sicuramente, e spero ancora non pochi de' vescovi attuali saranno dal Primo Console restituiti alle loro sedi, se saranno conservate, o alle nuove che saranno erette. Sarà in questo modo l'esclusione degli altri meno odiosa; e siccome poi alla nuova circoscrizione di diocesi e al riconoscere quelli solo, che saranno proposti dal Primo Console, è attaccato il ristabilimento del culto pubblico, e diciamo pure della religione in Francia, pare che i vescovi aderir debbano di buona voglia a prestare anco loro consenso, che pure finalmente per l'esecuzione del trattato converrà ricercare, e che almeno sarà ben compatibile Sua Santità, se aderisce per questa parte alla progettata convenzione.

Di amministratori nelle diocesi, i titolari delle quali non volessero prestare il loro consenso per la soppressione o perchè conferita sia ad altro titolare, non se ne vuole assolutamente dal Primo Console ammettere discorso.

Noti bene l'Em. V. che si dice, che Sua Santità non riconoscerà altri vescovi della nuova circoscrizione delle diocesi, che quelli, che gli saranno proposti dal Primo Console « à l'exclusion de tous autres, quel que soit leur titre. »² Si è voluto comprendere

¹ Pièce n° 239.

² Voir la pièce n° 267. — Cf. t. I, p. 280, note 2.

in queste parole anco i costituzionali. Mentre però dà il governo a queste parole l'indicata interpretazione, siccome sono suscettibili di diverso significato, non si potrà perciò dire, che Sua Santità abbia con questo articolo riconosciuti i vescovi costituzionali.

Ho ottenuto, che non si parli di questi con un articolo espresso e separato. Si è però voluto parlare de' preti ammogliati. Quando anche Sua Santità creda di poter seguitare per questi le tracce di Giulio III per quelli d'Inghilterra, ho fatto avvertire, che l'indulgenza non poteva estendersi che ai preti e chierici secolari. Credo però, che se non crederà Sua Santità conveniente di farne un articolo della convenzione, ma darà in vece delle facoltà ampie al suo legato, purchè l'interesse che prende per questi il Primo Console abbia il suo effetto, ne sarà egualmente contento.

Finalmente si è conosciuta la necessità di variare la formola della promessa di fedeltà alla costituzione; e sebbene si voglia nel progetto, che si presti anco il giuramento di sommissione alle leggi, sono certo che si adotterà una semplice promessa di sommissione e fedeltà al governo.

Mi riporto per tutto il di più che nel progetto di convenzione si contiene, alle mie passate riflessioni e al contemporaneo mio foglio in numeri, e credo bene, che se combinar si potesse nella sostanza del progetto, molto più si sarebbe da sperare col tempo dal Primo Console.

Non posso però dispensarmi di parlare del progetto di bolla, nella quale si vuole che la convenzione sia inclusa, purchè abbia una approvazione più solenne. Credo, che l'idea della bolla sia già nata dall'essere stato con una bolla egualmente confermato il concordato di Leone X e Francesco I. Ne avevo sentito vagamente parlare, ed ora finalmente è venuta alla luce. Ho abbastanza fatto comprendere, che lo stile della minuta non è quello di una bolla apostolica. Ma son persuaso che non si è data, che per dare un' idea di ciò che si desidera, e che si è convinto che quando Sua Santità creda di potersi in ciò uniformare al desiderio del Primo Console, si saprà in Roma stendere con quella dignità, ed unzione, e con tutte quelle formole che devono esser proprie di una apostolica costituzione. Avverto l'Em.

V., che se si crederà includere la convenzione in un breve, piuttosto che in una bolla, non credo che si starà punto attaccati a questa distinzione.

Non tralascerò finalmente di avvertire V. Em. essersi meco espresso il ministro, che desidera che il titolo della convenzione sia il medesimo da esso posto in fronte della medesima, cioè «Convenzione fra Sua Santità, etc.», e non altro;¹ e che avendo io fatta una scoperta qual titolo sia più accetto in un delegato di Sua Santità appresso questo governo, sia di legato *a latere* o di ministro plenipotenziario, mi è stato replicato che si desidera, che e dell' uno, e dell' altro sia rivestita l'istessa persona, come ravviserà ancora nel biglietto d'ufficio del sig. abbate Bernier², con credenziale però separata, per far uso o dell' una o dell' altra, secondo che le circostanze e gli affari lo esigeranno.

La ristrettezza del tempo non mi permette di trattenere di più V. Em. di questo importantissimo oggetto. Si tratta dell' affare il più grande, dalla felice conclusione del quale dipende il ristabilimento della religione in queste contrade, la salute di tanti popoli, e convien pure che aggiunga la tranquillità di Sua Santità. Ma l'affare è spinosissimo. Sua Santità lo pondererà colla sua profonda dottrina, ed assistita dallo Spirito Santo non sbaglierà certamente nella risoluzione che sarà per prendere. A me non resta che attendere con sommissione i suoi sovrani comandi, per eseguirli con fedeltà, come eseguirò sempre quelli dell' Em. V., il di cui benigno compatimento non cesserò d'implorare, nell' atto che mi rassegno con profondissima venerazione, etc.

P. S. — Alla lettera che mi ha consegnata il sig. abbate Bernier per Sua Santità, e colla quale accompagna l'immagine della Vergine Santissima di Loreto, ne ha aggiunta un' altra egualmente per la Santità Sua, relativa alla trattativa, siccome una me ne ha consegnata per V. Em. Le troverà ambedue qui

¹ Talleyrand voulait éviter ainsi le mot « Concordat ». Cf. t. I, p. 280, note 4.

² Ce passage de la note de Bernier du 25 février se trouvait dans le commencement de la pièce, qui n'a pas été conservé (Cf. t. I, p. 408, note 2). — En adressant cette note à Spina, Bernier lui écrivait : « . . . Tout ce que je vous ai dit est l'expression exacte des sentiments du gouvernement. Si je n'eusse écouté que mon cœur, j'en aurais dit bien plus encore » (Arch. du Vatican).

annesse¹. Ha scritto detto sig. abbate agli Emi Antonelli e Gerdil, che crede avranno molta influenza nell' affare, non dubitandosi che saranno consultati da Sua Santità. Ambedue le ho spedite : desidero che sia da tutti onorato di una cortese risposta.
(Pap. du card. Carandini).

305. — Variantes du Projet V, indiquées confidentiellement par Bernier comme admissibles.

[Paris, 23 février 1801].

² Art. 1. — Le gouvernement français reconnaît que la religion catholique, apostolique et romaine est la religion de la grande majorité des citoyens français.

Il l'adopte pour sa religion particulière : il protégera la publicité de son culte, sans préjudicier à la liberté d'aucun autre.

Art. 2. — Il sera fait de concert, entre lui et le Saint-Siège, une nouvelle circonscription des diocèses français : leur nombre sera réduit, de telle manière néanmoins qu'il suffise aux besoins spirituels des fidèles.

¹ Ces deux lettres manquent. Celle adressée au Pape devait vraisemblablement reproduire en partie la lettre que Bernier avait préparée inutilement le 26 janvier (pièce n° 193).

² Ce projet est de la main de Bernier, et a été remis par lui à Spina avec ce titre : « Projet secret de convention entre le Saint-Siège et le gouvernement. » Il est désigné par Spina (voir la pièce suivante) sous le nom de « Progetto riformato. »

Une copie du projet de Bernier a été conservée parmi les papiers du card. Carandini, qui la tenait de Mgr di Pietro. Cette copie présente quelques différences notables de rédaction : 1° Dans l'art. 1^{er}, on lit : « ... la publicité de son culte, dogme et discipline... ». 2° L'art. 3 reproduit textuellement l'art. 2 du titre I du projet V, tel qu'il a été modifié le 23 février (voir la pièce n° 267). 3° L'art. 4 est ainsi conçu : « Le P. Consul Bonaparte nommera aux archevêchés et évêchés de la nouvelle circonscription dans les trois mois qui suivront la publication de la bulle de Sa Sainteté, et Sa Sainteté s'engage à donner à ceux qui seront ainsi nommés l'institution canonique, dans les formes accoutumées par lui approuvées, aussitôt que ces nominations lui seront notifiées. » 4° Comme cet art. 4 correspond à la seconde moitié de l'art. 3 de la rédaction que nous publions ici, il s'ensuit que la concordance entre les articles des deux rédactions se trouve interrompue. Elle ne reprend qu'à partir de l'art. 10, et parce que Bernier s'est trouvé omettre le n° 9. 5° Pour formule de prières publiques, l'art. 9 donne : « *Domine, salva rem gallicam...* » — Cette rédaction paraît antérieure à celle que nous publions (voir, par exemple, dans la pièce suivante ce que dit Spina de l'art. 3 du *Progetto riformato*) ; mais elle n'a pas été inutile au travail des congrégations romaines.

Art. 3. — Le gouvernement déclare, que, vu les circonstances, il ne pourrait allier le maintien de la paix intérieure avec le retour de la religion catholique en France, sans l'abdication préalable de tous les évêques français actuels, quel que soit leur titre. Sa Sainteté accepte et ratifie cette disposition, pour le bien de la paix et de la religion, et déclare qu'elle ne reconnaitra pour évêques titulaires des évêchés conservés en France, que ceux qui lui seront désignés par le Premier Consul dans les trois mois de la publication de la bulle, et institués canoniquement par elle.

Art. 4. — Les nominations subséquentes se feront également par le Premier Consul, et l'institution sera donnée par le Saint-Siège, dans les formes accoutumées, aussitôt après leur notification.

Art. 5. — Les archevêques et évêques, avant d'entrer en fonctions, prêteront directement entre les mains du Premier Consul le serment de fidélité.

Art. 6. — La formule de ce serment sera celle-ci : « Je promets obéissance et fidélité au gouvernement établi par la constitution de la République française. »

Art. 7. — Les ecclésiastiques du second ordre prêteront le même serment, entre les mains des autorités civiles désignées par le gouvernement.

Art. 8. — La prière suivante sera récitée, dans toutes les églises catholiques de France, à la fin de l'office divin : « *Domine salva Gallie consules, et exaudi nos in die qua invocaverimus te :* »

Art. 10¹. — Les évêques, de concert avec le gouvernement, feront une nouvelle circonscription de paroisses dans leurs diocèses respectifs.

Art. 11. — Ils nommeront à toutes les cures et choisiront de préférence des pasteurs vertueux et pacifiques, agréables au gouvernement.

Art. 12. — Ils pourront avoir des séminaires et conserver à

¹ En numérotant les articles, Bernier a omis le n^o 9. Le projet ne se compose donc, en réalité, que de 18 articles.

volonté des chapitres, mais sans dotation de la part du gouvernement.

Art. 13. — Toutes les églises, métropolitaines, cathédrales et paroissiales non aliénées seront remises à la disposition du culte catholique, conformément à l'arrêté du 7 nivôse an VIII.

Art. 14. — Le Saint-Siège reconnaît les aliénations des domaines ecclésiastiques faites en vertu des lois républicaines, et la propriété incommutable de ces domaines dans les mains des acquéreurs.

Art. 15. — Le gouvernement assure aux évêques et curés conservés un traitement convenable, fixé d'après les décrets de l'Assemblée constituante relatifs au culte.

Art. 16. — Il prendra des mesures pour que les catholiques français puissent, s'ils le veulent, faire en faveur des églises des fondations en rentes, assujetties aux charges de l'Etat.

Art. 17. — Les ecclésiastiques qui sont entrés depuis leur consécration dans les liens du mariage, ou qui par d'autres actes ont notoirement renoncé à l'état ecclésiastique, rentreront dans la classe des simples citoyens, et pourront s'ils le demandent être admis à la communion de l'Eglise, mais parmi les laïques seulement.

Art. 18. — Sa Sainteté reconnaît dans le gouvernement français actuel les mêmes droits et privilèges dont jouissaient les rois de France, avant la Révolution et le changement de gouvernement.

Art. 19. — Elle s'engage, ainsi que le gouvernement français, à maintenir la présente convention, à l'exécution de laquelle les deux autorités promettent de concourir également.

Nota.

L'article 14^e, relatif aux biens ecclésiastiques, pourrait être ainsi rédigé en latin : « Sanctitas Sua pro rata et consummata
« habere consentit bonorum ecclesiasticorum alienationem, vir-
« tute legum in Gallia factam ; incommutabilemque eorum, in
« manibus acquisite, proprietatem et possessionem agnoscit. »
(Arch. du Vatican).

306. — Spina à Consalvi.

(particulière, en chiffres)

Parigi, 25 febbraio 1801.

Ad onta che il ministro delle relazioni estere, che vidi dopo aver ricevuto la sua lettera ed i suoi progetti, mi dicesse decisamente che non si sarebbe ammessa più alcuna variazione nei medesimi, non volli tralasciare di rinnovare le mie premure al sig. abbate Bernier, come ho sempre fatto, per ottenere qualche aggiunta e insieme qualche modificazione negli articoli della convenzione.

Egli adunque, dopo aver ottenuto il cambiamento nell' articolo che riguarda la dimissione generale da darsi dai vescovi, nel modo enunciato nel suo biglietto di ufficio,¹ depositario essendo dei sentimenti precisi del Primo Console, della di cui confidenza sò di certo essere al possesso, mi manifestò, ma colla massima segretezza, che nulla di più sperar si poteva dal medesimo a favore di detti vescovi ; fisso avendo nella mente e nel cuore che tutti da esso riconoscer debbano la loro sede, ma che per gli articoli, si poteva se non altro prendere qualche arbitrio nell' estensione². E impegnatissimo a dirmi più in dettaglio le cose, nelle quali credeva che sarebbe il Primo Console convenuto, si è così formato il progetto, che rimetto all' Em. V. col titolo di « progetto riformato », e del quale la prego di far uso colla massima cautela, dandolo ben ad esaminare a chi si deve, come un piano che crede V. Em. che sarebbe ammesso, ma non specificandone la provenienza, che comprometterebbe e lo stesso abbate Bernier, e me medesimo in faccia a questo governo, se si rendesse pubblico.

Posta l'impossibilità di vincere il Primo Console relativamente ai vescovi attuali, il di più che è nel progetto riformato, poche cose eccettuate, non mi pare che nelle circostanze presenti si possa disprezzare.

Non faccia specie, se più non si fa menzione del numero dei

¹ Pièce n° 267.

² On a vu (pièce n° 221) qu'après avoir dicté le projet V, le P. Consul écrivait à Talleyrand : « J'ai rédigé le projet ci-joint : il est susceptible de quelques corrections de style... » Il est vraisemblable qu'une phrase semblable avait été répétée par Bonaparte devant Bernier.

vescovati ed arcivescovati. Si è adottato un piano di ridurre nuovamente i dipartimenti della Repubblica ad un minor numero, e si vorrebbe che eguali fossero i limiti delle provincie, delle intendenze militari, e così delle diocesi. Sò che attualmente si lavora a questo piano. Sono assicurato, che resteranno sempre dodici arcivescovati e cinquanta vescovati; ma per le ragioni da me addotte nelle riflessioni già da me trasmesse a V. Em., che il numero dei vescovati non sia per ora questo esteso, non mi pare il peggior male.

Può imbarazzar molto la nomina ai vescovati, che si riserva il Primo Console; ma se egli dichiara di professare la religione cattolica, e l'adotta per sua particolare (articolo che mi si assicura che sarà ammesso), mi pare, che individuar si potrebbe « Primo Console Bonaparte », cosa che adesso credo non dispiacerebbe, ed in tal modo non sarebbe la concessione di pregiudizio al tratto successivo. Si potrebbe ancora cambiare la parola « nomination » coll' altra « désignation »; in latino « propositio » o « designatio »; ma in tal caso converrebbe poi dire a me, se conoscendosi la diversità del significato, e volendosi assolutamente dal Primo Console la nomina, io la potessi accordare.

La formola di giuramento di fedeltà al governo sono assicurato, che sarà ammessa tal qual' è nel progetto riformato, perchè tale veramente è la volontà del Primo Console.

Farà ridere la preghiera proposta nel progetto del ministro; e se variar si vuole quella del progetto riformato, cambiando le parole « Galliae consules », che forse una volta esser potranno protestanti, nelle parole « salvum fac regimen nostrum », credo che non vi si incontrerà alcuna difficoltà.

Ho bene avvertito il sig. abbate Bernier, che la Santa Sede non può « reconnaitre » (che credo si tradurrebbe in latino « ratas habere ») le alienazioni dei beni ecclesiastici, essendo impossibile, che si riconosca nel governo il diritto di disporre di detti beni; ma sono persuaso, ed egli è convenuto, che purchè i possessori di detti beni esenti siano della restituzione, qualunque sia la formola della quale a Nostro Signore piacerà nella convenzione di servirsi, saranno i possessori ben contenti, e il governo non dovrà ricusare di accettarla. Mi riporto per questo ar-

ticolo a quanto ho diffusamente detto ne' fogli già trasmessi a V. Em.

De' preti ammogliati ne ho parlato nel contemporaneo dispaccio. Ho fatto avvertire, che non può fare l'aggiunta « ou qui par d'autres actes ont notoirement renoncé à l'état ecclésiastique. » Non sò se il ministro Talleyrand esser voglia in questo compreso ; ma ho fatto bene avvertire, che nè un vescovo, nè chi è legato da voti solenni, può godere della apostolica indulgenza.

L'articolo de' vescovi è l'articolo sopra tutti spinosissimo ; ma mi duole infinitamente di non essere al caso di poter far concepire alcuna miglior speranza : anzi devo con dispiacere aggiungere, che avendo parlato di questo affare, il Primo Console ripeté ciò che già apertamente detto aveva a me nella prima audienza, cioè che se Nostro Signore non secondava in ciò le sue intenzioni, avrebbe adottata un' altra setta, ed avrebbe rovesciata la religione in Francia, in Italia, e fino in Roma. Voglio creder ciò un modo di dire, esagerato per incuter timore : ma tutto vi è da temere ; ed ecco il crudelissimo bivio, o di veder sbandita o almeno perseguitata più che mai la religione cattolica e la Santa Sede, o di vedere obbligati la più parte de' vescovi della Francia a dimettere le loro sedi.

Conchiudo con ripetere ciò, che ho detto nella prima mia relazione. Faccia decisamente Sua Santità tutti i sacrifici che la religione, e il suo cuore gli permette di poter fare, ed accompagni il concordato con un foglio delle ragioni, che gli hanno impedito di aderire interamente al progetto presentatomi dal ministro, dimostrando la necessità e la ragionevolezza dei cambiamenti fatti. Di tutto ciò che si adotta del progetto riformato, diverso dal progetto del ministro, dovrà darsene nel foglio egualmente ragione, come se fosse stato il tutto variato in Roma.

Accordi, a chi crederà di destinare col carattere di legato *à latere* e di ministro plenipotenziario, o interinalmente a me che certamente non aspiro a tanto onore, le facoltà amplissime per segnare il concordato, anzi nella supposizione che sia il progetto, che si trasmetterà da Sua Santità, accettato dal Primo Console ; mandi ancora la sua ratifica, acciocchè esser possa subito cambiata.

Mandi contemporaneamente il breve colla facoltà al legato *à latere*, per la sanzione dei matrimoni dei preti e chierici secolari, con tutte le altre facoltà che si crederanno di accordare al legato, per contestare al Primo Console la disposizione di secondare le sue premure; ed in questo, a creder mio, si dovrebbe fare sentire la disposizione, nella quale è Sua Santità, di aprire le sue paterne viscere di misericordia verso de' costituzionali.

La bolla, che si desidera, esigerà naturalmente più tempo, e si potrà trasmettere allorchè cambiate siano le ratifiche del concordato.

Coroni poi l'opera Sua Santità con una lettera, ossia breve al Primo Console, colla quale, nulla parlando di temporale, gli contesti, che ha accordato tutto ciò che la coscienza gli poteva permettere, e che ad onta di qualsivoglia perdita non può accordare di più; e con tutte quelle frasi di dignità, ed insieme di benevolenza e di amore, che esser possano proprie del Padre comune dei fedeli, ecciti tutto il suo impegno in favore dei vescovi emigrati, in difesa della religione e della Chiesa. Dice il Primo Console, che se il Papa aderirà alle sue premure e mostrerà in esso la sua confidenza, sarà per la Santa Sede un nuovo Carlo Magno. Non dubito veramente, che soddisfatto ne' suoi desideri, tutto si possa ottenere.

Questo è il mio debole sentimento, che le circostanze e le poche cognizioni che ho acquistate, m' incitano a suggerire.

P. S. — Dimenticavo di rammentare, che dovrà necessariamente Sua Santità raccomandare al Primo Console i vescovi che dovranno abbandonare le loro sedi, perchè siano provveduti di una decente pensione.¹

(Pap. du card. Carandini).

¹ Au moment du départ de Livio, Spina a écrit un dernier billet à Consalvi : « Ecco finalmente il corriere Livio Palmoni, che reca a V. Em. il risultato della mia negoziazione. Ho consegnato al medesimo, per il viaggio, luigi ottanta... Recar deve il corriere all' Em.V. quattro pacchetti « Libri », un pacco « Lettere diverse », ed il presente dispaccio. Parte alle ore quattro, dopo la mezza notte susseguente al giorno 26. Tanto devo all' Em. V., nell' atto che mi rassegno con profondissima venerazione, etc (Arch. du Vatican).

307. — Nomination de Cacault.

Paris, 9 ventôse an IX (28 février 1801).

Bonaparte, Premier Consul de la République, arrête ce qui suit :

Art. 1^{er}. — Le cit. Cacault, membre du Corps-législatif, est nommé ministre de la République à Rome.

Art. 2. — Le ministre des relations extérieures est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui ne sera pas imprimé¹.

(Arch. nat., AFiv. 30).

Le P. Consul à Talleyrand.

Paris, 9 ventôse an IX (28 février 1801).

Le cit. Cacault, cit. ministre, ira à Rome sans titre : il ne prendra son caractère de ministre plénipotentiaire, que lorsque toutes les discussions entre la République française et le Pape seront terminées².

(*Corr. de Nap.*, n^o 5418).

308. — Spina à Consalvi.(n^o 37)

Parigi, 4 marzo 1801.

Dal veneratissimo dispaccio dell' Em. V. dei 7 febbraio ³, che puntualmente al solito mi è stato rimesso da questa sig^a Brignoles, apprendo che finalmente le van giungendo le mie diverse lettere, sebbene con una straordinaria lentezza. Ho avuto da Parma ancora riscontro di esser stato sollecitamente trasmesso il mio piego dei 14 scaduto ⁴; e così ormai, coll' arrivo del

¹ Cet arrêté a été dicté par le P. Consul. La formule « qui ne sera pas imprimé » était alors d'un usage très fréquent.

² Le même jour, le P. Consul écrivait à Talleyrand : « Donnez l'ordre au cit. Alquier de se rendre au quartier général du général Murat, avec les pouvoirs nécessaires pour conclure la paix avec le représentant du roi des Deux-Siciles. Il serait nécessaire que le cit. Alquier partit le 11 ventôse (2 mars). » — L'arrêté nommant officiellement Alquier pour traiter de la paix, porte la date du 2 mars; ses instructions portent celle du 3.

³ Pièces nos 256 et s.

⁴ On trouvera cette pièce à l'Appendice.

corriere Palmoni, sarà l'Em. V. pienamente informato di tutto il corso della mia negoziazione, ed insieme di tutto ciò che ha relazione ancora alle cose temporali.

È ben consolante il sentire, che la condotta dell' armata francese del generale Murat negli stati di Sua Santità, sia stata tale da far dileguare ogni timore di ostilità e di occupazione, e che anzi abbia influito a contenere i spiriti rivoltosi di quelli che si auguravano da questa marcia de' nuovi cambiamenti. Non si doveva temere diversamente, dopo le assicurazioni che mi ha fatto dare e ripetere il Primo Console. Le notizie adunque comunicatemi da V. Em., ed una lettera ricevuta da Foligno da Mgr Caleppi, che mi fa della condotta del generale Murat i dovuti elogi, hanno eccitato sempre più il mio desiderio di ottenere un' audienza dal Primo Console, per contestargli non solo la gratitudine mia, ma la soddisfazione del Santo Padre e la riconoscenza di V. Em.

L'ho avuta questa mattina, e mi ha accolto nella maniera veramente la più gaia e la più obbligate. Alle mie espressioni di riconoscenza per parte mia, e del pontificio gradimento per parte del Santo Padre, alle mie preghiere acciò coronì l'opera col rendere alla Santa Sede l'integrità de' suoi stati, ha replicato che se avrà buona fede e confidenza in lui, sarà il maggior sostegno della Santa Sede.

Più d'una volta ha egli voluto farmi sentire che diffida della lealtà italiana, e può credere l'Em. V. che ho procurato colle più convincenti espressioni di dileguare in esso questa sinistra opinione.

Si è riandato rapidamente sulle antiche nostre disgrazie, e parlandomi egli stesso della miseria grandissima che regna fra noi, annunziatagli con precisione dal generale Murat, ha voluto entrare in qualche dettaglio sulle entrate del nostro Stato. Aveva egli opinione che si ritrassero da Sua Santità somme vistosissime dalla Spagna e dal Portogallo per la spedizione,¹ e che queste si erogassero interamente per i bisogni suoi e dello

¹ C'est-à-dire les expéditions des bulles, brefs, etc. Dans les instructions remises le 31 mars 1800 à M. de Labrador, il était longuement question des charges que les taxes de ces expéditions imposaient à l'Espagne.

Stato; ma fattogli da me conoscere che il prodotto di queste non si versa, che in opere di pietà ed in servizio della religione e di tutto il mondo cattolico, gli ho fatto ancora comprendere, che dal poco Stato che rimane a Sua Santità, nulla attualmente, in seguito delle passate vicende, si può esigere, e che tutto lo Stato, comprese le tre Legazioni, appena basta per dare a Sua Santità una sussistenza, e per poterlo a poco a poco metter nel caso di soddisfare almeno in parte agli antichi debiti. Ha voluto saper dunque quanto si ritraeva da tutto lo Stato prima della guerra presente; ed avendogli replicato che la somma annua che il principato ne ritraeva non eccedeva il milione e due cento mila scudi, mi ha concluso egli stesso che è più ricco in proporzione l'arcivescovo di Toledo. Ad onta di queste riflessioni sullo stato miserabile e depauperato nel quale si ritrova attualmente la Santa Sede, mi ha detto, che avendo i Napoletani evacuato lo Stato e Roma, è necessario che Sua Santità metta in piedi un poco di truppa. « Ci vogliono, egli mi ha detto, almeno quattro mila uomini. Dovete ben guarnire Ancona e Civita-Vecchia, e avete bisogno di truppa per la polizia di Roma, e per contenere i male intenzionati. Non voglio libertà; non voglio Repubblica romana; non voglio il Papa dipendente dall'Imperatore; non lo voglio dipendente da alcuno. » Sono tutte sue precise parole. Ho fatto eco alle sue proposizioni, accettandole come tante riprove che egli render voleva alla Santa Sede tutto l'antico suo lustro, ed assicurandolo de' sentimenti di gratitudine di Sua Santità per queste sue bone intenzioni, che desideravo presto vedere ridotte ad effetto.

Da questi discorsi si è passato a materia di religione, mostrando egli il desiderio che sollecitamente accettato fosse da Sua Santità il progetto di convenzione che è stato trasmesso. Mi ha ripetuto che egli pubblicamente professar vuole la religione cattolica, e che era contento che si prestasse dai ministri del culto la semplice promessa di sommissione e fedeltà al governo. Non ha mancato però di chiedermi se si presterà questa promessa di sommissione come si presterebbe al Gran Signore, se si stasse a Costantinopoli. Gli ho fatto avvertire che la parola «fedeltà» importa assai più che semplice sommissione, e si è mostrato su di ciò tranquillo. Si è mostrato però veramente animato

contro il cardinale Maury, delle di cui lettere sulla promessa si è fatto per tutte le provincie un rumore terribile.

In tal circostanza, gli ho raccomandato con tutto l'impegno possibile di mettere un freno alle novità, che contro la religione e gli ecclesiastici si fanno nel Piemonte e nella Cisalpina, comunicandogli una lettera dell' Emo Martiniana¹. Mi ha detto, che non le ignorava; che l'arcivescovo istesso di Milano gliene aveva scritto²; che aveva dati e ripetuti degli ordini precisi; ma che si pazientasse ancora un poco, e che tutto per il Piemonte singolarmente sarebbe presto accomodato.

Mi ha aggiunto e fatto rimarcare che per sistemare tutti gli affari della religione, sarà necessario che Sua Santità mandi in Francia un soggetto di dignità col titolo di legato, per comporre i diversi partiti, e tranquillizzare tutte le coscienze, munito però ancora della qualità di ministro plenipotenziario per gli affari temporali. Mi son ben avveduto che intendeva di parlare di un cardinale, come fu fatto per l'Inghilterra da Giulio III; e non mancano certamente soggetti nel Sagro Collegio, la missione dei quali son persuaso che potendosi effettuare sarebbe utilissima in tal circostanza. Mi ha chiesta se sarebbe gradita a Sua Santità la persona di M. Cacault in qualità di ministro. Ho risposto che nulla avevo io personalmente da opporre al sig. Cacault, ma che ne avrei interpellato V. Em.

¹ La lettre du cardinal, se référant à une lettre précédente (du 19 janvier), était du 10 février: «... Il contrasto fra le quanto ingenua altrettanto deluse intenzioni del P. Console, espresse solennemente e colla voce e con proclami molteplici, ed i fatti e le operazioni de' nostri governanti, non può non essere nè più costante, nè più mostruoso, nè più terribile per tutti coloro che si abbandonarono di buona fede alle prime...» Le gouvernement provisoire du Piémont continuait à aliéner les biens ecclésiastiques, à dépouiller les couvents, à y provoquer la désertion. Le général Soult raillait S. Em.: «Vedete, disait-il, cosa mi va scrivendo quella bestia del cardinale!» Le P. Consul était supplié d'intervenir (Arch. du Vatican).

² Mgr Visconti avait en effet écrit, le 12 janvier, au P. Consul pour se plaindre qu'au mépris de la loi du 16 messidor an VIII, la nomination des curés se faisait par l'élection populaire (voir t. II, p. 23, note). Il demandait le retour à la législation sur le clergé qui était en vigueur en 1796. Cette pièce avait été transmise le 16 février à Talleyrand, avec la mention suivante de Bonaparte: «Renvoyé au ministre des relations extérieures, pour écrire dans ce sens au gouvernement cisalpin et au ministre Pétiet» (Aff. étr., *Milan*, vol. 59. Cf. *Corr. de Nap.*, n° 5388). — Déjà le 22 novembre (*Corr.*, n° 3190), le P. Consul avait fait prescrire à Pétiet d'empêcher que les prêtres fussent inquiétés dans la Cisalpine.

Ritornando in fine alla situazione attuale di Roma, mi ha replicato di tenere assolutamente a freno i male intenzionati, che gl' istessi ordini ha dati al generale Murat, al quale mi ha detto di aver permesso di far una scorsa a Roma, senza truppa però, essendovi stato invitato da Sua Santità ;¹ che se Sua Santità avrà bisogno di qualche battaglione di truppa, egli gliela somministrerà ; ed ha conchiuso la conferenza con dirmi : « Le nazioni che sono state nemiche si riavvicinano a poco a poco ; si principia dal parlare ; si accorda in seguito qualche cosa ; e si finisce in fine dal diventare amici, e ne viene tutto il di più per conseguenza. »

Tutta la conferenza è stata troppo interessante, perchè io non dovessi tralasciare di comunicarla, come faccio colla maggiore esattezza a V. Em.

Si pretende da molti che sia già intavolato qualche discorso di pace coll' Inghilterra² ; ma nulla se ne sa di preciso.

La guerra col Portogallo pare ancora sospesa, anzi si dice che venir possa a Parigi il conte di Susa a trattar la pace. Il cav. Azara si aspetta in Parigi ai 12 del corrente.

Tutti i rifugiati italiani che erano in Parigi senza impiego, sono stati rimandati³.

Queste sono le notizie più interessanti, che comunicar devo a V. Em. Trasmetto questo piego all' istesso sig. generale Murat per occasione straordinaria, e non dubito che sarà fedelmente reso all' Em. V. Non mi resta che a presentarle i complimenti del Rmo Caselli, e a rassegnarmi colla solita profondissima venerazione, etc.

(Cultes, Arch. de Caprara).

¹ Le P. Consul n'avait pas autorisé ce voyage ; mais il connaissait le projet de Murat de se rendre à Rome, par une lettre de ce général, datée du 19 février (Cf. pièce n° 280).

² Ce bruit était encore prématuré. Cependant, le 27 février, notre agent à Londres, M. Otto, signalait des dispositions pacifiques parmi les nouveaux membres du ministère anglais.

³ Cf. *Corr. de Nap.*, n° 5251.

309. — Spina à Consalvi.

(n° 38, en chiffres)

Parigi, 4 marzo 1801.

Dalle risposte a me date ai dispacci di V. Em., coi quali mi raccomandava di prevenire questo governo, acciò non prendesse alcun impegno in favore dei compratori dei beni nazionali ed ecclesiastici dello Stato pontificio, avrò compreso che non avevo da principio ardito di farlo, per non prevenire una questione nella quale non speravo un gran favore, e che credevo cosa più prudente di lasciarla all' evento, fino che la necessità esigesse una diversa misura. Convien pure persuadersi, che, mentre il Primo Console ha in orrore i giacobini, e sente ed ama in genere la giustizia, non crede non ostante di disprezzare apertamente tutto ciò che è stato fatto dall' antico governo, e mentre si avvanza lentamente nella sua riforma, vuot aver ancora dei riguardi a quelli, i quali eccitar possono contro di esso del mal umore, o che hanno secondate una volta le sue stesse intenzioni. Fui perciò di avviso, che si procurasse costì un accomodamento qualunque coi Francesi che venivano a reclamare i loro acquisti, onde il governo, per sostener questi, non chiedesse delle misure generali per tutti. Non credo di fatto di aver mal calcolato, e non mi è parso poco di aver la risposta ufficiale che mi ha data su questo oggetto il sig. abbate Bernier ¹, in virtù della quale pare che Sua Santità possa star saldo ne' suoi propositi coi suoi sudditi. E siccome arbitrario è stato l'atto, col quale in Ancona dai generali francesi sono stati rimessi in possesso i compratori dei beni ecclesiastici, potrà sempre rivendicarli dalle loro mani, sicuro che questo governo non prenderà per essi alcuna parte, sempre che però, ripeto, venir si possa costì coi compratori francesi ad un qualche accomodamento. Non mi sono affrettato di abboccarmi con Haller, come il ministro Talleyrand mi aveva insinuato, giacchè vorrei prima sentire dall' Em. V. quali passi hanno fatto i tre Francesi, che sono venuti a Roma, per regolarmi in conseguenza, sebbene non tarderò più molto di vederlo per non mostrare di disprezzare le insinuazioni del ministro, ma non mi comprometterò con alcuna proposizione che

¹ Pièce n° 267.

possa arrecare del pregiudizio alla condotta di quest' affare.

L'ultimo dispaccio di V.Em. mi fa supporre, che sia stato concluso l'armistizio fra la corte di Napoli ed il generale Murat, sebbene si sia da questo governo osservato su di ciò finora un perfettissimo silenzio. Il M^{te} del Gallo appena giunto, fu invitato a trattar di pace, e non di armistizio ; ma siccome una delle condizioni era di chiudere i porti di Napoli e della Sicilia agl' Inglesi, egli rispose che non aveva per accordar tutto ciò sufficienti istruzioni e facoltà, ed affacciò le difficoltà che vi erano per poter aderire a questa richiesta. Chiese perciò un passaporto per poter spedire a Napoli un corriere. Fino a ieri mattina non lo aveva potuto avere ¹. Non sò se l'abbia avuto in appresso. Vogliono alcuni che l'abbia già spedito; e sebbene mi abbia promesso di avvertirmi nel caso di qualche spedizione, non mi sorprenderà se non lo ha fatto, dopo che ho saputo dalla bocca istessa del Primo Console, che per una condizione di pace ha chiesto che sia rimesso in poter del suo sovrano, Benevento. Dopo averlo reso con tanta solennità al suo legittimo sovrano, non pare che dovessimo temere una simile richiesta. Il Primo Console però ha decisamente replicato che il Santo Padre è abbastanza povero, e che nulla voleva toglierli de' suoi stati ².

¹ Le jour de son arrivée à Paris, le 24 février, M. de Gallo avait été mandé auprès de Talleyrand, qui l'avait mis en demeure de signer une convention, dont la clause principale livrait le golfe de Tarente à l'occupation française (Cf. *Corr. de Nap.*, n° 5413). M. de Gallo s'était vivement récrié, et sa résistance s'était continuée, le lendemain matin, dans un nouvel entretien qui n'avait pas été exempt d'aigreur et de colère. Grâce à Livio, le marquis avait pu secrètement rendre compte à sa cour, le 26 février, de ces graves incidents (voir pièce n° 270). C'était pour gagner du temps et attendre M. de Kolytchev qu'il avait sollicité le lendemain des passeports pour un courrier : il n'avait pas encore obtenu de réponse.

Un événement, sur lequel le P. Consul gardait le silence, rendait encore plus pressantes ses exigences pour le golfe de Tarente. Le 25 au matin (*Corr.*, n° 5415), il avait appris, avec la plus vive irritation, que Ganteaume, de qui dépendait le ravitaillement de l'armée d'Egypte, avait cherché un abri timide à Toulon. Dès lors, le prompt établissement d'un corps français à l'extrémité du royaume de Naples n'avait plus seulement pour objet de tenir des renforts à portée de l'Egypte ; il devait, en ménageant à notre escadre un abri fortifié, rendre à Ganteaume la confiance qui lui manquait.

² La restitution de Bénévent au Saint-Siège n'est mentionnée ni dans le projet de convention présenté à M. de Gallo les 24 et 25 février (*Corr.*, n° 5413), ni dans les conditions de traité remises à Alquier le 3 mars, pour lui servir d'instructions.

Credo che, in ultima analisi, non sarà presa da questo governo alcuna finale determinazione fino all' arrivo dell' ambasciatore russo, per andare con esso di concerto.

All' arrivo egualmente di detto ambasciatore pare rimesso il ristabilimento ne' suoi stati del re di Sardegna. Le proposizioni fatte fare da questo governo al M^{se} di San Marsan, son le più strane. Non si chiedeva niente meno, che la cessione alla Cisalpina dell' alto e basso Novarese, di Tortona e Voghera, e di Oneglia e Loano alla Repubblica ligure. Nulla risposta ha data il M^{se} di San Marsan a tali proposizioni. Meno ingrate, sebbene generiche, sono state le conferenze che ha avute il medesimo successivamente col ministro delle relazioni estere ¹. Il tutto par rimesso all' arrivo del ministro russo. Non pare impossibile che si parli di un cambio della Sardegna con una parte della Cisalpina, ed in tal caso non vorrei, che il desiderio di conservare almeno una parte di questa repubblica, facesse cessare le buone disposizioni che si facevano travedere di rendere a Sua Santità le Legazioni. Ma convien ben render giustizia a S. M. il re di Sardegna, il quale ha espressamente incaricato il detto conte di San Marsan d'impegnare il ministro russo, acciò s'interessi egualmente appresso questo governo acciò rese siano a Sua Santità le Legazioni; e detto sig. lo farà apertamente con tutto l'impegno.

Procurerò di riveder Lucchesini; ma in verità non sò quanto vi sia da ripromettersi. Nemici giurati una volta col M^{se} del Gallo, si mostrano ora amici; ed il M^{se} Lucchesini, nel mentre che ha perorata la causa per la sua Lucca, ² acciò o sia libera come prima, o sia almeno riunita alla Toscana, non pare che sia molto avverso all' esistenza di una Cisalpina, purchè non abbia limiti tanto estesi.

Procurerò di avvicinare il conte di Cobenzl ³ per vedere

¹ M. de Saint-Marsan, qui se trouvait à Paris depuis le 14 février, avait à peine vu Talleyrand. Il avait dû s'aboucher avec le général Clarke, qui lui avait témoigné le mécontentement du gouvernement pour la conduite du roi de Sardaigne (*Corr. de Nap.*, n° 5386. Cf. Bianchi, t. III, p. 404; et Bailleu, t. II, n° 49). De part et d'autre, on s'était observé, et la négociation avait paru remise à la venue de M. de Kolytchev (dép. de Jackson du 20 mars).

² M. de Lucchesini était originaire de Lucques.

³ Le comte était arrivé de Lunéville à Paris, le 26 février.

come pensa, e vedrò come pensa al suo arrivo il cav. Azara. Ma in verità, se la Russia non s'interessa per noi, e se di buon animo il Primo Console non vi aderisce, non ho fiducia nell' interesse di alcuna potenza.

(Cultes, Arch. de Caprara).

310. — Spina à Consalvi.

(particulière)

Parigi, 4 marzo 1801.

Per maggior dilucidazione di quanto già ho trasmesso all' Em. V. R., relativamente al ristabilimento della religione cattolica in Francia, mi credo in dovere di confermarle, che, per quanto umanamente si può congetturare, sarà volentieri ammesso dal Primo Console il primo articolo della convenzione, nel modo col quale è concepito nel progetto confidenziale¹. La ragione sopra la quale si dovrà costì stabilire e dimostrare la necessità che il governo adotti per sua particolare la religione cattolica, è il diritto che si vuol il medesimo conservare di nominare i vescovi della nuova circoscrizione, diritto che assolutamente non si può accordare che a un governo cattolico. Ciò non toglie però, che nell' indicare la persona del Primo Console, si debba sempre aggiungere «Bonaparte», come ho accennato nei miei fogli precedenti.

Quando si trattò della nuova circoscrizione di diocesi a forma dei dipartimenti, fissata dalla nuova costituzione civile del clero,² molti dei porporati che furono interpellati, furono di sentimento che fatta nelle debite forme si potesse dal Santo Padre approvare colla sua pontificia autorità. Pare che il caso ora sarebbe il medesimo. Il punto certamente è delicatissimo; ma merita la più gran riflessione, giacchè, se non si ammette la nuova circoscrizione di diocesi e la nuova designazione di vescovi, nulla vi è decisamente da ottenere.

Ammessa la nuova circoscrizione delle diocesi, l'annuenza dei vescovi alla loro dimissione diventa quasi indispensabile. Si

¹ Spina désigne ainsi le projet secret de Bernier (pièce n° 305).

² L'art. 1^{er}, titre I, du décret du 12 juillet (24 août) 1790 porte: « Chaque département formera un seul diocèse, et chaque diocèse aura la même étendue et les mêmes limites que le département. »

riuniranno facilmente due o tre diocesi insieme delle più piccole, si varieranno di molte i confini: senza una spontanea dimissione, vi sarà la questione quale dei vescovi dovrà ritenere il titolo conservato, e vi sarà un contrasto fra l'anzianità della diocesi, e l'anzianità della consacrazione. Sono quasi assicurato, che il numero dei vescovati sarà di sessanta due, cioè dodici metropoli e cinquanta vescovati, come si era detto da principio; e che almeno una metà, o più della metà delle nuove sedi saranno coperte dagli attuali titolari, e che la scelta degli altri, ben lontano dal cadere in qualche costituzionale, non caderà che in sacerdoti di sperimentata pietà e dottrina. Se ciò si eseguisce, sarà la cosa meno odiosa, e se si accorda una pensione ai vescovi che restano senza sede, alla quale è sperabile che si arrenda il Primo Console invitato da Sua Santità, pare che volentieri questi, per il bene della religione e della Francia, si dovrebbero sottomettere e rassegnarsi al nuovo concordato. Non è sperabile però, che si convenga di accordare detta pensione nel concordato istesso, giacchè si sarebbe in tal caso chi pretenderebbe che accordata fosse egualmente ai costituzionali. ¹

Se si perviene a ristabilir la religione cattolica in Francia, e a farne proteggere il culto pubblico dal governo, nel modo che le circostanze attuali lo possono permettere, non è da dubitare che vi sia in seguito da sperare moltissimo dal Primo Console. Ma egli ancora deve aver da principio dei riguardi, e temer deve necessariamente la massa degl' increduli. Non v'ha dubbio che siano, e che saranno i cattolici in maggior numero, e che per conseguenza saranno il miglior sostegno del governo. Ma finora i buoni sono i più deboli come i più miserabili; non è tempo adunque di urtar di fronte i più forti, fino a che non siano messi coi più deboli in equilibrio, e fino a che lo spirito pubblico di religione non abbia ripreso nell'universale del popolo il suo vigore. Dopo aver accordato il governo dei pubblici stabilimenti alle Figlie della Carità, istituite da S. Vincenzo di Paola, ² ed alle

¹ L'arrêté du 6 nivôse an XI, qui a réglé le traitement des évêques démissionnaires, n'a fait aucune distinction entre les constitutionnels et les évêques de l'ancien clergé.

² Arrêté du ministre de l'Intérieur, inséré au *Moniteur* du 9 nivôse an IX et reproduit dans les journaux contemporains.

Ospitaliere istituite da S. Tommaso di Villanova, viene ora di dar l'ordine acciò stabiliti siano due conventi di Cisterciensi, simili a quelli che abitano il gran San Bernardo, nel Sempione e nel Moncenisio.¹ È sperabile che, ristabilito il culto pubblico, molti altri conventi di uomini e di donne siano ripristinati. Mi prendo la libertà di esporre all' Em. V. queste mie ulteriori riflessioni, per informarla con la possibile precisione di quanto vi sia da sperare dal Primo Console relativamente al ristabilimento in Francia della cattolica religione, e sottoponendole al sublime suo giudizio, ho l'onore di ripetermi colla solita profondissima venerazione, etc.

(Arch. du Vatican).

311. — Spina à Consalvi.

(n° 39)

Parigi, 5 marzo 1801.

Ho dovuto riaprire il mio piego per partecipare all' Em. V. una notizia, che mi è stata data in questo momento, ed è sicura. Questo governo, che credo ha approvato per il momento l' armistizio fatto dal generale Murat colla corte di Napoli, del quale pubblicate ancora non si sono le condizioni, vuole una pace definitiva con quel sovrano, e non la vuol trattare col M^o del Gallo. Nella scorsa notte adunque è stato spedito M. Alquier, che è il medesimo che era ambasciatore in Spagna prima di Luciano Bonaparte, con ordine di portarsi a Roma e Napoli, e colle istruzioni le più precise². Credo che da Roma annunziar debba alla corte

¹ Arrêté du P. Consul, du 2 ventôse (21 février 1801). Cf. *Corr. de Nap.*, n° 5404. Ce dernier arrêté était inspiré par la pensée toute politique de faciliter les communications entre la France et la haute Italie.

² Les dépêches de Murat, des 18 et 19 février (voir pièce n° 280), annonçant l'armistice de Foligno, étaient parvenues à Paris le 28. Comme cette convention ne mentionnait pas pour la France le droit d'occuper Tarente, le P. Consul l'avait tenue secrète (elle ne figure qu'au *Moniteur* du 15 mars). C'est à ce moment que, renonçant à traiter avec M. de Gallo, il avait décidé l'envoi d'Alquier en Italie (voir p. 65, note).

Le 3 mars, Alquier reçut pour instructions un projet de traité qu'il devait imposer aux Napolitains, et M. de Gallo fut informé officiellement de cette décision, qui mettait fin à sa mission (*Corr. de Nap.*, n° 5433). Alquier partit la nuit suivante. Talleyrand en avertit Murat. « Je suis heureux, lui écrivait-il le 3, d'avoir à vous transmettre l'approbation entière du P. Consul pour l'armistice que vous avez conclu. Je n'aurais pas hésité à lui proposer de vous charger de négocier le

di Napoli la sua commissione, e forse i preliminari che si vogliono del trattato che viene a concludere. Sò che ha ordine di trattenersi in Roma qualche giorno, di presentarsi a Sua Santità, di confermare i desideri e le intenzioni di questo governo per ciò che riguarda lo ristabilimento della religione, di assicurarlo nuovamente di tutta la buona armonia, e forse ancora d'invitarlo ad esser mediatore per la pace con S. M. Siciliana.

Non conosco personalmente M. Alquier; ma sò, che in Madrid era molto bene col nostro nunzio che molto lo stimava ¹, e che ha per la religione cattolica molto rispetto. Ne prevengo V. Em., acciò sia bene accolto, e trattato con quella cordialità e distinzione che merita. Sebbene egli sia già partito, non dispero che questa mia giunga a V. Em. prima di lui.

Son persuaso, che i buoni uffici di Sua Santità a favore della corte di Napoli saranno graditi dal sig. Alquier, ed anco rispettati. Non mi farebbe specie che attivamente il sig. Alquier proponesse nel trattato, che si continui da quella corte a pagare il tributo della China ². Vi sarà sicuramente qualche articolo pecuniario; ma il più difficile che si proporrà, temo che sarà la riunione delle forze che si chiederà forse per ritogliere agl' Inglese l' isola di Malta. Se la corte di Russia si unisce a chiedere questa condizione, e se il re di Napoli fosse negativo, non sò cosa possa sperare, anzi moltissimo ha da temere. Il solo riguardo alla

traité définitif, que vos premières opérations ont rendu à présent si facile, et le P. Consul a trop de confiance en vous pour ne pas s'être senti porté à vous en donner ce nouveau témoignage. Mais il a jugé que, pour l'opinion de l'Europe, il était convenable de remettre une négociation de ce genre à quelque agent purement diplomatique.. »

¹ Mgr Casoni s'était même attiré des critiques, par le bon accueil qu'il avait fait aux représentants de la France en Espagne. Non seulement il avait accepté de dîner chez Alquier avec le général Berthier; mais lorsque, en automne, une mission extraordinaire avait amené à Madrid ce général, il lui avait rendu la première visite « tanto più, disait-il, che le trattative aperte col governo francese, sebbene sopra affari meramente ecclesiastici, indicavano una certa buona armonia e corrispondenza con noi » (dép. de Casoni à Consalvi, du 30 janvier 1801 : Arch. du Vatican. — Cf. les pièces nos 60 et 139).

² On sait que, pour reconnaître l'investiture du royaume des Deux-Siciles concédée autrefois par le Saint-Siège, le roi de Naples était tenu de présenter chaque année au Pape une haquenée et un tribut de 12,000 piastres. Depuis plus de dix ans, le roi se dispensait de cet hommage, et le Pape maintenait son droit par une protestation solennelle faite le jour de la Saint-Pierre.

Russia ha indotto questo governo ad una pace con Napoli, che si fa sicuramente di mala voglia. Credo che non sarà ingrato a V. Em. l'esser prevenuto di queste notizie, che credo di poter con sicurezza azzardare.

Due volte son stato dal M^o del Gallo, due volte egli da me, e non ci siamo incontrati mai: procurerò trovarlo domani, ma non sò perdonargli l'affare di Benevento.

Spero che l'ottimo duca di Parma sarà poi lasciato tranquillo ne' suoi stati, in prezzo della rinunzia che farà al figlio del regno di Toscana; e lo credo per esso il miglior partito.

Gira una lettera ben savia del nunzio di Vienna, relativamente alla lettera scritta dal sig. cardinale di Maury sulla promessa. Egli si combina meco nel far credere questa lettera apocrifa¹.

Non mi estendo di più, per non perdere un' occasione sicura per far partire la mia lettera. Resto adunque, etc.

(Cultes, *Arch. de Caprara*).

312. — Spina a Consalvi.

(n^o 40)

Parigi, 7 marzo 1801.

Ho ricevuti ier sera i veneratissimi dispacci dell'Em. V. de' 14 e 21 febbraio². Non li ho ancora interamente scifrati; ma giacchè la sig. M^{sa} Brignole mi avverte esservi una pronta occasione per Genova, alle notizie da me spedite ieri coi numeri 37, 38 e 39 diretti al sig. generale Murat, aggiungo nel momento ciò che vi è di più interessante.

Il M^o del Gallo non avendo istruzioni precise per trattare indipendentemente la pace per il suo sovrano, e d' intelligenza soltanto colla Russia, non solo non ha ottenuto un passaporto per spedire un corriere a Napoli e chiederle con questo mezzo, ma gli è stato intimato di partir subito. Doveva partir fin da ier l'altro. Gli è stata accordata una dilazione di due giorni, che

¹ « Jusqu'ici, écrivait le nonce au commencement de janvier, ni la congrégation romaine pour les affaires ecclésiastiques n'a émis aucun avis, ni le Saint-Père n'a prononcé non plus son jugement (*Ann. philos.*, etc., t. III, p. 171, n^o de février. — Voir aussi une note de Sicard dans le *J. des Débats* du 8 mars).

² Pièces n^{os} 275 et s., 282 et s.

gli sarà, credo, utilissima, essendo ier sera appunto arrivato il ministro russo Kolytchev, col mezzo del quale gli sarà forse più facile non solo il restare, ma di rendere ancora questo governo più indulgente verso il suo sovrano.

Il sig. conte di Kolytchev non ha accettato l'alloggio che gli era stato preparato da questo governo, ma ha voluto assolutamente andare alla locanda. Non avendo io carattere, procurerò di farmi presentare al medesimo dal sig. conte di San Marsan. Dall'influenza di questo ministro dipende in gran parte il destino d'Italia.

Quando avrà ricevuti tutti i miei numeri, vedrà che non avevo dimenticati gli ordini di V. Em. rispetto ai beni nazionali. Non parlo a Haller, fino a che non so, se si sarà costì conclusa qualche cosa coi commissari francesi. Desidero che giunga in tempo la risposta ufficiale avuta dal sig. abbate Bernier su di quest'oggetto.

Attendo incessantemente qualche riscontro e qualche istruzione, sopra quanto ho partecipato a V. Em. col piego mandato per la via di Parma. Col mezzo del sig. generale Murat, son sicuro che potrà darmene un sollecito riscontro.

La brevità del tempo non mi permette diffondermi di più; termino adunque col rassegnarmi, etc.

(Cultes, *Arch. de Caprara*).

313. — Spina à Consalvi.

(n° 44)

Parigi, 9 marzo 1801.

In questo momento, cioè alle dieci ore della sera, mi fa avvisare il sig. M^{re} del Gallo che spedisce fra due ore un corriere ¹. Appena adunque posso approfittarne, per mandare il duplicato di una lettera da me spedita per la via di Genova, e per aggiungere, che ieri il sig. ambasciatore russo fu presentato al Primo Console, e che oggi ha avute le sue prime conferenze col ministro delle relazioni estere. La conseguenza della medesima deve essere il passaporto dato al sig. M^{re} del Gallo per spedire un corriere; onde anco gli affari della corte di Napoli, per la

¹ Le départ de ce courrier, sollicité vainement par M. de Gallo depuis le 27 février, a eu lieu en effet le 9 mars. Le courrier a traversé Rome le 20 mars.

quale prende la corte di Russia un vivo interesse, vanno a prendere una miglior piega.

Vivissimo è poi l'impegno che prende la corte di Russia per quella di Torino, e non è da dubitare che non abbia in questo governo una vantaggiosa influenza, e che sperar debba per conseguenza da questa il re di Sardegna un felicissimo successo.

La corte di Spagna annuisce che il principe ereditario di Parma venga a Parigi, e verrà con la consorte. Si dice che sarà invitato a fare l'istesso viaggio il duca d'Aosta.¹ Il cav. Azara è partito da Madrid il 27 dello scaduto; sarà in Parigi fra il 15 e 20 del corrente. L'ammiraglio spagnolo Mazarredo è stato richiamato: il comando della flotta che è a Brest, è stato dato a Gravina che era sotto ammiraglio.²

Sò che il Primo Console ha ricevuta questa mattina un corriere del generale Murat, che gli annunzia esser stata fatta in Roma un' illuminazione per la pace conclusa fra l'Austria e questa Repubblica³. È stata graditissima dal Primo Console questa notizia.

Essendo stato egli interpellato a pronunciarsi più decisamente, quali degli attuali legittimi vescovi della Francia vorrà conservare nelle sedi, che rimarranno nella nuova circoscrizione di diocesi⁴, ha replicato esser veramente indifferente, e che gli basta che non restino inclusi quelli, che si sono apertamente pronunciati contro l'attual governo. Ha chiesta frattanto la nota de' vescovi ancora viventi. Quando ammettersi possa la massima generale della nuova circoscrizione, pare che tutto il dì più prenda di giorno in giorno un sempre migliore aspetto.

¹ Victor-Emmanuel de Savoie, duc d'Aoste et frère du roi de Sardaigne. En ce qui le concerne, le bruit que rapporte Spina était erroné.

² Mazarredo, avec la flotte espagnole de Cadix, était bloqué par les Anglais dans Brest, depuis le mois d'août 1799. Il se renfermait dans une inertie, concertée avec son gouvernement. Le P. Consul écrivait, le 13 février, à Talleyrand: « Je désire que notre ambassadeur obtienne une décoration pour M. Gravina, dont je suis très content, et le rappel de Mazarredo, qui est une ganache » (*Corr.*, n° 5363). — Le V. amiral Gravina était frère de Mgr Gravina, nommé nonce à Madrid et non encore agréé par le gouvernement espagnol.

³ Pièce n° 297. Voir le *Moniteur* du 11 mars.

⁴ Cette question a dû être posée au P. Consul par Bernier, qui s'occupait de refaire pour la présentation aux évêchés une nouvelle liste, qu'il a remise le 22 mars.

Crescono egualmente di giorno in giorno le speranze per le nostre Legazioni. Le disposizioni del Primo Console sono nel momento eccellenti ; il sig. conte di San Marsan non può meglio favorirci ; l'ambasciatore di Russia non può esser meglio disposto ¹.

Attendo a momenti qualche dispaccio dell' Em. V. in risposta al mio spedito per la via di Parma. Mi riserbo a dar notizia più dettagliata all' Em. V. coll' altra mia, e mi restringo per ora a rassegnarmi, etc.

(Cultes, *Arch. de Caprara*).

314. — Les Évêques constitutionnels aux Évêques des autres églises catholiques.

Paris, 8 mars de l'an de J. Christ 1801.

..Interprètes des vœux de l'église gallicane, formant, par ordre du concile national tenu à Paris en 1797, la commission intermédiaire, ² chargée de sa correspondance tant à l'intérieur qu'avec les églises étrangères, nous disons à celles-ci, et spécialement aux pasteurs des Etats catholiques voisins de la France : « Depuis dix ans l'église gallicane a vu peser sur elle tous les maux que pouvait accumuler la persécution la plus féroce, et la division

¹ Les 19 et 29 décembre 1800, Paul I^{er} avait donné à M. de Kolytchev des instructions secrètes sur l'entente à rétablir avec la France. Il fallait, disait-il, déclarer au P. Consul : « VII^o, Que je m'intéresse particulièrement au bien-être du Pape, comme chef de la catholicité dont le tiers de mes Etats professe la religion ; et que j'ai même désiré d'y voir établi le Saint-Père, plutôt que de le voir à la merci des intrigues et de la volonté des autres puissances » (*Arch. russes*, XII^e année, 3^e liv., p. 960). C'était en interprétant et en étendant le sens de ces instructions, que M. de Kolytchev s'employait pour la restitution des Légations au Saint-Siège.

² Cette agence s'était fait confirmer par le concile de 1797. Elle prenait d'ordinaire le nom d' « Evêques Réunis », et était composée de Grégoire, qui en était le promoteur et l'inspirateur ; de l'évêque des Landes, Saurine ; de Desbois, évêque de la Somme et propriétaire des « Annales de la religion. » Le métropolitain de Paris, l'abbé Royer, en avait fait longtemps partie ; mais en ce moment il était en querelle ouverte avec ses confrères, précisément à propos du nouveau concile. Les Réunis se complétaient souvent avec Wandelaincourt, évêque de la Haute-Marne, quelquefois avec Reymond, évêque de l'Isère, ou avec Clément, évêque de Seine-et-Oise, vicillard bizarre et doyen de l'épiscopat constitutionnel. — La lettre aux évêques étrangers est signée par Wandelaincourt, Clément, Desbois et Grégoire.

la plus déplorable. Si l'un des membres souffre, dit l'Apôtre, nous souffrons tous avec lui. » Nous souffrons.

Le droit et le devoir donnent à chaque pasteur l'initiative pour accourir au soulagement de notre église... Une occasion se présente pour donner à l'église gallicane des preuves effectives de cette charité dont Jésus-Christ nous a laissé le précepte et l'exemple.

Un second concile national, indiqué pour la première année du XIX^e siècle, doit s'ouvrir à Paris, le jour de la Saint-Pierre de l'an 1801.¹ Déjà dans divers diocèses de France se sont tenus plusieurs synodes et conciles métropolitains,² préparatoires de l'assemblée générale de l'église gallicane. Censurer de nouveau toutes les erreurs contre le dogme et la morale qui, depuis le concile de Trente, ont tenté de flétrir la virginité de la foi, pour nous servir de l'expression d'un saint Père ; ranimer la piété des chrétiens, le goût des études ecclésiastiques ; développer tous les moyens possibles pour assurer dans le ministère pastoral des successeurs³ dignes de transmettre aux fidèles les vérités du salut ; établir une discipline homogène, vers laquelle s'acheminent les divers diocèses par les efforts qu'ils ont déjà faits à cet égard ; voilà une partie des objets qui entreront dans le plan de ce nouveau concile. Il doit compléter les travaux du concile national

¹ La tenue de ce second concile avait été décidée, sous l'impulsion de Grégoire, avant qu'il fût question de la négociation du concordat. La lettre de convocation aux évêques constitutionnels, signée par les Réunis le 2 mars 1800, fixait l'ouverture au 14 mai 1801, jour de l'Ascension ; mais des retards survenus dans les réunions préparatoires, venaient de faire reporter cette date à la Saint-Pierre, c'est-à-dire au 29 juin.

² D'après les instructions des Réunis, les synodes diocésains devaient précéder les conciles métropolitains, chargés de désigner des députés pour le concile national. Le premier synode s'était tenu du 22 au 24 avril 1800 à Amiens, sous la présidence de Desbois et avait été suivi d'environ trente assemblées pareilles. C'était à Besançon que s'était réuni le premier concile métropolitain, du 31 août au 5 septembre : depuis, on avait vu d'autres conciles à Bourges (14 à 21 sept.), à Rouen (5 à 12 octobre), à Aix (octobre), à Toulouse (19 à 26 octobre). L'hiver avait interrompu partout ce mouvement, qui dans la moitié des départements se heurtait à l'inertie ou à l'impuissance du clergé constitutionnel.

³ La vacance des sièges était un des maux les plus graves qui attestaient le déclin de l'église schismatique. Malgré tous leurs efforts, les Réunis ne parvenaient pas à trouver des candidats ou à les faire élire. Au commencement de mars 1801, ils comptaient environ trente évêchés non pourvus ou abandonnés.

tenu en 1797 qui, traduit en diverses langues, a tellement conquis les suffrages, que jusqu'à présent nos adversaires les plus déterminés n'ont osé en attaquer les canons et les décrets.

Qui sait d'ailleurs si ce concile national prochain ne fera pas renaitre dans d'autres pays ces saintes assemblées, dont la tenue est expressément recommandée par toute l'antiquité ? Qui sait si ces conciles ne préluderont pas à un concile œcuménique, dont l'interruption embrasse déjà plusieurs siècles, quoique celui de Constance ait prescrit de le convoquer tous les dix ans ?

Mais l'objet le plus important du concile national convoqué par l'église gallicane, est de cicatriser ses plaies, de mettre enfin un terme aux divisions qui la déchirent. La paix politique serait-elle l'heureux présage de celle qui, consolant cette belle portion de la catholicité, nous permettra de respirer après de longs malheurs ? Ce n'était donc pas assez que le clergé fidèle à Dieu et à la Patrie, devenu l'objet d'une banqueroute infâme, plongé dans l'entier dénuement, chassé de ses asiles, traîné dans les cachots, conspué comme le rebut de la terre, fût livré à tout ce que pouvaient inventer des hommes qui, placés au timon du gouvernement, y portaient la fureur de Tibère et l'astuce de Julien ; tandis qu'assiégés par tous les maux, la grâce divine nous donnait la force de confesser Jésus-Christ, et qu'il nous employait, faibles instruments, pour sauver en France la religion, exposée à s'éteindre dans cette église. Chez les nations étrangères, près de vous, révérendissimes évêques, près du clergé et des fidèles confiés à votre sollicitude, on calomniait notre foi et nos mœurs, sans qu'il fût possible à l'innocence de faire entendre sa voix ; et, comme si l'on eût craint la lumière, ou plutôt parce qu'on en redoutait l'éclat, on défendait aux fidèles de lire nos apologies. Au lieu de suivre les dispositions des conciles de Constance et de Bâle, et les avis de l'illustre Gerson en temps de troubles, on criait à l'hérésie, sans pouvoir articuler un dogme auquel nous eussions donné atteinte. On criait au schisme, quoique nous ne cessions de proclamer notre attachement inviolable au premier des pontifes, à cette Église romaine qui, suivant l'expression de Saint-Bernard, est mère de toutes les autres, et à laquelle toutes les églises doivent être unies, dit Saint-Irénée, à raison de sa prééminence. On criait à l'excommunication, quoiqu'il n'y en

eût aucune : quand même elle eût existé, il eût fallu pour sa validité, qu'elle fût prononcée par l'autorité compétente ; que les inculpés eussent été entendus ; qu'elle designât nominativement les personnes ; qu'elle leur fût signifiée spécialement, etc.

Nos adversaires, livrés entre eux à l'anarchie, et dont quelques-uns justifient, par leur acte de soumission aux lois,¹ ce que nous avons fait neuf ans plus tôt, nos adversaires crient à l'intrusion et prétendent que le fil de la succession épiscopale est rompu. Notre crime est d'avoir porté les consolations de la religion à des diocèses, à des paroisses abandonnées de leurs pasteurs. Aux preuves irréfragables de la légitimité de nos titres, de la pureté de notre foi ; à nos invitations multipliées pour conférer sur les points contestés (nous le disons avec douleur) on a répondu par des injures et des impostures. Certes, nous pouvons avec l'aide de Dieu, pardonner plus d'outrages qu'on ne peut nous en faire, et nous conserverons pour nos frères divisés les sentiments de la plus tendre charité ; mais calomniés dans tout l'univers, nous devons aux fidèles placés sous notre conduite, nous devons à nous-mêmes et à l'Eglise catholique, de faire retentir nos réclamations, de prouver notre innocence et la pureté des principes que nous professons.

Révérendissimes évêques, la solidarité de l'épiscopat vous impose le devoir d'intervenir d'une manière positive dans nos débats... Vous connaissez l'état de la question sur laquelle nous appelons votre examen. Nos antagonistes, et le premier des pontifes lui-même sont, ainsi que nous, parties intéressées dans cette affaire majeure : nous reconnaissons en vous une autorité impartiale et compétente, à laquelle nous nous ferons un devoir de nous soumettre.

Nous écrivons au chef de l'Eglise, pour lui annoncer le concile national qui doit s'ouvrir le jour de la Saint-Pierre de la présente année, et pour le prier de nous envoyer des délégués qui s'assureront par eux-mêmes de la pureté de notre foi, de la canonicité de nos fonctions, de notre amour pour la paix.²

¹ Voir t. I, p. 79, note 3.

² Une circulaire de Consalvi aux nonces, du 6 juin, reproduite plus loin,

Vous aussi, révérendissimes évêques, nous vous en conjurons, venez-y comme témoins et comme juges. Nos écrits, nos sentiments, notre conduite, sont les éléments sur la connaissance desquels doit s'asseoir une décision sage et motivée. Déjà plusieurs d'entre vous nous ont donné des témoignages éclatants de leur union¹; d'autres nous les ont multipliés secrètement, en exprimant la crainte que leur publicité n'appelât sur eux les vengeances du despotisme... Les circonstances politiques dans lesquelles naguère se trouvait l'Europe ont pu comprimer les élans de votre zèle ; mais déjà la paix établie entre la France et diverses contrées voisines, luira bientôt sur tout le continent. Vos gouvernements, pénétrés des principes qui doivent présider à leur détermination comme chrétiens, croiront encore, comme alliés, donner à la République française un nouveau gage de leur loyauté, en permettant à leur clergé respectif de députer à notre concile quelques pasteurs qui, agissant en leur propre nom, seraient encore chargés du vœu collectif des autres diocèses...

Une seule décision a été portée sur les affaires ecclésiastiques de France ; c'est celle des facultés de théologie et de droit canon de l'université de Fribourg en Brisgau... Cette décision, qui n'a pas été provoquée par nous, statue en votre faveur... Intrépidement résolus à défendre [la vérité] jusqu'à ce que le souffle de la vie s'éteigne en nous, nous réclamons le jugement des diverses églises, dont l'ensemble constitue cette Eglise une, sainte, catholique, apostolique et romaine dont nous sommes les enfants, dans le sein de laquelle nous sommes nés, nous vivons, nous voulons mourir.

La présente circulaire, que nous adressons au monde chrétien, enregistrée dans les archives de l'histoire, attestera à jamais notre amour pour la paix et la pureté de nos sentiments.

(Public. contempor.)

nous avertit que cette invitation n'a pas été envoyée à Rome. Le projet de lettre au Pape, daté du 15 mars, est conservé parmi ceux des papiers de Grégoire qui sont entre les mains obligeantes de M. Gazier. On s'explique sans peine que cette lettre, n'ayant pas été expédiée, ne soit publiée ni dans les « Annales », ni dans les « Actes du concile de 1801. »

¹ En Espagne et en Italie.

315. — Rapport au P. Consul rédigé par d'Hauterive.

Paris, 18 ventôse an IX (9 mars 1801).

¹ Le gouvernement de la République, par les articles convenus entre lui et Sa Sainteté², a réglé le sort des Catholiques français : il convient que les rapports civils et politiques des autres cultes soient également déterminés.

Le premier des articles convenus exprime que la religion catholique est celle de la majorité des Français. Cet énoncé est un fait : mais on pourrait abuser de la déclaration qui en est faite ; il faut prévenir toute interprétation malveillante. La volonté de la majorité lie la minorité pour les choses qui sont en même temps générales et communes, telles que les lois civiles, les lois politiques, leurs institutions et leurs formes. Sur ces objets il ne peut y avoir qu'un système établi, et pour l'établissement de ce système il faut que les volontés qui ne concordent pas, cèdent à la pluralité de [celles] qui concordent. Mais le culte, ses pratiques et ses dogmes sont des choses spéciales, arbitraires et de choix. Un État ne peut subsister sans unités de lois, auxquelles tous les citoyens soient soumis ; mais il peut subsister sans culte ou avec une grande diversité de cultes. D'où suit le droit, assuré à tous les individus, de s'abstenir de tel culte, de pratiquer tel autre, ou de n'en pratiquer aucun. Le gouvernement, en déclarant que le Catholicisme était en majorité en France, n'a donc pas voulu autoriser en sa faveur aucune prééminence politique ou civile ; il a seulement motivé l'antériorité des mesures qu'il a prises pour lui assurer une indépendance, qu'il est dans son intention de garantir également aux autres cultes.

Le Protestantisme est une communion chrétienne, qui réunit à la même croyance et aux mêmes rites un très grand nombre

¹ Ce rapport fait suite à celui du 22 novembre 1800 (pièce n° 87). — On conserve aux Aff. étr. (*Rome*, suppl., vol. 22) une première rédaction de ce rapport, qui paraît avoir été écrite à la fin de février, au moment où le départ de Livio était décidé.

² Cette expression volontairement inexacte : « articles convenus », se trouve aussi dans la lettre de Talleyrand à Spina du 21 février (pièce n° 264) ; dans les instructions données à Cécault le 19 mars (pièce n° 324), etc.

de citoyens français. A ce seul titre cette communion a droit à la protection du gouvernement; à d'autres égards elle mérite des marques de considération et de bienveillance. Ses fondateurs ont les premiers répandu en Europe des maximes libérales de gouvernement; ils ont fait faire des progrès à la morale, à la philosophie, aux sciences et aux arts utiles. Dans ces derniers temps, tous les Protestants se sont rangés des premiers sous les drapeaux de la liberté et ne les ont jamais abandonnés. Il est donc du devoir du gouvernement d'assurer sa protection aux réunions paisibles de cette minorité éclairée et généreuse de citoyens, rassemblés dans des temples dans la vue louable de recueillir et de pratiquer les préceptes de la religion du Christ.

Il est peu de cultes, hors du Christianisme, qui aient des établissements en France, ou bien ces établissements sont maintenus par un nombre peu considérable de citoyens. Ils doivent cependant jouir de la même indépendance que les autres cultes. Cette indépendance leur sera suffisamment assurée par les principes généraux, qui sont exprimés dans les projets d'arrêtés que je sou mets à la décision des Consuls.

Tout ce qui est assuré aux diverses communions chrétiennes par les articles convenus entre Sa Sainteté et le gouvernement de la République, est également garanti aux Protestants, à l'exception de la subvention pécuniaire promise aux premiers. Cette distinction a besoin d'être motivée.

1° L'emploi des fonds publics entre dans la classe des choses générales et communes qui sont du ressort de la législation, et dans lesquelles la minorité numérique des citoyens est soumise à la majorité. Sous ce point de vue, le gouvernement, qui a l'initiative des lois, a le droit de présumer le vœu national, et de demander une autorisation législative pour une dépense qui est dans l'intérêt du plus grand nombre des citoyens, et de n'en point demander pour celle qui n'intéresserait que le petit nombre.

2° L'application d'un fonds national à l'entretien du culte, considérée dans ses résultats, n'est pas un acte de munificence. Les ministres catholiques sont aujourd'hui entretenus par des subventions volontaires, dont la mesure ne peut être déterminée; mais on peut être assuré que l'opinion où sont les Catholiques de la pauvreté de leurs ministres, ajoute à la ferveur et à la libéra-

lité de leurs dispositions, en sorte qu'affaiblir cette opinion par la notoriété d'un traitement national accordé aux ministres catholiques, c'est pourvoir aux inconvénients d'une profusion presque générale, qui devient une charge réelle sur la classe la moins aisée, et à laquelle il est impossible d'obvier par d'autres moyens. Par la considération du nombre et par d'autres considérations particulières et locales, cette charge est infiniment moindre dans les pays de la République qui sont habités par des Protestants.

3^e Enfin, dans les articles convenus entre le chef de l'Eglise romaine et le gouvernement de la République, la charge imposée à l'Etat est compensée par le droit, que le gouvernement s'est acquis, d'intervenir directement et efficacement dans l'administration de l'Eglise, par la nomination des principaux ministres et par la surveillance sur les ministres subordonnés.

Je propose en conséquence aux Consuls de la République les projets d'arrêtés suivants :

Arrêté I.

Les Consuls de la République, sur le rapport des ministres de l'Intérieur, de la Justice, des Finances, des Relations extérieures et de la Police générale, arrêtent :

Art. 1. — Il sera formé une commission composée de quatre membres, et portant le nom de « commission d'administration et surveillance des cultes¹. » Elle sera présidée et dirigée par un conseiller d'Etat.

Art. 2. — Tout ce qui a rapport à la liberté des cultes et aux règles de cette liberté, l'organisation, la discipline, les pratiques religieuses, seront l'objet de la surveillance de la commission.

Le traitement accordé aux ministres, et l'observation des lois relativement aux temples, aux lieux qui en dépendent, et aux rentes sur l'Etat que les églises pourront être autorisées à acquérir, seront dans le ressort de son administration.

Art. 3. — La commission d'administration et de surveillance

¹ Selon toute apparence, c'est à ce moment que Grégoire remit au gouvernement un « Mémoire sur l'établissement d'une commission consultative pour les affaires de religion » (*Hist. des sectes*, t. VI, p. 309. Cf. *Mém. de Grégoire*, t. II, p. 92). Cette commission, par ses attributions et surtout par son esprit, était assez différente de celle proposée par d'Hauterive.

des cultes prendra directement les ordres du Premier Consul, et lui rendra compte de ses travaux.

Art. 4. — Les citoyens... sont nommés membres de cette commission. Le citoyen..., conseiller d'Etat, en aura la direction et la présidence.

Arrêté II.

Les Consuls de la République, sur le rapport du ministre de la Police générale, arrêtent :

Art. 1. — Toute association religieuse, sous quelque dénomination qu'elle soit connue, présentera au gouvernement, dans le délai de..., le tableau de la hiérarchie de ses ministres et celui des règles de sa discipline ecclésiastique. Elle lui fera connaître en même temps la circonscription des diverses agences de son ministère, et les édifices destinés à la pratique de son culte.

Art. 2. — Sur la connaissance que le gouvernement aura acquise de l'utilité sociale de ces associations et de leur compatibilité avec l'observation des lois, il déterminera le degré de tolérance et de protection qu'il pourra accorder à leur existence.

Arrêté III.

Les Consuls de la République, sur le rapport des ministres de la Police générale et des Relations extérieures, et vu le bref ci-joint du Souverain Pontife de l'Eglise catholique, apostolique et romaine, exposant les maximes du gouvernement spirituel de cette Eglise et contenant, dans la convention arrêtée entre le Saint-Siège et le gouvernement de la République, les règles de sa discipline ecclésiastique ;

Considérant que ces maximes et ces règles n'ont rien de contraire aux lois de la République, arrêtent :

Art. 1. — Les clauses exprimées dans la convention du... seront exécutées. Leur exécution est confiée à l'administration et à la surveillance de la commission établie par arrêté de ce jour.

Art. 2. — Les ministres de la Police générale, de la Justice, de l'Intérieur et des Finances sont chargés de l'exécution du présent arrêté, chacun en ce qui le concerne.

Arrêté IV.

Les Consuls de la République, sur le rapport des ministres de la Police générale, des Relations extérieures, de la Justice, de l'Intérieur et des Finances ;

Considérant que dans un grand nombre de communes, ou même dans quelques départements de la République, le culte protestant est celui de la majorité des citoyens ¹, arrêtent :

Art. 1. — Les temples protestants qui, à la date de la publication du présent arrêté, ne seront pas aliénés, seront remis à la disposition des ministres de ce culte.

Art. 2. — Les Protestants de toutes les communions pourront être autorisés à faire, en faveur de leurs églises, des fondations en rentes sur l'Etat. Ils s'adresseront à la commission d'administration et de surveillance des cultes, qui, sur leur demande motivée, jugera de la convenance de leur accorder ces autorisations et en fera son rapport au Premier Consul.

Art. 3. — La même commission présentera au gouvernement de la République, dans le délai de..., le tableau du nombre des ministres du culte protestant auxquels il convient d'accorder une subvention annuelle, ainsi que celui de la quotité de ces traitements.

Art. 4. — Les ministres de l'Intérieur, des Finances, de la Justice, des Relations extérieures et de la Police générale sont chargés de l'exécution du présent arrêté, chacun en ce qui le concerne.

(Aff. étr., *Rome*, vol. 933).

316. — **Projet amendé, rédigé par d'Hauterive,**

[Paris, 21 ventôse an IX : 12 mars 1801].

¹ Les Consuls de la République, sur le rapport des ministres de l'Intérieur et de la Police générale, arrêtent ce qui suit :

¹ Ce considérant a été substitué à un autre ainsi conçu : « Considérant que les communions protestantes font partie de la religion chrétienne, dont les cultes réunis sont ceux de la presque totalité des citoyens français ; que ces communions méritent des marques de considération et de bienveillance, en ce que leurs fondateurs ont les premiers répandu en Europe des maximes libérales de gouvernement, et que les citoyens qui tiennent à cette croyance se sont rangés des premiers sous les drapeaux de la liberté et ne les ont jamais abandonnés, — Arrêtent, etc. »

² A la suite d'observations, faites sans doute par le P. Consul, le premier et le troisième des arrêtés qui précèdent ont été abandonnés ou ajournés. Le deuxième et le quatrième ont été fondus ensemble pour former le présent projet d'arrêté.

Art. 1. — Tous actes et règlements, répressifs de la liberté des cultes ou portant atteinte à leur indépendance respective, sont annulés.

Art. 2. — Les citoyens français appartenant aux communions protestantes ou à toute autre communion chrétienne, présenteront au gouvernement, dans le délai de trois mois, le tableau de la hiérarchie ecclésiastique de leurs ministres, et la circonscription de leurs paroisses. Ils indiqueront dans chaque lieu les édifices désignés pour l'exercice de leur culte.

Art. 3. — Le libre exercice du culte sera protégé par les autorités locales, mais seulement dans les enceintes destinées pour cet usage et à ce autorisées.

Art. 4. — Les temples protestants qui, à dater de la publication du présent arrêté, ne seront pas aliénés, seront remis à la disposition du culte protestant.

Art. 5. — Le gouvernement prendra des mesures pour qu'il soit permis aux protestants français de faire, en faveur de leurs églises, des fondations en biens ou en rentes sur l'Etat. Ces églises, dans cette jouissance, ainsi que dans celle indiquée dans l'article précédent, seront soumises à toutes les charges de l'Etat.

Art. 6. — Les citoyens français non chrétiens et professant un culte quelconque, feront, dans le délai de trois mois, la déclaration du nombre d'individus attachés à la même croyance, de l'état hiérarchique de leurs ministres, et la désignation des lieux destinés à leur culte, pour qu'il puisse être pris par le gouvernement des mesures qui leur assurent la même indépendance dont jouissent les autres religions.

Art. 7. — Les ministres de l'Intérieur et de la Police générale sont chargés de l'exécution du présent arrêté.

Observations du Premier Consul.

Il manque dans ce projet : 1° Le serment que devraient prêter les ministres du culte ; 2° les élections des ministres du culte.

Un des points essentiels serait d'empêcher les consistoires situés sur la Rive droite¹, de nommer aux places vacantes en

¹ La rive droite du Rhin. On sait que l'annexion à la France des pays germaniques situés sur la rive gauche, était devenue définitive par le traité de Lunéville (art. 6).

France ; et, pour cela, autoriser l'établissement d'un consistoire en France ¹.

21 ventôse [an IX] : 12 mars [1801].

(Aff. étr., *Rome*, vol. 933).

317. — Cacault à Lucien Bonaparte.

Paris, 19 ventôse an IX (10 mars 1801).

Je m'empresse de vous annoncer, très cher ambassadeur, que le Général vient de me nommer ministre plénipotentiaire à Rome. Je n'ai pas encore mes expéditions écrites : mais l'affaire est faite ; j'ai accepté. Le Général m'a ordonné de me préparer à partir sous peu de jours. Je ne songeais plus à servir ; mais rappelé dans ma carrière au même poste où j'avais réussi, mon apathie s'est dissipée. J'ai le plus ardent désir de contenter le Général. Ne dois-je pas l'adorer de s'être souvenu à ce point du peu que j'ai fait sous lui en Italie ?

Cette mission va me priver du plaisir que j'aurais eu à vous revoir dans votre gloire et votre charmante simplicité, au retour d'Espagne. Quel que soit le sort de nos destinées, je serai à vous de cœur et d'âme, pénétré de l'amitié tendre que votre beau caractère inspire et de la reconnaissance que je vous dois. — Totus tuus.

(Aff. étr., *Espagne*, suppl. vol. 27).

318. — Cobenzl à l'Empereur.

Paris, 12 mars 1801.

D'après ce que m'a dit Bonaparte, il est au moment de s'arranger entièrement avec le Pape et de faire rentrer la France sous le giron de l'Eglise ; mesure qui est bien faite pour augmenter le nombre des partisans du Premier Consul et assurer la continuation de son pouvoir. Il m'a confirmé qu'il ne voulait ni conserver les évêques sermentés, ni rétablir ceux qui avaient quitté la France ; mais qu'il en choisirait de tout nouveaux.

¹ Le projet d'arrêté du 12 mars a été corrigé d'après ces nouvelles remarques du P. Consul. On le retrouve, rédigé sous cette dernière forme et précédé du rapport du 8 mars, parmi les papiers du cabinet impérial (Arch. nat., AF_{IV}, 1044).

J'ai su aussi de lui, qu'avant même que les Anglais se fussent emparés de l'île de Malte, il avait offert de la remettre à Paul I¹, ce qui avait été le premier acheminement à un rapprochement entre la Russie et la France. Bonaparte est donc le seul qui finalement ait su tirer parti, pour son avantage, de la manie de Paul I de vouloir être grand maître de Malte².

(Arch. de Vienne).

319. — Spina à Consalvi.

(n° 42)

Parigi, 14 marzo 1801.

Ho riscontrati già all' Em. V., per mezzo di un corriere straordinario spedito dal sig. M^{so} del Gallo, i due veneratissimi suoi dispacci de' 14 e 21 febbraio; riscontro ora quello de' 31 gennaio³, ricevuto per mezzo de' due ecclesiastici francesi, e l'altro de' 23 febbraio⁴, ricevuto dal corriere straordinario piemontese.

Speravo con quest'ultimo aver avviso di esser pervenuto all'Em. V. il mio dispaccio de' 13 febbraio, giunto a Parma il 21, e che deve esser stato spedito a Roma con corriere straordinario; ma vedo bene che è un destino che le lettere mie, o siano smarrite, o giungano ben lentamente, anco quando i mezzi sembrano i più solleciti. Quelle che ho spedite al mio banchiere Greco di Genova, hanno avuto un corso più sollecito. Spedisco questa per l'istesso mezzo; vedremo se sarà costante l'esattezza. La sig. M^{sa} Brignole non vuol ancora esser reintegrata della spesa della posta. Pare che gradirà che i pieghi siano più ristretti, per non esser compromessa in Genova, ove il disordine delle poste è maggiore. Se vi sarà l'occasione di qualche corriere straordinario, spedirò il duplicato de' miei numeri dal 15 al 21, acciò la mia corrispondenza sia almeno in corrente.

Rispondendo ora ai veneratissimi dispacci dell' Em. V., tralascio di parlare di quello de' 31 gennaio, che non mi reca al-

¹ *Corr. de Nap.*, n° 4965.

² Voir une lettre de Cobenzl du 6 janvier 1801 (Thugut, *Vertrauliche Briefe*, t. II, p. 361).

³ Pièce n° 246.

⁴ Pièces nos 289 et s.

cun comando, e mi consolo di aver sentita confermata dal secondo la tranquillità della quale gode Sua Santità, in seguito delle ottime disposizioni date da questo governo a di lui riguardo, e così ben eseguite dal sig. generale Murat.

Siccome ho già accennato all' Em. V. col mio n° 37, dei 4 corrente, avendo chiesta ed ottenuta dal Primo Console una particolare udienza, appunto per attestargli i sentimenti di gradimento del Santo Padre per gli ordini da esso dati, e relativamente al governo d'Ancona, e perchè conservata fosse dalla sua armata la tranquillità di Roma e dello Stato, ed insieme per render la dovuta giustizia alla savia, leale e generosa condotta del sig. generale Murat, non ho creduto di rendermi al medesimo importuno col chiedergli una nuova udienza; ma ho pregato il sig. abbate Bernier, che ha frequenti occasioni di vederlo, acciò sia appresso il medesimo l'interprete fedele dei sentimenti di Sua Santità, sia riguardo alla di lui persona, che riguardo a quella del sig. generale. Nè ieri, nè oggi ho potuto aver udienza, essendo il Primo Console occupatissimo, L'avrò sicuramente domani, ed eseguirò la mia commissione.

Parlai già al Primo Console, nell' ultima mia conferenza, de' disordini che si commettono in materia di religione in Piemonte e nella Cisalpina. Gliene ho fatte e gliene farò ripetere le mie istanze. Egli desidera ardentemente di porvi un freno, e mi assicurò di aver già dati gli ordini più precisi a quest' oggetto. Ho insistito ed insisterò nuovamente perchè siano ripetuti.

L'oggetto del quale ho incaricato il sig. abbate Bernier di parlar subito al Primo Console, è la dignità cardinalizia, della quale ha riferito il sig. generale Murat essergli a cuore che sia rivestito mgor arcivescovo di Milano. Temo che vi sia in quest' affare qualch' equivoco: sarà presto dileguato dalla risposta che avrò dal sig. abbate Bernier, e che comunicherò esattamente all' Em. V.

Ci siamo finalmente veduti col sig. M^{re} del Gallo, che m'impone di riverire l'Em. V. Egli, che io sappia, non ha potuto intraprendere in Parigi la trattativa di pace per la sua corte come si desiderava. Sarà adunque trattata dal sig. Alquier in Firenze, o in Roma, a meno che l'interesse, che prende per la corte di Napoli quella di Russia, non dia luogo a nuove disposizioni.

Ho potuto finalmente questa mattina vedere il conte di Koly-

tehev, ambasciatore russo, che mi ha accolto con molta gentilezza, e mi ha assicurato di tutta la premura, che ha il suo sovrano, perchè ristabilito sia Sua Santità nell' integrità de' suoi stati in Italia. Non dubito che saranno i suoi uffici efficacissimi appresso questo governo, ed uniti questi alle ottime disposizioni che dimostra il Primo Console, ci possono far concepire le migliori speranze.

Ho veduto questa mattina egualmente il sig. Cacauly, il quale fra pochi giorni crede di dover intraprendere il suo viaggio di Roma ¹. Egli è impegnatissimo per conservare la buona armonia, che felicemente già è stabilita fra Sua Santità e questo governo; e non dubito, che le istruzioni che avrà dal medesimo tenderanno tutte a questo fine. Egli mi ha promosso il discorso dei beni nazionali, alienati dall' armata francese o dal passato governo romano, ed io gli ho comunicate le intenzioni già manifestate da questo governo su di quest' oggetto, e che non potranno non essergli comunicate prima della sua partenza. Si è parlato della posta delle lettere, e l'ho avvertito che l'istesso generale Berthier la sopprime al suo arrivo in Roma, come sopprime tutte le poste forestiere, e che, continuando ad essere in Roma attualmente una sola posta, nulla era più conveniente ed uniforme al diritto delle Genti, che il conservare il sistema già stabilito. Si è mostrato disposto ad uniformarsi a quanto troverà che si osserva dalle altre Potenze.

Un forte attacco di gotta, che soffre il sig. conte di Cobenzl, non mi ha permesso ancora di vederlo; ma presto, spero, avrò il vantaggio di fare la sua conoscenza.

Si aspetta fra cinque o sei giorni il sig. cav. Azara.

Infiniti, si può dire, sono i ministri e gli incaricati dai diversi principi di Germania, che sono in Parigi, tutti aspirando a delle indennità per gli stati che perdono nella parte sinistra del Reno, e che perderanno nella destra, per le indennità che si devono al grand duca di Toscana ed all' elettore di Baviera. Si parla di nuovi elettori laici, in luogo degli ecclesiastici. Pare che il sistema dell' Impero sarà rovesciato da capo a fondo, ma con tut-

¹ Cacauly dut résigner ses fonctions de législateur. Sa lettre de démission fut communiquée au Corps-législatif, le 16 mars (*Moniteur* du 18). -

to ciò, la ratifica dell' Impero della pace di Lunéville si attende a momenti, e si annunzia già per sicura.

Attendo con impazienza i riscontri dell' Em. V. al mio dispaccio de' 14 febbraio, ed agli antecedenti che lo accompagnavano, siccome l'avviso che sia felicemente giunto il corriere Palmoni; e frattanto con sentimenti di profonda venerazione, etc.

(Cultes, *Arch. de Caprara*).

320. — Spina à Consalvi.

(n° 43, en chiffres)

Parigi, 14 marzo 1801.

Convien pure che io renda la dovuta giustizia al sig. conte di San Marsan, il quale nel trattare col più vivo impegno gli affari del suo sovrano, non lascia mai di vista, col ministro russo, quelli egualmente della Santa Sede. Egli mi ha comunicato l'articolo del dispaccio che troverà qui annesso¹, e convien ben crederlo sincero in seguito dell' accoglimento che mi ha fatto questa mattina il sig. conte di Kolytchev. Non solo egli mi ha manifestato esser incaricato dal suo sovrano d'interessarsi perchè siano resi a Sua Santità tutti i suoi stati; ma, per poterne parlare con precisione, mi ha detto di tornare da lui lunedì prossimo², onde io lo possa più in dettaglio informare, non solo di qual porzione di stato debba esser Sua Santità reintegrata, ma di tutte le ragioni che affacciar si possono a renderne più facile la restituzione.

Procurerò, dal canto mio, di animare il sig. ambasciatore a sostenere i diritti della Santa Sede per la restituzione di Pesaro e delle tre Legazioni, e in tale occasione parlerò di Avignone ancora e del Contado. Confesso che nulla io spero per questa parte. Anzi temo che non si renderanno le Legazioni, o tutte o in parte, che al prezzo di una nuova rinunzia a tutti i diritti della Santa Sede sopra Avignone ed il Contado, dalla qual causa, per quanto è possibile, si deve da noi declinare; ma temo che si dovrà in fine cedere alla forza.

Mi significò nelle sue istruzioni l'Em. V., che vista l'impossi-

¹ Cette annexe manque.

² Le 16 mars.

bilità di riacquistare lo stato di Avignone, si poteva chieder per questo qualche compenso, che l'istessa Convenzione nazionale credette dovuta a Sua Santità. Eseguirò esattamente i suoi comandi nel chiederlo ; ma V. Em. converrà bene, che trattandosi di compenso, non potendò cadere questo che in un territorio limitrofo a quello di Sua Santità, e perciò o in quello di Toscana, o di Napoli, o della Cisalpina, ci vuol molta delicatezza e molta riflessione nel chiederlo, e per non mancare ai riguardi dovuti ai sovrani rispettivi di Toscana e di Napoli, l'assenso dei quali per qualunque siasi smembrazione dai stati loro sarebbe indispensabile, e per non correre il pericolo di entrare in querele coll' Imperatore, nel caso che presto o tardi rivendicar voglia i suoi diritti nella Cisalpina. Le regole di politica, che si osservano dai sovrani temporali nel dividere gli stati, non possono osservarsi dal capo della Chiesa. Credo adunque di mio dovere di condurmi in quest' affare con molta prudenza, senza però mancare agli ordini di V. Em.

Ma infinita delicatezza e cautela si vuole ancora nel trattare degli affari in generale con questi ministri esteri, e col russo singolarmente. Egli, appena giunto, ha spiegato del malumore¹ per la pace conclusa a Lunéville senza intelligenza del suo sovrano, e singolarmente per esser stata tolta al suo legittimo padrone la Toscana. Gli si è fatto credere, che l'influenza che non ha potuta avere nella Germania col trattato di Lunéville, l'avrà nell' Italia ; ed egli ne potrà molto approfittare per il re di Sardegna, giacchè è certo che gli si accorderà presso a poco tutto ciò che sarà per chiedere, e così impegnandosi per Sua Santità potrà farlo egualmente con efficacia. Ma mentre io temo, ch' egli

¹ M. de Kolytchev partageait les préventions et même les haines de presque toute l'aristocratie russe contre la France révolutionnaire. Les lenteurs de son voyage étaient déjà des indices de cette humeur, qui se fit jour dans ses premiers entretiens avec le gouvernement français. Dès le 9 mars, il écrivait au comte Rastapchine : «..Vous me tirerez d'un grand embarras en me rappelant d'ici. Je ne m'accoutumerai jamais aux gens qui gouvernent ici ; je ne me fierai jamais à ces derniers.. Il faut, avec les gens qui gouvernent ici, tenir ferme et ne rien céder, encore moins entrer dans leurs vues.. Il ne faut jamais oublier qu'ils visent à dominer partout en nous flattant, et qu'ils ne veulent de nous qu'un instrument, afin de nous tromper et mieux parvenir au but qu'ils se proposent.. » (*Rec. de la Soc. de Russie*, t. LXX, p. 43).

stesso abbandoni la nostra causa, o la tratti assai leggermente, se mai gli potesse riuscire di ristabilire in Toscana il gran duca, e cambiare il regno dell' Infante di Parma in una parte della Lombardia, includendovi, se occorre, Bologna e Ferrara. Temo poi più di tutto, che, prendendo egli un tuono di fierezza e da volere imporre a questo governo, affretti questo governo per altra parte la sua pace coll' Inghilterra, e con un' alleanza più stretta coll' Austria, si metta nel caso di poter disprezzare l'amicizia della Russia; ed in tal caso, chi si fosse gettato nelle braccia interamente di quella potenza, non sarebbe più il meglio trattato. Credo perciò che sia il più giusto sistema per noi, quello di eccitare efficacemente l'interesse di tutti a favor nostro, ma senza mostrare di abbandonarsi a preferenza alla maggiore o minore influenza di alcuno.

Questo ministro delle relazioni estere mi ha fatto dire, che dopo alcune conferenze col. sig. conte di Kolytchev sugli affari politici, avrebbe intavolato qualche discorso sugli affari di Malta. Gli ho fatto rimarcare che non mi sarei impegnato ad alcun discorso, fino a che non riceverò dall' Em. V. istruzioni più precise, e che avrei voluto esser assicurato, che la mediazione offerta da questo governo fosse egualmente accetta all' imperatore delle Russie; che forse quest' affare si tratta già costì; e che io non devo per conseguenza intorbidarne in alcun modo la trattativa.

Non sò assolutamente quanto vi sia da fidarsi del M^{se} Lucchesini. Lo rividi, giorni sono, e mi ripeté mille belle cose ed obbliganti; ma in sostanza egli non pare tanto contrario che esista una ristretta Repubblica cisalpina, immaginando forse di lasciare così in Italia un incentivo all' Imperatore d'invaderla di nuovo, ed un fomite per conseguenza di querele fra la corte di Vienna e questo governo.

È più di buona fede sicuramente per questa parte il M^{se} del Gallo, che ha istruzioni di far tutto ciò che può, perchè rese siano alla Santa Sede le Legazioni, e così render più estesa la barriera che difende il regno di Napoli. Non ho parlato con esso di Benevento, giacchè son sicuro che il Primo Console vorrà che sia reso libero al suo legittimo padrone.

Il Primo Console in genere mostra sempre delle buone dispo-

sizioni, nella supposizione però che l'esito della trattativa degli affari ecclesiastici corrisponda ai suoi desideri. Se le ragioni e gli argomenti valessero, ci vorrebbe poco a convincerlo della giustizia e della necessità di rendere alla Santa Sede i suoi stati, e il desiderio di poter conservare un'armata qualunque siasi in Italia, fomenta quello di avervi una qualunque siasi Cisalpina, e con quest' impegno, che non credo che il Primo Console abbia abbandonato, è desiderabile che non si cerchi o di rendere la Toscana al gran duca, o di far de' nuovi cambi col re di Sardegna, perchè tutto può ridondare a nostro danno.

Volevo fare una memoria ufficiale per i disordini della Cisalpina in materia di religione. Ma pur troppo si è espresso già il Primo Console di voler sistemare gli affari ecclesiastici di quella repubblica; ed io mi sono esentato dal parlarne, con dire che era meglio aspettare una pace generale. Da una mia memoria facilmente si potrebbe prender motivo d'introdurre una trattativa, che, mi pare, non sarebbe per ora opportuna.

L'abbate Saussol francese, che dimora in Firenze, e che ha pubblicata un'opera sulla condotta da tenersi dagli ecclesiastici che ritornano in Francia dopo la persecuzione, ha pubblicato colle stampe un breve che ha avuto da Sua Santità in lode dell'opera istessa ¹. Conosco un poco l'opera, ma non tanto da giudicare se meriti un elogio di Sua Santità; ² nè sò ancora se sia abbastanza prudente che sia ora da Sua Santità pubblicamente encomiata. La cosa è fatta; ma in avvenire procuri l'Em. V. che Sua Santità sia cautissimo nello scrivere ai Francesi. Non può immaginare quanta delicatezza ancora e circospezione sia necessaria nei tempi presenti. L'istesso Primo Console è obbligato ad averne, per non inasprire di più chi fa una guerra aperta al ristabilimento della religione. Si è penetrato che stipendiar si vogliono dal governo i ministri del culto cattolico, ed è bastato perchè il Tribunato rigetti una legge proposta dal governo, e

¹ Ce bref est daté de Rome, le 3 octobre 1800 : il est adressé à « A... S..., presbytero. » Le nom de l'auteur n'est pas indiqué autrement sur cet ouvrage, dont le titre est : « Traité de la conduite à tenir après la persécution » (Florence, 1800, 2 vol.). L'abbé Saussol, resté à Florence, y fut choisi comme précepteur du jeune roi d'Etrurie ; il rentra en France après la chute de l'Empire, reçut en 1849 le siège de Séez et le conserva jusqu'à sa mort, en 1836.

² Mgr Di Pietro reprochait à l'auteur d'avoir dénaturé une décision de Rome sur des questions relatives au mariage (Arch. du Vatican).

che implicitamente tendeva a quest' oggetto ¹. Non recederà per questo dal suo progetto il Primo Console ; ma lo accenno all' Em. V. per far conoscere qual sia la guerra che si fa ancora alla religione, e quanta delicatezza ci vorrà ancora perchè giunga la cosa ad un felice termine.

(Cultes, *Arch. de Caprara*).

321. — Bernier à Spina.

Paris, 13 mars 1801.

.. J'ai vu hier le Premier Consul : j'espérais vous en parler ce matin, n'en ayant pas eu le temps hier. Je lui ai fait part de ce qu'avait dit le général Murat, et du désir qu'avait Sa Sainteté de seconder ses vœux. Il m'a répondu « qu'il avait désiré, il y a quatre ans, voir l'archevêque de Milan cardinal ; qu'il en avait parlé à Sa Sainteté Pie VI et en avait obtenu la promesse ; mais qu'aujourd'hui il sentait que cette affaire était subordonnée aux engagements à prendre pour la Cisalpine, et qu'il se réservait d'en parler à cette époque à Sa Sainteté. » Vous pouvez transmettre au cardinal secrétaire d'État cette réponse comme officielle.

Le Premier Consul venait de recevoir un courrier du général Murat, maintenant à Florence.² Il m'a demandé des nouvelles de la tranquillité de Rome, à laquelle il s'intéresse vivement. Je lui ai fait part des sentiments de Sa Sainteté et de vos remerciements ; il y a paru très sensible et très porté à faire ce qui sera agréable au Saint-Siège.

Je vous attendrai demain à l'heure indiquée. Si ce soir vous avez un instant à vous, ce sera pour moi une nouvelle satisfaction de le passer avec vous.

(*Arch. du Vatican*).

¹ Spina paraît faire allusion au projet de loi sur la dette publique et les domaines nationaux. D'après l'art. 14 de ce projet, il devait être fait, sur les ventes de biens nationaux, un prélèvement de 20 millions applicable au service de l'an IX. Il était possible de croire que partie de cette recette extraordinaire servirait à acquitter les premières dépenses du culte. Le rapport de la commission du Tribunat, lu par Ganilh à la séance du 10 mars, concluait au rejet du projet.

² Ce courrier apportait des dépêches de Murat, datées du 6 mars, pour Talleyrand et Berthier, et une lettre du 7, destinée au P. Consul. — Murat annonçait notamment qu'il préparait M. de Micheroux à l'occupation du golfe de Tarente.

322. — Spina à Consalvi.

(n° 44)

Parigi, 17 marzo 1801.

Il sig. M^{ro} del Gallo mi avvisa che il sig. conte di Kolytchev fa partire un corriere per Napoli, ed io ne approfitto per mandare a V. Em. il duplicato di due de' miei numeri che mandai domenica per la posta, e che così son sicuro vi giungeranno più sollecitamente.

In aggiunta ai medesimi, partecipar devo a V. Em. di aver ier mattina riveduto il sig. conte di Kolytchev, il quale mi ripeté che prenderebbe assolutamente il più grand'interesse acciò fosse reso a Sua Santità l'antico suo stato, ed anco terrebbe a calcolo le indennità che se gli devono per lo stato di Avignone ed il Contado. Nelle due volte che l'ho veduto, non mi ha fatto parola di ciò che riguarda l'Ordine di Malta. Mi son creduto in dovere egualmente di osservare su di quest' oggetto un perfetto silenzio. Pare che l'interessi di S. M. il re di Sardegna, che egli tratta con tutto l'impegno possibile, otteranno un ottimo successo ¹, e non stento punto a credere che sarà riunito al suo stato il Novarese, siccome gli sarà accordata qualche indennità per la Savoia e contado di Nizza.

Il duca di Parma ha scritta al Primo Console una lettera, colla quale si protesta di non voler personalmente abbandonare gli antichi suoi stati, a costo della vita ². La lettera è umilissima :

¹ Voir la note de Talleyrand à Kolytchev du 27 ventôse : 18 mars (*Rec. de la Soc. de Russie*, t. LXX, p. 61).

² Le duc de Parme au P. Consul ; Parme, 27 février 1801. « Premier Consul, il y a du temps que j'ai eu le plaisir de vous écrire deux lettres, une avant votre expédition en Egypte et l'autre après votre retour en Europe. Dans ces deux lettres, je vous priais d'employer toute votre autorité et tout votre pouvoir afin que je ne fusse point ôté d'ici, de ces Etats où la Providence m'a placé. Je vous priais outre cela de ne me répondre que par les faits.

« Les faits ont été contraires à mes espérances, et je me trouve actuellement dans la plus grande agitation. Vous, Premier Consul, et votre grande nation, vous m'assignez en toute propriété et souveraineté le grand duché de Toscane. Mais si cette offre doit porter de conséquence l'abandon de ma souveraineté actuelle, dès ce moment (quant à ma personne), je renonce et me refuse à toutes les possibles formalités, de propre mouvement et de tout mon cœur, à l'offre si généreuse et éclatante qui me vient faite. Je déclare en outre que je ne céderai ni renoncerai jamais volontairement aux Etats qu'actuellement je possède, et que la

credo che sarà esaudito, ma al prezzo sempre della rinunzia del regno di Toscana al figlio. Il cav. Azara, al suo arrivo, sistemerà quest' affare, e si sentirà da esso quando sia per giungere in Parigi il principe ereditario di Parma colla consorte.

Si dice, che giungere debba a momenti da Spagna il conte Melzi di Milano ¹, e che sarà dal Primo Console spedito nella Cisalpina con pien potere per mettere in sistema quelle provincie.

Dall' articolo della risposta avuta dal sig. abbate Bernier ², comprenderà V. Em., che non è per ora così preciso l'impegno che mostra il Primo Console, perchè l'arcivescovo di Milano decorato sia della porpora.

Partirà fra due giorni il sig. Cacaault per l'Italia. Prega V. Em. di trasmettergli a Firenze un passaporto per esso, un segretario ed un domestico, e lo prega di dirigerlo o al sig. generale Murat se vi è ancora, o al banchiere Salvetti. Egli non spiegherà in

seule violence sur ma personne pourra m'arracher du sein de ces peuples, que j'aime et qui m'aiment tendrement à leur tour. Une semblable violence ne serait compatible ni avec les droits de l'humanité, ni avec vos maximes, ni avec la générosité de la nation française ; ainsi je me flatte qu'elle ne sera jamais adoptée, et je la regarde comme une chose impossible.

« Je vous écris tout ceci, mon cher Consul, sans la moindre réserve. Faites-en l'usage que vous croirez à propos, même en face de tout le monde. On dira que je suis un sot : vous serez peut-être, Premier Consul, le seul qui au-dedans de vous-même ne le direz pas. Qu'on le dise donc tant que l'on voudra ; mais chacun a sa façon de penser et chacun a sa conscience. J'ai aussi la mienne, et si je n'en écoutais pas les voix, que je trouve trop raisonnables et justes, je ne serais plus ni chrétien, ni honnête homme. Mon cher Consul, vous avez le cœur bon et je vois bien que vous voudriez rendre content tout le genre humain, s'il était possible. Servez-vous-en donc cette fois-ci à rendre content un prince, qui s'abandonne entièrement à votre compassion et à votre humanité. Arrachez-moi d'un abîme de maux, qui mettent à l'épreuve et en danger ma santé, et peut-être ma vie. Laissez-moi où je suis. Ma reconnaissance envers vous et envers la France sera éternelle et inaltérable. Je vous ai écrit, cette fois, avec le cœur et non sans larmes. J'espère tout de vous, Premier Consul ; c'est une demande bien modérée que je vous fais ; et en attendant je vous prie de me croire avec toute la considération et l'amitié,

Votre très affectionné

FERDINAND.

¹ M. Melzi, un des personnages les plus considérables et les plus estimés de la Lombardie, se trouvait à Saragosse quand il reçut une lettre de Talleyrand, du 2 février, l'invitant à venir conférer sur les affaires de son pays. Il quitta l'Espagne le 7 mars et arriva à Paris le 28 (Melzi, *Mem., Documenti*, t. I, p. 240).

² Pièce n° 321.

Roma carattere di ministro, fino a che non siano ultimati gli affari di religione. Si attende ora relativamente ai medesimi la risposta di Sua Santità, e si attende con molta ansietà, come già mi supponevo si aspetterà forse a quest'epoca ad annunziare la ratifica della pace per la parte dell'Impero, che sento giunta questa mattina. Potrei forse già assicurare V. Em., che tutti i vescovi delle sedi che saranno conservate, saranno conservati egualmente, meno due o tre che si sono decisamente mostrati avversi a questo governo, e che quelli delle sedi che saranno soppresse, o saranno trasferiti alle superstiti vacanti, o avranno una pensione. Questo almeno è il piano attuale ; tuttavia sarebbe ancora imprudente il rispondere che non sarà variato...

(Cultes, *Arch. de Caprara*).

323. — Cobenzl à l'Empereur.

Paris, 18 mars 1801.

Quelques heures avant l'expédition du présent courrier, M. de Kolytchev s'est rendu chez moi et j'ai eu avec lui un assez long entretien...

Il dit que, quoique ses instructions aient pour objet la paix avec la France, il ne s'agit que de bases générales, dont à la vérité quelques-unes sont déjà déterminées par les protocoles de conférence signés entre lui et Talleyrand ¹. Mais il se plaint des prétentions de toute espèce que forment les Français, de divagations continuelles dont il accuse le Premier Consul lui-même dans les entretiens qu'il a eus avec lui, malgré toutes les flagorneries dont celui-ci accable Paul I^{er}. Kolytchev a ordre de prendre fortement à cœur les intérêts du roi de Naples, du roi de Sardaigne et du Pape, de demander leur rétablissement dans la totalité de leurs anciennes possessions, et nommément la restitution des trois Légations au Saint-Siège, en quoi il est bien loin d'être d'accord avec les Français.

Reste à voir l'effet que produira sur Paul I^{er} la nouvelle des refus du Premier Consul, malgré tout ce que celui-ci fait pour

¹ Protocoles des conférences des 21 et 24 ventôse : 12 et 15 mars (*Rec. de la Soc. de Russie*, t. LXX, p. 45 et s.).

les emmieller. Le négociateur russe a écrit une lettre à Talleyrand, pour demander que la France conclue la paix avec le roi de Naples en lui assurant l'intégrité de ses possessions, et sans aucune des exigences mises en avant par le gouvernement français¹. Il a été répondu à cette lettre par une déclaration au protocole, conçue en termes assez peu obligatoires. Kolytchev assure qu'il n'est nullement question que l'empereur de Russie fasse la guerre aux Turcs ; que ce prince voit au contraire avec peine l'Egypte entre les mains des Français et qu'il en fait demander l'évacuation ; ce dont son ministre a déjà fait l'insinuation, mais seulement verbalement et sans rien donner par écrit. Ces notions peuvent servir à expliquer la manière dont la France a l'air de revenir à nous pour un concert plus intime, et le mécontentement qu'on a témoigné contre Kolytchev, qui m'a aussi dit de son côté qu'il ne pouvait absolument rien prendre sur lui, et qu'il était obligé de demander des ordres sur tout ce qui n'était pas prévu par ses instructions.

Nous avons déploré, Kolytchev et moi, la malheureuse désunion de nos cours, cause première de tous les désastres de l'Europe. Je lui ai fait part avec plus de détails [de] ce qui a été ordonné pour satisfaire entièrement l'empereur de Russie relativement aux événements qui ont accompagné la prise d'Ancône². Il en espère beaucoup, soutenant que c'est toujours là le motif unique de tous les procédés de Paul I^{er} à notre égard....

(Arch. de Vienne).

324. — Instructions pour Cacault.

Paris, 28 ventôse an IX (19 mars 1801).

Vous êtes chargé par le gouvernement de la République d'accomplir le rapprochement, déjà heureusement négocié, entre la France et la cour de Rome, et de rétablir l'ancienne harmonie

¹ Note de Kolytchev, du 21 ventôse : 12 mars (Id., p. 44).

² La capitulation d'Ancône avait été négociée par le général autrichien Fröhlich. M. de Voinovich, commandant la flotte russe, qui avait pris au siège une part active, voulut faire débarquer un petit détachement et arborer sur plusieurs points de la ville les couleurs de la Russie. Le général autrichien fit disparaître ces drapeaux : un tel affront avait blessé au plus haut point l'orgueil de Paul I^{er}.

qui existait entre les deux États. Le choix que le Premier Consul a fait de vous pour remplir cette mission, est tout à la fois pour vous un témoignage d'estime et une preuve de sa confiance.

La France a dû renoncer à l'idée d'ériger Rome en république. Présumer que la populace romaine pourrait devenir un peuple romain, se persuader qu'une multitude ignorante, fanatique, emportée, et que la superstition seule et une autorité absolue peuvent dompter, serait capable de se donner des lois, de choisir ses magistrats et de leur obéir, était une opinion dont l'expérience de deux années de troubles et de crimes avait trop démontré la folie, pour que le gouvernement actuel n'en laissât pas le blâme à ceux qui l'avaient conçue et qui, malgré tous les obstacles, s'étaient obstinés à la faire adopter. Il a dû déférer sur ce point au vœu de l'Italie, aux regrets des principales puissances de l'Europe. Il a dû consentir au rétablissement des Souverains Pontifes; et, par les mêmes motifs qui lui faisaient une règle de prudence et de justice de se prêter à leur rétablissement, il a dû s'occuper du soin de rétablir entre eux et la France des rapports d'une utilité réciproque pour les deux États.

Le pouvoir du Saint-Siège, considéré sous le point de vue politique, a besoin d'une garantie constante. Placé entre des gouvernements ambitieux et plus puissants que lui, désarmé, manquant des moyens et même du simple appareil de la puissance, le prince de Rome n'a, pour se défendre des prétentions de ses voisins, que la voie des réclamations et celle du recours au patronage des gouvernements qui n'ont aucun intérêt à l'opprimer. La France, par sa position, par sa modération, et par le prix qu'elle a toujours dû mettre au maintien de l'équilibre de l'Italie et de celui de l'Europe, est la puissance sur laquelle la cour de Rome a, dans tous les temps, compté avec le plus de confiance. Cet appui lui est devenu plus nécessaire, depuis que la maison d'Autriche occupe l'Etat de Venise, et qu'une république indépendante s'est établie au sein de l'Italie.

Le pouvoir du Saint-Siège, considéré sous le point de vue religieux, a des moyens d'acquitter, par le bon emploi de son influence morale, la dette que lui fait contracter son état de faiblesse et de dépendance politique. Objet de la vénération des peuples, arbitre à de grands égards des querelles qui divisent

les ministres de la religion, le Souverain Pontife peut leur faire une loi, de la concorde sociale et de l'obéissance politique. Par une manifestation publique de ses sentiments, il peut prévenir l'abus que des perturbateurs font de son nom pour agiter les esprits; et enfin, en reconnaissant que la puissance politique et la puissance religieuse ne tiennent entre elles par aucun rapport, et que les sources d'où elles dérivent diffèrent autant que leurs moyens et leur objet, il peut en un instant ôter à l'hypocrisie et à la malveillance les armes, dont elles se servent pour abuser la crédulité du peuple et dépraver ses opinions.

Le gouvernement de la République a été éclairé sur ce point par dix années de la plus fatale expérience. Peu après son établissement, il a vu à quel point était absurde l'hypothèse sur laquelle les autorités qui l'avaient précédé, avaient fondé la sévérité de leurs lois et la rigueur de leurs mesures. Il a dû se convaincre, par la rapidité et l'étendue de l'insurrection de l'Ouest, que l'attachement de la grande masse de la population française aux idées religieuses n'était pas une chimère. Il a sagement compris que de ce sentiment bien constaté naissaient des intérêts et des droits, que les institutions politiques devraient respecter, et avec lesquels la prudence et la justice voulaient qu'il se fit une transaction, qui laissât aux uns la liberté dont ils ont besoin pour se garantir, et aux autres tous les moyens qui leur sont nécessaires pour maintenir leur indépendance.

C'est de ce principe que sont nées toutes les mesures d'indulgence et de tolérance, qui ont tant contribué à affermir le pouvoir du gouvernement actuel de la République, à le faire chérir au dedans et considérer au dehors. Mais le bien qu'il a fait n'eût été que passager, s'il n'avait en même temps conçu le projet de donner au système qu'il avait adopté, un caractère de permanence et de publicité qui ne laissât aucun doute sur la pureté et la sincérité de ses vues. Le gouvernement de la République a voulu mettre un terme aux discussions religieuses. Il a voulu que des opinions théologiques ne fussent plus un germe de discorde entre les ministres du même culte, ni un principe d'aliénation entre les citoyens et les autorités civiles; et il a compris que le seul moyen d'atteindre à ce but était de rétablir tout à la fois, entre la République et le Saint-Siège, les liens religieux et

politiques qui unissaient autrefois la France et la cour de Rome.

Vous trouverez ci-joint une copie des actes qui ont été convenus entre les négociateurs des deux puissances. Quinze articles, simples et précis, expriment les obligations auxquelles les deux puissances se sont soumises. Le projet de bulle, dans lequel ces articles doivent être insérés, consacre, aux yeux de l'Europe et de tous les Français, l'accord qui doit régner entre l'autorité du gouvernement français et l'autorité du chef de la religion catholique. Elle montrera que la pratique des devoirs religieux et celle des devoirs politiques ne sont pas incompatibles. Elle réfutera la calomnie des imputations que l'Angleterre ne cesse de faire contre la France ; elle dévoilera enfin l'absurdité et l'hypocrisie de ses suggestions.

J'ai lieu de croire, cit., qu'avant que vous arriviez au lieu de votre destination, l'objet de la négociation qui a été ouverte entre l'agent du Saint-Siège et moi, sera rempli, et que les articles dont nous sommes convenus, seront déjà ratifiés par le Souverain Pontife. S'il en était autrement, le premier objet de votre mission doit être de déclarer à ses ministres, que le gouvernement de la République ne peut entendre à aucune modification dans le projet auquel il a donné son approbation. Vous leur ferez sentir que, quelque justes que soient les clauses auxquelles il a souscrit, il est placé entre deux classes d'obligations auxquelles il se doit également. L'amour de la liberté a sans doute abusé de ses forces ; mais l'amour mal éclairé de la religion n'a pas moins abusé des siennes. Le gouvernement veut rendre à la religion les droits qu'elle a perdus ; mais il ne veut ni ne peut consacrer des prétentions abusives. Il ne veut ni ne peut laisser à d'anciennes usurpations, dont le temps et les événements ont fait justice, la faculté de restreindre l'usage légitime de la liberté politique. Il veut enfin que la religion en France soit une faculté, un droit social, et non pas une puissance.

Si, comme il y a tout lieu de le penser, le Saint-Père a ratifié les articles convenus et adopté le projet de bulle qui lui a été présenté par son ministre, tous vos soins doivent se porter à confirmer et fortifier les dispositions conciliatrices de la cour de Rome. Il est important, pour le bien commun des deux puissances, que l'accord qui les aura rapprochées se maintienne ; que

la puissance religieuse conserve ses droits acquis au patronage nécessaire de la puissance politique, par sa fidélité à remplir ses engagements, par l'emploi de toute son influence et par une vigilance assidue sur les agents qui lui sont subordonnés, pour qu'ils ne s'écartent jamais de la ligne qui leur est tracée par les devoirs qui leur sont imposés comme citoyens.

La France a fait pour le Saint-Siège au-delà de ce qu'il était raisonnable d'attendre d'un Etat qui était encore engagé dans une guerre, qui lui a été suscitée et qui a été sans cesse fomentée par l'association du fanatisme religieux et du fanatisme politique. Elle donne au culte catholique une existence sociale ; la seule qu'il lui convienne d'obtenir, la seule qui soit compatible avec la conservation des droits politiques d'une nation éclairée.

Elle préservera ce culte des atteintes qu'une liberté trop ombrageuse pourrait être tentée de lui porter. Mais il faut que ce culte se tienne dans les bornes qui lui sont prescrites ; il faut qu'il acquitte envers l'Etat la dette de la sauvegarde qui lui est donnée ; il faut qu'il serve à son tour au maintien de la concorde sociale, et que, réconcilié par la modération du gouvernement avec les amis de la liberté, il se fasse un devoir rigoureux d'empêcher que les amis de la religion ne s'élèvent contre les principes de la liberté et ne s'aliènent de sa cause.

Vous êtes, cit., connu avantageusement en Italie. Votre caractère, conciliant et sage, inspirera aux ministres de la cour de Rome toute la confiance, dont vous avez besoin pour remplir l'objet de vos instructions. Vous n'aurez pas de peine à persuader au Saint-Père, que le but de votre mission s'accorde parfaitement avec les égards que la France veut montrer pour sa suprématie comme chef de l'Eglise, pour son indépendance comme prince temporel de l'Etat romain.

Vos principes, vos sentiments et vos devoirs vous défendront également de vous immiscer dans les affaires intérieures du gouvernement local. Mais vous n'oublierez pas que vous avez à réclamer auprès du Saint-Siège pour les intérêts d'un grand nombre de Français, ou de Romains devenus Français par naturalisation. Vous n'oublierez pas que ceux des Romains, détenus et persécutés à Rome, ou forcés de s'exiler après le départ de l'armée française, ont le droit de compter sur la médiation protectrice de la

France, et que ce serait une tache à la générosité du caractère du gouvernement français, et à la modération du gouvernement romain, si cette médiation était vaine pour les intérêts et la sûreté de ceux qui sont fondés à la réclamer.

Vous trouverez ci-joint un mémoire, qui vous indiquera les principales réclamations auxquelles vous devez donner votre appui. Celles sur lesquelles il importe d'insister sont, d'abord la garantie des propriétés nationales acquises par les Français, et ensuite la demande d'indemnités pour des citoyens recommandables, tels que les frères Piranesi et le savant Visconti, que leur attachement pour la France, la renommée qu'ils ont acquise, et leur volonté manifestée de consacrer leurs travaux à la gloire de la France, nous font chérir et compter désormais au nombre de nos concitoyens.

P. S. — En vous parlant du rétablissement de la puissance temporelle du Souverain Pontife, je ne vous ai rien dit de la circonscription de ses Etats. Elle dépendra des circonstances et d'une foule de combinaisons qui ne sont pas arrêtées, et dont les événements vous instruiront. En attendant, vous éluderez toute espèce de discussion sur cet objet.

(Aff. étr., *Rome*, vol. 930).

325. — Mémoire pour Cacault.

Paris, 28 ventôse an IX (19 mars 1801).

Les vicissitudes auxquelles a été soumis l'Etat romain depuis la rupture du traité de Tolentino, y ont donné lieu à des mutations de propriété, à des engagements du gouvernement romain envers un certain nombre de particuliers, puis à des spoliations, à des séquestres, à des persécutions envers ceux qui s'étaient prononcés en faveur de la France. La paix avec le gouvernement actuel de Rome doit consolider les engagements pécuniaires pris par celui qui l'avait précédé. Ils ont eu pour objet l'acquit d'un service public ; et les particuliers intéressés ont d'autant plus le droit d'en réclamer l'exécution, qu'ils ont traité de bonne foi avec l'autorité qui subsistait alors, et que les nouveaux gouvernements héritent des dettes et des charges de leurs devanciers.

Voici quelques-unes des plus importantes réclamations :

Le consulat romain, fit le 22 prairial an VI, avec la compagnie Cavagnari un traité pour la totalité des fournitures et services militaires qui étaient à sa charge. Cette compagnie fit pendant quatre mois des fournitures, dont il ne lui fut payé qu'une très faible portion. Il lui était dû par le Consulat romain près de six millions et demi lorsque les Français évacuèrent Rome ¹.

D'autres personnes, françaises ou romaines, ont eu sur le gouvernement d'alors différentes créances relatives à un service public : il est naturel que leurs droits soient reconnus et leurs créances garanties.

Quelques citoyens reçurent, en remboursement des avances qu'ils avaient faites, différents biens nationaux dont on les a dépouillés depuis. Leur acquisition avait été légitime, puisqu'ils étaient investis de ces domaines par le gouvernement romain. Il est juste qu'ils rentrent dans leurs propriétés, ou que du moins on leur en rembourse la valeur, dans le cas où le Saint-Siège voudrait appliquer ces propriétés à des établissements d'utilité publique. Ces acquéreurs de domaines nationaux sont Romains pour la plupart ; mais comme ils croyaient alors pouvoir stipuler sous la garantie française, il est juste que le gouvernement de la République intervienne en leur faveur.

Les Romains qui ont été non seulement persécutés, mais dépouillés, parce qu'ils avaient montré de l'attachement pour les Français, ont également droit à l'intérêt de ceux pour lesquels ils s'étaient compromis et à la restitution de leurs propriétés. Dans le nombre de ceux qui ont essuyé tous les effets du ressentiment et de la haine, et qui cependant paraissent les plus recommandables par leurs qualités personnelles ou par leurs connaissances, sont : M. Giustiniani, dont la conduite à Paris a tou-

¹ La République romaine ayant pris à sa charge, par la convention secrète du 26 mars 1798 (voir t. I, p. 413, note), l'entretien des troupes françaises et auxiliaires stationnées sur son territoire, s'était vue dans l'impuissance de remplir cet engagement avec ses ressources ordinaires. Elle avait passé le 15 juin 1798 un marché avec P. Cavagnari, banquier de Plaisance, et ses associés, moyennant un paiement en biens nationaux. Le marché fut ratifié par une loi du 21 juin. Au moment de la retraite des Français, la compagnie Cavagnari obtint un arrêté de liquidation (du 29 sept. 1799) qui la reconnaissait créancière d'une somme de 1,300,000 piastres.

jours été sage, mesurée et exempte du moindre reproche ; Visconti, l'un des savants qui honorent le plus l'Italie ; les frères Piranesi, qui avaient rassemblé un grand nombre d'objets d'art, nécessaires à celui de la calcographie dont ils s'occupent avec tant de succès. Il serait inutile de citer d'autres noms. Tous les hommes dont on a séquestré ou confisqué les propriétés, pour les punir de leurs opinions politiques, ont droit d'en demander la restitution ; et il appartient à la France de la leur faire obtenir, par une clause générale qui s'applique à leurs positions individuelles.

Il paraît que la plupart des objets d'art réclamés par eux, ont été enlevés par les Napolitains. Le ministre chargé de traiter avec Naples a reçu à cet égard des instructions ; mais s'il n'obtient rien sur ce point, ce serait au gouvernement romain que les réclamants auraient recours ; et il en est réellement responsable, comme il l'est, d'une manière plus directe, pour tous les objets séquestrés ou confisqués qui sont demeurés à sa disposition.

Quelques agents du gouvernement français ont été dépouillés à Viterbe¹ ; ceux qui n'ont pas reçu d'indemnité sont les cit. Mangourit, alors commissaire à Ancône ; Lefebvre, secrétaire de la commission du gouvernement à Malte ; et Artaud², secrétaire attaché à la même commission. Il est juste que le gouvernement, sur le territoire duquel a eu lieu cette violation, en accorde l'indemnité. Sans doute le gouvernement romain ne peut pas être responsable de toutes les pertes individuelles éprouvées sur son territoire : nées des malheurs de la guerre, elles ont porté plus ou moins sur toutes les villes, sur tous les partis, sur tous les Français qui se trouvaient alors établis dans cet Etat.

¹ Cet événement remontait à l'invasion de la République romaine par les Napolitains, à la fin de 1798. Les autorités romaines et françaises ayant dû fuir de Rome, pendant la nuit du 26 au 27 novembre, plusieurs agents français, entre autres Méchin, Mangourit, Lefebvre, Artaud furent retenus à Viterbe par une insurrection populaire. Ils étaient restés enfermés dans la ville pendant vingt-sept jours, et leur vie avait été plusieurs fois en danger.

² Artaud venait d'être nommé, le 20 mars, « secrétaire de la légation française à Rome. » Il était alors âgé de 28 ans. Après avoir débuté dans la vie politique par les fonctions de secrétaire de la commission du gouvernement à Malte, il s'était employé à Rome, à l'ambassade française près la République romaine, et depuis son retour à Paris avait fait partie d'une commission chargée de distribuer des secours aux Italiens réfugiés.

Mais il paraît naturel qu'il soit fait une exception particulière en faveur des agents de la République; et c'est autant à raison de ce caractère que de leurs pertes, qu'on peut leur faire accorder une indemnité. Il en avait été donné une à la famille du général Duphot, dont la mort devint le funeste signal du retour des hostilités entre la France et Rome. Le reste paraît avoir été absorbé par d'autres genres de services, qui tombaient également à la charge du gouvernement romain. Il serait juste qu'en faisant droit aux réclamations de la famille Duphot, l'on tirât aujourd'hui sur cet événement la seule espèce de voile qui puisse y être jeté.

Plusieurs Romains, débiteurs des Français, ont éludé jusqu'ici l'obligation de remplir leurs engagements¹. Ils ne doivent pas y échapper plus longtemps. La bonne foi dans les conventions particulières doit renaitre en même temps que la bonne intelligence entre les gouvernements. Il faut que l'amitié, que la réconciliation soient complètes, et qu'aucun ressentiment individuel ne survive aux divisions des deux puissances.

Parmi les personnes qui ont le plus de droits à l'intérêt du gouvernement français se trouve mad^e Santa-Croce, dont les fils ont été blessés au service de la République, et dont la maison fut toujours ouverte aux Français. Il est juste que sa fortune lui soit rendue.

Le gouvernement romain doit être bien persuadé qu'il recueillera le premier tous les avantages de la réparation des injustices, et qu'il se raffermira d'autant mieux dans ses Etats qu'il s'y montrera plus au dessus des ressentiments et plus généreux.

(Aff. étr., *Rome*, vol. 930).

326. — Spina à Consalvi.

(n^o 43)

Parigi, 21 marzo 1801.

In mezzo allo strepito delle cannonate per la solenne pubblicazione della pace, ratificata dall' Impero e dal Corpo-legi-

¹ En particulier le banquier Devaux, qui était poursuivi par le sieur Legros, ancien payeur de l'armée française.

slativo per conseguenza¹, riscontro col massimo piacere i due veneratissimi dispacci dell' Em. V. de' 28 febbraio e 7 corrente ². L'esattezza della sua amica nel ricevere e consegnarmi i dispacci è veramente maravigliosa. Si è persuasa finalmente di tener nota della spesa della posta, e così mi preleverò anch' io più volentieri dell' istesso mezzo per trasmettere i miei.

Lodato però il cielo che tutte le mie lettere van giungendo alle mani di V. Em.; e così potrà conoscere che se male eseguisco i suoi ordini, non li dimentico però in tutte le sue parti.

È ben consolante la condotta tenuta dal sig. generale Murat. Sò che egli ha dato al Primo Console un esatto e vero dettaglio della miserabile nostra situazione, e non dubito che s'impegnerà egualmente per le Legazioni, e desidero che lo faccia con buon successo. La memoria datagli da V. Em., e che esser non poteva meglio concepita, non sò se l'abbia ancora trasmessa. Mi rincresce che non abbia prima pensato all'impiego di ministro, conferito già al sig. Cacaault. Credevo veramente che fosse più lungo il soggiorno del sig. generale in Roma, e che sarebbe invitato ad organizzare la poca nostra truppa. È interessante quanto di lui è riferito nel nostro foglio del *Cracas*, che sarà messo sotto gli occhi del Primo Console, che non sdegnà qualche volta di gettare un'occhiata sopra di questo miserabile gazzettino ³.

Consegnerò domani, essendo oggi decade, la credenziale al ministro delle relazioni estere ⁴. Non dubito che sarà ben accolta; ma mi pare che a questa vi dovesse andare unita la credenziale a me per il Primo Console, che forse già V. Em. a me ha trasmessa col mezzo del sig. generale Murat, ma che non ho ricevuta. Se la necessità non esige diversamente, io non spie-

¹ Le traité de Lunéville, ratifié à Paris le 16 mars, fut présenté le lendemain au Corps-législatif et converti en loi le 19. Le 21, jour de la dépêche de Spina, la session fut déclarée close. Il était évident que le gouvernement français craignait de s'exposer à des délais, s'il attendait de Rome une réponse qui lui permit d'unir la paix religieuse à la paix avec l'Empereur.

² Pièces nos 292 et s., 300 et s.

³ Cette feuille s'appelait communément *le Cracas*, du nom de l'imprimeur qui la publiait à Rome. Elle paraissait deux fois par semaine sous le titre « *Diario ordinario*... in Roma presso il Cracas, incontro il palazzo Rinuccini, con approvazione. »

⁴ Pièce n° 303.

gherò sicuramente carattere pubblico, che all' ultimazione del concordato sopra gli affari di religione.

Non dubito di sentirmi annunziare, col primo dispaccio che riceverò da V.Em., l'arrivo del corriere Livio, e del sacro pegno che porta seco, persuaso che animerà sempre più nel pubblico la buona opinione, fatta concepire dal sig. generale Murat verso l'attual governo francese.

Avrà conosciuta V.Em. da tutta la mia posizione, quanto io ho insistito acciò la religione cattolica dichiarata fosse « dominante » o « nazionale ». Il primo termine offende troppo queste orecchie repubblicane. Nemmeno il secondo si può ancora adottare senza eccitar una guerra nel contrario partito. La sarà di fatto, subito che solennemente si dichiara che è la religione « della gran maggioranza della nazione », la quale, secondo il sistema istesso repubblicano, costituisce la sovranità ¹.

Ho veduto il sig. conte di Cobenzl, uomo amabilissimo ed espertissimo ministro. Egli s'interessa molto acciò siano resi alla casa Albani i beni di Urbino; ed io continuo ad insistere per quelli del sig. duca Braschi. La molteplicità degli affari qualche volta rende tarda l'esecuzione degli ordini del Primo Console. Mi sono arbitrato di promettere a qualche persona che può aver parte nel sollecitarla, che il sig. duca sarà riconoscente alla sua attenzione. Non vorrei che il sig. duca trovasse irregolare e troppo arbitraria la mia promessa.

Si aspetta questa mattina in Parigi il sig. cav. Azara²; e lunedì³ al più tardi sento che parta per Napoli il sig. M^{re} del Gallo, che procurerò di vedere prima della sua partenza, per consegnargli qualche lettera.

Accludo all' Em. V. una lettera del sig. Cacault, che deve esser partito ieri; ma non lo so di preciso.

Non ho ricevuto la nuova lettera di credito del sig. Lavaggi: non dubito che si darà tutto il pensiero per la mia esistenza.

¹ Voir t. I, p. 307.

² Mgr Casoni mandait le 28 février à Consalvi, que M. de Azara, venu à Madrid le 30 janvier, en était reparti le 24 février pour Paris, après de longues conférences avec le roi et les nouveaux ministres, dont il possédait la confiance (Arch. du Vatican). — Le chev. Azara arriva en effet à Paris le 21 mars (dép. de Muzquiz, du 23 mars).

³ Le 23 mars.

Le umilio i complimenti del R. Caselli, e con tutta la più possibile venerazione, etc...

P. S. — Mi unisco a tutti i buoni a consolarmi che addottato si sia una volta il sistema del libero commercio, e mi permetta V. Em. che gliene faccia i miei complimenti.

(Cultes, *Arch. de Caprara*).

327. — Spina a Consalvi.

(n° 46 en chiffres)

Parigi, 24 marzo 1801.

È benissimo concepita, a mio giudizio, la lettera diretta al ministro Talleyrand; ma mi pare che oltre a questa, secondo il costume, vi dovesse essere unita una credenziale per me di autorizzazione a trattare degli affari temporali, per esser da me consegnata al Primo Console. Poco esperto in queste materie, m'informero meglio prima di consegnare la lettera, e se mai altra credenziale è necessaria, ne attribuirò a sbaglio della segreteria la mancanza nel piego; e non dubito che al ritorno di Livio sarò fornito di tutto ciò che è necessario secondo le formalità, tanto per trattare e concludere la trattativa delle cose spirituali, quanto per trattare delle temporali. Avvertii già V. Em., che si desiderano da questo governo, per gl' indicati oggetti, separate credenziali.

Non perdo di vista la restituzione delle Legazioni, ed ho motivo di credere che il sig. conte di Kolytchev già abbia avanzati degli uffici perchè siano rese a Sua Santità. Converrà però, spero, V. Em., che non si può parlare che con somma delicatezza del compenso, che per giustizia è dovuto a Sua Santità per gli stati di Avignone e Carpentrasso. Già è stato soggetto di querele il compenso, egualmente giusto, che chiede per la Savoia e contado di Nizza il re de Sardegna. Immagini adunque qual delicatezza ci vuol per noi; e dobbiamo pur disgraziatamente persuaderci, che se ci si renderanno o tutte o in parte le Legazioni, si pretenderà che sia considerato per un atto di pura generosità, e non di precisa giustizia, quale realmente deve considerarsi.

Già accennai all' Em. V. le buone disposizioni del Primo Console per Benevento. Ne parlerò di nuovo al ministro, e non du-

bito che, per questa parte, si avrà da questo governo tutta l'assistenza che si desidera.

È serissimo certamente l'affare delle secolarizzazioni de' principati ecclesiastici di Germania. Ho pregato l'abbate Bernier di parlarne seriamente al Primo Console, ed io ne parlerò al ministro, al quale penso, anzi in seguito della conferenza, di presentare una nota ufficiale su tale oggetto. È inutile parlarne a Lucchesini ed a Cobenzl, perchè ambedue hanno troppo interesse acciò abbiano effetto. Ma penso bene di tenerne di proposito discorso con Kolytchev, al quale forse interesserà più la conservazione del Corpo germanico, nello stato nel quale è stato stabilito, e impegnerò per quanto è possibile anco il cav. Azara a sostenermi.

Prevenni già l'Em. V., nei miei dispacci n° 25 e 28, del desiderio dimostrato dal Primo Console di volere esser mediatore fra Sua Santità e Paolo I, per gli affari di Malta. Ho soggiunto, nel mio n° 43, che non mi sarei impegnato in discorsi su tal materia, senza le precise istruzioni di V. Em., e se non ero sicuro che Paolo I gradisce egualmente questa mediazione. L'offerta sola però fatta dal Primo Console poteva servire di scudo all'istanza fatta dalla corte di Spagna, alla quale già il Primo Console ha fatto intendere di non fare alcuna novità su tal materia.¹ Spero che queste istesse intenzioni del Primo Console saranno un ostacolo a qualunque risentimento far volesse la corte di Spagna, per la negativa data da Sua Santità.

Non è stato possibile al M^{te} del Gallo di concludere cosa alcuna per la sua corte, ed ecco il motivo della sua partenza².

¹ Dans une dépêche chiffrée du 15 avril, Mgr Casoni écrivait à Consalvi : « ... Mgr Spina mi scrisse ultimamente da Parigi, che quel governo gli aveva manifestato il desiderio che non si facessero novità sopra l'Ordine di Malta : il che non ho creduto opportuno di manifestare a questoministro, bensì ho risposto a detto prelato, che non sapeva combinar ciò con la vendita che in Parma si procurava dei beni appartenenti alla Religione di Malta.. » (Arch. du Vatican).

² M. de Gallo s'était rendu à Paris, en partie sous sa propre responsabilité, en partie par ordre de la reine Marie-Caroline, restée à Vienne. Ce voyage allait être blâmé par son gouvernement. « Le marquis de Gallo vient de recevoir des dépêches de sa cour par la voie du ministre de Russie à Naples. Elles lui apprennent que S. M. Sicilienne désavoue sa mission à Paris, et que ses pouvoirs sont regardés comme insuffisants pour y traiter avec le gouvernement français » (Dép. de Cobenzl, du 26 mars). — Le 11 avril, M. de Cobenzl ajoutait : « Le mar-

Egli non ha potuto mai abboccarsi col Primo Console. Si vogliono da questo governo presidiare colle sue truppe i porti del regno¹; cosa alla quale non ha potuto il M^{re} del Gallo assolutamente arrendersi. Si vedrà cosa si risolve costì. Pare che il ministro russo non abbia esternato per questa parte l'impegno, che da quello di Napoli si sperava.

Nulla vi è ancora di concluso per le cose del Piemonte. Vorrebbe questo governo trattare separatamente col M^{re} di San-Marsan, piuttosto che col ministro russo; ma non potrà riuscirvi.

Lo stato delle cose è però ben critico per tutti. Si tratta qui col ministro russo, e sembra il governo disposto ad ogni sacrificio a riguardo di Paolo I; ma si vuole che Paolo I, non curando le offerte fattegli di un ingrandimento in Turchia, non sia disposto a lasciare i Francesi in Egitto. Frattanto si vuole che si tratti egualmente da questo governo la pace coll' Inghilterra; e certamente il conte di Cobenzl, quantunque abbia fatta la pace, non terrà le mani alla cintola per migliorare, se è possibile, la sorte del suo sovrano. Nel tempo istesso si conviene da tutti, che e l'Inghilterra e l'Imperatore facciano tutti gli sforzi per collegarsi nuovamente colla Russia. Esamini attentamente l'Em. V. questo stato di cose, e all' aspetto delle varie ma possibili combinazioni che si possono dare, calcoli qual prudenza si voglia per non restare in qualunque evento con alcuna Potenza compromessi.

(Cultes, *Arch. de Caprara*).

quis.. se croit joué par Acton; il en est d'autant plus décidé à quitter entièrement les affaires. »

¹ Cobenzl à l'Empereur. Paris, 26 mars 1801. « ...Bonaparte me protesta qu'il était prêt à assurer l'intégrité du royaume de Naples, sans en exiger un pouce de terrain pour qui que ce soit, mais qu'il ne pouvait absolument pas se dispenser, tant que durerait la guerre en Egypte, de laisser dans les Etats napolitains un corps de six mille hommes pour assurer ses communications; que cela pouvait peut-être durer six mois, un an; mais qu'en un mot c'était indispensable; qu'une force pareille, qui se tiendrait toujours à cent lieues de la ville de Naples, ne pouvait donner de justes inquiétudes à S. M. Sicilienne, d'autant que les soldats français observeraient la plus stricte discipline et serviraient plutôt à empêcher les troubles qu'à les fomenter; qu'en y laissant un moindre nombre de troupes, elles seraient exposées à être égorgées par les habitants du pays. Le Premier Consul soutient qu'Ancône ne pouvait jamais lui être de la même utilité que le port de Tarente, dont il lui était impossible de se passer.. » (*Arch. de Vienne*).

328. — Rapport de Bernier à Talleyrand sur la circonscription.

Paris, 1 germinal an IX, (22 mars 1801).

Je vous adresse le plan définitif de la division de la France en évêchés catholiques, conformément au projet de convention entre le gouvernement français et le Saint-Siège.

J'ai diminué, autant que l'économie l'exigeait et que vous le désiriez vous-même, le nombre des premiers sièges. Cinquante évêchés seront bien peu sans doute sur la vaste étendue de la France ; mais des temps plus heureux permettront peut-être, un jour, au gouvernement d'y en ajouter d'autres. Cet espoir consolera les catholiques, et le projet aura moins d'opposants.

J'ai cru devoir conserver dix métropoles, fondées sur ce principe que si l'Assemblée constituante en jugeait neuf nécessaires, dix le sont à plus forte raison aujourd'hui, vu l'augmentation de territoire et de population que la France vient d'acquérir.

J'ai suivi l'ordre actuel des divisions militaires, et ne m'en suis écarté que pour la Lys, la Loire-Inférieure, Loir-et-Cher, et la Charente, parce que les localités l'exigeaient, et que ces légers changements, loin de nuire aux divisions militaires, ne servaient au contraire qu'à les arrondir.

J'ai donné une étendue plus considérable aux évêchés du midi de la France, qu'à ceux du nord, de l'ouest et du centre, parce que, dans les contrées méridionales, la différence des opinions est plus marquée et le catholicisme moins dominant.

J'ai choisi de préférence, pour y placer les sièges épiscopaux, les villes les plus portées pour la religion, et celles dont les évêchés sont vacants, afin d'assurer de plus en plus et sans contradiction l'exécution parfaite des projets salutaires du gouvernement.

J'ai cru préférable de faire, dans les quatre départements dernièrement réunis, ¹ de nouvelles érections, pour éviter toutes querelles ou discussions avec les princes allemands, titulaires ac-

¹ Les départements de la rive gauche du Rhin, formés en grande partie avec les dépendances des électors ecclésiastiques de Mayence, Trèves, Cologne, et avec celles de l'évêché de Spire.

tuels des archevêchés et évêchés supprimés dans ces départements.

J'ai placé, au moins provisoirement, le siège archiépiscopal de Tours et d'Angers réunis, à Angers, parce que l'archevêque de cette métropole devra influencer sur l'Ouest, pour y maintenir directement la paix ; qu'Angers est plus central, plus voisin de tous les autres départements ci-devant insurgés, plus énergique et mieux disposé que Tours, qui n'a rien fait dans la Révolution que détruire et s'enrichir.

J'ai cru devoir, dans ce rapport très abrégé, vous retracer une partie des motifs qui m'ont dirigé. Puissent-ils, ainsi que le plan que je vous propose, entrer dans vos vues et mériter votre approbation !

Je vous observe que cette décision est de plus en plus urgente. Nous attendons, au premier jour, la ratification du projet adressé au Souverain Pontife. Or la prudence veut que tout soit terminé à cette époque et paraisse en même temps, pour que l'intrigue ne s'occupe ni des nominations, ni de la fixation des évêchés.

Recevez, cit. ministre, l'assurance du zèle qui m'a dicté ces réflexions, et l'hommage de mon profond respect.

Tableau général des Evêchés catholiques à conserver en France.

1^{re} métropole : Cambrai.

1. Cambrai,	Nord,	h. 808.147.
2. St-Omer,	Pas-de-Calais,	532.744.
3. Tournay,	Lys et Jemmapes,	775.779 vacant.
4. Gand,	Escaut,	578.550 vacant.
5. Anvers,	Deux-Nethes et Dyle,	650.070 vacant.

2^e métropole : Reims.

6. Reims,	Marne, Meuse, Ardennes,	802.623.
7. Metz,	Moselle, Forêts,	573.011.
8. Deux-Ponts,	La Sarre, Mont-Tonnerre,	700.000 à ériger.
9. Coblenz ou Aix-la-Chapelle,	Rhin-et-Moselle, La Roer,	863.909.
10. Namur,	Ourthe, Sambre-et-Meuse, Meuse-Inférieure,	677.764.

3^e métropole : Besançon.

11. Besançon,	Doubs, Haute-Saône,	500.951 vacant.
12. Strasbourg,	Haut et Bas-Rhin,	778.891.
13. St-Claude,	Jura et Ain,	573.160.
14. Nancy,	Meurthe et Vosges,	640.590.

4^e métropole : Paris.

15. Paris,	Seine, Seine-et-Oise, Seine-et-Marne,	1.467.285.
16. Orléans,	Loiret, Loir-et-Cher, Eure-et-Loire,	753.766 vacant.
17. Troyes,	Aube et Yonne,	545.530.
18. Langres,	Haute-Marne, Côte-d'Or,	562.435.
19. Autun,	Saône-et-Loire, Nièvre,	679.585 vacant.
20. Soissons,	Aisne et Oise,	763.806 vacant.

5^e métropole : Rouen

21. Rouen,	Seine-Inférieure,	640.890 vacant.
22. Amiens,	Somme,	466.998.
23. Bayeux,	Calvados,	484.212 vacant.
24. Coutances,	Manche,	538.008 vacant.
25. Evreux,	Eure, Orne,	813.180 vacant.

6^e métropole : Tours.

26. Tours,	Indre-et-Loire, Maine-et-Loire.	707.417 séant à Angers, vacant.
27. Le Mans,	Mayenne, Sarthe,	708.921 vacant.
28. Nantes,	Loire-Inférieure,	451.366.
29. Quimper,	Finistère, Morbihan,	857.976 vacant.
30. Rennes,	Ille-et-Vilaine,	511.840.
31. St-Brieuc.	Côtes-du-Nord,	530.341.

7^e métropole : Bourges.

32. Bourges,	Cher, Allier, Creuse,	710.937.
33. Poitiers,	Vienne, Haute-Vienne, Indre,	708.766 vacant.
34. Luçon,	Vendée, Deux-Sèvres,	547.490.
35. Saintes,	Les deux Charentes,	740.323 vacant.

8^e métropole : Bordeaux.

36. Bordeaux,	Gironde,	557.558.
37. Bayonne,	Landes, Basses-Pyrénées,	617.871 vacant.

38. Périgueux,	Dordogne, Corrèze,	695.882.
39. Cahors,	Lot, Lot-et-Garonne,	726.840 vacant.
40. Auch,	Haute-Garonne, Hautes-Pyrénées, Gers,	873.584.
41. Mirepoix,	Aude, Ariège, Pyrénées-Orientales,	525.110 vacant.

9^e métropole : Lyon.

42. Lyon,	Rhône, Loire, Haute-Loire,	905.285 vacant.
43. Clermont,	Puy-de-Dôme, Cantal,	749.030 vacant.
44. Mende,	Ardèche, Lozère, Gard,	715.559 vacant.
45. Alby,	Aveyron, Tarn, Hérault,	876.944.

10^e métropole : Vienne.

46. Vienne,	Isère, Drôme,	672.619.
47. St-Jean-de-Maurienne,	Leman, Mont-Blanc, Hautes-Alpes,	604.922 vacant.
48. Digne,	Var, Basses-Alpes, Alpes-Maritimes,	500.728 vacant.
49. Arles,	Bouches-du-Rhône, Vaucluse,	505.959 vacant.
50. Ajaccio,	Ile de Corse,	230.530 vacant.

Total général : 50 évêchés et métropoles,

dont à ériger,	2
vacants,	22
occupés,	26

3 archevêchés [sont] devenus simples évêchés.

(Aff. étr., *Rome*, vol. 930).

329. — Rapport de Bernier à Talleyrand sur les nominations.

Paris, 4 germinal an IX (25 mars 1801).

Je vous adresse, conformément aux désirs du Premier Consul et aux vôtres, deux listes de nomination aux évêchés catholiques conservés en France. La première offre les noms des anciens titulaires qui, sages et prudents au milieu de la Révolution, se sont préservés de toute exagération, qui aiment leur troupeau, leur patrie, et n'opposent jamais à la bienfaisance du gouvernement la répugnance pour ses lois et la résistance à ses volontés. La seconde renferme les noms des ecclésiastiques vertueux

et méritants, que je crois dignes de l'épiscopat et capables de faire aimer, par la sagesse de leurs principes, la religion à tous les Français, quels que soient leurs sentiments et leur opinion.

Je les ai choisis sur toutes les parties de la France et dans toutes les classes. Je n'ai eu égard qu'au mérite, à la modération, à la sagesse, aux qualités aimables qui conviennent aux ministres de Dieu. J'ai écarté toutes préventions ; j'étais, en traçant ces noms, tout à l'Etat et à l'Eglise, et rien à mes amis.

Le nombre des éligibles surpasse celui des places. Cette abondance console, à la suite d'une longue révolution. Elle facilite le choix ; et ce qui ne peut convenir à l'un, tombe aisément sur l'autre. Si néanmoins l'on désire que j'abrège la liste et la réduise au nombre des évêchés, je le ferai sans difficulté.

Si l'on veut également que je désigne les sièges auxquels je les crois propres, je dirai avec la même franchise mon opinion sur cet objet, et désignerai suivant mes faibles lumières les sujets et les sièges.

J'estime qu'il serait impolitique de placer dans la ci-devant Belgique, des hommes de ces contrées. Il y existe deux partis essentiellement divisés, qui se haïssent ; ni les chefs de l'un, ni ceux de l'autre ne peuvent avoir une confiance suffisante. Il faut des hommes étrangers et nouveaux pour les rallier.

J'observe encore que, parmi les anciens évêques qui seront conservés, il sera politique et sage de faire des translations à d'autres sièges. Quelques-unes sont nécessitées par les suppressions ; d'autres le sont par les circonstances. Il est important que ceux contre lesquels il existe des préventions dans leurs anciens diocèses, en obtiennent de nouveaux où la même répugnance ne sera pas à redouter.

Je terminerai ce rapport, en vous conjurant de nouveau de travailler aux nominations le plus promptement possible. Le temps presse. Prévenez l'intrigue ; empêchez qu'elle ne se glisse dans une institution si vivement désirée. Que tout soit prêt et proclamé le même jour.

—

I

Liste et tableau des anciens Evêques français, dignes d'être con-

servés, par la sagesse de leur conduite, leur soumission et la modération de leurs principes :

de Boisgelin, archevêque d'Aix, savant, très estimé.

de Juigné, archevêque de Paris, vénéré pour ses vertus.

de La Luzerne, évêque de Langres, savant et considéré.

Moreau, évêque de Mâcon, soumis et dans son diocèse.

de Barral, évêque de Troyes, soumis et savant.

de Talleyrand, archevêque de Reims, très estimé.

de Clermont-Tonnerre, évêque de Châlons-sur-Marne, parent du Pape.

de Roquelaure, évêque de Senlis, soumis et présent.

de Machault, évêque d'Amiens, vertueux et soumis.

de Lorry, évêque d'Angers, présent.

Cortois de Pressigny, évêque de Saint-Malo, vertueux et présent à Paris.

de Bernis, archevêque d'Albi, maintenant à Pétersbourg.

de Cicé, archevêque de Bordeaux, savant et soumis.

de Coucy, évêque de La Rochelle, vertueux et estimé.

La Neuville, évêque de Dax : il autorise la soumission.

de Mercy, évêque de Luçon, soumis et très estimable.

de la Tour du Pin, archevêque d'Auch, vertueux et soumis.

de Noé, évêque de Lescar, instruit et soumis.

Cortois de Balore, évêque de Nîmes, estimé et présent.

de Bausset, évêque d'Alais, présent, éclairé et soumis.

de Fontanges, archevêque de Toulouse, vertueux et soumis.

de Maillé, évêque de Saint-Papoul, présent et soumis.

de Belloy, évêque de Marseille, présent, soumis et estimé.

d'Aviau, archevêque de Vienne, estimé, vertueux, présent.

Paget, évêque de Genève, très estimé.

Castellane, évêque de Lavaur, estimable et pacifique.

de Beaumont, évêque de Vaison, présent et estimé.

Asseline, évêque de Boulogne, est savant et estimé.

de La Galaisière, évêque de Saint-Dié, porté pour la soumission.

de Verclos¹, évêque de Mariana en Corse, estimé.

¹ Mgr de Joannis de Verclos est mort, deux mois plus tard, à Pérouse.

Bareau de Girac, évêque de Rennes, doux, honnête et pacifique.

Polignac : a contre lui son nom ; mais il est doux et pacifique ; son caractère était conciliant. Il est évêque de Meaux.

de Flamarens, évêque de Périgueux, autorise la soumission ¹.

—

Evêques de l'église constitutionnelle de France :

Grégoire, évêque de Blois : a des talents, de la science et des mœurs.

Royer, évêque de Paris : on le dit tolérant et zélé.

Le Coz, évêque de Rennes : a des connaissances et du zèle.

Leblanc de Beaulieu, évêque de Rouen : paraît doux, religieux et tolérant.

Montault, évêque de Poitiers : a des mœurs, de la piété et des connaissances.

Primat, évêque de Lyon, ci-devant de Cambrai : il a des talents, des lumières et du zèle.

Panisset, évêque du Mont-Blanc : maintenant en communion avec le Saint-Siège ².

Je ne connais pas les autres titulaires, et ne puis manifester sur eux une opinion que les circonstances ne m'ont pas permis de former.

J'ai réuni, dans la même liste, les pasteurs du second ordre qui ont fait ou refusé le premier serment. Il y en a vingt-six de

¹ Parmi ces 33 évêques : 10 étaient restés ou rentrés en France (Alais, Angers, Mâcon, Marseille, Nîmes, Saint-Malo, Saint-Papoul, Senlis, Vaison, Vienne) ; 9 étaient dispersés en Allemagne (Amiens, Boulogne, Châlons-sur-Marne, Langres, Luçon, Meaux, Paris, Reims, Saint-Dié) ; 5 habitaient Londres (Aix, Bordeaux, Lescar, Périgueux, Troyes). On en comptait 4 en Espagne (Auch, Dax, La Rochelle, Toulouse) ; 3 en Italie (Genève, Laval, Mariana) et 2 en Russie (Albi, Rennes).

Bernier s'est mépris sur les sentiments des évêques de La Rochelle et de Périgueux, qui devaient refuser de se démettre et continuer à agiter leurs diocèses. Il a surtout commis une erreur étrange en proposant l'archevêque de Reims et l'évêque de Boulogne, que Louis XVIII regardait comme ses plus fermes appuis, et comme ses principaux conseillers dans les embarras religieux de l'heure présente (voir pièce n° 68).

² L'abbé Panisset s'était rétracté en 1796 et vivait dans la retraite.

cette première classe : je désire qu'on leur offre des moyens de ne faire avec nous qu'un cœur, qu'une âme et une église.

II

Liste des Ecclésiastiques français méritants, que l'on pourrait élever à l'épiscopat ¹ :

.

Récapitulation.

Il suit des deux tableaux ci-dessus, que sur cinquante titulaires à nommer pour la France, en vertu de la nouvelle circonscription, on propose quarante évêques de l'une et l'autre portion de l'église, ancienne et constitutionnelle, et cent quarante-deux pasteurs du second ordre : ce qui forme une liste totale d'environ deux cents éligibles, et par conséquent, le choix à peu près général d'un sur quatre ; ce qui donne une grande facilité.

Il en est qui peut-être ne paraîtront pas avoir des talents supérieurs. Que l'on ne s'en étonne pas : ils sont rares aujourd'hui. Ce n'est pas d'ailleurs toujours ce que l'on demande. Rarement les talents sont sans ambition ; or il n'en faut pas pour calmer les esprits à la suite d'une longue révolution. Une bonne tête, un jugement sain, des vues charitables, un caractère doux et conciliant, voilà ce que demande la France dans le moment actuel.

J'aurais désiré pouvoir désigner un plus grand nombre de sujets dans l'église constitutionnelle ; mais, je le répète, je n'ai pu assez les connaître pour les bien juger, et j'aime mieux avouer mon ignorance sur cet objet, que de prononcer sur eux d'après le langage que la passion inspire à ceux qui ne pensent pas comme eux.

Je veux être impartial et franc. Je cherche à unir tous les cœurs, et à donner à tous une même direction, une même opinion. Il y a dans tous les partis des têtes exaltées : vouloir juger chaque

¹ Nous avons supprimé ce second tableau, composé en grande partie de vicaires généraux, dont plusieurs sont parvenus plus tard à l'épiscopat.

parti par ce qu'elles ont fait dans la Révolution, ce serait commettre une injustice criante. Il vaut donc mieux laisser à part les évènements de la Révolution, et ségréger dans chaque parti ce qui s'est acquis une réputation de sagesse et de mérite, pour en former un tout qui tende au bien général. Aussi ai-je confondu dans mes listes les hommes de talent qui avaient prêté ou non le premier serment, indistinctement.

Puisse ce travail remplir vos vues, et accélérer le bien que nous attendons !

(Cultes, carton 1).

PARTIE VIII

LES CONGRÉGATIONS ROMAINES LA PAIX DE FLORENCE

Le 10 mars, le courrier Livio apporte à Rome le projet V de concordat et les variantes confidentielles de Bernier. — Les pièces de la négociation religieuse sont confiées au prélat Di Pietro à qui, comme secrétaire, est réservé le rôle le plus actif dans l'examen et la suite de cette affaire. — Une Petite congrégation, formée des cardinaux Antonelli, Gerdil et Carandini est chargée de préparer un contre-projet. — Exposé rédigé par Di Pietro.

Murat, de retour en Toscane, a dénoncé l'armistice de Foligno : il déclare qu'il va occuper le golfe de Tarente, de gré ou de force, et ne s'arrête pas aux représentations du ministre russe, venu de Palerme pour l'entretenir. — Rentrée des Français dans l'État romain. — Elle provoque une nouvelle mission de Caleppi auprès de Murat.

Au moment où le gouvernement napolitain consentait à acheter, aux dépens de Tarente, une prolongation d'armistice, Alquier paraît à Florence pour négocier la paix. Toutes les conditions prescrites par le P. Consul sont acceptées par M. de Micheroux, et insérées dans un traité signé à Florence le 29 mars. — La marche des troupes françaises vers les Abruzzes excite les patriotes : mais mesures sévères de Murat pour les contenir.

Une Grande congrégation est nommée pour compléter l'œuvre de la Petite. — Discretion absolue imposée aux douze cardinaux qui la composent.

Alquier, puis Cacault arrivent à Rome. Ils insistent pour la prompt conclusion de la convention religieuse. — Cacault demande à prendre connaissance du travail des congrégations, dès qu'il sera achevé.

Importance croissante que le Saint-Siège attache à la question des biens nationaux romains et des dettes de la République romaine. — Question des objets d'art abandonnés par les Français au moment de la capitulation de Rome. — Réclamations du duc Braschi.

Politique de Consalvi pour recouvrer les territoires perdus. Il compte sur l'appui de Paul I^{er}, satisfait par un bref rétablissant les Jésuites en Russie et disposé peut-être à s'accommoder pour la grande maîtrise de l'ordre de Malte. — Mais le langage de Cacault fait mal augurer des intentions vraies du P. Consul sur les Légations.

M^{gr} Di Pietro amende le contre-projet de concordat, d'après les votes écrits des douze cardinaux. La Grande congrégation tient sa dernière séance le 20 avril. — Consalvi s'efforce d'éviter toute perte de temps ; il annonce qu'à la fin du mois Livio pourra repartir pour Paris.

330. — Murat au ministre de la Guerre.

Florence, 21 ventôse an IX (12 mars 1801).

Conformément à vos ordres du 7 courant (26 février)¹, j'ai annoncé au général napolitain que les hostilités recommenceraient le 1^{er} germinal (22 mars) ; je lui ai en même temps proposé de conclure avec lui un nouvel armistice d'un mois et aux conditions que vous m'avez indiquées². Vous trouverez ci-joint une note de M. le chev. de Micheroux en réponse à ma déclaration, ainsi que mes observations à cette note³. J'attends avec impatience le résultat de la détermination que doit prendre la cour de Naples : dans tous les cas, je commencerai mon mouvement sur les frontières du royaume de Naples les premiers jours de germinal⁴. Les pleins pouvoirs pour traiter de la paix sont annoncés à M. de Micheroux ; ainsi j'espère que nous nous arrangerons pour le nouvel armistice. Le retard que j'éprouve sur la réponse à ma dépêche du 29 pluviôse (18 février) me fait présumer que la paix avec Naples se traite à Paris, et que je vais en recevoir la nouvelle d'un moment à l'autre⁵.

Je vous réitère, cit. ministre, que mes besoins deviennent

¹ Reçues le 6 mars, ces dépêches ne faisaient vraisemblablement que répéter les ordres du P. Consul (pièce n° 261) qui étaient partis le 20 février de Paris et étaient arrivés dès le 1^{er} mars à Florence.

² Ces conditions étaient littéralement celles que le P. Consul avait dictées le 19 février (pièce n° 264). Elles venaient d'être notifiées, avec la dénonciation de l'armistice, sous forme d'une note adressée par Murat le 9 mars, non au général de Damas, mais au chev. de Micheroux. Ce chev. était venu de Foligno à Florence, vers le 4 mars ; et deux jours après, entendant parler du projet des Français sur le golfe de Tarente, il avait interrogé Murat à cet égard (Dép. de Micheroux à Acton, du 10 mars).

³ Les deux pièces étaient datées également du 9 mars. La note de Micheroux invoquait principalement la promesse écrite de Joseph Bonaparte, à Lunéville, que les hostilités contre Naples cesseraient lorsque la paix serait conclue entre la France et l'Autriche (note de Joseph du 31 janvier, dans Du Casse, t. II, p. 296). Dans sa réponse, Murat maintenait ses premières déclarations.

⁴ Un ordre du jour, daté de Florence le 20 ventôse (11 mars), annonçait à l'armée que les hostilités contre les Napolitains pourraient recommencer le 22 mars.

⁵ Quelques heures après avoir achevé cette lettre, Murat écrivait au P. Consul : « M. le chev. de Micheroux a reçu ses pleins pouvoirs : je pense que c'est trop tard, et que je vais recevoir la nouvelle que vous avez fait la paix avec M. Gallo. »

chaque jour plus urgents... Je ne vous demande rien pour la subsistance des troupes et pour les différents services de l'armée ; mais les fonds pour la solde et l'arriéré me sont indispensables...

P.-S. — Je vous fais passer... le tableau des objets d'art que la République française avait laissés à Rome, ainsi que celui dont les objets ont été enlevés par les Napolitains et conduits à Naples. Je vous ai demandé par mes précédentes vos intentions sur la conduite que je devais tenir à cet égard...

(Guerre; *Armée d'observation du Midi*).

331. — Labrador à Cevallos.

Roma, 10 de marzo 1801.

El tratado de paz de Lunéville ha suscitado en el gobierno pontificio una cierta inquietud, por haberse divulgado que el señor Infante duque de Parma no conservará su antiguo estado, y que en cambio de éste estado se le dará la Romagna, que, por estar contigua á la Toscana, es más propia para unirse al Gran Ducado.

La Romagna es, de las tres Legaciones, la que dejaba más utilidad al estado pontificio ; y todos los esfuerzos de este ministerio se dirigen á recuperarla. Sobre esto se ha escrito por el Santo Padre al emperador de Rusia ; y la esperanza de que S. M. Imperial proteja esta pretension es la causa de las disposiciones favorables que la córte de Roma empieza á manifestar acerca de reconocer á aquel soberano como gran maestro de Malta.

La opinion general es que la República cisalpina llegará solamente hasta el Pó, y quedando de esta manera excluida la Romagna de aquella República, no es extraño que el gobierno pontificio pretenda aquella fértil provincia, ni es tampoco extraño que el mismo gobierno tema la agregacion de dicha provincia á otro estado. Yo no sé hasta qué punto son fundadas sus esperanzas, ni tampoco sé si sus temores tienen algun antecedente ; pero la Romagna es seguramente el único territorio que, unido á la Toscana, haria al soberano de ella el más poderoso de Italia, despues de S. M. Siciliana. La Romagna, antes de su agregacion

à la Cisalpina, daba al erario pontificio una renta líquida de un millon y medio de pesos fuertes, no obstante que las contribuciones eran muy moderadas, y que había grandes defectos en la administración de ellas ¹. Por otra parte, los puertos que la provincia de la Romagna tiene sobre el golfo de Venecia, le dan proporcion á ocasion de hacer un comercio ventajoso...

Si V. E. desea noticias más circunstanciadas ó detalladas sobre estos particulares yo podré suministrárselas facilmente...

(Alcala, *leg.*, 5747).

332. — Maury à d'Avaray.

(en chiffres)

Rome, 12 mars 1801.

..Depuis quelques mois, les relations de Paul I^{er} avec Bonaparte avaient préparé mon esprit à la scène du 21 janvier ²; mais, en la craignant, ou plutôt en me bornant à la prévoir, sans savoir si elle nous serait avantageuse ou funeste, je n'avais pas deviné. qu'on pût choisir un pareil jour pour manquer si indécemment au malheur de notre maître. Le temps éclaircira bientôt ce mystère; si c'en est un, comme je le désire pour l'honneur de l'empereur de Russie, qui aura un grand compte à rendre de cette

¹ D'après un état officiel, dressé à Rome en mai 1802, la Romagne contenait 270,000 habitants. On en comptait 282,000 dans la légation de Bologne, et 229,000 dans celle de Ferrare. Les évaluations de M. Marescalchi en février 1801 (voir t. I, p. 357, note) font monter à cent mille âmes de plus la population des trois provinces, en y ajoutant Pesaro.

² Louis XVIII avait dû quitter Mitau le 22 janvier. Après avoir erré pendant un mois sur des routes couvertes de neige, il arriva à Varsovie, où le roi de Prusse consentit à lui donner asile. — En causant avec M. de Cobenzl, le P. Consul lui dit: « Que ce prince [Paul I^{er}] venait de renvoyer Louis XVIII. par une suite de ses principes de loyauté; qu'ayant reconnu le gouvernement français actuel, il n'avait pas cru pouvoir garder plus longtemps chez lui, celui qu'il avait regardé jusque-là comme le roi de France, puisqu'il ne pouvait pas y avoir deux gouvernements dans le même Etat; que lui, P. Consul, en était fâché, puisqu'il aurait autant aimé savoir le Prétendant à Mitau que partout ailleurs. » En rapportant ce propos, M. de Cobenzl ajoutait, avec raison: « Je crois plutôt savoir que l'expulsion de Louis XVIII du territoire russe n'a été nullement une affaire de système, mais une suite de l'humeur qu'une de ses lettres avait donnée à Paul I^{er} » (dép. du 26 mars). C'était en effet une lettre du roi réclamant contre le renvoi de M. de Caraman, son représentant à Pétersbourg, qui avait provoqué cet acte de rigueur.

journée dans son histoire. Cette proscription affaiblit infiniment ici le parti du roi ; mais elle ne fait pas le moindre tort à sa personne. Le grand nombre croit Paul I^{er} fou, ou du moins demi-fou, ce qui est encore pire, et le traite en conséquence. Les juges plus modérés, qui ne peuvent croire à une si infâme déloyauté, supposent que cette convention concertée entre l'empereur de Russie et Bonaparte, est un acheminement du roi vers son trône. Le Pape, qui m'a paru très affligé de cette nouvelle, n'adopte nullement cette dernière conjecture. Le cardinal Consalvi, qui est et qui sera toujours du parti le plus fort, parce qu'il ne s'intéresse essentiellement qu'à lui seul, m'a dit sous le secret, et m'a assuré avec certitude, qu'on avait obligé le roi de souscrire une proclamation par laquelle il ordonne à tous les royalistes de se soumettre au gouvernement actuel de la France ¹. Je lui ai demandé quel pouvait être à ses yeux le prix d'un pareil sacrifice, pour croire à son existence. Il est resté sans réponse. Je lui ai demandé ce que signifiait à son avis la continuation du subside, que Paul I^{er} paye au roi, en l'éloignant de ses États. Il n'a su que me dire. Je me suis contenté de me moquer malicieusement de lui, pour dissiper ses frayeurs et pour décréditer son désespoir, car il voulait me persuader que tout était perdu, pour se délivrer de moi ; et c'est à quoi il ne réussira pas.

Il est arrivé ici avant-hier un courrier extraordinaire de Mgr Spina. On sait qu'il apporta une très longue dépêche en chiffres ; mais il ne transpire absolument rien de son contenu. Je demandai hier soir au cardinal Consalvi s'il était content de ce message. — Il me répondit que Mgr Spina demandait des éclaircissements, et qu'il n'avait pas encore fini de déchiffrer les immenses écritures de ce prélat. — Je lui dis qu'on m'écrivait de Paris, le 11 février, ce qui est très vrai, qu'on croyait Bonaparte d'accord sur tous les points avec Mgr Spina ; qu'en supposant une si étrange harmonie, il s'agissait maintenant de s'entendre avec les évêques de France ; et que j'étais bien sûr que la grande majorité ne se prêterait jamais à aucun serment, ni à aucun arrangement contraire à la fidélité qu'ils ont jurée au roi. « Vous saurez, ajoutai-je, que ce sont des gens de conscience et

¹ Voir t. I, p. 355, note 1.

d'honneur, et qu'ils sont accoutumés à tout sacrifier au devoir. »
— Il ne répliqua rien.

J'ai déclaré au Pape que j'avais ordre de Sa Majesté d'assister à tous les consistoires, pour voir s'il ne s'y proposerait rien de contraire aux droits du roi et à l'exécution du concordat, relativement à la promotion des cardinaux et à la préconisation des évêques. Je lui annonçai que, n'étant pas bégue, j'énoncerais et motiverais mon opinion. Le Pape a paru surpris, et je n'ai pas pu pénétrer si c'était de la démarche dont je le menaçais, ou de l'hypothèse que je supposais possible. Il s'est jeté dans de longs lieux communs sur le malheur de sa position, qui le rend entièrement dépendant des Français, sauf sur les devoirs de sa conscience ; sur l'asservissement désormais inévitable de toute l'Europe aux volontés de Bonaparte ; et sur son amour pour le roi, qu'il paraît estimer et aimer sincèrement.

Je me tiens en observation sans pouvoir rien faire, et je mets inutilement en activité tous les moyens possibles pour découvrir ce qu'il m'importe de savoir ; mais le secret est impénétrable. Je croirais plus facile de l'apprendre à Paris qu'à Rome ¹. Nous sommes au moment de la crise, et on sent ici avec effroi quel pas terrible on a fait en ouvrant des négociations avec Bonaparte.

(Pap. du card. Maury).

333. — Antonelli à Consalvi.

Da casa, 12 marzo 1801.

Rimando a V. Em. tutte le carte venute coll' ultimo corriere di Parigi, che o poca o niuna relazione hanno col grande affare della convenzione da stabilirsi tra quel governo e Sua Santità, e ritengo presso di me solamente quelli che debbono passare sotto gli occhi di una o più congregazioni.

Qual debba esser il metodo da tenersi nell' esame di questo affare, lo ha già suggerito Mgor Spina nella lettera confidenziale scritta a V. Em. il dì 25 scorso². Egli suggerisce, che al principio

¹ Suit le passage que nous avons reproduit dans le t. I, p. 381, note 1. [La date du 22 mars, imprimée dans cette note, doit être corrigée pour celle du 12 mars].

² Voir à l'Appendice la lettre de Spina [du 14 février]. Comme cette pièce n'était pas datée, le cardinal Antonelli la croyait du 25 février.

si occupino di questa materia il sig. cardinale Carandini ed io ; ma due son pochi,, e per molte ragioni vi si deve aggiungere il sig. cardinale Gerdil. Se lo è immaginato lo stesso abbate Bernier, e per questo motivo sì io chè detto Emo abbiamo avuto l'onore di una sua lettera.

Convien pensare à un segretario ; e non vi è altrò più al caso che Mgor patriarca Di Pietro¹, sì perchè è già istruito in questa materia, sì perchè è il segretario della congregazione ecclesiastica. Questa piccola congregazione dovrà prima esaminar tutto, e poi formare un piano decisivo di risposta da mandarsi a Parigi.

Mi prendo la libertà di proporre qui sotto un piano di biglietto da scriversi dalla segreteria di stato al suddetto Mgor patriarca, e che le servirà soltanto per manifestarle la traccia che converrei nell' esame e condotta di questo affare, come V. Em. mi ha comandato :

« Sonosi di tanto in tanto ricevuti dalla segreteria di stato varie lettere di Mgor arcivescovo di Corinto, ablegato a Parigi, colle quali ha reso conto della sua negoziazione con quel governo per gli affari di religione. Ma finalmente, col corriere giunto ier l'altro, si è ricevuto il finale e perentorio progetto del Primo Console per venire ad una amichevole conciliazione. Si esige un segreto impenetrabile, e una risposta quasi istantanea. La Santità di Nostro Signore ha deputata una particolar congregazione preparatoria dei tre Emi. cardinali Antonelli, Gerdil e Carandini, e di V.S.I. come segretario, la quale dovrà, al più presto che sia possibile, esaminar tutte le carte, e conferir poi, insieme tutti i componenti la stessa congregazione, sul risultato della lettura che ciascuno ne avrà fatta, e sul modo e tenore della risposta da darsi al Primo Console. Ne presenterà quindi un piano alla Santità Sua, la quale prenderà poi le sue prudentissime misure per l'ulteriore condotta e disbrigo di una materia così importante.

¹ Mgr Di Pietro doit être placé au premier rang de ceux qui, à Rome, ont pris part aux travaux du concordat. Il était né en 1747. Pie VI l'avait nommé évêque d'Isaure, et pendant sa captivité l'avait désigné comme son délégué. Mgr Di Pietro, après la fin du conclave de Venise, reçut le titre de patriarche de Jérusalem : il était au nombre des cardinaux réservés *in petto* dans le consistoire du 23 février, et devait être déclaré le 9 août 1802.

Tutte le carte sono in mano del sig. cardinale Antonelli, come più anziano dei suddetti Emi. cardinali, e con lui V. S. I. potrà intendersela per tutto l'occorrente. Il cardinale segretario di stato le ne partecipa la notizia, etc. »

Per una congregazione più numerosa si determinerà Sua Santità in appresso, come lo giudicherà espediente...

(Arch. du Vatican).

334. — Ghislieri à Colloredo.

Rome, 14 mars 1801.

Un courrier, arrivé ici mardi passé (10 mars) de Paris, a rapporté la petite statue de N. D. que Bonaparte, dès sa première invasion en Italie, remporta du sanctuaire de Loreto, et que le prélat Spina a eu le bonheur de pouvoir retirer du Museum national, où on l'avait placée sur une momie d'Egypte. Et c'est par le même courrier que Spina a envoyé au Saint-Père le projet du Premier Consul touchant le rétablissement de la religion catholique en France, projet qui sera discuté incessamment par une congrégation de cardinaux et de prélats, à laquelle Sa Sainteté a imposé le secret le plus rigoureux, qu'on appelle ici secret du Saint-Office. Une pareille réserve, quoiqu'elle empêche sans doute de connaître dans leur détail les prétentions des Français relativement aux affaires ecclésiastiques, prouve pourtant que Bonaparte est encore bien loin, par son plan, de remettre la religion catholique en France avec toutes ces modalités que le chef de l'Eglise ne peut [pas] ne pas exiger ; puisque, si cela ne fût pas, on serait enchanté ici de faire sonner haut les bonnes intentions du gouvernement français. Et en général, pour peu qu'on connaisse l'état de la question, on peut bien deviner d'avance que l'affaire des évêques intrus formera le plus grand obstacle à l'arrangement des affaires ecclésiastiques en France.

Au reste, quelle que soit l'issue des négociations du prélat Spina, il n'en est pas moins vrai que les généraux français de l'armée d'Italie ne cessent de procurer au Pape des désagréments bien sensibles. Sans parler de la mode qu'ils ont adoptée de venir, l'un après l'autre, passer quelques jours à Rome aux dépens du gouvernement, ils soutiennent d'une manière assez forte tous

ceux qui, du temps de la soi-disante République romaine, ont acheté des biens nationaux, et même tous les créanciers de ladite République ; ce qui finira de ruiner ce pauvre Etat, si tant est que Sa Sainteté ne trouve pas moyen de faire sentir raison aux Français sur un point si essentiel. Mais, ce qui empire encore davantage l'état des choses dans ce pays vraiment délabré, c'est que les Français, au lieu d'évacuer entièrement l'État ecclésiastique hormis Ancône, d'après la promesse qu'ils en ont faite au moment qu'ils ont touché pour cela la somme de soixante-treize mille écus, ils y sont encore en assez grand nombre, et menacent même de faire passer par l'État de l'Église un corps de troupes encore plus grand, qui sera destiné à garder différents ports du royaume de Naples et de Sicile, puisqu'il paraît sûr que S. M. Sicilienne ne pourra pas se refuser à une pareille condition dans les négociations de paix avec Bonaparte.

La banqueroute totale dont, par les circonstances ci-dessus indiquées, ce gouvernement-ci va être de nouveau menacé aux premiers moments de sa réinstallation, n'est pourtant pas le seul chagrin qu'a le Pape dans ce moment-ci. L'impression dans la gazette de Milan de différentes lettres du cardinal secrétaire d'État au général Murat, ou, pour mieux dire, la manière malicieuse dont on a altéré dans cette gazette lesdites lettres, jusqu'à y ajouter des périodes entières qui ne feraient sûrement pas beaucoup d'honneur au cardinal Consalvi s'il en était véritablement l'auteur¹, ne peut sans doute qu'affecter beaucoup le Saint-Père, très jaloux de l'estime et de l'amitié des cours étrangères. Le refus que Sa Sainteté a dû donner au Roi Catholique, malgré ses instances réitérées pour être autorisé à séparer entièrement de l'Ordre de Malte les deux Langues que ledit Ordre a en Espagne, fait appréhender ici quelque vengeance de la part de la cour de Madrid, qui soutient presque seule, par ses expéditions de grâces spirituelles, la caisse de la Daterie apostolique ; et, quoiqu'un pareil refus ait été dicté au Pape, par le devoir qui l'oblige dans sa qualité de chef de l'Église à protéger tant que possible les ordres religieux, et même par la crainte d'indisposer par une séparation pareille de deux Langues d'Espagne l'empereur.

¹ Pièce n° 252 (voir la note).

reur de Russie, avec qui on croit toujours ici de pouvoir venir à quelque arrangement sur les affaires de Malte, il n'en est pas moins à craindre qu'il n'ait des mauvaises suites pour la cour de Rome. Même dans le Sacré Collège, le Saint-Père a des motifs d'affliction : et une division, qui a éclaté entre le cardinal Braschi et le cardinal Consalvi au sujet de la liberté du commerce des blés, dont le premier est ennemi déclaré, et qui a même déterminé le cardinal Braschi à donner sa démission de la charge de *Camerlengo* (qui répond à celle de ministre pour les affaires internes), est d'autant plus sensible au Pape, qu'il craint d'être accusé de peu de reconnaissance à la famille Braschi, à laquelle il doit son élévation.

Une lettre que Sa Sainteté a reçue avant-hier (12 mars) de l'empereur de Russie, en date du 16 de décembre (style russe)¹ et par laquelle S. M. invite le Pape, en cas de danger pour Rome, à se retirer dans les provinces catholiques de l'empire de Russie où elle se chargerait de son entretien, a fait, parmi tant d'afflictions, beaucoup de plaisir au Pape. Et même les visites que lui fait de temps en temps, et que même ce matin, jour anniversaire de son élévation au pontificat, lui a faite S. A. R. Mad^e l'Archiduchesse Marianne, le soulagent d'autant plus, qu'il n'a pas de secrets pour S. A. R. ; ce qui fait espérer à Mad^e l'Archiduchesse de voir bientôt approuvée la Société de la foi de Jésus, dont le supérieur général, P. Paccanari, est toujours ici avec elle, et de pouvoir réaliser bientôt elle-même son projet d'établir une communauté religieuse, vouée principalement à l'éducation des jeunes demoiselles...

(Arch. de Vienne).

335. — Consalvi à Spina.

Roma, 14 marzo 1801.

Il corriere Livio giunse il dì 10 del corrente, la mattina di buon' ora. Egli mi recò tutt' i suoi dispacci, e la statua della Bma Vergine di Loreto, graditissima da Nostro Signore, che per ora l'ha collocata nella sua domestica cappella. Non ho ancora fatti i conti con Livio, per mancanza di tempo.

¹ La date grégorienne est le 28 décembre. Cette lettre a été publiée par Mihioutine (*Hist. de la guerre de 1799*, t. III, p. 663). — Voir plus haut (p. 80, note 1) les instructions remises à M. de Kolytchev.

Si è subito posto mano all' interessante oggetto per cui egli è venuto. Creda pure che Nostro Signore se ne dà tutta la fretta possibile, ed assolutamente si farà ogni sforzo per la più grande celerità¹. Ma ella faccia riflettere che costà ci hanno messo cinque mesi, e che non è da pretendersi che qui si sbrighi in pochissimi giorni, e molto meno all' epoca della ratifica della pace dell' Imperatore, epoca che già quasi è scaduta. Ripeto che si procurerà di volare, e questo è tutto ciò che possa richiedersi; del resto la materia gravissima e importantissima sopra quante ne sono mai state, e che una volta sarebbe stata l'opera di un concilio generale, fa per se stessa la scusa, che non può sbrigharsi in pochi momenti.

Le accludo intanto la mia risposta al sig. abbate Bernier², e degli Emi Antonelli e Gerdil³. Siamo tutti edificati e contenti al sommo di lui, e il Santo Padre lo è pure in sommo grado. Accludo ancora il duplicato della mia lettera al ministro delle relazioni estere, che è la credenziale per lei. Ho pensato di farla in francese e in italiano, ed ella darà quella che vuole. E così pure ho pensato di farla coll' Eccellenza e col Cittadino; ma, a dir vero, gradirei che fosse data piuttosto quella coll' Eccellenza.⁴ Circa poi il pieno potere, in vero io confesso che non sò in qual forma si debba ciò fare, cioè se si debba dare una carta a lei sottoscritta dal Papa, ovvero se basti questa mia lettera al ministro delle relazioni estere. Me ne informerò meglio, e nell' ordinario

¹ Le même jour, 14 mars, Consalvi mandait aux nonces : «...Si è cominciato l'esame delle carte e progetti venuti da Francia, da una piccolissima congregazione, per digerire le materie, e poi passerà a una più piena. La fretta che ci mettono è grandissima... » (Arch. du Vatican).

² Cette lettre a été rédigée par Consalvi, tant en son nom qu'en celui du Pape, à qui Bernier avait écrit directement. Après de grands éloges, le cardinal ajoutait : « Io posso dirle, per parte di Sua Santità ed anche nel mio particolare, che giunte appena le carte trasmesse da M^{gr} arciv. di Corinto, il S. Padre non ha perduto un istante per occuparsene personalmente. Egli ne intraprenderà direttamente l'esame per sè medesimo, ed anche per mezzo di vari cardinali, e lo condurrà a fine con tutta quella celerità, che può permettere la gravità ed importanza della materia, la quale ella non si dissimula certamente essere gravissima e importantissima. Quanto al desiderio di Sua Santità, io posso assicurarla che niente più amerebbe che essere nel caso di adempire, il più presto che lo fosse possibile, alle comuni brame... » (Aff. étr., Rome, vol. 930).

³ La réponse de Gerdil a été publiée dans les *Analecta juris pontificii* (3^e série, col. 1184).

⁴ Pièce n° 303.

prossimo rimedierò, se occorra, perchè l'affollamento inesprimibile degli affari mi rende in questa sera la cosa impossibile.

Circa il denaro, io le feci avere dal sig. Lavaggi una cambiale...

Tutte le lettere da lei acclusemi nei pieghi recati da Livio, compresi i pieghi del Conte di San Marsan e del M^{te} del Gallo, sono state puntualmente recapitate. Riserbo al ritorno di Livio il rispondere alle lettere di diversi, da lei accluse per il Santo Padre e per me. Intanto ne faccia loro sentire il dovuto gradimento.

È falsissimo che il nunzio di Spagna abbia avuto la minima parte nella caduta del sig. Urquijo, e sue conseguenze. Ella ha detto il vero, quando ha assicurato decisamente il contrario.

Ella è autorizzata a far l'acquisto di quei pareri, dei quali si era incominciata la stampa, e il denaro sarà bene speso in sì giusto oggetto. Tanto debbo rispondere su questo punto, che ella mi ha fatto comunicare dal sig. cardinale Antonelli ¹.

La pregherò di consegnare la qui acclusa al sig. M^{te} del Gallo.

Sul proposito dei beni nazionali, va bene tutto quello, che ella mi dice essergli stato comunicato ufficialmente dal sig. abbate Bernier ². La equità e la condiscendenza del Santo Padre fino a quei gradi che si riconosceranno possibili, saranno l'appoggio di molti, e specialmente dei Francesi, fra gli acquirenti, per conciliare le cose. Ora però esce fuori il sig. Cavagnari (che dice esser amicissimo del Primo Console), ed affaccia un credito di un milione e mezzo di scudi contro la Repubblica romana; e, senza esser mai stato possessore di beni nazionali datigli per tale effetto, chiede che il Papa paghi per la Repubblica, offe-

¹ Une lettre particulière de Spina à Consalvi, du 11 octobre 1801, nous renseigne sur cette publication, commencée dans une intention évidente de chantage: «... Non mi avete mai dato riscontro dell'istanza fatta da Mourgues, segretario di Chaptal, per i beni nazionali costà acquistati. Egli è possessore dei voti dei cardinali rispetto alla costituzione civile del clero, e non gli si possono strappare dalle mani, se non si termina il suo affare. Impedii la stampa di detti voti, promettendo al libraio, che l'aveva principata, un'indennità. Ditemi adunque se lo devo pagare: pretende quattrocento lire... » — C'était Bernier qui s'était chargé d'écrire à ce sujet au cardinal Antonelli, comme à l'un des doyens du S. Collège (Arch. du Vatican).

² Pièce n° 267.

rendo di accomodarsi. Ella vede che anche una metà o un terzo ci rovinerebbe, e vede ancora che porta si aprirebbe con tale esempio. Credo che chi non ha mai avuto beni nazionali, debba esser fuori affatto di tali ispezioni. Ella ci aiuti contro questo Cagnari, altrimenti il Papa resterà in camicia; onde prevenga l'abbate Bernier. Intanto rinnovandole i sentimenti, etc.

(Cultes, *Arch. de Caprara* ; Arch. du Vatican).

336. — Consalvi à Spina.

(en chiffres)

Roma, 14 marzo 1801.

Può ella immaginare che il Progetto ministeriale trasmessomi, ha fatto qui la più dolorosa impressione. Ecco il quinto progetto, e sempre il tutto è più incarito del precedente. Quale confronto fra questo e i primi ! In somma, il punto dei vescovi è perduto del tutto, e quello che è sdegno, vi ci aggiunge l'accumulare gl' intrusi ai legittimi, subito che anche il Progetto riformato presenta la frase « à quelque titre que ce soit », ¹ che è quasi peggiore di « quelconques ». ² Il punto della religione dominante è ridotto a grande stento a dichiararsi religione particolare del governo. Vedo tolta affatto la riserva di concertarsi fra il Santo Padre e il governo sul nuovo sistema da tenersi, in caso che il Primo Console non fosse un cattolico, cosa niente difficile.

Lascio andare di svolgere il resto, che pure è amarissimo. Basta Dio ci assista ; e certo non vi è altro da sperare. Si è qui subito messo mano all' opera, a seconda de' suoi consigli. Ora si esamina l'affare da tre soli cardinali, cioè Antonelli, Gerdil e Carandini, e dal segretario apostolico Di Pietro. Poi si farà una congregazione di dieci o dodici cardinali, senza prelati tolto il detto segretario. Si vedrà fin dove si può arrivare, e formando qui un progetto riformato, preso in parte da quello trasmesso, ed in parte

¹ Les quatre premières rédactions du concordat étaient parvenues à Rome le 27 février, grâce au messager espagnol parti, le 14 février, de Paris pour Parme. Consalvi avait donc eu le temps de bien étudier ces projets, surtout le quatrième, qui jusqu'à l'arrivée de Livio (10 mars), devait passer pour le texte définitif.

² Voir dans le Projet V l'art. 2 du titre I. Lorsque cet article avait été modifié, le 25 février, une variante insignifiante avait substitué les mots « quel que soit leur titre » (pièce n° 267), reproduits également dans le *Progetto riformato* de Bernier.

³ Projet IV (titre III).

qui coniato di nuovo, si rispedirà il corriere col piano sottoscritto e colla bolla ancora. Forse il Primo Console, trovando tutto pronto, può essere che accetti il piano a scanso di altre dilazioni. Creda che qui si farà tutto quello che si potrà.

Ella sarà incaricata di tutto, e sarà il legato, e spero che lo avrò compagno di dignità. Sua Santità è persuasa, che è impossibile di ritrovare chi sia più al caso di lei, per tutti i versi. Per la spesa supplirà la Camera alla meglio. Saranno danari benedetti: è un premio che le è dovuto. Il P. Caselli non lascerà di avere il suo.

Dico due parole sul temporale. Già ella ha avute le credenziali, delle quali per ogni buon fine le accludo un duplicato. Si trova ben pensato, che non spieghi un carattere pubblico fin che non è deciso il grande affare della religione; ma questo non toglie che ella, munita delle credenziali, non possa trattare anche del temporale della Santa Sede. Circa il pien potere intendiamoci bene. Sua Santità non gli dà potere di far rinuncie e cessioni delle Legazioni, nè di Avignone e Carpentras senza compenso. Si può esigere, che si soffra la perdita che ci si volesse far fare, ma non che si sanzoni. Ella può dare in tal caso una ragione fortissima, ed è, che dopo che il Papa, essendo in Venezia nelle mani dell' Imperatore, ha così gagliardamente resistito non solo al fare cessioni delle Legazioni, ma ben anche ad un silenzio che si esigeva meramente passivo, ed ha addotto per ragione che egli non è padrone, ma l'amministratore del patrimonio della Chiesa romana, e che ogni sua cessione sarebbe nulla, non può contradirsi con dire diversamente ai Francesi; nè la sua coscienza glielo accorderebbe. L'esempio di Pio VI non è da allegarsi: ognuno vedeva la nullità di questa violenta cessione in quelle circostanze¹; ma di quale infamia non si coprirebbe Pio VII, se la facesse presentemente!

Inoltre, benchè i sacrifici spirituali, che egli fa, siano indipendenti affatto da ogni vista temporale (ed ella n'è buon testimonio), pure il Primo Console non dovrebbe certamente essere avaro col capo della Chiesa, che ha tenuta sì lodevole condotta colla Francia, anche prima delle sue vittorie, e che le rende il mas-

¹ Le traité de Tolentino.

simo dei benefici con renderle la sua religione e la sua tranquillità interna, per favorire piuttosto la Repubblica cisalpina o altro principe men benemerito, e che ha men giusto titolo di Sua Santità.

Circa le Legazioni dunque, bisogna vedere di riaverle. Circa Avignone e Carpentrasso, si deve cercare un compenso, che potrebbe 'essere, per esempio, dalla parte di Ferrara fino all'Adige, che è il confine dell'Imperatore, ovvero da altra parte; e qui si può forse allarmare sul non esigere che il compenso sia veramente eguale in valore. Se mai si venisse a parlare di Benevento e Ponte Corvo, ella deve procurare, o che questi restino al Papa liberi ed in pieno dominio come prima, o se li volessero a forza dare al re di Napoli, deve il Papa avere un compenso dal re di Napoli sul suo confine, il che può farsi non difficilmente.

Ella deve badare che l'occasione della trattativa ecclesiastica non le sfugga del tutto, prima di avere assicurato in qualche modo anche il temporale, perchè certo è da temersi che dopo non ci si pensi più. Non lo dicò però al segno, che questo debba ritardare il grande affare da concludersi a proposito della religione.

Ella si raccomandi a Lucchesini ed a Kolytchev, in nome del Papa.

Circa la mediazione del Primo Console per l'affare di Malta, è fuor di tempo, perchè Paolo I ha consentito che vada Mgor Della Genga (ciò che si farà fra dieci o venti giorni) senza carattere; e, dopo accomodata la cosa, vi resterà come nunzio. Credo che si accomoderà col dividere il temporale dallo spirituale; cioè il Papa lo riconoscerà nel primo senso. Ciò però resta occulto in lei per ora, e così pure per ora resti in lei, che il Santo Padre ha già mandato a Paolo I il breve richiestogli efficacissimamente, per la canonica esistenza dei Gesuiti nella sola Russia¹. La Spagna sarà scontenta di ambedue queste cose: ma come fare altrimenti? Intanto Paolo I è benissimo disposto per noi, ed ella troverà in Kolytchev un grand' appoggio. Il Papa

¹ Le bref du 7 mars 1801 (*Bull. rom. continuatio*, t. XI, p. 106).

avrà il merito di essersi ricusato a sgombrare dall' Ordine le Lingue di Spagna, ad onta delle forze di Labrador.

P. S. — Le mando a sigillo volante la mia lettera all' abbate Bernier.

(Cultes, Arch. de Caprara).

337. — Consalvi à Spina.

Roma, 14 marzo 1801.

Oggi, che è il giorno anniversario della elezione felicissima di Nostro Signore, con giubilo di tutti i buoni si è celebrata sì fausta ricorrenza, e la Real Arciduchessa Marianna ha assistito alla cappella di palazzo, che si fa a tal fine.

È uscito alla stampa, dopo infiniti contrasti, il motu proprio di libero commercio, anche su tutti gli oggetti di grascia, e si comincerà ad eseguire ai 30 del mese corrente. Ne accludo un esemplare, credendo che possa farle piacere.

La pace di Napoli non si farà più in Firenze, ma in Parigi. Questo ritardo non giova a questo Stato, il quale intanto non vede effettivamente evacuare le sue città dalle truppe francesi, benchè vi si siano certamente diminuite. Il dispendio, che n' è necessaria conseguenza, è veramente superiore alle sue forze.

L'aiutante Beaumont, che è ispettore della esecuzione dell' armistizio, è ancora in Napoli ¹, e dicesi che passerà anche in Palermo. Un qualche accidente gli occorre al passeggio, dove alcuni popolari con cattivi modi lo abbordarono, obbligandolo a gridare « Viva il re »; al che aveva risposto che lo rispettava molto, ma che non si credeva in obbligo di ubbidire ad essi. Nel vedersi più attorniare, sfoderò la spada, e così si disperse la turba. La corte ha fatto cercare gli assalitori per punirli.

Vanno giungendo a Roma diversi generali francesi, e poi ne ripartono per la Toscana, la quale rigurgita di truppe, contando che vi siano circa trenta mila uomini ².

¹ L'officier Beaumont, aide de camp de Murat, était parti de Rome pour Naples le 24 février.

² Ce chiffre est exagéré. Les renforts détachés de l'armée d'Italie, ne devaient grossir le corps de Murat que d'environ 12,000 hommes: ils avaient commencé à paraître à Florence le 5 mars et devaient ajouter à l'ancien Corps d'observation deux nouvelles divisions sous Watrin et Monnier, avec une avant-garde commandée par Soult.

Questa capitale, in grazia del libero commercio, non manca di grani e di olio, e i prezzi non sono altissimi come negli altri Stati. Ma nelle provincie, dove il libero commercio non si è introdotto, per la insurrezione delle popolazioni, non essendovi la forza del principato che le reprima, e dove la truppa estera consuma tanto, si manca affatto di grano, e si va incontro ad una orribile carestia, riconoscendosi impossibile di andare innanzi fino alla nuova raccolta, senza poi contare la quotidiana remissione orribile delle pubbliche casse, che supera ogni idea.

(Cultes, *Arch. de Caprara*).

338. — Exposé par Di Pietro.

[Rome, vers le 17 mars 1801].

Notizie ricavate dai dispacci di Mgor Spina, e relative all' oggetto della trattativa.

Quattro interi mesi ha impiegati Mgor Spina, arcivescovo di Corinto, per trattare col governo francese dell' importantissimo affare di ristabilire la cattolica religione in Francia. Sono molte, voluminose, intralciate le memorie, le lettere, le riflessioni, che sonosi reciprocamente comunicate tra esso e la persona incaricata dal governo a questa negoziazione. Molti piani ancora si sono formati da una parte e dall' altra; ma quanto alle prime mosse potea sembrare che il cammino fosse spedito e celere, tanto nel progresso del viaggio s' incontrarono difficoltà, intoppi, e s' incararono ogni giorno più le petizioni, e si ritrattarono le sperate felicitazioni. Si è passato anche a minaccie, e minaccie forti, se non si acconsentiva subito al volere di chi ha in mani la forza. Stretto Mgor Spina da tante presssure, ma fermo insieme di non acconsentire a veruna istanza senza esserne autorizzato da Nostro Signore, domandò il passaporto per spedire un corriere a Roma, e informare Sua Santità. Gli fu promesso: ne ripeté più volte l'istanza; ma ora con un pretesto, ora con un altro, non poté mai ottenere quel che bramava. In questo intervallo di tempo, cioè a dire il dì 21 febbrajo, gli fu rimessa una lettera forte e risoluta del ministro delle relazioni estere, insieme ad un nuovo progetto di « convenzione » fra Sua San-

tità e il governo francese, n° I, ed altro progetto di bolla, colla quale pretendevasi che detta convenzione fosse confermata e pubblicata. Di tutto il lavoro passato, di qualche articolo che pur si era imbastito non ne fu più fatta parola, e si richiedeva inoltre a Mgor Spina, nella detta lettera del ministro, che approvasse subito questo nuovo ed inaspettato progetto colla sua sottoscrizione : lo che egli ricusò costantemente, come privo di facoltà per prestarsi ad un tal atto.

In vista delle circostanze, e dopo matura riflessione, giudicò Mgor Spina che non convenisse il dare una risposta decisamente negativa, la quale poteva produrre delle pessime conseguenze, e prese quindi il partito di assicurare con termini generali il ministro, che dal canto suo avrebbe fatto il possibile, acciò i desideri del governo restassero soddisfatti. Il ministro non si mostrò niente contento di questa risposta ; ma, alla fine, si contentò che si spedisse il corriere, già da tanto tempo richiesto da Mgor Spina, e quindi gliene rilasciò il passaporto...¹

Due cose inculca singolarmente Mgor Spina nella maniera la più energica : sollecitudine e segretezza, senza di che potrebbe giustamente temersi disgustosissime conseguenze. Per ottenere l'una e l'altra ha creduto il patriarca di Gerusalemme, con intesa di Nostro Signore, di formare due altri piani di convenzione, o sia di concordato.

Il primo lo ha composto di vari pezzi, di espressioni, fogli, dispacci e memorie, che sono passate tra il prelato Mgor Spina e chi era incaricato dal governo a trattare con lui di quell' affare. Avendo riunite tutte le nozioni, che risultano dalla mole delle carte che sono state qui spedite, ha potuto il segretario formare un progetto, che nel tutto insieme, *mutatis mutandis*, può servire di lume a chi sarà consultato da Sua Santità, e può anco sperarsi che non sia rigettato in Francia. E si troverà qui annesso n° II.

Il secondo, lo ha formato coerente al primo, ma lasciando però correre un poco più la penna. Quanto era giusto, che nel

¹ Mgr Di Pietro commence ici à analyser les principaux articles du Projet V. Comme il se borne à reproduire les explications, et même le plus souvent les expressions de Spina, surtout dans ses lettres particulières du 25 février (pièces n°s 304 et 306), il a paru inutile de publier cette partie de l'Exposé.

primo seguisse servilmente quelle tracce che ha trovate segnate nell' anzidette carte, e che in sostanza sono l'estratto di ciò che si può, o non si può ottenere dall' attuale governo francese, tanto poi in questo secondo ha creduto di contemplare le regole canoniche, le massime della Sede Apostolica, la dignità pontificia, e il vero bene della Francia. Si protesta però, che non ha stesa la sua vista sopra tutto quello che si potrebbe desiderare. Il desiderio stenderebbe più oltre gli articoli e le espressioni del concordato ; ma quando il desiderio è inutile, bisogna limitarlo a cercare quel bene che si può, purchè questo bene non si compri al prezzo di sacrificare la verità, la massima, la dottrina, la dignità della Santa Sede. Questo secondo piano è qui inserto n° III. ¹

Qualunque siasi, l'uno e l'altro lavoro, che ha egli fatto, servirà sempre per scorta a chi sarà consultato da Sua Santità, per mettere in confronto ciascuno degli articoli de' tre divisati piani, e scegliere o moderare quello e quelli che parerà alla saviezza e dottrina de' consultori.

(Pap. du card. Carandini).

339. — Ghislieri à Colloredo.

Rome, 21 mars 1801.

Tandis que la cour de Naples, induite en erreur par l'expression peu exacte de l'article X de sa convention d'armistice, où il est dit : « L'armistice sera de trente jours en s'avertissant dix jours avant la reprise des hostilités », se croyait au repos, du moins pour quarante jours, le général en chef Murat lui a dédit brusquement l'armistice le 10 du courant, en déclarant qu'il allait marcher le 20 sur Naples. Et c'est pour appuyer par le fait une pareille déclaration, qu'il a déjà mis en mouvement son corps d'armée, que son avant-garde forte de cinq mille hommes est déjà entrée à Péugia le 18, et que dix mille rations viennent d'être ordonnées à Foligno. A travers pourtant de toutes ces dé-

¹ Le premier de ces deux contre-projets de Di Pietro n'a pas été retrouvé. Nous donnons plus loin (pièce n° 349) le texte de l'autre, mais tel qu'il est sorti des discussions de la Petite congrégation, qui a pu y introduire quelques changements.

monstrations hostiles, on voit clairement que la véritable intention des Français n'est pas d'occuper le royaume de Naples par la force, mais bien de profiter de l'embarras où se trouve cette cour là, pour lui imposer des conditions plus dures, et lui vendre bien plus cher et l'armistice et le traité de paix. En effet, pour la prolongation de l'armistice pour quelques semaines, on parle déjà de quelques millions de *ducati*, et de la cession de Gaëta et de Pescara. Et la médiation du ministre de Russie à Naples, M. d'Italinsky, qui s'est rendu en toute diligence mercredi passé (18 mars) à Florence pour arrêter la marche hostile des Français ¹, acheminera sans doute une nouvelle convention d'armistice, mais n'en rendra sûrement pas moins onéreuses les conditions.

Même les vicissitudes qu'essuient les négociations de la cour de Naples à Paris influent beaucoup à rendre dans le moment sa position plus embarrassante. Par les lettres du 4 de Paris, on avait su que le Premier Consul, se refusant à toute négociation avec le marquis de Gallo, allait expédier en Italie le ci-devant ambassadeur français à Madrid, Alquier, avec les pleins pouvoirs nécessaires pour conclure la paix définitive avec S. M. Sicilienne. Et les lettres du 7 ² mandent que l'arrivée de M. de Kolytchev à Paris avait changé sur cet objet là, l'état des choses, et que Bonaparte consent à traiter à Paris la paix avec le

¹ Murat lui avait adressé, de Foligno le 16 février, une lettre dont le modèle était venu de Paris (cf. *Corr. de Nap.*, n° 5337). Après avoir présenté les conditions d'armistice exigées alors de M. de Damas comme étant d'un intérêt commun pour la France et la Russie, Murat était chargé de dire : « Le P. Consul ne peut douter que [ces conditions] n'aient l'assentiment entier de votre cour, et je suis particulièrement dans la persuasion que vous serez empressé d'user de votre influence, pour déterminer le gouvernement napolitain à détourner les nouveaux malheurs qui le menacent, par une prompte et complète accession aux propositions qui lui sont faites. Permettez que je m'applaudisse d'avoir eu cette occasion d'entrer en rapport avec vous.. » — M. d'Italinsky, comme M. de Kolytchev, appartenait à l'école des diplomates russes qui haïssaient la Révolution française ; il s'était donc rangé du parti de la cour Sicilienne. Déjà il avait pris sur lui de suspendre le départ du corps russe stationné à Naples, et qui était rappelé par Paul I^{er} ; il s'était rendu de Palerme à Naples, pour s'aboucher avec l'officier Beaumont. Ce fut là qu'il apprit l'insuccès des premiers entretiens de M. de Gallo à Paris, et la dénonciation de l'armistice notifiée par Murat à M. de Micheroux. Ces graves nouvelles venaient de le décider à se rendre à Florence.

² Voir p. 78, note 1.

roi de Naples sous la médiation de la Russie, pourvu que le marquis de Gallo soit muni de pleins pouvoirs encore plus étendus ; ce qui a été l'objet de l'expédition d'un courrier de Paris à Naples, qui a passé hier (20 mars) par ici en toute diligence. En attendant le dénouement de cette négociation décisive, Murat, d'après le système qu'ont les Français d'appuyer toujours leurs négociations politiques par des démonstrations hostiles, continuera dans ses menaces, et n'en cessera pas avant d'avoir assuré, par un nouvel armistice, des nouveaux secours aux besoins toujours renaissants de son armée, et de s'être emparé des deux clefs du royaume, Gaëta et Pescara.

L'apparition d'une escadre anglaise, commandée par le chev. Warren, à la vue d'Ischia, et l'inaction de la flotte française dans la Méditerranée, que les Anglais tiennent toujours bloquée dans le port de Toulon¹, empêcheront sans doute aux Français de tirer de l'occupation des ports du royaume de Naples tout le profit qu'ils en espèrent pour faciliter l'envoi de nouvelles troupes en Egypte, où les Anglais devraient avoir effectué à cette heure leur débarquement, puisque on a ici des rapports que lord Keith a été rencontré avec la flotte, le 22 de février, faisant route pour la baie d'Aboukir². Mais l'embarras n'en sera pas moindre pour la cour de Naples, qui n'en sera pas moins obligée à accueillir dans ses ports des garnisons françaises, et à les y nourrir jusqu'à la paix de la France avec les Anglais.

Dans cet état des choses, le Pape qui voit, malgré les sacrifices immenses qu'il a faits pour s'en délivrer, les troupes françaises inonder de nouveau ses Etats, ne peut en être que très inquiet. Et son inquiétude est augmentée de beaucoup par les instances très pressantes qu'un Français, arrivé ici avec des lettres de recommandation du général Murat, nommé Gérard, et d'autres protégés également par les Français ne cessent de faire, pour que les ventes faites du temps de la soi-disante République romaine

¹ L'amiral Ganteaume était au-dessous de la tâche qui lui était assignée, tâche considérable puisque le succès de cette expédition pouvait décider du sort de l'Egypte et par suite de la paix entre la France et l'Angleterre. Ganteaume, après avoir réussi à s'échapper de Brest le 23 janvier et à entrer dans la Méditerranée, était venu se réfugier à Toulon le 19 février. Menacé par l'escadre anglaise de Warren, d'un blocus qui n'était pas commencé, il venait de mettre à la voile le 19 mars : cette sortie n'était pas encore connue à Rome.

² Il y avait jeté l'ancre le 2 mars.

des biens nationaux, soient sanctionnées par le Pape, et pour que les dettes de la République soient payées par la Chambre apostolique ; ce qui ne peut pas avoir lieu sans la destruction totale de toutes les fondations religieuses, et sans la ruine entière de tout l'Etat ecclésiastique. La nomination que le Premier Consul vient de faire du cit. Cacault, pour venir à Rome et y reprendre les fonctions de chargé des affaires de la République française, qu'il exerça du temps de Pie VI d'abord après la paix de Tolentino, prouve sans doute que Bonaparte n'a pas des vues hostiles sur Rome. Mais, outre que les instructions données à Cacault (qui doit à cette heure être déjà parti de Paris) lui défendent de déployer ici aucun caractère public, avant que les affaires ecclésiastiques soient arrangées en France et que le prélat Spina ou quelqu'autre à sa place déploie à Paris le caractère de ministre du Pape, il est toujours à craindre que le retour de Cacault ne réveille dans la populace de Rome cet esprit de vengeance contre les Français, dont il fut lui aussi autrefois presque victime...

Le prélat Caleppi, que le Pape a jugé à propos d'envoyer de nouveau auprès du général Murat pour lui faire sentir raison sur l'affaire des biens nationaux vendus, et des dettes de la soi-disante République romaine, doit déjà être dans ce moment-ci à Florence, y augmenter le nombre des diplomates qui cherchent en vain par des belles phrases de gagner des gens, qui ordinairement ne connaissent que la loi du plus fort...

(Arch. de Vienne).

340. - Consalvi à Spina.

Roma, 21 marzo 1801.

In questo felice giorno anniversario della incoronazione di Nostro Signore, si è fatta la solita cappella per la conservazione della sua preziosa salute. Ieri però, alla solita distribuzione del paolo a testa ai poveri, questi, nell' aprire la porta dell' ingresso, si affollarono sì violentemente, che essendo sopra i trenta mila, ce ne rimasero diciannove uccisi dalla calca, ed alcuni altri furono assai malconci.

Questo Stato è in una terribile agitazione per il nuovo ingres-

so, ed assai più numeroso, delle truppe francesi. La totale mancanza dei viveri, e specialmente dei foraggi, mette alla disperazione le popolazioni intere. Tale nuovo ingresso è l'effetto della disdetta dell' armistizio fatta dai Francesi al re di Napoli, essendo scorso il mese. La regia corte ha spedito a Firenze il ministro russo, per ottenere delle facilitazioni. Questo oggetto di rendere questa nuova venuta nello Stato men gravosa che sia possibile, ha determinata una nuova gita di Mgor Caleppi a Firenze, per dove si direbbe ieri l'altro. Si sta in somma smania che le cose di Napoli si accomodino; il che accadendo si respirerà qui un poco da tante spese, che adesso sono eccessive.

Si aspetta anche qui in Roma il ministro Alquier, che il Primo Console ha incaricato di trattare definitivamente la pace di Napoli.

Si è messo fuori il motu proprio di libero commercio per tutti gli oggetti di grascia ¹, ed ora è per uscire l'altro sul nuovo regolamento delle pubbliche imposizioni. Sua Santità, stretta da necessità e circostanze imperiose, anche in sì critici momenti è forzata ad operazioni, che darebbero da pensare anche nei più tranquilli tempi.

(Cultes, Arch. de Caprara).

341. — Consalvi à Spina.

(en chiffres)

Roma, 21 marzo 1801.

Rispondo prima di tutto alle varie cose alle quali mi chiamano i suoi numeri 37, 38, 39, 40 ², che sono gli ultimi che ho ricevuti.

Ed incominciando dal 37, le dico che nella risposta da lei data al Primo Console sull' articolo fruttato che la Santa Sede ritrae, a suo credere, dalla Spagna e dal Portogallo, immagino che non solo ella avrà mostrato la erogazione di tal denaro nei bisogni della Chiesa universale e della religione, come mi accenna, ma anche avrà esposto il falso supposto della grandezza

¹ Cet édit porte la date du 11 mars : celui sur les impôts est daté du 19 (Bull. rom. contin., t. XI, p. 109 et 129).

² Pièces nos 308 et s.; 311 et s. Consalvi avait également reçu la dépêche n° 41 (cf. pièce n° 345).

di queste somme, facendo anzi constare della loro modicità, inferiore alla stessa erogazione attiva. Col ritorno di Livio manderò il libro dell' abbate Marchetti, eccellente su tale assunto.

Circa la truppa, abbiamo già messi in piedi da mille e duecento uomini. Se ne vogliono mettere su quattro mila, come dice il Primo Console; ma non vi è denaro come pagare. Se non abbiamo le Legazioni, *et quidem* tutte tre, è impossibile di sussistere.

Circa il cardinale Maury, si è fatto sentirgli che sia misurato e prudente.

¹ Ma ella faccia intendere che è impossibile mettere una qualifica dove per natura non è certamente la principale. Si farà dopo il concordato, che, a tenore del desiderio del Primo Console, l'esecutore sia una persona di dignità, cioè un cardinale. Ella può farlo intendere, se si arriva a convenirci, come si spera certamente. Circa la scelta di M. Cacault, Nostro Signore ne ha provato tutto il piacere.

Circa il contenere i malintenzionati, ella faccia intendere che se non si lascia la libertà a Nostro Signore di non riammettere (intendo per ora) i più *affichés* nella rivoluzione, che sono odiosissimi al popolo, e sono tutte persone di pessimo carattere, non si otterrà ciò che si fortemente inculca il Primo Console, cioè di badare alla tranquillità interna, e tenere a freno i cattivi. A cose più quiete si riammetteranno anche essi, come si sono ammessi in genere quasi tutti per effetto del perdono accordato.

Circa i beni nazionali, è finalmente venuto il maggiore Gérard. Egli, per cui mi chiese il passaporto lo stesso generale Murat quando fu a Foligno, trovò impensatamente nello stesso generale un divieto a venire a Roma. Fu detto da alcuni, che io crederò maliziosi, voler il generale fare lui stesso il profitto, e perciò avere scartato Gérard, che era semplice agente di ambasciatore di Francia de' Francesi acquirenti. Di fatto si disse che Murat aveva fatto fare un foglio, sottoscritto da tutti gli acqui-

¹ On a vu (p. 68) que le P. Consul avait exprimé le désir d'avoir à Paris un personnage romain, cumulant les fonctions de légat et celles de ministre plénipotentiaire. Consalvi parait répondre qu'on ne peut donner le titre de ministre à un légat. — Il y a sans doute ici une lacune, qui se sera produite dans la dépêche de Consalvi pendant le travail de la mise en chiffres.

renti, che gli davano un sette e mezzo per cento per il suo appoggio. Ora all' improvviso Gérard è venuto a Roma con lettere dello stesso generale Murat; sicchè è da credere che si saranno accomodati fra loro. Questo Gérard è uomo furbissimo: ha incominciato la trattativa, e francamente spaccia i suoi principali per veri proprietari, e fa sentire appoggi, e minaccia; ma in fondo io capisco che rende più fumo che sostanza. Ella parli pure con Haller; ma più per non mostrare di non far conto del suggerimento del ministro Talleyrand, che per trattare. La trattativa, la faremo noi qui; ma bisogna che ella ci faccia il buon letto costì e fuori. Ecco la massima equissima e giustissima: le alienazioni in genere non si vogliono sostenere; ma si vogliono dare dei compensi, ossia indennizzare, sotto però un giusto esame, gli acquirenti che hanno un giusto titolo delle somme per cui ci provano l'acquisto. Il Papa potrebbe negare tutto, perchè il diritto della prima conquista è svanito con quello dei secondi conquistatori, dai quali oggi il Papa ha causa. Dunque il titolo manca; ma pure il Papa esaminerà con equità canonica gli acquisti, e si aggiusterà con quelli che hanno titoli meritevoli di riguardo. Se si pretende di più, si dica pure che si vuole lasciare il Papa ignudo, ed in tale caso rinunzierà al suo trono, non potendovi sedere.

Peggio è poi circa i creditori, che nemmeno sono possessori di fondi nazionali. Il solo sig. Cavagnari, che vanta la protezione del Primo Console, si fa creditore di un milione e trecento mila piastre, e dice che si accomoderà. Veda se in simil somma ci entra accomodamento. Egli è creditore della Repubblica romana, di cui il Papa non è successore: il suo debitore, per sua disgrazia, è fallito prima di pagarlo. Se si apre la porta anche ai soli creditori, siamo perduti.

Vengo al caso particolare dell'abbazia di Chiaravalle. Questa fu venduta dalla Repubblica a Perillier e Duveyrier. I Russi poi la conquistarono, e l'hanno tenuta fino a mezzo febbraio. Le mie istanze a Pietroburgo hanno prodotto, che Paolo I l'ha resa al Papa in tutto e per tutto, fino ordinando che gli si rendano i frutti percetti. Ora, avendola ripresa Mgor Vidoni, sono usciti fuori i due Francesi indicati, e pretendono che la restituzione di Paolo I si limiti alla sola sovranità (il che l'annessa copia

del di lui dispaccio dimostra falsissimo), ed inoltre pretendono con sofismi di essere ancora possessori; onde che, finchè si decida fra i due governi, essi debbano amministrare i poteri. Siccome il Duveyrier è tribuno o senatore¹, dicono che possa molto; così ella sia prevenuta, perchè i due Francesi hanno già spedito un corriere. Su questo affare di Chiaravalle nemmeno potremo accomodarci, perchè il ministro russo ha scritto a favor nostro a Paolo I, e dice che questi garantirà al Papa il suo dono, effetto della conquista sua. Ella ne parli a Kolytchev; ed acciò ben ella sappia la cosa, le accludo ancora la protesta dei Francesi e la nostra risposta. In somma, noi terremo fermo dove si deve, cioè nella conservazione de' fondi, e daremo qualche equitativa indennizzazione. Ella faccia gradire questa massima, ma con dignità, e mostrando decisa fermezza, ed onesta condiscendenza a un tempo.

Circa il grande affare del concordato, la Piccola congregazione, cioè Antonelli, Gerdil e Carandini, ha già fatte due sessioni, e dimani farà la terza, in cui compirà il progetto riformato². Subito si passerà alla congregazione Grande, che sarà di [dodici] cardinali, compresi i tre, e di Mgor Di Pietro segretario³. Si farà più presto che si potrà, e si rispedirà Livio col piano sottoscritto, che sarà tutto quello a cui si potrà arrivare, facendo vedere la buona e pronta volontà al Primo Console, a cui scriverà Sua Santità stessa. Io riscriverò all' abbate Bernier e a lei. Intanto ella può andar pur dicendo, che il Santo Padre si affretta moltissimo, e che gli si fa sperare una risposta sollecita. Dica pure che il desiderio del Santo Padre di combinare le cose è veramente grandissimo.

Circa il temporale, le si manderanno con Livio le facoltà

¹ Duveyrier était membre du Tribunat. Ses réclamations allaient se prolonger pendant plusieurs années.

² Les mots « progetto riformato » désignent ici le contre-projet romain. On a vu que, dans un autre sens, ces mots s'appliquaient aux variantes de Bernier (pièce n° 305). Avec un peu d'attention il sera facile d'être en garde contre cette équivoque.

³ Di Pietro écrivait à Spina, le 21 mars : «.. Ella può ben immaginare che da me non si sta in ozio, e deve quindi compatirmi se non scrivo di pugno. Desidero che la di lei missione abbia un esito pienamente conforme ai comuni voti, e desidero altresì di presto abbracciarla in unione del nostro R. Caselli, cui la prego consegnare la qui annessa lettera... » (Arch. du Vatican).

ossia il pien potere, ben inteso per altro di non fare cessioni a perdita, ma al più a permuta. Se il Papa ha detto di nò all' Imperatore per le Legazioni, non può dire di sì ai Francesi. Può soffrire la perdita, ma non si può esigere il consenso, e così [per] Avignone, etc. Un compenso di questo potrebbe essere al di là di Ferrara, verso il Polesine, ed anche altrove. Si raccomandi a Kolytchev, che è incaricato di favorirci.

Le confiderò qui una cosa, ed è, che si è dal Papa condisceso a ripristinare i Gesuiti in Russia (e non fuori), a petizione caldissima di Paolo I; ma badi che per ora non si sappia, e molto meno dalla Spagna. Ora è certo che Paolo I lo gradirà assai, e si sbraccierà per noi per le Legazioni. Egli di più ha consentito che si mandi uno, che prima starà in privato, e tratti l'affare di Malta, per conciliarlo colle regole religiose, e poi conciliato che sia, spiegherà carattere. Si manda Mgor Della Genga, ma per ora faccia ancora questo [segreto]. Sappia che prima di tutto ciò, Paolo I ha scritto al Papa, invitandolo a casa sua, e caricandosi di ogni spesa, se per i Francesi dovesse fuggire. Ora immagini cosa farà dopo tali cose di sua soddisfazione. Quest' invito può dirlo, se lo crede, per mostrare che si ha appoggi.

Circa Benevento e Ponte Corvo, badi bene che con l'appoggio di Kolytchev la corte di Napoli non l'ottenga dal Primo Console. Faccia sentire la finzione con renderci il solo dominio utile, riserbandosi quasi tutta la sovranità, e così si è illuso a Paolo I. Alle tante memorie da me date su di ciò, la corte di Napoli mai ha risposto, ed intanto colà essa recluta e comanda, e ci tiene truppa fissa, e con decreto dei 7 ottobre si è riserbato l'alto dominio, facendo divenire il Papa un semplice barone del regno. Spesso il Papa è stato al procinto di richiamare il governatore, e così scoprire al mondo la falsità della restituzione.

Circa il Cte di Cobenzl, egli è sempre colla speranza di riacquistare le Legazioni, per la qual cosa ama meglio che le abbia ora la Cisalpina che il Papa: onde non gli si scopra molto; ma solo ne faccia caso fino al punto, che basti a togliere un' offensione che non si faccia conto dell' Austria.

Anche col cav. Azara si assicuri bene prima di tutto aprirsi; ma faccia pure con lui francamente la petizione delle Legazioni. Delle cose di Russia non gli dica niente. Sappia che la Spagna

ha qui chiesta la divisione delle Lingue spagnole ; il che, se il caso lo esigerà, si potrà dire a Kolytchev, per essere difesi da un' animosità della Spagna ; e se ella crede che si giovi il dirglielo adesso, lo faccia. purchè però si accerti del suo segreto, onde non comprometterci con il Re Cattolico.

Al sig. Alquier, se verrà, si faranno tutte le attenzioni.

Circa le cose di Napoli, ora che Gallo per mezzo di Kolytchev ha ottenuto di spedire il corriere e forse di rimanere, [esse] prenderanno migliore piega. Intanto però siamo qui rovinati per la cessazione dell' armistizio, e per conseguenza per l'avanzamento dell' armata di Murat, che per patto di un secondo armistizio chiede di occupare le quattro provincie del regno sull' Adriatico, ed altre gravi condizioni. Il generale Acton ha spedito a Firenze il ministro russo, per avere il men male possibile. Sono persuaso che le truppe passeranno, per entrare nel regno solo, scansando Roma. La mancanza dei denari e dei viveri, specialmente dei foraggi, mette lo Stato alla vera disperazione. Per evacuare lo Stato, eccetto Ancona, demmo al generale Murat settanta mila scudi, compresi certi piccoli magazzini di Ancona ; ma non ci si è tenuta parola, ed ora anzi la truppa si accresce. Finirò con dire, che non manca qualche voce e qualche indizio¹ che vi sia una occulta trama, e vi è chi scrive da Firenze che si medita un colpo contro lo Stato. I patrioti, che ora corrono quà in folla, rialzano il capo, e molti segni danno, a dir vero, da pensare. Non si capisce come, un mese fa, il generale Murat disse che non voleva che venissero qui i patrioti rifugiati, ed ora si fanno tornare tutti con i loro passaporti² ; e l'assicuro che tornano i più infami. Ma ciò non ostante, non sò indurmi a credere, nè temere alcun disastro volontario per parte dei Francesi. Qualcuno sospetta che per venire a Roma, malgrado le promesse, vogliono farci nascere bugia, e venire a sedare, e difenderci ; ma io non saprei veder la causa a delinquere.

¹ Voir la pièce n° 346.

² Ordre du jour ; Florence, le 13 ventôse : 4 mars. «.. Tous les réfugiés romains qui peuvent se trouver à la suite de l'armée et en Toscane, sont prévenus qu'ils peuvent rentrer dans leur patrie. Ils s'adresseront au chef de l'état-major général de l'armée, qui leur délivrera des passeports, et ils devront quitter Florence ou les autres villes de la Toscane quatre jours après que cet ordre aura été affiché. »

Finalmente le dirò, che Visconti da Parigi ha fatto chiedere ufficialmente la restituzione dei suoi beni patrimoniali, e nazionali acquistati. I primi gli si renderanno subito, ma i secondi devono entrare nella decisione generale; mentre sarebbe dare un pessimo esempio, tanto più che egli non li ha acquistati a titolo oneroso: onde lo sappia per aiutare in caso di bisogno. Intanto, noi negheremo la restituzione di essi con buone ragioni e dolci frasi.

Per le Legazioni, può fare anche riflettere, che l'Imperatore, non potendole avere per sè, sarà sempre più contento che le abbia la Cisalpina, piuttosto che il Papa, perchè conoscerà che in caso di variate vicende, più facilmente le può togliere dalle mani cisalpine che dalle pontificie; sicchè chi ha interesse che non le abbia l'Imperatore (come appunto lo ha la Francia) deve piuttosto far questa giusta ed utile restituzione.

Abbiamo rimandato Mgor Caleppi a Firenze, per avere uno al fianco del generale Murat per tanti oggetti che capitano alla giornata, e consultare insieme gli andamenti delle cose.

P. S. — Dimenticai rimetterle nel decorso ordinario le note tre per codesto ministro. Gliel'accludo oggi, ma sole due di numero, sembrandomi ciò sufficiente.

(Cultes, *Arch. de Caprara*).

342. — Caleppi a Consalvi.

Firenze, 21 marzo 1801.

..Ieri (20 corrente), alle 23, arrivai a Firenze, benchè contrariato per tutta la notte antecedente da divotissima pioggia. Il sig. cav. Italinsky non è arrivato che questa mattina, dopo le 13. Poco dopo l'ora di notte, passai dal sig. generale Murat, da cui ricevetti le solite non equivoche dimostrazioni di quella stima ed amicizia, che gli ha ispirata per me la fiducia della quale mi onorano la Santità di N. S. e V. Em.: ed io mancherei troppo al mio dovere, se la lasciassi ignorar la rispettosa riconoscenza, con cui egli corrispose alle assicurazioni della benignità del Santo Padre, non meno che alla di lei amicizia. Mi parlò con vera effusione di cuore del bellissimo quadro, che aveva già ricevuto, e di cui conosceva benissimo i prezzi e la rarità; ag-

giungendo, che siccome niuna cosa al mondo poteva fargli dimenticare le tante prove della bontà della Santità Sua verso di lui, così sperava ancor egli dal canto suo di poterle dimostrare coi fatti, quanto ne sia veramente penetrato.

Passando poi agli affari, riconobbi ben tosto che l'Em. V. non si era punto ingannata nell' attribuire le nuove marcie delle truppe francesi nello Stato pontificio, al momento in cui era per spirare l'armistizio col re di Napoli, e all' intenzione di profittare di un tal momento per rincarirne le condizioni. Infatti mi disse egli, il generale, di aver avuto ordine dal Primo Console di chieder dal re il passaggio per dodici mila uomini, coll' abbandono di quella parte di paese che circonda il golfo di Taranto, affine di mantenersi con ciò aperta e sicura una comunicazione per le spedizioni da farsi in Egitto : onde in qualunque ipotesi, o di pace, o di guerra con Napoli, le truppe francesi vi anderranno ; colla sola differenza, che nel primo caso si limiteranno a dodici mila da dovere sfilare a poco a poco, e in distanza dalla capitale, laddove nel secondo caso, cioè in quello di guerra, il numero delle truppe sarà molto maggiore, perchè proporzionato alla conquista del regno. Aggiunse però, che per qualunque di detti casi, gli erano stati rinnovati gli ordini più precisi di dover usare i maggiori riguardi verso il Santo Padre e verso il suo Stato, e che perciò, sebbene le regole di guerra esigessero di dover mandare una colonna di truppe anche dalla parte di Roma, non avrebbero ciò nonostante oltrepassato Terni, prendendo di là la via di Rieti ; e che perchè fossero di minor aggravio agli Stati e ai sudditi di Sua Santità, aveva già fatto inoltrare una quantità di biscotto, e di foraggio per la cavalleria, da poter bastare per la loro marcia fino ai confini del regno.

Spero che V. Em. sarà persuasa della sorpresa, che io dovetti manifestare a questa comunicazione amichevole del sig. generale, e che, sebbene non lasciai di esprimergli la dovuta riconoscenza verso il governo francese, per i nuovi ordini ch'egli veniva di ricevere rispetto allo Stato pontificio, non manca, ciò nonostante, di rilevare i nuovi grandissimi danni che lo Stato medesimo avrebbe sofferti in qualunque delle suddette ipotesi, e conseguentemente il massimo rincrescimento che avrebbe dovuto provarne la Santità Sua. Nel tempo stesso però, vedendo

pur troppo l'impossibilità di declinare il torrente, dovetti restringermi a insistere per tutte quelle prevenzioni, e intelligenze amichevoli, colle quali si fosse potuto diminuirne almeno il guasto maggiore; su di che mi diede egli le più soddisfacenti assicurazioni.

Si passò quindi a parlare di Benevento e Ponte Corvo, su di che il generale mi ripeté che avrebbe esatta con un articolo del nuovo armistizio l'intera loro evacuazione; ma riflettendo io che un tal articolo, oltre al rincrescere al re di Napoli, avrebbe anche potuto dispiacere all'imperatore di Russia e al cav. Italinsky, di lui ministro, divenuto mediatore fra il governo francese e la corte di Napoli, quasi che da noi si cercasse cosa, che rincarendo le condizioni, avesse a difficolare la rinnovazione del suddetto armistizio, credetti più opportuno al buon servizio della Santa Sede, di proporre al sig. generale un espediente, col quale, senza rinunziare alle ottime di lui disposizioni, si procurasse un protettore di più al nostro intento. Gli dissi dunque, che aspettandosi a momenti il cav. Italinsky, mi sarei aperto con lui su questo proposito, facendogli travedere le buone disposizioni del sig. generale, e nel tempo stesso la nostra intenzione di non profittarne, qualora esso cav. mi promettesse di trattare efficacemente di questo affare a nome della sua corte con quella di Napoli. Piacque il pensiero al sig. generale, trovandolo ugualmente delicato che proprio a riempire tutte le viste del Santo Padre; e questa mattina, essendomi portato poco dopo il suo arrivo dal cav. Italinsky (che da molto tempo conosco, e a cui non avevo lasciato di partecipare a Napoli e in Sicilia, quanto mi era accaduto col cav. Acton sullo stesso proposito di Benevento), mi sono anche aperto con lui sul medesimo emergente, esponendogli quanto si è passato finora coll' Em. V., e quanto facile ci potrebbe esser ora l'ottenerne una compiuta soddisfazione, se un giusto riguardo verso il di lui sovrano non ci ritenesse dal chiederla. Ha egli infinitamente gradito una maniera così generosa di pensare del Santo Padre, e, pregandomi di non ricorrere ad altri mezzi, mi ha espressamente assicurato che se ne farà carico, tanto colla corte di Napoli, quanto coll' imperatore, suo proprio sovrano, dal quale mi ha similmente assicurato, ch' erano stati dati ordini positivi al di lui mi-

nistro, di secondare presso il governo francese le premure del Santo Padre.

Fra poco, il suddetto ministro insieme col cav. Micheroux si renderanno dal generale Murat; ed io aggiungerò in appresso quanto mi riuscirà di sapere sull'esito del loro congresso¹. Intanto, lusingandomi di aver interpretate, nella condotta da me tenuta finora, le supreme intenzioni della Santità Sua, e quelle dell'Em. V., colla più profonda venerazione m'inchino, etc.

(Arch. du Vatican).

343. — Ghislieri à Colloredo.

Rome, 28 mars 1801.

A la suite des négociations très animées entre le général en chef Murat et les plénipotentiaires napolitains, qui ont donné lieu, surtout dans la semaine passée, à plusieurs expéditions de Florence à Naples et de Naples à Florence, on vient de signer une nouvelle prolongation d'armistice ². Mais, si cette convention

¹ Le lendemain, 22 mars, Caleppi mandait en effet à Consalvi : «... Questa mattina adunque il generale Murat mi ha comunicata più in dettaglio la conferenza, della quale ho parlato a V. Em. col mio dispaccio di ieri, dicendomi di veder le cose disposte piuttosto per la guerra che per la pace; nel qual caso ha soggiunto di esservi già state molte offerte per una nuova rivoluzione in Napoli, e che il re perderebbe sicuramente il regno, *et sans retour*. Mi sono anche avveduto senza equivoco, che il generale non è molto contento del cav. Italinsky, credendolo unito ad Acton, da cui si ripete la condotta poco leale, che anche in questi momenti si continua a tenere dalla corte di Napoli, per non distaccarsi dagli Inglesi. All'incontro poi si mostra soddisfatto del cav. Micheroux, alle di cui lagrime, più che alla interposizione del ministro russo, dice di aver accordato che le truppe non entreranno nel regno prima dei 7 del mese entrante, senza che abbia egli potuto penetrare il perchè siasi attaccato tanto prezzo a un così breve spazio di tempo.. » (Arch. du Vatican).

² On a vu que le 9 mars, Murat avait dénoncé l'armistice de Foligno et proposé à M. de Micheroux une trêve nouvelle, au prix de l'occupation de Tarente. M. de Micheroux consulta son gouvernement, et en reçut vers le 20 mars l'ordre de refuser une nouvelle clause si onéreuse. Toutes les troupes de Murat furent donc mises en mouvement pour recommencer la guerre le 22, jour où l'armistice de Foligno devait expirer. Mais le 21, M. d'Italinsky arrivait à Florence, et M. de Micheroux, se sentant soutenu, obtenait un délai de six jours pour consulter de nouveau le gouvernement napolitain. Cette fois la réponse fut différente: M. Acton, resté à Naples, consentit à subir les conditions qu'il avait d'abord rejetées. La nouvelle de l'acceptation de cette seconde trêve s'était répandue à Rome, par le passage des messagers français (Brunet) et napolitain qui la rapportaient à Florence.

sauve le royaume de Naples d'une invasion hostile, ces conditions ne sont pas de nature à inspirer une grande joie pour cette nouvelle trêve. Les Français vont occuper tous les ports de S. M. Sicilienne sur l'Adriatique : et, outre les vivres que le royaume de Naples doit fournir à l'armée française, on lui a accordé la somme de cinq cent mille livres par mois ; et le gouvernement napolitain s'est même obligé de fournir aux Français les rations depuis Rieti, et à rendre possible par là le passage par l'Etat ecclésiastique de cette troupe, qui sans cela serait morte de faim. Il reste à voir, à cette heure, dans quel nombre les Français iront dans le royaume de Naples ; mais comme toute l'armée de Murat est en mouvement, et qu'il a fait venir en Toscane la légion italique, forte de quatre mille hommes, je ne crois pas d'exagérer si j'ose assurer V. E. que vingt mille hommes au moins passeront dans les Etats de S. M. Sicilienne. M. d'Italinsky, qui a repassé avant hier (26 mars) par ici, de retour de Florence, n'a pas eu de quoi être bien content de son voyage¹. Outre que le premier accueil que le général Murat lui a fait, n'a pas été des plus gracieux, quand il voulait faire jouer auprès des Français la protection marquée que l'empereur de Russie a des Etats de S. M. Sicilienne le général en chef lui a répondu froidement que, comme le courrier qui lui venait d'apporter de Paris les instructions décisives du Premier Consul en était parti douze jours après que M. de Kolytchev y était arrivé, il n'était pas à prévoir que les mesures adoptées par Bonaparte relativement au roi de Naples pussent déplaire à S. M. l'empereur de Russie. Après un pareil début, M. d'Italinsky, qui arriva à Florence au moment que l'armée de Murat était déjà en mouvement pour marcher hostilement sur Naples, ne put obtenir qu'un délai de sept jours, pour attendre la réponse du général Acton à la sommation que le général Murat lui avait faite par un cour-

¹ Le 21 mars, il y avait eu un échange de notes entre M. d'Italinsky et Murat. Ils s'étaient séparés assez peu satisfaits l'un de l'autre, et l'envoyé russe avait quitté Florence vers le 24. « Je dois vous déclarer, écrivait ce même jour Murat à Berthier, que je ne m'attendais pas à trouver dans l'ambassadeur russe le partisan de M. Acton ». Une dépêche d'Alquier, du 29 mars contient des plaintes beaucoup plus vives contre M. d'Italinsky.

rier extraordinaire. Et comme, le quatrième jour des sept accordés de délai, le ministre napolitain, d'après les pleins pouvoirs dont le roi son maître l'a muni, a signé l'armistice aux conditions ci-dessus marquées, tout projet d'hostilité de la part des Français s'est évanoui. Mais leur armée n'en marche pas moins vers le royaume de Naples, dont on peut dire que le général Murat a fait la conquête par une simple convention d'armistice, sans s'exposer aux risques d'avoir son armée affamée dans des provinces épuisées, telles que celles de l'Etat ecclésiastique et des deux Abruzzi.

Le passage d'une troupe nombreuse dans le voisinage de Rome (quand même les circonstances n'obligent pas le général Murat de faire passer quelque colonne par Rome même, malgré les promesses qu'il a faites d'épargner la capitale) ne peut qu'inquiéter très fort ce gouvernement, et pour le mécontentement que le passage des troupes sème toujours dans les habitants, et pour l'esprit révolutionnaire que la vue des armées françaises, malgré la modération de leur système actuel, ranime toujours dans les malintentionnés. Et, dans des circonstances aussi épineuses, le Pape ne croit de pouvoir rien faire de mieux, que d'employer constamment l'éloquence insinuante du prélat Calleppi pour rappeler à Murat ses promesses; et, en effet, ce prélat qui est arrivé hier de Florence, se dispose à aller rejoindre de nouveau le général français.

Lundi passé (23 mars) le chev. Dolomieu, qui a tant intéressé le Premier Consul, a passé par ici, accompagné par le major Valente qui est allé le prendre à Messina où il était en prison, pour le consigner d'après le premier armistice, aux Français.. (Arch. de Vienne).

344. -- Jackson à Hawkesbury

Roma, march 28th 1801.

... In the midst of the general desolation of Italy, the policy of Bonaparte has allowed a little respite to the Ecclesiastical States : orders have been given to the troops to respect these territories and especially the residence of the Pope ; and in their march to occupy the.. ports of Calabria, the french general has promi-

sed that these troops shall not approach Rome nearer than Terni and Rieti. I am also assured that the most positive orders have been received from Paris not to give any countenance and support to the jacobins; and on this subject it is certain that general Murat has declared to this government, that they are perfectly at liberty to take such measures as they may judge best calculated for their interior tranquillity, and by sending out of this capital all strangers who may be obnoxious, even Frenchmen, without paying respect to any passports whatever, except such as are signed by the commander in chief. Some english gentlemen, who have lately arrived here from Naples, on being presented to the Pope, received from His Holiness the assurance that they might remain perfectly quiet and unmolested in his States...

(Record office, *Sardinia*).

345. — Consalvi à Spina

Roma, 28 marzo 1801.

Dopo la sua lettera fino al n° 41, in data dei 7 marzo, che già accusai nel mio piego della settimana scorsa, io non ho ricevute più le sue lettere. Io non lascio di scriverle in ogni settimana; e per rapporto alle nuove correnti, mi riporto ai due annessi fogli. Mi auguro di ricever sue nuove sollecitamente, come pure sollecitamente io spero di poterle rimandare Livio. Altro non mi occorre a significarle, onde con pregarla, etc.

(Cultes, *Arch. de Caprara*).

346. — Consalvi à Spina

(en chiffres)

Roma, 28 marzo 1801.

In questa cifra debbo parlarle di più cose sommamente interessanti, ed entro subito in materia.

Incomincio dalla nuova gita di Mgor Caleppi in Firenze. Vi è stato mandato per vari oggetti, cioè: la non eseguita promessa di evacuare lo Stato (eccettuata Ancona) in compenso dei settanta mila scudi; le contribuzioni particolari imposte da vari comandanti, oltre il pubblico peso di mantenimento della truppa;

la grande affluenza dei più accaniti patrioti romani, ritornati in Roma con passaporto francese a gran discapito della pubblica tranquillità; e la buona condotta di aver qualcuno presso il generale Murat, al momento della trattativa con Napoli. Questo generale, uomo veramente eccellente, ha ricevuto Caleppi con vera tenerezza.

Le voci però allarmanti di Firenze, e di vari Francesi, non che dei soli patrioti, riscaldarono talmente il capo a Caleppi, che credette necessario di tornare quà, per ben informare il Santo Padre, e dirgli che, nel passare i Francesi per Tivoli ad oggetto di marciare contro Napoli, temeva egli che vi fossero delle occulte viste contro di Roma. Per giustificare questa sua venuta, disse, con mio dispiacere, al generale Murat, che veniva per calmare le inquietudini del Santo Padre e le mie, addossando così a noi due tali diffidenze. Ciò dispiacque assai al generale Murat, il quale mi ha perciò scritta una lettera, la più tenera, la più sincera, la più rassicurante che dir si possa, piuttosto che offendersi, come si è corso rischio. Ora si fa tornare Mgor Caleppi a Firenze, volendo io smentire tali ingiuriose diffidenze, che mai si sono avute dopo tante riprove di vera lealtà, amando al tempo istesso, che in tali momenti vi sia chi risieda presso il generale in capo, ciò che è sempre vantaggioso.

Circa il concordato, è terminato l'esame della Piccola congregazione, onde posdomani si distribuiranno i fogli alla Grande, e fra otto giorni, cioè la terza festa di Pasqua¹ (essendo impossibile prima, per il breve tempo e per le funzioni dei giorni santi), si farà la piena adunanza. Se riesce di combinarlo in una sola sessione (al che io pongo tutte le cure di un buon preparativo), spero che sei o sette giorni dopo (che mi sono necessari per poi fare i dispacci, i fogli, e tutto l'occorrente), rispedirò Livio; il quale, al conto che io faccio, sarebbe in Parigi verso i 30 o 2[9] di aprile. Se ella crede prudente di annunziare questa epoca, lo faccia, ovvero dica ciò, che a di lei giudizio può giovare per dare tutte le certezze, che qui si travaglia con impegno e sollecitudine grandissima, *habita ratione* alla somma importanza della materia.

¹ Le mardi qui devait suivre Pâques, c'est-à-dire le 7 avril.

Debbo informarla, che dalle lettere del cardinale Casoni raccolgo che il cav. Azara dice, che il Santo Padre è Gesuita come il suo antecessore, e che il partito gesuitico è qui dominante, e che Bolgeni influisce, cosa falsissima. Sicchè, quando saprà ciò che è fatto in Russia, è da immaginarsi quanto gli farà dispiacere. È ben che ella ne sia prevenuta, per essere allora in caso (giacchè al presente tenga la cosa segretissima) di mostrare, che la necessità intrinseca della cosa, e la qualità dell' imperatore postulante con tanta e sì risoluta efficacia, non già un suo privato affetto, hanno regolata la condotta di Sua Santità.

Quanto all' affare di Malta, quell' imperatore è contento di aver uno che prima non abbia carattere, e tratti l' affare, e quindi a cose accomodate spieghi il carattere di nunzio, per il che si manderà Mgor Della Genga. Questo affare però si riconosce qui il più amaro di tutti, perchè per la maraviglia pubblica non si vede essere che a puro scapito. Quanto all' intervento del Primo Console, forse sarebbe trovato male, che in un affare religioso di tale tempra, il Santo Padre lo facesse mediatore, prima che col concordato egli avesse dichiarata la sua religione particolare; onde, accadendo intanto questa trattativa diretta con Pietroburgo, la mediazione non ha più luogo.

Circa le Legazioni, la destinazione di Lucchesini in presidente della Cisalpina mi fa gran specie. Ciò indica, che ci si vuol mettere un nemico della casa di Austria. Dunque si vuol fare questa Repubblica permanente e estesa, altrimenti sarebbe un nemico impotente. L'unione del paese del re di Sardegna fino alla Sesia accresce i miei timori. Naturalmente al re di Sardegna, sì protetto da Paolo I, non si darà quella poca parte di suo Stato che rimane, ma se la incorporerà la Francia, come dimostra anche il non più smantelare Tortona. Che si darà dunque al re di Sardegna? Dicono le tre Legazioni e qualche altra cosa, e che al Santo Padre daranno l'Abruzzo (veda che bel cambio!), e al re di Napoli la Sardegna, per diminuirlo nel continente. Stia attento a queste cose, e si raccomandi al C^o di Kolytchev per ordine espresso di Sua Santità, che spera molto nella protezione di Paolo I.

(Cultes, Arch. de Caprara).

347. — Contre-projet de Di Pietro, discuté par la Petite congrégation.

[Rome, vers le 30 mars 1804.]

Convention entre S. S. le pape Pie VII et le gouvernement français.¹

Art. 1^{er}. — Les circonstances actuelles ne pouvant permettre que la religion catholique, apostolique, romaine soit déclarée la dominante en France, et considérant pourtant qu'elle est de la grande majorité des citoyens français, Sa Sainteté ne se refuse pas d'accepter la déclaration du gouvernement français, qu'il l'adopte pour la religion de l'État et de la Nation, dès à présent et à l'avenir ; que l'exercice de ladite religion sera libre et public en France. Elle y sera conservée et protégée dans toute la pureté de ses dogmes et l'intégrité de sa discipline ; et toutes les lois, arrêtés et jugements contraires à son exercice ou à la liberté de son culte et de ses ministres, sont considérés comme révolutionnaires et entièrement abolis.

Art. 2. — Il sera fait, de concert entre lui et le Saint-Siège, une nouvelle circonscription de diocèses français : leur nombre sera réduit de telle manière, néanmoins, qu'il suffise aux besoins spirituels des fidèles.

¹ Ce contre-projet (voir p. 145 note) est intitulé : « Ultimo progetto di convenzione, formato dal patriarca di Gerusalemme. » Il est précédé de la note suivante : « Si avverte ch' essendo gli articoli 1 e 3 della maggiore importanza, vengono proposte su di essi varie formole, contrassegnandosi con un asterisco quella che il suddetto patriarca giudica la più esatta, e alla quale darebbe egli la preferenza. »

*Art. 1 — Attendu l'obstacle que les circonstances actuelles opposent encore en ce que la religion catholique, apostolique et romaine soit déclarée par acte public la religion dominante en France, le Saint-Père ne peut qu'agréer qu'au moins le gouvernement français déclare que la religion apostolique et romaine est la religion de la grande majorité des citoyens français ; qu'il l'adopte pour sa religion particulière ; et qu'il la conservera dans toute la pureté de ses dogmes et l'intégrité de sa discipline, moyennant encore la révocation de toute loi ou décret contraire.

*Art. 3. — Sa Sainteté exhortera les titulaires actuels des évêchés de France à faire tous les sacrifices qu'exigera la paix, et l'union de l'Eglise. D'après cette exhortation, le Saint-Père déterminera ce qu'il jugera convenable au plus grand bien de l'Eglise même. Il prendra aussi les mesures nécessaires afin que la nouvelle circonscription, d'après son approbation, puisse avoir son plein effet. »

Art. 3. — Sa Sainteté témoignera aux évêques titulaires la juste confiance où elle est, de leur disposition à se prêter à tout sacrifice, que pourra exiger d'eux leur zèle bien connu pour la paix et l'unité de l'Église.

D'après cette exhortation, le Saint-Père prendra les mesures qu'il jugera convenables pour le bien de la religion, et pour le plein effet de la nouvelle circonscription, conformément à l'objet qu'elle s'est proposée en l'approuvant.

Art. 4. — Le Premier Consul Bonaparte, professant la religion catholique, nommera aux archevêchés et évêchés de la nouvelle circonscription, dans les trois mois qui suivront la publication de la bulle de Sa Sainteté ; et Sa Sainteté s'engage à donner à ceux qui seront ainsi nommés, et par lui approuvés, l'institution canonique dans les formes accoutumées, aussitôt que ces nominations lui seront notifiées.¹

Art. 5. — Les nominations aux évêchés qui viendront à vaquer, se feront également par le Premier Consul Bonaparte et ses successeurs catholiques, et l'institution sera donnée par le Saint-Siège en conformité de l'article précédent.

Art. 6. — Les archevêques et évêques, avant que d'entrer en fonctions, prêteront directement entre les mains du Premier Consul le serment de fidélité.

Art. 7. — La formule du serment sera celle-ci : Je promets obéissance et fidélité au gouvernement établi par la constitution de la République française.

Art. 8. — Les ecclésiastiques du second ordre prêteront le même serment entre les mains des autorités civiles, désignées par le gouvernement.

Art. 9. — La prière suivante sera récitée dans toutes les églises catholiques de France, à la fin de l'office divin : *Domine, salva Rem gallicam, et exaudi nos in die qua invocaverimus te.*

¹ On trouve dans les *Analecta juris. pontif.* (3^e série, col. 1187) la traduction suivante d'une observation du card. Gerdil sur cet article : « Après avoir établi (art. 4) que Sa Sainteté n'entend concéder ses grâces qu'à un gouvernement catholique, il semblerait plus simple de dire, au commencement de l'art. 4 : *Le P. Consul et ses successeurs professant la religion catholique*, etc. ; et, au lieu de dire : *Sa Sainteté s'engage à donner l'institution* (formule que les Souverains Pontifes n'ont pas coutume d'employer), dire simplement : *Sa Sainteté donnera...* » — On verra plus loin (pièce n° 369) qu'il a été tenu compte de ces remarques de Gerdil.

Art. 10. — Les évêques, de concert avec le gouvernement, feront une nouvelle circonscription de paroisses dans leurs diocèses respectifs : bien entendu qu'il soit pourvu aux besoins spirituels des fidèles.

Art. 11. — Ils nommeront à toutes les cures, et choisiront de préférence des pasteurs vertueux et pacifiques, agréables au gouvernement.

Art. 12. — Ils pourront avoir des séminaires et conserver à volonté des chapitres, mais sans dotation de la part du gouvernement.

Art. 13. — Toutes les églises métropolitaines, cathédrales et paroissiales non aliénées, seront remises à la disposition du culte catholique.

Art. 14. — Sa Sainteté, reconnaissant l'impossibilité de revenir sur les aliénations des biens ecclésiastiques, sans perpétuer les troubles et les malheurs de l'église de France, dispense les catholiques français, possesseurs des biens ecclésiastiques dont les aliénations sont déjà consommées, de toute restitution, soit de la propriété, soit des fruits desdits biens. Elle étend encore cette dispense aux autres Français qui, s'étant éloignés de l'unité de l'Eglise, y feront retour dans le délai de six mois à compter du jour de la publication de la présente convention.

Art. 15. — Le gouvernement assure aux évêques et curés conservés un traitement convenable, et le recouvrement des biens ecclésiastiques non encore aliénés.

Art. 16. — Il prendra des mesures pour que les catholiques français puissent, s'ils le veulent, faire en faveur des églises des fondations et dotations, assujetties aux charges de l'État.

Art. 17. — Les ecclésiastiques qui sont entrés depuis leur consécration dans les liens du mariage, ou qui, par d'autres actes, ont notoirement renoncé à l'état ecclésiastique, rentreront dans la classe des simples citoyens, et pourront, s'ils le demandent, être admis à la communion de l'Eglise, mais parmi les laïques seulement.

Art. 18. — Sa Sainteté reconnaît dans le gouvernement français actuel les mêmes droits et privilèges reconnus par le Saint-Siège, dont jouissaient les rois de France avant la Révolution et le changement de gouvernement.

Art. 19. — Elle s'engage, ainsi que le gouvernement français, à maintenir la présente convention, à l'exécution de laquelle les deux autorités promettent de concourir également.

(Pap. du card. Carandini).

348. — *Réflexions de Di Pietro sur les trois projets.*

[Rome, vers le 30 mars 1801].

Per intelligenza delle note marginali si avverte, che i tre progetti vengono indicati dai numeri romani I, II, III.¹

La base della presente convenzione consiste nel primo articolo del trattato, poichè a misura de' sforzi e delle promesse del governo francese per il ristabilimento della religione cattolica in Francia, potrà il Santo Padre usare maggiore o minore condiscendenza nell' ammettere gli altri articoli, e nell' aderire alle domande dello stesso governo.

I. Tit. I, art. 1^o. — I termini adottati nel primo articolo del progetto ufficiale sono omninamente insufficienti e inammissibili. Essi non altro contengono, se non se una semplice narrazione storica d' essere la religione cattolica, apostolica, romana quella, che viene professata dalla massima parte de' cittadini francesi ; e la sola conseguenza, che si ricava da questa premessa, è quella di voler procedere d'accordo colla Santa Sede a una nuova circoscrizione di diocesi. È superfluo il trattenersi a dimostrare, che quante volte il governo francese persistesse nell' idea di sostenere questo sterilissimo articolo, senza andare più oltre, Sua Santità rimarrebbe inabilitata a condiscendere alle tante richieste che le vengono fatte, mentre un' indulgenza così straordinaria della Santa Sede non può essere coonestata, se non in corrispondenza del grande acquisto, che si farebbe col vedere rifiorire in Francia la religione cattolica.

II. Art. 1^o. — Ciò premesso, se incontransi ostacoli insupe-

¹ I. désigne le projet V du gouvernement français (pièce n° 222 : cf. pièce n° 267) ; — II. s'applique aux Variantes confidentielles de Bernier (pièce n° 305) : on remarquera que Di Pietro s'est attaché de préférence à la première rédaction de ces Variantes (voir p. 58, note 2) ; — III. renvoie au contre-projet de Di Pietro, discuté par la Petite congrégation (pièce n° 347).

rabili per dichiarare sin da ora la religione cattolica per religione dominante, bisogna per lo meno che goda di una decisa preferenza su tutte le sette, e che venga riconosciuta come propria del governo. Nel secondo progetto rimane bastantemente provveduto a tutto questo; ma non possono ammettersi le ultime parole del primo articolo. Egli è certo, che la Santa Sede, per evitare mali maggiori, ha tal volta tollerato, e tollera anco presentemente in alcuni domini cattolici, l'esercizio di false religioni; ma è fuori di controversia altresì, che non ha mai la medesima autorizzato un tal esercizio con segni di approvazione o consenso. Non è necessario di cercare altrove gli esempi, che confermino questa asserzione. La Francia stessa ne somministra uno ben luminoso. Ognuno sa, che da Arrigo IV, nell'anno 1598, fu pubblicato in Nantes il famoso editto, con cui si prometteva in Francia l'esercizio della setta calviniana, e che la rievoca di questo editto ebbe luogo soltanto sotto il regno di Luigi XIV, nell'anno 1695. I pontefici che sedarono sulla cattedra di San Pietro in questo intervallo di quasi un secolo, tollerarono bensì in silenzio l'editto accennato, attese le circostanze, ma non si conta fra essi neppur uno, il quale dasse il più leggiero indizio di approvazione. Se dunque la situazione attuale della Francia esige un egual contegno per parte della Santa Sede, si taccia pure sulla tolleranza de' culti diversi dal cattolico, ma non si pretenda che il capo della Chiesa, con un atto al quale non può nè deve prestarsi, autorizzi il libero esercizio de' medesimi.

III. *Art. 1^o.* — Nè dovrà dirsi, che questa sia una piccola condiscendenza, poichè, avuto riguardo allo stato di religione dominante, del quale la cattolica ha goduto in Francia dall'anno 496, in cui il re Clodoveo I fu battezzato, fino all'epoca disgraziata della Rivoluzione, bisognerà conchiudere che anche dopo la riferita dichiarazione, la religione cattolica rimane molto degradata, come quella, che di dominante, passa alla condizione molto inferiore di religione semplicemente protetta. Tuttavolta, riflettendo al quasi totale annientamento cui fu ridotta dalla persecuzione, dallo scisma, e dalla tirannia degli atei, sarà un non piccolo vantaggio, che incominci almeno a risorgere sotto la protezione del governo; e converrà adattarsi a prendere quel più che si può, senza esigere quello che è impossibile di conse-

guire. Ma quantunque si ammette per vero, che le attuali circostanze non permettano al governo francese di rendere, per mezzo di un atto pubblico, alla religione cattolica, il suo grado di dominante, egli è certo però, che il Santo Padre non deve approvare, non deve mettere colla sua autorità il sigillo a questa degradazione della religione. Per questo motivo appunto, è necessario che l' articolo sia modellato in maniera da far conoscere, che il Santo Padre, in vista soltanto delle attuali circostanze, e quasi costretto dalla necessità, è contento che per ora il governo francese faccia al meno l' accennata dichiarazione. A quest' oggetto è diretta la nuova formola d' articolo, che si propone, in cui è indispensabile di far parola della revoca delle leggi contrarie alla religione e ai suoi ministri, senza di che potrebbero sempre trovarsi nuovi pretesti per disturbar l' una e gli altri.

I. *Tit. I, art. 1^o*; — II. *Art. 2^o*; — III. *Art. 2^o*. — Nel presente articolo non s' incontra difficoltà, giacchè si enuncia, che la nuova circoscrizione delle diocesi francesi sarà fatta coll' approvazione pontificia. Pare per altro troppo necessario lo aggiungere, che si farà la riduzione in maniera, onde resti provveduto ai bisogni spirituali dei fedeli.

Mgor Spina dice di essere stato assicurato, che resteranno sempre dodici arcivescovati e cinquanta vescovati. Il numero in verità è molto ristretto per una popolazione sì numerosa, come è quella della Francia; tutta volta, è meglio che vi sia un qualche numero di vescovi che nessuno. Nè conviene che il Santo Padre, per questo motivo, trascuri l' occasione del ristabilimento della cattolica religione, massime che può sempre rimanere la lusinga di ampliare, in progresso di tempo, il numero delle diocesi.

I. *Tit. I, art. 2^o*; — II. *Art. 3^o*. — È indispensabile il cancellare le parole « à quelque titre que ce soit.¹ » Vengono in essi compresi non meno i legittimi che gl' intrusi, giacchè facendosi menzione di titoli di diverso genere, non possono riferirsi ai soli legittimi, i quali tutti hanno un solo e medesimo titolo, cioè l' istituzione canonica. Perciò se il Santo Padre approvasse il presente articolo, tal quale viene proposto,

¹ Voir p. 139, note 2.

potrebbero gl' intrusi abusarne, e vantarsi che finalmente la Santa Sede ha dovuto riconoscere la loro elezione.

III. Art. 3°. — Non è questa per altro nè la maggiore, nè l'unica difficoltà, che s' incontra nel progettato articolo. Viene con esso richiesta la dimissione di tutti i vescovi legittimi della Francia, di quei vescovi, che tanto soffrirono per la causa della religione, e che furono colmati da sì grandi elogi dalla Sa. Me. di Pio VI, e anco dall' attuale Sommo Pontefice. Il colpo però è inevitabile; e sebbene vi sia lusinga che alcuni degli antichi vescovi siano chiamati al governo delle diocesi della nuova circoscrizione, il Primo Console vuole, che tutti dimettano, e che i prescelti, i quali forse saranno pochi in confronto degli esclusi, riconoscano da lui le loro sedi. Egli è tanto inflessibile su questo punto della dimissione generale de' vescovi, che ha già esternato le più forti minaccie nel caso che il Santo Padre non aderisca alla di lui richiesta. Dall' altra parte, condiscendendo Sua Santità alla domanda del Primo Console, possiamo aspettarci i più forti reclami de' vescovi francesi, che debbono subire uno spoglio sì doloroso.

In questo bivio terribile conviene studiare quel compenso, ch' esser possa il migliore. Prima di stabilirlo, gioverà premettere alcune riflessioni.

È certo, in primo luogo, che i vescovi legittimi della Francia sono, nelle attuali circostanze, obbligati a rinunziare ai loro posti. Per quanto sia ingiusta e irragionevole la richiesta della loro dimissione fatta dal Primo Console, è fuori di controversia, che dall' effettuazione della medesima dipende presentemente la cessazione dello scisma, e la ripristinazione della religione cattolica in Francia, e forse anco la pace e la tranquillità di tutta la Chiesa cattolica. Non è meno certo o meno evidente, che i vescovi siano obbligati a rinunziare al loro ministero, quando questa rinunzia venga richiesta dalla utilità della Chiesa. Rivestiti i vescovi della loro dignità, non per proprio, ma per vantaggio de' fedeli, debbono o ritenerla o deporla secondo che esige questo medesimo vantaggio. « Ac per hoc, per usar le parole di S. Agostino (contra Cresconium, cap. II), ut eorum sine scandalo gubernandorum sese necessitas tulerit, ita vel esse, vel non esse debemus, quod non propter nos, sed propter alios sumus. » Questa

massima è stata sempre insegnata nella Chiesa di Gesù Cristo. Questa ha servito di norma a molti vescovi rispettabilissimi, i quali si sono creduti in dovere di rinunciare, perchè la loro rinunzia era utile ai fedeli. Fra i vari fatti che potrebbero riferirsi, e che si omettono per amore di brevità, si accenna soltanto quello celebratissimo di quasi trecento vescovi Affricani, i quali, prima della conferenza dell' anno 411, dichiararono solennemente esser pronti a rinunciare le loro sedi, quando questa misura potesse contribuire alla cessazione dello scisma dei Donatisti...¹ Se dunque i vescovi sono obbligati al sacrificio della loro dignità, quando questo venga richiesto dal bene della Chiesa, come potrà dubitarsi, che siano obbligati alla rinunzia de' loro vescovati i legittimi prelati della Francia, in una circostanza, in cui dalla loro rinunzia dipende la ripristinazione della religione in Francia, ed il bene anco della Chiesa universale.

Da questa prima riflessione ne nasce una seconda, cioè che se i vescovi legittimi, eccitati da Sua Santità a dimettersi, ricusano di prestarsi a tale sacrificio, può il Santo Padre, con tutta ragione, privarli de' loro vescovati. In questo caso i vescovi preferirebbero le loro dignità alla pace della Chiesa, alla cessazione dello scisma, alla ripristinazione della religione in Francia. Simile detestabile irreverenza è una colpa gravissima, che supera d' assai la maggior parte delle colpe, per le quali nel diritto canonico è decretato contro de' vescovi la semplice deposizione, o sia privazione de' loro vescovati, e per cui in conseguenza possono i vescovi francesi, *etiam invitati*, essere spogliati delle loro sedi.

L'esecuzione per altro di questa giustissima pena porterà sicuramente seco innumerabili reclami. Lo impedirli sarà quasi impossibile: bisogna dunque trovare un compenso, per cui si eviti qualsivoglia reclamo ragionevole, e si accoppi alla necessità la maniera la più dolce, la più discreta, e la più canonica nel vibrare un colpo sì forte e sì doloroso. Questo non potrebbe ottenersi, adottando l' articolo come è proposto ne' due primi progetti, mentre il Santo Padre, dichiarando che non riconoscerà per titolari degli arcivescovati e vescovati della nuova circo-

¹ Suit la citation d'un fragment de la lettre de ces évêques.

scrizione, se non quelli che saranno a lui indicati dal Primo Console, verrebbe a decretare, senza veruno eccitamento alla rinunzia e senza alcun previo giudizio, la deposizione contro tutti i vescovi legittimi che non saranno a lui presentati da Bonaparte. Questa condotta potrebbe forse sembrare non giusta. La deposizione è una pena, la quale in conseguenza non si può infliggere a chi non ha commesso alcun delitto. Se dunque Sua Santità potrà giustamente procedere a questa pena, quando i vescovi da lui esortati alla rinunzia, divengano rei di non volersi prestare ad un sacrificio necessario per il bene della Chiesa, non può egli all' opposto adoperare la medesima pena, prima dell' epoca di un tal rifiuto, ed in un tempo in cui i vescovi non sono rei d'alcuna colpa.

Molto meno plausibile comparirebbe questa maniera di procedere sul riflesso, che Sua Santità ha tutto il fondamento di sperare, che i vescovi da lui esortati si dimetteranno dalle loro sedi. Dichiararonsi essi altra volta disposti ad un tal sacrificio, per cui la Sa. Me. di Pio VI, nel breve delle facoltà concesse « *archiepiscopis Lugdunensi, Parisiensi et Viennensi, atque antiquioribus episcopis cujusque provinciae regni Galliarum* », in data de' 27 settembre 1791, rammentò con lode simile generosità, riferendola colle parole « *se promptos, paratosque esse ecclesias suas dimittere, si id religionis bonum postularet.* » Non vi è alcun motivo di credere con sicurezza, che i medesimi abbiano mutato sentimento. In tale stato di cose, pare che non debba procedersi alla privazione, senza premettere l' invito di una dimissione spontanea. Questo neppure è sufficiente: in un affare così delicato, e in un momento così critico, dee aversi molto riguardo alla presente effervescenza degli spiriti. Se in una convenzione, che si pubblicherà da per tutto, si dicesse francamente, che il Santo Padre ecciterà i vescovi legittimi alla rinunzia dei loro posti, e che quando essi ricusino di prestarsi, procederà alla loro deposizione, vi è pur troppo da temere, che possa nascere una nuova scissura, in cui prendano parte, non solo tutti i vescovi della Francia, ma ben anco della Germania, le di cui diocesi si estendono sul territorio francese, e forse ancora altri vescovi, che mal volentieri soffriranno la subitanea e violenta deposizione di tanti loro confratelli. Si possono temere appellazioni

al futuro concilio, al pontefice meglio informato, ed altri mali niente inferiori a quelli sofferti finora.

Bisogna quindi mitigare quanto si può l'articolo, e portarlo con una estrema delicatezza, enunciando la dimissione de' vescovi in una maniera più coperta, e adattata a meno urtare gli spiriti riscaldati.

Potrebbe opporsi, che facendosi espressa menzione della rinunzia, e deposizione de' vescovi, il Primo Console non ne rimarrà contento, e interromperà forse l'intrapresa trattativa. Si può per altro facilmente rimediare a questo inconveniente, assicurando il Primo Console, che il Santo Padre priverà i vescovi legittimi delle loro chiese, quando ricusino di prestarsi ad una spontanea dimissione, e motivando le ragioni per le quali Sua Santità non giudica opportuno di fare espressamente parola nell' articolo della privazione de' vescovi, attesi i riguardi che deve avere ai medesimi, e il desiderio di evitare non pochi reclami, quali turbare potrebbero anco la tranquillità della Francia. Ottenendo il Primo Console il suo intento, non dovrebbe incontrare ostacolo ad adattarsi a queste modificazioni, e ciò tanto più, in quanto che egli stesso, nel suo progetto ufficiale, ammette che i vescovi debbano essere preventivamente invitati a dimettersi. Oltre di che, siccome dee ancor farsi il piano della novella circoscrizione delle diocesi, in questo intervallo di tempo verrà dal Santo Padre indirizzato ai vescovi l'eccitamento per la loro rinunzia, senza esservi bisogno di affrettarsi a dichiararli prematuramente decaduti delle loro sedi.

Qualora si convenga in questo sentimento per la lettera da scriversi da Sua Santità ai vescovi francesi, si hanno in pronto materiali più che sufficienti, onde indurli coll' autorità e cogli esempi al sacrificio che esige il bene della Chiesa.

I. *Tit. II, art. 1^o*; — II. *Art. 4^o*; — III. *Art. 4^o*. — Ne' fogli delle Notizie estratte dai dispacci di Mgor Spina ¹, viene rimarcata la necessità di aggiungere sempre alla denominazione di Primo Console, il nome di Bonaparte, per il pericolo che qualche di lui successore non professi la religione cattolica, e pretenda, ciò non ostante, di esercitare le prerogative concesse al Primo

¹ Pièce n° 338.

Console nella presente convenzione. La Sede Apostolica ha costantemente negata ai principi eterodossi le nomine alle chiese vescovili, e tutto al più ha usato verso i medesimi la condiscendenza di promuovere ai vescovati persone, che loro fossero accette. Per queste ragioni si è fatta una qualche aggiunta al principio dell' articolo¹, e si sono poi inserite nel fine le parole « par lui approuvés² », onde salvare il pieno diritto del Sommo Pontefice nell' escludere quei soggetti, che non fossero degni del vescovato, e includere almeno tacitamente l' obbligo degli atti soliti da premettersi a tale approvazione, segnatamente la compilazione de' processi, potendo nascer sospetto che con i termini « institution canonique » voglia indicarsi soltanto la spedizione delle bolle.

I. *Tit. II, art. 2º*; — II. *Art. 5º*; — III. *Art. 5º*. — Militano le stesse ragioni rapporto ai cambiamenti fatti in questo articolo, e sarebbe perciò inutile di ripeterle.

I. *Tit. III, art. 1º*; — II. *Art. 6º*; — III. *Art. 6º*. — Sebbene il giuramento di fedeltà al governo sia stato proibito alle persone ecclesiastiche dal Concilio generale Lateranense IV, riportato nel capo « Nimis de jurejurando », nè possa in rigore esigersi se non di quelli vescovi che godono feudi per concessione dei principi..., pure a tranquillizzare l'animo del Primo Console, che mostrasi risoluto ad esigere dai vescovi con un tal atto una garanzia della loro sommissione al governo, potrà il Santo Padre usare condiscendenza su questo articolo.

I. *Tit. III, art. 1º*; — II. *Art. 7º*; — III. *Art. 7º*. — Quanto però è ammissibile il giuramento di ubbidienza al governo, altrettanto è riprovevole quello di sommissione alle leggi in genere, giacchè ognun sa esservi fra le leggi tutt' ora veglianti in Francia, anco di quelle che si oppongono alle massime di nostra santa religione. Bisogna in conseguenza limitare il giuramento ai termini espressi nel secondo e terzo progetto.

I. *Tit. III, art. 2º*; — II. *Art. 8º*; — III. *Art. 8º*. — Le ragioni esposte circa il giuramento de' vescovi sono adattabili anco a

¹ Les mots « professant la religion catholique. »

² « Sa Sainteté s'engage à donner à ceux qui seront ainsi nommés, et par lui approuvés, l'institution canonique. » (pièce n° 347).

quello che vuole esigersi dai parrochi, onde è inutile il trattenerli su questo articolo.

I. *Tit. III, art. 3°*; — II. *Art. 9°*; — III. *Art. 9°*. — Sotto il dominio de' monarchi francesi, era costume, che in tutte le chiese, dopo il termine del divino uffizio, si cantasse il versetto « Domine, salvum fac Regem. » Il Primo Console vuole che si conservi quest' uso, col cambiamento proposto. Può ammettersi senza scrupolo l' una delle due formole;¹ ma in luogo di limitare la preghiera ai soli Consoli, sembra più opportuno lo estenderla a tutta la Nazione, colle parole « rem gallicam. »

I. *Tit. IV, art. 1°*; — II. *Art. 10°*; — III. *Art. 10°*. — Potrebbe il governo restringere il numero delle parrocchie in guisa, che essendo troppo vaste, non fossero sufficienti agli spirituali bisogni de' fedeli. Ciò tanto più può temersi, in quanto che dovendo lo stesso governo supplire al mantenimento de' parrochi, cercherà tutti i possibili risparmi. Per evitare questo disordine, e per appoggiare quei piani ragionevoli, che verranno proposti dai vescovi, si è creduta necessaria l' aggiunta: « bien entendu qu'il soit pourvu aux besoins spirituels des fidèles. »

I. *Tit. IV, art. 2°*; — II. *Art. 11°*; — III. *Art. 11°*. — Ben si comprende, che nella destinazione de' parrochi da farsi, seguita che sia la circoscrizione delle parrocchie, molti degli attuali legittimi parrochi potranno correre il pericolo di rimanere esclusi, e che i vescovi anderanno ad essere legati nell' esercizio de' loro diritti, poichè dovranno nella scelta dipendere dal governo, il quale potrà negare, anche senza ragionevole motivo, la sua approvazione. Pure, per non mettere ostacoli al gran bene del ristabilimento della religione in Francia, savio è passar sopra a questi inconvenienti, nella fiducia, che ciascun vescovo non mancherà d'adempiere esattamente i propri doveri e sforzerà di conservare, quanto è possibile, gli antichi curati, e di proporre per le parrocchie vacanti, ecclesiastici zelanti e meritevoli. Col cedere interamente ai vescovi la nomina alle par-

¹ On a vu (t. I, p. 408, note 2) que le projet V du gouvernement français proposait deux formules de prière: « Domine, salvam fac rem gallicam », ou « Domine, salvos fac Consules ».

rocchie, vengono a pregiudicarsi i diritti della Santa Sede rapporto alle riserve. Di questo per altro nemmeno converrà proferir parola, per mostrare un perfetto disinteresse, ove trattasi di sacrifici conducenti al vantaggio della religione.

II. *Art. 12°*; — III. *Art. 12°*; — Si rileva dai fogli della trattativa, che il governo, senza occuparsi de' seminari e de' capitoli, e senza riconoscerne la necessità, non è alieno dall' acconsentire al loro ristabilimento, bene inteso che nulla debba contribuire per questi oggetti¹. Sarà sempre utile il farne un articolo della convenzione, poichè in tal guisa si evita il pericolo, che il governo si opponga alle industrie de' vescovi per stabilimenti di tanta importanza, e ancora perchè sapendosi che l'autorità pubblica non si oppone ai medesimi, riuscirà più facile il procurare i mezzi per la loro sussistenza.

I. *Tit. V, art. 1°*; — II. *Art. 13°*; — III. *Art. 13°*; — Sarebbe giusto, che tutte le antiche chiese fossero restituite ai cattolici; ma è superfluo lo sperare che ciò si eseguisca per parte del governo, tanto geloso di non disturbare i possessori de' così detti beni nazionali. È però sempre un vantaggio per la religione, che dopo essere stata così atrocemente perseguitata, nell' atto in cui comincia a risorgere in Francia, abbia almeno alcune chiese per autorità del governo, nella lusinga di riacquistarne forse molte di più per spontanea cessione de' fedeli. Sotto questo aspetto non s'incontra difficoltà nell' articolo, bene inteso che si tolga la clausola «conformément à l'arrêté du 7 nivôse an VIII», clausola che non deve aver luogo in una convenzione da sottoscrivere dal capo della Chiesa.

I. *Tit. V, art. 2°*; — II. *Art. 14°*; — III. *Art. 14°*; — La massima, che si racchiude nell' articolo 14°,² è una massima ereticale, riconoscendosi in virtù della medesima come legittimo nella potestà politica il diritto di dichiarare beni nazionali, i beni ecclesiastici, e di spogliare la Chiesa del suo diritto di proprietà su i beni consagrati a Dio dalla pietà de' fedeli; massima, che dalla Chiesa e dalla Sede Apostolica è stata più volte condannata in Arnaldo da Brescia, nei Fraticelli, nei Wicleffisti, in Marsilio

¹ Voir dans le projet IV (pièce n° 181), l'art. 3 du tit. II.

² Dans le projet du gouvernement français et dans les Variantes de Bernier.

da Padova, ed altri. Quindi è evidente non potersi approvare dal capo della Chiesa. Mgor Spina sull' oggetto presente avverte, che purchè i possessori di detti beni esenti siano dalla restituzione, qualunque sia la formola della quale a Nostro Signore piacerà nella convenzione di servirsi, saranno i possessori ben contenti, e il governo non dovrà ricusare di accettarla. Ciò premesso, bisogna riflettere seriamente in quali termini convenga, che il Santo Padre usi indulgenza circa i possessori de' noti beni, seguitando per quanto è possibile le traccie segnate altre volte dalla Sede Apostolica in casi analoghi¹... Questi sono gli esempi più analoghi alle circostanze attuali della Francia, e su questi esempi appunto si è formato di nuovo l'articolo in questione.

Non può in verità riflettersi senza dolore alla perdita, che la chiesa di Francia viene a fare del doviziosissimo suo patrimonio; ma oltre che già se ne trova spogliata per via di fatto, secondo tutte le apparenze, da questo articolo principalmente dipende il conchiudere la trattativa, e il vedere risorta in quelle vastissime contrade la religione di Gesù Cristo. Le stesso nobile disinteresse del capo della Chiesa, e de' vescovi ed ecclesiastici francesi la renderà più cara ai veri suoi seguaci, e la farà ancora rispettare ed ammirare da' suoi nemici. La dispensa nella forma, che si suggerisce nel terzo progetto, non può desiderarsi più ampia, ma è troppo necessario l'opporvi le restrizioni « *les catholiques français possesseurs, etc.* »; e « *les autres Français, qui s'étant éloignés de l'unité de l'Eglise, y feront retour dans le délai, etc.* », in conformità di quanto fu fatto dai due pontefici Clemente XI e Clemente XII. Niuno potrà negare esser ciò ragionevolissimo. Dovendo la Chiesa spogliarsi de' suoi beni, sembra troppo giusto, che se ne spogli soltanto in grazia di quelli, i quali essendosi allontanati dal di lei seno per lo scisma, si riuniscono alla medesima; lo che porta seco l'importantissimo vantaggio di animare molti alla tanto bramata e tanto necessaria riunione. Ma tutto ciò non ostante, potrebbero queste restrizioni

¹ Mgr Di Pietro entre ici dans un long développement sur les règles de conduite tracées par Jules III pour les biens ecclésiastiques de l'Angleterre, par Clément XI et Clément XII pour ceux de la Saxe, par Benoit XIV pour ceux de l'Albanie.

forse incontrare difficoltà grandissime per parte dell' attuale governo francese. Resterà dunque a riflettersi seriamente, se in tal caso convenga, o nò, autorizzare Mgor Spina a prescindere dalle accennate cautele.

I. *Tit. V, art. 3º*; — II. *Art. 15º*; — III. *Art. 15º*; — Debbono i vescovi e i parrochi avere una congrua alimentare; ed è di diritto divino, che il pastore beva del latte, e si vesta dalla lana delle sue pecore. Spogliata la chiesa di Francia del pingue suo patrimonio, è nella quasi impossibilità di ripristinare le decime, sia perchè il governo non vi acconsentirebbe, sia perchè il ristabilimento di questo peso nelle attuali circostanze renderebbe a non pochi odioso il clero, e ecciterebbe de' torbidi nella nazione. Bisogna pur cercare un qualche compenso pel sostentamento de' ministri del santuario. Il governo francese mostra di prendersene pensiero, ma riduce i vescovi ed i parrochi alla condizione di suoi salariati; cosa in vero assai disdicevole e contraria alle giuste massime. Siccome però non vi può esser luogo per ora ad altro temperamento dalla parte del governo, nè i vescovi nè i parrochi possono avere fondata speranza di provvedere d'altronde alle loro indigenze, mentre poco o nulla è da contarsi sulle limosine de' fedeli, poichè i meglio disposti saranno per ordinario i più poveri, così possono adattarsi a questo compenso, sul riflesso che il salario allora soltanto è disdicevole, quando i ministri del santuario lo accettano, quantunque già forniti de' mezzi onde vivere, e lo ricevono a solo intento di mercede, o prostituiscono il sacro ministero ai voleri del governo che dà loro il soldo. Si sarà forse creduto di assicurar meglio la sussistenza de' vescovi e de' parrochi, facendo sentire, che il governo è disposto a regolare il loro trattamento « *fixé d'après les décrets de l'Assemblée constituante relatifs au culte* »¹; ma non si è in grado di accettare simile indulgenza in un articolo da approvarsi dal capo della Chiesa, giacchè i decreti, de' quali si parla, appartengono alla tanto famosa costituzione del clero, solennemente proscritta dal defunto Sommo Pontefice. Per questo motivo è più ammissibile l'articolo del progetto ufficiale. Sembra per altro, che il governo ceda, per una porzione del trattamento de' parrochi e de' vescovi, i beni

¹ Pièce n° 305. — Cf. t. I, p. 281, note 1.

ecclesiastici ancora non alienati, i quali non possono formare un oggetto molto vistoso, e di cui la podestà laica quindi non può disporre. Dovrà quindi a buon diritto farsene menzione nell'articolo.

I. *Tit. V, art. 4°*; — II. *Art. 16°*; — III. *Art. 16°*; — È cosa ottima, che non potendo o non volendo il governo fornire alle chiese de' beni proporzionati al bisogno delle medesime, s'imponghi almeno a prendere delle misure, perchè i cattolici possano eseguire delle fondazioni a tale oggetto. Notisi per altro, che nell' articolo del progetto ufficiale vengono apposte due ristrettezze: la prima, che dette fondazioni siano « en rentes sur l'État », escludendosi in tal guisa i beni stabili, e facendo dipendere dall' arbitrio del governo il pagamento delle rendite assegnate; la seconda, che siano « soumises à toutes les charges de l'État », non ammettendo per questa parte privilegi e immunità ecclesiastica. Conviene assolutamente, che del primo vincolo non se ne faccia parola; ma al secondo bisognerà adattarvisi, tanto più, che oramai, nella massima parte de' domini cattolici, le pubbliche gravezze si estendono anco su i beni ecclesiastici. A provvedere poi più convenientemente ai bisogni delle chiese è stato aggiunto il termine « donations », mentre tal volta le fondazioni non sono sufficienti, e si richiede che vi si aggiungano le dotazioni.

I. *Tit. VI, art. 1°*; — II. *Art. 17°*; — III. *Art. 17°*; — Non essendo l'articolo 17° oggetto di convenzione, parrebbe opportuno, in conformità anco di ciò che accenna Mgor Spina,¹ che il Santo Padre facesse sentire al Primo Console, che userà, riguardo alle persone contemplate in detto articolo, le maggiori possibili condiscendenze, comunicando al soggetto, che crederà destinare per l'ultimazione di quest' affare, le facoltà necessarie, onde sia provveduto, e agli ecclesiastici *in sacris* che hanno attentato di contrarre matrimonio, e a quelli che hanno rinunciato notoriamente allo stato ecclesiastico, in qualsivoglia maniera.

Ed incominciando dal punto più interessante, concernente i matrimoni già contratti dai sacerdoti, diaconi e suddiaconi, sem-

¹ Pièce n° 304.

bra che il Santo Padre possa dispensarli a rimanere ne' matrimoni suddetti, colle necessarie riserve per altro, che poscia si agguinceranno. In prova di ciò :

Osservo, in primo luogo, che la continenza, secondo la sentenza la più comune, è stata imposta ai sacerdoti e ai diaconi dagli Apostoli stessi, come egregiamente fra gli altri dichiara Mgor Bartoli...

Osservo, in secondo luogo, che secondo la dottrina de' teologi fissata egregiamente anco dall' Angelico Maestro (ques. 4, art. 13), le tradizioni o precetti apostolici, altri sono apostolici divini, ed altri meramente apostolici. Nei primi, dice il dottore, il Papa non può dispensare ; ma nei secondi « Papa potest dispensare, licet dispensare non debeat, nisi ex magna et evidenti causa. »

Osservo, in terzo luogo, che sebbene alcuni siano d'opinione, che l'obbligo della continenza ne' chierici ordinati *in sacris* derivi solamente da legge ecclesiastica, la più fondata sentenza però è, che derivi dal voto solenne annesso all' ordine sagro...¹

Osservo finalmente, che secondo la più comune sentenza, il Papa può dispensare ne' voti semplici, per quello poi che appartiene alla solennità de' voti, questa siccome « ex sola constitutione Ecclesiae est inventa » (come leggesi in cap. unic. *de voto*), così coll' autorità del capo della Chiesa può togliersi, e può per conseguenza il Papa dispensare ne' voti solenni.

Ciò premesso, consta da vari monumenti, che in qualche caso particolare hanno i Sommi Pontefici accordata la dispensa ai sacerdoti, diaconi e suddiaconi a poter ritenere le moglie già prese, e, quel che più rileva, hanno anco in vista di rilevantissimi motivi autorizzato talora i loro nunzi, o legati *a latere*, a dispensare colle opportune riserve quelli, o sacerdoti, o diaconi, o suddiaconi, che avessero già preso moglie a poterle ritenere...²

Or su queste traccie medesime, concorrendovi motivi tanto rilevanti, parrebbe che Sua Santità avesse ad annuire a ciò, che proponesi in questo articolo, dirigendo un breve facoltativo a quel soggetto, che giudicherà dover destinare ; e tutto al più, in

¹ Citation de Benoit XIV.

² Citations de brefs de Paul III, et de Jules III (8 mars 1554).

luogo di quelle parole che leggonsi nel breve di Giulio III : « considerata eorum aliqua singulari qualitate », per mostrare maggiore condiscendenza, potrebbero sostituirsi le seguenti : « considerata singulorum casuum varietate. »

Per ciò poi che riguarda quegli ecclesiastici, i quali non già col contrarre un matrimonio, ma con altri atti, che non si individuano nell' articolo, nel tempo dell' attuale scisma, hanno notoriamente rinunciato allo stato ecclesiastico, potrà il Santo Padre far intendere nel menzionato breve, che aprirà verso i medesimi le sue viscere di misericordia, qualora vogliano sinceramente ravvedersi.

I. *Tit. VI, art. 2°*; — II. *Art. 18°*; — III. *Art. 18°*; — Purchè il governo francese riconosca per sua propria la religione cattolica, pare che possa il Santo Padre convenire su questo articolo. Per una maggiore cautela per altro, ove si enunciano i diritti e privilegi de' quali godevano i re di Francia, si è giudicato opportuno aggiungere « *reconnus par le Saint-Siège.* » Apparece per se stessa la ragionevolezza di questa piccolissima aggiunta.

II. *Art. 19°*; — III. *Art. 19°*; — Racchiudendo questo articolo le solite clausole per l'osservanza del trattato, non esige veruna discussione.

(Pap. du card. Carandini).

349. — **Consalvi aux membres de la Grande congrégation.**

[Roma], 31 marzo 1801.

Avendo Mgor arcivescovo di Corinto, colla spedizione del corriere Livio, trasmesso da Parigi l' ultimato della sua trattativa col governo francese pel grande oggetto del ristabilimento della religione, e sistemazione delle cose ecclesiastiche in Francia, la Santità di N. S. ordinò, che si passassero a Mgor patriarca di Gerusalemme tutte le carte relative a tale materia, giunte successivamente alla segreteria di stato fino alla suddetta spedizione inclusivamente, ad oggetto che egli, come segretario di una particolare congregazione di dodici Emi sig. cardinali, che Sua Santità si determinò a voler consultare sopra sì grave affare, ne

facesse lo spoglio, e restringendo e dilucidando con opportune riflessioni le materie, facilitasse alla congregazione l' esame delle medesime, ed il voto che dagli Emi componenti ne attende Sua Beatitudine.

Giunto Mgor patriarca al termine del suo lavoro, ha ordinato il Santo Padre al cardinale segretario di stato, di manifestare la sua sovrana volontà sulla formazione della congregazione accennata, composta di dodici Eminenze, notate nel foglio annesso, tra i quali Sua Beatitudine si è degnata di annoverare l'Em. V. In questa mattina saranno trasmesse le carte da Mgor patriarca, segretario della suddetta congregazione. Sua Beatitudine ha determinato di tener oggi a otto, terza festa di Pasqua, avanti di sè la congregazione, alla mezza ora di notte, nelle sue stanze al palazzo Quirinale, onde V. Em. rimane invitata fin d' ora con questo stesso biglietto per intervenirevi.

Mgor arcivescovo di Corinto, in nome dello stesso governo francese, ha inculcato caldissimamente non meno la sollecitudine maggiore possibile di una decisiva risposta, che il più profondo ed impenetrabile segreto, dicendo a chiare note, che il più leggiero indizio che venisse ad aversene antecedentemente, produrrebbe funestissime ed incalcolabili conseguenze. Oltre la massima intrinseca importanza dell' affare, il governo francese ha delle gravi ragioni prudenziali per esigere questo segreto impenetrabile, creduto da esso assolutamente necessario per l' effettuazione delle sue disposizioni in favore della religione. Quindi è che Sua Santità impone in questo affare, nella più ristretta maniera, il segreto del S. Officio, e vuole che gli Emi sig. cardinali si contentino di studiare da per sè soli sulle carte relative all' oggetto, senza comunicarle a chicchessia, nemmeno al loro teologo.

Inculca inoltre la più scrupolosa diligenza nel custodire le carte, ponendo la massima attenzione che niun familiare possa, sia di giorno, sia di notte, aver campo di procurarsi il modo di fare l' ispezione nel luogo dove si troveranno riposte. Non vuole il Santo Padre che si dica a chicchessia, nemmeno in genere, l' oggetto di questa congregazione, nè il giorno in cui sarà adunata, di modo che debba giungere improvvisa nella sera in cui

si trova indetta. Il cardinale segretario di stato ha ordine da Sua Santità di esprimersi su questo proposito cogli Emi componenti la congregazione, nel modo il più energico, per indicare fino a quale alto grado Sua Beatitudine intende che sia osservato uno scrupolosissimo segreto su questo affare, che certamente è uno dei più gravi che abbia mai avuti la Santa Sede.

È mente del Santo Padre, che gli Emi sig. cardinali portino in congregazione il loro voto, scritto di proprio pugno.

Il Santo Padre, nello spazio di questi giorni destinati all'esame di sì importante oggetto, non lascerà con quei riguardi, che non compromettono nè direttamente, nè indirettamente il segreto della cosa, di far fare, per mezzo delle più esemplari comunità religiose ed in altri modi che giudicherà convenienti, le più fervorose orazioni per impetrare dal Signore i lumi necessari alla discussione di una materia, a cui è strettamente legata la causa della religione e della Divina gloria.

—

Nota degli Emi componenti la congregazione :

Albani, decano	Gerdil	Borgia	Braschi
Antonelli	Lorenzana	Roverella	Carandini
Carafa	Giuseppe Doria	Somaglia	Consalvi

Mgor Di Pietro, patriarca di Gerusalemme, segretario.

(Pap. du card. Gerdil ; Pap. du card. Carandini).

350. — Consalvi aux membres de la Grande congrégation.

Dalle stanze del Vaticano, 2 aprile 1801.

Il cardinale segretario di stato ha riferito a Nostro Signore, nella udienza di questa mattina, il desiderio esternato da vari degli Emi sig. cardinali, componenti la congregazione destinata all'esame della convenzione da farsi colla Francia, di poter comunicare ad una persona il segreto loro ingiunto su tale oggetto.

Sua Santità, anche in seguito di nuove lettere di Mgor Spina, giunte col corriere russo che passò ieri da Parigi a Napoli, ha cre-

duto, che la forza delle circostanze di questo gelosissimo affare impedisca assolutamente la esecuzione della comunicazione propostagli. Le EEm. LL. ne sarebbero sicuramente convinte, se fossero pienamente al giorno del dettaglio della cosa. Riflette il Santo Padre, che quella fiducia ch'egli pone nelle persone dei dodici Emi, non può estendersi in eguale grado ai dodici soggetti, ai quali essi comunicherebbero il segreto, poichè, per quanto la scelta di essi fosse fatta dai sig. cardinali fra le persone, delle quali avessero la miglior opinione, però questa opinione medesima, senza alcuna colpa di chi la nutre, può talora cadere sopra qualche soggetto, che forse sia creduto migliore di quel che sia in realtà, e ciò se non in linea di onestà, almeno in linea della stessa capacità di conservare un segreto. Un solo individuo, fra i dodici teologi ai quali si facesse tale comunicazione, che si lasciasse uscire di bocca una parola anche indirettamente sopra un affare sì delicato, produrrebbe un danno assolutamente incalcolabile per la religione medesima. L'oggetto è troppo grande e troppo interessante, per non dovere studiosamente evitare anche la sola possibilità di vederlo compromettere, e d'altronde le decise intenzioni dello stesso Primo Console sono troppo frequentemente e risolutamente ripetute su questo punto, per potersi porre al rischio di vederle deluse.

Per facilitare però Nostro Signore il modo agli Emi sig. cardinali dell' esame proposto, ha ordinato questa mattina al cardinale segretario di stato di scrivere (come ha fatto) a Mgor patriarca di Gerusalemme, di prestarsi personalmente ad ogni loro chiamata, e colla sua opera assisterli, ed alleggerire la fatica, che potesse loro divenire soverchiamente gravosa nell' applicarsi all' esame senza alcuna persona che in ciò li aiuti.

E così pure circa la estensione del voto, permette Sua Santità, che se reca troppo incomodo all' EEm. LL. lo scriverlo di proprio pugno, lo facciano per mano di Mgor patriarca di Gerusalemme, bastando la loro sottoscrizione. Oltre di che Sua Santità è contenta, che detto voto contenga anche brevissimamente il loro assenso, o dissenso circa gli articoli proposti, senza che siano anche esposte le ragioni che li hanno determinati, le quali potranno dir in voce.

Che se, malgrado le due anzidette facilitazioni, si credesse qualcuna dell' EEm. LL. soverchiamente gravata dalla fatica, in tale incombenza, Sua Santità non intende di recarle un troppo grave incomodo, e facendosi carico delle particolari ragioni di età o d' incomodi personali, che possono concorrere in chi si trova in tale circostanza, accetterà colla sua naturale clemenza la istanza, che gli si possa fare per essere questa volta dispensati da tale incarico, e si riserberà a profittare dei lumi e dell' opera del postulante, in altra occasione in cui le circostanze permetteranno di farne uso con di lui minor incomodo.

(Pap. du card. Gerdil ; Pap. du card. Carandini).

351. — Ghislieri à Colloredo.

Rome, 4 avril 1801.

L'aide de camp français, que le général en chef Murat avait expédié à Naples pour sommer le gouvernement napolitain de signer sans délai l'armistice, n'était pas encore arrivé de retour à Florence avec les ratifications du Prince héréditaire et du général Acton, que le cit. Alquier, survenu dans cet intervalle à Florence avec les pleins pouvoirs nécessaires pour signer au nom de la République française un traité de paix définitif avec S. M. Sicilienne, l'avait conclu effectivement avec M. le chev. de Micheroux¹. Un officier russe et un courrier napolitain ont apporté ici les premiers cette nouvelle, et les deux négociateurs, Alquier et Micheroux, viennent aussi d'arriver pour attendre à Rome que S. M. Sicilienne envoie les ratifications, dans les formes requises, du traité. Mais on ignore encore à quelles conditions la cour de Naples ait pu obtenir la paix, quoiqu'on en sache assez pour assurer que cette cour-là aussi a dû se plier aux circonstances. Vingt mille Français iront occuper tous les ports qui sont depuis Pescara jusqu'à Tarente, et y resteront aussi long-

¹ La trêve stipulant l'occupation de Tarente avait été, comme on l'a dit, acceptée à Naples par le ministre Acton et rapportée à Florence le 28 mars : elle fut signée le même jour par Murat. — La nuit suivante, une convention plus solennelle, le traité de paix lui-même entre la France et les Deux-Siciles, était conclu par Alquier, qui, arrivé le 25 à Florence, était entré aussitôt en pourparlers directs avec M. de Micheroux.

temps que les circonstances l'exigeront, défrayés par S. M. Sicilienne. Et Sadite Majesté cédera aux Français tous les monuments d'art, dont elle s'était emparée dès son occupation de la ville de Rome, et tous ceux aussi que les Français avaient voulu emporter de Naples du temps qu'ils y étaient, et qu'ils n'ont pas pu emporter au moment de leur fuite du royaume, tels que l'Hercule farnèse, le célèbre taureau, etc. Cette dernière condition, quelque terrible qu'elle soit, ne compromet pourtant pas la tranquillité publique, qui sera sensiblement troublée par l'entrée des Français dans le royaume, où les populations sont si animées contre eux, qu'un évêque et le général Rodio, qui, d'après les ordres de la cour, se sont rendus en Abruzzo pour préparer les habitants au passage des troupes françaises, y ont couru risque de perdre la vie et y ont été très maltraités.

Le goût du Premier Consul pour les beaux-arts, qui lui a donné l'idée d'exiger par une des conditions de la paix avec S. M. Sicilienne, les plus beaux monuments d'art que Sadite Majesté possédait, a encouragé les agents français à demander au Pape les statues de la villa Albani, que les Napolitains avaient reprises sur les Français et dont le prince Albani était déjà redevenu le propriétaire, et tous les objets d'art appartenant aux Anglais, dont les Français s'étaient emparés dès leur première entrée à Rome, et que, faute de temps, ils n'ont pas pu emporter. Et le Pape qui, autant connaît-il qu'une pareille demande est tout à fait contraire à la capitulation faite par les mêmes Français, au moment de l'évacuation de Rome ¹, avec

¹ L'art. 9 de la convention proposée par le général français Garnier, était ainsi conçu : « Toutes les propriétés, ainsi que les objets d'art appartenant à la République française dans toute l'étendue de la République romaine seront également respectés, et il sera (*sic*) à l'autorité française la liberté de laisser à Rome un ou plusieurs agents, chargés de leur gestion et conservation jusqu'à ce que le gouvernement français prenne à cet égard les déterminations ultérieures, qu'il croira les plus convenables à l'intérêt national. » Cette clause ayant été soumise au commodore Troubridge, qui stipulait pour les Anglais et les Napolitains, celui-ci répondit : « Dans le cours de mes longs services, je n'ai jamais vu que l'on demandât les propriétés publiques. C'est donc tout à fait inadmissible. Les propriétés publiques seront délivrées [*c'est-à-dire, rendues*]. » L'acte de la capitulation, portant d'un côté l'article proposé par le général français, et de l'autre la réponse du commodore anglais, fut signé sous cette forme, le 27 septembre 1799.

les Napolitains et avec les Anglais, autant craint-il de dégoûter les Français, sans oser de permettre aux Français l'exportation desdits objets, a pourtant cru de devoir en ordonner le séquestre ; ce qui m'a donné lieu à réclamer d'une manière aussi respectueuse qu'efficace, auprès du cardinal secrétaire d'État, pour que les statues et autres effets qui sont des propriétés du prince Albani, ne soient point exportés hors de Rome ni cédés aux Français, avant qu'on sache l'issue des offices que S. E. M. le comte de Cobenzl a faits, auprès du gouvernement français, en faveur de la famille Albani.

La quantité d'officiers français de tout rang qui font des courses à Rome, le courage que la vue des cocardes tricolores inspire aux révolutionnaires romains, et surtout la faiblesse du gouvernement engageront sans peine le gouvernement même à toute détermination, qui ne soit pas en opposition directe avec la religion ; et si nous n'avons pas à craindre ici de voir de nouveau disparaître le gouvernement ecclésiastique, on ne le doit qu'aux circonstances qui conseillent au Premier Consul de ménager le Pape...

(Arch. de Vienne).

352. — Consalvi à Spina.

Roma, 4 aprile 1801.

Ho ricevuto con gran piacere il suo dispaccio recatomi dal corriere russo, che conteneva i duplicati dei fogli 42 e 43 (i quali ho anche ricevuti per la posta), e il foglio 44.

Sento con piacere il prossimo arrivo di M. Cacault, a cui manderò il passaporto a Firenze, come ella mi significa. Sul proposito del discorso da lei tenuto con lui intorno alla posta, vedo che ella è nell' errore che vi sia un solo officio, cioè il pontificio ; ma non è così. Mi riuscì di convenire colla corte di Vienna, Napoli e Sardegna ; ma non così con quella di Spagna, la quale mise a prezzo la condiscendenza che avrebbe il Papa sugli affari ecclesiastici (veda qual condizione è questa) ; e di più il sig. Labrador volle intanto a forza riapirla, e la riaprì di fatto senza mia saputa precedente. ¹ Ciò seguito, non si è potuta

¹ Voir la pièce n° 153.

impedire la riapertura delle altre, e solo mi è riuscito di metterci la condizione di richiuderle, se si accomodasse la cosa colla Spagna. Il cardinale Casoni ne parlò anche col cav. Azara in Madrid, che si mostrò contrarissimo, ma finì con dire, che se ne parlerebbe in Roma col nuovo ministro, il quale ancor non giunge. Ciò premesso, non si prentenderà d'impedire che il sig. Cacault riapra la sua posta, sperando che convenga anche egli nella stessa condizione di richiuderla, se la chiudono gli altri.

Sul proposito del cav. Azara, desidererei che ella gli dicesse tante cose in mio nome, e che spero che mi conservi la sua buona grazia ed amicizia, di cui mi ha sempre favorito, e che speriamo nella sua mediazione e buoni uffici per una felice riuscita delle cose nostre, e che egli ha largo campo di mostrare a questo paese la sua costante affezione e benevolenza. E finalmente gli offra i miei servigi qualunque, sperando che egli, che mi conosce, li crederà offerti di vero cuore.

Ella coltivi più che può il conte Kolytchev, e gli esprima la fiducia, che ripone il Papa nella protezione del suo sovrano e nella di lui efficacia; ed io penso di più accluderle una mia lettera per lui contenente questo stesso, nè dubito che non gli debba riuscire gradita.

Al conte di San Marsan faccia un milione di ringraziamenti, così per la memoria che ha di me, che per la bontà e caldo impegno con cui tratta i nostri affari. Io gliene ho reso giustizia col suo sovrano, e così Sua Santità, la quale mi ordina che sia espressamente ringraziato in suo nome. Egli è persona veramente amabilissima.

Faccia i miei ringraziamenti anche al sig. M^{re} del Gallo, e così a Lucchesini quando lo vede.

Io ricevei dal corriere di Parma quel piego, che ella, precedentemente alla spedizione di Livio, mi trasmise per quella via, e sono sorpreso come ancora non mi accusi la mia lettera in cui le ne annunziai la ricevuta.

Quanto alla risposta data dal Primo Console all' abbate Bernier, sopra il cardinalato dell' arcivescovo di Milano, la cosa va benissimo; e Sua Santità attenderà che il Primo Console le ne riparli, quando lo crederà opportuno in relazione alla piega degli affari della Cisalpina.

Non mi pare che altro mi resti a rispondere ai suddetti suoi fogli ; onde riportandomi alle notizie degli altri due fogli annessi, uno in piano ed uno in numeri, con vera stima, etc.

P. S. — Il povero duca Braschi, per i cavilli di un certo Lattanzi di Nemi, suo gran nemico e tribuno della Cisalpina, non ancora può ricevere i suoi beni di Cesena, malgrado il decreto del Primo Console. Se il sig. Lattanzi è creditore, chiami in giudizio il duca nel luogo del suo domicilio, benchè il credito è falsissimo. Ci vorrebbe l'ordine che i beni si restituissero ad onta di qualunque cavillazione.

I miei distinti saluti al P. Caselli.

(Cultes, *Arch. de Caprara*).

353. — Consalvi à Spina.

(en chiffres)

Roma, 4 aprile 1801.

¹..Circa le Legazioni credo ancor io che tutta la difficoltà sta sul Gran Duca e sul re di Sardegna, perchè se al primo si rende la Toscana (così egli insiste con Paolo I), ed al secondo si cambia luogo, ciò sarebbe a spalle nostre. Nondimeno mi consola una riflessione, ed è questa : la pace fatta con Napoli, col solo sacrificio della cessione dei Presidi in favore della Toscana, ci assicura di non aver noi un compenso negli Abruzzi o altra provincia vicina. Dall' altra parte, le tante promesse del Primo Console (se va bene la trattativa ecclesiastica) fino al voler esser per noi un Carlo Magno, si hanno in qualche parte almeno da verificare. Dunque pare che le Legazioni ci si debbano restituire, *et quidem* tutte, e non in parte ; altrimenti il Primo Console tratterebbe peggio il Papa, che fa tanto per lui (e questo è ciò che bisogna fargli rilevare), che gli altri principi, che niun bene gli hanno fatto, e forse anzi del male, ai quali ciò non ostante dà compensi adeguati. Quanto poi al compenso di Avignone e Carpentrasso, ella vede che in genere costringe a parlare di compenso l'assoluta impossibilità (a mio credere) di aver la restituzione. Io sento tutto il peso delle savie riflessioni sui compensi ;

¹ Le commencement de cette dépêche est consacré à la question des biens nationaux romains. Consalvi parle des démarches de Gérard, qui se montre intraitable, et des mesures prises en faveur de Visconti.

che per averli annessi, dovrebbero darsici o sulla Toscana, o sul regno di Napoli, o sulla Cisalpina compensi soggetti alle eccezioni dell'urto de' rispettivi sovrani, che un giorno potrebbero rivendicarli. Io ho pensato in ciò come lei; nè il Papa ha tali idee sulla roba di questi principi, a meno che questi non fossero veramente soddisfatti altrove. Ma nella necessità pertanto d'un compenso, per la insperabilità della restituzione dello stesso Avignone e Contado, io le accennai, in altra mia, un paese non soggetto ad alcuna di quelle eccezioni, cioè del tratto da Ferrara fino all'Adige; il quale tratto comprende Rovigo, Adria, ed altri luoghi del Veneziano, su i quali l'Imperatore non ha alcuno originario diritto, e che, non risorgendo la Repubblica veneta, non possono reclamarsi dalla medesima. Io non so bene se il compenso sarebbe adeguato, perchè già un certo pezzo da Ferrara in là, per circa dieci leghe, entrerebbe nella stessa restituzione di Ferrara. Io non faccio che accennare per di lei lume, lasciando poi a lei di combinare meglio che possa le cose.

Quanto a Benevento e Ponte Corvo, creda pure che se ella non ne informa Kolytchev con amichevole confidenze, e non insiste presso di lui acciò faccia cessare questa infamità, non ne caveremo mai i piedi. Bisogna insistere sulla espressa revoca del dispaccio del 2 ottobre 1800, in cui la corte annunzia di rendere il solo dominio utile, e si riserba l'alto dominio. Questa distinzione ingiustissima, e che è un vero furto, porta tutte le altre conseguenze per le quali il Papa non è più colà il sovrano, ma solamente è un barone del regno. Ella sia persuasa, che il generale Acton troverà sempre il modo di eludere, se non si fa rievocare quel dispaccio; onde ella agisca con Kolytchev, facendogli vedere come mal si eseguiscano le intenzioni magnanime del suo sovrano, e, se occorre, agisca anche col Primo Console. Il Papa si è trattenuto quanto ha potuto di reclamare con altri, dirigendosi sempre alla stessa corte; ma vedendo che nulla mai gli si risponde, l'obbligo di coscienza lo costringe di rivolgersi all'altrui aiuto.

La terza festa di Pasqua si terrà la congregazione dei dodici cardinali innanzi al Papa, sull'esame della convenzione. I cardinali sono Albani, Antonelli, Carafa, Gerdil, Giuseppe Doria,

Lorenzana, Borgia, Roverella, Somaglia, Braschi, Carandini e Consalvi, avendo preso i prefetti delle congregazioni, ed i palatini, e Borgia e Lorenzana per la qualità loro personale. Se si combinerà in una sessione, vorrei sperare di far partire Livio, otto o nove giorni dopo, cioè ai 16 di aprile al più tardi, e così sarebbe a Parigi ai 27 o 28. Pensi che bisogna poi stendere la bolla, e la lettera al Primo Console, che sono due cose da dare il più gran pensiero; e bisogna stendere le istruzioni, ed altre cose simili, onde ci vogliono certo. I due articoli sulla qualifica della religione cattolica in Francia, e sui legittimi vescovi, sono quelli che danno più fastidio. Basta speriamo in Dio di poter conciliare il tutto.

Se tutte le cose almeno estere passassero per il mio canale, o almeno colla mia saputa, come si dovrebbe, ella non si lagnerrebbe giustamente del breve [stampato] nell' opera dell' abbate [Saussol]: è cosa di Marotti¹. Senza colpa questi signori, che non sanno tutto, talora portano il Papa a cose non necessarie e sicuramente rischiose. Procurerò che siano cauti, per quanto sarà possibile.

Ella avrà avuto, io spero, quella cifra mia, in cui le parlai della alterazione fatta dal *Monitore* nella mia lettera a Murat, dove io attribuivo nel mio originale al ristabilimento della religione cattolica in Francia la felicità della nazione, e la pace ed il riposo di Europa; ed il *Monitore* ha sostituito, che il Papa riconosceva essere tutto questo attaccato alla persona del Primo Console². Molto si è criticata questa espressione, specialmente dai vescovi emigrati; ma io ho sacrificato me stesso, non pubblicando la vera lettera per timore di disgustare il Primo Console, che avrà fatta quella variazione per i suoi fini, e non indisporlo a danno della trattativa.

Si seguita a tenere Mgor Caleppi in Firenze presso il generale Murat per molti bisogni giornalieri e gravissimi, specialmente per minorare i danni immensi che fa la truppa, la quale dopo

¹ Le bref est en effet signé par J. Marotti.

² Le 21 mars, Consalvi, avertissant les nonces de cette interpolation (voir t. I, p. 395 note), ajoutait: « Senza farne strepito, le sia solamente di lume, se ne sentisse qualche censura » (Arch. du Vatican).

pagati i settanta mila scudi acciò si ritirasse da tutto lo Stato, fuori che dalla città d' Ancona, si sente che anche dopo fatta la pace con Napoli, occuperà la marca d' Ancona ed il ducato d' Urbino.

Oltre di ciò, le contribuzioni imposte di cavalli, camicie, scarpe, vestiari in tutte le provincie sono state grandi, ed immagini poi cosa è del grano, carni ed altri comestibili. È un pianto universale, e non ci vedo rimedio. Ciò sia detto per suo lume; non per fare querele, per non offendere il generale Murat cui dobbiamo molto. Ella in fine faccia anche rilevare come il Papa, nella sua miseria, regala tutti questi generali francesi, ed usa loro tutte le attenzioni possibili.

P. S. — Dimenticavo tre gravi affari :

Il primo è quello del gran magistero di Paolo I. Già le accennai l'incastro in cui ci ha messi la corte di Napoli, per cui ci obbliga a mandare Della Genga a trattare di ciò a Pietroburgo; onde per incominciare (ed anche per non perdere noi stessi il merito se si conchiude qualche cosa), non pare che possa aver luogo la mediazione della Francia, tanto più che non si è ancora dichiarato cattolico il governo. Ciò non ostante va ricusata con gran delicatezza, e non in aria di vero ricusamento. A lei basta questo cenno per ben regolarsi. Noi intanto procureremo di temporeggiare più che si possa, mentre se prima lo riconosce la Spagna, ed altri, sarebbe anche meglio. Questo affare è il più spinoso degli altri tutti, trattandosi di pura perdita per lo scandalo stesso. Se altro non fosse, Dio faccia che possa conciliarsi tal cosa.

Il secondo affare è l'istanza fattami qui dal generale Murat, a nome del suo governo, per il sequestro degli oggetti d'arte, che si dicono appartenenti alla Repubblica francese: oltre il sequestro mi si chiede la consegna. Ho fatti i sequestri su due Inglesi indicatimi, cioè M. Bristol e M. Feghen, e sul magazzino di Ripa Grande, dove in mani del governo esistevano ancora in deposito cento sessanta casse di statue della casa Albani, giacchè fortunatamente Braschi si era ripreso le sue; ma anche queste le vedo, e non le vedo se non si rimedia in radice alla cosa. Il sequestro da me fatto ha sofferto grandi urti e contradizioni, ma

molto più mi si reclama contro la consegna, e ci è una memoria di Ghislieri a nome dell' Imperatore per Albani. Si reclamano primieramente gli stessi principi di gius pubblico, da noi esposti sull' affare dei beni nazionali, cioè che i diritti della prima conquista dei Francesi sono svaniti allo svanire di quella, nè ora rivivono, non avendo fatta di questo paese una nuova conquista. Secondariamente, si obietta la capitolazione di Roma, in cui tal pretesione fu espressamente ricusata; e questo è verissimo. Ho rappresentato tali reclami a Murat, e mi trovo fra due fuochi, nè vedo come uscirne.

Il terzo affare è la risposta data a Mgor Vidoni da Perillier, in Ancona, sopra i beni di Chiaravalle. Egli ha detto che mandava a Parigi la mia risposta, dove se ne sarebbe fatto affare di governo. Questa mia risposta conteneva che colla conquista di Paolo I (da cui ora ha causa il Papa per il regalo fattogliene) erano svaniti i diritti del primo conquistatore, onde non avevano i signori Perillier e Duveyrier ragione alcuna su quei fondi. Nel fine però gli si faceva sentire, che gli si sarebbe avuti quei riguardi che fossero stati possibili. Ora dunque è necessario ch' ella informi di tutto il Cte di Kolytchev, acciocchè non sia sorpreso, anzi sostenga la beneficenza usataci dal suo padrone.
(Cultes, *Arch. de Caprara*).

354. — Consalvi à Spina.

(en chiffres)

Roma, 4 aprile 1801.

¹
P. S. — 8 aprile 1801.—Non ho che momenti, onde scrivo due righe sole di cifra.

Ieri sera si tenne la congregazione innanzi a Sua Santità degli undici cardinali, cioè Antonelli, Gerdil, Carafa, Borgia, Doria, Lorenzana, Somaglia, Roverella, Braschi, Carandini, e me. Il decano essendo infermo, mandò il suo voto. Si convenne nelle massime meglio che fosse possibile, cioè nei due più gravi arti-

¹ Cette pièce est un double de la dépêche précédente; cependant elle ne reproi duit pas les passages relatifs; 1^o à Gérard et à Visconti; 2^o à la réunion de la Grande congrégation; 3^o au bref de l'abbé Saussol; 4^o à la mission de Calepp et aux réquisitions de l'armée française. — Elle se trouve avoir deux P. S.

coli, primo e terzo, sulla religione cattolica e su i vescovi emigrati. Adesso si formerà un nuovo progetto riformato, e si farà la lettera per Bonaparte, e il foglio delle ragioni per i cambiamenti fatti. Poi si radunerà di nuovo la congregazione per l'approvazione, e spero che, a contare dieci o dodici da oggi, potrò fare partire Livio. A M. Alquier, che mostra grande premura in quest' affare, si è detto solo in genere, che ieri sera se ne occupassimo, e che qui si ha tutto il desiderio di poter combinare le cose. Ciò le serve di lume.

Pensi, Mgor mio, che se l'affare degli oggetti d'arte di casa Albani va male, pericola assaissimo anche quello di Braschi, perchè, sebbene egli più giudizioso di Albani avesse già riportati dal magazzino di Ripa Grande a casa sua cioè quelli pochi non presi dai Napoletani, nondimeno potrebbero farglieli poi rimettere fuori. Bisogna per Albani intendersela col Cte di Cobenzl.

(Cultes, *Arch. de Caprara*).

355. — Consalvi à Spina.

Roma, 4 aprile 1801.

Sua Santità in ottima salute passò, il mercole santo, dopo aver comunicati nella sua cappella di Monte Cavallo i sovrani di Sardegna, ad abitare nel palazzo Vaticano, dove si sono accomodate alla meglio poche stanze, essendo tutto rovinato orribilmente. Il Santo Padre ha fatto tutte le funzioni della settimana santa con l'intervento dei sovrani di Sardegna e della R. arciduchessa Marianna, e di numerosissimi forestieri, e dimani canterà la gran messa in San Pietro. A contemplazione de' reali personaggi, dimani sera s'illuminerà la cupola. Dopo la cappella della terza festa, il Santo Padre si ricondurrà al palazzo Quirinale.

* Si è incominciato a porre in pratica il motu proprio del libero commercio sulla grascia; ma conviene far fronte agli infiniti maneggi degl' interessati nelle mangerie e altresì dell' antico sistema, sostenuti anche da persone potenti, per errore o gelosie. Alla nuova raccolta, il libero commercio annonario si estenderà ancora a tutto lo Stato.

Si comincia a mettere in attività l'altro motu proprio sul nuovo

sistema daziale, da cui con un poco di tempo si sperano i migliori effetti. Anche in questo si sono dovute vincere potenti contraddizioni.

Si è qui avuta la nuova della pace conclusa colla corte di Napoli dal cittadino Alquier, in Firenze. Altri articoli non sò finora, se non che la cessione de' Presidi alla Toscana, e l' ammettere quindici mila Francesi nelle provincie del golfo di Taranto e di Pescara, come si era già convenuto nel secondo armistizio. Ora si aspetta la ratifica della corte. Intanto è qui giunto il sig. Micheroux: non sò quando possa giungere il cittadino Alquier, che pure si aspetta da Firenze.

Le truppe francesi hanno ordine di evacuare Rieti, Terni, Spoleto e Perugia, e di entrare nel regno di Napoli. Siccome però devono entrare dalla parte di Ascoli, così questa retrocessione porta alle città dello Stato una nuova gravissima spesa. Si assicura che vi rimarrà la sola divisione Watrin, nella marca di Ancona e ducato di Urbino. Si sperava, secondo le combinazioni fissate antecedentemente, che la truppa occuperebbe la città sola di Ancona. Ora giova sperare, che almeno il numero non oltrepassi in tutto i mille e cinquecento, come si era combinato. Le provincie sono ridotte, dalla mancanza del denaro e dei viveri e foraggi, ad uno stato di cui è impossibile il dare un' adeguata idea. Le requisizioni dei cavalli, scarpe, camicie, e di altri generi, hanno rovinato anche in particolare tutte le famiglie, oltre il totale vuoto delle casse pubbliche. Pare impossibile, che si possa riuscire a tirarne innanzi fino alla nuova raccolta. Al contrario delle provincie, la capitale, merci al libero commercio, gode dell' abbondanza e buona qualità delle derrate, e salvo di alcune di esse, che sono veramente scarse per effetto della stagione, i prezzi delle altre, benchè non bassi, sono però meno alti di tutte le altre città d'Italia.

(Cultes, *Arch. de Caprara*).

356. — Consalvi à Spina.

(particulière)

Roma, 4 aprile 1801.

Due righe dopo aver visto M. Alquier, giunto oggi. In due parole è un uomo eccellente, e spero che ci sarà utile. Egli mi

ha recato una nuova lettera del generale Murat sulle statue e quadri. Il generale si piega, ora che l'ho contentato per il sequestro, a sospendere *l'enlèvement* di quelli degli Inglesi (cioè di M. Bristol), per sentire prima il Primo Console ; ma non si piega per quei di Albani, che sono nella stessa causa, e per cui vi è di più, cioè l'interesse dell' Imperatore per mezzo di Cobenzl. In verità che non sò come fare, posto così fra due scogli. Il fatto è che la capitolazione è contro i Francesi. Ecco il Papa messo in un tristo bivio, come lei vede. Se ci può aiutare, facendo capire la ragione, che è chiara, le ne saremo assai tenuti. Dirò ancora in confidenza con lei, che M. Alquier rimane ammirato, e non sa dirci perchè il Papa soffra in contribuzioni, sussistenza di truppe, etc., dicendo che è certissimo che non così vuole il Primo Console. La cosa è delicata, onde le servi di regola ; e qui finisco. Addio.

(Cultes, Arch. de Caprara).

357. — Alquier à Talleyrand.

(n° 5)

Rome, 18 germinal an IX (8 avril 1801).

D'après la recommandation formelle que vous m'avez faite, je vis, dès le lendemain de mon arrivée à Rome¹, le cardinal Consalvi, secrétaire d'État, à qui je demandai d'être présenté à Sa Sainteté. Le jour même j'obtins une audience, et j'ai infiniment à me louer de l'accueil qui m'a été fait. Le Pape me parut mettre un grand prix aux assurances que je lui donnai de la bienveillance du Premier Consul. Il me déclara positivement qu'il était disposé à prononcer le plus tôt possible sur les affaires ecclésiastiques de France, conformément au vœu du général Bonaparte, et qu'il espérait même terminer, sous quinze jours, cette importante opération. « Lorsque j'aurai mis la dernière main à ce grand ouvrage, ajouta-t-il, j'aurai beaucoup fait pour l'Eglise, et assez pour l'honneur de mon pontificat, et je ne demanderai plus à Dieu que de m'appeler à lui. »

¹ Alquier était parti pour Rome presque aussitôt après avoir signé le traité avec les Napolitains. Il écrivait de Florence, le 29 mars, à Talleyrand : « Je ne recevrai point ici le courrier qui doit m'apporter la ratification. Je compte partir demain pour Rome et je l'y attendrai. Le ministre napolitain s'y rendra dans quelques jours. C'est donc à Rome que l'échange aura lieu. »

Ce pontife m'a paru un homme simple et bon, et animé des dispositions les plus pacifiques. Je le crois absolument sans esprit. Son extérieur est touchant, mais sans aucune dignité personnelle ; et il conserve, au milieu de l'éclat de son rang, le ton et les formes du cloître dans lequel il a passé une grande partie de sa vie. Le Pape distribue lui-même aux pauvres, dont la ville est encombrée, la plus grande partie des sommes affectées à l'entretien de sa personne ; et la dépense de sa table ne s'élève pas à plus de dix francs par jour. Les Romains sont persuadés qu'il ne possède pas le talent de gouverner ; mais ils respectent ses vertus, et lui tiennent compte surtout de l'engagement qu'il a pris de ne reconnaître aucun de ses parents.

Le cardinal secrétaire d'État, que j'ai vu plusieurs fois, est un homme souple, mielleux et assurément très ordinaire, mais dont je crois que nous n'aurons pas à nous plaindre.

Il est impossible de vous donner une idée de l'embarras, de la timidité, de la faiblesse de ce gouvernement. La plus légère difficulté le déconcerte, et il arrive presque toujours qu'il prend, dans les affaires, le parti le plus inconséquent en lui-même, ou le plus nuisible à ses intérêts. Du reste, l'État est précisément sans aucune ressource. Rome est ruinée, mais tranquille.

Le Saint-Père m'a fait part de toute la joie que lui avait causée la nomination du cit. Cacault, qu'il connaît depuis plusieurs années, et pour lequel il a véritablement de l'affection. Je suis heureux de pouvoir vous dire que ce ministre jouit à Rome d'une considération universelle, que l'on fonde les espérances les plus consolantes sur sa modération, et que, d'après tout ce que j'ai recueilli sur son compte, il est certainement l'homme le plus propre à suivre nos relations d'affaires avec le Saint-Siège.

(Aff. étr., *Rome*, vol. 930).

358. — Consalvi à Spina.

Roma, 8 aprile 1801.

Profitto di un corriere che fa partire M. Alquier, e le scrivo in somma fretta queste poche righe, accludendole altri fogli.

Incomincio da quello per il ministro degli affari esteri sul proposito del sequestro e consegna degli oggetti d' arte, che per

ordine del governo francese chiede il generale Murat. Si è contentato circa il sequestro, ma non si può contentare nella consegna¹...

Subito che si abbia qualche riscontro sull' affare degli oggetti d' arte, me lo faccia sapere, anche profittando di qualche corriere straordinario, perchè io possa difendermi contro le pressure del generale Murat, che si trova nella necessità di far-mele, facendone a lui il suo governo...

P. S. — Mi dimenticava di dire una delle cose più essenziali. La rovina dello Stato per il passaggio e per la stazione delle truppe francesi è immensa. M. Alquier n' è sorpreso, e dice che assolutamente ciò è alla totale insaputa del Primo Console, il quale crede che nulla per ciò si soffra, a tenore dei suoi ordini. È però tutto il contrario, mentre oltre il totale mantenimento, vi sono poi continue requisizioni di cavalli, scarpe, camicie, vesti, etc. Ella non può farsene idea. Pagammo 73 mila piastre : 13 mila per certi magazzini, e 60 mila per far evacuare lo Stato, tolta Ancona sola ; ma mai si è ciò eseguito. Ora, dopo le nuove immense rovine, ci si dice che in questi giorni finiranno i passaggi, e che resteranno in tutta la Marca, o ducato di Urbino, mille e cinquecento uomini. Dio faccia che sia così, ma non lo spero. Io non ho insistito su questa cosa, per non aver l'aria di querela contro il generale Murat, che è ottimo, e merita perciò tutti i riguardi, oltre l' esser cognato del Primo Console. Sicuramente egli non può impedire questi mali, non avendo di che mantenere la truppa. Dico a lei queste cose, solo per suo lume, e perchè a questi danni incalcolabili si provveda, tanto con l' ordinare la partenza delle truppe (salva Ancona, come già s' intende), quanto con compensarli almeno colla restituzione degli stati perduti, come la giustizia e la compassione esigono.

(Cultes, Arch. de Caprara).

¹ Consalvi envoie le mémoire remis à Gérard sur la question des biens nationaux. Il se montre disposé à s'arranger avec Duveyrier, comme il l'a fait avec Visconti.

359. — Consalvi à Spina.

Roma, 9 aprile 1801.

Essendosi differita di alcune ore la partenza del corriere di M. Alquier, aggiungo quest'altra lettera per dirle, che è arrivato M. Cacault, il quale però non ho veduto ancora, ma lo vedrò fra pochi momenti. Mi dispiace di non poter avere il tempo di darle conto della conversazione che avremo insieme. La di lui saviezza e moderazione dà luogo a concepire le migliori speranze.

Ho ricevuto, in queste poche ore, sette staffette da varie città dello Stato. Sono i gridi della disperazione, per gli immensi danni che loro cagiona la truppa. Essa è numerosissima e bisognosissima di tutto. Al contrario, questo Stato non ha più niente. I viveri mancano affatto. In alcune città, si è chiuso un giorno o due il forno, e presentemente in molti luoghi va a chiudersi fra tre giorni, e anche prima. Di denaro non ve n'è più affatto. In somma si ha tutta la certezza di una imminente generale insurrezione nelle provincie. Creda pure che non vi è che un solo vero rimedio, ed è che da Parigi venga l'ordine che la truppa assolutamente esca dallo Stato, eccettuata la sola città di Ancona, e qualche porto del littorale Adriatico, come Fermo o altro simile, se così si voglia. Ma il numero sia ristretto, altrimenti la totale rovina è indeclinabile. Se l'ordine però non viene da Parigi, non si concluderà niente, perchè adesso sta per partire il generale Murat (il quale andrà a Parigi, o andrà a visitare i corpi dell'armata), sicchè dovendo aver da fare con altri, sarà impossibile ottenere la cosa. In somma, se il Primo Console s'interessa tanto alla tranquillità interna di questo Stato, io l'assicuro, Mgor mio, che questo è impossibile che più si conservi, se non si provvede come ho detto...¹

(Cultes, Arch. de Caprara).

¹ Le cardinal parle de mesures très larges prises en faveur des biens de Visconti. Il écrit au Marquis de Gallo pour recommander à sa charité les enfants de Cimarosa (Cf. *Mém. de Consalvi*, t. II, p. 117).

360. — Consalvi à Spina.

(particulière)

Roma, 9 aprile 1801.

È giunto M. Cacault. Questa mattina egli è venuto a favorirmi, ed io ho avuto gran piacere di rivederlo, avendolo qui conosciuto l'altra volta. Questa sera va alla udienza di Sua Santità. Egli ha esternato i più lusinghieri sentimenti del Primo Console, per la conservazione della più perfetta armonia con codesta Santa Sede. Io profitto di una occasione che egli stesso mi esibisce, per inviarle questa mia; e forse è quello stesso corriere che spedisce M. Alquier, a cui avevo consegnato per lei un altro plico, onde è facile che abbia quello e questo insieme. Non ho un momento di tempo di distendermi, onde sono brevissimo, anche nel foglio in numeri che qui le accludo.

M. Cacault mi si è mostrato molto contento delle disposizioni che ha qui ritrovate. Io spero che fra dodici o quindici giorni al più, faremo ripartire Livio. Anche M. Cacault lo scrive al Primo Console.

Sappia che M. Gérard non si è voluto arrendere alle forti insinuazioni del generale Murat, il quale gli ha detto che deve abbandonare le pretese delle proprietà dei beni nazionali, e dare le sue dimande sulle indennizzazioni dello speso per l'acquisto, facendogli sentire che questa massima è da lui approvata, ed anche dal governo in Parigi. Ma M. Gérard ha detto che Duveyrier può tutto, e che perciò egli non vuole acquietarsi. Io le do avviso di questo, acciò ella prenda le sue misure perchè non sia sorpreso il governo, e si mantenga in quelle disposizioni già a lei ufficialmente esternate, e già dal Santo Padre così esattamente incominciate a eseguire.

Non ho tempo di più dilungarmi; onde con la più sincera e distinta stima, etc.

(Cultes, *Arch. de Caprara*).**361. — Consalvi à Spina.**

(en chiffres)

Roma, 9 aprile 1801.

Dal discorso avuto in Firenze con M. Cacault, Mgor Caleppi mi scrive che non vi è speranza per riavere niuna delle tre Lega-

zioni, e di più che si pretende di dover fare una [convenzione] di nuova pace col Santo Padre; e in somma tutto quello che si rende per gran favore, è di lasciare quello che ha, e che sia indipendente. Può immaginare quanto tali cose abbiano trafitto il Santo Padre e me. Io capisco benissimo che fatto il concordato ecclesiastico, a di cui contemplazione per ora si nasconde il fulmine, questo scoppierà dopo irreparabilmente¹. Ella ne prevenga subito M. Kolytchev, e si raccomandi a lui a nome del Santo Padre a mettere le mani avanti. Non mi sarei mai aspettato una cosa simile, dopo che ella ci ha scritto della protesta del Primo Console di voler essere un Carlo Magno. Si aiuti, e ci aiuti più che può. È certo che il Santo Padre non acconsentirà mai a simili cose. È ben terribile che si diano dei compensi agli altri sovrani spogliati, e non al Santo Padre, a cui più di tutti sono dovuti.

(Cultes, *Arch. de Caprara*).

362. — Cacault à Talleyrand.

(n° 4)

Rome, 19 germinal an IX (9 avril 1801).

J'arrivai hier au soir à Rome. J'ai eu ce matin une très longue conversation avec le secrétaire d'État, et j'ai eu ce soir une audience du Pape, qui a duré plus de deux heures. Je n'ai parlé au Saint-Père et à son ministre, que de l'affaire du concordat et du beau gouvernement actuel de la France: l'un et l'autre m'ont expliqué de la même manière, comment l'affaire du concordat, qu'ils ont à cœur de terminer à la satisfaction du Premier Consul et de finir au plus vite, n'avait pu l'être encore. L'importance d'un concordat qui fera époque dans les fastes de l'Église et de l'histoire, exige des consultations et un examen dans les formes solennelles. Le Pape a examiné d'abord et étudié l'affaire en particulier: elle a été ensuite distribuée à douze cardinaux sous le sceau du secret. Les cardinaux se sont réunis pour en conférer; chacun d'eux a déjà donné au Pape son avis par écrit. On

¹ Le 10 avril, Consalvi a écrit aux nonces dans le même sens: « Si vede da ciò chiaramente, che per ora si tace, perchè si teme che ciò possa intorbidare la sperata annuenza per l'affare ecclesiastico, e che concluso che sia questo, nulla più temendo, si farà scoppiare il fulmine » (*Arch. du Vatican*).

travaille au relevé des opinions, et, suivant ce qui m'a été dit par Sa Sainteté, le tout sera terminé dans quinze jours et envoyé à Paris. Le Pape me paraît décidé à accorder tous les articles proposés, en changeant seulement des expressions. Il assure que vous trouverez en substance l'acte entier tel qu'il est nécessaire ; il veut donner au gouvernement français, en se plaçant lui-même dans la situation du Premier Consul, la facilité et les moyens d'accomplir ses vues bienfaisantes. Lorsque l'ouvrage préparé sera terminé, j'en aurai communication : le Pape veut entendre mes observations. Je lui ai déclaré que j'étais sans faculté pour négocier dans cette affaire et sans connaissance de la matière : je me bornerai à faire mon possible pour ramener au texte de l'acte proposé. On voit dans toute la personne du Pape, en causant comme je l'ai fait longtemps avec lui, de la bonté de cœur, de la droiture d'esprit et de caractère. J'espère qu'il contentera le Premier Consul. Je vais suivre cette affaire avec zèle ; car je vois qu'il s'agit de mettre la clef de la voûte à l'édifice de notre gouvernement. Le Pape descend d'une famille française, anciennement transplantée en Italie ; il me paraît aimer notre nation, et sentir combien l'acte que nous lui demandons illustrera son pontificat, s'il s'accomplit sans résistance ni schisme.

Le roi de Sardaigne est venu de Naples à Rome avec sa petite cour¹. Il se trouve aussi à Rome une archiduchesse, fille de l'empereur Léopold. Le cardinal Ruffo, ministre de Naples, s'est empressé de me rendre la première visite.

P. S. — Ci-joint une lettre du cardinal secrétaire d'État à Mgr Spina. Permettez-moi de vous prier de [la] lui faire passer.
(Aff. étr., *Rome*, vol. 930). ²

363. — L. Berthier à Watrin.

Florence, 19 germinal an IX (9 avril 1801).

Le général en chef me charge de vous dire, que son intention formelle est que la partie des troupes de votre division qui devra rester jusqu'à nouvel ordre dans la marche d'Ancône, soit

¹ Le roi était revenu à Rome le 28 mars, pour assister aux cérémonies de la semaine sainte.

² Cette dépêche a été publiée par le P. Theiner, t. I, p. 112.

placée de la manière suivante : le bataillon de la 26^e légère, à Fermo ; la 6^e demi-brigade, à Macerata, Recanati et Loreto ; au besoin deux bataillons de la 81^e à Ancône, et le troisième à Sinigaglia. Le général en chef s'est engagé envers le Saint-Père à ce qu'il n'y aurait que ce nombre de troupes dans ses États, et que les villes ci-dessus désignées d'occupées. Veuillez, en conséquence, tenir la main à l'exécution de l'ordre du général en chef.

Je remets à Mgr Caleppi une note sur le nombre de rations qu'il y aura à peu près à fournir. Je vous en transmets copie ; et si vous avez quelques observations à faire à cet égard, je vous prie de me les adresser, afin que nous arrêtions définitivement ce que le gouvernement du Saint-Siège doit fournir aux corps de troupes qu'il a à nourrir, et éviter par ce moyen les abus qui ont eu lieu jusqu'à ce jour par les différents commandants des villes ¹.

(Guerre, *Armée d'observation du Midi*).

364. — Jackson à Hawkesbury.

Rome, avril 11th 1801.

... Another french minister, Cacault, is arrived here accredited to the Pope, to whom he has delivered his credentials ². It was observed on this occasion that his audience was remarkably long, and it is reported that his language was highly satisfactory ; and the arrestation which took place the same night of many persons obnoxious to this government, is adduced in proof of it...

(Record office, *Sardinia*).

¹ Le même jour, L. Berthier avertissait Consalvi de ces dispositions. Il ne devait rester dans l'Etat romain, y compris Ancône, qu'une force de 2800 à 3000 hommes. « Personne, disait-il, plus que le général en chef n'a à cœur de tenir ses engagements ; mais il est des circonstances à l'armée qui forcent quelquefois d'y manquer un instant. J'espère que, d'après cette lettre, V. Em. calmera ses craintes, et sera assurée que ce que l'Etat vient de souffrir, est le dernier sacrifice qu'il avait à faire. » Berthier fixait à 3400 le nombre des rations (Arch. du Vatican).

² Labrador à Cevallos, Rome, 10 avril : « Hace dos días que llegó á esta ciudad el ciudadano francés Cacault, ministro de la República francesa cerca de Su Santidad, y persona muy conocida y estimada en Roma, en donde él residió en otro tiempo con el mismo carácter, Cacault fué el que hizo el tratado de paz de Tolentino ; y á pesar de las circunstancias críticas de los tiempos, él supo por su moderacion grangearse muy buen concepto. »

365. — Le Pape au roi d'Espagne

Carissime in Christo fili noster, salutem et apostolicam benedictionem.

Sia sempre benedetto il Signore, che in mezzo alle angustie ed alle rivoluzioni da cui siamo circondati, e nella penosa situazione in cui ci troviamo nel primo anno del nostro spinosissimo pontificato, ci fa rinnovare nell'esimia pietà della Real M. V. una consolazione sì grande, che noi non sapremmo abbastanza spiegarla, quando anche si chiamassero da noi in soccorso tutti i presidi della più studiata eloquenza. Noi lo dobbiamo confessare, a gloria di Dio : la M. V. sembra dalla Divina misericordia destinata ad alleggerire l'immenso peso, da cui siamo aggravati, e che è certamente di grandezza superiore alle nostre deboli forze. Noi eravamo più che convinti della bontà, con cui riguarda la nostra miserabile persona, e del di lei verace attaccamento alla cattedra di San Pietro, che contro ogni nostro merito occupiamo.

Con tutto ciò, è sì tenero e sì consolante per noi il suo foglio dei 15 marzo, sono sì conformi i sentimenti, di cui è ripieno, al giusto concetto che avevamo per tanti luminosi titoli concepito della religione della M. V., che non abbiamo potuto leggerlo senza bagnarlo di abbondanti lacrime di tenerezza. Penetrati noi pertanto dai più vivi sentimenti di riconoscenza, ci auguriamo incontro di potergliela dimostrare ; ed intanto preghiamo la M. V. di essere persuasa, che ci sta, e ci starà sempre a cuore la felicità della sua Real persona e de' fortunatissimi suoi sudditi, e che però nulla mai faremo nei suoi regni senza sua intelligenza.

Dobbiamo poi con quella lealtà e schiettezza, che ritroverà in noi sempre, manifestarle quanto abbiamo dovuto fare riguardo all'affare di Russia, di cui le parlassimo nella nostra precedente ¹. Noi, dopo aver tenuto in sospenso ogni deliberazione ad onta delle replicate istanze per più mesi, ci siamo veduti ridotti

¹ Il parait que le Pape, à l'occasion de la mission de Mgr Badossi, avait écrit une première fois, pour sonder discrètement les dispositions du roi et le préparer au rétablissement des Jésuites en Russie. La réponse du roi, datée du 15 mars, s'était probablement renfermée dans des protestations vagues d'attachement au Saint-Siège.

alla necessità di doverci prestare, per non vedere rovinati gli interessi della cattolica religione nel vastissimo imperio russo, e lo abbiamo fatto col breve di cui annettiamo copia.

E perchè ci manca il tempo per rilevare i riguardi avuti alla M. V., noi segniamo con linea le parole dello stesso breve, che potranno facilmente farglelo conoscere, ed abbiamo piena fiducia che la Real M. incontrerà soddisfazione, e che la M. V. sarà pienamente contenta della circospezione da noi usata, come vivamente desideriamo, nel dare alla M. V. ed a tutta la sua Real famiglia ¹ l'apostolica benedizione con la maggior effusione del nostro cuore.

Datum apud S. Mariam Majorem, X aprilis MDCCCI, pontificatus nostri anno II.

(Alcala, leg. 5747).

366. — Consalvi à Spina

(en chiffres)

Roma, 11 aprile 1801.

È qua giunto il ministro Cacault. Dai discorsi da lui tenuti in Firenze con Mgor Caléppi rilevo con sommo mio dolore, che non vi è speranza di riavere alcuna delle tre Legazioni; e solo dice, che si vuole che il Papa abbia uno stato, e che sia indipendente. Sembra ancora dai detti suoi discorsi, che si creda essere necessario fare col Papa un nuovo trattato di pace, e ci sono anche delle mire sull' occupare i porti, compresa Civita-Vecchia, nel che il danno di un blocco sarà certamente immenso. Mai acconsentirà Sua Santità a far trattato di pace, dopo che nè egli è in guerra, nè i Francesi, dopo tante dichiarazioni di amicizia, hanno il minimo diritto di affacciare tal pretesione. Mai acconsentirà alla perdita delle Legazioni, e non lascerà di fare tutte le sue proteste se si occupasse Civita-Vecchia.

Ma V. E. può immaginare qual sorpresa e qual indignazione (sia lecito il dirlo) producano qui simili idee. Si vede da ciò chiaramente che per ora si tace, perchè si teme che ciò possa intorbidare la sperata annuenza per l'affare ecclesiastico, e che, con-

¹ Le même jour, le Pape a aussi écrit à la reine d'Espagne. On verra plus loin que le roi et la reine ont fort mal accueilli le bref du 7 mars.

cluso che sia questo, nulla più temendo, si farà scoppiare il fulmine. E ciò si conferma dal vedere che si tiene ancora in sospenso la pace col re di Sardegna, al quale essendo verosimilmente destinate le nostre Legazioni, con qualche altro pezzo della Cisalpina, in luogo del Piemonte, dato già in parte alla Cisalpina e in parte destinato forse ad essere incorporato alla Francia, si aspetta a ciò esternare, quando si possa disporre della roba nostra senza rischio, cioè dopo compita la trattativa per gli affari di religione.

Il principe Czartoryski, ministro di Russia presso questo re di Sardegna, ha scritta una lettera al conte di Kolytchev, raccomandando a proposito nostro l' affare della badia di Chiaravalle come dono di Paolo I. Questa lettera, non fidandosi della posta, egli la manderà col primo [corriere] o russo o napoletano...

M. Cacault ha pienamente approvato (è così pure il generale Murat) la condotta tenuta nell' accordare il sequestro, e sospendere la consegna degli oggetti d' arte, finchè non si abbia la risposta da Parigi delle reclamazioni fatte da Albani. Sicchè quest' affare è andato benissimo, non essendosi dimostrata debolezza con lesione degli altri, ed avendo tenuto un metodo non disapprovato dai Francesi.

Murat ha approvato pienamente anche il sistema fissato sui beni alienati, di negare cioè la restituzione della proprietà, e dare delle indennizzazioni in quella maniera che si potrà. Ma da alcune mezze parole di Cacault credo che non intenda egli di contentarsi così, e favorisce Gérard ed i suoi principali. Ma io parlerò chiaro a Cacault ben presto (credendo che sia meglio sbrigare quest' affare prima del termine della trattativa ecclesiastica), e farò vedere al medesimo, che se il governo pontificio, che per diritto a niente sarebbe tenuto, accorda ciò che niun altro governo ha accordato, sarebbe una somma indiscretezza il non contentarsi, e gli farò intendere, che persuaso io che il di più sarebbe una vera ingiustizia, sarò irremovibile, e niente farà scordarmi, ancora a costo di fare, che si trovino un altro ministro che colla sua infamia acconsenta ad una sì orribile dilapidazione.

(Cultes, Arch. de Caprara).

367. — Murat au ministre de la Guerre

[Florence] 25 germinal an IX (15 avril 1801).

.. Vous avez vu, par ma proclamation aux troupes envoyées dans les Etats napolitains, que j'avais bien interprété les vues du gouvernement ¹. J'ai renouvelé au général Soult les instructions que je lui avais déjà données sur la conduite qu'il doit tenir, et prescrire à ses soldats; je lui ai transmis la volonté du Premier Consul pour que la meilleure intelligence règne entre lui et les officiers et prêtres napolitains. Je lui ai ordonné d'aller à la messe tous les jours de fête, avec son état-major, en grande tenue et avec la musique.

Je vous annonce avec la plus grande satisfaction, cit. ministre, que le cit. Cacaault m'écrit de Rome qu'il espère avoir terminé sa mission, dans une quinzaine de jours, au gré du gouvernement...

D'après votre lettre du... ², par laquelle vous me marquiez que la Toscane et les Légations devaient me fournir de grandes ressources, je crus devoir comprendre dans mon commandement les trois Légations; je donnai des ordres en conséquence, après en avoir prévenu le général Moncey, commandant en chef l'armée d'Italie ³. Ce général m'écrit qu'il vous a expédié un courrier ⁴, et qu'il m'engage à ne rien innover, jusqu'à ce que, par

¹ Le 5 avril, le P. Consul avait fait écrire par Berthier : «.. Le général Murat doit recommander au général Soult.. de faire connaître, ainsi que ses officiers, que nous ne voulons point révolutionner Naples, et que nous sommes aujourd'hui sincèrement réconciliés avec le roi de Naples. Mon intention est que le général Soult et son état-major aille à la messe les jours de fête, avec la musique; qu'il vive bien avec les prêtres et avec les officiers du roi de Naples » (*Corr.* n° 5507). — La proclamation dont parle Murat avait été publiée à Florence le 11 germinal : 1^{er} avril. Murat y disait : «Honorez un gouvernement devenu l'ami du gouvernement français; respectez la religion, les mœurs, les préjugés même, s'il le faut, du peuple parmi lequel vous allez vivre. Songez qu'il est digne de vous d'être l'exemple du monde, mais que vous n'êtes pas chargés d'en être les réformateurs. »

² Cette lettre était parvenue le 6 avril à Florence.

³ Le P. Consul, mécontent de l'incapacité de Brune, avait autorisé ce général, sur sa demande, à revenir à Paris (*Corr.* n° 5410). Brune était parti le 7 mars, laissant le commandement par intérim à Moncey, comme au plus ancien général de division.

⁴ Moncey avait écrit au ministre de la Guerre le 11 avril.

votre réponse, vous avez déterminé d'une manière précise le territoire des deux armées...

Nos conventions avec les cours de Naples et de Rome garantissant la sûreté des réfugiés napolitains et romains qui se trouvent en Toscane, je viens de leur faire donner l'ordre d'évacuer ce pays, ¹ où leur présence est un sujet d'inquiétude, et où leurs manœuvres occasionnent souvent du désordre.

Je vous envoie l'état des contributions fournies jusqu'ici par la Toscane : il vous convaincra que ce pays est entièrement épuisé et ne peut plus nous offrir de ressources. Si cependant la division Soult est payée par les Napolitains, si le Pape solde aussi les troupes qui sont à Ancône, j'espère pouvoir payer la solde de ce mois aux troupes qui me resteront ; mais souvenez-vous de l'immense arriéré, dû aux douze mille hommes qui me sont venus de l'armée d'Italie...

P. S... Je vous envoie divers mémoires qui m'ont été adressés relativement aux objets d'art restés à Rome. Je vous prie de les soumettre au Premier Consul et de me faire connaître sa décision. Je ne veux pas prendre sur moi de me constituer juge de cette affaire.

(Guerre, Armée d'observation du Midi).

368. — Consalvi à Spina.

Roma, 15 aprile 1801.

Serivo due righe di volo per comunicarle l'imbarazzo in cui ci troviamo. Qui il sig. Cacaault si è mostrato inteso di tutta la trattativa, ed ha le copie della bolla e progetto ufficiale, che ella ci trasmise col corriere Livio. Egli ha fatto intendere, che il governo lo ha specialmente incaricato di coadiuvare alla riu-

¹ L. Berthier à Consalvi ; Florence, 14 germinal : 1^{er} avril. — « Les réfugiés napolitains qui se trouvent dans l'arrondissement de l'armée devant rentrer dans leur patrie, d'après le traité de paix qui vient d'être conclu à Florence, j'ai l'honneur de prier S. Em. de vouloir bien prendre une détermination à l'égard des réfugiés romains, qui sont dans le même cas et qui ont les mêmes droits à espérer une mesure semblable ; et je prie S. Em. de vouloir bien m'en faire part promptement, le général en chef désirant connaître la détermination arrêtée en leur faveur, afin qu'il ait la satisfaction de voir ces individus paisiblement chez eux. »

scità della cosa. Dunque ha chiesto, che gli si comunicassero le correzioni che si crederà di fare, per istruirci sulla probabilità che siano o non siano ammissibili. Ciò premesso, ella vede l'imbarazzo e il danno della cosa. In atto pratico ci è impossibile di schermirsi da tale comunicazione, ed ella vede subito la differenza, ed il danno 1° dal passare piuttosto per il mezzo di laici, che di un ecclesiastico come è Bernier ; 2° dal non far giungere tutto in un colpo al Primo Console, cioè il nuovo progetto, la lettera del Papa, ed il foglio delle ragioni dei cambiamenti, ma piuttosto dall' essere il Primo Console prevenuto da Cacault, che naturalmente farà le sue note alle nostre note, e si spunteranno così le armi con le quali il Papa sarà per combattere. Dall' altra parte, ella vede cosa può voler dire il disgustare Cacault col non prestarsi alla da lui desiderata comunicazione ; ed ella conosce bene le nostre maniere, per comprendere, che il timore di non far peggio è quello che qui regola tutte le azioni. Si è pensato dunque che intanto era bene di prevenir lei di queste cose, e sarà della sua saviezza il decidere se le convenga, o nò, prevenirne l'abbate Bernier. La cosa è delicatissima, e non sò se tal prevenzione sia ben sicura ; onde faccia ciò che creda per il meglio.

Scrivo queste righe, essendo attaccati i cavalli del corriere russo,¹ onde mi è forza di nemmeno metterle in cifra, e rischiare con mia gran repugnanza questo foglio in piano. In genere posso assicurarla che Nostro Signore è nella disposizione di fare tutto il possibile per concludere la trattativa e dar la pace alla Francia e alla Chiesa, e creda pure che arriverà propriamente fin dove potrà. Il corriere Livio dovrebbe poter partire da qui verso il 25 o 30 del mese. In somma fretta resto baciandole di vero cuore le mani.

(Cultes, Arch. de Caprara).

¹ Un courrier russe allant de Naples à Paris, et dont le passage avait été signalé à Consalvi par le prince Czartoryski. Ce même courrier a emporté une dépêche d'Alquier annonçant, d'après des bruits venus de Naples, que l'escadre de Ganteaume aurait été détruite auprès de Tunis par les Anglais. A la fin de cette dépêche, Cacault a écrit : « Le cit. Alquier vous informant de ce qu'on mande ici de Naples, je n'ai rien à vous marquer, sinon que j'attends la fin du travail du Pape sur le concordat proposé, et que je presse sur cet objet. »

369. — Contre-projet amendé d'après les votes de la Grande congrégation.

[Rome, vers le 17 avril 1801].

Art. 1^{er}. — Dans l'espérance avec laquelle le Saint-Père ne cesse d'adresser ses vœux au Ciel pour l'entier et parfait rétablissement de la religion catholique en France, Sa Sainteté ne peut déjà que reconnaître avec actions de grâces, comme un gage de bénédiction de la main du Très-Haut, l'acte public par lequel le gouvernement français déclare non seulement que la religion catholique, apostolique et romaine est la religion de la grande majorité des citoyens français, mais encore qu'il l'adopte comme sa propre religion ; qu'il protégera la liberté et la publicité de son culte, sans égard à tout acte contraire à la pureté de ses dogmes, et au libre exercice de sa discipline.

Oppure : sans égard à toute loi ou décrets contraires à la pureté de ses dogmes et au libre exercice de sa discipline.

Art. 2. — Il sera fait de concert entre lui et le Saint-Siège une nouvelle circonscription des diocèses français ; leur nombre sera réduit de telle manière néanmoins qu'il suffise aux besoins spirituels des fidèles.

Art. 3. — Sa Sainteté témoignera aux évêques titulaires la juste et ferme confiance où elle est de leur disposition à se prêter à tout sacrifice, que pourra exiger d'eux leur zèle bien connu pour la paix et l'unité de l'Église. D'après cette exhortation, le Saint-Père, ayant en vue les demandes du gouvernement à ce sujet, et pour ne point retarder davantage le rétablissement de la religion catholique, apostolique et romaine en France, prendra les mesures convenables pour le bien de la religion, et pour le plein effet de la nouvelle circonscription, conformément à l'objet qu'il s'est proposé en l'approuvant.

Sarebbe desiderabile che potesse incominciarsi l'articolo ne' seguenti termini : Sa Sainteté témoignera aux évêques titulaires, qui n'auraient pas la confiance du gouvernement, la juste et ferme persuasion, etc.

Art. 4. — Le Premier Consul, professant la religion catholique, nommera aux archevêchés et évêchés de la nouvelle circonscription, dans les trois mois qui suivront la publication de la bulle de Sa Sainteté ; et Sa Sainteté donnera à ceux qui seront

ainsi nommés l'institution canonique, entièrement dans les formes usitées avec les princes catholiques qui ont la nomination aux évêchés, d'après que ces nominations lui seront notifiées.

Art. 5. — Les nominations aux évêchés qui viendront à vaquer se feront également par le Premier Consul et ses successeurs catholiques, et l'institution sera donnée par le Saint-Siège, en conformité de l'article précédent.

Art. 6. — Les archevêques et évêques, avant d'entrer en fonctions, prêteront directement entre les mains du Premier Consul le serment de fidélité.

Art. 7. — La formule du serment sera celle-ci : Je promets obéissance et fidélité au gouvernement établi par la constitution de la République française.

Art. 8. — Les ecclésiastiques du ~~second~~ ordre prêteront le même serment entre les mains des autorités civiles, désignées par le gouvernement.

Art. 9. — La prière suivante sera récitée dans toutes les églises catholiques de France, à la fin de l'office divin : « Domine, salvam fac rem gallicanam, et exaudi nos in die qua invocaverimus te » ; ou bien celle-ci : « Domine, salvum fac regimen nostrum, et exaudi nos in die qua invocaverimus te. »

Art. 10. — Les évêques, de concert avec le gouvernement, feront une nouvelle circonscription de paroisses dans leurs diocèses respectifs ; bien entendu qu'il soit pourvu aux besoins spirituels des fidèles.

Art. 11. — Ils nommeront à toutes les cures, et choisiront de préférence des pasteurs, doués des qualités requises par les lois de l'Eglise pour le bien spirituel de leurs troupeaux, pacifiques et non suspects au gouvernement.

Art. 12. — Ils pourront avoir des séminaires, et conserver à volonté des chapitres, mais sans obligation de dotation de la part du gouvernement.

Art. 13. — Toutes les églises, métropolitaines, cathédrales et paroissiales non aliénées, seront remises à la disposition du culte catholique.

Art. 14. — En vue des troubles à craindre d'une répétition judiciaire des domaines ecclésiastiques aliénés, au préjudice même du prompt et pacifique rétablissement de la religion ca-

tholique, le Saint-Père, eu égard à l'importance de l'objet et à la multitude des acquéreurs, nommera, comme en pareil cas à l'exemple de ses prédécesseurs, un délégué muni de la faculté de dispenser, par lui ou ses subdélégués, sans procédure judiciaire et en vertu des pouvoirs émanés du Saint-Siège, les acquéreurs qui recourront dûment à cet effet, de toute restitution soit des biens fonds, soit des fruits perçus ou à percevoir.

Art. 15. — Le gouvernement se charge de l'entretien des évêques et curés conservés, convenablement à leur état.

Art. 16. — Il prendra des mesures pour que les catholiques français puissent, s'ils le veulent, faire en faveur des églises des fondations et dotations assujetties aux charges de l'État.

Art. 17. — A l'égard des clercs séculiers, prêtres, diacres ou sous-diacres, qui sont déjà entrés dans les liens du mariage, Sa Sainteté donnera à son délégué les mêmes pouvoirs qui furent donnés à ce sujet par le pape Jules III au cardinal Polo, légat en Angleterre. Le Saint-Père donnera aussi au délégué susdit les pouvoirs nécessaires pour réconcilier à l'Église les ecclésiastiques qui ont notoirement renoncé à leur état, en usant avec eux de toute sa paternelle indulgence.

Art. 18. — Sa Sainteté reconnaît dans le gouvernement français actuel les mêmes droits et privilèges, reconnus par le Saint-Siège, dont jouissaient les rois de France avant la Révolution et le changement du gouvernement.

Art. 19. — Il s'engage, ainsi que le gouvernement français, à maintenir la présente convention, à l'exécution de laquelle les deux autorités promettent de concourir également.

(Pap. du card. Carandini).

370. — Mémoire de Di Pietro à l'appui du contre-projet amendé.

[Rome, vers le 17 avril 1801.]

Brevi ragioni sui cambiamenti fatti nel progetto di convenzione segnato n° 3, e sulle traccie tenute nel compilare l'ultimo progetto, segnato n° 4.¹

¹ Le n° 3 désigne la rédaction du contre-projet, discutée par la Petite congré

Art. 1. — Più si riflette su quest' articolo, più grande amarezza s'incontra nel pensare, che mentre la Santa Sede si adatta a tante condiscendenze in favore del governo francese, debba non solo soffrire che la religione cattolica resti degradata in Francia senza tornare allo stato di dominante, ma che debba inoltre il Santo Padre sanzionare l'articolo stesso in un articolo solenne; cosa, di cui non vi è esempio da che esiste la Chiesa cattolica. Ciò reca tanto maggiore amarezza, quanto che la stessa religione conservasi come dominante in Francia per lungo corso di più secoli fino a pochi anni addietro, e oltre l'esser seguitata anco attualmente dal maggior numero de' Francesi, come risulta dalla confessione che ne fa lo stesso governo, conta tutt' ora viventi non pochi de' suoi legittimi vescovi e parrochi.

È quindi indispensabile che Sua Santità si cauteri nel miglior modo possibile; senza di che, oltre il danno che potrebbe venirne alla religione, di cui è capo, custode, vindice e propagatore, ne nascerebbe facilmente un gravissimo scandalo in tutto il Cattolicesimo. Non si andrà probabilmente molto lungi dal vero, se si asserisce, che ne rimarrebbe scandalizzato anco il Primo Console, il quale non può ignorare questo dovere essenzialissimo del Sommo Pontefice, e la premura con cui Sua Santità deve promuovere i vantaggi della cattolica religione.

In vista pertanto delle dolorose circostanze, le quali mostrano esser del tutto impossibile, che il governo francese dichiari fin da ora, con atto pubblico, dominante la religione cattolica, l'unico compenso da prendersi sembra quello di mitigare l'articolo fin dove si può, guardandosi bene ad un tempo di far uso di termini, o equivoci, o poco convenienti alla dignità pontificia e alla santità della religione, e non occultando che il Santo Padre, nell' adattarsi alle circostanze, vorrebbe per altro molto di più, e non cessa per questo di conservare la speranza, e d'indirizzare i suoi voti al Cielo per il perfetto ristabilimento della cattolica religione in Francia. Nel proporre una nuova formola

gation (pièce n° 347); le n° 4, la rédaction amendée d'après les votes de la Grande congrégation (pièce n° 369). — Une note, placée en tête du mémoire, avertit que « le note marginali indicano gli articoli, che corrispondono alla numerazione di entrambi i progetti. »

di questo articolo, si esprimono sul fine di esso due diverse module, l'una più blanda e coperta, l'altra più forte e più chiara, per la revoca delle leggi o decreti contrari alla religione. Il chiedere questa revoca è un dovere preciso, formando essi un ostacolo insormontabile al risorgimento della religione. Il cardinale Polo la volle espressamente, allora quando trattossi di riconciliare l'Inghilterra; anzi nell'atto stesso della solenne riconciliazione, la impose per penitenza alle due camere del Parlamento.

Art. 3.— Si è detto abbastanza ne' fogli delle Riflessioni,¹ per mostrare quanto convenga esser circospetti in questo articolo. Il governo francese deve contentarsi di ottenere il suo intento; e quanto al modo, non dee sembrargli strano che il Santo Padre mitighi un colpo sì forte, ed usi qualche riguardo per un corpo sì rispettabile di vescovi, suoi fratelli; tanto più che non si trova, nel decorso di tutti i secoli precedenti, un altro caso, nel quale abbiano i Romani pontefici adoprato in simil guisa la suprema loro autorità.

Art. 4. — Fatta più posata attenzione sull'aggiunta del nome di Bonaparte, in questo e negli altri luoghi dove è nominato il Primo Console, sembra più giusto l'ometterlo, trattandosi di concessioni, che riguardano non la persona, ma la dignità. Nel progetto ufficiale non si fa mai parola di Bonaparte. È però indispensabile lo aggiungere: « professant la religion catholique », per il pericolo rimarcato da Mgor Spina, che quantunque il governo riconosca per sua particolare la religione cattolica, pure può accadere, che nel tratto successivo il Primo Console non sia cattolico, nel qual caso non potrebbe esso godere del diritto di nomina ai vescovati.²

La parola « s'engage », che trovasi inscritta in quest'articolo, sembra troppo offensiva alla dignità pontificia, e per questo motivo si è adottato il termine più semplice e più conveniente « donnera ». A maggior chiarezza, e a togliere qualsivoglia equivoco, si è fatto uso delle espressioni « entièrement dans les formes usitées ». È stata cambiata egualmente la parola

¹ Pièce n° 348.

² Citation d'un bref du 15 mai 1748, adressé par Benoît XIV à l'évêque de Breslau.

« aussitôt », sostituendovi l'altra « d'après », per vietare che si facciano talvolta delle indoverose pressure per la sollecita conferma de' vescovi nominati dal Primo Console.

Art. 9. — Le due formole di preghiere che si riportano, possono ammettersi egualmente da Sua Santità; e sarà bene lasciarle entrambi, rimettendo in tal guisa al governo francese la scelta di quella che più gli piacerà.

Art. 11. — Sul proposito della nomina de' parrochi, si è creduto di meglio cautelarsi quanto ai requisiti, che devono avere a forma de' sagri canoni, e di limitare le pretese del governo, dovendo esso contentarsi, che i vescovi abbiano l'avvertenza di nominare alle parrocchie persone non sospette al governo medesimo.

Art. 12. — Adottandosi quest' articolo come è stato proposto negli altri progetti, pare che il governo si faccia una legge di non contribuire alla dotazione de' Capitoli, e de' Seminari. Si crede quindi più giusta l'espressione « sans obligation de dotation ».

Art. 14. — Fu motivato da qualcuno de' sig. cardinali di stendere la dispensa per la ritenzione de' beni ecclesiastici anco a quelli, che sono fuori del grembo della Chiesa cattolica: due cose però bisogna rilevare. La prima è, che i beni ecclesiastici sono costantemente chiamati ne' più venerandi monumenti della sagra antichità « res divinæ, res dominicæ, res Dei, hostia acceptabilis, placens Deo »...¹ Fa veramente amarezza, che il capo della Chiesa autorizzi a ritenere i beni suddetti gli eretici, scismatici ostinati a rimanere ne' loro errori.² La seconda, che ad onta di tutte le diligenze praticate, non è stato possibile rinvenire un esempio di dispensa di tal natura, concessa dai Sommi Pontefici in favore di coloro, che rimanessero ostinati nello scisma e nell'eresia. Quando il Santo Padre usi in ciò quelle facilità medesime, che furono [usate] da suoi predecessori, appunto pel grand' oggetto del ristabilimento della religione cattolica, il governo francese non ha luogo a dolersi, nè deve esigere di più.

¹ Citations de canons et de conciles des premiers siècles.

² Citation d'une constitution d'Innocent X, du 20 nov. 1648.

Per gli accennati riflessi adunque si crede giusto ed ammissibilissimo l'articolo, che si propone, e non sembra che possa adottarsi un termine più riservato della parola « dûment », per lasciare al delegato pontificio un qualche largo, onde escludere dalla concessione della dispensa quei possessori, che nè sono cattolici, nè hanno in animo di convertirsi. Tutto al più, riguardo a costoro, potranno darsi delle istruzioni al delegato suddetto, affinchè, ne' casi particolari, faccia intendere, che il Santo Padre userà con essi di una semplice tolleranza o condiscendenza, *per modum conniventiae*, acciò non abbiano ad esser molestati nel possesso de' loro acquisti. Nulla d'avvantaggio sembra che possa farsi dal capo della Chiesa...¹

Art. 17. — Il presente articolo è stato disteso di nuovo, essendo troppo importante lo evitare l'equivoco che potrebbe prendersi in credere, che nel termine generico di ecclesiastici rimangano compresi anco i vescovi che avessero preso moglie. Sebbene Mgor Spina abbia fatto sentire al governo, che questa dispensa non può essere un oggetto di convenzione, pure, se così piace, potrà inserirsi detto articolo nel trattato, atteso che si richiama in esso l'esempio di Giulio III.

Art. 19. — Riflette uno de' sig. cardinali, che questo articolo non si legge nel progetto ufficiale, ma bensì nel secondo progetto,² e che se potesse tralasciarsi, tornerebbe meglio, per evitare, quanto è possibile, che il Santo Padre comparisca in figura di semplice contrattante. Tuttavolta, non sembra che debba incontrarsi per questo grande difficoltà, tantopiù che abbiamo l'esempio di Benedetto XIV, il quale comparve appunto in figura di contrattante nella stipulazione del concordato fra la Santa Sede e la corte di Napoli.

(Pap. du card. Carandini).

371. § — Consalvi aux membres de la Grande congrégation.

Dalle stanze del Quirinale, 18 aprile 1801.

La Santità di N. S., dopo aver esaminato i voti consegnati

¹ Doctrine de Paul III, en 1548, sur des demandes de l'empereur Charles-Quint.

² Le projet secret de Bernier (pièce n° 305. Cf. p. 167, note).

dai sig. cardinali nella congregazione dei 7 corrente, ordinò a Mgor patriarca di Gerusalemme di stendere un nuovo progetto di convenzione.¹ Presentato questo al Santo Padre, se da un lato la Santità Sua non vi incontrerebbe difficoltà, dall' altro però la grande importanza dell' affare ha tenuto ancora sospeso il suo giudizio, piacendogli d'interpellare una seconda volta i sig. cardinali, componenti la congregazione particolare, per averne il loro parere. Ha comandato perciò che il medesimo Mgor patriarca fornisca a ciascun Emo copia del progetto, non meno che delle ragioni de' cambiamenti fattivi, lo che seguirà poco dopo la consegna del presente biglietto.

In seguito di ciò, è mente di Sua Santità che si aduni nuovamente la congregazione alla persona della Santità Sua, la sera di lunedì prossimo 20 corrente, alla mezz' ora di notte.

Dispensa questa volta il Santo Padre gli Emi sig. cardinali dell' incomodo di portare il loro voto in iscritto, se così loro piacerà. In luogo per altro di parlare in globo del progetto, dovrà esternarsi ordinatamente il sentimento su ciascheduno articolo del medesimo.

Torna ad inculcare il Santo Padre la più stretta inviolabilità del segreto in tutto e per tutto, a forma di quanto già venne prescritto l'altra volta, compresa anche la stessa adunanza della congregazione fissata per la sera di lunedì.

(Pap. du card. Gerdil).

372. — Ghislieri à Colloredo.

Rome, 18 avril 1801.

Le courrier qui doit apporter à Paris la réponse du Saint-Père au projet que le Premier Consul lui a fait présenter touchant les affaires ecclésiastiques en France, est encore ici ; et, à en juger par la mauvaise humeur du Pape et par les demi-mots qui échappent à différents cardinaux, obligés d'ailleurs par un serment à un silence rigoureux sur ces affaires-là, on prévoit que la décision du Pape ne peut pas être entièrement favorable aux prétentions du gouvernement français, qui voudrait

¹ Pièce n° 369.

entre autres choses réunir un concile national. Mais, autant est-il douloureux pour tout homme qui est attaché à la sainte Eglise, de voir par là différer le moment du rétablissement en France de la religion catholique, autant Bonaparte sera-t-il indifférent au refus du Pape ; vu que le Premier Consul a bien voulu s'attirer la confiance du parti catholique en France, en entamant des négociations avec un député apostolique à Paris tel que le prélat Spina, mais il ne sera pas fâché peut-être que ces négociations traînent encore longtemps, et que le moment du rétablissement total de la religion catholique en France comme religion dominante, n'arrive pas de sitôt à exciter le dépit et la vengeance des soi-disant philosophes et des jacobins.

Quoi qu'il en soit des projets de Bonaparte, il n'en est pas moins vrai que M. Cacault n'a pas encore présenté ses lettres de créance, et ne compte pas de les présenter de si tôt ; ce qui ne l'empêche pourtant pas de se qualifier, dans ses passeports et dans ses cartes de visite, comme ministre plénipotentiaire de la République française, et d'en remplir les fonctions auprès du Pape et de ses ministres, qui lui ont déjà accordé toutes les distinctions dont jouissent ici les ministres étrangers. Il a déjà donné aussi plusieurs dîners au corps diplomatique ; et comme il m'a engagé hier (17 avril) d'aller dîner chez lui, je compte de le prier chez moi dans la semaine prochaine.

L'affaire que M. Cacault a poussée jusqu'ici avec plus de force auprès du cardinal secrétaire d'État, regarde une petite colonne que S. M. Sicilienne fit ériger sur la place du Capitole pour monument de ses victoires sur les Français, et que le gouvernement français exige absolument qu'elle soit abattue. L'inscription mise au bas de cette colonne, où on lit : « Vexillum sacratissimæ crucis cui partas de parricidis et perduellibus victorias acceptas refert Ferdinandus IV » excite particulièrement le ressentiment du gouvernement français, qui sera sans doute satisfait au premier jour dans ses désirs par l'abattement de ladite colonne. Le Premier Consul, qui accorde sa protection volontiers aux gens de lettres, a pris un intérêt particulier à ce que Ennius Quirin Visconti, antiquaire célèbre et révolutionnaire encore plus célèbre, qui est actuellement à Paris inspecteur du Museum national enrichi des dépouilles d'Italie, soit réintégré dans les propriétés

qu'il a à Rome, et indemnisé des pertes qu'il a essuyées par le séquestre que les Napolitains ont mis sur ses biens et par la vente de son mobilier ; et cette indemnité a coûté au Pape sept mille écus. Les ordres qui viennent de Paris pressent aussi beaucoup les agents français, pour que les statues du prince Albani et tous les objets d'art séquestrés aux Anglais soient sans délai transportés en France, mais Sa Sainteté est ferme dans sa détermination d'attendre avant tout l'issue des négociations de S. E. M. le comte de Cobenzl à Paris pour la famille Albani.

Mais ce qui embarrasse bien davantage ce gouvernement-ci, et ce qui désole les habitants surtout de l'Umbrie, c'est le passage des troupes françaises qui vont dans le royaume de Naples, et qui, pressées par la faim, ont poussé quelque piquet jusqu'à La Storta, qui est à dix lieues de Rome. Les innovations salutaires que le Pape vient de faire dans l'administration de ses finances, ne suffiront sûrement pas pour faire face à la misère extrême de ses provinces. Et, dans un état de détresse si grande, on s'étonne que Sa Sainteté pense à faire la fonction dite du *possesso*, dans le mois prochain ; fonction qui est fort coûteuse pour la magnificence du cortège, qui doit suivre le Pape à cheval depuis Monte-Cavallo jusqu'à l'église de Saint-Jean-Laterano, où Sa Sainteté va prendre, comme dans la première église du monde catholique, possession formelle de sa dignité...

Le décret du Premier Consul, par lequel les trois Légations sont mises sous les ordres du général en chef Murat, et paraissent par là détachées de la République cisalpine, exerce beaucoup la subtilité des politiques italiens qui, pour la plupart, croient ces provinces-là destinées au roi de Sardaigne. Ce qui est plus sûr, c'est que le Pape se propose de faire à Paris des représentations très fortes pour ravoir lesdites Légations, et V. E., à qui je ne devais pas cacher l'intention de Sa Sainteté, bien décidée sur cela, pourra bien mieux que tout autre prévoir l'effet de pareilles démarches, que je ne crois pas d'être à même de contrarier sans avoir des nouvelles instructions, analogues à la différence des circonstances actuelles de celles qu'offrait l'occupation desdites trois provinces par les troupes de Sa Majesté...

(Arch. de Vienne).

373. — Consalvi à Spina.

Roma, 18. aprile 1801.

Ieri ricevei con la posta di Genova il suo piego dei 17 marzo. Questa mattina ho ricevuto quello dei 21 recatomi da M. Artaud, segretario di legazione, e giovine veramente, come ella dice, amabilissimo. Nell'angustia del tempo, rispondo come posso alle varie cose che contengono i suoi dispacci, e mi riporto all' altro foglio annesso per le nostre nuove.

Intorno all' abbate Salamon, Nostro Signore, accomodati in Francia gli affari di religione, non lascerà d'interessarsi perchè si abbia in considerazione la di lui persona; ma non era ben fatto il lasciargli continuare l'esercizio delle facoltà spirituali, e perciò Nostro Signore gliele ha rievocate.¹

Per mancanza in parte di esperienza, e in parte della segreteria, che è tutta nuova e senza carte da servir di esempio (tutto essendo perito nella rivoluzione), nel mandare a lei la lettera credenziale per il ministro degli affari esteri, si è omessa la carta a lei medesima. Questa dunque, giacchè ella espone essergli necessaria, le si manderà col corriere Livio, ed anche la lettera per lo stesso Primo Console...²

Mi comanda il Papa di commetterle di dimandare in suo nome al cav. Azara, qual era il metodo da lui praticato in Roma con la Sa. Me. del suo antecessore; giacchè questo sig. Labrador, nel trattare gli affari, usando continuamente i modi che Nostro Signore trova i più aspri ed i più offensivi che dir si possa, così nelle parole, che nello scritto e nelle maniere di ogni sorta, non chè nella sostanza, ha recentemente messo un periodo

¹ Voir plus loin une note sur la dépêche de Spina n° 49, du 24 mars. — Déjà le 21 février, Consalvi avait mandé à Spina: « Il sig. abbate Salamon scrive e riscrive al segretario del cardinale Zelada, e chiede conferma di facoltà, ampliazione di esse, titolo *in partibus*, e cose simili. Il Santo Padre ignora cosa precisamente fosse fatto dal suo antecessore in altri tempi e circostanze, ma presentemente non trova necessarie queste particolari commissioni, e le crede piuttosto atte a turbare la giurisdizione dei vescovi e dei gran-vicari, e forse anche a frastornare l'unione e buona armonia dei fedeli. Converrà dunque che ella informi, e se sussiste l'accennato inconveniente, fa duopo non ritardare a porvi riparo. »

² Affaire Lambruschini à Gênes; frais de la mission de Spina, etc.

in una sua nota, in cui dice : « che egli finora avea preferito il mezzo delle reclamazioni, come il più conforme ai principi di moderazione che professa ; ma che l'esperienza gli fa conoscere che il metodo adottato dal suo predecessore era più efficace e più adattato al paese. » Dice il Papa, che vorrebbe sapere dal cav. Azara se questo metodo era il bastone (non parendogli che vi sia altro gradino da salire) ; nel qual caso vorrebbe esserne prevenuto, per mettersi almeno in difesa. Sono persuaso che il sig. cavaliere ci farà una risata. Questa nota, che il sig. Labrador ha data, era diretta ad ottenere la scarcerazione di uno, che egli diceva preso nella giurisdizione di Spagna, e che cinque testimoni contesti dicevano di nò. Ma egli li crede subornati dal governo, e così pure quelli che escludono, che un fatto di un ferraiuolo tolto ad un tale Antonetti dai sbirri, sia accaduto dentro la giurisdizione. Il Santo Padre, per rispetto alla corte e per quieto vivere, ha fatto rilasciare il carcerato e rendere il ferraiuolo, come il ministro ha voluto. Egli si lagna di frequenti infrazioni della giurisdizione, ed è rimarcabile in questo che a tempo del cav. Azara ciò non accadeva mai...

Il sig. Cacault e il sig. Alquier sembrano contenti del loro ricevimento in questo paese. Sono due persone commendabili veramente, anche per le loro qualità personali, oltre la qualità pubblica.

Ella non può credere a qual grado di miseria siano ridotte le povere provincie. Il fatto si è, che dopo che le truppe francesi entrarono la prima volta, che fu seguita dall'armistizio di Napoli (nella quale occasione le nostre provincie mantennero per molti giorni da dieci in dodici mila uomini interamente), alcuni corpi retrocederono ; ma rimasero sempre da Spoleto fino a Fano da quattro in cinque mila uomini per un mese. Ora poi, per la guerra che dovea farsi a Napoli, essendo rientrati da quattordici in quindici mila uomini, e questi in seguito della pace dovendo andare a presidiare il litorale Adriatico napoletano, entrando per Rieti e non per Ascoli (ciò che non s'intende), in luogo di subito entrare nel regno, secondo gli ordini dati più volte dal generale Murat, non trovano mai la strada di entrare, e sono sparsi in Perugia, Foligno, Spoleto, Terni, Sabina, Narni, Otricoli e Civita-Castellana (di dove partirono ieri) ; ed è ormai il se-

condo mese che si nudriscono da noi interamente, facendo requisizioni di cavalli, camicie, scarpe, vesti, oltre i viveri ed i foraggi. Lascio immaginarle che rovina è delle casse sì pubbliche che private: il pianto è universale. Si figuri che oltre le tasse straordinarie, per tal fine imposte, il principe ha dovuto cedere alle comunità anche i redditi fiscali; e così in Roma nulla giunge al tesoriere, il quale perciò, incominciando dai cardinali fino ai poveri inservienti, non paga nessuno, o dà tutto al più dei scarsissimi a conti. Inoltre la fisica mancanza dei generi e specialmente dei foraggi, mette le popolazioni alla positiva disperazione. Dopo tuttociò che lo Stato avea antecedentemente sofferto, immagini che sia quest'orribile dispendio e rovina! Non le ne faccio il dettaglio per non trafiggerla. Ora com'è possibile che le altre operazioni procedano felicemente? Tutto si guasta e si rovina, o si paralizza almeno. Il generale Murat si mostra sensibilissimo, ma dice che se avesse dovuto badare agli ordini del ministro della Guerra, avrebbe dovuto oltre ciò « frapper deux millions sur les Etats du Pape », e si scusa col non sapere come andare avanti per mantenere l'armata.

(Cultes, Arch. de Caprara).

374. — Consalvi a Spina.

Roma, 18 aprile 1801.

Si hanno nuove assicurazioni dal quartier-generale, che le truppe da Foligno in quà, hanno l'ordine di subito entrare in regno per Rieti, e che quelle che sono nella Marca in là, saranno diminuite di numero.

Le tre Legazioni sono state messe, quanto al militare, sotto il comando dell'armata del generale Murat, ma per le opposizioni fatte dal generale dell'armata d'Italia, sono tuttora sotto di questo. Circa il civile poi, niun cambiamento si è fatto, e il decreto le nomina sempre come dipartimenti della Cisalpina.

Falsissima è la nuova che si legge nella Gazzetta di Francia, da cui l'hanno copiata le italiane, cioè che Nostro Signore avesse chiesto soccorso al Primo Console per farsi liberare dalle truppe napoletane, con tutto il resto che è su quell'articolo.

Il possesso di Nostro Signore si prenderà in maggio, ma diminuendo più che si può ogni genere di spesa ¹.

(Cultes, Arch. de Caprara).

375. — Consalvi à Spina.

(en chiffres)

Roma, 18 aprile 1801.

Sempre più io vedo dubbio sulla restituzione delle Legazioni. M. Cacault qui non ne fa molto nei suoi discorsi ; tutto il bene, che egli vanta che si ricaverà dalla Francia, si riduce sempre all' indipendenza ed alla protezione, etc. In Firenze, come già le scrissi, fece anzi intendere quasi il contrario. Io temo assai, che si tiri innanzi finchè sia assicurata la trattativa religiosa, e poi nel trattare sul temporale ci si dia una bella negativa, dando le Legazioni o al re di Sardegna, o al duca di Parma (o suo figlio) in caso che si renda la Toscana al gran duca, benchè io non lo creda. È ancora da temersi che tutto al più ci si renda la sola Romagna o anche Bologna, ma non Ferrara che è ben più interessante.

Deve àversì pure in vista, che il farsi ciò per trattato è cosa pienissima di pericolo. Nel trattato si vorrà qualche cosa in corrispettività. Se ciò fosse una cessione a quella parte che ci si ricusasse, ella vede che ciò offenderebbe i principi. Dubito, che noi declamiamo tanto contro il trattato di Tolentino e ci attacchiamo alla ragione della violenza ; e come potrà il Papa rinunciare a qualche parte dei beni della Chiesa romana in mezzo alla pace, e fuori d'ogni rischio o timore ? Lo stesso discorso ha luogo per la rinunzia al compenso di Avignone e Carpentras, se anche nel trattato ci si rendessero tutte tre le Legazioni. Onde di questa rinunzia converrebbe almeno non parlare, o andar immaginando qualche compenso che non fosse in stati, ma di diversa natura ; mentre fuori che la Cisalpina si distruggesse (del che non sò persuadermi), non vedo dove avremo noi il compenso, seppure non si inducono a darci quel pezzo che dal Canal-Bianco fin dove arrivava quasi alla nostra legazione di Ferrara, si estende fino all' Adige, comprendendo Adria e Rovigo, che è

¹ Dans une autre dépêche du même jour, Consalvi protestait que le Pape avait usé de la plus grande indulgence envers la princesse Santa-Croce et ses fils.

certo assai meno di Avignone e Carpentrasso. Il decreto dell' Assemblée nazionale, che riconobbe dovuto questo compenso, può molto giovarci.

Il beneficio che fa il Papa al governo francese colla riunione religiosa è sì grande, che può meritare ogni più larga corresponsività, non che un adempimento di obblighi de' Francesi, com' è nel caso presente. Ma la nostra delicatezza di non mischiare una cosa coll' altra, dà certamente luogo a trattarci come io temo. Ora io penso perciò due [cose]. Una già è quella, che per questa restituzione, bisognerebbe scansare di fare un vero trattato, mentre benchè ella abbia le credenziali anche per il temporale, non per questo è necessario di fare un trattato sottoscritto. Le credenziali fanno che ella sia autorizzata a parlare di queste cose ancora ; e ciò può bastare. Un buon pretesto per scansare il trattato, può essere di far spiccare di più la magnanimità del Primo Console, facendo una restituzione altronea, mentre nel trattato sarebbe sempre corrispettiva a qualche cosa ; il che non può non essere che in nostro danno. La seconda cosa (che in sostanza ed in epoca deve essere la prima) è di avanzarsi da lei, ora che ha credenziali, la formale petizione della restituzione delle tre Legazioni, e con delicatezza anche del compenso d'Avignone, prima del ritorno di Livio e dello stringersi dell' altra trattativa, di cui, nell' avanzarne la petizione della suddetta restituzione, non deve fare la minima menzione, per conservare appunto la giusta massima di non mischiare le due cose. Sono più che persuaso, che non ci risponderanno prima di stringere l'altro affare ; ma pazienza. Sempre ella rileverà qualche cosa, sempre tasterà il terreno, sempre verrà così a dichiararsi in forma solenne la determinata volontà del Santo Padre, sempre si guadagnerà di potersi far sentire un tuono risoluto quando, dopo avere esternata tal petizione prima della trattativa ecclesiastica, e dopo avere conclusa questa a gran soddisfazione della Francia, indipendentemente da quella potremo far sentire le nostre lagnanze di essere la nostra delicatezza, e insieme la nostra condiscendenza, così mal corrisposta. E siccome lo stesso M. Cacaault dice, che anche dopo la trattativa conclusa, la Francia avrà un bisogno grandissimo dell' opera del Papa nell' esecuzione, così io penso che se il Papa, per la mala corrispondenza che poi ricevesse dai

Francesi, si mostrasse palesamente assai disgustato, e facesse anche sentire l'impossibilità di sussistere senza la restituzione dovutagli, e la sua disposizione a non volere continuare ad essere per tal modo il boia dei suoi sudditi e l'istrumento della loro infelicità, queste cose, coll' appoggio anche della Russia, potranno imbarazzare il governo francese, onde ben maneggiate possono esserci di profitto. Tutto ciò dunque le sia di lume.

Seguiti a raccomandarsi a Kolytchev, su cui bisogna in fondo contare. Dopo la concessione fatta a Paolo I della restituzione dei Gesuiti in Russia (che tenga sotto segreto finchè non sia pubblicato il breve), sicuramente siamo con lui anche meglio di prima, e molto più [se] sul punto di Malta si potrà in qualche modo combinare. Noi stiamo aspettando certe risposte da Russia, prima di mandare colà Genga, perchè il differire ci giova. Intanto ella seguiti a schermirsi dall' offerta mediazione del Primo Console, in maniera di non offenderlo. Può dire con verità, che in questo intervallo l'offerta fatta da Paolo I, di mandare colà uno senza carattere per trattare l'affare, ha messo il Papa nella necessità di agire direttamente, senza potersi a ciò ricusare, sicchè si farebbero incrociature inutili, e forse anche imbarazzanti e pericolose con il di lui carattere.

Circa i beni nazionali, mi è riuscito di far convenire anche Cacault nella massima in cui già il generale Murat convenne pienamente, cioè che la proprietà non si può ammettere, ma bensì la rindennizzazione del costo ben appurato, e con quella riduzione che la stessa molteplicità ed importanza di tali acquisti e gli anteriori debiti dello Stato esigono. Intendo per i soli cittadini francesi, fra i quali è bene chiaro, che se ci sarà qualcheduno che più interessi al Primo Console, potremo non fargli detrazione. In fondo torna conto anche ad essi, i quali, possedendo qui, dovrebbero pagare il valimento e subire il danno dei cambi, spese, etc. ; cose tutte che giustificano un defalco onesto. Dunque Cacault è convenuto; ma egli consiglia ch' ella chieda un' udienza al Primo Console, e tratti questa cosa con *lui-même*, perchè dice che questi acquirenti millionari, con i loro quattrini facilmente guasteranno ogni altro condotto, e faranno mutare anche ciò che a lei fu fatto dire ufficialmente.

Ecco dunque ciò ch' ella deve far subito ; e nel discorso col Primo Console, rilevi la giustizia di questa massima, e che niun altro principe reintegrato ha fatto così, e l'utile che ne ridonda agl' istessi Francesi, e la impossibilità che il Papa sussista se un tale spoglio ha luogo, e finalmente la decisa sua volontà di non fare più di tanto. Mi dia risposta più presto che può...

Rispondo ora alle di lei cifre del piego in data dei 21 marzo. Ella si è condotta benissimo relativamente alle secolarizzazioni di Germania. Niun principe, di tanti, si è ancora diretto al Santo Padre per implorare aiuto ed uffici.

Eguilmente ella si conduce per eccellenza, nel trattare con tutti in modo da non compromettere Sua Santità con alcuna potenza, non potendo sapersi come finiranno le cose. Così faccio qui ancor io; ma non si riesce a non rompersi il collo con la Spagna e con Napoli, per il carattere personale di Labrador e di Acton. Circa il contorno dei Gesuiti, di cui si accusa il Papa e me, non vi è una parola di vero ; ma si figuri se crescerà l'accusa quando si saprà l'affare di Russia. Al Cte di Kolytchev può far la confidenza della negativa, data alla Spagna, sull' alienazione di quelle Lingue dall' Ordine, ciò che farà un merito al Papa ; ma che prometta di nulla far trapelare alla Spagna, per non comprometterci. Circa l'affare del gran magistero, dica pure a Kolytchev, che Sua Santità manderà quanto prima Mgor Della Genga a Pietroburgo, atteso l'invito dello stesso Czar, senza carattere, ma da spiegarlo dopo aggiustate le cose. Fin qui la cosa è riuscita a maraviglia, essendo una sorte di potere mandare alcuno. Ma il male sta, che la corte di Napoli, senza alcuna commissione nostra, e solo per farsi merito con Paolo I, gli ha detto che il Papa è pronto a riconoscerlo nel civile e militare, sol che si riserbi a lui l'ecclesiastico ; del che è stato contentissimo il Czar ; ed, all' oggetto di effettuarlo, ha fatto intendere che per tal trattativa si mandi uno anche senza carattere. Ma ella vede subito due ostacoli. Uno è il politico, mentre Sua Santità con ciò disgusterà sempre gli oppositori di Paolo I ; e l'altro è l'ecclesiastico, perchè quella distinzione è difficile in pratica, e sempre vi sarà lo scoglio del titolo che egli vorrà senza postilla. La corte di Napoli ci ha posto in questo incastro. Ella vede che ora ci conviene guadagnare tempo ; ma si può fare per

pochi giorni, pressando il Czar con somma efficacia. Dio ce la mandi buona! Or ella vede, che così non è più luogo ad accettare la mediazione della Francia, ed ella può dir questa missione così al governo francese che a Kolytchev, tacendo però con essi ciò che è da tacersi. Scansiamo con pulizia la mediazione, perchè è meglio che ci facciamo il merito noi stessi con Paolo I, il quale in fondo nemmeno sò quanto ami il Primo Console, specialmente se non lo contenta, come non vedo che pensi molto a fare. La memoria da darsi a Kolytchev per mandare uno in Russia, ella vede che non ha più luogo.

Cacault mi sembra che si umanizzi di più, e ne sono più contento.¹ Dimani l'altro si terrà là seconda congregazione de' dodici; e sia sicuro che prima che finisca il mese, si spedirà Livio. Questo lo dica pure.

M. Artaud ha portato a Cacault una istanza del ministro degli affari esteri per far espellere il cardinale Maury. L'ho persuaso che qui non ha influenza nessuna nè credito, e che, stando al suo vescovato, non conviene inquietare Sua Santità su tal proposito, essendo un vescovo e cardinale. Se n'è persuaso; ma se Maury torna a Roma, non si salva più.

(Cultes, *Arch. de Caprara*).

¹ Cacault écrivait le 17 avril à Mgor Caleppi à Florence: «.. Je suis charmé de l'activité au travail et de la manière de traiter de M. le cardinal Consalvi: j'espère que nous parviendrons ensemble à débrouiller le chaos des affaires. Vous faites de votre côté beaucoup de bien. Espérons de parvenir peu à peu au rétablissement des choses: c'est ce que je désire de tout mon cœur » (*Arch. du Vatican*).



PARTIE IX

CACAULT ET LE CONTRE-PROJET ROMAIN

Nouvelle soudaine de la mort de Paul I^{er}. — Bien que cet événement paraisse supprimer l'épineuse affaire de la grande-maîtrise de l'Ordre de Malte, il déconcerte Consalvi. — Le cardinal croit perdre son meilleur soutien pour la restitution des Légations ; il craint que le bref rétablissant les Jésuites en Russie ne devienne inutile, après avoir mécontenté l'Espagne.

Cacault est chargé de réclamer contre la conduite du cardinal Maury.

Le contre-projet romain est lu par Consalvi devant Cacault. Tous deux se promettent réciproquement le secret sur ces communications. — Le ministre français proteste contre les changements apportés au texte officiel du projet V. Cette attitude décide le cardinal à réunir de nouveau la Grande congrégation pour réviser le contre-projet. — Retards qui en sont la conséquence.

Cacault observe mal ses engagements de discrétion : il rend compte à Talleyrand, et en termes parfois inexacts.

Charges accablantes imposées au Saint-Siège par l'armée d'observation. — Murat, ne pouvant obtenir les ressources des Légations pour nourrir ses troupes, cantonne en partie dans l'Etat romain celles qui ne sont pas arrivées à Tarente. — Prise de possession du Montefeltro par les Cisalpins, et plaintes répétées de Consalvi.

M. de Vargas vient remplacer le marquis de Labrador.

Après deux séances, la Grande congrégation amende le contre-projet. Elle autorise plusieurs variantes, dont Spina pourra faire usage en cas de nécessité. — Refonte du projet de bulle rédigé par Bernier. — Nombreux documents préparés à la hâte pour Spina, notamment des notes en forme d'instruction, des pouvoirs plus réguliers, un mémoire sur les modifications subies par le projet V, une lettre du Pape au Premier Consul.

Livio reprend, le 13 mai, la route de Paris.

Au lendemain de ce départ, Consalvi, inquiet de quelques passages de la lettre du Pape, surtout sur la démission de l'épiscopat français, recommande à Spina de corriger, s'il le peut, cette lettre avant d'en faire la remise.

376. — Cacaault à Talleyrand.

(n° 2)

Rome, 1^{er} floréal an IX (21 avril 1801).

J'ai reçu votre lettre du 4 germinal concernant le cardinal Maury.¹ Elle m'a été remise par le citoyen Artaud, qui est arrivé et que j'ai été charmé de recevoir. Le cardinal Maury a toujours été à son évêché depuis que je suis à Rome; il n'a pas de crédit auprès du Pape, et il n'est pas aimé et estimé à cette cour. J'ai donné lecture au secrétaire d'État de votre lettre au sujet de ce cardinal: il m'a assuré qu'il en rendrait compte à Sa Sainteté, et que le cardinal Maury n'avait ici nulle influence. Il est évêque de Montefiascone dans l'État ecclésiastique. On m'a dit qu'il viendrait à Rome, à la Pentecôte. C'est un homme qui parle beaucoup, et dont vous avez d'ailleurs une opinion vraie; mais il est placé évêque dans l'État du Pape et cardinal à cette cour. On ne peut qu'empêcher qu'il arrive à des places de confiance: votre lettre pourrait produire cet effet, si on avait eu sur lui des vues; mais il me paraît qu'on ne fait aucun cas de l'espèce de mérite qui a fait sa fortune, et que le Pape n'a pas songé à se servir de lui.

L'affaire du concordat se traite dans le secret, ainsi que le Premier Consul l'a souhaité. Je crois toujours qu'elle finira bien et sans retard. Je dois bientôt être appelé pour voir cet ouvrage du Pape terminé. Il a percé dans Rome qu'on s'occupe d'un concordat: on ignore le secret des articles. Il ne me paraît pas qu'aucune puissance ait entrepris ici de croiser nos vues; d'ailleurs le Pape, délaissé aujourd'hui, n'est plus en proie à l'intrigue extérieure.

Vous savez que la cour de Vienne voulait faire élire au conclave de Venise un autre cardinal que Chiaramonti; elle voulait le cardinal Mattei. Ainsi le Saint-Père n'a aucune obligation à la cour de Vienne de son pontificat. Vous savez aussi qu'après l'élection du Pape, il fut proposé à Sa Sainteté par l'Empereur, de signer un traité de partage de la belle portion du territoire de l'Église cédée à la France à Tolentino. L'Empereur eût alors rendu la Romagne au Saint-Siège; mais il voulait garder Bologne

¹ Voir cette lettre dans la Partie X.

et Ferrare : c'est à quoi s'est refusé le Pape, avec courage, quand sa personne était entre les mains des Impériaux. On tâcha alors de l'engager à s'aller établir à Innsbruck : il persista à vouloir se rendre à Rome. On lui refusa le voyage par terre en passant par Bologne et Ferrare ; il fut réduit à s'embarquer à Venise sur une frégate anglaise : c'est ainsi qu'il fut conduit à Pesaro, d'où il est venu à Rome¹. D'après de telles circonstances, vous jugez qu'il ne doit pas régner une grande confiance entre les deux cabinets de Vienne et de Rome.

Le Pape est bien avec l'Espagne, mais sans qu'il y ait pourtant entre les deux cabinets de Madrid et de Rome une intimité parfaite. Il a été un moment où l'on avait fait désirer au Pape le rétablissement des Jésuites ; ce qui est contraire aux idées de l'Espagne. S. M. Catholique a eu beaucoup de peine à obtenir les bulles nécessaires pour la levée des contributions sur les dîmes², que la guerre a rendu nécessaires, et elle ne peut obtenir du Pape la séparation tant souhaitée des chevaliers de Malte espagnols, avec leurs biens, du chef de l'Ordre et des deux grands maltres, qui sont en contestation à l'égard de la souveraineté de l'Ordre tandis que l'île de Malte est possédée par un tiers.

Sa Sainteté ménage la Russie, qui s'est attachée les petits États en péril, en déclarant qu'elle ne voulait pas qu'ils empiétassent les uns sur les autres par suite des effets de la Révolution.

L'ennemi naturel des États du Pape est le roi de Naples. Le Pape est suzerain des Deux-Siciles et a toujours donné l'investiture de ces deux royaumes. Le roi de Naples actuel l'a reçue du Pape : il a fait présenter la haquenée pendant longtemps, ainsi que l'offrande ou tribut en argent. Naples s'est soustraite à l'hommage de la haquenée, à la suite des brouilleries avec le Pape au sujet de la nomination des évêques. Mais le roi des Deux-Siciles veut encore gagner sur le Saint-Siège, Benevent et

¹ On pourrait relever plusieurs inexactitudes dans ces renseignements recueillis par Cacault.

² Pendant l'automne, M. de Labrador avait demandé et obtenu pour son gouvernement le droit d'appliquer aux besoins de l'Etat le neuvième de la dime. Ce neuvième représentait plus de deux millions de livres par an.

Ponte-Corvo, dont il s'est emparé à l'occasion de la guerre. Cette portion du territoire de l'Église est réclamée sans succès par le Pape : tout est éludé de la part de la cour de Naples. Le mécontentement de Rome sur ce point est contenu par la crainte d'un voisin plus puissant ; il ne s'exhale qu'avec beaucoup de mesure, quoiqu'il soit très sensible. L'armistice et la paix avec la France obligent le roi de Naples à évacuer en entier l'État ecclésiastique : cela devrait s'étendre à Benevento et Ponte-Corvo ; mais le Pape n'ose réclamer en vertu de ce titre.

Le roi de Sardaigne est à Rome : il a près de lui un ministre de Russie, le prince Czartoryski ; un ministre d'Angleterre, M. Jackson, et un chargé d'affaires de Prusse¹. Il vit fort retiré, et l'on ne s'aperçoit pas qu'il soit à Rome. On a répandu que le projet du Premier Consul était de former avec les Légations, enlevées au Pape à Tolentino, un État au roi de Sardaigne, pour gagner une frontière à la France dans le Piémont. On craint à Rome que cela ne soit vrai. On n'est pas détaché au fond du cœur des trois Légations, et l'on rêve toujours à regagner celle de la Romagne, dont il faudrait désespérer si elle était donnée à un autre prince.

Le Pape est isolé : son État, diminué en vertu du traité de Tolentino, est ruiné par la guerre et par une révolution. Son État souffre beaucoup maintenant d'être assujéti à l'entretien de la garnison d'Ancône et des troupes répandues dans la Marche, et aux dépenses qu'occasionne le passage de l'armée allant dans le royaume de Naples.

Le Pape a d'ailleurs à satisfaire notre gouvernement sur deux points essentiels : 1^o les objets d'art attendus à Paris ; 2^o le résidu des dettes infinies et immenses de la République romaine.

Le concours des autorités française et romaine a converti en biens nationaux les domaines du Pape et les établissements publics du pays. Ces biens ont été tous vendus. Vous pouvez juger à quel prix : la plus grande partie des paiements a été faite en ordonnances qui perdaient soixante pour cent. L'armée française ayant évacué le territoire de l'Église, les nouveaux acquéreurs

¹ M. Hinterleutner.

de ces biens en ont été évincés par les Napolitains. Le Pape, remis en possession de son État, dégagé des opérations républicaines, voudrait bien qu'elles fussent regardées comme nulles, et mettre dans l'arriéré toutes les créances faites militairement. Il n'ose établir ce principe, en considération de la République française.

Sa Sainteté a annoncé qu'à l'égard des Français acquéreurs de biens nationaux, elle les admettrait à fournir devant le trésorier de la Chambre apostolique le compte de leurs déboursés, réels et véritables, pour l'achat de ses domaines, et elle promet de leur en payer le montant. A l'égard de ses sujets qui ont également acheté de ces mêmes biens, elle a nommé une congrégation pour satisfaire à ce qui paraîtrait juste. C'est ainsi qu'il vient d'être payé au cit. Visconti une somme de 9,000 écus romains. L'affaire de ce savant, auquel le Premier Consul a pris intérêt, a fini à merveille ; mais qui pourra se promettre d'être si bien traité ?

Les propriétaires français, dont la plupart ont chargé le citoyen Gérard, qui se trouve à Rome, de leur procuration, soutiennent qu'ils sont propriétaires légitimes, et, sans se départir de ce principe, ils veulent être remis en possession. Il s'agit de biens immenses et d'un objet de plus de 36 millions de nos livres...

Je vous envoie, ci-joint, la liste détaillée des caisses d'objets d'art faites à Rome et du contenu de chacune, avec l'historique des opérations ordonnées pour en assurer le passage en France, et la copie des marchés pour leur transport. Dans l'immensité des objets saisis et encaissés, le Pape réclame surtout les propriétés particulières de la maison Albani et de quelques Anglais. Le Pape a observé que, par notre traité avec la cour de Naples, le roi n'était tenu qu'à rendre les caisses qu'il a prises sur nous à Rome¹, et qu'à l'égard de celles faites à Naples d'ordre

¹ L'art. 8 du traité de Florence est ainsi conçu : « S. M. le roi des Deux-Siciles s'engage à faire restituer à la République française les statues, tableaux et autres objets d'art qui ont été enlevés à Rome par les troupes napolitaines. » — A l'égard des objets recueillis à Herculaneum et à Pompeia par les commissaires français, Alquier expliquait le 29 mars à Talleyrand, qu'il avait cédé, mais seulement « d'après l'engagement formel, que prend par écrit le chev. de Micheroux,

du général Championnet, ces objets seraient compensés par un présent de même nature. Si nous exigeons que le Pape livre aujourd'hui tout ce qui a été pris à Rome dans son absence, nous rendrons sa condition moins favorable que celle du roi de Naples... Le général Murat m'a écrit qu'il avait soumis au Premier Consul la décision sur ce qui concerne les objets d'art. Il me paraît qu'on obéira ici sur ce point sans beaucoup de peine. Il est question, pour la plupart, de caisses à retirer de Naples : elles étaient donc perdues pour Rome. On aime autant que nous les ayons, que de les voir rester aux Napolitains, des mains desquels le Pape n'eût jamais pu les avoir.

Je me trouve assailli par les acheteurs français de biens nationaux et par les acheteurs italiens des mêmes biens. Ils sont dépouillés et évincés ; ils ont tout perdu. Que dois-je enfin leur dire ? Sont-ils dans l'arriéré, comme il est arrivé chez nous à tant de monde ? Le Pape annonce des intentions plus justes, mais qui n'inspirent aux créanciers nulle confiance. Mgr Spina a reçu de l'abbé Bernier, de la part du Premier Consul, une lettre... C'est d'après cette lettre que le Pape se croit bien assuré de marcher d'accord avec le gouvernement français dans les propositions faites de sa part aux acquéreurs de biens nationaux...

Je regarde comme dangereux de laisser durer, dans ce pays d'hommes faibles et à imagination vive, des questions en litige. Il importe plus ici qu'ailleurs de décider vite pour calmer la fermentation des esprits. Je n'ai pas un moment à moi. Je me prête à écouter tout le monde, afin d'amener à la concorde par toutes les ressources de la raison ; mais on ne réussit que jusqu'à un certain degré, au delà duquel il faudrait recourir à l'autorité, à la fermeté, à la force ; et je ne puis en avoir aucune qui ne soit basée sur les intentions du gouvernement. J'ai tâché de vous fournir un tableau complet de l'état des choses et des affaires ; je ne ferai ici que louvoyer en attendant vos décisions.

Le Pape a reçu des assurances de paix ; l'État ecclésiastique est pays ami de la République, et nous avons passé, à l'égard de

de déterminer le roi à offrir à la France une collection assez considérable d'antiquités. Il est expressément convenu qu'on y joindra un assez grand nombre des rouleaux manuscrits qui ont été trouvés dans les fouilles ».

Sa Sainteté, de l'état de guerre à cet état de paix sans user des formalités ordinaires. Il semble qu'une convention ou traité aurait dû constater que la guerre est finie, et à quelles conditions l'état de paix est rétabli ; déterminer, en suivant le traité de Tolentino ou toutes autres dispositions, les limites et l'indépendance de l'État ecclésiastique ; déterminer aussi le mode de liquidation de la République romaine et ce qui concerne les objets d'art. Ce n'est qu'après que cela aura été fait, ou que j'aurai reçu sur chaque objet des instructions précises, que le chaos dans lequel je me trouve ici se débrouillera.

L'idée du concordat a éloigné toute autre discussion. Il est de notre avantage, il est de la délicatesse de conscience du Pape de finir cette affaire isolément, en éloignant de la négociation les intérêts temporels. Après que l'affaire spirituelle aura été terminée noblement, nous serons engagés à soutenir les paroles de paix et de modération. Par le fait, les choses sont rétablies sur le pied réglé à Tolentino ; vous pourriez donc tout finir sans aucune formalité, après que vous aurez été content du concordat, en m'envoyant les lettres de créance du gouvernement pour le Pape. Dès que le concordat aura été convenu, il sera rendu ici des actions de grâces publiques ; il y aura un *Te Deum* dans la grande église de Saint-Pierre ; cela décidera assez authentiquement vis-à-vis de cette puissance si hors de la ligne ordinaire, que nous sommes amis. Si vous jugez un autre acte antécédent nécessaire, je vous prie de me donner vos ordres pour que je travaille à le négocier.

L'occupation d'Ancône sera prolongée au delà du terme de la paix territoriale fixée à Tolentino¹ ; il s'agit d'intérêts militaires pour la France auxquels le Pape, devenu ami, ne saurait s'opposer ; mais dans l'état de paix, ce point exige un office de politesse. L'État ecclésiastique est surchargé ; il soutient la dépense de nos troupes établies à Ancône et aux environs, et aux

¹ Le traité de Lunéville ayant fait évanouir les armistices de Lunéville et de Trévise, les Français ne pouvaient plus invoquer ces deux conventions pour tenir garnison à Ancône. Ils ne s'y maintenaient désormais que par des raisons toutes militaires. — Le traité de Tolentino, auquel Cacaull se réfère, portait : « art. 8. Les ville, citadelle, et villages formant le territoire de la ville d'Ancône, resteront à la République française jusqu'à la paix continentale. »

passages. Cela se soutiendra, parce que cela est nécessaire, avec des compliments, jusqu'à la fin de la guerre. Il importe de donner des ordres pour que le pavillon du Pape soit respecté, comme il en a été à l'égard de son territoire. J'ai écrit au commissaire des relations commerciales à Ancône que l'intention du Premier Consul était qu'on traitât en ami le pavillon pontifical : je vous prie de m'autoriser à cet égard.

Vous m'avez fait payer, cit. ministre, environ 17,000 fr. pour frais d'établissement à Rome. Vous savez quelle dépense exigerait l'achat d'un mobilier convenable. Je suis bien éloigné de pouvoir avec 17,000 fr. monter une maison. J'ai pris en entier une auberge où je serai en attendant, faisant une dépense conforme aux appointements de 48,000 fr. Je tiendrai la table convenable pour faire les honneurs ; tout se passera honnêtement, mais d'une manière qui ne saurait être le genre grandiose de Rome.

J'ai trouvé le palais de l'Académie de France destiné aux artistes, dépouillé et dénué de tout ; nous tâcherons de retrouver quelque chose. Les plâtres ont péri, à ce qu'on assure, dans leur transport à Naples...

P.-S. — Le Pape a eu tant d'égard à ce que vous m'avez marqué au sujet du cardinal Maury, qu'il se propose de lui défendre de venir à Rome pour les fêtes de la Pentecôte. Mais le Pape a voulu savoir s'il pouvait dire que le gouvernement français avait marqué son mécontentement de ce cardinal. J'ai répondu que nous ne mettions à cela aucun mystère.

Un chevalier de Malte allemand, nommé Becker, m'est venu faire des compliments de la part du grand maître Hompesch qui, comme vous savez, est à Fermo dans l'État du Pape. Ce chevalier m'a dit qu'il avait vu ici le général Murat, dont il avait été parfaitement accueilli et qui s'était chargé d'en écrire au Premier Consul. Ce M. Becker a remis au même général Murat, qui s'est chargé de les faire rendre, diverses pièces et pouvoirs pour M. Cibon, son ancien chargé d'affaires, et il m'a prié de vous engager à me faire savoir si M. Cibon avait tout reçu, et lui procurer sa réponse. Le grand maître Hompesch est dans la misère à Fermo ; il a avec lui le bailli de Suffren. Vous savez que les 200,000 fr. en lettres de change très bonnes, qu'il avait empor-

tées et que le général Bonaparte a données lorsqu'il s'est emparé de Malte, sont restées déposées à Vienne. Le neveu du grand maître est général en Angleterre. Il mande à son oncle que les Anglais assurent qu'ils ne rendront jamais l'île de Malte qu'au grand maître Hompesch. Le Pape regarde comme irrégulier et de nulle valeur tout ce qui a été fait et signé à l'égard des changements opérés à Malte; mais le Pape n'ose pas souffler. L'Espagne voudrait la séparation des chevaliers et des biens espagnols du chef-lieu de l'Ordre. Le grand maître Hompesch espère que le Premier Consul le remettra sur son trône. Voilà ce que j'ai pu apercevoir dans ce que j'ai entendu.

J'ai rendez-vous avec le secrétaire d'État pour lire ensemble ce qui a été arrêté avant-hier par la congrégation de douze cardinaux pour la rédaction du concordat: l'affaire approche de sa fin.

(Aff. étr., *Rome*, vol. 930).

377. — Consalvi à Spina

(particulière)

[Roma, 22 aprile 1801].

Nello spazio di pochi momenti mi fa sapere M. Cacault che parte un corriere per Parigi, e mi dice se voglio profittarne. Non avendo che pochi minuti, scrivo due righe, dandole le buone nuove di Nostro Signore e di tutti i suoi conoscenti. Questa mattina, per mezzo di un corriere di Vienna a Napoli, si è qui saputo la morte di Paolo I, e lei può immaginare qual sensazione abbia fatto un avvenimento di sì grave rilevanza per i più grandi affari di Europa.

Si è tenuta qui, l'altra sera, la seconda congregazione dei dodici cardinali dinanzi al Papa.¹

Quanto alle truppe francesi, quelle da Foligno in quà sono ormai ridotte a poche, perchè dodici mila sono già entrate per

¹ Le 25 avril, Consalvi écrivait aux nonces: « Lunedì scorso si tenne di nuovo innanzi al Santo Padre la congregazione dei dodici cardinali... Il corriere Livio partirà per Parigi verso la fine di questo mese. Il Cielo voglia che le cose della religione possano conciliarsi! Certamente la Santa Sede non ha trattenuto per le mani un affare più scabroso. Speriamo però nel Signore che le difficoltà si spianino e tutto si combini come si desidera » (Arch. du Vatican).

Rieti in regno. Quelle poi da Folignò in là, vi si sono stazionate stabilmente in numero di circa ~~tre~~ mila e cinque cento. In genere le provincie sono ridotte ad un tale stato di depauperazione, che ella non lo può immaginare.

Circa il possesso di Nostro Signore, questo sarà preso forse in maggio.

Non ho più tempo di dilungarmi; onde in sommissima fretta, mi protesto di vero cuore, etc.¹

(Cultes, Arch. de Caprara).

378. — Consalvi à Spina.

(en chiffres)

Roma, 22 aprile 1801.

La morte di Paolo I è un vero fulmine per i nostri interessi, così di religione a cui era propensissimo (a segno che confidò a persona sicurissima che egli era cattolico in cuore, e che voleva riunire le due Chiese), come di stato, mentre ella sa come tutte le più fondate speranze erano in lui. Gran colpo io vedo in questo avvenimento all' affare delle Legazioni, sia per il minore riguardo che si avrà a noi, non più sostenuti da alcuno, sia per la maggior facilità di fare ora accettarle a forza in cambio dal re di Sardegna. Veda inoltre qual fatalità per l'affare Gesuitico; mentre egli è morto quattordici [giorni] prima di avere il breve, onde chi sa cosa succederà? Immagino forse che Benvenuti² se vedrà che il figlio³ pensi come il padre, darà la lettera; se nò, non la darà. E, in questo secondo caso, qui si sarebbe sbagliato a inviare al re di Spagna la copia del breve confidenzialmente, come si fece per una maggior lealtà e delicatezza, giacchè ella sappia che tutto questo affare è stato fatto, se non di piacere, d'intelligenza però del re di Spagna, a cui Sua Santità ha sempre scritto tutto con lettere segrete di suo pugno.⁴ Ella lo sappia per regola sua, senza però dirlo, nè anche con Azara. Intanto ella seguiti

¹ Dans une dépêche chiffrée du même jour, Consalvi s'élève contre Cavagnari, qui menace de porter sa réclamation devant le P. Consul.

² L'abbé Benvenuti, ancien auditeur de M^{gr} Litta, était resté à Pétersbourg et y faisait officieusement les affaires du Saint-Siège.

³ Le tsar Alexandre.

⁴ Voir la pièce n° 364.

pure a coltivare il C^{te} di Kolytchev, e gli mostri che qui si ha sempre la stessa fiducia nella protezione della Russia presso la Francia. L'unico guadagno nella morte di Paolo I è l'essere liberi dallo spinoso affare di Malta, non parendo verosimile che voglia in ciò imitarlo il successore.

Si è fatta qui togliere segretamente dalla piazza del Campidoglio ogni residuale memoria delle iscrizioni ivi erette in luogo del monumento al generale Duphot. Lo sappia per il solo caso che ne fosse interpellato.

Cacault non lascia di avere un impegno per l'affare dei beni nazionali, tornando ad impugnare la massima delle indennizzazioni dello speso nell'acquisto. Bisogna star su di ciò assai alerta con il governo, e far vedere che si è qui decisi su questo piede così giusto.

(Cultes, Arch. de Caprara).

379. — L. Berthier à Consalvi

Florence, 4 floréal an IX (24 avril 1801).

J'ai l'honneur de vous faire part que je viens de remettre à Mgr Caleppi une note de la quantité et composition des rations de vivres et fourrages, nécessaires aux troupes de la division Watrin, qui séjournent momentanément à Ancône et dans une partie de la Marche.

Malgré toutes les justes représentations que Mgr Caleppi a faites au général en chef, il a été impossible de pouvoir rien diminuer au nombre qui s'y trouve, jusqu'à l'époque très prochaine d'un courrier, qui doit lui apporter la réponse concernant l'occupation des trois Légations. Du moment qu'il aura reçu ces ordres, il s'empressera de soulager les Etats du Saint-Père, en diminuant de moitié le nombre des troupes qui les occupent.

J'observerai à S. Em. que la Toscane est infiniment surchargée par douze mille hommes, qu'elle est obligée d'entretenir et de solder; mais le général en chef, dont les vues bienfaisantes s'étendent également sur son armée ainsi que sur les peuples qui par les circonstances supportent les charges de la guerre, a écrit à son gouvernement pour faire connaître les positions respectives. Je ne doute nullement qu'avant très peu de jours, je

n'aie à annoncer à V.Em. de nouvelles mesures prises conformément, et plus favorables encore que les premières déjà convenues.
(Guerre; *Armée d'observation du Midi*).

380. — Consalvi à Spina

Roma, 24 aprile 1801.

Questa mattina ho ricevuto un suo piego, e poi un altro col corriere straordinario; e sono i numeri [dei] 2 e 8, l'ultima data dei quali è del 9 aprile¹. Ho ricevuto ancora due lettere del sig. abbate Bernier. Mi si avvisa che questa sera riparte il corriere, onde ne profitto con la maggior fretta possibile.

Il corriere Livio partirà da qui prima che incominci il nuovo mese. Si assicuri che non si è perduto tempo. L'altra sera, fu tenuta l'altra congregazione dei dodici cardinali dinanzi al Papa. Io mi dò una fretta grandissima; ne appello allo stesso M. Cacault. Con lo stesso Livio, oltre l'affare ecclesiastico manderò il pienpotere, ed il breve per annunziare al Primo Console la destinazione di lei anche per le trattative temporali.

Si procurerà di fornire il bollettino desiderato dall'estensore del giornale *des Débats*.

Circa la pretensione del Cavagnari, consiste nelle forniture, che egli con una società dice di aver somministrate alla Repubblica romana per l'armata francese. In somma è un creditore della Repubblica romana, non un possessore di beni nazionali. Se il Papa, oltre la gran parte di danno che soffrirà nei beni nazionali, deve anche pagare i debiti della Repubblica romana, può mettere la chiave sotto la porta. Tali creditori hanno giocata una carta, come è la sorte di tali aziende. Egli però vanta la protezione particolare del Primo Console, e viene a Parigi. Se si ammette a lui, gli altri hanno uno stesso diritto, ed ella vede a che si va. Sicchè non vi è luogo a comporsi.

Nostro Signore sta bene. Ieri si seppe qui la morte di Paolo I, ciò che giunse affatto inaspettato.

Le spese delle truppe continuano a far tremare. Sono rimasti da tre mila in Ancona, e nella marca, e ducato di Urbino, che si

¹ Voir la Partie X.

mantengono di tutto punto. Finora ne abbiamo mantenuti da sedici mila, ed anche più. Lascio immaginarle che dispendio sia stato nelle provincie. Non ho tempo di aggiungere altre nuove; onde con la più distinta stima, etc.

P. S. — Quanto al Cavagnari, vi è anche da aggiungere che il suo credito non si volle ammettere nemmeno dalla stessa Repubblica romana.

(Cultes, *Arch. de Caprara*).

381. — Consalvi à Spina.

(en chiffres)

Roma, 24 aprile 1801.

Non ho ancora avuto il tempo di decifrare i suoi due numeri de' 2 e 8 aprile, giuntimi questa mattina. Siccome il corriere riparte questa sera, così io le scrivo queste righe per dirle, che ieri ebbi un congresso con M. Cacault da scoraggiare chiunque. Non gli basta che nella sostanza si accordi tutto, ma è ostinatissimo ancora nelle precise forme del progetto ufficiale.

Anche in queste forme, rapporto agli altri articoli, si farebbero qui tutte le possibili facilitazioni. Ma quelle dell' articolo primo, non è possibile di lasciarlo come sta. Potremo scansare, giacchè così si vuole, di esigere che la religione dichiarisi nazionale o dominante, ma non possiamo scansare due cose: una è, che nell' articolo vi sia almeno la sostanza, cioè si enunci che la religione sarà conservata nella purezza de' suoi dogmi, sarà protetta nella libertà e pubblicità del suo culto e nell' esercizio della sua disciplina; sopra tutto che tutti gli ostacoli provenienti da leggi che siano contrarie a questo fine saranno tolti, che è lo stesso che dire, in termini più dolci, la revoca delle leggi e decreti emanati nella Rivoluzione. L'altra cosa è, che si esprima in qualche modo che il governo o il Primo Console è cattolico; mentre come è possibile senza di ciò accordargli la nomina? Oggi vi è Bonaparte cattolico, e domani vi può essere un protestante. Il concordato non è colla persona di Bonaparte, ma col governo. Ora Cacault non ammette niente di questo, e pretende che in [addietro] niente sia accaduto, e che la religione è tale quale era; onde che non si vuole sentir parlare di « professare » il cattolicismo, di « adottare » il cattolicismo, di « ritornare » al cattoli-

cismo, etc. Or ella vede se è possibile, che essendo così notorio il contrario per le stesse leggi che ha emanate, possa il Papa ammettere la nomina a chi non dica qualche cosa di tal natura.

Una sola cosa ho ottenuto (in quanto a lui, non ripromettendosi egli del convenirvi il governo), ed è che si faccia la sola bolla, e non gli articoli; perchè gli ho dimostrato che negli articoli, essendo in due a parlare, è quasi impossibile nell'attuale situazione delle cose il trovare un linguaggio che convenga ad ambi; onde è più combinabile parlando il solo Papa. Dio ci aiuti! Si farà come si potrà, perchè posso dire con verità, che qui il desiderio di accomodare l'affare è grandissimo.

Circa i beni nazionali io vedo una gran tempesta, perchè questi acquirenti indiscreti non vogliono contentarsi delle indennizzazioni, e tutti aspettano appoggio da Parigi, dove dicono di avere offerto denaro per essere appoggiati. Ma qui si troverà la giusta resistenza che si deve, mentre il progetto delle indennizzazioni è tale, che in niuna parte lo hanno avuto eguale.

Ci è da sudare anche per i patriotti. Si è perdonato a tutti, si ricevono tutti, e si limita il Papa a non volere in Roma otto o dieci dei più marcati soggetti, che potrebbero troppo compromettere la quiete pubblica. Essi sono padroni di stare in altra città dello Stato, dove vogliono. Che indiscretezza è questa di sostenerli!

La morte di Paolo I ci priva di un appoggio veramente grandissimo. Chi ci proteggerà più? Eccoci nella necessità di farsi valere da noi medesimi, per il riacquisto delle tre Legazioni. Fatto il trattato ecclesiastico, bisogna farsi sentire con franca risolutezza, e nasca poi ciò che vuol nascere: ne sia prevenuta.

E la bolla de' Gesuiti inviata a Paolo I? Si figuri cosa dirà adesso la Spagna. Non so come pensi su di ciò il successore del defunto.

Ai 30 spero che faremo partire Livio, o uno o due giorni dopo, tutto al più.

(Cultes, *Arch. de Caprara*).

382. — Jackson à Hawkesbury.Rome, april 25th 1801.

... A great deal has lately been said of certain demands which have been made by France to the Pope, and very extraordinary reports on this subject are circulated, but with which I forbear to trouble Your Lordship as I cannot learn that they have any real foundation. All that appears to me certain on this head is, that the french government has demanded of the Pope to confirm the appointment of the bishops who have been made, since the Revolution, without the authority of the Holy See: they are called the *évêques intrus*; and secondly to consent to the holding a council of the french clergy. These demands, besides others which I am not informed of, it is supposed will meet with too great difficulties to be overcome: until their arrangement however, neither the new french minister Cacault nor Mgor Spina at Paris will be acknowledged in their public character of minister plenipotentiary, and the former, though it be understood that he is destined to this post, has not yet his credential letters. It is highly probable that Bonaparte permitted and invited the arrival of Mgor Spina at Paris, only for the sake of having the appearance of countenancing the revival or the tolerance of religion, in order to attach to himself the most respectable part of the nation.

(Record office, *Sardinia*).**383. — Ghislieri à Colloredo.**

Rome, 25 avril 1801.

D'après ce que j'ai eu l'honneur de marquer à V. E., sur les représentations faites par M. Cacault au sujet de la colonne érigée par les Napolitains dès leur seconde entrée à Rome, Sa Sainteté a ordonné que ladite colonne, dont surtout les inscriptions piquaient fort l'honneur national français, soit abattue; ce qui a été fait dans une des nuits passées, et pourra d'autant moins indisposer le gouvernement napolitain, que, dans le royaume de Naples même, les Français, dans leur marche pour aller occuper les ports que le traité de paix leur accorde, ont abattu eux-mêmes

différents monuments pareils qui étaient injurieux à leur nation.

La marche des troupes françaises, destinées à occuper la presqu'île comprise entre Otranto et Taranto, continue toujours ; et l'arrivée à Naples du contre-amiral français Villeneuve¹, finit de décélérer les projets des Français, puisqu'il a demandé un nombre considérable de bâtiments de transport, et s'est rendu à Palerme pour appuyer ces demandes auprès du roi...

Le courrier expédié à Naples pour annoncer la mort de Paul I^{er}, empereur de toutes les Russies, a passé par ici mercredi (22 avril), et la circonstance que son successeur n'a pas pris le titre de grand maître de l'Ordre de Malte, a fait à la cour de Rome un plaisir d'autant plus vif, que cette grande maîtrise avait été jusqu'ici la pierre d'achoppement entre la cour impériale de Saint-Petersbourg et le Saint-Siège. On craint que la mort de Paul I^{er} nuira aux intérêts des cours de Naples et de Sardaigne, dont il s'était déclaré le protecteur ; mais, outre que les intérêts desdites cours n'en restent pas moins liés aux intérêts de toute l'Europe pour sa tranquillité, on ne peut pas se dissimuler que la protection de la Russie n'a pas été jusqu'ici bien efficace...

Les mesures de rigueur, adoptées dernièrement en Espagne vis-à-vis des ex-Jésuites², ont beaucoup affecté le Saint-Père, et font un contraste singulier avec la protection marquée dont les Jésuites jouissent en Russie ; protection qui leur a procuré (à ce qu'on dit, malgré le secret que m'ont gardé là-dessus les ministres du Pape) un bref, qui légitime dans toute l'étendue de l'empire de Russie leur existence.

(Arch. de Vienne).

384. — Labrador à Cevallos.

Roma, 25 de abril 1801.

La noticia de la muerte del emperador de Rusia, Paulo I, ha hecho una profunda sensacion en este gobierno, que esperaba recuperar las tres Legaciones por medio de su proteccion.

¹ Voir *Corr. de Nap.*, nos 5400 et 5508.

² Le roi avait donné ordre de réunir les ex-Jésuites dans les ports de l'Espagne sur la Méditerranée, et de les embarquer pour l'Italie.

El apoyo que aquel soberano daba al proyecto de restablecer la Compañía de Jesús, es otra causa de sentimiento para esta corte; pero no por este motivo desistirán de su intento los individuos que fomentan aquel proyecto, individuos que son, entre otros, el cardenal secretario de estado y el cardenal Roverella, es decir las dos personas que ejercen mayor influencia sobre el ánimo de Su Santidad.

Yo cuidaré de enterar á mi sucesor de estos antecedentes, para que él pueda oponerse á los planes jesuíticos con el mismo vigor que yo me he opuesto, en consecuencia de repetidas órdenes de Su Magestad.

(Alcala, leg. 5747).

385. — Consalvi à Spina.

(en chiffres)

Roma, 25 aprile 1801.

¹ La corte di Napoli ha dovuto soffrire l'aumento, negli articoli della sua pace, dello shorso di seicento mila franchi mensuali, che, imposti dal generale Murat nel secondo armistizio, furono cassati nella pace da Alquier, ma che, nell' occasione della ratifica, il ministro della Guerra ha voluto far rimettere in campo, non potendo, a suo dire, mantenere l'armata senza di essi.

Alle forti ed universali querele di tutti questi Francesi che vengono in Roma (comprese quelle di M. Cacaault, che ha fatto osservare come se ne sarebbe fatto un affare serissimo, trattandosi dell' onore della nazione), si è qui premessa una civiltà con la corte di Napoli, e poi si è fatto demolire il piedestallo eretto dove prima erano le ceneri di Duphot, sulla piazza di Campidoglio; nel quale piedestallo (da cui già si fece togliere la peggior iscrizione contro i Francesi, cioè quella contro lo stesso Duphot, chiamato « empio sicario Gallo ») erano ancora altre iscrizioni per il re di Napoli, che si diceva trionfatore in Roma dei « parricidi e perduelli, etc. » Questo monumento fu messo a tempo del generale Naselli. Sò che in varie città del regno adesso hanno abbattute *de facto* altre simili iscrizioni, e monumenti di loro diso-

¹ Cette dépêche a été remise au courrier d'Alquier : le départ de ce messenger, fixé pour la veille, venait d'être retardé.

nore. Si è qui creduto fare la demolizione di notte tempo, e niuno se ne accertò, onde con prudenza si è scansato di farne un serio affare.

(Cultes, *Arch. de Caprara*).

386. — Cacaault à Talleyrand.

(n° 3)

Rome, 6 floréal an IX (26 avril 1804).

Il était nécessaire que la congrégation des douze cardinaux chargés de l'examen du concordat proposé, eût fini son travail, pour mettre le Pape en état de décider. L'affaire est parvenue à ce point, et l'on travaille à présent à rédiger les actes. Le cardinal secrétaire d'État vient de m'assurer que tout serait fini sous peu de temps, et qu'il ne se passerait pas plus de huit jours avant le départ du courrier qui portera à M. Spina les expéditions du Pape. Ce n'est qu'en les lisant que vous pourrez juger si, comme me l'assure le Saint-Père, on a rempli les intentions et les vues du Premier Consul. Je ne pourrai lire que dans quelques jours la rédaction définitive à laquelle on travaille.

Le cardinal secrétaire d'État m'a fait part verbalement, par ordre du Pape, des changements qu'il se propose de faire à nos propositions, qui sont adoptées, suivant ce que m'a dit Sa Sainteté, quant au fond et à la substance, mais non quant aux expressions et à la rédaction. Le Pape sent que notre Premier Consul ne peut user des mêmes expressions dont Sa Sainteté est obligée de se servir. Il ne se trouve pas à son aise dans la rédaction d'un concordat, signé de l'un et de l'autre. Il aimerait mieux ne faire qu'une bulle où tous les articles du concordat seraient compris, sans user de la forme d'un traité. Il serait ainsi un peu plus libre de parler à sa manière. Il fut signé entre Léon X et François I^{er} un concordat ; mais il a été tenu secret, et ce n'est que la bulle du Pape qui a fait loi et qui ait été publiée. Le concordat pouvant rester une pièce secrète, permet plus de condescendance dans les expressions ; et, si nous tenons à l'acte particulier du concordat, outre l'expédition de la bulle, qui seule après avoir été acceptée aura la force de loi, vous le déciderez en voyant à Paris quelles sont les expressions auxquelles on met ici de l'importance.

Le Pape, par exemple, ne peut dire : « le Saint-Siège reconnaît les aliénations des domaines ecclésiastiques »¹; mais il s'exprimera d'une autre manière, qu'il assure avoir le même effet à l'égard des consciences.

Selon notre constitution, un citoyen non catholique peut devenir Premier Consul, et cela trouble beaucoup l'esprit du Pape, qui ne peut accorder à celui qui sera revêtu de cette dignité, la nomination aux évêchés, qu'en le considérant comme catholique et en se servant des expressions analogues. J'ai observé, au sujet de cette prévoyance trop étendue, que Léon X n'avait point songé, dans la bulle accordée à François I^{er}, qu'un de ses successeurs, comme le roi Henri IV, pourrait être protestant; qu'ainsi le Pape ne devait pas s'arrêter à une circonstance dans l'avenir, la religion des Français étant la même aujourd'hui qu'elle a été depuis tant de siècles. Nous verrons dans la rédaction comment ce point sera touché.

L'article 2 du titre I^{er} de la convention proposée, n'offre, suivant le Pape, qu'un moyen dangereux. Sa Sainteté craindrait de faire naître un schisme en décidant ainsi la destitution d'un grand nombre d'évêques. Ceux de France lui ont tous écrit pour lui offrir leur démission, si Sa Sainteté le jugeait nécessaire au bien de la paix : elle peut donc, quand elle voudra, les prendre au mot. Le Pape demandera au Premier Consul la liste des évêques à écarter, et il se chargera d'avoir leur démission; en cas de refus, il prononcera la destitution. Cette manière paraît à Sa Sainteté aussi utile pour nous, et beaucoup plus simple.

Je ne puis vous donner qu'une légère idée des changements que vous trouverez dans la rédaction des deux actes. Je m'oppose à ce qu'il en soit fait aucun; mais, ne pouvant l'obtenir entièrement, j'ai tâché d'éloigner ce qui pourrait gêner l'affaire.

J'ai vu le Pape plusieurs fois : il est dans la persuasion que le Premier Consul sera content. « Nous ne différons, dit-il, que dans les tournures et expressions. Je lui donne tout ce qu'il m'a demandé; mais, à l'égard des formes dont je ne puis me départir, il est juste qu'il me laisse parler à ma manière, et répondre

¹ Cette citation, et plus loin, la mention de l'art. 2 du titre I^{er} se réfèrent au Projet V (pièce n^o 222).

ainsi d'avance aux objections et difficultés qu'on ne manquera pas d'opposer. » Sa Sainteté est persuadée que dans une heure de conversation avec le Premier Consul, elle serait parfaitement d'accord avec lui.

La mort de Paul I^{er} a été racontée ici, d'après les nouvelles de Vienne, comme un évènement naturel et la suite de son humeur violente. On ajoute que son successeur n'a pas pris le titre de grand maître de Malte. On a publié, en même temps, que les Anglais avaient forcé le passage du Sund. Les nouvelles qui arrivent ici sont toujours de cette même couleur.

P. S. — S'il arrivait des secousses révolutionnaires dans le royaume de Naples, le mouvement se propagerait jusqu'à Rome, où il pourrait fort bien naître aussi du mécontentement des patriotes, irrités, exaspérés de leur situation actuelle.¹ Dans ce pays de patronage, toutes leurs espérances sont renversées par le retour de l'ancien gouvernement ; de plus, il s'en trouve beaucoup de ruinés par suite de nos revers en Italie, et tous ceux qui avaient leur fortune faite en biens nationaux et en crédits sur la République romaine, augmenteront encore le parti mécontent, lorsqu'ils auront perdu tout espoir d'être payés.

Je fais mon possible pour empêcher qu'il s'élève ici le moindre orage. Comme la grande majorité des Romains est pour l'ancien gouvernement, j'espère que la ville continuera d'être tranquille. Le Pape ne persécute point ; sa personne est sans odiosité : c'est un grand avantage de son gouvernement, que celui de Naples n'a pas. Je suis très prononcé contre les projets et les idées de troubles, dont l'Europe est lasse et guérie : je tâche de persuader d'y renoncer. S'il arrivait des mouvements ici, je tâcherais de les calmer et réprimer. Le général Murat est de mes amis ; il est dans les mêmes principes². J'espère donc que, malgré les circonstances redoutables, tout ira bien.

¹ Artaud à Talleyrand ; Rome, 6 floréal : 26 avril. — « ... A ce que j'entrevois, nos relations avec ce pays sont excessivement délicates ; je crois qu'il est possible qu'il y ait des troubles, soit qu'on use de rigueur, soit qu'on suive un système différent de celui de Naples... »

² Murat écrivait le 28 avril au P. Consul : « J'ai dû devoir, à la faveur de la paix avec Naples, renvoyer chez eux tous les réfugiés de cette nation. La ville de

Le secrétaire d'Etat m'écrit à l'instant ; je transcris ses propres expressions : « J'apprends de Florence, à l'instant, que cinq mille hommes d'infanterie et six cents hommes de cavalerie occuperont la Marche et le duché d'Urbin, à nos propres frais ¹. Cette charge, absolument insupportable dans notre extrême misère, nous met absolument au dernier désespoir : ce n'est pas la bonne volonté qui nous manque, mais la possibilité. »

(Aff. étr., *Rome*, vol. 930).

387. — Consalvi à Spina.

Roma, 27 aprile 1801.

La combinazione che il corriere di M. Alquier non è ancora partito, mi dà il comodo di scriverle questa terza lettera per mezzo dello stesso corriere.

L'oggetto della medesima è d'informarla che l'affaire del mantenimento delle truppe ci pone all'ultimo grado di disperazione, non certamente per difetto di buona volontà, ma per assoluta impossibilità. Ieri ricevei un corriere da Firenze colla intimazione che non più due mila e cinquecento, ma cinque mila uomini si riterranno nella Marca e ducato d'Urbino, a tutte nostre spese, ed oltre a ciò vi saranno seicento uomini di cavalleria. Il mantenimento di tal corpo ascende a quaranta in ottanta mila scudi il mese, perchè ella non può immaginare a che prezzo siano adesso i viveri, attesa la carestia di tutto nelle misere provincie. Or veda se è possibile che possiamo reggere a questa spesa, singolarmente dopo che abbiamo mantenuto di tutto punto, per due in tre mesi, ora cinque, ora sei, ora tredici, ora

Florence en était remplie : ils épuisaient toutes les ressources dont j'avais besoin pour mon armée ; ils tenaient les propos les plus infâmes contre vous, contre moi... Ces réfugiés, sur mon ordre, sont partis ; mais j'apprends que la majeure partie, loin de se retirer dans leurs foyers respectifs, va se réunir aux divisions Monnier et Soult. Ils connaissent la répugnance qu'ont nos troupes pour l'expédition d'Egypte ; ils en profitent pour les engager à s'insurger... J'ordonne à ces généraux de ne laisser arriver dans l'arrondissement de leur commandement aucun de ces émigrés, et d'en faire sortir tous ceux qui y sont déjà. J'invite la cour de Naples à donner des ordres sur les frontières... »

¹ Le matin du 23 avril, Mgor Caleppi avait été informé par L. Berthier que le nombre des rations de vivres devait être porté à 6000, et celui des rations de fourrages à 600. Il s'était hâté d'écrire à Consalvi (Arch. du Vatican).

quindici mila uomini di truppa francese, con un dispendio di cui ella non ha idea. Sua Santità si trova in una inesprimibile angustia, non sapendo più come si fare a sussistere. Sappia che a incominciare dai cardinali fino agli ultimi *commis* delle segreterie, quasi nessuno è pagato dei suoi appuntamenti. L'erario non ha un soldo, e tutto le risorse sono consumate.

L'ottimo generale Murat conosce tutte queste verità, e se ne duole; ma dice che da Parigi ha l'ordine di far vivere le truppe a spese degli stati dove sono, e che non sa come fare a meno di eseguirlo, non avendo mezzi. Promette di diminuir questo numero, quando sia decisa la questione fra lui ed il generale in capo dell'armata d'Italia, sulla estensione del suo comando militare anche alle Legazioni. Intanto però è impossibile che qui si regga più; ed io l'assicuro, Mgor mio, che la disperazione fece dire l'altro giorno al Papa, ch'era nel caso di mettere la chiave sotto la porta, piuttosto che continuare a fare il boia dei suoi sudditi, con succhiare loro fino all'ultima goccia il sangue. Immagini che il ministero non sa più come andare innanzi, mancando tutti i mezzi. Chi non si scoraggirebbe in tal posizione? Ella potrebbe rappresentare il misero nostro stato, e far intendere che il danno che soffre Sua Santità per tali combinazioni, benchè trattato come amico, è sì forte, che questo Stato non può risorgere per secoli senza dei reali compensi.

Col cuore molto trafitto, finisco in somma fretta, riprotestandole la distinta mia stima, etc.

(Cultes, Arch. de Caprara).

388. — Consalvi a Spina.

(particulière)

Roma, 27 aprile 1801.

Ecco una quarta lettera per la stessa occasione del corriere di M. Alquier, per accluderlene una per il conte di San Marsan, a cui farà i miei complimenti. Ricevo nel momento questa lettera dal conte di Chialamberto.

Abbiamo un passaggio di un convoglio d'artiglieria, che da Terni passa a Tivoli per Correse, e di là a Valmontone, Ceprano, Aquino e Capua. Gli ufficiali vengono a meno a meno in Roma. Ho il piacere di sentirci tanto lodare le attenzioni, e il servizio

che da tutto lo Stato del Papa si presta alla truppa francese. Certo ella può assicurare codesto governo, che può bene interrogare fino all' ultimo soldato, e sentire se possono essere più soddisfatti del governo pontificio.

Saluti il P. Caselli, e resto in fretta di tutto cuore, etc.

(Cultes, Arch. de Caprara).

389. — Louis XVIII à Maury.

Varsovie, 4 avril 1801.

...Le roi ne se dissimule pas que le moment n'est pas favorable pour obtenir du Saint-Père la nomination aux évêchés vacants. Aussi Sa Majesté, sentant que ce bien ne peut pas s'opérer, commande-t-elle au cardinal Maury de faire au moins tous ses efforts pour empêcher le mal. Les dernières nouvelles de France sont loin d'être rassurantes sur ce point. Elles annoncent, au contraire, que la négociation est au moment de se terminer au gré du Premier Consul Bonaparte; mais le roi espère encore, parce qu'il aime à se reposer sur l'âme droite du Pape, ainsi que sur le zèle, le talent et la vigilance active du cardinal Maury.

Le roi a vu avec plaisir que, dans sa dernière promotion de cardinaux, Sa Sainteté en a réservé dix *in petto*. Sa Majesté espère bien que M. l'archevêque de Reims est un des dix...

(Pap. du card. Maury).

Louis XVIII à Maury.

(en chiffres)

Varsovie, 29 avril 1801.

Le roi voit avec satisfaction la tentative que le cardinal Maury a faite pour tâcher d'ouvrir une correspondance avec l'abbé Bernier. Si cet ecclésiastique s'y prête, le roi aura au moins l'avantage de connaître le fond de sa pensée, que le cardinal Maury pénétrera sûrement.

Le cardinal Maury ne s'était pas trompé dans le jugement qu'il avait porté sur l'archevêque de Bordeaux. La réponse qu'a faite ce prélat à Sa Majesté renferme des arguments qui, n'étant pour la plupart qu'une pétition de principes, seraient bien

faciles à réfuter. Ses déclamations pourraient être également confondues...¹

La mort de l'empereur Paul I^{er} est un de ces événements inattendus, dont la Providence se plaît à se servir pour renverser les calculs humains. S'il apporte quelque changement à la situation du roi, le cardinal Maury en sera promptement instruit. Sa Majesté a écrit au nouvel empereur, avec tout le sentiment et la confiance qui lui servirent si longtemps de règle avec l'empereur Paul.

On mande au roi que M. le cardinal Antonelli a écrit que si, dans la formule de soumission, on substituait le mot de gouvernement à celui de constitution, le Pape l'approuverait. Il est impossible que Sa Sainteté ne voie pas la nullité de cette distinction, et qu'autoriser une promesse quelconque de soumission, soit à la cause, soit à l'effet, c'est attaquer des droits qu'elle s'est empressée de reconnaître au moment de son exaltation. En insistant avec force sur ce point et sur la nomination *in petto*, mais connue de Sa Majesté, de M. l'archevêque de Reims à la dignité de cardinal, le cardinal Maury aura soin de bien dire au Souverain Pontife que le roi est vivement touché de

¹ Ce prélat, Mgr Champion de Cicé, réfugié en Angleterre, avait écrit le 15 janvier au roi. Dans cette longue lettre, il se prononçait avec fermeté pour la Promesse de fidélité. Il ne pouvait, disait-il, souscrire aux raisonnements de Monsieur, qui avait essayé de lui persuader que le rétablissement de la religion est inséparable de celui de la monarchie. « Je dirai donc que c'est une erreur capitale, aux yeux de la religion, que de la supposer incompatible avec un gouvernement quelconque : étrangère à la politique du monde, elle s'accommode à toutes les constitutions ; elle ne répugne ni au gouvernement aristocratique, ni au républicain. » Il déplorait la division du clergé, qu'on aurait évitée « si, appréciant mieux le sens de cette promesse, on avait pris le parti prudent de la tolérer, comme j'y avais insisté dans mes précédentes lettres au C^{te} de Saint-Priest. On aurait prévenu et évité les étranges conséquences qu'il faut tirer aujourd'hui d'une doctrine aussi légèrement admise, savoir : que moins il rentrera de gens de bien en France et plus les intérêts de V.M. y seront protégés ; que les mêmes intérêts exigent surtout que les prêtres s'en éloignent et n'y portent la doctrine évangélique qu'à la suite des armées ; que les émigrés, victimes depuis dix ans de leur confiance et de leur fidélité, ne peuvent plus prouver leur zèle que par leur résignation à l'indigence et à l'exil ; et qu'enfin les peuples ne seront ni mieux ni plus promptement disposés, qu'autant qu'ils seront abandonnés à l'influence des factions diverses qui se disputent le pouvoir. » Mgr de Cicé ajoutait qu'une restauration royale ne pouvait être l'œuvre des armées étrangères, ni d'insurrections, dégénérées maintenant en brigandages ; elle ne pouvait venir que d'un retour de l'opinion.

sa tendresse paternelle, et qu'il y répondra par les sentiments les plus vrais de respect et d'amour filial...

(Pap. du card. Maury).¹

390. — Consalvi à Gerdil.

Roma, 28 aprile 1801.

Ringraziando infinitamente V. Em. del biglietto che si è degnata inviarmi, posso assicurarla che stiamo travagliando con Mgor Di Pietro su questo difficilissimo lavoro, in cui qualora si persista dalla contraria parte nel non volere ammettere le troppo necessarie espressioni; per la parte nostra, temo pur troppo che ogni travaglio finisca per essere inutile. Il Signore sia quello che riduca *asperas in vias planas*, senza di che non sò lusingarmi di un buon esito. E riserbandomi a raggiugnare V. Em. del risultato del congresso che avrò in questa sera, pieno intanto di profondissimo ossequio, etc.

(Pap. du card. Gerdil).

Consalvi à Gerdil.

Roma, 30 aprile 1801.

Preveggo V. Em. che con oracolo di Nostro Signore si terrà questa sera in casa dell' Em. V., per suo minore incomodo, una unione degli Emi. decano, Carafa, Carandini, e di me, sopra il gravissimo affare di cui si parlò l' altra sera, intorno al quale nascono sempre nuovi, e dirò anche insuperabili impedimenti, quando si voglia persistere nelle precise forme finora combinate. Riserbandomi di farne questa sera la relazione, prego intanto V. Em. a perdonare l' incomodo che le daremo, e nel rinnovarle il mio più profondo ossequio, etc.

(Pap. du card. Gerdil).

391. — Ghislieri à Colloredo.

Rome, 30 avril 1801.

.. Les ratifications du traité de paix entre S. M. Sicilienne et la République française ont été enfin échangées ici entre M. le chev. de Micheroux et M. Alquier, qui a reçu à cette occasion

¹ Les lettres du roi ont été publiées par Mgr Ricard (*Corr. de Maury*, t. II, p. 97 et 111).

de S. M. Sicilienne une tabatière avec son portrait entouré de diamants, et qui se prépare en conséquence à aller sous peu de jours remplir sa place d'ambassadeur français à Naples. L'entretien des troupes françaises qui doivent occuper la presqu'île entre Otranto et Taranto, et la province de Pescara, reste, d'après l'article additionnel ajouté par Bonaparte, à la charge de la cour de Naples. Et l'exécution d'un pareil article est d'autant plus embarrassante, que le gouvernement napolitain se voit par là obligé à peser par des nouvelles taxes sur le peuple, qui est déjà, surtout dans les provinces, très mal disposé, et qui sera tout prêt à la révolte, si l'intérêt de Bonaparte à démentir l'idée que les Français veulent encore révolutionner les pays qu'ils occupent, n'eût pas produit des ordres très sévères pour que les généraux français emploient toute leur autorité et toute leur force à empêcher dans le royaume de Naples le moindre éclat révolutionnaire. Le retour dans le royaume de quelques milliers de patriotes et de mécontents, qui, tous sont autorisés par le traité de paix à rentrer chez eux¹, rendrait sans doute plus probable encore quelque révolution contre le gouvernement, si la cour, peut-être avec l'aveu tacite des Français, ne refusait pas à ces sortes de gens, le passeport pour rentrer; ce qui occasionne une stagnation dans cette ville de plusieurs centaines de patriotes napolitains qui, chassés de la Toscane et munis par les Français de passeports pour se rendre à Naples, ne peuvent pas, malgré ces passeports, entrer dans le royaume, et qui, en augmentant le nombre des patriotes romains, et étant même pour la plupart dépourvus d'argent et dans le plus grand besoin, donnent des grandes appréhensions aux ministres du Pape sur les mauvaises suites que l'esprit révolutionnaire et le désespoir de ces sortes de gens peuvent avoir aux dépens de la tranquillité publique.

Un courrier, arrivé dernièrement de Florence, a encore augmenté les chagrins dont le Saint-Père est abreuvé pour l'état de ses finances. La question entre le général en chef Murat et le général de brigade Moncey sur les trois Légations, que quelque dépêche peu exacte du ministre de la Guerre avait fait d'abord croire à Murat détachées de la Cisalpine et soumises à ses ordres,

¹ Par l'art. 7 du traité de Florence.

a été décidée à Paris favorablement à la Cisalpine ¹ ; et le général en chef Murat, se voyant par là ôté une ressource pour l'entretien de ses troupes dont le nombre excède absolument les moyens d'approvisionnement que la Toscane peut fournir, a fait sentir au prélat Caleppi, qu'il est dans la nécessité indispensable d'envoyer quelques milliers d'hommes dans l'État ecclésiastique. Et, par cette décision sans appel, le Pape se voit obligé de nourrir cinq mille Français, (y compris pourtant la garnison d'Ancône), et de sacrifier par là soixante-dix mille écus par mois, qui auraient pu sans cela être employés au soulagement de la misère générale dans l'État ecclésiastique. La seule chose, qui dans ces derniers jours a un peu réjoui Sa Sainteté, c'est que le cardinal secrétaire d'État, profitant habilement de la demande que les Français avaient faite de quelques soldats de troupe nationale pour les laisser à la défense d'Ancône, tandis qu'ils se proposaient de marcher tous sur le royaume de Naples, a proposé au général Murat, qui en a agréé l'idée, d'envoyer quelques centaines de soldats du Pape à Ancône, de garnison. Dès que les affaires avec le roi de Naples ont été arrangées par le traité de paix, la troupe française, qui d'Ancône s'était rendue à Ascoli, est rentrée d'abord à Ancône ; mais le Pape ne compte pas moins d'y envoyer quelque compagnie de sa petite armée, qui sera pourtant sous les ordres du commandant français, mais qui d'une certaine façon assurera toujours davantage la souveraineté du Pape sur cette forteresse.

(Arch. de Vienne).

392. — Cacault à Talleyrand.

(n^o 4)

Rome, 12 floréal an IX (2 mai 1801).

Je suis arrivé enfin, il y a quatre jours, à voir la bulle et le concordat préparés pour être expédiés à Paris. J'ai fait con-

¹ Une note du ministre Berthier, en marge de la lettre que lui avait écrite Moncey le 11 avril, fait connaître la décision du P. Consul. « Ecrire au général Moncey et au général Murat que les ci-devant légations de Bologne et Ferrare ne font pas partie de l'arrondissement de commandement du général Murat ; que tout ce qui compose le territoire de la République cisalpine est sous le commandement direct du général Moncey. »

naître au cardinal secrétaire d'État, qui m'en a donné lecture, que les changements faits à la rédaction de Paris étaient inadmissibles.

Tit. III, art. 1. ¹ — Le Pape retranche du serment que vous proposez, « obéissance aux lois. » J'ai représenté qu'il était impossible dans une République, de dispenser les directeurs des consciences, du serment d'obéissance aux lois ; que, sans ce serment, les prêtres ne seraient pas citoyens.

Tit. IV, art. 2. — On élude, dans la nouvelle rédaction « avec l'approbation du gouvernement ». J'ai représenté qu'en changeant la moindre chose à l'expression de l'article, tel qu'il est proposé, on le rendrait inadmissible.

Tit. V, art. 2. — L'on voudrait ici assujettir à des absolutions d'un légat, les acquéreurs de biens nationaux. J'ai représenté qu'il s'agissait de mettre la paix dans les consciences et dans les familles, et qu'en exigeant des formalités qui ne seraient pas du goût de tout le monde, on sèmerait la discorde.

Tit. V, art. 4. — On voudrait que les fondations ne fussent pas limitées à « des rentes sur l'État. » Cela est impossible, depuis longtemps les gens de main-morte ne pouvant plus acquérir de biens fonds en France.

Tit. VI, art. 1. — On voulait amener par des verbiages la reconnaissance des droits et privilèges dont la France jouissait avant la Révolution. J'insiste pour la rédaction de l'article tel qu'il est proposé.

Voici la copie d'un billet que je viens de recevoir du cardinal secrétaire d'État : « Hier, depuis six heures jusqu'à minuit, nous avons été occupés de notre importante affaire. Un congrès de six heures continues, outre celui d'hier matin et d'avant-hier à la suite de notre conversation, doit vous prouver combien on met de zèle pour parvenir à un terme heureux. Je puis vous assurer qu'on travaille nuit et jour à cet effet. Il faut que réciproquement nous entrions dans nos positions respectives. En matière de religion, il y a des bornes qu'on ne peut franchir. Vous

¹ Les citations de Cacaault se rapportent au Projet V (pièces n° 222 et 267). Les modifications qu'il signale comme faites à ce texte officiel, sont empruntées au Contre-projet romain du 17 avril (pièce n° 369).

connaissiez tout ce qu'à déjà fait le Pape, et vous avez lieu d'en être satisfait : néanmoins on travaille encore à s'entendre le mieux possible. Soyez tranquille ; on ne perd pas un moment et véritablement on travaille sans relâche. Je vous adresse ces deux mots pour vous tranquilliser ; et je suis avec la plus profonde estime. — Signé, le cardinal Consalvi. »

Je vous ai indiqué dans ma précédente, qu'à l'égard du tit. I, art. 2, on avait en vue un autre changement. Ce n'est que pour satisfaire à l'exactitude du compte que je dois vous rendre, que j'entre dans ces détails. L'affaire touche à sa fin. Les expéditions arriveront avec les pleins pouvoirs à M. Spina ; alors vous jugerez et déciderez. Je ferai ici, jusqu'au dernier moment, tout mon possible, pour ramener aux termes de la convention faite à Paris.

P. S. — On mande de Pétersbourg que le nouvel empereur a renoncé au titre de grand maître de Malte, conservant celui de protecteur de l'Ordre ; qu'il propose, de concert avec les puissances alliées, de fixer un endroit où s'assemblera l'Ordre pour former un chapitre général, dans lequel on élira un nouveau grand maître.

P. S. — Du 15 floréal (3 mai).

Mes objections contre les changements faits ici au projet de convention envoyé de Paris, sont bien senties. Il en résulte qu'on a recommencé le travail de la rédaction du concordat. On veut arriver au dernier degré où la condescendance du Pape puisse atteindre ; mais on répète que Sa Sainteté manquerait le but, si elle s'éloignait en la moindre chose du dogme ; et l'article du divorce ¹ offre de grandes difficultés. Le courrier du Pape serait parti, et vous auriez avant cette lettre la bulle, le bref ² et

¹ Le divorce, établi en France depuis 1792, était maintenu dans le nouveau projet de Code civil qui venait d'être envoyé à l'examen du Tribunal de cassation (arrêté du 3 mars). Il avait été naturellement question du divorce quand Caucault et Consalvi avaient discuté sur l'art. 1^{er} du Contre-projet romain, où l'on parlait des actes contraires « à la pureté des dogmes ». Mais la dépêche de Caucault était rédigée de manière à faire croire que le Saint-Siège, au lieu de se renfermer dans des généralités, réclamait tout particulièrement l'abolition du divorce.

² C'est-à-dire la lettre du Pape au P. Consul.

le concordat, si mes objections n'avaient obligé à recommencer ce travail. Ce que j'aurai pu gagner, sera autant pour l'avancement des choses ; mais je n'aurai point tout ce que je voudrais. Les termes des articles ne sont pas encore décidés définitivement ; mais cela ne tardera pas. Il faudra ensuite terminer le travail de la rédaction en latin. Croyez que je m'impatiente, et que je souffre ici plus que vous d'une telle lenteur, qu'il est impossible de vaincre.

Le général Murat a prévenu le gouvernement romain que huit cents soi-disants patriotes méditaient des troubles ; il a eu le moyen de découvrir une espèce de complot, dont la chaîne remonte à la Cisalpine et à des Français. Nous sommes ici fort attentifs. Le séjour des troupes dans cet État, les passages de l'armée pour Naples, l'arrivée des Napolitains réfugiés et qui attendent ici les passeports pour se rendre chez eux, multiplient les embarras. Il faut sans cesse réprimer les abus renaissants des Français, des Italiens, vexant le pays sur des routes ¹ accordées sans mesure.

(Aff. étr., *Rome*, vol. 930).

393. — Ghislieri à Colloredo.

Rome, 2 mai 1801.

.. Le courrier russe, qui a passé un de ces jours ici pour annoncer au corps d'armée russe, qui sous les ordres du prince Borrodine est actuellement à Naples, ² l'avènement au trône d'Alexandre I^{er}, a remis une lettre au prince Czartoryski, ministre de Russie auprès du roi de Sardaigne, par laquelle l'empereur lui fait sentir de la manière la plus flatteuse qu'il souhaite de l'avoir auprès de lui, et lui ordonne par conséquent de se rendre au plus vite à Pétersbourg. Le prince, qui s'était rendu à Naples pour voir cette capitale, et pas sans le projet de passer même

¹ Le mot « routes » est pris ici dans un sens militaire : il signifie « permissions de route ».

² Ce corps russe (cf. t. I. p. 69, note) avait été rappelé par Paul I. lorsque ce prince avait commencé à entrer en relations avec Bonaparte (Milioutine. *Hist. de la guerre de 1799*, t. III, p. 663 ; mais M. d'Italinsky, par intérêt pour la cour sicilienne, avait pris sur lui de suspendre le départ.

en Sicile, d'après une pareille invitation de son nouveau souverain a rebroussé chemin d'abord, et partira d'ici au premier jour pour la Russie. Différents autres courriers ont passé par ici dans cette semaine pour se rendre à Naples, et entre autres un courrier napolitain qui, venant de Pétersbourg, a apporté ici les détails de la mort de Paul I^{er}, et a aussi apporté une lettre du lieutenant de l'Ordre de Malte en Russie au cardinal Braschi, grand prieur à Rome dudit Ordre, pour lui notifier la mort de l'empereur Paul I^{er} et les intentions du nouvel empereur relativement à l'Ordre. Cette lettre est une preuve authentique à la cour de Rome qu'Alexandre I^{er} n'ambitionne pas le titre de grand maître de Malte ; et le Pape profitera sans doute de cette circonstance, qui l'autorise à écrire au nouvel empereur sans manquer ni à soi-même ni à Sa Majesté, pour mettre la cour de Russie, autant qu'il sera possible, dans les intérêts du Saint-Siège. En attendant, M. d'Hompesch n'omettra pas non plus aucune démarche pour saisir une si belle occasion et réparer ses malheurs ; et son agent principal, le chev. Becker, est parti d'ici hier (1^{er} mai) pour se rendre à Fermo (où M. d'Hompesch est encore actuellement), et m'a demandé un passeport éventuel pour Vienne, que je n'ai pas cru de devoir lui refuser...

Les mesures que les Français prennent sans aucune réserve dans le Piémont, et la proclamation que le général Jourdan vient d'y publier dernièrement pour préparer les habitants, à ce qu'il parait, à être incorporés à la France ¹, donnent beaucoup de tristesse à la cour de Sardaigne qui, très sensible à devoir quitter à jamais son pays natal, ne peut à cette heure espérer que quelque compensation dans une autre partie de l'Italie, et n'a à cette heure d'autre espérance que dans l'amitié de l'impératrice douairière de Russie pour la reine, et dans le tendre attachement que le nouvel empereur a pour sa mère...

¹ Le 12 avril, à la nouvelle de la mort de Paul I, Bonaparte n'avait pas perdu un moment pour ordonner que le Piémont formerait une division militaire. L'arrêt était antidaté de dix jours, afin de donner le change sur les raisons qui provoquaient cette mesure (*Corr. de Nap.*, nos 5525 et 5526). Le P. Consul écrivait alors à Talleyrand : « Mandez [au général Jourdan] que cette organisation est bien un premier pas vers la réunion, mais que ce pas n'est point décisif; qu'il doit donc se conduire, dans cette circonstance, avec la plus grande circonspection.. » (id., n° 5528).

La poste d'Espagne n'apporte depuis quelque temps que des nouvelles bien fâcheuses pour le Saint-Père. Par la dernière, la cour de Madrid a déclaré positivement à Sa Sainteté, que le prélat Gravina sera reçu dans sa qualité de nonce apostolique en Espagne, mais que sa juridiction sera bornée sur les bases des droits du souverain territorial et du plus grand avantage des sujets du roi. Apparemment le Pape ne se décidera pas si aisément à convenir de cette limitation des facultés du nonce. Le nouveau ministre d'Espagne, destiné à Rome, est attendu d'un jour à l'autre à Gênes ; et on attend ici son arrivée avec d'autant plus d'impatience, que les ministres du Pape espèrent de pouvoir arranger quelque chose avec lui, qu'on dit être un homme fort sage et religieux.

(Arch. de Vienne).

394. — Consalvi à Spina.

(en chiffres)

Roma, 2 maggio 1801.

È venuto a Roma Perillier, la di cui petizione, unita a quella del suo compagno Duveyrier, ascende a quattrocento mila piastre, e dice di solo « indennizzamento. » Cavagnari è partito per Parigi, e sò che si è provveduto di conteggi dei debiti dello Stato, per mostrare che vi è da pagarlo. Il necessario si è di ottenere che il governo francese non si mischi di tali cose ; ed acciocchè non tema le loro petizioni per le evizioni promesse, ella faccia gustare che tali evizioni non comprendono i casi eventuali. Se il governo mostra di appoggiarli, siamo perduti ; ma perciò è bene di mostrare risolutezza per la negativa.

Mi si scrive da Pietroburgo, per nuova ufficiale, che il governo francese, non solo in fondo non vuole renderci le Legazioni, ma togliere anche Urbino, Ancona e la marca, e forse l'Umbria secondo le circostanze. Nulla esterna finora, per concludere prima la trattativa ecclesiastica, che gli preme. Ma ella stia in guardia, e ad ogni pessimo caso bisogna soffrir tutto, ma non acconsentir mai ad un trattato, che ci levi ciò che abbiamo, e non ci renda il perduto, che pure Sua Santità riuole.

Manderemo Genga a complimentare Alessandro I, e risiedervi anche come nunzio, subito che ci risponderà se lo gradirà come

lo gradiva suo padre. Ancora non sappiamo le nuove dell' arrivo del breve sui Gesuiti, che sarà stato consegnato a lui, ucciso già il genitore; dico ucciso, perchè ella già saprà l'orribile attentato commesso.

È molto facile che la Francia si stringa coll' Austria, per opporsi alla lega possibile del Nord contro di essa. Parendo che la sua brillante situazione sia un poco meno bella in questi giorni, vorrei credere che il Primo Console fosse più conveniente nella trattativa, che pur gli deve ora più che mai interessare di stringere. Ella sappia, che, avute qui le conferenze con Cacault, egli niente ammette del Progetto riformato da lei inviatomi ¹ (il che ignora); non chè non ammette qualche cosa anche di più a nostro modo, che in seguito degli esami fatti rincarisce quel progetto. Egli vuole l'Uffiziale tal quale; dice su di ciò mille cose. Gli argomenti di cattolicismo non sono per tali palati. Ora gli si è detto, che in seguito delle riflessioni da lui fattemi, Sua Santità prende nella più matura considerazione la cosa, e che arriverà proprio fin dove potrà, ma che quanto da una parte si lusinga di poterlo in alcune cose compiacere, altrettanto non gli è possibile in tutto; onde vuole intendersela con il Primo Console, a cui vuole scriverne: e così non gli si lascia avere nè troppo timore, nè troppa speranza. Livio non partirà prima dei 7 o 8 del corrente ²: per quanto si lavori, è proprio impossibile di farlo prima. ³

(Cultes, *Arch. de Caprara*).

395. — Jackson à Hawkesbury.

Rome, may 7th 1801.

.. Notwithstanding the demand which was lately made by the French of the Pope and acquiesced in, of a certain sum once

¹ Pièce n° 305. — Il est vraisemblable que Cacault n'avait réellement aucune connaissance des variantes de Bernier.

² Ce même avis a été envoyé le 2 mai aux nonces. « Si arriva dove si può, disai Consalvi; e più in là nò certo. Si assicura che mai si è trattato cosa più difficile di questa. Ogni parola costa sudori di sangue » (*Arch. du Vatican*).

³ Dans une courte dépêche du 2 mai, Consalvi accuse réception des dépêches de Spina n°s 58. 59 et 60. Il transmet la réponse du card. Carandini à la lettre de Bernier.

paid to be exempted from all further contributions, this government is now burthened with another requisition which is to be permanent, namely of 45.000 crowns a month for the payment of the french troops at Ancona and other parts of these States. In such an exhausted state of the country, such a demand cannot without the most extreme difficulty be paid : nor is this the only vexation with which this country is oppressed : in spite of every profession of the contrary, and of some apparent marks of discountenancing the jacobine party, this government has to complain of the establishment of a jacobine club at Ancona under the french auspices, by which all the most dangerous persons of this turbulent class from every part of Italy are enabled to assemble and renew their notorious practices, to the great annoyance of all the neighboring country, as well as alarm of this government...

(Record office, *Sardinia*).

396. — Maury à d'Avaray.

Montefiascone, 8 mai 1801.

.. Les prêtres français émigrés en Italie ont la sagesse d'attendre le résultat des conférences de Paris, pour juger s'ils doivent rentrer en France. Ils connaissent tous le vœu de la congrégation des cardinaux relativement à la promesse de fidélité, et cette opinion imposante les arrête. On a cru hors de l'Italie que ce vœu purement consultatif était un jugement formel, et on s'est trompé, par préoccupation ou ignorance, sur le caractère de cette décision. Les congrégations opinent, et le Pape seul juge ; mais il est sans exemple qu'il ne suive pas leur avis, quand il les consulte en matière de doctrine, à moins que l'hypothèse ne vint à changer substantiellement.

(en chiffres)

Le Pape est un ange de douceur et de prudence. Il est d'un secret impénétrable ; il a un empire incompréhensible sur lui-même, et son humeur reste inaltérablement égale au milieu des luttes qu'il est obligé d'essuyer. Il est impossible de deviner s'il est content ou mécontent. Il dit en confidence, au commence-

ment de mars ¹, au prélat Caraffa de Colubrano qui pense très bien, que les affaires allaient en France mieux qu'on ne pouvait s'imaginer. Depuis cette époque, on ne peut rien conclure de ses discours, ni de ses regards, ni de son silence. C'est le plus fin moine qui ait jamais existé ; mais, malgré sa finesse prodigieuse sous les dehors de la simplicité, je continue à avoir confiance. Depuis que le ministre français Cacault réside auprès de lui, il ne cesse de faire l'éloge de sa sagesse et de sa douceur, et tous les journaux français le louent également, à l'envi l'un de l'autre. A peine y a-t-il vingt mille écus dans son petit trésor, que les généraux français les lui font demander et les lui arrachent pour nourrir leurs troupes, en l'accablant de compliments. Il se soumet à ces indécentes vexations sans paraître les trouver extraordinaires, et ce rôle est véritablement celui qui convient le mieux à sa situation. Dès qu'il a un écu, il le donne au premier qui le lui demande. Il est pour lui-même d'une parcimonie sans exemple. Sa maison ne coûte pas le quart de ce que dépensait son prédécesseur, et il est habituellement sans argent.

On débite à Rome, d'un ton mystérieux et avec une affectation qui m'impose beaucoup de doutes, que Cacault demande formellement l'approbation du divorce, sans lequel toute la France se trouverait bouleversée. Il me paraît très possible que le Pape laisse répandre ce bruit à dessein, pour préparer l'opinion à une condescendance et à des sacrifices d'un autre genre, que l'on prendra ensuite pour une victoire, quand on verra que des principes de cet ordre ne sont pas abandonnés, comme ils ne peuvent jamais l'être. Les Italiens ne sont jamais de bonne foi quand ils font parade de leur propre peur, qu'ils cachent très sérieusement quand elle est réelle. Rien n'annonce encore ici le dénouement prochain des conférences de Paris. Mgr Spina veut gagner du temps; et Bonaparte, déconcerté de la mort de Paul I^{er}, ainsi que des succès des Anglais en Égypte et dans la Baltique, et de la dissolution de la coalition du Nord, doit avoir peu de moments à donner à la théologie.

Je joins ici deux lettres originales de l'abbé Bernier, son négociateur. C'est de M. l'évêque de La Rochelle, dont il est

¹ Voir les pièces nos 292 et 293.

grand-vicaire, et à qui elles sont adressées, que je les tiens. Ce prélat me mande qu'il n'a reçu de lui que ces deux seules lettres, quoiqu'il dise lui en avoir adressé au moins vingt. Ces deux lettres paraîtront fort extraordinaires au roi; car cet homme semble penser comme nous¹, et très certainement Mgr Spina, dont il loue les principes, est également catholique et royaliste. Le temps éclaircira tous les mystères.

Le roi et la reine de Sardaigne sont de retour à Rome, où j'ai eu l'honneur de leur faire une cour assidue et intime. On croit que le Pape négocie secrètement avec Cacaault en faveur de ce souverain.

Le cardinal Consalvi me répondit dernièrement, quand je lui parlai, mais sans le presser pour éviter un refus, de la nomination aux évêchés vacants en France, que le Saint-Siège ne devait connaître et admettre que le droit de possesseur. Je lui demandai si le roi de Sardaigne était en possession de ses États, lorsque, dans le consistoire du mois d'août dernier, le Pape préconisa trois évêques du Piémont nommés par ce prince. Il rougit et se tut. Cette grande affaire, que j'aurais finie en un quart d'heure à Venise, dans les mois de mars, d'avril et de mai de l'année dernière, si j'avais reçu les nominations du roi, n'est pas de nature à être négociée dans ce moment. Ces nominations importantes n'auraient jamais dû être interrompues...²

(Pap. du card. Maury).³

¹ Bernier avait écrit notamment « qu'il avait des affaires majeures à traiter avec Mgr Spina, et qu'il en recommandait le succès aux prières » de l'évêque de La Rochelle (Maury à d'Avaray, 43 février : *Corr. de Maury*, t. II, p. 96). Cette lettre, rapprochée de la mention de Mgr de Coucy sur la liste de présentation aux évêchés (pièce n° 329), rapprochée aussi des tentatives faites plus tard pour amener cet évêque à se démettre (*Corr. de Maury*, t. II, p. 216), semblerait prouver que Bernier, loin de faire des avances au parti royaliste, cherchait au contraire à rattacher au P. Consul un prélat dont il avait reçu des pouvoirs. Louis XVIII avait mieux pénétré les intentions de Bernier, lorsque, après lecture des lettres de l'abbé transmises le 8 mai par Maury, il répondait : « C'est un homme qui pourrait se rendre utile ; mais S. M. craint pour lui que le résultat des intrigues ne soit d'être entraîné un peu plus tard, avec un peu plus ou un peu moins d'éclat, dans la chute de son patron » (*Ibid.* t. II, p. 120).

² Sans partager complètement ces illusions sur les nominations aux évêchés vacants, Louis XVIII crut devoir répondre aux plaintes de Maury à cet égard. Il lui écrivit le 10 juin : « ... C'est du moins une consolation pour S. M. de songer

397. — Consalvi à Spina

(particulière)

Roma, 9 maggio 1801.

Chi sa se questa lettera, che mando con la posta di Genova, arriverà prima del corriere Livio, che partirà infallibilmente fra tre giorni ? ¹ Nondimeno gliela scrivo per diligenza. Un corriere straordinario mi ha recato una lettera del sig. abbate Bernier, che ella vedrà dalla mia risposta su di che versavasi. ² Mi fa specie, che con tale occasione non mi abbia ella scritto una

qu'elle n'a aucun reproche à se faire, pas même relativement au funeste retard que le card. Maury déplorait avec tant de raison.

« Les lettres que le roi a écrites à Pie VI depuis la mort de Louis XVI, ou sont demeurées sans réponses, ou les réponses ont été faites dans une forme qui ne prouvait que trop que, ce Souverain Pontife ne reconnaissant pas S. M., il était inutile de proposer l'exécution du concordat.

« A l'exaltation de Pie VII, le roi, instruit que S. S. l'avait reconnu, résolut de profiter de cette circonstance favorable... Le 3 avril 1800, le roi apprit que Pie VII était élu et le lui avait écrit, mais que le card. Maury, n'osant confier la lettre de S. S. à la poste, la réservait pour une occasion qu'il regardait comme très prochaine. La teneur de cette lettre était importante à connaître pour régler sa marche en conséquence : cependant la lettre n'arrivant pas, le roi, au bout de seize jours d'attente, se détermina à écrire. Il était impossible de confier la lettre de créance du card. Maury ni les instructions à la poste, surtout devant traverser les États autrichiens. Le roi n'avait aucun moyen d'envoyer un courrier : il prit donc le parti de donner le paquet à un homme très sûr... D'un autre côté, le roi ne crut pas devoir, en proposant de nommer aux évêchés vacants, s'exposer à un refus, que l'ignorance du contenu de la lettre pontificale pouvait faire craindre. Il se borna donc à charger le card. Maury de demander l'exécution du concordat. Ce paquet, parti de Mitau le 21 avril, pouvait et devait être rendu à Venise en moins de trois semaines ; mais le porteur, tombé malade en chemin, fut obligé de s'arrêter en route longtemps et à différentes reprises. *Inde mali labes* » (*Corr. de Maury*, t. II, p. 118).

³ Cette lettre a été publiée par Mgr Ricard (*Corr. de Maury*, t. II, p. 114).

¹ La dernière réunion de la Grande congrégation avait eu lieu, en présence du Pape, le soir du 6 mai. En donnant cette nouvelle aux nonces, le lendemain, Consalvi ajoutait : « E Dio sa con quali sforzi di fatica e di fretta per concludere. Ora posso dire che Livio partirà infallibilmente la notte dei 12 del corrente, e solleciterà il suo viaggio. » Puis, faisant allusion à la lettre de Bernier, « Non vorrei, disait le cardinal, che il governo avesse sgridato Cacault per la discussione qui intrapresa, ciò che protrebbe alienarlo da me per averne scritto a lei » (Arch. du Vatican).

² Cette lettre, écrite par Bernier le 28 avril, insistait pour une prompt solution, et recommandait à Consalvi de ne pas se laisser retarder par l'ingérence de Cacault dans la négociation religieuse (Voir dans la Partie X, la dépêche de Spina n° 67).

riga ; ma forse non lo avrà saputo in tempo. Al sig. abbate Bernier non dia l'acclusa (sigillandola), se non dopo letti tutti i fogli che qui compiego. Per mezzo del corriere Livio darò sfogo a tutti gli altri memoriali e carte da lei trasmesse. Addio, Mgor mio amatissimo. In questa lettera non mi dilungo, appunto dubitando che le giunga in tempo prima della spedizione. Saluti il P. Caselli, e mi creda veramente di cuore, etc.

(Cultes, *Arch. de Caprara*).

398. — Cacaault à Talleyrand

Rome, 19 floréal an IX (9 mai 1801).

Depuis mon départ de Paris, je n'ai reçu que deux lettres du département, une qui m'a été remise par le cit. Artaud, et une autre qui m'est parvenue hier par un courrier extraordinaire. Ce même courrier m'assure avoir mis lui-même à la poste, au moins dix lettres à mon adresse et près de vingt pour le cit. Alquier. Nous n'avons reçu, ni l'un ni l'autre, aucune de ces dépêches. Ce silence forcé et involontaire du gouvernement est d'autant plus dangereux dans ce pays, qu'on ne cesse d'y répandre les bruits les plus absurdes, et que d'ailleurs il me contraint à une inaction continuelle pour les affaires qui pourraient m'être ultérieurement recommandées.

J'ai l'honneur de vous prier : 1° de faire solliciter à Paris le rétablissement d'une poste civile de Rome, qui existait autrefois, et qui a été supprimée dans le temps de la République romaine et remplacée par une poste militaire qui ne subsiste plus aujourd'hui. De temps immémorial, la France, ainsi que l'Espagne, Venise, etc., avait une poste particulière, indépendante de celle du Saint-Siège : ce droit lui a été réservé par le traité de Tolentino ;¹ il n'existe aucun obstacle à son rétablissement. — 2° de

¹ « De temps immémorial, la France avait des bureaux de postes dans Turin, dans Gènes et dans Rome, et le libre passage de ses courriers pour Rome par Turin, Gènes et la Toscane. Ces bureaux n'existent plus... Quant au bureau français de Rome, il a subsisté dans cette ville jusqu'en l'an VII, concurremment avec de semblables bureaux des gouvernements d'Espagne, de la Sardaigne, de la Lombardie, de Naples et de Vienne. L'exercice du bureau français ne fut interrompu que depuis l'assassinat de Bassville jusqu'au 1^{er} ventôse an V, que l'art. 23 du traité de paix avec le Pape le rétablit... » (Mém. du commissaire général des Postes ; octobre 1800).

faire demander à l'administration des postes où elle adresse les différents paquets destinés pour Rome depuis un mois...

(Aff. étr., *Rome*. vol. 930.

399. — Cacault à Talleyrand

(n^o 5)

Rome, 21 floréal an IX (11 mai 1801).

Les observations motivées que j'ai exposées au Pape et au cardinal secrétaire d'Etat, sur les changements que Sa Sainteté voulait faire à la rédaction de la convention faite à Paris, ont donné lieu à un nouveau travail, qui a été terminé hier au soir par le Pape et les douze cardinaux de la congrégation. Il me paraît très sûr aujourd'hui que le courrier de cette cour pour porter à Mgr Spina les pleins pouvoirs, le concordat, la bulle, et le bref du Pape au Premier Consul, partira sans faute le 24 de ce mois (14 mai). Vous recevrez donc presque aussitôt que ma dépêche, tout le travail de la cour de Rome, dont vous jugerez.

J'ai fait tous mes efforts, j'ai usé de l'adresse dont je suis capable, pour astreindre à adopter simplement la rédaction envoyée de Paris, et j'ai certainement beaucoup gagné ; mais il m'a été impossible d'obtenir davantage. Dieu veuille que le Premier Consul soit content !

J'ai eu hier une audience du Pape : l'effusion de ses sentiments pour la France, pour le Premier Consul, a été tout ce qu'on peut désirer ; mais le dogme lui impose une loi qu'il n'est pas en son pouvoir d'outrepasser. Il ne m'a rien dit d'exagéré ; mais il m'a fait sentir que son âme était éprise de zèle pour l'intégrité du catholicisme, et que ce zèle inflexible ne céderait à aucune considération temporelle. On est croyant plus véritablement ici, qu'on ne l'imagine en France ; et les vieux cardinaux, qui ont passé leur vie dans les plaisirs, n'en ont pas moins nourri dans leur âme la foi dont ils se consolent à la fin de la carrière. Ces hommes doivent être poussés délicatement en pareille matière. Je crois bien que si vous trouvez, dans la rédaction que vous allez recevoir, des expressions inadmissibles, on pourra décider le Pape à céder encore quelque chose ; mais il faudra s'y prendre doucement. Les hommes de ce pays étant d'un caractère faible et souple, cèdent à la force ; cependant il

est des choses, où l'on ne gagnerait que de leur faire perdre la tête en les menant trop durement.

Les douze cardinaux appelés par le Pape à l'examen de notre affaire, sont les plus graves et savants, et revêtus des premières dignités. Je montrai, en arrivant, de l'inquiétude de trouver le cardinal Albani dans cette congrégation. Il me fut répondu que le Pape n'avait absolument pu se dispenser d'y appeler le doyen du Sacré Collège. On m'a fait observer depuis, que ce cardinal, qui ordinairement ne garde aucun secret, avait observé celui qui a été juré à l'égard de cette affaire, avec l'attention la plus scrupuleuse. Le cardinal Gerdil, qui est de Turin, homme savant et fort pieux, a travaillé dans cette affaire avec un bon esprit, ainsi que le cardinal Doria, autrefois nonce à Paris.

(Aff., étr. *Romz*, vol. 930.)

400. — Contre-projet envoyé à Paris

[Rome, 12 mai 1801].

Convention entre S. S. le pape Pie VII et le Gouvernement français. ¹

<p>Art. 1. <i>Gubernium Gallicanæ reipublicæ recognoscit maximam civium partem religionem catholicam, apostolicam, romanam profiteri. Pari spiritu</i></p>	<p>Le gouvernement de la République française reconnaît que la religion catholique, apostolique, romaine, est la religion de la grande majorité des ci-</p>
--	---

¹ On verra plus loin (pièce n° 403) que la cour de Rome avait préparé deux versions distinctes de son Contre-projet : Spina devait les reconnaître à un signe, imperceptible pour tout autre, et consistant soit en un point, soit en deux points placés en haut de la première page. Nous publions le texte qualifié de « Progetto migliore » et qui était « segnato con un solo puntino ». C'est celui qui était destiné au gouvernement français et qui seul lui a été remis. L'autre « segnato con due puntini », devait rester entre les mains de Spina et lui ménager, en cas de besoin, des moyens de discussion et de concession. Ceux des articles de cette version subsidiaire qui diffèrent du « Progetto migliore » sont indiqués en note. Enfin, par un surcroît de précautions, les articles 1, 4 et 7 du « Progetto con due puntini » pouvaient eux-mêmes comporter des variantes, qui étaient transcrites sur des feuilles détachées et marquées de trois points. On trouvera ces dernières variantes, en note, à la fin de la pièce que nous reproduisons ici.

animatum, eamdemque religionem profitens, illam proteget ita ut libere et palam divino cultui vacari in Gallia possit. Dogmatum ejus puritatem et ecclesiasticæ disciplinæ exercitium liberum servabit. Leges atque decreta eorundem dogmatorum puritati liberoque disciplinæ exercitio adversantia, irrita fient.¹

Art. 2. Ab Apostolica Sede, collatis cum Gallicano gubernio² consiliis, novis finibus Galliarum diœceses circumscribentur: earum tamen numerus ita redigetur, ut spiritualibus fidelium necessitatibus satis consultum sit.

Art. 3. Summus Pontifex legitimis Galliarum episcopis significabit se juste ac firmiter de eorum animorum dispositione illud persuasum habere, nimi-

toyens français. Animé par les mêmes sentiments, et professant la même religion, il protégera la liberté et la publicité de son culte; il la conservera dans toute la pureté de ses dogmes et dans l'exercice de sa discipline. Les lois et décrets contraires à la pureté de ses dogmes et au libre exercice de sa discipline seront annulés.

Il sera fait par le Saint-Siège, de concert avec le gouvernement, une nouvelle circonscription des diocèses français: leur nombre sera réduit de telle manière, néanmoins, qu'il suffise aux besoins spirituels des fidèles.

Sa Sainteté témoignera aux évêques légitimes la juste et ferme persuasion où elle est de leur disposition à se prêter à tout sacrifice, que pourra exi-

¹ Art. 1. — Gubernium Gallicanæ reipublicæ recognoscit maximam civium partem religionem catholicam, apostolicam, romanam profiteri. Pari spiritu animatum, cum in eadem religione sit, illam proteget ita ut libere et palam divino cultui in Gallia vacari possit. Dogmatum ejus puritatem et ecclesiasticæ disciplinæ exercitium liberum servabit. *Omnia impedimenta quæ profecta sunt ex actis tempore perturbationis, quæque huic scopo adversantur, amovebuntur.*

Le gouvernement de la République française reconnaît que la religion catholique, apostolique, romaine est la religion de la grande majorité des citoyens français. Animé par les mêmes sentiments, et étant dans la même religion, il protégera la liberté et la publicité de son culte; il la conservera dans toute la pureté de ses dogmes et dans l'exercice de sa discipline. *Tous les obstacles opposés par des actes émanés dans les temps de perturbation, contraires à ce but, seront ôtés.*

² Le mot « regimine » a été substitué au mot « gubernio ». Cette variante, qui ne se retrouve pas dans le texte français, est sans intérêt et a dû être faite sans intention.

rum eos ad omnia sacrificia paratos esse, quæ pax atque Ecclesiæ unitas exigere ab eis possit.

Hac hortatione præmissa, Sanctitas Sua, ne diutius religionis catholicæ, apostolicæ, romanæ restitutio in Gallia differatur, opportuna media adhibebit, quibus religionis bono consulatur, ac nova diœcesium circumscriptioni plenissimum sortiatum effectum, juxta finem quem in eadem probanda Sanctitas Sua sibi proposuit. ¹

Art. 4. Consul Primus, professione catholicus, intra ² tres menses qui primi promulgationem constitutionis apostolicæ pro novarum diœcesium circumscriptione consequentur, archiepiscopos et episcopos iisdem diœcesibus præficiendos nominabit. Pontifex vero iisdem ita

ger d'eux la paix et l'unité de l'Eglise.

D'après cette exhortation, le Saint-Père, pour ne point retarder davantage le rétablissement de la religion catholique, apostolique et romaine en France, prendra les mesures convenables pour le bien de la religion et pour le plein effet de la nouvelle circonscription, conformément à l'objet qu'il s'est proposé en l'approuvant.

Le Premier Consul, professant la religion catholique, nommera aux archevêchés et évêchés de la circonscription nouvelle, dans les premiers trois mois qui suivront la publication de la bulle de Sa Sainteté concernant la circonscription susdite. Sa Sainteté donnera à

¹ Art. 3. — Summus Pontifex *antiquis titularibus* episcopis Galliarum significabit...

Hac hortatione præmissa, Sanctitas Sua, ne diutius religionis catholicæ, apostolicæ, romanæ restitutio in Gallia differatur, *una cum Gallicanæ reipublicæ gubernio* opportuna media adhibebit...

Sa Sainteté témoignera *aux anciens évêques titulaires* la juste et ferme persuasion...

D'après cette exhortation, le Saint-Père, pour ne point retarder davantage le rétablissement de la religion catholique, apostolique et romaine en France, prendra, *de concert avec le gouvernement*, les mesures convenables...

² Art. 4. — *Juxta ea quæ in tribus præcedentibus articulis statutæ sunt*, Primus Consul, intra tres menses...

En conséquence des trois articles précédents, le Premier Consul nommera aux archevêchés et évêchés de la nouvelle circonscription dans les trois premiers mois qui suivront la publication de la bulle de Sa Sainteté concernant la circonscription susdite; et Sa Sainteté donnera à ceux qui seront ainsi nommés l'institution canonique *entièrement* dans les formes établies dans le concordat entre Léon X et François 1^{er}.

nominatis institutionem canonicam dabit plene, ac juxta formas in concordatis inter Leonem X summum pontificem et Francescum I regem statutas.

Art. 5. Item Consul Primus ad episcopales sedes quæ in posterum vacaverint, novos antistites nominabit ; iisque, ut in articulo præcedenti constitutum est, Apostolica Sedes canonicam dabit institutionem.

Art. 6. Archiepiscopi atque episcopi, antequam munus suum gerendum suscipiant, coram Primo Consule directe juramentum fidelitatis emittent.

Art. 7. Juramenti formula hæc erit : « Ego promitto obedientiam et fidelitatem regimini statuto Gallicanæ reipublicæ constitutione. »¹

Art. 8. Ecclesiastici secundi ordinis idem juramentum emittent coram auctoritatibus civilibus a Gallicano regimine designatis.

Art. 9. Post divina officia in omnibus catholicis Galliæ templis sic orabitur : « Domine, salvam fac Rem Gallicanam et

ceux qui seront ainsi nommés, l'institution canonique dans les formes établies dans le concordat entre Léon X et François I^{er}.

Les nominations aux évêchés qui viendront à vaquer, se feront également par le Premier Consul, et l'institution sera donnée par le Saint-Siège en conformité de l'article précédent.

Les archevêques et évêques, avant d'entrer en fonctions, prêteront directement entre les mains du Premier Consul le serment de fidélité.

La formule du serment sera celle-ci : « Je promets obéissance et fidélité au gouvernement établi par la constitution de la République française. ».

Les ecclésiastiques du second ordre prêteront le même serment entre les mains des autorités civiles, désignées par le gouvernement.

La prière suivante sera récitée dans toutes les églises catholiques de France, à la fin de l'office divin : « Domine, sal-

¹ Art. 7. — Juramenti formulâ hæc erit : « Ego promitto *submissionem legibus, tam in civilibus quam in politicis, et obedientiam* regimini statuto Gallicanæ reipublicæ constitutione. »

La formule du serment sera celle-ci : « Je promets *soumission aux lois, soit dans le civil, soit dans le politique*, et obéissance au gouvernement établi par la constitution de la République française. »

exaudi nos in die qua invocaverimus te »; sive : « Domine, salva Galliæ consules et exaudi nos in die qua invocaverimus te. »

Art. 10. Episcopi, collatis cum gubernio consiliis, in sua quisque diœcesi novas parœcias circumscribent; ita tamen ut non desit quo spiritualibus fidelium necessitatibus occurrere possit.

Art. 11. Idem episcopi ad parœcias omnes nominabunt, talesque seligent pastores qui dotibus per sacros canones requisitis præditi sint ad spirituale gregis sui bonum procurandum, itemque pacis studiosi, nec gubernii fiducia indigni.

Art. 12. Poterunt iidem episcopi habere Seminaria, itemque Capitula, verum sine ulla dotationis obligatione ex parte gubernii.¹

Art. 13. Templâ metropolitana, cathedralia, parochialia, cœteraque omnia quæ nondum alienata sunt, catholicæ religionis usui restituentur.

Art. 14. Summus Pontifex, ut quantum fieri potest, operam suam conferat ad Galliarum tranquillitatem quæ pertur-

vam fac Rem Gallicanam et exaudi nos in die qua invocaverimus te »; ou « Domine, salva Galliæ consules et exaudi nos in die qua invocaverimus te. »

Les évêques, de concert avec le gouvernement, feront une nouvelle circonscription de paroisses dans leurs diocèses respectifs; bien entendu qu'il soit pourvu aux besoins spirituels des fidèles.

Ils nommeront à toutes les cures, et choisiront des pasteurs doués des qualités requises par les lois de l'Eglise pour le bien spirituel de leurs troupeaux, pacifiques, et qui n'auront pas démerité la confiance du gouvernement.

Ils pourront avoir des Séminaires et conserver à volonté des Chapitres, mais sans obligation de dotation de la part du gouvernement.

Toutes les églises métropolitaines, cathédrales, paroissiales et les autres non aliénées seront remises à la disposition du culte catholique.

Le Saint Père, afin de coopérer, autant qu'il est en lui, à la tranquillité de la France, qui serait entièrement troublée par

¹ Le « Progetto con due puntini » omet cet article. Cette suppression interrompt la concordance des numéros des articles entre les deux versions du Contre-projet.

baretur omnino si Ecclesiæ bona a Republica alienata ab iis qui ea nunc possident essent repetenda, ac præsertim ne vel minimum quidem temporis differatur catholicæ religionis restitutio; inspecta tantæ rei gravitate simulque novorum possessorum multitudine, antecessorum Pontificum exemplo, liberat ab omni onere restitutionis tam fundorum acquisitionum quam fructuum perceptorum vel percipiendorum novos possessores, sive ii catholici sint, sive ab Ecclesiæ unitate sejuncti iterum cum illa reconciliari velint.

Declarat præterea cæteros novos possessores neque a se, neque a Romanis Pontificibus, successoribus suis, quoad possessionem dictorum bonorum, molestiam ullam habituros. ¹

Art. 15. Gallicanæ reipu-

la répétition des biens ecclésiastiques aliénés par la République, et particulièrement pour ne point retarder le rétablissement de la religion catholique; eu égard à l'importance de l'objet et à la multitude des acquéreurs; dispense, à l'exemple de ses prédécesseurs, les acquéreurs catholiques ou qui s'étant éloignés de l'unité de l'Eglise y feront retour, de toute restitution soit des biens fonds, soit des fruits perçus ou à percevoir.

Il déclare aussi que les autres ne seront pas inquiétés dans leur possession desdits biens, ni par lui, ni par ses successeurs.

Le gouvernement se charge

¹ Art. 13 (14 du « Progetto migliore »). — Summus Pontifex, ut, quantum fieri possit, operam suam conferat Galliarum tranquillitati, quæ perturbaretur omnino si Ecclesiæ bona a Republica alienata ab iis quæ ea nunc possident essent repetenda, ac præsertim ne vel minimum temporis differatur catholicæ religionis restitutio, inspecta tantæ rei gravitate simulque novorum possessorum multitudine, declarat eosdem neque a se, neque a Romanis pontificibus, successoribus suis, quoad possessionem dictorum bonorum, molestiam ullam habituros.

Le Saint-Père, afin de coopérer autant qu'il est en lui à la tranquillité de la France, qui serait entièrement troublée par la répétition des biens ecclésiastiques aliénés par la République, et particulièrement pour ne point retarder le rétablissement de la religion catholique, eu égard à l'importance de l'objet et à la multitude des acquéreurs, déclare que les mêmes acquéreurs ne seront pas inquiétés dans leur possession desdits biens, ni par lui, ni par ses successeurs.

blicæ gubernium in se recipit præstiturum ut, tum episcopis quorum diœceses nova circumscriptio complectitur, tum eorumdem diœcesium parochis, juxta cujusque statum, consulatur, quo decenter sustentari possint.

Art. 16. Idem gubernium curabit ut catholicis in Gallia liberum sit, si libuerit, novis foundationibus ecclesiis consulere, quarum tamen redditus publicis oneribus sint obnoxii.¹

Art. 17.² Gallicanæ reipublicæ gubernium iisdem privilegiis per Sanctam Sedem agnitis fruetur, quibus olim Galliarum reges fruebantur, antequam mutatis rebus nova regiminis forma induceretur.³

(Aff. étr., *Rome*, vol. 931 ; Arch. du Vatican).

d'un traitement convenable aux évêques dont les diocèses sont compris dans la nouvelle circonscription, ainsi qu'aux curés de leurs diocèses.

Il prendra des mesures pour que les catholiques français puissent, s'ils le veulent, faire en faveur des églises, des fondations assujetties aux charges de l'Etat.

Le gouvernement de la République française jouira des mêmes privilèges reconnus par le Saint-Siège, dont jouissaient les rois de France avant la Révolution et le changement du gouvernement.

¹ Art. 15 art. 16 du « Progetto migliore »). — Idem gubernium curabit ut catholicis in Galliis liberum sit, si libuerit, ecclesiis consulere novis foundationibus, *redditibus modo in arario constitutis, qui* tamen publicis oneribus sint obnoxii.

Il prendra des mesures pour que les catholiques français puissent, s'ils le veulent, faire en faveur des églises des fondations, *à présent en rentes sur l'Etat*, et assujetties aux charges de l'Etat.

² Art. 16 (art. 17 du « Progetto migliore »). — *Sanctitas Sua recognoscit in Gallicanæ reipublicæ gubernio jura ac privilegia omnia* per Sanctam Sedem agnita, quibus olim Galliarum reges fruebantur antequam, mutatis rebus, nova induceretur regiminis forma.

Sa Sainteté reconnaît dans le gouvernement français les mêmes droits et privilèges, reconnus par le Saint-Siège, dont jouissaient les rois de France avant la Révolution et le changement de gouvernement.

³ Voici maintenant les articles « segnati con tre puntini » qui formaient à leur tour variantes au « Progetto con due puntini », et ne devaient être admis que comme dernière ressource :

Art. 1. — Gubernium Gallicanæ reipublicæ recognoscit maximam civium partem religionem catholicam, apostolicam, romanam profiteri. Pari spiritu

401. — Mémoire à l'appui du Contre-projet.

[Rome, 12 mai 1801].

Ragioni tendenti a dimostrare, che il Santo Padre non ha potuto condiscendere interamente agli articoli del progetto di convenzione esibito dal governo francese, e per giustificare i cambiamenti fattivi.¹

Tit. I, art. 1. — Il Sommo Pontefice, essendo costituito da Dio, capo, custode e vindice della cattolica religione, deve con ogni premura difenderla e custodirla, studiandosi principalmente che si conservi inviolabile presso tutte quelle nazioni ove trovasi già disseminata, e che se mai per le umane vicende avesse in qualche luogo sofferto de' danni, vi risorga dallo stato di depressione all' antico grado di splendore e di gloria.

La religione medesima, per il tratto di molti secoli, cioè da Clodoveo I fino agli ultimi tempi, venne riconosciuta e conservata in Francia come dominante. Nell' ultima rivoluzione però rimase avvilita e depressa, e quelli che nelle epoche di maggior turbolenza esercitarono l'autorità pubblica, per mezzo di molte leggi ed atti ad essa contrari, sforzaronsi di estinguerla e di

animatum, eandemque religionem tanquam suam peculiarem adoptans, illam proteget...

Le gouvernement français reconnaît que la religion catholique, apostolique et romaine est la religion de la grande majorité des citoyens français. Animé par les mêmes sentiments, et l'adoptant lui-même pour sa religion particulière, il protégera...

Art. 4. — Primus Consul, *in catholica religione manens*, intra tres menses...

Le Premier Consul, *étant dans la religion catholique*, nommera aux archevêchés...

Art. 7. — Juramenti formula hæc erit : « Ego promitto submissionem legibus, *salva religione*, et obedientiam regimini statuto Gallicanæ reipublicæ constitutione. »

La formule du serment sera celle-ci : « Je promets soumission aux lois, *sauf la religion*, et obéissance au gouvernement établi par la constitution de la République française. »

¹ Ce mémoire a été rédigé pour le gouvernement français. Il ne fait aucune allusion au projet secret de Bernier, et se borne à comparer le texte officiel du Projet français n° V avec le Contre-projet romain (*progetto migliore*). Pour plus de clarté, les renvois aux articles de ce Contre-projet sont imprimés ici en italiques.

bandirla affatto dalla Francia. Piacque ciò non ostante alla divina Provvidenza, che un numero assai grande di Francesi, anco frammezzo ai disastri, ai pericoli, e alle persecuzioni, rimanesse attaccato alla religione de' suoi padri.

Il governo attuale, non solo riconosce questa verità, e la confessa nel presente articolo, ma si mostra inoltre disposto a favorire la religione cattolica e a ripristinarla in Francia. Egli debb' essere convinto, che oltre il bene spirituale di tante anime, così esige la quiete, e la tranquillità dello Stato; mentre, se per una parte de' Francesi seguace essendo del cattolicesimo, non può non bramare ardentemente di vederlo ricondotto a quel grado in cui era innanzi alla Rivoluzione, per l'altra parte le massime del Vangelo, predicate e insegnate liberamente dai saggi ministri, gioveranno moltissimo a promuovere la pubblica tranquillità, a persuadere la perfetta obbedienza a chi comanda « non solo propter metum, sed etiam propter conscientiam », come insegna l'Apostolo, e contribuiranno a metter freno alla scostumatezza e al delitto.

L'articolo per altro nella prima sua parte, come viene espresso nel trattato ufficiale, nulla contiene, alla riserva di una semplice narrazione istorica, e saltano quindi facilmente agli occhi le ragioni, per le quali Sua Santità rimane impossibilitata ad ammetterlo.

In grazia appunto del ristabilimento della religione in Francia, condiscende il Santo Padre a fare tanti sacrifici ne' susseguenti articoli. Se per i motivi, che gli si affacciano relativamente allo stato attuale delle cose, si contenta Sua Santità, che non si faccia per ora un atto pubblico e solenne per dichiarare la religione medesima dominante o nazionale, non può però ammettere un articolo di tal natura, che, limitandosi alla sola istorica confessione di riconoscere che la cattolica religione è la religione della più gran parte della nazione, lascia tutto il resto come si trova. In tal guisa, per canto del governo non verrebbero assicurate alla religione nemmeno quelle cose, che non possono negarglisi, quando si ammette esser la cattolica la religione della massima parte de' Francesi; e le quali, ad evitare lo scandalo risultante dell'accaduto finora, principalmente in conseguenza delle leggi e degli atti contrari alla religione mede-

sima, e a giustificare la stessa intrapresa del trattato e le concessioni che in esso si fanno dalla Santa Sede, sono troppo necessarie e indeclinabili.

A meglio convincersi della moderazione del Santo Padre, si rimarchi la condotta tenuta dalla Santa Sede in affari di religione. Quando, a petizione dell' imperatore Carlo V, furono mandati da Paolo III tre nunzi apostolici in Germania, si ebbe in mira di estinguere l'eresia in quelle provincie, e di ricondurre gli eretici al grembo della cattolica Chiesa. Quando, sotto il governo della regina Maria, fu spedito in Inghilterra da Giulio III il cardinale Polo con poteri straordinari, fissossi per preliminarmente il ritorno di tutto quel regno all' unità. Quando i sommi pontefici Clemente XI e Clemente XII, s'indussero a delle condiscendenze, secondo il desiderio di Augusto, elettore di Sassonia e re di Polonia, vi s'indussero appunto per dilatare in quell' elettorato la religione. Volendo dunque il Santo Padre imitare gli esempi de' suoi predecessori, dovrebbe nel caso presente seguire appuntino le stesse traccie, ed esigere de' preliminari, che assicurassero il totale ristabilimento della cattolica religione in Francia, prima d'inoltrarsi nella trattativa.

Ciò non ostante Sua Santità, infiammata dal più vivo desiderio di metter termine ai mali della Francia, e di appianare la via al risorgimento della religione di Gesù Cristo in quelle contrade, è disposta ad usare per un oggetto così importante di tutta l'apostolica sua condiscendenza, spingendola fino all' ultimo grado cui possa giungere; a dilatare le viscere della paterna sua carità; a dare, se abbisogna, il sangue e la vita. Ma non può il Santo Padre dimenticare quanto deve alla propria coscienza, al suo carattere di vicario di Cristo e di capo della Chiesa, all' edificazione de' fedeli e del mondo tutto; e quindi trovasi in obbligo di far uso di una immobile fermezza nel non aderire a verun atto, che riuscir possa pregiudicevole alla religione, e nel metterla in salvo nel presente trattato, massime che il primo articolo di esso è la base e il principio da cui dipende tutto il resto della convenzione.

Ponderando il Primo Console colla molta sua perspicacia e saviezza le esposte ragioni, che non si estendono d'avvantaggio per non eccedere i limiti della brevità, si tiene per fermo,

ch' egli, ben lungi dal disapprovare, sia anzi per applaudire alle giuste massime del Santo Padre, e che mentre dimostra il suo desiderio di ravvivare la religione, e di riordinare gli affari ecclesiastici in Francia, sia per metter in opera tutta la sua autorità, energia e prudenza pel conseguimento di un fine sì bello, e sì vantaggioso alla Chiesa non meno che allo Stato. Senza di ciò il Santo Padre si troverebbe impossibilitato a stringere, come pur vivamente desidera, l'intrapresa trattativa, e sarebbe costretto a gemere nell' amarezza del cuor suo, aspettando l'epoca segnata nel tesoro delle Divine Misericordie del ristabilimento della cattolica religione in Francia.

Art. I. — Nel formare adunque il nuovo progetto, valutando le difficoltà addotte quanto al dichiarare adesso solennemente la religione cattolica come dominante, e perchè si conosca ad evidenza, che il Santo Padre, per quello da lui dipende, non vuol frapporre alcun ostacolo al felice esito della trattativa, si è concepito l'articolo ne' termini i più moderati, spingendo in tal guisa fino agli ultimi confini la pontificia condiscendenza.

È manifesto per se medesimo, quanto sia necessario lo esigere una qualche espressione, dalla quale risulti che il governo adotta per sua propria la religione cattolica, la quale è quella della grande maggioranza della nazione, e dichiarare che la professa, o dimostri in sostanza, ch' egli ancora è nella religione medesima, e prometta ad un tempo di conservarla e proteggerla. Senza di ciò, si frapporrebbe una barriera insuperabile al perfetto ristabilimento della religione in Francia; verrebbe la religione stessa viemaggiormente degradata e avvilita; rimarrebbe impedito il capo della Chiesa ad accordar privilegi relativi ad oggetti ecclesiastici ad un governo, il quale non si riconosca essere nel grembo della cattolica religione.

Il toglier poi gli ostacoli provenienti dalle leggi e decreti contrari alla religione, è una conseguenza legittima e necessaria, sì perchè chi vuole il fine dee ancor volere i mezzi che ad essa conducono, sì ancora perchè essendo stati cagionati mali cotanto grandi al Cattolicismo per le leggi ed atti suddetti, la loro revoca viene reclamata dall' obbligo di riparar tanto scandalo, e di risarcir tanti danni, e senza di ciò la religione cattolica rimarrebbe in uno stato di depressione e di perpetuo avvilitamento,

verrebbe posta al livello, anzi messa al di sotto delle false sette, e potrebbero i di lei nemici trovare agevolmente de' nuovi pretesti per combatterla e per perseguitarla.

Ad ulteriore riprova della condiscendenza del Santo Padre, si rimarchi, come accoppiando egli ai suoi doveri la più grande moderazione, non esige dal governo francese quanto volle il cardinale Polo, il quale, nell'atto solenne della riconciliazione dell'Inghilterra, impose per penitenza alle due camere del Parlamento la revoca delle leggi contrarie alla religione; e si rimarchi altresì, che essendosi poste le cose, tanto negli articoli, quanto nella bolla, colla massima delicatezza, non vi può essere ragionevole difficoltà d'ammetterle.

Tit. I, art. 1. — Aderisce Sua Santità al desiderio del governo, rapporto ad una nuova circoscrizione di diocesi in Francia.

Art. 2. — Prevedendo però che il numero di esse sarà inferiore all'antico, aggiunge solo la cautela, che rimanga sufficientemente provveduto ai bisogni spirituali de' fedeli, lo che si dee supporre pienamente conforme alle idee dello stesso governo.

Tit. I, art. 2. — È inesprimibile quanta difficoltà e amarezza abbia incontrato il Santo Padre nel presente articolo. Si tratta di ripristinare la religione in Francia, e si incomincia dal deporre tutti i vescovi legittimi. Si vuole l'olocausto di un ceto sì rispettabile, che conta non pochi prelati assai distinti per dottrina e per virtù, che tutto il mondo cattolico riguarda come esule e ramingo appunto per non aderire allo scisma e per difenderla la religione cattolica; che per le sofferenze, per i suoi sacrifici, per la sua costanza meritò l'universale ammirazione, ed i replicati encomi della Santa Sede. ¹ Qual pena per il capo della Chiesa, deporre dalle loro sedi tanti suoi venerabili fratelli! Qual cordoglio per i vescovi stessi, vedersi perpetuamente staccati dalle loro diocesi, condannati all'inazione e al silenzio, in quel momento appunto in cui, prendendo le cose un miglior aspetto, avevano a lusingarsi di rivedere le loro chiese e le loro pecorelle, di porgere ad esse un'altra volta il pascolo della sana

¹ Pie VII lui-même avait renouvelé ces éloges dans son encyclique du 13 mai 1800 (Cf. t. I, p. 12, note).

dottrina, e di mischiare le lacrime di tenerezza e le voci di giubilo per esser cessati finalmente tanti mali, e per essersi ridonata la pace alla Chiesa e allo Stato! Il cuore paterno di Sua Santità è intimamente commosso da questi riflessi, e la di lui mano sente mancare la forza per vibrare un colpo sì doloroso e micidiale.

Si osservi con attenzione, che in tutte le storie della Chiesa non si troverà un esempio simile a questo, e che avendo i sacri canoni stabilito le cause per le quali può procedersi alla deposizione de' vescovi, e le forme da osservarsi prima d'infliggere una pena cotanto grave, converrebbe nel caso presente prescindere affatto dall' une, e dall' altre, per aderire alla richiesta del governo francese.

Deve inoltre riflettersi con quanto fondamento si possono temere de' gravi disturbi alla quiete pubblica della Francia. I fautori de' vescovi legittimi, che non possono poi essere in piccolo numero, e che tanto più rimangono loro attaccati, quanto maggiori furono le industrie adoperate dagli stessi vescovi, per supplire ancò di lontano nel miglior modo possibile agli spirituali bisogni delle rispettive greggi, alzerrebbero senza dubbio gridi e reclami, e si formerebbero ben presto de' partiti fra loro opposti. Si correrebbe altresì pericolo, che non solo i legittimi vescovi della Francia, ma forse ancora molti altri vescovi cattolici, soffrendo mal volentieri la subitanea e violenta deposizione di tanti loro confratelli, prendessero parte alla difesa de' medesimi; e vi sarebbero pur troppo d' aspettarsi delle appellazioni al futuro concilio, al pontefice meglio informato o più libero, ed altre funeste conseguenze con scandalo e pregiudizio della Chiesa, non che con danno dell' interna pace della nazione.

Quanto poi alle parole « à quelque titre que ce soit », ¹ iscritte in questo articolo, è agevole cosa il persuadersi, che darebbero luogo a grandi lagnanze, e che produrrebbero un' universale ammirazione, se Sua Santità le ammettesse, potendo inferirsene che vengano messi tutti in un fascio i vescovi legittimi cogli intrusi, quantunque i secondi dalla Sede Apostolica non siano stati giammai riconosciuti per vescovi. La surriferita interpretazione

¹ Voir p. 439. note 2.

sarebbe tanto più giusta, quantocchè, rammentandosi titoli di diverso genere, non possono questi riferirsi ai soli vescovi legittimi, i quali tutti hanno un solo e medesimo titolo, cioè l'istituzione canonica.

Su questa materia è costretto il Santo Padre a dichiarar francamente, che quanto è disposto ad accogliere nelle paterne sue braccia, e ad usare di tutta la sua pastorale carità verso quei vescovi intrusi, che pentiti de' loro gravissimi falli vorranno riconciliarsi con Dio e colla Chiesa; altrettanto si vede necessitato ad essere inflessibile a non prestarsi ad alcun atto qualunque, che possa somministrare, anco di lontano, causa a credere ch'egli in qualche modo riconosca detti vescovi. Non tralascia Sua Santità di far riflettere quanto sicuramente essi vescovi intrusi farebbero abuso di qualsivoglia, benchè minima, espressione, che potesse dare un appiglio anche apparente in loro favore.

Sarebbe senza dubbio un assai miglior compenso, che il Primo Console inviasse al Santo Padre la lista di quelli, tra gli antichi vescovi legittimi, che non ha difficoltà di ammettere nuovamente all'esercizio del pastoral loro ministero, e degli altri che desidera vengano esclusi, mentre in tal guisa Sua Santità, in luogo d'un'esortazione generale, si limiterebbe ad esortare soltanto quelli, dai quali dee chiedersi la dimissione, ed essendo perciò minore il numero de' rimossi, verrebbe a diminuirsi l'urto e malcontento.

Dietro gli accennati riflessi il Santo Padre nutrice la più viva lusinga, che il Primo Console voglia limitare le sue richieste, e che permettendo al maggior numero de' vescovi legittimi il ritorno alle loro diocesi, o il passaggio ad altre della nuova circoscrizione, restringa l'esclusiva a quei pochi, che non possono onninamente godere della confidenza del governo, nè sarebbero più al caso di operare il bene spirituale de' loro diocesani. Si espone frattanto nel nuovo articolo, fino a qual punto sia permesso a Sua Santità di soddisfare alle domande del governo.

Art. 3. — Un'esortazione preventiva ai vescovi è assolutamente necessaria, senza di che l'atto di spoglio vestirebbe il carattere della più marcata violenza. È necessaria inoltre, perchè può condurre all'intento di ottenere, almeno di una gran parte

de' vescovi, una dimissione spontanea, risparmiandosi così il duro compenso di privarli delle loro sedi colla pienezza dell' apostolica autorità. Finalmente è necessaria, perchè quando i vescovi vi si ricusino, opponendosi il loro rifiuto ai vantaggi della religione, potranno considerarsi dal Santo Padre come colpevoli, e come tali potranno meritare la pena della privazione.

Per gli addotti motivi si è trovata più ammissibile la prima formola del progetto ufficiale, che non quella che gli fu sostituita.¹

Non potendo per altro Sua Santità dimenticare i riguardi che il capo della Chiesa deve al corpo de' vescovi legittimi della Francia, e le regole di una giusta moderazione e prudenza, anco per evitare, almeno quanto si può, i clamori e gli scandali che debbono fondatamente temersi, come si è rilevato di sopra, per un esempio affatto nuovo, ha raddolcita l'espressione dell' articolo, facendo travedere abbastanza quale ne sia l'oggetto, e risparmiando insieme un urto troppo forte, che irriterebbe la piaga, anzicchè curarla.

Del resto Sua Santità, quantunque pruovi una pena acerbissima nel vedersi costretto a balzare di propria mano dalle loro sedi i vescovi legittimi francesi, pure antepoendo l'incalcolabile bene del ristabilimento della cattolica religione in Francia ad ogni possibile sacrificio, inclusivamente a quello della propria vita, assicura il Primo Console, che quando, non ostante le sodissime ragioni addotte, rimanesse fermo il governo nell' idea dell' universale dimissione de' vescovi francesi (ciò che Sua Santità non crede che sarà suggerito al Primo Console dalla stessa sua prudenza, moderazione e saggie viste, anco per la quiete de' popoli della Francia), dovendo prevalere in tali estremi il bene della Chiesa al bene de' particolari, procederà il Santo Padre a questo sì duro passo; onde ottenendo il governo medesimo il suo intento, dee contentarsi che circa il modo non s' allontani Sua Santità dalle traccie suddivisate.

Tit. II, art. 1. — Se la religione cattolica venisse con atto solenne riconosciuta in Francia per la religione dello stato e della

¹ Pièce n° 267.

nazione, ch' è quanto dire per religione dominante, non s' incontrerebbe difficoltà nell' ammettere questo articolo.

Art. 4. — Ma poichè non può ciò conseguirsi pienamente nel momento, conviene almeno far conoscere, che il Primo Console professa la religione medesima. Ciò da una parte non fa ingiuria all' attuale Primo Console, il quale è nato e cresciuto nella religione cattolica, e che con plausibile impegno ne vuol promuovere il ristabilimento, e dall' altra parte assicura, a scanso degli equivoci e delle contestazioni che potrebbero nascere in appresso, che i di lui successori per godere del diritto di nomine ai vescovati debbono professare la stessa religione.

Senza questo temperamento, è impossibile che il Santo Padre possa accordare le nomine a chi non sia riconosciuto essere nel grembo della Chiesa. Non si sta qui a citare i canoni, nè la pratica costante su tal materia, e basterà, in cosa notissima come questa, riferire quanto scrisse il sommo pontefice Benedetto XIV, nella sua lettera de' 15 maggio 1748, diretta al vescovo di Breslavia: « Non ritrovasi in tutta la storia ecclesiastica verun indulto concesso dai Romani pontefici ai sovrani di altra comunione di nominare ai vescovati, e alle badie »; soggiungendo: « Noi non vogliamo nè possiamo introdurre un esempio che scandalizzerebbe tutto il mondo cattolico, e che oltre la gravissima pena, la quale Dio ci farebbe scontare nell' altro mondo, renderebbe il nostro nome esoso e maledetto in tutto il tempo di nostra vita, e molto più in quello che avrebbe a decorrere dopo la nostra morte. »

Gli altri piccoli cambiamenti, tendenti ad una maggior precisione e chiarezza, non esigono alcun particolar rilievo.

Tit. II, art. 2. — *Art. 5.* — Non ammette il presente articolo alcuna discussione, essendo riferibile all' articolo precedente.

Tit. III, art. 1. — Dal Concilio Lateranense IV venne proibito alle persone ecclesiastiche di prestare giuramento di fedeltà al governo; nè può ciò in rigore esigersi, se non da quei vescovi che godono feudi per concessione de' principi.

Art. 6. — Tuttavolta il Santo Padre condiscende in genere alla richiesta, affinchè il governo francese non abbia luogo a dubitare di quella sommissione e ubbidienza, che anco senza il legame del giuramento è dovuta, giusta le massime del Vangelo, alla podestà che comanda.

Non potendo dunque ammettersi l'espressione generica di sommissione alle leggi, non solo perchè contraria alla pratica universale, ma ben anco e molto più perchè, sebbene all'epoca del giuramento tutte le leggi del governo che lo esige debbano divenire pienamente conforme alla religione cattolica, potrebbe nel tratto successivo emanarsene qualcuna contraria alla religione medesima: a togliere ogni difficoltà, ad evitare le angustie di coscienza che s'incontrerebbero da molti, e senza trattenersi in lunghe discussioni sul giuramento proposto, si è concepita una formola, che assicurando pienamente il governo della richiesta garanzia, non lascia luogo a dubbiezze, o a sinistre interpretazioni, onde si è certi che il Primo Console per la sua moderazione e saviezza chiamerà se esser interamente contento.

Fa inoltre riflettere il Santo Padre su tale articolo, che nella posizione attuale delle cose, e nell'ardore delle dispute intorno alla riferita promessa, tutte le regole della prudenza esigono che si prescriva una formola, in cui i contrari a detta promessa non trovino alcun motivo per ricusarvisi. Senza di questo temperamento, si perpetuerebbero le questioni, e le dissensioni interne, che tanto s'interessa di sopire il Primo Console.

Tit. III, art. 2. — *Art. 8.* — Non si è fatto in questo articolo verun cambiamento.

Tit. III, art. 3. — *Art. 9.* — Ammette il Santo Padre la preghiera in qualunque delle due forme più piaccia al governo, che l'ha proposta.

Tit. IV, art. 1. — Il fissare i limiti delle parrocchie è affare di pertinenza della Chiesa: ma pure Sua Santità acconsente che i vescovi eseguiscano questa circoscrizione di concerto col governo.

Art. 10. — Solo non può dispensarsi il Santo Padre dall'aggiungere la cautela, che rimanga provveduto ai bisogni spirituali de' fedeli; lo che si persuade esser conforme alle idee del governo, mentre se l'estensione de' limiti di ciascheduna parrocchia fosse troppo vasta, sarebbe impossibile che i curati disimpegnassero a dovere le loro incombenze.

Tit. IV, art. 2. — Quanto viene proposto nel presente articolo con quelle parole « avec l'approbation du gouvernement », si allontana di troppo dal prescritto de' canoni, e dalla pratica co-

stante della cattolica Chiesa relativamente al libero diritto de' vescovi nella scelta de' parrochi; onde quell' espressione non è ammissibile.

Art. 11. — A conciliare la cosa nel miglior modo possibile, si sono espresse in questo articolo le doti, di cui debbon' esser forniti gli ecclesiastici da destinarsi alla cura d'anime, e si è provveduto nel tempo stesso, che la scelta non cada sopra persone inconfidenti al governo, il quale sarà senza dubbio contento di questa misura, che garantisce le sue mire, senza ledere i diritti della Chiesa.

Art. 12. — Stima superfluo il Santo Padre il trattenersi a far parola della ripristinazione de' Seminari e de' Capitoli, quale dovrà effettuarsi sollecitamente, trattandosi di stabilimenti importantissimi, anzi necessari per il buon servizio delle chiese, e per la retta educazione della gioventù che s' indirizza per la via ecclesiastica. Tiene per fermo Sua Santità, che il governo francese, non solo non sia per incontrare su di ciò alcuna difficoltà, ma sia inoltre per riguardare con occhio parziale simili istituzioni; e che quantunque non s' intenda di forzarlo ad assumere verun obbligo per la dotazione delle medesime, pure voglia ancora studiare i mezzi per sovvenirle, in riflesso del decoro e del vantaggio, che ne risulta così alla Chiesa come allo Stato.

Tit. V, art. 1. — Sarebbe desiderabile, conveniente e giusto, che tutti i sacri tempi fossero restituiti alla disposizione del culto cattolico, anco per riparare alle profanazioni cui rimasero esposti per molti anni. Le storie ci forniscono molti esempi della restituzione, eseguita per ordine degl' Imperatori, di tutte le chiese già occupate dagl' idolatri, o dagli eretici, o da scismatici, e del cambiamento altresì de' tempi degl' idoli in tempi consagrati al vero Dio.

Dovrebbero almeno restituirsi anco quelle chiese, che sebbene distratte, non furono demolite o alterate sostanzialmente nella loro forma per convertirle in usi profani.

Art. 13. — Ma perchè non sembri che il Santo Padre sia men facile nelle sue condiscendenze, si limita ad aggiungere alle metropolitane, cattedrali e parrocchiali, le altre chiese non alienate, che probabilmente non saranno molte, e che talvolta possono esser necessarie, sia per stabilirvi le nuove parrocchie, sia per

dar maggior comodo ai fedeli, dove si tratti di numerose popolazioni.

Sua Santità nudre la più ferma fiducia che il governo, animato da sentimenti di rispetto per la religione cattolica, voglia adottare le convenienti misure, affinchè se mai in qualche luogo, o non vi rimanesse alcuna chiesa non alienata, o poche ve ne restassero in confronto del bisogno, si ricuperi uno o più sagri tempi in proporzione del numero degli abitanti.

Spera inoltre, che sarà provveduto ai mezzi per fornire le chiese de' necessari arredi sagri, di cui è facile il supporre che trovinsi spogliate, come pure di tutto il resto occorrente per l'esercizio del divino culto.

Finalmente non dubita, che saranno forniti ai vescovi gli episcopi, e ai curati le case parrocchiali, quantunque non se ne faccia parola nell' articolo.

Tit. V, art. 2. — Sua Santità vedesi impossibilitato a sanzionar questo articolo com' è espresso, mentre se la Santa Sede ammettesse come legittimo nella podestà civile il diritto di alienare i beni ecclesiastici, e venisse quindi a spogliare la Chiesa del suo diritto di proprietà sopra i beni consagrati a Dio, autenticherebbe un errore condannato più volte in Arnaldo da Brescia, ne' Wicleffisti, in Marsilio da Padova, ed altri.

Bramoso per altro il Santo Padre di dare le più convincenti riprove del suo vivissimo impegno per il ristabilimento della religione cattolica in Francia, e antepoendo questo interessantissimo oggetto ad ogni sacrificio, massime per allontanare tutti gli ostacoli, e tutti i sospetti, che nascer potessero dall' impegno di rivendicare alle chiese di Francia il dovizioso loro patrimonio, è disposto di secondare interamente quanto alla sostanza questa domanda, abbandonando prima alla Divina Provvidenza, poi alla religione del governo, e in ultimo alla pietà de' fedeli la cura di supplire ai mezzi per le spese del culto cattolico, e per il sostentamento de' di lui ministri.

Art. 14. — Seguitando pertanto Sua Santità le traccie de' suoi predecessori, non si ricusa dal dare le convenienti disposizioni, affinchè si tranquillizzino le coscienze, e ciascheduno rimanga al possesso de' beni suddetti, spingendo il Santo Padre la sua indulgenza fino agli ultimi confini, e adattandosi ad una concessio-

ne tanto generale ed estesa, che non se ne trova alcun esempio ne' secoli precedenti. Sarà questo un nuovo lucidissimo argomento dell' amore di Sua Santità per la pace, e del suo impegno nell' evitare qualunque torbido, che derivar potesse dal ripetere in tutto o in parte i beni ecclesiastici alienati.

È facile il rimaner convinti che nulla più può, o desiderarsi dal governo, o concedersi dalla Santa Sede.

Tit. V, art. 3. — Il provvedere alla conveniente sussistenza de' vescovi e de' parrochi, dopo che le chiese di Francia rimangono private de' loro beni, è un atto di giustizia che lo stesso governo saviamente riconosce.

Art. 15. — Bisogna per altro ch' egli non solo prenda delle misure, ma che inoltre si carichi di fatto del trattamento da darsi ai vescovi e ai curati. Nella sicurezza che tali siano veramente le intenzioni del governo, non s' incontrerà alcun ostacolo ad ammettere i piccoli cambiamenti fatti in questo articolo.

Si prega di riflettere che il Santo Padre usa anco in ciò non piccola condiscendenza. Lasciando da parte che i trattamenti da darsi saranno sempre assai tenui, se si mettano al confronto delle vastissime possidenze, di cui le chiese di Francia rimangono spogliate, è ben doloroso che le medesime, e i ministri del culto cattolico non rientrino al possesso di alcun fondo, e che i vescovi ed i parrochi vengano ridotti alla condizione di semplici salariati del governo. Un tal compenso come alieno dal decoro ecclesiastico, venne sempre aborrito dalla Chiesa, la quale fu sollecita, che pel divino servizio, e per mantenimento de' suoi ministri rimanessero assegnati fondi stabili, e rendite certe sotto l' immediata amministrazione ecclesiastica.

Vuole lusingarsi il Santo Padre che il governo, per una porzione del trattamento da darsi ai vescovi ed ai parrochi, restituirà ad essi e alle chiese i beni ecclesiastici non ancora alienati, e che inoltre si farà carico della sussistenza dei vicari generali, e degli altri ministri del santuario, troppo necessari per il servizio della Chiesa, per i bisogni spirituali de' fedeli.

Tit. V, art. 4. — È commendevole la premura del governo nell' adottare delle misure, affinchè i cattolici francesi siano in libertà di fare delle fondazioni in favore delle chiese, essendo tanto più utile questo compenso, quanto maggiore è il bisogno delle medesime.

Nel tempo però che Sua Santità non esige dal governo francese alcun obbligo per queste fondazioni, e conviene che si rilascino alla sola libera volontà de' fedeli, non può convenire così illimitatamente in quella espressione « en rentes sur l'état »; perchè quanto potrebbe tollerarlo in fatto, altrettanto, convenendosi in un articolo da lui approvato, vede che ne risulterebbe un urto alla massima del diritto libero della Chiesa di acquistare e possedere beni fondi.

Oltre a ciò, per conseguir l'intento, non bisogna coartare sì grandemente la pietà de' fedeli, ma lasciare alla medesima un largo più esteso.

Art. 16. — Volendo il Santo Padre contribuire dal canto suo ad un oggetto sì utile, e rimuovere qualunque ostacolo che potesse impedirlo, provvede che non risulti alcun pregiudizio al governo, nel contentarsi che le rendite da assegnarsi alle chiese rimangano soggette alle gravezze dello Stato, derogando per questa parte ai privilegi e alle leggi dell' ecclesiastica immunità.

Tit. VI, art. 1. — Due cose si rilevano da Sua Santità su questo articolo. La prima che non conviene assolutamente inserirlo nella convenzione o nella bolla, perchè la convenzione e la bolla presentando in sostanza una specie di contratto col governo francese, non può Sua Santità fare per via di contratto ciò che appartiene puramente alla coscienza. La seconda è, che quanto il Santo Padre è disposto a far rientrare le due accennate classi nella comunione de' laici, conforme si propone nell' articolo, altrettanto gli è impossibile, attese le regole inalterabili e le leggi della Chiesa, di non esigere per ciò fare alcune condizioni e atti preventivi. Assicura per altro Sua Santità, che per mezzo di suo breve prenderà su di ciò le misure convenienti, non dimenticando le viste del governo, affinchè le dette due classi nominate nell' articolo, sperimentino nella più dolce e miglior maniera possibile gli effetti di quella paterna e caritevole sollecitudine, colla quale Sua Santità, dietro l'esempio de' suoi predecessori, darà mano al ravvedimento de' travati, e userà verso di loro tutta la pontificia clemenza.

Tit. VI, art. 2. — Conviene Sua Santità che l'attuale governo francese goda di quei privilegi, di cui godevano i monarchi francesi prima della Rivoluzione.

Art. 17. — A scanso però di equivoci o di false interpretazioni rapporto a tali privilegi, quasichè non fossero quegli stessi che la Santa Sede riconosceva ne' re di Francia avanti la Rivoluzione, si è aggiunta l'espressione « *reconnus par le Saint-Siège.* »

(Arch. du Vatican).

402. — Le Pape au P. Consul.

Rome, 12 mai 1801.

A notre très cher fils en Jésus-Christ, salut et bénédiction apostolique.¹

Les soins paternels que nous devons à la religion catholique, le devoir que nous impose notre ministère apostolique de la rétablir, de la conserver, de l'étendre, ayant été constitué par Dieu, nonobstant notre faible mérite, pour en être sur la terre le gardien et le vengeur, l'amour particulier que nous portons à la France, dont la religion et ce Saint-Siège ont déjà reçu tant de lustre et d'appui, nous ont porté, malgré les obstacles de tout genre, à accueillir avec empressement l'invitation agréable que vous, notre très cher fils en Jésus-Christ, nous avez faite, d'entrer avec vous en négociation, pour traiter du grand objet du rétablissement de la religion catholique et de l'organisation des affaires ecclésiastiques en France. A ces vues, nous ne différâmes point d'envoyer promptement en France, comme vous l'avez désiré, notre vénérable frère l'archevêque de Corinthe, lui donnant pouvoir de traiter avec vous un objet si important, perdant de vue nos affaires temporelles, nonobstant qu'elles fussent aux yeux de tous dans la plus triste situation. Lorsque la négociation eut été ouverte entre ledit archevêque et notre fils chéri, l'abbé Bernier, choisi par vous à cet effet, et que le dernier projet officiel de convention, après bien des discussions de la part du gouvernement français, eut été enfin remis à l'archevêque de Corinthe, il nous le transmit bientôt pour avoir notre

¹ Cette longue lettre était adressée au P. Consul en italien. Nous en connaissons seulement une traduction (publiée par le P. Theiner, t. I, p. 118), où le texte italien paraît avoir été suivi littéralement.

décision. Plein du plus vif désir d'atteindre le grand objet de nos vues, nous nous occupâmes sans délai de l'examiner, invoquant avant tout les lumières et l'assistance du Très-Haut, et formant en même temps un conseil, selon l'usage du Saint-Siège en de semblables négociations, de divers cardinaux pour nous assister dans ledit examen et nous guider par leurs lumières. Après les plus mûres délibérations, ayant constamment en vue le grand objet du rétablissement de la religion catholique chez une nation si illustre et si peuplée que la nation française, et l'acquisition d'une paix sincère que nous espérons vivement devoir en être la suite, nous nous sommes enfin déterminé à renvoyer au susdit archevêque le projet de convention, par nous approuvé dans cette forme qu'il vous fera connaître, et tel que le dépôt de la foi et les lois de l'Eglise, dont Dieu nous a constitué le gardien jaloux sur la terre, ont permis à notre conscience de pouvoir l'adopter.

La grave importance de cet objet majeur, qui n'a pas échappé à la perspicacité que Dieu vous a donnée, nous porte en cette occasion à vous ouvrir, notre très cher fils en Dieu, notre cœur paternel tout entier ; et, rempli de cette confiance que nous inspirent les assurances que vous nous avez données à diverses reprises, et ne doutant point que vous ne vouliez rendre votre nom éternel par l'entreprise la plus glorieuse et dont l'éclat est si supérieur à tout autre, en rendant aux Français la religion de leurs pères, et en établissant par ce moyen sur des bases sûres la vraie félicité et le prix le plus auguste d'une nation si puissante, nous vous parlerons avec cette loyauté et cette candeur qui nous appartient, et qui doit se trouver dans la bouche d'un père, lorsqu'il désire ardemment d'atteindre avec sûreté le grand but qu'il se propose.

En conséquence nous ne vous cacherons pas, et tout au contraire nous vous en ferons l'aveu éclatant, combien nous avons éprouvé une joie vive aux premières ouvertures qui nous ont été faites pour le rétablissement de la religion catholique en France ; et, l'espérance flatteuse que cette religion serait rétablie dans son antique splendeur comme dominante, m'a fait voir avec bien de la douleur l'article désagréable qui dans le projet officiel a été proposé comme la base de tous les autres. Et ce sentiment,

notre cœur l'a éprouvé d'autant plus vivement, que pendant une longue série d'années la religion catholique a été dominante en France, et qu'après les persécutions et les maux incalculables qu'elle y a soufferts, toute l'Eglise, en voyant s'ouvrir entre son chef et le Premier Consul d'une si grande nation, une négociation aussi solennelle pour la rétablir, on ne s'attend point certainement au simple énoncé de reconnaître qu'elle est professée par la plus grande partie des Français ; mais bien que, les obstacles [étant] écartés d'une main vigoureuse, et surtout ceux qui faisaient considérer la France comme perdue pour le catholicisme, détachée de l'unité et dégagée des liens qui unissent tous les fidèles, la religion va de nouveau lever le front et être rendue à son état. Nous ne pouvons nous empêcher de vous mettre sous les yeux, qu'étant constitué par Dieu pour la défense de cette religion et sa propagation, nous pouvons, bien qu'en gémissant, tolérer qu'au milieu des circonstances malheureuses où elle se trouve, elle éprouve de grands désastres (que tous nos efforts et nos soins paternels n'ont pas le pouvoir d'empêcher), et souffrir que l'on apporte un délai à la rétablir en France dans sa splendeur et avec la jouissance de tous ses droits et privilèges ; mais nous ne pouvons jamais, par un article d'une convention solennelle (et c'est là, comme vous le remarquerez dans votre sagesse, précisément ce qui constitue la différence entre un concordat et une simple tolérance), en sanctionner la dégradation.

Nous sommes donc obligé, très cher fils en Jésus-Christ, de vous ouvrir notre cœur sur un si grand objet, digne certainement que votre puissance, votre courage et la force dont vous êtes investi s'unissent à la fois pour atteindre cet objet, pour votre gloire suprême et pour la grande félicité de la France, au grand avantage de la religion elle-même. Si la religion catholique est celle de la majeure partie des Français, pouvez-vous douter que leurs vœux ne soient remplis en lui rendant son premier lustre ? Serez-vous retenu par l'opposition du petit nombre, sur lequel la majorité l'emporte à un si haut degré ? A cause d'eux, priveriez-vous la France et l'autorité publique des grands avantages que lui procurerait l'entier rétablissement de la religion catholique ? Vous savez bien, très cher fils en Jésus-Christ, que cette sainte religion a pour maxime expresse, comme on le

voit dans les lettres divines, que l'on doit respect et obéissance à l'autorité des souverains, et qu'un motif religieux et non la crainte prescrit cette obéissance. Vous savez bien qu'elle est le lien le plus fort de la société, la base et le soutien de tout gouvernement. Le gouvernement lui-même n'a donc rien de mieux à faire que de la propager et de lui donner appui. Nous ne continuerons pas ces arguments pour vous en démontrer la force et la vérité : ce serait faire injure à votre pénétration, que de les croire nécessaires en s'adressant à vous. Ces vérités, comme vous le savez bien, ont été reconnues par les politiques les plus accrédités, qui tous ont avancé en termes exprès que l'Eglise ne permettait jamais que les sujets manquassent d'obéissance, et pour quelque raison que ce soit, à celui qui les commande. Notre ministère apostolique requiert de nous en conséquence que nous vous priions, que nous vous conjurons d'entrer avec vigueur et courage dans le sentier, qui vous conduira à la vraie et immortelle gloire d'avoir entièrement rendu à la France son antique religion.

Nous passons à l'objet très grave, qui est celui de la démission, qui nous a été demandée, des évêques légitimes de France, pour en créer de nouveaux. Quelle douleur, très cher fils, quelle amertume pour le cœur du chef de l'Eglise d'avoir à chasser de leurs sièges un si grand nombre de ses vénérables frères, recommandables par leurs vertus, par les maux qu'ils ont soufferts, par leur constance inébranlable à défendre la religion dans le temps qu'elle était assaillie des plus cruelles persécutions, et par leurs soins à pourvoir par tous les moyens possibles au salut des âmes de leurs diocésains ! De quel front et avec quel cœur pourrions-nous abandonner leur cause, et ne pas chercher à intéresser en leur faveur votre magnanimité et votre justice (que notre cœur paternel s'épanche avec vous avec la plus grande confiance et loyauté !) lorsqu'ils se trouvent réduits à cet état déplorable pour avoir pris la défense de cette religion dont nous sommes sur la terre le défenseur et le vengeur ! Permettez-nous d'interroger votre cœur : que répondrait-il si quelqu'un lui proposait d'abandonner la cause et la défense de ces braves généraux qui ont combattu à vos côtés pour vous donner la victoire ? Nous en appelons à votre jugement. Nous savons que,

la malveillance, et l'esprit de parti, et peut-être une idée moins juste de leur conduite, peut les avoir représentés comme guidés par un autre mobile que celui de la religion ; mais nous vous prions de bien vous assurer de la vérité de cette supposition. Quant à nous, sùr des principes de la religion qu'ils professent et dont ils se sont déclarés si zélés défenseurs, nous ne craignons pas d'avancer que, quels qu'aient été leurs principes en matière politique, lorsqu'ils seront replacés par votre bienveillance au sein de leurs troupeaux, ils s'imposeront certainement comme premier devoir l'obéissance, et ils prêcheront à leurs ouailles l'obéissance au souverain, conformément à ce que prescrit la sainte loi de Jésus-Christ ; et le gouvernement en aura l'entière sécurité dans le serment, que sous la forme d'un article de la convention, nous transmettons à l'archevêque de Corinthe, et que nous les autorisons à prêter. Nous vous faisons encore observer que leur rappel contribuera beaucoup à la paix éternelle et à la tranquillité des peuples, lorsqu'au contraire leur démission pourrait y nuire. Vous connaissez trop le cœur humain, pour que nous devions vous faire observer que les maux qu'ils ont endurés pour la cause de la religion, considérés sous ce rapport par le peuple, les leur rendra plus chers et plus vénérables. Les esprits se tourneront en grande partie vers eux, et non point vers les nouveaux pasteurs, et la paix en sera troublée. On pourra toujours avoir recours à de nouvelles mesures à leur égard, et nous nous y prêterons avec empressement, si, peu reconnaissants du bienfait de leur rappel et infidèles à leur serment, ils violaient le précepte même de la religion qui leur commande fidélité et obéissance aux souverains. Nous vous prions donc, au nom de Jésus-Christ, de les rappeler en nombre égal à celui des diocèses de la nouvelle circonscription. Cette grâce, que vous nous accorderez, sera la plus douce des consolations que vous pourrez nous donner, et nous l'espérons bien de votre affection pour notre personne.

Mais, quand bien même il dût arriver (ce qu'à Dieu ne plaise) qu'elle fût insurmontable, l'opinion que vous avez conçue contre quelqu'un d'eux, qu'ils ne peuvent être dignes de la confiance de votre gouvernement, nous le disons dans toute l'amertume de notre cœur, et néanmoins nous le disons : nous ne différerons

point le grand avantage du rétablissement de la religion pour éviter la perte de quelques-uns de ses dignes enfants; et, après les avoir exhortés à ce sacrifice que le bien de l'unité de l'Eglise exigerait d'eux, dans le cas où ils se refuseraient à un devoir si nécessaire nous consentirons à ne plus reconnaître comme évêques titulaires des nouveaux diocèses, ceux desdits évêques légitimes que vous nous indiquerez vouloir exclure. Nous répétons que nous avons en vous la plus entière confiance que ceci ne sera pas nécessaire; mais si cependant le cas échéait, nous recommandons au moins bien instamment à votre générosité de pourvoir à leur subsistance, n'étant pas juste qu'ils soient dépouillés de leurs églises, et en même temps privés de cette portion congrue à laquelle a droit tout évêque dans le cas de démission de son évêché.

Dans cette seconde hypothèse (que cependant nous ne craignons point, comme déjà nous l'avons dit), nous croyons qu'il serait assez convenable que vous nous désignassiez confidentiellement quels sont ceux des anciens évêques que vous voulez conserver, et lesquels vous voulez qui se démettent, afin que nous puissions, à ceux-ci seulement, adresser nos demandes et nos exhortations pour la démission nécessaire à la paix et au bien de l'Eglise, nous abstenant de leur faire à tous en général cette invitation, attendu que, de cette manière, le coup ne serait ni si étendu, ni si douloureux, et que l'on éviterait bien des réclamations.

Nous vous faisons observer, dans cette seconde hypothèse, que nous avons dû radoucir les expressions de l'article 3 de notre convention¹, qui en parle. Les égards que nous devons au corps entier des évêques nous en faisaient un devoir indispensable; mais nous vous assurons que (et ce ne sera qu'avec le plus profond regret) nous nous prêterons à la démission de ceux qui, exclus par vous et par nous exhortés à la donner d'eux-mêmes, s'y refuseront au préjudice du bien de l'Eglise; ce qui alors les rendrait coupables. Mais nous ne doutons pas que, dans le cas de l'exclusion, ils se soumettront eux-mêmes au généreux

¹ L'art. 3 du Contre-projet romain.

sacrifice pour le bien de l'unité et le rétablissement de l'Eglise catholique.

Il nous semble encore que, dans cette hypothèse, assuré que vous êtes de notre promesse positive que (quoiqu'avec douleur) nous refuserons de reconnaître pour évêques des nouveaux diocèses ceux que vous en exclueriez, notre parole à cet égard vous suffisant, on pourrait dans la bulle omettre cet article comme inutile à l'objet, évitant par là tout le mécontentement et les réclamations qui pourraient résulter de l'insertion qui en serait faite. Mais nous ne voulons pas conclure cet article sans répéter que telle est notre confiance, notre très cher fils, dans les égards que vous voudrez bien avoir pour nous, et telle nous semble la force des raisons que nous vous avons déduites, que nous nous attendons à voir que vous donnerez aux nouveaux diocèses les évêques légitimes, et que vous ne laisserez pas dans le besoin ceux qui seraient exclus en raison de leur trop grand nombre.

Quant aux nominations qui se feront par la suite, nous sommes pleinement persuadé que dans le choix des sujets que vous nous proposerez, vous aurez principalement en vue l'amour, le zèle sincère pour la religion catholique et la sollicitude pour le salut des âmes, accompagnés de lumières et de vertus suffisantes ; parce que, si l'on nous proposait des sujets indignes, nous aurions le chagrin d'être obligés de faire, comme cela se pratique dans tous les Etats où les princes ont les nominations, ce qui se faisait en France même durant l'existence de la monarchie, de demander qu'on changeât les nominations pour nous proposer des sujets plus aptes et plus dignes.

Nous ne saurions nous dispenser de vous demander en outre que l'on permette le rétablissement des Séminaires et des Chapitres, dont le saint Concile général de Trente s'est attaché à faire sentir l'importance : nous demanderons également le rétablissement des couvents de réguliers et des monastères des religieuses, et qu'il soit permis aux ecclésiastiques et aux lieux pieux de recevoir et de posséder même des biens immeubles, comme le portent le droit et l'usage très ancien de l'Eglise.

Mais, puisque nous en sommes arrivé à cet article des biens, nous ne pouvons nous dispenser de vous faire remarquer le très

grand sacrifice que nous faisons du dépouillement des immenses fonds appartenant aux églises de France, aliénés par la République. Ce sacrifice sera pour vous, notre très cher fils, une preuve de notre véritable et sincère empressement au rétablissement de la religion sans aucune ombre d'intérêt temporel.

Nous nous flattons que vous nous rendrez justice, en remarquant quelle a été notre conduite sur un point si grave, de reconnaître également vous-même la nécessité qu'il y a pour la conservation et l'éclat de la religion, que vous fassiez pourvoir à la subsistance des ministres des autels, et même que l'on prenne en considération les besoins des églises.

Nous ne négligerons pas non plus de vous prier de laisser librement revenir en France tant d'ecclésiastiques, que les mouvements de la Révolution en ont fait sortir; et nous sommes persuadé que les anciens pasteurs reprendront le soin des âmes, et qu'on laissera le choix des nouveaux curés aux évêques, suivant la discipline de l'Eglise, parce qu'ils doivent connaître les qualités et mérites des ecclésiastiques de leurs diocèses. Nous avons suffisamment pourvu à la tranquillité du gouvernement, en établissant, dans notre convention, qu'on ne pourra nommer aux cures des sujets dans lesquels il ne pourrait avoir de confiance.

Quant à l'absolution des prêtres mariés (en exceptant les réguliers liés par des vœux solennels et les évêques, relativement auxquels il n'y a pas eu dans l'Eglise, depuis qu'elle existe, d'exemple d'une semblable indulgence admise), et quant à l'absolution de ceux qui se seraient éloignés de l'Eglise par d'autres voies, nous y pourvoirons en donnant les pouvoirs nécessaires pour qu'ils soient absous suivant les règles et la discipline ecclésiastique, vous assurant que nous nous ferons un devoir bien doux de leur faire éprouver de notre part les effets de toute la condescendance paternelle aussi loin qu'elle peut s'étendre, et nous aurons même en cela égard, autant que cela pourra nous être permis, aux circonstances dans lesquelles se trouve aujourd'hui l'Eglise de France.

Arrivé à ce terme de notre lettre, que nous avons dictée jusqu'ici, nous croyons nécessaire de vous protester de notre propre

main, notre très cher fils, en présence de N.-S. Jésus-Christ, dont nous sommes le vicaire sur la terre, que dans la convention remise par nous à l'archevêque de Corinthe, nous avons étendu notre condescendance apostolique jusqu'où elle pouvait s'étendre, et que nous avons accordé tout ce que notre conscience pouvait nous permettre d'accorder, eu égard au grand objet que nous nous sommes proposé. Nous devons vous dire, avec une liberté apostolique, et malgré quelque perte que ce fût à laquelle nous pourrions nous exposer, que nous ne pouvons absolument pas faire d'autre concession. A bien considérer celles que nous faisons, vous reconnaîtrez aisément que nous avons surabondamment accordé tout ce qui nous avait été demandé. Mais, quant aux formes des concessions et aux manières de les exprimer, ainsi qu'à quelques circonstances qui les accompagnent, nous n'avons pu nous dispenser de faire quelques changements, dont il aurait été impossible de s'écarter sans fouler aux pieds les lois les plus respectables et les usages les plus constants de l'Eglise catholique, ainsi que vous pourrez vous en convaincre par quelques pages, dans lesquelles nous avons justifié les changements faits par nous aux articles qui nous avaient été proposés, et qui vous seront présentées par l'archevêque de Corinthe, si vos importantes et nombreuses occupations vous laissent le temps d'en prendre lecture. Votre raison, la quantité de sacrifices faits par nous, et l'empressement que vous montrez pour le rétablissement de la religion catholique, vous feront, nous n'en doutons pas, vous contenter de tout ce que nous avons fait. Nous sommes persuadé que vous comprendrez suffisamment que ce ne serait pas la religion catholique que vous rétabliriez en France (comme vous vous le proposez), mais une autre religion différente, si nous consentions à consacrer par notre concession quelques-unes des maximes que cette religion réprouve; ce dont Dieu nous préserve, et ce que nous ne ferons jamais à quelque prix que ce soit, fût-ce à celui de notre vie. Nous avons reçu des mains de nos prédécesseurs le dépôt de la foi, pur et intact, et nous voulons, en suivant leurs traces glorieuses, le transmettre également intact et pur à nos successeurs. Ce langage franc et loyal, que nous dicte la liberté apostolique, vous montrera en même temps toute la confiance que nous

mettons en vous. Nous voulons faire le bien avec l'assistance du Dieu des miséricordes ; aussi sommes-nous sûr que ce n'est pas en vain que nous mettons en vous cette confiance. Il ne nous reste plus rien à faire qu'à obtenir de lui, à force de prières et de larmes non interrompues, que pour le bien et l'avantage de son Eglise sainte, qu'il a acquise au prix de son sang, il daigne bénir nos intentions, qui certes ne sont souillées par aucune vue humaine et qui n'ont d'autre but que sa sainte gloire.

Nous terminerons ici notre lettre en vous rappelant, avec une affection paternelle, que Dieu accorde une prospérité stable aux nations et à ceux qui les gouvernent, lorsque, se soumettant à sa sainte religion, ils se reconnaissent ses sujets, servent sa cause et travaillent à honorer son saint nom. Nous vous prions, par les entrailles de la miséricorde du Seigneur, de mettre la dernière main à l'œuvre que vous avez si bien commencée à votre honneur immortel, voulant librement rendre à une illustre et grande nation la religion de ses pères, que cette nation dans sa grande majorité réclame à grands cris. Afin que vous puissiez heureusement réussir dans une entreprise aussi sainte et aussi glorieuse, en demandant pour vous au Ciel son secours dans toute l'effusion de notre cœur, nous vous donnons, notre très cher fils, notre bénédiction paternelle apostolique.

Donné à Rome, à Sainte-Marie-Majeure, le 12 mai 1801, la II^e année de notre pontificat.

(Aff. étr., *Rome*, vol. 930).

403. — Notes servant d'instructions pour Spina.

[Rome, 12 mai 1801].

Si è giudicato opportuno di stendere il progetto nelle due lingue latina e francese, essendo la prima la lingua di cui sogliono far uso i Sommi Pontefici, massime in affari ecclesiastici.

(en chiffres)

Due sono i progetti che si trasmettono, distinguendo il primo, e quello vorrebbe preferito, con un puntino all' estremità sinistra della pagina esteriore, ed il secondo con due puntini nello stesso luogo.

Si aggiungono gli articoli in fogli distinti, accompagnandoli coll' istruzione circa l'uso che dovrà farsene.

Per il caso che abbiano subito a comunicarsi i progetti, si mandano le copie duplicate...

(en chiffres)

Oltre i due progetti di convenzione..., è parso conveniente l'usar la cautela di stendere in tanti fogli separati gli articoli della convenzione medesima, per così fornire a Mgor arcivescovo... varie module di alcuni di detti articoli.. I puntini apposti all'estremità delle accennate formole marcheranno la graduazione di esse. Un punto solo è il segno di quella che si bramerrebbe preferita, esibendo in caso di difficoltà la seconda, e la terza, ¹ secondo l'ordine dei punti medesimi...

Forse il primo dei due progetti non verrà abbracciato interamente, ma in qualche parte non si farà ostacolo ad ammetterlo. Dunque, per non perdere questo vantaggio, e perchè non abbia a farsi uso in tutta la sua estensione del secondo progetto fuori del caso di una precisa necessità, si è preso il compenso di trascrivere gli articoli in fogli sciolti, sicchè possano agevolmente unirsi quelli sui quali si sia d' accordo. Occorrendo, servirsi de' fogli volanti, affinchè ciò non rechi maraviglia, nè ingerisca sospetto...

(en chiffres)

Atteso il dubbio che il Primo Console non voglia che si dica espressamente « *professant la religion catholique* », si è proposta, nell' articolo 4 del secondo Progetto con due puntini, una formola nella quale si dice : « *En conséquence des trois articles précédents, le Premier Consul, etc* ». Qualora sia ammesso l'articolo in questi termini, resta in salvo la massima che non abbia il diritto della nomina alle chiese vescovili, se non chi professi la religione cattolica, o è nel grembo della medesima, poichè nel primo articolo si dà a conoscere, che il governo professa la religione cattolica, apostolica, romana.

Circa l'articolo 9 avvertesi, che nella prima formola di pre-

¹ Pour la troisième version, marquée par trois points, voyez p. 274, note 3.

ghiera, alle parole « rem gallicam » sono state sostituite le parole « rem gallicanam » non per altro motivo, se non per togliere qualunque sinistra intelligenza, che potesse nascere sentendo dire nel fine dell' ufficio divino « Domine, salvam fac rem gallicam. »¹

Nel Progetto con un solo puntino, che si vorrebbe adottato dal governo, si è inserito l'articolo circa la ripristinazione dei Seminari, e dei Capitoli, etc.; articolo del quale non v'è il minimo cenno nel Progetto ufficiale, ma che è riferito nel Progetto riformato.² Comprende benissimo Mgor arcivescovo di Corinto la somma rilevanza degli enunciati due soggetti, gli innumerabili vantaggi che dalla ripristinazione de' medesimi derivano, e non ignora quante perciò sieno state le cure della S. Chiesa e specialmente del S. Concilio di Trento riguardo ai due indicati stabilimenti: quindi non si dubita, che farà tutto il possibile affinchè sia ammesso dal governo; ma qualora assolutamente non voglia detto articolo inserirvisi nella convenzione, si è giudicato doverne far parola circa il fine della seconda minuta di bolla.

Nella formola dell' articolo 15 del Progetto con un puntino, si sono tolte le parole « en rentes sur l'État », che erano inserite nel Progetto ufficiale, per quelle ragioni che si presenteranno subito alla mente del suddetto Mgor arcivescovo, e che sono anche accennate nei Fogli giustificativi dei cambiamenti fatti. Quante volte però non si volesse l'articolo ammettere in detti termini, nella seconda modula, come è distesa nel Progetto con due puntini, si sono lasciate le parole « en rentes sur l'État », ma si è giudicato necessario aggiungere prima delle medesime « à présent »; onde, per il tratto successivo, non sia impedito ai fedeli far delle fondazioni in favor delle chiese in beni fondi.

Quanto all' ultimo articolo relativo ai privilegi, omessa la parola « droits », che potrebbe far nascere dei contrasti, si è usato nel primo progetto il termine più mite « jouira »; e nel secondo l'espressione « reconnaît », pel dubbio che il suddetto termine

¹ On a sans doute cherché à prévenir ainsi de mauvais jeux de mots.

² L'art. 12 du projet secret de Bernier (pièce n° 305), concernant les Séminaires et les Chapitres, était imité de l'art. 3, du titre II du Projet français n° IV (pièce n° 184).

non piacesse, pretendendo il governo di subentrare *ipso jure* alla partecipazione degli accennati privilegi.

(en chiffres)

Nello stendere i Fogli delle ragioni su i cambiamenti fatti al Progetto ufficiale, si è avuto in vista di regolarsi in guisa che siano adattabili tanto al primo, quanto al secondo de' nuovi progetti che si trasmettono.¹

Siccome nel Progetto migliore, segnato con un solo puntino, vi è un articolo di più, cioè quello dei Seminari e Capitoli, così ne' fogli, dall' articolo 12 in poi si lasciano in bianco le citazioni marginali del nuovo progetto. Venendo ammesso quello di un solo puntino, a riscontro del paragrafo « Stima superfluo, etc. », si noterà : Art. 12, e si continuerà la numerazione sino al 17; e in caso che debba farsi uso del Progetto con due puntini, detto paragrafo si lascerà senza numerazione, come vi fosse stato inserito per modo di discorso, e si noterà il n° 12 al paragrafo « Ma perchè non sembri, etc », terminando all' ultimo paragrafo col n° 16.

Sarebbe stato forse conveniente, che i Fogli delle ragioni venissero distesi in francese. Essendosi però combinati poco prima della partenza del corriere, non vi è stato tempo di tradurli. È probabile che le persone cui debbono esser presentati intendano l'italiano; ma quando la traduzione fosse necessaria, converrà che Mgr arcivescovo di Corinto si dia carico di farla eseguire.

A norma della pratica costante e del desiderio del governo francese, la convenzione verrà confermata con holla apostolica.

Le due minute che si trasmettono, dovrebbero incontrare il pieno gradimento del governo, non essendovi in esse cosa che possa offenderlo, e rimarcandosi inoltre le premure del Primo Console per il ristabilimento della religione, e la fiducia del Santo Padre verso di lui. Dipenderà il far uso di una piuttosto che dell' altra di dette minute, a secondo di quello fra i due progetti che verrà ammesso.

Si bramava dal Primo Console, che gli articoli della trattativa

¹ Pièce n° 401.

venissero inseriti nella bolla. Egli è stato contentato anche in questo, e solo a qualcuno di detti articoli si è aggiunto un piccolo preambolo, mentre il riferirli così secchi li rendeva troppo meschini.

Se si eccettuino i cambiamenti analoghi ai due diversi progetti di convenzione, in tutto il resto le due minute di bolla combinano perfettamente. Quante volte il Primo Console aderisca alle premure del Santo Padre rapporto alle misure più blande da prendersi per la dimissione dei vescovi legittimi, la bolla verrà riformata in questa parte, secondo quello che si sarà stabilito.

Ultimandosi felicemente la convenzione, e giungendo a Sua Santità l'atto della ratifica della medesima nelle debite forme, affretterasi la Santità Sua a far spedire la bolla con tutte le solennità consuete...

(en chiffres)

..Della conferma del trattato, si dice che il Primo Console fece supplicare il Papa perchè si degnasse confermarlo solennemente. Il termine « supplicari » non deve mettere in allarme. Questo è il linguaggio che si è tenuto sempre, quando la Santa Sede ha concesso qualche grazia, anche d'assai minor peso, agli Imperatori ed altri monarchi. Nella bolla di conferma del concordato di Napoli si legge: « Nobis humiliter supplicari fecit (cioè il re delle Due Sicilie) », e la stessa espressione si incontra in tante altre bolle emanate ad istanza di sovrani. Sembra quindi che nè il Papa debba esiger di meno in questa circostanza, nè il Primo Console della Repubblica francese, il quale debb' essere, o se non altro comparire cattolico, nel ricevere tante grazie da Sua Santità, abbia a ricusare questa marca di tenue ossequio, dovuto per mille titoli al capo della Chiesa anco dalle più sublimi potestà della terra...

(en chiffres)

Avendo il governo francese destinato per la trattativa l'abate Bernier, si suppone che verranno ad esso spedite le plenipotenze per sottoscrivere la convenzione. Ad ogni buon fine però, sia prevenuto Mgor arcivescovo di Corinto, che qualunque abbia ad essere il soggetto da prescegliersi dal governo a tal

uopo, si desidera escluso il ministro delle relazioni estere. È facile lo immaginare quanto disconvenga, che in una trattativa in materia di religione conchiusa colla Santa Sede, si vegga unitamente alla firma del plenipotenziario pontificio quella di un vescovo, che fu il primo a cooperare alla consumazione dello scisma in Francia, e che con tanto scandalo deviò dal retto sentiero, abbandonandosi ai più gravi eccessi.

Bisogna inoltre, che Mgor arcivescovo di Corinto stia ben oculato per evitare un altro gravissimo inconveniente, quello cioè della data repubblicana. Il nuovo calendario, o sia decadario adottato in Francia dopo la Rivoluzione, è una invenzione diabolica, tendente a far dimenticare le domeniche, e le feste del Cristianesimo; e può dirsi francamente che lo stesso decadario, oltre al distruggere il calendario che deve osservarsi in tutta la Chiesa, si oppone alla divisione delle settimane, la quale fu prescritta da Dio medesimo, santificando il settimo giorno...

In vista degli esposti riflessi dovrebbe, nella revoca generale delle leggi e decreti, comprendersi ancora quella del decadario. Ma chi sa se il governo francese l'intenda così?..

Non si trova alcun esempio, che la Santa Sede, in occasione di concordati, abbia comunicato ai suoi plenipotenziari le facoltà di [sottoscrivere] la ratifica del Sommo Pontefice, e la bolla che suol pubblicarsi in seguito di qualunque convenzione con corti estere in materie ecclesiastiche. Ne abbiamo un esempio nell'ultimo concordato fra Benedetto XIV e Carlo, re delle Due Sicilie. Si osserva in esso, che il re lo ratificò, e che il Papa emanò di poi la sua apostolica costituzione, la di cui osservanza in tutto quel regno fu in seguito prescritta con prammatica reale.

Tutta volta, avendo Mgor arcivescovo di Corinto richiesto la plenipotenza per il cambio delle ratifiche, si manda il breve corrispondente, acciò possa farne uso, quandove ne sia bisogno, e quando il governo voglia questo atto di più, in luogo di aspettare la bolla. Potrà rimarcarsi su tal proposito la piena condiscendenza del Santo Padre ai desideri del governo medesimo, mentre per secondarli Sua Santità si è indotta anche ad un atto del tutto nuovo. Nell'accennato breve si parla della bolla di con-

ferma da publicarsi in appresso, essendo questo lo stile, e dovendo ciò piacere al governo, il quale desidera simile conferma.

Le clausole, colle quali il Santo Padre si obbliga nella bolla all'intera e perpetua osservanza della convenzione, siccome mostrano evidentissimamente la di lui buona fede e nulla lasciano a desiderare, così danno a Sua Santità il diritto di esigere altrettanto dal governo francese. In conseguenza, dopocchè sarà ultimata la bolla nelle debite forme e sarà giunta a Parigi, lo stesso governo è in obbligo di pubblicarla, e di ordinare nella più solenne maniera che venga rispettata ed eseguita in tutte le sue parti, come legge inviolabile dello stato...

Il Santo Padre ha trovato, ed ha applaudito ai giustissimi riflessi, affacciati da Mgor arcivescovo di Corinto nel discorso tenuto coll' abbate Bernier, relativamente al non farsi alcuna innovazione nelle diocesi di Avignone, e del Contado Venaissino. Quante volte si pretendesse di comprendere ancor queste nel piano della nuova circoscrizione delle diocesi francesi, e di alterarne i confini, Sua Santità sarebbe costante ad opporvisi, appunto per il pericolo che un tal atto s'interpretasse come una tacita rinunzia de' diritti che gli competono su quel territorio.

A prevenire pertanto qualsivoglia equivoco e contestazione, lo stesso Mgor arcivescovo dovrà stare su ciò bene avvertito, e avanzare al bisogno le convenienti rappresentanze. E a meglio assicurarsi, tornerebbe bene che venisse ammesso un articolo segreto, concepito ne' termini dell' annesso foglio, o in altri equivalenti, al quale oggetto non lascerà lo stesso Mgor arcivescovo di fare le convenienti istanze:

« Sa Sainteté déclare que dans l'article 2, où il s'agit de la nouvelle circonscription des diocèses français, il n'entend pas d'y comprendre les diocèses du Comtat-Venaissin et d'Avignon, à l'égard desquels rien n'est décidé à présent; comme Sa Sainteté déclare ainsi qu'elle n'entend pas de comprendre les susdits diocèses dans les articles 4 et 5, rapport à la nomination aux évêchés. »

Qualora Iddio benedica la trattativa presente, onde il Santo Padre sia in grado di ratificarla colla pubblicazione della bolla, è fuori di dubbio, che sarà indispensabile provvedere con sollecitudine alle coscienze di tanti, i quali ne' trascorsi anni del luttuosissimo scisma si sono dati in preda ad ogni sorte di vizi, e che forse in quel momento, o daddovero rientreranno in loro stessi, o mostreranno al meno di rientrarvi. Trattandosi di tranquillizzare le coscienze di un numero sì grande di traviati, è fuori di dubbio, che il governo non debba incontrare veruna difficoltà che il capo della Chiesa vi provveda nelle debite forme; anzi il governo dovrà ciò avere sommamente a grado, mostrando la quotidiana esperienza, che non vi ha individuo più attaccato e obbediente all' autorità di chi comanda, di quello che professa la religione cattolica e si fa un dovere di coscienza di osservarne le prescrizioni in ogni sua parte.

Resta peraltro a determinarsi in qual maniera convenga, che il Santo Padre provveda alle coscienze di tanti traviati fedeli. Il mezzo più opportuno sarebbe certo quello della destinazione di un cardinale legato *a latere*, sì perchè così si è praticato in casi consimili, sì perchè si otterrebbe quella uniformità tanto necessaria in questi casi. Lo stesso Mgor Spina lo accenna ne' suoi dispacci, come cosa che per le scoperte fatte, piacerebbe al governo; ma vorrà poi lo stesso governo, che vi sia in Francia un tribunale unicamente per il foro penitenziale? Converrà che il suddetto Mgor arcivescovo faccia su di ciò le opportune scoperte per indicare in seguito, se possa, o nò, battersi sicuramente questa strada.

Qualora il governo non voglia un cardinale legato *a latere* per l' esercizio delle facoltà suddette, resta a determinare se convenga, o nò, dare le facoltà ai vescovi. Sembra che il governo non dovrebbe incontrarvi la minima difficoltà, trattandosi particolarmente di vescovi nominati dal Primo Console. In questa supposizione potrà prendersi il compenso di stendere una ben dettagliata istruzione per l' esercizio di tali facoltà, essendo utilissima l' uniformità anco nei punti che concernano la disciplina. ..Ma forse non sarà ciò sufficiente. S'incontreranno subito moltissime difficoltà circa rilevantissimi punti dottrinali, e in specie circa i sacramenti, e circa l'amministrazione dei medesimi. Mgor

arcivescovo di Corinto, che è sulla faccia del luogo, e che deve a quest'ora conoscer bene quali siano i punti interessanti circa i divisati oggetti, e le difficoltà più grandi che verranno ad incontrarsi, potrebbe trasmetterne un elenco, onde possano prontamente prendersi in considerazione dal Santo Padre, il quale, se non con un breve, almeno con una ben dettagliata istruzione, potrà prescrivere ciò che si avrà da fare.

In verità, un sinodo nazionale, che avesse per capo un legato della Santa Sede, sarebbe un efficace rimedio, e il più usitato dalla Chiesa ne' tempi di sua più grave calamità... Ma le attuali circostanze della Francia sono ben diverse da quelle che erano allora in Inghilterra, e riuscirà forse difficile, se non anco pericoloso, lo adunare il corpo de' vescovi francesi. Può darsi che il governo non lo permetta, ed è naturale che i bisogni delle loro diocesi li chiamino a recarsi senza dilazione alle rispettive residenze.

Resta pertanto che parli il capo della Chiesa, al quale appartiene in circostanze così luttuose istruire, e dirigere i vescovi, e prevenire colla sua decisione i dubbi e questioni, che potrebbero insorgere per la varietà delle opinioni, e facendolo il Santo Padre, lo farà sicuramente con maggior profitto e con più stabile autorità. Si aspetteranno dunque i suggerimenti di Mgor arcivescovo di Corinto su questo importantissimo oggetto.¹

(Arch. du Vatican).

404. — *Lettres de créance pour Spina*

Carissimo in Christo filio nostro Napoleoni Bonaparte, Primo Galliarum reipublicæ Consuli.

Carissime in Christo fili noster, salutem et apostolicam benedictionem.

Cum ex iis, quæ venerabilis frater Josephus archiepiscopus Corinthi significavit nobis, cognoverimus catholicæ religionis res, quarum causa rogatu tuo idem isthuc legatus noster est

¹ Les notes destinées à Spina étaient nombreuses. Plusieurs ne nous sont pas parvenues. D'autres ont pu être omises, soit parce qu'elles tombaient dans des redites, soit parce qu'elles traitaient de questions étrangères au concordat, comme par exemple du désordre religieux dans la Cisalpine et la Ligurie.

missus pro eo studio quo flagras tum religionis tum communis tranquillitatis restituendæ, ac pro his, quæ a nobis hic sunt constituta eò jam videantur: statim per apostolicas litteras eidem facultatem potestatemque fieri iussimus, qua idem instructus, quod salva religionis integritate in Domino expedire iudicavimus ex auctoritate nostra possit conficere. Quod dum, carissime in Christo fili noster, significamus tibi, te etiam atque etiam rogamus, ut eidem venerabili fratri tibi diploma commissæ sibi potestatis exhibenti, ac de tam gravi negotio constituti eam fidem adhibeas, quam nobis adhiberes si ipsi coram iisdem de rebus constitueremus; eo vero studio faveas quo te in huiusmodi causæ tractatione pro eo, quem ostendis, in religionem animo favere par est, ut, remotis per te impedimentis quæ religionis restitutioni adversantur, publica etiam tranquillitas communisque salus restitui possit. Neque enim dubitamus, quin ex iis quæ ab eo tibi nostro nomine sunt significanda optime sis intellecturus, nihil aliud nos in tota hac controversia componenda ante oculos habuisse, nisi Dei gloriam, Ecclesiæ unitatem, tranquillitatem Galliarum, animarum nobis a Christo commissarum salutem, quibus pro concredito nobis munere omni studio a nobis est consulendum. Ac tibi apostolicam benedictionem, pignus grati animi nostri, amantissime impertimur.

Datum Romæ etc., die 12 maii 1801, Pontificatus nostri anno secundo.

(Arch. du Vatican).

Carissime, etc. Compositis jam isthic, ut speramus, divini numinis ope et præsidio auctoritatis tuæ per venerabilem fratrem Josephum archiepiscopum Corinthi, religionis Ecclesiæque rebus circa ea quæ juris ecclesiastici sunt, cum minime dubitemus quin pro voluntate tua in nos, ac pro eo studio quod communis tranquillitatis restituendæ suscepisti, res etiam quæ ad temporalia jura nostra et huius Apostolicæ Sedis pertinent restitui possint, eidem venerabili fratri, legato nostro, per pontificium diploma potestatem facimus de eisdem tecum vel cum delegatis tuis agendi ac constituendi. Rogamus te, carissime in Christo fili noster, ut ei viro potestatis sibi traditæ a nobis diploma tibi exhibenti, tecumque vel cum delegatis tuis de tem-

poralibus juribus nostris et Apostolicæ Sedis agentis, convenienti ac constituenti, eam fidem adhibeas quam nobismet ipsi adhiberes si iisdem de juribus tecum ageremus, conveniremus ac constitueremus, deinde ut eo favore adsis, quo te huic causæ adesse par est, ut rebus nostris in pristinum restitutis, Apostolica Sedes ea omnia magnitudini animi tui accepta referre debeat, teque post tantas rerum vicissitudines assertorem pristinæ suæ dominationis agnoscere. Ac cum minime dubitemus quin tu cæteris tuis officiis in nos hoc etiam sis additurus, apostolicam benedictionem, pignus grati animi nostri, amantissime impertimur.

Datum Romæ, apud S. Mariam Majorem, die 12 maii 1801, etc.¹
(Arch. du Vatican).

405. — Le Pape à Spina

Dai fogli che contemporaneamente le trasmettiamo ella ben comprenderà, che il solo vivissimo nostro desiderio di vedere rifiorire in Francia la cattolica religione, che per tanti secoli ne ha formata la gloria e la prosperità, ci potrà indurre a tanti sacrifici, amarissimi all' animo nostro. Noi abbiamo pur troppo compreso che le attuali circostanze della Francia li domandavano, ed abbiamo però spinta la condiscendenza ad un punto, a cui forse niuno mai giunse dei nostri predecessori ne' tempi più luttuosi della Chiesa, nè potremmo in qualunque evento portarla più oltre, a costo di qualunque perdita temporale, e della vita stessa, a cui con l'aiuto di Dio non sacrificheremo mai i nostri doveri e la nostra coscienza. Di ciò ne abbiamo rilevate le ineluttabili ragioni ne' fogli che le mandiamo, ed abbiamo tale con-

¹ Le P. Theiner a publié ces deux brefs (t. II, pièces XVI et XVII), qui devaient se compléter par un autre bref adressé à Spina et lui concédant des facultés de légat. Cette dernière pièce n'a pas été retrouvée : nous connaissons seulement (Theiner, t. II, pièce XVIII) le bref, de même date, associant le P. Caselli aux pouvoirs envoyés à Spina, du moins pour les affaires spirituelles. « Quoniam vero... per apostolicas litteras nostras, hoc eodem die datas, .. venerabilem fratrem archiepiscopum Corinthi declaravimus nostrum atque hujus Apostolicæ Sedis legatum plenipotentiarium, eique potestatem fecimus negotium hoc in spiritualibus cum Gubernio gallicano conficiendi, placet nobis per has litteras nostras ad id ipsum conficiendum te quoque eodem caractere insignire quo ille a nobis insignitus est, cum omnibus clausulis, conditionibus et facultatibus quæ in litteris ad eum datis expresse continentur. »

testo della somma penetrazione del Primo Console, che crediamo non lasciarla di entrare alle nostre viste, ad un semplice cenno che ella gliene dia, e ciò ottenuto, sarà indubitamente quest' opera sì salutare condotta finalmente al suo termine; del che non cessiamo di pregare l'Altissimo, con fervore corrispondente all'ardentissima nostra brama di vedere restituita in Francia la religione de' loro padri, e con essa una pienissima tranquillità e concordia d'animi.

Noi speriamo che la Divina Misericordia, malgrado l'indegnità nostra, vorrà esaudire gli umili nostri voti; e questa speranza ci è di molto conforto nell'acerbo dolore che proviamo vedendo, che mentre noi ci occupiamo per il ristabilimento della cattolica religione in Francia, venga la medesima sì mal trattata in tanti luoghi d'Italia, e specialmente nel Piemonte, Lombardia ed Emilia, con solenne disprezzo della decisa volontà dello stesso Primo Console, che nell'ultima sua gita a Milano, ordinò che rimanessero senza alcun vigore tutte le leggi relative ad oggetti religiosi emanate dopo il 1796, e che si osservasse il sistema vigente a quell'epoca.¹ Il guasto che si fa è tale, che ogni rimedio riuscirà presso che infruttifero, quando non si ponga sollecitamente ostacolo a tali irreligiose e sacrileghe innovazioni.

Ella adoperi dunque anche in ciò tutto il suo zelo, che dovrà pure adoprare col maggior impegno e calore qualora questo governo avesse preso parte, lo che non crediamo, sulla stampa che si è pervenuta al momento che quasi stavano per spedire il corriere, e che [ha] il titolo « Lettre des Evêques réunis à Paris etc. », degli 8 marzo, anno corrente, e stampata in Parigi.² Dai piccoli riflessi, che abbiamo fatti sulla medesima in foglio a parte, potrà rilevare quanto sia giusto il nostro dolore, e quanto sia necessario che lo stesso governo si dia tutta la premura che si tolga questo scandalo, essendo cosa sommamente obbrobriosa e da non tollerarsi, che nel mentre si fa un trattato per il ristabilimento della cattolica religione in Francia, si tenga in Parigi un conciliabolo di vescovi intrusi,

¹ Voir p. 23, note.

² Pièce n° 314.

giurati nemici della cattolica religione, e che si tenga sotto gli occhi dello stesso governo. Il suo zelo non ha bisogno di stimolo, ed avendo noi nel medesimo piena fiducia, senza diffonderci di più, le diamo di cuore la paterna apostolica benedizione.

Datum Romæ, apud S. Mariam Majorem, die 12 maii 1801, Pontificatus nostri anno II.¹

(Arch. du Vatican).

406. — Le Pape à Bernier

Dilecto filio cognominato Bernier, presbytero.

Dilecte fili, salutem etc. Tua erga nos atque Apostolicam hanc Sedem studia in perturbatis Ecclesiæ rebus isthic componendis ita illustria fuerunt, ut minus grati in te esse videremur, nisi per ea et unitatis conservationi consultum et Ecclesiæ conditionem tolerabiliorem redditam esse profiteremur. Ut igitur nihil est, in hoc negotio, quod nos non debeamus officiis tuis,² ita nihil, quod ab eisdem non polliceamur nobis ad perfectionem operis quod a te tanto studio est susceptum. Cognosces a venerabili fratre Josepho archiepiscopo Corinthi, quid nos, implorato Divini numinis auxilio, et audito consilio venerabilium fratrum nostrorum cardinalium congregationis nostræ, post maturam deliberationem respondendum duxerimus ad ea postulata, quæ ad hanc Apostolicam Sedem sunt isthinc allata, ut, si fieri possit, sublatis omnibus controversiis, res ad concordiam tandem aliquando traducatur. Intelligere ex iis pro tua sapientia debes, nos ea indulgentia in hac causa usos esse, ut plura concedere non potuerimus quin fines prætergrederemur a Christo Domino apostolicæ potestati constitutos, quæ nobis non ad Ecclesiæ destructionem verum ad ejus ædificationem est data, et hujus compositionis stabilitati officeremus. Tuum erit igitur, dilecte fili, hæc ita aperta facere iis, qui fidei ac prudentiæ tuæ confisi, te de his rebus componendis una cum legato nostro agere voluerunt, ut ii,

¹ Les dépêches de Consalvi des 13 et 16 mai (pièces nos 414 et 415) nous apprennent qu'au moment même du départ de Livio, le Pape avait écrit une autre lettre à Spina, où il insistait pour que les sièges des évêques exclus par le P. Consul fussent confiés à de simples administrateurs.

² Ces éloges font surtout allusion au projet secret, rédigé par Bernier.

cum intellexerint concessum fuisse à nobis quidquid per apostolicam potestatem licuit, id ne sibi tribui contendant quod a nobis nullo modo licet concedi. Quod si hortatu tuo ii penes quos summa est potestas acquiescere poterunt, tuam Ecclesiæ fidem operamque probabis, saluti consules tuorum civium, nobis vero ita satisfacies nullo ut unquam tempore tua in nos atque in Ecclesiam officia erimus oblituri. Ac tibi apostolicam benedictionem, pignus paternæ charitatis nostræ, amanter impertimur.

Datum Romæ apud S. Mariam Majorem, die 12 maii 1801, Pontificatus nostri anno secundo.¹

(Arch. du Vatican).

407. — Consalvi à Spina.

(particulière)

Roma, 13 maggio 1801.

Amico mio caro, morto del tutto, e non meno morto dalla più impotente fatica che io abbia mai fatto, eccoci due righe confidenziali, scritte con mano che più non corre.

Vi accludo una mia lettera per Bernier, una per Azara, una per Kolytchev,² una per il ministro Talleyrand. Nella prima raccomando la trattativa formale; nella seconda, la spirituale e la temporale; nella terza, la temporale; nella quarta, la spirituale, e darò qualche cenno sulla temporale. — Ma penso meglio di nò, cioè che con ciò non convenga³: ridotta dunque alla sola spirituale, lascio in vostro arbitrio di dare, o non dare queste poche lettere, per il riflesso che egli non mi scrisse quando fu quà spedito Livio; onde non sò se sia bene che col rimandarlo io scriva a lui. E così pure circa le due lettere ad Azara e a Kolytchev: potete darle, o non darle, secondo che nella circostanza crediate più opportuno.

Vi raccomando *in visceribus Christi* l'affare del duca Braschi. Ancora i beni non si restituiscono, e intanto gli mangiano le rendite, e si entra a quelle della imminente nuova raccolta.

¹ Le P. Theiner a publié le texte (t. II, pièce XIX) et une traduction de ce bref (t. I, p. 116).

² Ces trois lettres ne nous sont pas parvenues.

³ Cette ébauche de lettre, préparée pour Talleyrand puis abandonnée, se trouve dans le P. Theiner (t. I, p. 114).

Presto, per carità! Possibile che all'abbate Bernier non riesca di ottenere una lettera di due righe dal ministro degli affari esteri, ma precettiva e di pronta esecuzione?..

Il Papa è contentissimo di voi, e io penso più che voi non credete. Questo vi basti di sapere. E poi immaginatevi se io penso, io che vi stimo e vi amo al *non plus ultra*. Addio, amico carissimo; non posso più, etc.

(Cultes, Arch. de Caprara).

408. — Consalvi à Talleyrand.

Roma, 13 maggio 1801.

Eccellenza, ritorna a Parigi il corriere che porta a Mgor arcivescovo di Corinto la decisione di Sua Santità intorno al progetto di convenzione fra la stessa Santità Sua e il governo della Repubblica francese. Il Santo Padre non si rimproverà certamente di non aver fatto, dal canto suo, tutto quello che gli è stato possibile, per assicurare il grande intento del ristabilimento della religione cattolica in Francia, e la vera pace e tranquillità della Francia medesima, oggetti troppo preziosi al cuore di Sua Beatitudine. Mgor arcivescovo di Corinto farà conoscere a V. E. il dettaglio delle cose. Io ne raccomando alla cooperazione e al favore dell' E. V. la felice riuscita.

V. E. non troverà male, che io profitti dell' occasione di questa lettera, per raccomandarle nel mio particolare un affare, che interessa un sentimento che è il più caro al mio cuore, quello della riconoscenza. Io devo moltissimo alla memoria di Pio VI. Dopo i disgraziati rovesci, provati dal suo infelice nipote, il duca Braschi, egli si trova ancora spogliato dei beni che possiede in Cesena, sua patria. Questi beni, a lui restituiti quando quella città fu occupata dagli Imperiali, gli furono poi tolti di nuovo dalle autorità Cisalpine, che ancora li ritengono. Più volte la generosità del Primo Console ha manifestato di aver dato l' ordine della loro restituzione; ma non si vede ancora eseguito. Intanto il duca è privo delle rendite correnti, e va forse a perdere anche quelle dell' imminente raccolta. Egli si trova oppresso da cinque cento mila scudi di debiti. Non essendo reo di alcuna colpa, reclama la restituzione di questo resto della sua possidenza. Io lo

raccomando il più caldamente che posso alla bontà dell' E. V. Una sua lettera di poche righe, ma pronte ed efficaci, porrebbe termine a sì gran danno. V. E., esercitando un atto degno del di lei animo, avrà anche un pieno diritto a tutta la mia più costante riconoscenza. Desiderando le occasioni di servire all' E. V., coi più vivi sentimenti di rispetto e di stima ho l'onore, etc.

(Aff. étr., *Rome*, vol. 930).

409. — Doria a Spina

Roma, 12 maggio 1801.

Dal corriere Livio ricevei la sua pregiatissima de' 30 gennaio col poscritto de' 26 febbraio...¹

Quando io era nunzio,² non esercitavo alcuna giurisdizione in Francia, giacchè i Parlamenti erano attentissimi che il nunzio nulla operasse. Solamente quando gli arcivescovi o vescovi erano nominati, venivano dal nunzio per prendere il giorno e l'ora, onde fare il processo dell' eletto, e dello stato della chiesa. Stabilitosi dal nunzio il giorno, un' ora prima del mezzo giorno veniva il notaro, ch' era sempre il medesimo, .. lui portava in scritto un quinterno sulla qualità del soggetto, lo leggeva tutto, e vi erano presenti due vescovi o arcivescovi invitati dal candidato, che *tacta cruce* giuravano esser vero quanto si esponeva nel verbale letto, sulla nascita, studi ed altre buone qualità del candidato, onde la sua religione fosse buona e utile alla Chiesa, *si Sanctitati Sux placuerit*. Indi si leggeva l'altro quinterno sullo stato della chiesa, indicandosi le cose più principali, e di questa rispondevano con il loro giuramento, *tacto pectore, more sacerdotali*, due degni ecclesiastici del secondo ordine, invitati parimenti dal candidato, che poi in ginocchio faceva in mie mani, e sottoscriveva la professione della fede. Di tutte le carte se ne faceva un duplicato; si sottoscriveva dal nunzio, suo uditor e suo segretario, e si ci poneva il sigillo proprio: uno de' me-

¹ On voit que Spina, s'attendant à recevoir les pouvoirs de légat du Saint-Siège en France, s'était renseigné auprès du card. Doria, d'abord au premier moment fixé pour l'envoi de Livio, puis au moment réel du départ de ce courrier.

² Le card. Doria avait occupé la nonciature de France jusqu'en 1784. et avait eu pour successeur Mgr Dugnani.

desimi si conservava dal notaro, l'altro [conservato] dallo spedizioniere si mandava in Roma, per essere presentato all'uditor del Papa, perchè poi disponesse per la preconizzazione in concistorio. Il nunzio nulla aveva; l'uditore cento lire, il segretario cinquanta. Sovente si domandavano al nunzio le licenze di leggere i libri proibiti, rare volte si accordavano con le debite restrizioni, ma in voce, nè mai in scritto.

Il nunzio era il superiore maggiore di sessanta tre monasteri di Carmelitane Scalze, nominava tre visitatori generali, che si sceglievano tra i migliori vicari generali; e sulla presentazione di ciascuna comunità, ogni tre anni, confermava e spediva le patente di superiore un degno ecclesiastico, che sovente si confermava.

Quando il nunzio andava a corte, che stava sempre in Versailles, andava in abito corto, tutto nero, giacchè non si usavano le calzette pavonazze: se fosse stato in città, si sarebbe andato in abito, rochetto e mocchetto, giacchè i vescovi così ci andavano. In tutte le funzioni, o feste di corte, il nunzio precedeva tutti gli ambasciatori, essendo alla testa del corpo diplomatico, se accadeva, come fu per la morte di Maria Teresa: vi portai la parola, facendo il complimento a nome di tutti. Il corpo diplomatico usava la pulitezza col nunzio di lasciarlo entrare all'udienza del ministro degli affari esteri subito che veniva; ma egli, per non abusarne, soleva trovarsi per il primo all'ora che principiava a dare l'udienza. Il nunzio, come gli altri vescovi, portava sempre la croce scoperta, e siccome il clero attaccava la giurisdizione col color pavonazzo, così il solo nunzio e il vescovo diocesano andavano in occasione di funzioni, benedizioni, o altra, in abito pavonazzo; gli altri vescovi in abito lungo nero, e solo quando pontificavano usavano il violaceo, perchè il diocesano aveva già permesso la funzione...

(Arch. du Vatican).

410. — Cacault à Talleyrand

(n° 6)

Rome, 22 floréal an IX (12 mai 1801).

Le courrier du Pape, que je vous ai annoncé par ma précédente dépêche, est celui qui vous portera celle-ci, et qui re-

mettra à Mgr Spina les pleins pouvoirs avec les pièces demandées à Sa Sainteté, et de plus une lettre du Pape pour le Premier Consul.

Ce même courrier porte à Mgr Spina l'explication des motifs de tous les changements, que je n'ai pu empêcher de faire à la rédaction envoyée de Paris. On lui donne les instructions les plus amples pour soutenir la discussion qui pourra survenir. Ainsi vous avez l'affaire entière sous les yeux, avec tous les moyens de la terminer. Je ne pourrais rien ajouter aux lumières que vous allez recevoir ; je me borne à faire des vœux pour le succès de l'affaire.

Il a paru à Paris un acte de quelques évêques constitutionnels, qui a été envoyé au Pape. Cela donne des alarmes : mais j'ai représenté qu'à l'époque actuelle, l'établissement d'un schisme ne serait à craindre nulle part, et n'aurait plus où prendre pied, après le rétablissement avec éclat de la bonne harmonie entre le Souverain Pontife et le gouvernement français.

Les douze cardinaux composant la congrégation, qui a suivi et rédigé le travail que vous recevrez de Mgr Spina, sont : le cardinal Albani, doyen du Sacré-Collège, Antonelli, Gerdil, Carafa de Trajetto, Joseph Doria, Lorenzana, Borgia, Roverella, Somaglia, Carandini, Braschi, Consalvi ; le patriarche de Jérusalem Mgor di Pietro, secrétaire.

Les limites de l'Etat ecclésiastique fixées par le traité de Tolentino, ont été changées du côté de San-Leo par des entreprises de la République cisalpine, autorisées alors par la République romaine. La Cisalpine conserve à cet égard des prétentions. C'est un point sur lequel je manque d'instructions de votre part.

J'ai l'honneur de vous envoyer ci-joint, en original, la lettre que je viens de recevoir de Fermo du ci-devant grand maître Hompesch¹. J'ai dit à la personne qui me l'a rendue, que je ne

¹ « ... V. E., disait Hompesch, n'ignore pas avec quelle violence feu l'empereur Paul I s'était opposé à l'exercice de ma dignité de grand maître... Sa mort, en ôtant cet obstacle, me rendrait responsable de tous les événements qui pourraient arriver contre l'Ordre, si je ne repre[nais] en mains les rênes de son gouvernement. Un de mes premiers devoirs est de réclamer en faveur de ma personne et de mon Ordre la protection du P. Consul et du gouvernement français. Veuillez V. E. seconder mes justes prières par vos bons offices... » (Hompesch à Cacault, Porto-di-Fermo, 30 avril).

pouvais faire aucune réponse. J'ai tenu ici au chev. Becker le même langage, et je me garderai de rien dire ou écrire sur ce sujet, avant d'avoir reçu des ordres ou des instructions.

(Aff. étr., *Rome*, vol. 930).

411. — Cacaault à Talleyrand.

Rome, 23 floréal an IX (13 mai 1801).

Je vous envoie ci-joint, en original, deux notes officielles qui viennent de m'être transmises par le cardinal secrétaire d'État et qu'il a signées. Je n'ai pu lui donner aucune réponse, n'ayant pas d'instructions sur ces deux objets.

(Aff. étr., *Rome*, vol. 930).

Note de Consalvi à Cacaault.

Dalle stanze del Quirinale, 13 maggio 1801.

Nel tempo che Sua Santità si dispone, terminata che sia la trattativa degli affari spirituali, in cui nulla ha voluto mischiare dei temporali interessi, a reclamare, per il mezzo del suo plenipotenziario in Parigi, dalle buone disposizioni delle quali si mostra animato il Primo Console, la ricupera a favore della S. Chiesa romana della più cospicua parte de' suoi possedimenti in Italia, cioè le provincie conosciute sotto il nome delle tre Legazioni, si vede spogliare dalla forza cisalpina di uno dei paesi della provincia del Montefeltro, che attualmente possiede, per nome Poggio di Bene, occupato il dì 5 del corrente mese, e sente di più circolare voci assai fondate ed autenticate da non dubbiosi segni, che la stessa sorte sia presto riservata a tutta la suddetta provincia in cui si trova il forte di San Leo ¹; della qual provincia, indubitata pertinenza del ducato d'Urbino, fu già rimessa in possesso Sua Santità dalla Maestà dell' Imperatore, fino dal 15 giugno dello scorso anno 1800. Questa ricuperazione ve-

¹ Les territoires disputés au Saint-Siège par la Cisalpine avaient été évacués par les avant-postes français et cisalpins, lors du mouvement de concentration qui réunit l'armée française sur le Mincio, après la rupture définitive de l'armistice (voir t. I, p. 240 et s.). Depuis Pesaro avait été réoccupé; mais il n'en avait pas d'abord été de même pour San Leo et les pays environnants.

nendo a rinnovare l'esempio di altra anteriore, che fu quella della città e territorio di Pesaro, pertinenza egualmente indubitata del ducato d'Urbino, e di cui Sua Santità fu rimessa egualmente in possesso nell' accennata epoca, la qual città e territorio tuttora esiste sottoposta al governo cisalpino, il Santo Padre, vedendo che malgrado il ritrovarsi nel suo Stato l'armata francese (il di cui governo gli ha replicatamente manifestati i più decisi sentimenti di buona corrispondenza e armonia, e non ha voluto che fosse alterata la sua sovranità), pur non dimeno viene a soffrire tali diminuzioni degli stessi possessi nei quali attualmente si trova, ha ordinato al suo cardinale segretario di stato di farne a V. E. questa rappresentanza, acciò si ponga intanto a tali usurpazioni per l'autorità del governo francese un sollecito riparo, riserbandosi, come si è accennato, di fare con la più viva fiducia, per mezzo del suo plenipotenziario, a tempo opportuno, presso lo stesso governo francese, le opportune istanze per la ricupera degli altri Stati, dei quali non è ancora tornato al possedimento.

(Aff. étr., *Rome*, vol. 930).

Note de Consalvi à Cacault.

Dalle stanze del Quirinale, 13 maggio 1801.

Il peso del mantenimento della truppa francese nello Stato ecclesiastico, la di cui estrema miseria è ormai nota a tutta l'Europa, è giunto a sì alto grado, che è assolutamente impossibile che più si sopporti dalle sue debolissime forze. Sono già scorsi dei mesi, dacchè sopporta un tal peso, il quale senza esagerazione può dirsi che ascende a sessanta e settanta mila scudi il mese, e ben anche di più. Attualmente lo Stato fornisce cinque mila razioni e seicento foraggi al giorno, oltre le immense spese degli alloggi, vetture, trasporti, cavalli, carri e altre cose infinite. Si è costretti perfino ad equipaggiare a tutte spese dello Stato una corvetta nel porto d'Ancona, che deve salpare per l'Egitto. Non si può render giustizia abbastanza alle premure che si è date, e si dà il generale in capo Murat per alleggerire questo peso, conoscendo la miseria

estrema dello Stato, ed i clamori delle popolazioni che non possono più reggere. Ma egli è impossibilitato a fare tutto ciò che vorrebbe, non avendo altri mezzi per far sussistere l'armata a cui comanda. Il Santo Padre, non mancando certamente di buona volontà, ma di possibilità, e vedendosi ridotto alla dura necessità di opprimere con sì insopportabile peso i suoi miseri sudditi, ha ordinato al suo cardinale segretario di stato, di rivolgersi a V. E., e di pregarla di farne rappresentanza al governo francese, nella viva fiducia che compassionando la infelice sua situazione, vorrà dare le più sollecite provvidenze, perchè cessino o almeno diminuiscano in una sensibile maniera gli indicati mali.

(Aff. étr., *Rome*, vol. 930).

412. — Ghislieri à Colloredo.

Rome, 16 mai 1801.

..Le prélat Badossi, qui a déjà été plusieurs fois à Vienne à l'occasion de son voyage en Russie, est aussi sur son départ ; mais quoique le feu empereur Paul I^{er} l'eût chargé d'une lettre pour Sa Sainteté qui regardait l'approbation des Jésuites en Russie, ce prélat n'a à cette heure aucune commission du Pape, qui a déjà répondu directement et affirmativement à la cour de Saint-Pétersbourg, et n'a d'autre objet dans son second voyage que d'aller prendre un de ses parents, nommé Brenna, qui était fort dans les bonnes grâces de Paul I^{er} et qui veut à présent revenir à Rome, sa patrie...

Mercredi passé (13 mai) la secrétairerie d'Etat a renvoyé à Paris le courrier Palmoni, chargé de dépêches très volumineuses pour le prélat Spina, qui contiennent les décisions du Pape touchant l'arrangement des affaires ecclésiastiques en France ; et, quoiqu'on ne connaisse pas en détail la teneur ni des demandes, ni des réponses, on peut pourtant prévoir aisément que l'arrangement désiré n'aura pas lieu. En attendant, les provinces d'Urbin et de la marche d'Ancône doivent donner collectivement cinq mille rations par jour aux troupes françaises, sans compter les Français épars par-ci, par-là, dans le reste de l'Etat ecclésiastique.

M. de Vargas, nouveau ministre d'Espagne près du Saint-Siège, est arrivé ici hier (15 mai) au soir...¹

(Arch. de Vienne).

413. — Consalvi à Spina.

Roma, 15 maggio 1801.

Ho ricevuto questa mattina i due suoi pieghi dei 18 e 25 aprile con le corrispondenti carte. Capitandosi una occasione, scrivo in fretta queste poche righe, riportandomi al foglio dei numeri qui inserito. Sua Santità sta bene. Circa la sua votanza di segnatura, ella non dubiti che sarà con usura: non si è potuto non disporre, per dar luogo ad altri. I miei complimenti al degnissimo P. Caselli. Resto in somma fretta, etc.

(Cultes, Arch. de Caprara).

414. — Consalvi à Spina.

(en chiffres)

Roma, 15 maggio 1801.

Io sono inquieto per qualche espressione della lettera del Papa al Primo Console. Se la stampano, come è da credersi, bisogna che sia inevitabile.² Ella cassi la parola « tutto » verso il mezzo di quella parte scritta di pugno del Papa, cioè dove dice che

¹ M. de Vargas prit le service le 20 mai. Il écrivait le 25 à M. de Cevallos : « El día 20 yo, acompañado de mi antecesor, presenté mis credenciales á Su Santidad. El Santo Padre me recibió con la mayor benignidad, y en todas sus expresiones manifestó el aprecio que hace de Sus Magestades. D. Pedro Labrador me ha entregado las instrucciones que se le han comunicado, de las cuales yo me enteraré á la mayor brevedad, igualmente que tambien me enteraré de los asuntos pendientes y que deban promoverse ; pero las instrucciones no son otras que las dadas en el tiempo de la interinidad del ministerio del cargo de V. E , las cuales yo deseo saber se si han de llevar á efecto en todas sus partes. V. E. se dignará comunicarme la voluntad de Su Magestad, para que yo tenga una regla fija de conducta, y pueda dedicarme á llenar las reales intenciones, como mi obligacion exige... » — A cette question importante, M. de Cevallos répondit le 23 juin : « El Rey, enterado de la carta de V. S. de 23 de mayo... , ha resuelto que V. S. se arregle á las mismas instrucciones ; pues si hubiere en lo sucesivo cosas que exijan variacion, ésta se advertirá sucesivamente segun la calidad de los negocios y segun las circunstancias politicas... »

² Sic. Le sens paraît demander le mot *irreprehensibile*, ou tout autre semblable.

tutto quello che gli si è dimandato, il Papa in sostanza lo ha accordato. Converta la parola « giustificare » in « dimostrare », dove si parla del foglio delle Ragioni dei cambiamenti, che sta poco più sotto. È men male una cassatura e una piccola viziatura, cosa naturalissima essendo di pugno del Papa, che l'abbia fatta lui stesso : nè le sarà difficile di simulare il carattere, e di aprire senza che si conosca il sigillo. Sono anche inquieto perchè la cosa dei vescovi amministratori non sia nella lettera del Papa, ma nell' altra diretta a lei, che il Papa aggiunse quasi al partire del corriere. Veda di dargli almeno lo stesso peso nella comunicazione, acciò il Papa sia più scusato con i vescovi stessi.

Dalle di lei cifre sempre più veggo che non vi è da fidarsi, anzi da aspettarsi tutto. Compita la trattativa ecclesiastica, vedrà le pretensioni che usciranno in campo per la temporale ! S' ella è in tempo, io quasi direi che sospendesse i brevi e la lettera nelle quali si parla di « plenipotenza » data a lei « di trattare ». Parmi che ci convenga di evitare una « trattativa ». Noi siamo già in pace ; dunque non vi è di che fare una trattativa formale : per il riacquisto delle Legazioni e per il compenso di Avignone, vi è più da uffiziare, da pregare, da dimandare, che da trattare. Dunque basta la mia prima lettera al ministro Talleyrand, dove gli si dice che ella ha tale incombenza. ¹ Parmi che in una vera « trattativa » non possiamo che perderci. Questi pensieri, che come altra volta le accennai, già mi passavano per il capo, ora mi si sono accresciuti, dopo che ho letto le sue due cifre, che mi sono giunte oggi, in data dei 17 e 25 aprile. ² Dio faccia che questa mia le giunga in tempo per eseguire questi avvisi ; io smanio veramente. Se non si è in tempo, le ripeto almeno che per la trattativa temporale elle con tutta la plenipotenza non ceda le Legazioni, nè quanto ad Avignone la rinunci senza compenso. Io vedo il tempo assai scuro.

(Cultes, *Arch. de Caprara*).

¹ Pièce n° 303.

² Voir les pièces nos 438 et s. ; 444 et s.

415. — Consalvi a Spina.

Roma, 16 maggio 1801.

Dalla risposta data dal Primo Console all'abbate Bernier sul proposito dei beni nazionali rilevo, che non sussiste l'interesse da lui preso per il sig. Ennio Visconti. Come va questo? Io ho lettere replicate del sig. generale Murat, che mi dice che il ministro degli affari esteri lo incarica « di chiedere espressamente la piena rindennizzazione del Visconti, a nome del Primo Console, per l'una e l'altra sorte di beni. »... Ora abbiamo sul dorso Perillier, appoggiato moltissimo da Berthier, e fra lui e Duveyrier dimanda niente meno di 656 mila piastre, e pretende rigorosissimamente che l'affare si decida in piedi in piedi...

Vedo dalla del 25 aprile il risultato dell'affare dei marmi e statue. Ella insista pure per la restituzione ai rispettivi musei e alle case Braschi e Albani, delle robe che si riavranno da Napoli, essendo cose di poco pregio per condurle a Parigi, ed essendo in sostanza proprietà particolari...

Quanto alla rinunzia del camerlengato, è svanita.¹ Il sig. cardinale non ha più insistito, e la bontà del Santo Padre ha dimenticato l'affare. Seguita però a fare al nuovo sistema di libero commercio tutta la guerra...

In un foglietto di Genova ho letto un paragrafo, che sebbene tratti di cosa ch'è sicuramente falsissima, pure credo di doverglielo comunicare per suo lume. Eccone le parole: « I membri di questa commissione straordinaria di governo, ed altre persone che ne godono la confidenza ed il segreto, sono tutti mal disposti contro Mgor Spina, attuale nunzio pontificio in Parigi, ed oriundo di Sarzana, città ligure. Pretendono che il medesimo si adoperi presso il governo francese all'effetto, che tanto il succennato suo paese nativo, quanto tutto il golfo della Spezia sia separato dalla Liguria ed incorporato allo stato del nuovo re dell'Etruria. » Veda come si va calunniando chi certamente si occupa di tutt'altro che di simili cose. Si vede che ella è veramente mal conosciuta in Genova.

Tanto devo in risposta alle sue lettere dei 18 e 25, e per il di più riportandomi agli annessi fogli, in somma fretta, etc.

(Cultes, Arch. de Caprara).

¹ Voir p. 33.

416. — Consalvi à Spina.

(en chiffres)

Roma, 16 maggio 1801.

Alla mia cifra di ieri aggiungo nella stessa materia la presente. Io sono sempre più inquieto nel punto dei vescovi. Tanto la bolla che i due progetti di convenzione non mi danno pensiero, perchè limitandosi ad un' espressione generale, cioè che dopo la esortazione ad essi fatta Sua Santità prenderà le misure convenienti al bene della Chiesa, ciò può intendersi anche di mettere dei nuovi vescovi amministratori. Ma mi dà pensiero la lettera di Sua Santità al Primo Console, in cui appunto perchè il Primo Console ammettesse quella generica espressione, si credè di assicurarlo con lettera privata che in ogni estremo caso fosse tranquillo; che se quei vescovi che egli ricusasse si rifiutassero alla esortazione di dimettersi per il bene della Chiesa, in tal caso rendendosi rei essi medesimi, Sua Santità li avrebbe dimessi. Siccome il Primo Console può forse pubblicare questa lettera, così non limitandosi essa al rimedio dei nuovi vescovi amministratori, ma parlando di assoluta dimissione, non lascia di darci un grandissimo pensiero. Perciò ella faccia tutto il possibile, onde il progetto degli amministratori sia ammesso, e presenti pur contemporaneamente la lettera a lei scritta dal Papa sul punto degli amministratori, la quale in sostanza è l'ultima volontà del Papa, mentre è data quasi al momento della partenza del corriere; e in tale progetto tenga fermo più che può, facendo rilevare quanto urto si può risparmiare con quel temperamento, senza il minimo danno del Primo Console, il quale, quando non abbia il vescovo emigrato ed abbia in sua vece un nominato da sè medesimo, deve essere assai indifferente se si chiami amministratore per poco tempo che il vescovo viva. Dio faccia che siamo in tempo. Se il Primo Console stampa quella lettera, potremo render pubblica ancora l'altra, la quale deve riguardarsi come parte della prima.

Circa il temporale, sempre più vedo dalle sue cifre dei 25 aprile, che vi è tutto da temere, sì per riguardo alla non restituzione delle Legazioni, sì per riguardo forse anche a perdere qualch' altra provincia, facendocela commutare in altra inferiore.

Perciò bisogna scansare più che si può la vera « trattativa », dicendo che « noi già siamo in pace », e che la ricupera delle Legazioni e di Avignone si chiedono con uffizi, con raccomandazioni, con esposizione di ragioni, e non sono una trattativa. Deve essere tale restituzione l'effetto della giustizia e della generosità del Primo Console, che già si è espresso di voler essere un Carlo Magno per la Chiesa, il che bisogna nel caso richiamargli alla memoria. Dichiaro che non si intende di vietare la « trattativa », quando ella veda che assolutamente non possa farsene a meno, ma che bisogna evitarla per quanto mai riesca possibile.

Ancora non si ha da Pietroburgo sull'esito del noto breve dei Gesuiti, inviato a Paolo I. Sono già circa settanta giorni che partì da qui, onde dovrebbe aversene il riscontro. Questo riscontro medesimo ci annunzierebbe le disposizioni che possa avere il nuovo imperatore verso la Santa Sede, il che interessa sommamente, così per gli affari di religione, che per i rapporti con gli interessi temporali. Si procurerà di coltivare, nella maniera che si può, la buona corrispondenza ed armonia con quella corte.

In Ancona si sono aperte dai Francesi due loggie di Liberi Muratori. Ve ne sono delle più occulte, in qualche altra città dello Stato. Il generale Murat, a cui se n'è fatto reclamo, ha dato ordini pressanti ai generali subalterni per chiuderle, ma essi poco ubbidiscono. Quanto ai patrioti, niuno è più contrario ad essi del generale Murat, e per lui si è liberissimo di agire: ma non è così degli altri rappresentanti, i quali forse temendo di essere accusati di non proteggerli nemmeno dentro il dovere, in pratica recano molto imbarazzo nelle procedure del governo. Essi patrioti parlano della vicina morte del Papa, della mutazione del governo, di cambiamento anche in Francia contro la persona del Primo Console, con una franchezza che non può non recar maraviglia, che tanto si ardisca.

Circa Benevento e Ponte Corvo, continua il re di Napoli ad occuparle con le sue truppe, e continua nella recluta in essi Stati per le sue milizie provinciali; e siccome i magistrati locali per ordine di Roma non vi si prestano, così continua ancora nella sequestrazione di tutte le rendite, con le quali paga le spese di dette truppe, e reclutazioni. Ogni memoria ministeriale, ogni lettera al generale Acton rimane senza risposta. Ora si tornerà a farne

un'altra, facendo di nuovo sentire che si procederà al richiamo dei gubernatori, piuttosto che autorizzare con il consenso tali usurpazioni della sovranità, oltre il danno infinito della pubblica sicurezza e quiete per le due diverse giurisdizioni. Forse l'effettuare tale misura potrebbe scuotere la corte;¹ e forse nò: si teme di rompere, e così intanto nulla si ottiene.¹

(Cultes, *Arch. de Caprara*).

417. — Consalvi à Spina.

Roma, 17 maggio 1801.

Profitto di volo di una occasione per Firenze, dove mi si dice che potrà esservi una occasione per Parigi, per iscriverle due righe, ed accusarle il piego dei 27 aprile, rimessomi da Napoli, dove già si trova M. Alquier da molti giorni. Con gran piacere vedo [ri] messa la risposta ufficiale, data dal sig. abbate Bernier in nome del Primo Console, intorno ai beni nazionali. Dal canto nostro, procureremo di usare certamente tutta la condiscendenza possibile; ma bisogna ancora che le pretensioni dei reclamanti siano più moderate.

(en chiffres)

Se ella può riuscire a fare accettare il partito di dichiarare amministratori i nuovi vescovi da sostituirsi a quelli legittimi che il Primo Console vorrà escludere, sarà la miglior cosa del mondo: ciò diminuirà di molto i reclami e il brutto di questo affare. Siccome per il Primo Console viene ad essere lo stesso, così conviene in ciò tener fermo più che si può. Mi dispiace, che non si pensò a tempo per esprimerlo nella lettera istessa al Primo Console, il quale non vorrei che lo prendesse in parola, ma mostrandogli per mezzo dell' abbate Bernier la grande ragionevolezza ed utilità di tale temperamento, deve convenirvi anche per suo proprio conto.

(Cultes, *Arch. de Caprara*).

¹ Cette dépêche et celle du 15 mai (n° 414) ont été copiées, déchiffrées et traduites par le gouvernement français. La présence de ces deux pièces dans le vol. de Rome, 930 (Aff. étr.) fait croire qu'elles ont contribué à nourrir de fâcheuses préventions, qui se sont élevées en ce moment à Paris contre la bonne foi romaine.

PARTIE X

L'ULTIMATUM

L'intervention hautaine de M. de Kolytchev en faveur des Deux-Siciles, du Piémont et du Saint-Siège devient nuisible à ces Etats. — Protestation de cet ambassadeur contre la paix imposée aux Napolitains à Florence en dehors de la protection russe.

L'alliance ébauchée entre la France et la Russie, déjà compromise, est empêchée par la mort de Paul I. — Le Premier Consul, prévoyant que le tsar Alexandre se retournera vers l'Angleterre, se hâte de commencer la réunion du Piémont à la France.

On apprend, le 5 avril, que Livio est arrivé à Rome. — Comme Bonaparte se montre très pressé de le voir revenir à Paris, le départ de ce courrier est annoncé pour le 17 avril. Cette date est confirmée par les dépêches suivantes de Consalvi.

M^r Spina obtient une nouvelle déclaration que les prétentions exagérées des créanciers de la République romaine ne seront pas soutenues par le gouvernement français. — Il essaie quelques démarches pour le maintien des Electorats ecclésiastiques dans l'Empire. — Néanmoins il paraît évident que toute question temporelle intéressant le Saint-Siège, et principalement celle des Légations demeure subordonnée à l'issue de la négociation religieuse. — M^r Spina cesse de s'appuyer sur M. de Kolytchev, qui achève d'indisposer le Premier Consul par un langage peu mesuré sur les affaires italiennes.

Envoi d'un commissaire français à Rome, pour y recueillir les objets d'art abandonnés en 1799.

Bernier écrit le 28 avril à Consalvi, que l'ingérence de Cacault dans le travail des congrégations ne doit pas être une cause de retard pour l'envoi du concordat.

Impatience du Premier Consul. — Elle redouble par un avis de Cacault que le projet français soulève des objections. — On écrit de Rome que Livio partira seulement le 1^{er} mai.

L'humeur de Bonaparte s'aigrit de jour en jour. — Talleyrand et les adversaires du concordat s'en prévalent. Accusations personnelles contre Consalvi. — Le 12 mai, Spina et Bernier sont mandés à La Malmaison. Le Premier Consul se plaint de la lenteur du Pape et l'attribue à l'influence de Puissances étrangères. Il se plaint aussi que le projet français ait été modifié. Il enjoint à Spina de rendre compte à sa cour. — Lettres comminatoires de Bernier à Consalvi et de Talleyrand à Cacault.

Une nouvelle dépêche de Cacault explique les changements consignés dans le

contre-projet romain, surtout sur le renouvellement de l'épiscopat. — Embarras de Spina qui, n'étant pas instruit de ces changements par Consalvi, ne peut rien répondre.

L'irritation de Bonaparte devient publique.

L'envoi d'un ultimatum au Saint-Siège est décidé. Instructions adressées le 19 mai à Cacault : le représentant de la France devra sortir de Rome, si dans les cinq jours le projet français de convention et de bulle n'est pas admis sans modification.

418. — Rapport de Talleyrand.

Paris, 1^{er} germinal an IX (22 mars 1801).

Par les premières notions qu'on a pu recueillir des dispositions de la cour de Rome, relativement au grand objet que le Premier Consul a eu en vue en cherchant à rétablir la religion en France, il paraît que les ministres de cette cour ont vu dans cet événement une occasion favorable à son ambition. Je crois pouvoir assurer, d'après ma correspondance et d'après les entretiens que j'ai eus avec des personnes attachées au Saint-Siège¹, que, dans les discussions qui vont s'ouvrir, on ne manquera pas de reproduire ces anciennes maximes ultramontaines qui ont si longtemps agité l'Europe, et qu'en France seule on a réussi à bien combattre.

L'intention du Premier Consul n'est pas de rétablir un culte superstitieux, intolérant et subjugué par une influence étrangère².

¹ Comme Talleyrand n'avait encore rien reçu de Cacault, et comme il ne trouvait point de renseignements sur Rome dans les dépêches de ses autres agents, on ne voit pas clairement ce qu'il entend par sa « correspondance. » Peut-être fait-il simplement allusion soit à la princesse Santa Croce, soit à des acquéreurs de biens nationaux romains ou à des créanciers de la République romaine, tels que Haller, Perillier, Cavagnari, qui depuis quelque temps écrivaient pour se plaindre du gouvernement pontifical. — Quant aux « entretiens avec des personnes attachées au Saint-Siège », ils venaient probablement d'être tenus avec M. de Azara, arrivé la veille à Paris. L'envoyé espagnol n'avait jamais cessé de s'occuper des affaires de la Papauté et de correspondre avec des Romains. Lié avec Talleyrand, il avait dû parler devant lui de la cour de Rome avec une liberté de langage que, le lendemain ou le surlendemain, il allait montrer même devant Mgr Spina (cf. pièce n° 420).

² Dans les instructions rédigées pour Cacault, le 19 mars, on rencontrait déjà des idées semblables (cf. p. 106, ligne 26 et s.).

Il veut relever le catholicisme, non tel que les théologiens de Rome, depuis Grégoire VII et Boniface VIII ont voulu l'imposer aux nations chrétiennes, mais tel qu'il a été reçu en France lorsque ce royaume s'est converti à la foi chrétienne, et tel qu'il s'est maintenu par le concours du zèle éclairé des princes ses prédécesseurs, des magistrats, des évêques français, et conformément aux principes de l'église gallicane.

Le Premier Consul m'a ordonné de rechercher ces principes dans les actes authentiques et dans les ouvrages consacrés par l'opinion publique, où ils ont été énoncés. J'ai l'honneur de mettre sous ses yeux : 1° la déclaration du clergé de France, du 25 mars 1682 ; 2° un extrait fait avec quelque étendue du célèbre ouvrage de Bossuet en défense des quatre articles de cette déclaration ; 3° le XIV^e discours de l'abbé Fleury sur les libertés de l'église gallicane.

D'après les ordres formels du Premier Consul, je recommanderai aux personnes qu'il chargera de négocier avec les ministres du Saint-Siège, de se pénétrer des principes qui sont exposés dans ces écrits, et de les regarder comme des instructions rigoureuses dont il ne leur sera jamais permis de s'écarter, la volonté ferme et arrêtée du gouvernement français étant de relever les autels d'une religion, qui soit aussi libre et aussi pure que celle qui a été professée par nos ancêtres.

(Aff. étr., *Rome*, vol. 930).

419. — Spina à Consalvi.

(n° 47)

Parigi, 24 marzo 1801.

Il sig. M^{re} del Gallo mi assicurò ier l'altro di voler partir domani alla volta d'Italia, e che alla prima fermata che avesse fatta, avrebbe spedito avanti un corriere. Non sò persuadermi ancora che parta; ma siccome prevedo che non partendo, o perchè non gli si permetta, o per qualche altra ragione, dovrà sempre spedire un corriere, credo opportuno di approfittarne per trasmettere il duplicato di due miei numeri 45 e 46, già spediti ier l'altro per la posta.

In aggiunta ai medesimi, significar debbo all' Em V. R. di aver già fatto chiedere al ministro delle relazioni estere un abboc-

camento, per presentargli il dispaccio ad esso diretto, che annunzia le facoltà a me date da Sua Santità di trattare delle cose temporali con questo governo, e di essermi stato detto in risposta che potevo recarmi da lui il quartidi, cioè domani mercoledì 25 corrente. Parlerò in tal circostanza di tutti gli articoli, dei quali mi comanda l'Em. V. ne' veneratissimi suoi dispacci di parlare. Mi permetta l'Em. V. di farle di nuovo riflettere, che alla lettera per il ministro manca la credenziale a me da presentarsi al governo, e che, se non sbaglio, deve esser segnata dall'istessa Sua Santità, e manca la lettera di Sua Santità diretta al Primo Console, indicante la mia missione. Mi pare che sia lo stile costì di far questa per mezzo di un breve. Qualunque sia la forma, che l'Em. V. deve conoscere assai meglio di me, col ritorno di Livio mi persuado che sarò fornito di tutto il necessario per gli affari spirituali e temporali.

Ho veduto il sig. cav. Azara, che giunse sabato. Per poco che ho seco parlato, ci siamo riserbati di parlar più a lungo de' nostri affari. Egli si mostra disposto ad interessarsi per tutto ciò che ci riguarda; e singolarmente per il ristabilimento della religione in Francia, ne mostra il più vivo impegno...

Sò che il 5 di [marzo] il corriere Livio già era in Parma; attendo con impazienza il suo ritorno.

(Cultes, *Arch. de Caprara*).

420. — Spina à Consalvi.

(n° 48 en chiffres)

Parigi, 24 marzo 1801.

Il sig. cav. Azara, mentre mostra di voler prender parte per gli interessi di Sua Santità, con molta mia sorpresa mi disse, a primo incontro, che Sua Santità e l'Em. V. attornati erano da Gesuiti, e che i medesimi avevano molta influenza nel governo. Impugnai fortemente questa sua proposizione, sfidandolo a designarmeli. Dubitai che fosse informato della concessione fatta alla Russia; ma non me ne fece parola, e finì finalmente il discorso con esternare il suo malcontento per il trattamento fatto alla casa Santa Croce, dicendomi che vi era voluta una preghiera de' generali francesi perchè D. Checco messo fosse in libertà, e che accordato non si era alla principessa il permesso di tornare a

Roma che in aria di somma grazia, e come se stata fosse rea di qualche delitto. Smentii la prima parte, sostenendogli che quando il generale Oudinot reclamò la libertà del principe,¹ già era a San Gemini, e con più sforzo smentii la seconda, citando il testimonio della principessa istessa, alla quale ho insinuato, da che sono in Parigi, di tornarsene a Roma. Ho parlato ben forte alla principessa acciò smentisca quanto al cav. è stato supposto, e vedo bene che vi è alcuno che si è voluto fare un merito col cav., facendogli vedere difficile, e accordato come grazia speciale, il permesso alla principessa di tornare, quantunque io sia sicuro che non avrà avuto alcuna opposizione. V. Em. potrà ben concepire che il soggetto del quale intendo di parlare, è un suo antico collega.² Convieni non ostante aver molta prudenza. Il cav. ha molta influenza con questo ministro delle relazioni estere, sebbene non sò quanta ne avrà col Primo Console. Sò che ha una stretta corrispondenza e molta fiducia col di lei antico collega. V. Em. tenga a calcolo queste notizie, che credo il mio dovere preciso di comunicargliele.

Il gran maestro Hompesch ha spedite nuove credenziali con plenipotenza a questo suo antico ministro Cibon, ed ha scritta una lettera al Primo Console, chiedendogli sempre protezione.³ È stata rimessa al Primo Console copia delle credenziali, ed ha ricevuta la lettera. Sinora non ha data alcuna risposta. Pare che questo governo vorrebbe che Paolo I si contentasse del titolo di gran protettore dell' Ordine. Vedendo domani il ministro delle

¹ Voir pièce n° 33.

² Spina paraît désigner Mgr Gardoqui, dont Consalvi avait été le collègue au tribunal de la Rote. Cf. p. 384, note 2.

³ Hompesch au P. Consul, Porto di Fermo, 6 mars 1801 : « La manière obligeante avec laquelle le général Murat a reçu le bailli de Suffren que j'ai envoyé à Ancône pour le complimenter de ma part, l'intérêt qu'il a témoigné pour mon retour à Malte avec mon Ordre, m'a pénétré de la plus vive reconnaissance. Il a semblé désirer que je vous fasse parvenir, général P. Consul, des documents authentiques pour faire constater le vœu général de la nation maltaise. Ils vous seront présentés par le cit. Cibon. Daignez les agréer. Mon esprit, accablé par les calomnies, par la violence, se rassure sur la loyauté du gouvernement français, sur votre magnanimité et sur la protection que vous voulez bien accorder à moi et à mon Ordre. Vous trouverez toujours, général P. Consul, dans cet Ordre les mêmes sentiments qu'il a témoignés pendant plusieurs siècles à la France; et cet Ordre, qui doit à la France sa naissance, vous devra son rétablissement. »

relazioni estere, me ne dirà naturalmente qualche cosa. Io mi terrò in guardia, fino a che non abbia ulteriori istruzioni da V. Em.; ma farò sempre un merito con questo governo della renitenza dimostrata da Sua Santità, nell'aderire all'istanza fatta dalla Spagna, giacchè son persuaso che ciò persuaderà la Spagna a non far per ora più forti reclami.

Non sò precisamente in quale stato siano le cose fra la Russia e questo governo. Non le credo così bene incamminate, come si credeva da principio, e che la trattativa andrà ancora in lungo. Giovedì venturo, ¹ devo vedere il C^{te} Kolytchev, e procurerò di scoprir qualche cosa, giacchè se dalla Spagna si facesse del rumore per la concessione fatta ai Gesuiti di Russia, vorrei ch'egli qui ci sostenesse. Egli ha tutto l'impegno per il re di Sardegna; ma tanto si farà da questo governo, che il C^{te} di San Marsan sarà poi obbligato di segnare in prevenzione un armistizio, colla condizione di chiudere i porti della Sardegna agli Inglesi. ² Potrò di ciò informare con più precisione in seguito V. Em.; ma mi confermo nella mia opinione che lo stato attuale delle cose sia sempre molto critico, e che vi voglia una grandissima prudenza per non sbilanciarsi con alcun partito.

(Cultes, *Arch. de Caprara*).

421. — Spina à Consalvi.

(n° 49)

Parigi, 24 marzo 1801.

Il sig. abbate Salamon ha prestatide' servigi, credo importantissimi, in tempo singolarmente che era segretario di stato l'Emo Zelada. Fu allora fornito di alcune facoltà, le quali, date per lettera e senza certi limiti, sono state forse esercitate da esso con

¹ Le 26 mars.

² Les pourparlers avec M. de Kolytchev avaient amené, le 18 mars, le P. Consul à entrer en négociation directe avec M. de Saint-Marsan, mais sous la condition préalable d'un armistice qui fermerait les ports de la Sardaigne aux Anglais (*Corr.* n° 5468). Talleyrand (note du 21 mars) fit connaître ces volontés impérieuses à M. de Saint-Marsan, qui venait d'en conférer avec lui et n'avait trouvé d'autre échappatoire que la demande de se concerter avec l'envoyé russe (Bianchi, t. III, p. 404 et s.).

una latitudine poco misurata. ¹ Al mio arrivo in Parigi, egli crede ben fatto di desistere dall' esercizio di dette facoltà, ed io lo confermai in questo buon proposito. Egli è pieno di zelo e di buona volontà; ma non conterei molto su i suoi lumi e la sua capacità. Mentre adunque io convengo, che, sistemandosi gli affari della religione in Francia, debba Sua Santità interessarsi perchè si abbia la sua persona in considerazione, non posso che far plauso alla risoluzione, presa dall' Em. V. nelle attuali circostanze, di negargli le facoltà e la dignità che richiede. Le diocesi tutte, questa particolarmente, sono ben fornite di amministratori, e pur troppo ve ne sono già alcune, nelle quali un contrasto di autorità derivanti da diverse fonti, producono già del disordine. ² Ultimandosi il concordato, tutto si potrà sistemare con più facilità. Ciò è quanto accennar posso all' Em. V. R. rapporto al sig. abbate Salamon, e con profondissima venerazione etc.

(Cultes, Arch. de Caprara).

422. — Talleyrand à Cacault.

Paris, 4 germinal an IX (25 mars 1801).

La mauvaise conduite du cardinal Maury, son séjour même dans les Etats du Saint-Père ne pouvant se concilier avec les

¹ L'abbé de Salamon (voir p. 220, note 1), originaire du Comtat-Venaissin, conseiller-clerc au Parlement de Paris, s'était donné, quelques années avant la Révolution, la mission toute spontanée de renseigner sur les affaires du clergé français le card. Zelada, secrétaire d'Etat du Pape. Lorsque le nonce Dugnani eût quitté Paris, le 31 mai 1771, et que son auditeur, parti le 2 août suivant, eût regagné l'Italie, il ne resta en France aucun représentant accrédité du Saint-Siège. L'abbé de Salamon affirme qu'à ce moment il fut nommé internonce par un bref de Pie VI. Il paraît aussi que par un indult de mai 1792, il fut investi de facultés extraordinaires pour les diocèses laissés à l'abandon, ou dont les administrateurs seraient incarcérés, inaccessibles ou inconnus. Quoi qu'il en soit, ces pouvoirs, temporaires de leur nature, ne pouvaient guère être exercés. Non seulement pendant la Terreur une correspondance avec les églises de France aurait été impossible, mais dans la plupart des diocèses le nom même de M. de Salamon demeurait ignoré. Dans ses Mémoires, l'abbé a donc singulièrement exagéré le rôle qu'il a pu jouer au milieu de ces temps orageux, de même qu'il a beaucoup grossi l'incident, assez médiocre, de son procès sous le Directoire.

² Ces conflits de juridiction étaient plus nombreux que Mgr Spina ne semble le croire. Ils se produisaient notamment dans les diocèses qui venaient de perdre récemment leurs titulaires, c'est-à-dire dans les diocèses de Lyon, de Clermont et de Rouen.

rapports de bonne intelligence que le Saint-Père désire rétablir entre la République et ses Etats, le Premier Consul me charge de vous écrire,¹ pour vous recommander de faire connaître à Sa Sainteté qu'il voit avec peine qu'un homme, qui a marqué avec tant d'éclat dans la liste des ennemis de la France et qui n'a cessé d'employer toute son influence pour lui nuire, soit accueilli dans un pays que le Premier Consul considère comme ami de la République française.

(Aff. étr., *Rome*, vol. 930).

423. — Talleyrand au P. Consul.

Paris [7 germinal an IX : 28 mars 1801]

M. de Kolytchev ayant reçu les deux projets de traité qui lui ont été transmis, l'un patent, l'autre secret, présente aujourd'hui quelques nouveaux points dont il demande la solution,² savoir :

... 2^o L'acceptation de la médiation de l'empereur pour la paix avec le Pape...

Ces nouvelles demandes sont au moins extraordinaires : les premières communications de la cour de Russie ne contenaient rien qui les fit prévoir; et c'est d'après ces communications que la négociation a dû s'établir, c'est uniquement sur elles qu'elle doit porter. Si, à l'imitation de S. M. I. de Russie, le gouvernement français voulait jeter dans la discussion, des éléments imprévus et d'une nature tout à fait étrangère à la négociation principale, il n'y aurait aucune raison pour qu'elle pût être terminée.

¹ Cette dépêche a été envoyée d'après un ordre du P. Consul, du 22 mars (*Corr.* n^o 5480).

² A la suite des conférences tenues, du 12 au 14 mars, avec M. de Kolytchev, le gouvernement français lui avait fait présenter, le 18, deux contre-projets. L'un était un traité patent, rétablissant l'état de paix entre la France et la Russie; l'autre était un traité secret réglant les questions européennes dont la note russe du 8 octobre avait proposé la solution. Une nouvelle rédaction de cet accord secret avait été remise le 27 à M. de Kolytchev. Mais comme cette rédaction, aussi bien que la précédente, se taisait sur les affaires du Saint-Siège, le ministre russe venait de rédiger une note, notamment pour étendre sur le Pape la protection de la Russie.

D'ailleurs chacune de ces demandes que fait aujourd'hui M. de Kolytchev donne lieu à des objections très fondées :

... 2^o La médiation offerte pour la paix à conclure avec le Pape est absolument sans objet. Des rapports directs sont établis entre Rome et Paris. Un ministre français réside déjà près le Saint-Siège. Ce qui restait de points à régler entre les deux Etats le sera amiablement et sans qu'on ait besoin d'aucune intervention... ¹

(Aff. étr.; *Russie*, vol. 140). ²

424. — Spina à Consalvi.

(n^o 51 en chiffres) ³

Parigi, 29 marzo 1801.

Nella conferenza avuta giovedì scorso col ministro delle relazioni estere, mi feci un dovere di ripetergli le istanze le più premurose per la restituzione delle tre Legazioni. Mi replicò egli che ciò dipendeva dalla sistemazione degli affari generali d'Italia, della quale attualmente si occupava il Primo Console, e che dal canto suo avrebbe procurato di contribuire acciò Sua Santità restasse soddisfatto. ⁴

Parlai ancora dei principati ecclesiastici di Germania, e singolarmente degli elettorati, dimostrandogli che Sua Santità, come capo della religione cattolica, non poteva che infinitamente interessarsi per la loro conservazione; e, facendogli riflettere che interessava alla Francia istessa la conservazione della costituzione dell'Impero, e che non si erigessero nuovi elettorati protestanti, aggiunsi, che siccome non poteva dubitarsi che

¹ La réponse officielle, adressée le 30 mars par Talleyrand à M. de Kolytchev, ne contient sur les affaires de Rome que cette seule phrase: « La paix avec Rome est faite. »

² Ce rapport a été publié dans le *Rec. de la Soc. de Russie*, t. LXX, p. 89.

³ La dépêche de Spina du 29 mars, n^o 50, est sans intérêt, sauf le dernier alinéa: « Mi è mancato nella scorsa settimana il dispaccio dell' Em. V. dei 14, che attendo con impazienza giacchè deve annunziarmi l'arrivo del corriere Livio, e con egual impazienza è atteso il suo ritorno, non solo da me, ma da chi governa. »

⁴ Sans aller aussi loin qu'il le disait devant Spina, Talleyrand n'était point d'avis d'incorporer complètement à la Cisalpine, Parme, Modène et les Légations. Le 9 mars, il avait fait rédiger un rapport, où il proposait de ne rattacher ces anciens Etats au gouvernement de Milan que par un simple lien fédératif.

questo governo avrebbe tutta l'influenza nel regolare le indennità degli elettori ed altri principi di Germania, così il Santo Padre pregava il Primo Console ad impiegarla a vantaggio della religione e dei suoi ministri. Mi disse che tutto ciò avrebbe riferito al Primo Console, al quale avrebbe messa sotto gli occhi la lettera di V. Em., senza aggiungere di più su quest'articolo. Penso su quest'istesso importantissimo oggetto di presentare una piccola memoria, ma procurerò di concepirla in modo che Sua Santità non resti compromessa con alcuna delle Potenze interessate. Sò che diversi ministri de' principi ecclesiastici sono in Parigi, e singolarmente di Magonza e di Erbiboli, ma non ne ho veduto alcuno. Vorrei ben sapere se alcuno di essi ha implorato da Sua Santità che s'interessasse nella causa loro.

Ebbi venerdì una lunga conferenza col sig. C^{te} di Kolytchev, il quale mi ripeté di aver precise istruzioni dal suo sovrano per chiedere che reintegrato fosse il Santo Padre a tutti i suoi stati, e che già avanzate ne aveva delle premure a questo governo. Lo ringraziai, assicurandolo di tutta la riconoscenza del Santo Padre per i suoi buoni uffici, che pregai di continuare con impegno; e da questo discorso si passò a molti altri, e singolarmente si parlò de' Gesuiti e dell'Ordine di Malta. Gli comunicai in confidenza, rispetto ai primi, quanto già è stato fatto da Sua Santità per secondare le premure del suo sovrano, e gli feci comprendere anzi che doveva essere impegno suo, nel caso che la corte di Spagna venisse in cognizione della grazia e facesse dei reclami, di sostenere Sua Santità, il che mi promise di fare con tutto l'impegno; e lo potrà tanto più fare, quanto che al Primo Console nulla sicuramente interessa che esistino, o nò, in qualche luogo de' Gesuiti, e la Spagna ubbidirà sempre in ultima analisi al Primo Console.

Rispetto all'Ordine di Malta, del quale si parlò lungamente, ha il sig. C^{te} Kolytchev abbastanza di buon senso per convenire, che l'imperatore delle Russie non può esser rivestito della qualità di gran maestro. Ma sebbene mostrasse, nel suo privato sentimento, di convenire delle regole, e di non attaccar gran prezzo a questa dignità, mi disse che come ministro non poteva che secondare le intenzioni del suo sovrano; che conveniva di trovare un mezzo di conciliazione, e che per riuscirvi facilmente,

doveva Sua Santità pensare a mandare in Russia un suo ministro ecclesiastico, il quale è necessarissimo ancora per quei cattolici che formano ormai la terza parte dei sudditi di Sua Maestà. Gli ripetei che credevo Sua Santità dispostissimo a farlo, quando certo fosse che sarebbe ricevuto. Sul che mi disse che se ne poteva parlare, e che egli non avrebbe difficoltà di ricevere una memoria e di trasmetterla, e d'interessarsi perchè il ministro di Sua Santità fosse ricevuto, avvertendomi di concepir la memoria in modo da non mostrare di non essersi fatta con esso di concerto, come è ben di ragione. L'assicurai che avrei di tutto ciò al momento informato Sua Santità per mezzo di V. Em., e mi regolerò per conseguenza a seconda degli ordini che piacerà a V. Em. di abbassarli su questo particolare. Non celai al sig. conte, l'offerta fatta dal Primo Console di esser mediatore per gli affari di Malta.¹ Non mostrò gran repugnanza, ma insistè molto sulla missione di un ministro pontificio in Russia.

Non può più dubitarsi che la pace coll' Inghilterra si tratti da questo governo con molto impegno.² La conclusione della medesima dovrà sicuramente portar seco dei cambiamenti importantissimi nel sistema generale delle cose.

Nulla vi è ancora di concluso per il Piemonte. Si vuole assolutamente che preceda un armistizio, colla condizione che siano chiusi i porti della Sardegna agl' Inglesi, e credo che alla fine anco il sig. C^{te} di Kolytchev permetterà al sig. M^{te} di San Marzan di segnarlo.

Si è parlato negli scorsi giorni di una nuova spedizione dell' armata francese contro Napoli, e se ne adduceva per ragione la difficoltà opposta da quella corte di non poter espellere gl' Inglesi dai porti della Sicilia, la quale si accusava di pretesto.

¹ La médiation du P. Consul pour les difficultés soulevées par la grande maîtrise de Paul I^{er} avait été discutée avec M. de Kolytchev ; mais jusqu'ici Talleyrand n'avait parlé d'une médiation qu'à l'égard de l'Espagne, et non à l'égard du Saint-Siège.

² Le 24 mars, on avait reçu à Paris une note de lord Hawkesbury, déclarant que le roi d'Angleterre était disposé à entrer immédiatement en négociation pour la paix. Talleyrand préparait en ce moment, sous la dictée du P. Consul, une réponse qui énonçait les principales bases d'un traité et qui commençait en disant : « L'on veut en France, par dessus tout, arriver le plus promptement possible à la paix générale. »

Nulla ne sò di più preciso, e nulla ne sa l'istesso sig. M^{re} del Gallo.¹

P. S. — Ho veduto il sig. cav. Azara. Più non mi ha parlato di Gesuitismo. Mi ha promessa ogni assistenza e favore per ciò che riguarda e lo spirituale e il temporale. Non mi pare tanto contento quanto fosse credeva di poter essere del Primo Console. Egli è venuto colla fiducia di poter avere molta influenza in questo governo; e credo ne avrà pochissima.

Sicuramente vi è qualche novità per Napoli. Sò che è stato segnato un trattato in Spagna relativamente a quel regno, senza informarne preventivamente il cav. Azara. Non ne ho potuto ancora sapere il preciso. Non mi farebbe specie che si volesse trasferir colà il duca di Parma, per disporre diversamente della Toscana. Tutto si può temere in questi tempi; e non credo ancora fissato quale sarà il vero sistema di divisione che si stabilirà in Italia. Sarà ben mia cura d'impedire, per quanto è possibile, che non venga per alcuna parte compromesso Sua Santità.

È giunto da Spagna il C^{te} Melzi, milanese, chiamato dal Primo Console per mandarlo a sistemare la Cisalpina,² la quale sicuramente, o più grande, o più piccola, dovrà sussistere. Egli non pare molto disposto ad accettar quest'incarico.

Con altra mia saprò di tutto ciò parlare all' Em. V. con più dettaglio; ma frattanto dobbiamo disgraziatamente concludere

¹ On avait su, le 22 mars, aux Tuileries, que l'escadre de Ganteaume, ressortie enfin de Toulon, avait repris la direction de l'Egypte. Cette nouvelle avait redoublé chez le P. Consul l'impatience de voir le golfe de Tarente aux mains de ses troupes. « Vous ne devez pas prolonger l'armistice, écrivait-il aussitôt à Murat; la paix doit se conclure, et vous devez mettre en marche le général Soult sans aucun délai pour occuper la presqu'île, si importante et si nécessaire pour secourir notre armée d'Egypte. Si les négociations tirent en longueur, entrez dans l'Etat napolitain, portez votre quartier général à Aquila et levez tous les obstacles. Si, arrivé là, le roi ne consent pas à souscrire aux conditions modérées que lui offre le cit. Alquier, marchez à Naples... Si vous recevez des nouvelles d'Egypte ou d'Abereromby, envoyez-les par un courrier extraordinaire, ainsi que celles que vous auriez de l'escadre de Gauteaume, partie le 28 (19 mars) de Toulon avec 4,000 hommes de débarquement... » (*Corr.*, n° 5482). Le 24, il faisait presser Alquier: « .. A tel prix que ce soit, il faut que le général Murat ne perde pas un jour à occuper ce point important [Tarente]... » (*Ibid.*, n° 5483). — Les ordres, envoyés ainsi à Murat et à Alquier, ne parvinrent à Florence qu'après la conclusion de la paix avec les Napolitains.

² Voir p. 101, note 1.

che non vi è da concepire ancora per le Legazioni alcuna fondata speranza.

(Cultes, *Arch. de Caprara*).

425. — Marescalchi à Pancaldi.

Parigi, 10 germinale anno IX (31 mars 1801).

¹... Nel momento che la Francia è dietro a sistemare le cose di religione, se io vado a presentare delle lagnanze contro Roma, è certo che la prima cosa che se ne direbbe, sarebbe quella che si dice di tutti noi poveri Italiani, cioè che attraversiamo o cerchiamo attraversare con mille raggirare le relazioni dei governi che tendono ad approssimarsi; per l'idea di fare delle repubbliche da per tutto. Mi sono dunque trovato in necessità di fare qualche scoperto indirettamente, a vi assicuro che non vi è abbastanza prudenza che convenga anche su questo particolare...

(*Arch. de Milan ; Parigi II*).

426. — Spina à Consalvi.

(n^o 52)

Parigi, 2 aprile 1801.

Ho ricevuta, questa mattina, dall' amica la lettera confidenziale di V. Em. dei 14 scaduto, ² ma non ho ancora ricevuto da Genova il dispaccio dell' istessa data. La lettera dell' amica è venuta per la via di Torino, e perciò più sollecita. Non aspetto perciò il dispaccio che domani o domani l'altro, e lo desidero ardentemente.

Approfitto di un corriere straordinario per Genova, per farle giungere per mezzo dell' istessa amica, questa mia. Spero che saranno resi fedelmente all' Em. V. i miei numeri precedenti, che le ho trasmessi per mezzo del sig. Artaud, segretario del ministro Cacault, e così sarà a poco a poco in corrente la mia corrispondenza.

Ho ricevuta ieri da Firenze una lettera di Mgor Caleppi, che

¹ M. Pancaldi remplissait alors à Milan les fonctions de ministre des relations extérieures de la Cisalpine, comme M. Marescalchi exerçait à Paris celles de représentant de cette république.

² Cette lettre particulière n'a pas été retrouvée.

mi dice esser stato nuovamente spedito da Sua Santità al generale Murat, per tranquillizzare i popoli allarmati nuovamente in codesto Stato per la marcia ricominciata delle sue truppe contro Napoli, e mi fa parte delle nuove assicurazioni avute dal sig. generale. Disgraziatamente la sua lettera manca di data; ma egli risponde ad una mia lettera dei 4 marzo: ciò m'indica che la sua risposta deve essere all'incirca dei 20, e che V. Em. ha ricevuto il mio piego, che gli spedii per mezzo dell'istesso sig. generale, nel quale era riferito il risultato dell'ultima udienza da me avuta dal Primo Console, il quale servir doveva ad assicurare sempre più Sua Santità dei pacifici suoi sentimenti verso di lui.

Sospiro ora veramente il dispaccio di V. Em. dei 14, ed il ritorno di Livio coll' *ultimatum* per parte di Sua Santità, per render contento il Primo Console, il quale, disposto a fare un viaggio nelle parti occidentali della Francia,¹ non vuo' intraprenderlo se non quando saranno giunte le risposte di costì.

(Cultes, Arch. de Caprara).

427. — Spina à Consalvi.

(n° 33 en chiffres)

Parigi, 2 aprile 1801.

Mi sono ingannato quando ho creduto che segnato si fosse in Madrid un trattato, che riguardasse la traslocazione del duca di Parma nel regno di Napoli, siccome ho accennato all' Em. V. nell' ultima cifra. Il trattato che in Spagna è stato segnato all' insaputa del cav. Azara, contiene la rinunzia agli stati di Parma e Piacenza, qual rinunzia la corte di Spagna si è compromessa di ottenere dal duca attuale. Questo è un trattato affrettato in Madrid da Luciano Bonaparte,² prima che il cav.

¹ « .. Le P. Consul est parti pour La Malmaison où, contre son usage, on prétend qu'il y restera trois mois sans interruption. Il est question [d'une absence] de trois fois vingt-quatre heures, qu'il doit faire ces jours-ci pour se rendre à Brest.. » (Cobenzl à Colloredo; Paris, 26 mars).

² Il s'agit du traité signé à Aranjuez le 21 mars. Dans une lettre du 30 mars, Talleyrand écrivait à Lucien Bonaparte: « J'ai reçu par courrier extraordinaire la convention que vous avez conclue sur l'abdication du vieux duc de Parme. Le P. Consul en a pleinement approuvé les dispositions... M. de Azara aurait désiré que cette affaire fût traitée à Paris. Habitué longtemps à conduire celles de

Azara giungesse in Parigi. Frattanto in Parma il ministro francese ha chiesto al duca di rinunciare al figlio il governo dei suoi stati; ed avendo il duca richiesto s'egli intendeva di parlare degli stati di nuovo acquisto, o di tutti in generale, gli è stato replicato che questo governo non faceva alcuna distinzione. Il duca ha preso tempo a rispondere. Non posso mai immaginare che il figlio voglia permettere che resti spogliato il padre di ogni sovranità. Ciò che vedo ben difficile, si è che, ad onta di quanto fa e dice il cav. Azara, egli possa conservare gli stati di Parma e Piacenza, dei quali si pensa già forse di far un cambio coll'isola di Sardegna. Finora non è questo che un progetto appena indicato, giacchè nulla vi è ancora di stabilito per il re di Sardegna, e sono anzi molti giorni che non si parla di questo trattato.

La casa d'Austria continua ad agire e ad implorare la mediazione della Russia, acciò sia ristabilito in Toscana il gran duca, o almeno acciò abbia un compenso, anco più piccolo, in Italia, e si offre in tal caso di rinunciare a qualunque ingrandimento in Germania. Pare molto difficile che vi possa riuscire.¹

Si crede assai probabile, che ad onta delle premure fatte dal M^{re} Lucchesini acciò Lucca sia riunita alla Toscana, sarà in vece unita alla Liguria, la quale arriverà fin al Serchio.² Anco il nuovo

Rome, il voudrait encore diriger celles de toute l'Italie, et surtout des princes de la maison d'Espagne. Mais l'humeur qu'il a laissé percer dans cette circonstance n'empêchera pas que vous continuiez d'être chargé directement de tous les grands intérêts, dont nous aurons à nous occuper de concert avec la cour de Madrid. Pressez le jeune duc de Parme de se rendre incessamment à Paris et de se mettre entre les mains du P. Consul. C'est ici que le jeune prince pourra le mieux obtenir pour le duc, son père, les conditions qu'il désire, et le mieux concerter les mesures à prendre pour consolider son nouvel établissement... »

¹ « ... J'ai suggéré à Joseph Bonaparte, ou d'établir le grand duc de Toscane dans les Légations, ou de le réintégrer dans ses Etats, en donnant la Lombardie à l'infant duc de Parme... Je suis bien loin de concevoir la moindre espérance, sur des données aussi faibles que celles dont j'ai l'honneur de rendre très humblement compte à V. M. Qu'est-ce qu'un mot dit au hasard, avec des gens pour lesquels les traités même les plus solennels ne sont rien ? Mais il est de mon devoir de ne laisser échapper aucune des occasions qui semblent se présenter, pour remplir les intentions de V. M. A force de tentatives, peut-être une d'elles pourrait enfin amener un résultat moins malheureux que ce qu'on a été obligé de stipuler à Lunéville... » (Cobenzl à l'Empereur ; Paris, 11 avril 1801).

² Le Serchio descend des Apennins et tombe dans la Méditerranée, après avoir traversé Lucques.

gran duca di Toscana chiederà in tal caso un compenso per la Lunigiana. Non vorrei che questi compensi fossero a carico di alcuna delle nostre Legazioni.

Il ministro Kolytchev ha parlato assai forte perchè alterata non sia l'integrità del regno di Napoli, ed è giunto a minacciare un' aperta rottura in caso contrario; e frattanto le truppe francesi marciano per quella parte. Pare che si debba credere che la marcia non sia diretta che all' occupazione dei porti di Taranto e Brindisi, e ad accelerare la pace.

Il Primo Console non solo ha riconosciuto Paolo I in gran maestro, ma si è espressamente obbligato di ristabilire anco in Francia l'Ordine di Malta; e frattanto il generale Murat si è impegnato a favore di Hompesch, il quale nuovamente ha scritto al Primo Console, implorando sempre da lui il suo ristabilimento. In mezzo a tante contrarie novità, faccia V. Em. le sue politiche meditazioni, e veda se è possibile dedurne una giusta e sicura conseguenza.

Ebbi ier mattina una conferenza col sig. cav. Azara sopra gli affari di Malta, dovendo egli trattarne col ministro Kolytchev per ciò che riguarda i priorati di Spagna. Il ministro Kolytchev mostra di conoscere l'incongruenza della dignità di gran maestro nell' imperatore delle Russie, ma deve come ministro sostenere le pretensioni del suo sovrano. Pare adunque che egli stesso insinui di trovare un mezzo termine per sistemare quest' affare. Feci rimarcare al sig. cav. Azara, che allorquando il bali Litta annunciò alla Sa. Me. di Pio VI la proclamazione fatta in Pietroburgo di Paolo I in gran maestro, assicurò Sua Santità che non avrebbe egli conservato tal dignità, che fino a quando fosse stato ristabilito l'Ordine in Malta, nel qual caso avrebbe lasciato all' Ordine il diritto di eleggerne uno nuovo. Ciò risulta chiaramente da un dispaccio del bali Litta, che deve essere fra le carte di Russia che si conservano dall' Emo Antonelli. In forza di un trattato, fatto da Paolo I e l'istesso gran maestro Hompesch poco prima che Malta fosse occupata dai Francesi, esistono in Russia ottanta otto commende scismatiche, che si conferiscono dall' im-

¹ Voir Baldassari, t. III, p. 176.

peratore ai Russi scismatici, i quali son riconosciuti come cavalieri di Malta, ma in realtà non hanno di comune coll' Ordine che la croce, il pagamento dei passaggi, e poche altre cose affatto temporali. Mi pare adunque, che mentre è disposto ognuno a riconoscere Paolo I gran protettore dell' Ordine, e ad accordargli alcuni privilegi sopra l'isola di Malta relativi al governo temporale ed alla sovranità della medesima, si potrebbe appagare ancora la sua smania di esser considerato gran maestro dei soli cavalieri scismatici di Russia, e che egli egualmente dovesse tollerare che i cavalieri cattolici continuassero ad eleggersi il loro gran maestro particolare, con piena giurisdizione per tutto ciò che riguarda il regolamento dell' Ordine e la collazione delle commende cattoliche. In questo modo potrà, se vuole, Paolo I considerare il protettorato prima dignità dell' Ordine: ma per noi, che non riconosciamo i cavalieri scismatici, pare che non ci dobbiamo occupare che abbiano, o nò, un gran maestro della loro comunione; ed anco mi pare che non dobbiamo aver gran difficoltà di chiamarlo gran maestro, quando in realtà non si mischia della parte dell' Ordine cattolico, e lascia che questo abbia il suo gran maestro, eletto e riconosciuto in tutto a tenore delle costituzioni dell' Ordine. Risparmio altre riflessioni che far si possono su questo progetto, che non è dispiaciuto al sig. cav. Azara, ma che io ho protestato di affacciare come sentimento mio particolare, non avendo nè facoltà nè istruzioni di trattare di quest' affare. Attendo adunque sempre su di tale oggetto gli ordini di V. Em.; e non sarà che opportuno, dovendosene trattare col sig. Kolytchev, che mi rimetta copia del dispaccio che ho citato del sig. bali Litta, e che, ripeto, esser deve fra le carte di Russia conservate dall' Emo Antonelli.

(Cultes, Arch. de Caprara).

428. — Spina à Consalvi.

(particulière)

Parigi, 3 aprile 1801.

La vostra amica, dalla quale ho ricevuta la lettera confidenziale del 14, è pronta finalmente a ricevere il rimborso della spesa della posta, nè teme di compromettersi nel ricevere i

vostrì pieghi. Potete dunque, quando volete, continuare ad approfittarne. È stata finora il mezzo il più sicuro.

Mi rivolta quanto mi dite della guerra che si fa al libero commercio. Tenete forte con un petto di bronzo. Avrete le benedizioni dei popoli; ed è un gran compenso. Perché Sua Santità non conferisce subito il camerlengato? Nella carestia di provviste, può servire ad un altro porporato. Non son più tempi da aver de' riguardi, ed in tutte le cose interne vi vuol giustizia ed energia.

Già vedo e mi confermo che l'amicizia, che avete per me, vi fa travedere. Voi credete che dovendosi stabilire una legazione in Parigi, potrei esser utile, e prestare un buon servizio alla Santa Sede. V'ingannate all'ingrosso. Nemmeno è politica la riflessione. La spedizione di un cardinale legato, espressamente staccato da Roma per Parigi, farebbe più impressione. Sarebbe trattato anco con più riguardo. Aggiungete che il clero di me non resterà mai contento. Un legato che viene a cose stabilite, è esente da ogni rimprovero, e tutto può gettare sulle spalle del negoziatore. Non piacendo quello che ho indicato, mi pare che Saluzio potrebbe esser al caso, oltre a tanti altri che vi sono e che sarebbero migliori di me. Per parte mia, son pronto a sacrificare e roba, e quiete, e vita, per servir la Santa Sede e Sua Santità, e per far piacere a voi. Ma rifletteteci, e vedrete che il progetto di spedire un altro non è irragionevole.

Potrà essere utilissimo Cacault al duca Braschi. Egli scrivendo in favore del duca, avrà sicuramente ordine di farlo reintegrare al possesso dei suoi beni, e forse lo farà da sé medesimo. Lucchesini è irreperibile, ma lo vedrò nonostante, e sentirò da Cobenzl se nulla ha ottenuto per la casa Albani. Salutate lo zio,¹ e credetemi sempre con tutto lo spirito, etc.

(Arch. du Vatican).

429. — Azara à Cevallos.

Paris, 4 de abril 1801.

... Resistiendo la corte de Nápoles á admitir las guarni-

¹ Le card. Carandini.

ciones francesas en los puertos de Calabria, el general Murat va adelantando las tropas y amenazando á aquel reino ; pero, segun mis noticias, no hay desígnio de sérias hostilidades, sino de sacar más dinero para los insaciabiles negociadores.

Se está esperando la respuesta del Papa á las proposiciones de aqui sobre la paz religiosa,¹ que creo tendrá lugar; porque la pretension principal de este gobierno se reduce á disminuir el número de obispados casi á la mitad, y á que los excluidos renuncien, dejando en las otras diócesis los antiguos prelados católicos, á los cuales, asi como á lo restante del clero, el estado dará pensiones con que vivir. Todos han de reconocer su nombramiento y patronato del Primer Cónsul. De los obispos constitucionales no se hace ningun caso. Bonaparte pide que se haga cardenal al arzobispo de Milán...

(Alcala, *leg.* 5205).

430. — Bernier à Talleyrand.

Paris, 16 germinal an IX (6 avril 1801).

Je désirais avidement connaitre quelles impressions avait produites dans le cœur du Souverain Pontife la connaissance du projet d'union. Déjà quelques notions nous étaient parvenues sur cet objet ; je viens d'en recevoir de directes, que je m'empresse de vous communiquer.

Le voyage du courrier a été plus long que nous ne l'avions imaginé. Il n'est arrivé à Rome que le 10 mars (19 ventôse), à une heure après-midi. Je lui avais secrètement confié la statue en bois de N.-D. de Lorette, que le Premier Consul et vous m'aviez autorisé à rendre à Sa Sainteté. Rien ne pouvait produire une prévention plus favorable. L'enthousiasme a été général. La reconnaissance de Sa Sainteté pour le Premier Consul est sans bornes. La statue a été exposée dans la chapelle papale, le 14 mars, jour anniversaire et de la fête du Souverain Pontife et de son exaltation.

¹ Jusqu'ici, M. de Azara s'était contenté d'écrire à M. de Cevallos cette phrase laconique : « De la negociacion con Roma informaré á V. E. con más comodidad » (Dép. du 27 mars).

Ce même jour, Sa Sainteté a ordonné au cardinal Consalvi de m'écrire en son nom.¹ Je vous adresse copie de sa lettre : vous y verrez l'expression de la reconnaissance pontificale pour le Consul, la satisfaction, l'enthousiasme, l'assurance positive de la plus grande célérité dans l'expédition, et pas une objection contre le projet.

Il fallait au Pape, pour l'acceptation, un conseil de cardinaux ; il l'a nommé de suite. Il est composé de ce que Rome a de plus éclairé et de plus tolérant, savoir : le cardinal Consalvi, secrétaire d'Etat, le cardinal Carandini, son oncle, très expéditif, le cardinal Gerdil, savant émule de Bossuet, et le cardinal Antonelli, d'une habileté peu commune dans ces sortes d'affaires. Ces deux derniers cardinaux m'ont aussi écrit leurs lettres, ne respirant que le contentement et la joie. Le vieux cardinal Antonelli me dit même qu'il va faire, dans l'effusion de son cœur, comme le vieillard Siméon, et dire son *Nunc dimittis*, etc. Je supprime ces deux lettres comme inutiles, et contenant des éloges non mérités pour moi.

Aucun autre cardinal, prélat, ou membre du gouvernement, n'aura connaissance de la chose avant sa conclusion. Les cardinaux n'ont pas même voulu que leurs secrétaires en fussent informés ; toutes leurs lettres sont écrites par eux. Ils se sont occupés de suite à traduire le projet de la bulle en latin, et à rédiger les brefs qui doivent accompagner son envoi.

Il y a vingt-trois jours que l'on m'écrivait tous ces détails ; nous pouvons donc, nous devons même recevoir au premier moment l'expédition complète. Je l'attends d'un instant à l'autre, et vous assure que personne ne le saura que vous. Je garderai sur cet objet le silence absolu, que le bien nécessite, et qui m'est imposé.

Veuillez, cit. ministre, offrir avec ces détails l'assurance de mon zèle au Premier Consul. Je serai au comble de la joie si je puis remplir ses désirs.

(Aff. étr., Rome, vol. 930).

¹ Voir p. 137, note 2.

431. — Spina a Consalvi.(n° 55)¹

Parigi, 8 aprile 1801.

Mi approfizzo di un corriere straordinario che si spedisce da questo ministero delle relazioni estere, credo fino a Napoli, e del quale sono gentilmente avvertito di poter approfittare se voglio, per riscontrare all' Em. V. R. di aver ricevuto, domenica scorsa, 5 corrente, ² il veneratissimo suo dispaccio dei 14 marzo. Avrò, spero, ricevuti all' arrivo del presente i miei numeri 52 e 53, spediti per la via di Genova. Altro ne avrebbe ricevuto, se il sig. M^{se} del Gallo spedito avesse il suo corriere, il ritardo però del quale non reca alcun pregiudizio, giacchè, non fidandomi che la spedizione fosse così sollecita, non affidai al mio n° 54 cose di molta entità.

Può immaginare V. Em. se è stato per me di consolazione sentir giunto felicemente il corriere Livio, e coi miei dispacci, e colla statua della B. Vergine di Loreto. Comprendo bene che l'oggetto importantissimo che nei miei dispacci si conteneva, esige tempo ed applicazione. Mi son fatto un dovere di farlo comprendere ancora a questo governo, per mezzo del sig. abbate Bernier. Tuttavia, non è che scusabile l'ansietà che mostra il Primo Console di avere con celerità una risposta, ed io l'ho fatto sempre assicurare che Sua Santità vi metterà tutto l'interesse per darla più sollecitamente che sarà possibile.

Ho recapitate tutte le lettere che l'Em. V. mi ha trasmesse. Il sig. abbate Bernier ne è rimasto soddisfattissimo; spero che in seguito l'onorerà Sua Santità di qualche suo breve: egli lo merita per tutti i titoli.

¹ Nous avons supprimé, comme inutile, la dépêche de Spina n° 54, du 3 avril. En voici néanmoins quelques extraits : « . . . Le notizie che un corriere straordinario recò ieri sera al M^{se} del Gallo portano, che era interrotto ogni trattato di pace, e che perciò principiate sarebbero di nuovo le ostilità fra l'armata francese e napoletana.. — Il sig. M^{se} di San Marsan.. è veramente ottimo, e la bontà che ha per me non ha limiti. Ho riveduto questa mattina il sig. cav. Azara : egli ha affari troppo importanti per dover essere sempre occupatissimo, e perciò non sempre di buon umore.. »

² Ce dimanche, qui était jour de Pâques, Mgr Spina avait assisté ostensiblement dans l'église des Carmes à un office célébré par l'évêque de Senlis, M. de Roquelaure, et entendu le prône, fait par l'abbé Bernier (*Ann. philos.*, etc., t. III, p. 287 ; année 1801).

Non ho trovato nel piego il duplicato della credenziale al ministro delle relazioni estere, già da me presentata. Il foglio di pien potere, per servirmene però sempre a seconda delle sue istruzioni, lo credo necessario, come credo necessario il breve di Sua Santità al Primo Console, col quale annunzia la destinazione della mia persona alla trattativa delle cose temporali ancora ; ma a questo naturalmente resterà supplito col ritorno del corriere.

Ho parlato già al sig. abbate Bernier del credito scandaloso, che affaccia il Cavagnari, di un milione e mezzo. Sarebbe interessante il vederlo in dettaglio, per vedere in che consiste. Mi riserbo con altra mia a rendere all' Em V. una risposta più precisa su di quest' oggetto.

Giunse, domenica sera, la notizia della pace conclusa in Firenze fra questo governo e S. M. Siciliana, ed ieri in conseguenza fu il sig. M^{re} del Gallo presentato al Primo Console. Non sò quanto detto sig. M^{re}, che, a quel che dice, poteva conchiuderla più utilmente in Parigi, ne sia contento ; ma ne son ben contento io, che vedo esente lo Stato pontificio da un passaggio di maggior truppa, il quale, per quanto siano grandi i riguardi che ha il sig. generale Murat a Sua Santità, non poteva che essere di un grave danno.

I vantaggi che reca a Roma il libero commercio, e che recherà più sensibili in avvenire, devono animare i popoli ad adottarlo in tutte le provincie, e incoraggiare V. Em. a farlo adottare. Ho letto con piacere il motu proprio : non poteva Sua Santità segnare più gloriosamente l'anniversario di sua creazione.

Il mio R. Caselli, penetratissimo delle obbliganti espressioni dell' Em. V. al di lui riguardo, gli rinnova le proteste del suo rispetto, come io rinnovo quelle della profondissima venerazione etc.

(Cultes, *Arch. de Caprara*).

432. — Spina a Consalvi.

(n° 56 en chiffres)

Parigi, 8 aprile 1801.

Non dubitavo che il risultato finale della mia negoziazione

non dovesse e sorprendere insieme ed amareggiare l'animo di V. Em., siccome avrà amareggiato quello di Sua Santità e dei porporati che se ne devono occupare. Il partito costì preso, e per l'esame del progetto, e per rispedire il tutto ultimato, non poteva essere migliore. L'affare è costì in ottime mani. Mi permetta però V. Em. che umilmente io le faccia rimarcare, anco una volta, che la scelta che costì si pensa di fare del legato *a latere* è ben cattiva. Io sono penetratissimo e confuso della clemenza che ha per me Sua Santità, e della confidenza che V. Em. gli ha ispirata nella mia povera persona : ma oltre che l'affare è sempre troppo superiore alle mie forze, sono di costante opinione che lo staccare espressamente un porporato da Roma colla qualità di legato *a latere* per l'esecuzione del concordato, tosto che fosse accettato, darebbe più risalto alla missione. Ed ora posso ancora aggiungere, che sarebbe accettissima al Primo Console la persona dell' Emo Caprara, il quale, godendo della sua stima, potrebbe per conseguenza rendersi anco meglio padrone della sua confidenza ; cosa che influirebbe moltissimo nel buon successo di tutti gli affari. Esige il mio dovere che tutto ciò sia da me esposto con lealtà a V. Em. Desidero che e Sua Santità e l'Em. V. siano egualmente persuasi della perfetta mia sommissione a qualunque comando mi sarà imposto, pronto sempre essendo a qualunque sacrificio esiger da me possa il buon servizio della Santa Sede e di Sua Santità.

Spero che si adotterà costì la massima, da me già suggerita, di far accordare al Santo Padre tutto ciò che è compatibile colla sua apostolica autorità, senza che vi sia luogo ad ulteriore indulgenza, per potersi dire con egual fermezza e ad onta di qualunque minaccia, che Sua Santità non si estenderà mai a più ampie concessioni. Tutta la nostra fiducia deve riporsi certamente nella misericordia di Dio, e a me duole infinitamente di non poter far concepire delle speranze di qualche cambiamento nell' opinione del Primo Console. Egli certamente è avido di rendere ai Francesi in generale la religione dei loro padri ; ma sente la forza del partito che vi si oppone, ¹ e quest' istesso può renderlo più

¹ « Ce qu'il y a de certain, c'est que presque tout ce qui environne le P. Consul est malintentionné pour nous.. » (Emery à Beausset [8 mars 1801]).

coraggioso a disprezzare il partito di quelli che la desiderano. Ma abbastanza di tutto ciò ho informato V. Em. nei fogli che accompagnavano i progetti già trasmessi, onde [in vece di] ripetere le medesime cose, mi ristringerò a raccomandare all' Em. V. la celerità; non perchè io non veda irragionevole la fretta che qui si fa dal governo, ma perchè credo assolutamente utile la celerità medesima al buon successo.

Il sig. abbate Bernier è rimasto incantato delle risposte che ha ricevute, e di quella singolarmente dell' Em. V., che ha dovuta comunicare al Primo Console. Spero però che al ritorno del corriere, si degnerà Sua Santità di onorarlo di un breve di risposta, che egli merita, e che servirà sicuramente ad impegnarlo sempre più a nostro favore.

Non perdo di vista, e non cesso di fare delle istanze per le Legazioni. Crede V. Em., e forse non male a proposito, che, concluso che sia il concordato per gli affari ecclesiastici, poco si cureranno gl' interessi temporali della Santa Sede; e d'altronde qui si pensa rapporto a noi per l'appunto all' opposto, e non credo che si voglia accordare nel temporale la menoma cosa se non è ultimato lo spirituale. Non diffido che potendosi ultimar questo, prenda il Primo Console il tuono di protettore della Chiesa, e sia per il temporale ancora indulgente; ma appunto una delle ragioni di agire con celerità deve essere di prevenire, che non si prenda per l'Italia in generale qualche sistemazione che sia a noi di pregiudizio.

Finora le cose d'Italia sembrano ancora incerte. Pare che si possa congetturare che si pensi a ristabilirvi in qualche parte il gran duca di Toscana, come desidera con impegno la corte di Russia; e che in conseguenza si conserveranno, se non tutti i principati, almeno gli elettorati ecclesiastici, come desidera l'Imperatore: ma finora tutto è prognostico senza fondamento. Nulla sò di Parma, giacchè nulla di preciso nè sa il ministro istesso del duca, trattandosi l'affare privatamente dal cav. Azara. Nulla nemmeno vi è di preciso per il Piemonte. Il ministro russo, che ho riveduto ier mattina ancora, e che ha mostrato di gradir molto la lettera di V. Em., mostra tutto l'impegno per Sua Santità. Non può essere più energico nè più efficace quello, che ha per il

re di Sardegna ; ma con tutto ciò, non si vede finora alcun successo.

Non parliamo di Lucchesini ; egli è irreperibile. Ma se i ministri di talento, di esperienza, di coraggio, si perdono in questo torbido pelago politico, che vuo' sperare V. Em. da un miserabile ministro, che nell' arte diplomatica *adhuc sub lascia est?*

Se è permesso però, nell' oscurità delle cose, di far delle congetture, io credo che lo sviluppo di molte cose dipenderà dalla pace che si tratta da questo governo coll' Inghilterra. Se questa è sollecita, e se questo governo procura di riavvicinarsi di più all' Austria in maniera di divenire quasi alleato, come pare che si debba congetturare per i lunghi e frequenti congressi che si tengono dal C^{te} di Cobenzl con Giuseppe Bonaparte, l'influenza della Russia con questo governo sarà molto diminuita. Se la pace coll'Inghilterra si ritarda, non stento a credere, che in seguito particolarmente del cambiamento di tutto il ministero russo, e del passaggio del Sund che si crede già effettuato dalla flotta inglese,¹ formar si possa una nuova coalizione di Austria, Inghilterra, e di tutte le corti del Nord. In tal caso comprende V. Em. quali potrebbero essere le conseguenze.

Qualunque però sia l'evento di queste mie congetture, è ben utile per noi che un ministro di Sua Santità sia accettato da Paolo I. La scelta è eccellente, ed è da sperarsene un ottimo successo ; ed io mi rallegro con V. Em. che abbia potuto ottenere questo principio di riconciliazione. Senza manifestare gli oggetti della missione e lo stato degli affari, ho manifestata la missione in genere, e al sig. C^{te} di Kolytchev, ed al cav. Azara. L'hanno sentita ambedue con piacere ; ed il secondo di buona fede mi ha mostrato di desiderare, che si possa prendere qualche mezzo termine per ciò che riguarda l'Ordine di Malta, perchè possa adottarlo egualmente la sua corte, e riconciliarsi in tal modo con Paolo I, siccome desidera. Non farà che bene V. Em. di scrivere una lettera al sig. cav. Azara, siccome già si era proposto.

(Cultes, Arch. de Caprara).

¹ Depuis plusieurs jours, les gazettes parlaient des manœuvres menaçantes d'une flotte anglaise en vue de Copenhague (voir par exemple, *La Clef du Cabinet*, des 16 et 18 germinal); mais la nouvelle certaine du passage du Sund par les Anglais n'était pas encore arrivée à Paris.

433. — Spina à Consalvi.

(n° 37)

Parigi, 8 aprile 1801.

L'annessa copia di biglietto scritto al sig. abbate Bernier, è di un ufficiale di questo ministro delle relazioni estere, giovane senza esagerazione il più buono, il più amabile, il più religioso che si possa mai dare. Egli ha parte nella produzione di un giornale che si chiama *des Débats*, che si considera quasi ufficiale, e che è dopo il *Monitore* il migliore che si pubblichi in Parigi. Comprenderà V. Em. che l'oggetto principale della sua richiesta è di rendere il suo giornale più interessante. Sarei veramente contento di poterlo soddisfare.

Vi era una volta il Neri, che faceva un foglietto presso che simile a quello che si desidera; non sò se lo faccia più, ed essendo mancato questo, se il suo checchino potesse prendersi l'assunto di stenderlo, mi farebbe una cosa veramente grata. Se è di peso di stenderlo in francese, potrà farsi in italiano. Un piccolo foglio di aggiunta all'istesso foglietto del Cracas potrà in tal caso bastare.

Comprenderà V. Em. che il foglietto non deve essere occulto al ministro, subito che deve esser spedito sotto la sua coperta. Ho detto però al sig. Laborie,¹ tale è veramente il nome dell'ufficiale che fa premura di averlo, benchè abbia cambiato il suo nome in « Borla », che se vi sarà mezzo e tempo di soddisfarlo, esigerò *en revanche* che egli me ne dia settimanalmente uno simile da spedire costì.

(Cultes, Arch. de Caprara).

434. -- Bernier au P. Consul.

Paris, 19 germinal an IX (9 avril 1801).

Le ministre des relations extérieures, vous aura fait part du

¹ M. Roux-Laborie, secrétaire particulier de Talleyrand, fut accusé peu après d'avoir livré au gouvernement anglais des notes secrètes, notamment sur les relations de Bonaparte avec Paul I^{er}. Un soupçon semblable avait déjà fait enfermer au Temple, à la fin de février 1801, M. Bertin aîné, principal propriétaire du *J. des Débats*. M. Laborie dut se retirer en pays étranger et y demeura trois ans et demi. L'ordre de l'Empereur qui l'autorisa à rentrer est du 28 décembre 1804 et est ainsi conçu : « Accordé la permission de retourner, l'oubli du passé, etc. »

contenu des premières dépêches reçues de Rome, sous la date du 14 mars. Elles présagent le succès et promettent célérité. J'attends d'un instant à l'autre l'heureuse nouvelle de la ratification. Tout s'y prépare dans nos contrées. Vous m'avez accordé le retour de plusieurs prêtres d'Espagne : voyez dans le mandement ci-joint comme ils s'expriment. Ce sont les grands-vicaires de la Vendée qui parlent ainsi. ¹ Leurs expressions sont simples, mais vraies et dictées par le cœur. Ils me prient de vous les transmettre. Daignez en agréer l'hommage. J'y joins celui d'un cœur qui vous est tout dévoué.

(Aff. étr., *Rome*, vol. 930).

435. — Spina à Consalvi.

(n^o 38)

Parigi, 12 aprile 1801.

Non posso che brevemente riscontrare il veneratissimo dispaccio dell' Em. V. dei 21 marzo ², ricevuto ieri al dopo pranzo. Fra due giorni pare che partirà decisamente un corriere del sig. M^{re} del Gallo, e potrò allora meglio dar discarico a tutti gli oggetti che in quello si contengono. Mi restringo adunque per ora ad assicurare l'Em. V., che non potrà che essere utile la sollecitudine, colla quale si è costì procurato il disbrigo del concordato per gli affari ecclesiastici. Attendo oramai il corriere Livio a momenti. Piaccia al Cielo di benedire le fatiche, che da Sua Santità e dai porporati chiamati a consulta, non meno che da V. Em. si sono fatte costì, e che un oggetto di tanta importanza abbia quell' esito felice che tutti i buoni attendono con impazienza!

Domani sarà informato il Primo Console, che ora sta abitualmente alla sua campagna, dell' esorbitante istanza fatta dal sig. Cavagnari. Ho fatto ben riflettere che se si desse luogo a simili istanze, sarebbe ben facile a chiunque di mettersi d'accordo con chi governava la Repubblica romana, ed affacciare

¹ Les abbés Paillou et Mady, grands vicaires de Luçon, venaient de publier un mandement daté de La Flocelière, le 18 ventôse an IX (9 mars 1801), pour faire chanter le *Te Deum* en actions de grâces de la paix (imp. à Fontenay-le-Comte, chez Habert, in-4^o de 4 p.).

² Pièces n^{os} 340 et 341.

crediti immensi, al pagamento dei quali non basterebbe l'intero Stato. Voglio sperare che il Primo Console sarà costante nelle massime adottate, e fattemi ufficialmente comunicare dal sig. abbate Bernier, e che potrà Sua Santità prendere le misure che crederà più convenienti. La presenza in Roma del sig. Cacaault, al quale son note le intenzioni del Primo Console, spero contribuirà a potere ultimare tranquillamente tali questioni. I creditori della Repubblica romana, e quelli ancora che possiedono beni nazionali, devono in ogni caso cedere alle ragioni, ben anteriori e più fondate, che hanno i creditori della Camera apostolica sopra gl'istessi beni, e che non devono per giustizia esser posposti. I creditori dei Luoghi di monte e de' Vacabili¹ cameralei assorbono facilmente, e tutti i fondi, e tutti i crediti possibili de' posteriori compratori, fornitori, etc.

Non mi fa specie che si siano presentati a Roma degli emigrati, che hanno figurato ne' tempi della Repubblica, nel modo da rendere la loro memoria, non che la loro presenza, assai odiosa al pubblico, e molto sospetta al governo. Si è cacciata da Parigi una quantità ben grande di gente di tal natura, che rigurgita ora nelle nostre contrade, e se ne è ben conosciuta la tempra. Ma V. Em. non ha che a prender con questi le misure del più rigido esame della loro condotta; al minimo cenno che danno di voler turbare la pubblica tranquillità, li faccia contenere colla forza. Son sicuro che il sig. Cacaault, in vece di proteggere tal razza di gente, sarà anzi l'apologista della condotta del governo, e il Primo Console applaudirà alla severità colla quale gente di tal natura sarà contenuta.

La nuova più interessante che abbiamo, è il passaggio del Sund fatto dalla flotta inglese che è ora in faccia a Copenaghen, l'occupazione di Amburgo fatta dalle truppe danesi, e quella di Hannover minacciata dalle prussiane². Fra pochi giorni adunque

¹ On appelait *Luoghi di monte* les titres d'une partie de la dette publique : ils devaient leur origine au pontificat d'Innocent XI, et avaient été multipliés par ses successeurs, et en dernier lieu par Pie VI, au mois de juin 1793. Une autre partie de la dette pontificale était représentée par les *Vacabili*, ou rentes viagères, assises sur divers produits de la Daterie.

² Ces nouvelles, qui montraient les Anglais aux prises avec la Ligue du Nord,

penso che ci possiamo attendere a qualche avvenimento ulteriore.

È costante il P. Caselli ad umiliare all' Em. V. il suo rispetto, come lo sono nel ripetere le proteste della profondissima mia venerazione.

(Cultes, *Arch. de Caprara*).

436. — Spina à Consalvi.

(n° 59 en chiffres)

Parigi, 12 aprile 1801.

Non posso che esser brevissimo nella mia cifra, giacchè nulla si sa d'interessante. Il sig. C^{te} di Kolytchev attende sempre la risposta alle sue memorie, date e per sistemare gli affari politici colla sua corte, e per la reintegrazione del re di Sardegna nei suoi stati, e di Sua Santità nelle Legazioni. Ogni trattativa pare ora sospesa, e pare che si attenda il risultato delle negoziazioni coll' Inghilterra. Il passaggio del Sund renderà forse le pretese dell' Inghilterra più alte, e meno aspre la disposizioni delle corti del Nord. Non sarei niente sorpreso se sentissi una nuova pace fra la Russia e l'Inghilterra, e così delle corti alla prima alleate, e intorbidata per conseguenza sempre più quella dell' Inghilterra colla Francia.

Ho creduto non mal fatto di render pubblica la missione di un ministro di Sua Santità a Pietroburgo, non manifestando però ad alcuno, nè gli oggetti della missione, nè le concessioni già fatte a Paolo I. Mi pare che non sia che utile, che si conosca la buona armonia che passa fra Sua Santità e l'imperatore delle Russie. Possiamo avere tutta la confidenza nel sig. C^{te} di Kolytchev. Ma ripeto, ho gran timore di una vicina rottura, ed allora l'influenza del sig. conte diventerà nulla.

È rimarchevole il soggiorno che fa alla campagna di Giuseppe Bonaparte il sig. C^{te} di Cobenzl. Si crede comunemente che si tratti delle indennità dell'Impero, e forse si lavora un nuovo trattato fra l'Austria e la Francia di unirsi, anzi collegarsi coll'Im-

étaient annoncées dans les journaux du matin. — Le gouvernement prussien, après avoir longtemps hésité à se joindre à la Ligue, venait de faire notifier à Talleyrand l'entrée de ses troupes en Hanovre qui était, comme on sait, une possession personnelle du roi d'Angleterre.

peratore¹, rendendo migliore, sia in Germania, sia in Italia, la sua condizione.

In ultima analisi, non sò se alcun ministro sia contento della politica di questo governo, e il nostro cav. Azara, altra volta potente, sente come gli altri l'inefficacia della sua influenza, anco nelle cose che più interessano il suo sovrano.

(Cultes, *Arch. de Caprara*).

437. — Spina à Consalvi.

(n° 60, chiffré en partie)

Parigi, 13 aprile 1801.

Parte nel momento il corriere, che aveva risoluto ieri di far partire fra due giorni il M^{se} del Gallo. Ne approfitto per spedire il duplicato dei due numeri 58 e 59, già spediti ieri per la posta.

Sò che con un corriere spedito ieri da questo governo a Roma e a Napoli, il sig. abbate Bernier, che si trovava a caso al ministero delle relazioni estere, si è dato il pensiero di annunziare all' Em. V. la morte di Paolo I, la notizia della quale era giunta al momento istesso².

Mi son fatto un dovere di veder questa mattina il sig. C^{te} di Kolytchev, il quale non mi è parso molto afflitto della perdita

¹ Cette rumeur était erronée, mais elle circulait à Paris. — « D'après l'importance qu'on met dans le public à mon séjour à Mortefontaine, il avait déjà été dit à Kolytchev qu'il s'agissait de renouveler le traité de 1756 » (Dép. de Cobenzl, du 19 avril).

² Cette grave nouvelle, reçue le 12 par M. de Kolytchev, avait été également transmise à Spina par Bernier. L'abbé écrivait, à 4 heures du soir : « Je préviens Mgr l'archev. de Corinthe que Paul I a été trouvé mort dans son lit le 22 mars. Ceci de lui à moi. »

Il ajoutait : « J'ai vu le Consul ; tout va bien, j'attendrai ce soir Mgr. » Cette dernière phrase se rapportait à une recommandation particulière dont Bernier avait été chargé par Spina et qui, deux jours auparavant, avait motivé le billet suivant de l'abbé : « J'espère voir le Consul lundi (13 avril). Je lui présenterai la lettre que vous m'adressez et quelques autres de ce genre. Je ne le pourrais demain : je vais dire la sainte messe et un petit impromptu d'édification à l'oratoire de la Miséricorde. J'attends avec une véritable impatience les chères nouvelles de Rome : je désire trop la cessation de nos anxiétés, pour ne pas éprouver ce sentiment. Que je serai heureux, si le Ciel bénit nos intentions ! » (*Arch. du Vatican*).

del suo padrone. Gli ho consegnata la lettera di V. Em., ed essendo in italiano, che non troppo intende, gliel' ho tradotta. Se n' è mostrato molto contento, ed offerendomi di nuovo tutta la sua assistenza, mi ha soggiunto che credeva che la morte del suo sovrano non altererebbe punto le buone disposizioni della sua corte verso Sua Santità. Si è parlato dell' affare d'Ancona¹ : in caso di bisogno vi prenderà tutto l'impegno a nostro favore.

Il principe Alessandro già ha assunto l'impero, ed ha prestato il giuramento. Si conserva finora tutto il ministero² : pare che regni in questo lo spirito inglese. Veda V. Em. quali cambiamenti può ciò portare nel corso degli affari politici, e se la pace dell' Inghilterra con questo governo viene intorbidata da questo avvenimento. Io credo che sempre più si procurerà di quà di fare un' alleanza coll' Imperatore, per render così più debole la coalizione che il governo può temere delle corti del Nord con quella di Londra, ed in tal caso vi è anco da credere che la Prussia resti isolata, o rinunzi a tutte quelle pretese d'ingrandimento, che all' Austria assolutamente non possono convenire.

Non sò ancora quale impressione ha fatta in questo governo questo nuovo accidente. La brevità del tempo, che mi dà il M^o del Gallo, non mi permette estendermi di più. Procurerò di approfittarmi di qualche altra occasione che si possa presentare, e frattanto con sentimenti di profondissima venerazione, etc.

(Cultes, *Arch. de Caprara*).

438. — Spina à Consalvi.

(n^o 61)

Parigi, 17 aprile 1801.

Dal veneratissimo dispaccio dell' Em. V. R. dei 28 marzo³, esattamente ricevuto dall' amica, comprendo con infinito piacere che la pace conclusa con la corte di Napoli, e la sempre leale e

¹ L'affaire de l'abbaye de Chiaravalle.

² Peu de temps avant la mort de Paul I, le ministère des affaires étrangères, retiré au comte Rastapchine, qui passait pour favorable à l'alliance française, avait été attribué au général Pahlen. En même temps le prince Kourakine était devenu vice-chancelier de l'empire russe.

³ Pièces n^{os} 343 et 346.

regia condotta del sig. generale Murat aveva nuovamente dileguati i nuovi timori ed i nuovi incomodi, che il nuovo passaggio di truppe per codesto territorio doveva cagionare. Credo che non avrò che secondare le intenzioni di Sua Santità, facendo rinnovare al Primo Console le assicurazioni del suo sovrano gradimento, per le nuove prove di rispetto date alla sua sacra persona dal sig. generale.

L'energia colla quale invigilar può V. Em. sopra i soggetti che pronunziati già si erano per il governo democratico, spero che basterà a contenerli, perchè non tentino in alcun modo di turbare la pubblica tranquillità. Uno se n'è presenterà di nuovo, ed è il fratello secondo dei Piranesi, il quale torna costì per reclamare con più efficacia dalla corte di Napoli, per mezzo del ministro Alquier, alcuni effetti di sua proprietà, e che asserisce essergli stati presi dai Napoletani. Protegge particolarmente questi fratelli il fratello del Primo Console, Giuseppe. Mi ha chiesta il secondo una lettera, per potersi presentare con più coraggio a V. Em. Non gliel'ho potuta negare, ma gli ho ben fatta una forte esortazione sulla condotta che egli deve tenere, alla quale ha mostrato di corrispondere con sentimenti di sincero ravvedimento. Potrà V. Em. giudicarne dalla condotta che terrà costì, sulla qualesarà sempre opportuno d'invigilare. Quando sia saggia, come voglio sperare, non crederei inutile che questa famiglia invitata fosse a ripiantare in Roma la sua calcografia, la quale veramente per le arti, e per far conoscere e gustare le nostre antichità è interessantissima.

Essendo stato convenuto nell'articolo 8° della pace conclusa fra questo governo ed il re di Napoli, [che] render da esso si debbano alla Repubblica francese le statue e quadri tolti da Roma dalle sue truppe, mi son fatto un dovere di chiedere al Primo Console che tali oggetti d'arte resi siano ai rispettivi proprietari, cioè ai rispettivi musei, e così alle famiglie Albani e Braschi. Col venturo ordinario, manderò copia a V. Em. della mia nota presentata su tale oggetto al sig. abbate Bernier, insieme ad altra relativa ai beni nazionali. Se l'esito non sarà felice, credo non disapproverà V. Em. che io l'abbia almeno tentato.

Nell' ultima visita che io feci al sig. M^{re} del Gallo, avendomi egli incaricato di pregare V. Em. a metterlo ai piedi del Santo Padre, e aggiungendo che sperava di ciò fare ben presto di presenza, gli parlai dell' affare di Benevento e dell' irregolare pretensione, colla quale pretende il suo sovrano di esercitare dei diritti di sovranità sopra quella parte dello Stato pontificio. Egli non potè non convenire nella ragionevolezza di quanto gli esponevo, e mi promise che al suo ritorno avrebbe, dal canto suo, contribuito perchè i diritti del Santo Padre lasciati fossero intatti.

Da un corriere che egli spedì martedì scorso, spero saranno resi all' Em. V. i miei numeri 58, 59 e 60. Resta dato discarico ai comandi ulteriori dell' Em. V. nel contemporaneo mio foglio in numeri : non mi resta perciò che di umiliare all' Em. V. i complimenti del R. Caselli, e di rassegnarmi etc.

(Cultes, *Arch. de Caprara*).

439. — Spina à Consalvi.

(n° 62 en chiffres)

Parigi, 17 aprile 1801.

Comprendo quanto sia critico ed interessante per il Santo Padre l'affare dei beni nazionali. Ne ho già lungamente parlato col sig. abbate Bernier, il quale non ha veduto ancora il Primo Console, ma lo verdrà assolutamente domenica, o lunedì prossimo. Gli ho partecipate le pretensioni che si avanzano dal sig. Perillier e compagno, sia per i beni di Chiaravalle, sia per quelli di Terracina e Conca, e la più esorbitante che si affaccia dal sig. Cavagnari...

È stato applauditissimo da chi lo ha conosciuto, il motu proprio del libero commercio, pubblicato da Sua Santità. Lo sarà egualmente, spero, quello che riguarderà il regolamento delle nuove imposizioni; ma a me pare troppo sollecita la promessa di pagare anco in parte il fruttato dei Luoghi di monte. Ciò farà certamente risaltare la buona fede di Sua Santità; ma non vorrei che diminuisse l'opinione che si ha della nostra miseria, e la compassione che questa ha eccitata.

Non si cessa di farmi chiedere dal Primo Console, egualmente

che dal ministro, quando sarà di ritorno il corriere Livio. L'ho annunziato per il fine del corrente, e desidero per ciò che non ritardi di più. Voglio sperare che da tutti i cardinali, convocati da Sua Santità all'esame del concordato, si guarderà il più scrupoloso segreto. Chi potrà frenare, se si scopre, il prurito degli ecclesiastici francesi che sono costì, d'inondare di lettere l'universo, per annunziare ciò che si pensa, e per mettere degli ostacoli a ciò che loro dispiacerà ?

La morte di Paolo pare che abbia fatto soprassedere a tutti i trattati, che erano in attività, sia col ministro di Russia, sia con quello di Vienna, che però continua a soggiornare alla campagna con Giuseppe Bonaparte. Si sta in aspettativa di sapere qual partito prenda il successore, e i più esperti convengono che possa riavvicinarsi agl'Inglesi. Si combina che l'impresa degl'Inglesi contro Copenaghen ha avuto già un successo, tale da credere vicina una capitolazione a vantaggio degli aggressori, e che le ultime notizie di Egitto non sono le più favorevoli per i Francesi¹. Nulla si parla del trattato di pace coll'Inghilterra. Si dice richiamato a Vienna Thugut, ma di ciò ne sarà meglio informata V. Em. Il timore di una nuova guerra potrebbe forse render migliore la nostra condizione, e potrebbe forse rendere più interessante per il Primo Console di consolare il popolo coll' annunzio del ristabilimento della cattolica religione.

Regna sempre per le cose d'Italia un grandissimo buio. Si è ordinato al ministro Jourdan, in Torino, di sistemare un governo sul piede dei dipartimenti francesi ; ma non per questo dedurre se ne può ancora la conseguenza, che riunire si voglia il Piemonte alla Francia. Credono i Cisalpini che il re di Sardegna possa essere stabilito in Lombardia, ma non sò con quale fondamento. Mai ho sentito parlare di Lucchesini presidente in Cisalpina, ma solo ho sentito parlare di Melzi, il quale è tuttora in Parigi. Quel che è certo, si è, che il Primo Console ha fatto intendere al

¹ On venait d'apprendre le débarquement des troupes d'Abercromby, achevé le 8 mars dans la rade d'Aboukir, et les premiers combats sous les murs d'Alexandrie (voir *la Clef du Cabinet*, du 26 germ.) Une autre nouvelle, plus inquiétante encore, était parvenue vers le 11 avril au P. Consul : c'était celle de la rentrée dans Toulon de Ganteaume, avec les vaisseaux qui seuls peut-être pouvaient ravitailler efficacement notre armée d'Orient.

cav. Azara di concertare i preparativi per il ricevimento del principe di Parma, e che egli ha rifiutato di aderirvi, dicendo di non avere alcuna istruzione dalla sua corte. Il cav. Azara pare che prender voglia un tuono di disgustato : non sò quanto gli possa esser utile.

Pare che considerer si debbano per terminate tutte le questioni per il gran magistero di Malta, e che l'imperatore Alessandro non si curerà di esser rivestito di questa dignità. Così ne pensa il sig. C^{te} di Kolytchev.

Ha fatto il Primo Console invitare i Trappisti, che sono a Londra, a tornare in Francia per stabilirli sopra il Moncenisio ¹, e si dice ancora che stabilirli voglia nella certosa di Grenoble, nella quale avevo io già pregato il medesimo di permettere il ritorno ai Certosini. Non mancherò di far per questi, che ne sono i veri padroni, delle nuove istanze. Si guardi il cav. Azara, che il Primo Console non creda utile per sè il ristabilimento de' Gesuiti! Non potrebbe allora la sua corte che chinare il capo alla volontà di questa potenza.

Si parla di cambiamento di ministero in Parigi, e si pretende che Giuseppe Bonaparte occupar possa quello di Talleyrand ; ma confesso non sò indurmi ancora a crederlo, giacchè mi pare che sarebbe questa una misura per il Primo Console non abbastanza prudente ².

(Cultes, *Arch. de Caprara*).

440. — Marescalchi à Paoaldi.

Parigi, 30 germinale anno IX (20 avril 1801).

... Per l'occupazione di Montefeltro, mi sento fischiare all'orecchio che ci si darà una mazzata fra le spalle anche qui. Abbiamo la disgrazia che non ci è ceduto per alcun trattato, e

¹ F. A. Gabet, ancien abbé du monastère de Tamie, dans l'ediac. de Maurienne, devint le premier supérieur de l'hospice du Mont-Cenis.

² Dans une lettre particulière du 18 avril, Spina s'efforçait de consoler Consalvi, surtout sur les ennuis que lui donnait le card. Braschi par son opposition à la liberté du commerce. Il ajoutait : « Voi faticate come una bestia. Assolutamente procurate e prendete aiuto. Vorrei esservi vicino, solo per questo ; non posso assolutamente soffrire che voliate perder la vita nella fatica. Dovete fare *usque ad sanguinis effusionem*, e lo avete solennemente promesso, ma non *usque ad internecionem* » (*Arch. du Vatican*).

vedrete che si farà passare per una usurpazione violenta. Bisognerebbe che mi sapeste dire se l'occupammo quando dichiarammo la guerra al Papa ¹, e se v'è verun proclama di generale in capo francese che ne parli ; e così di Pesaro, che vedrete che si reclamerà pure, e in questi tempi forse con esito a nostro discapito. La maniera di prendervisi non è sì facile. Lasciate che vi rifletta, e cercherò al certo di sostenere il fatto e dargli l'aspetto più favorevole...

(Arch. de Milan, *Parigi II*).

Marescalchi à Pancaldi

Parigi, 2 floreale anno IX (22 avril 1801).

... Ho fatta scoperta con Spina sull'affare di Montefeltro. Esso non ne era al fatto ; ma ho veduto bene che è forse nelle sue intenzioni, quando non l'abbia già fatto a quest'ora, di reclamare anche Pesaro, e tutto ciò cui il Papa non abbia formalmente rinunziato ne' suoi trattati. Domani redigerò una nota, e mi auguro che abbia un poco più di buona fortuna delle altre...

(Arch. de Milan, *Parigi II*).

441. — Bernier à Talleyrand.

Paris, 2 floréal an IX (22 avril 1801).

Je vous adresse avec plaisir la note ci-jointe. Vous serez bien aise de savoir quelle est l'époque certaine de la fin de nos travaux et de leur succès. Je vous préviens, en même temps, que Mgor Spina doit vous remettre aujourd'hui ou demain une lettre du cardinal Consalvi ². Je vous prie de le recevoir avec bonté. Il

¹ Le 24 novembre 1797, un officier italien s'était présenté à Rome, et y avait exigé la reconnaissance de la République cisalpine, sous la menace d'une déclaration de guerre dans les huit jours. En même temps, des troupes cisalpines entraient dans le duché d'Urbin et y prenaient possession des territoires regardés à Milan comme des dépendances de la Romagne. Cependant les choses n'avaient pas été poussées plus loin. Comme la cour de Rome avait reconnu aussitôt la Cisalpine, il n'y avait pas eu, à proprement parler, d'état de guerre entre cette république et le Saint-Siège.

² Cette lettre, qui n'a pas été retrouvée, parlait de l'affaire des objets d'art (Cf. pièce n° 358, pr.)

désire aussi vivement que nous, le succès de nos efforts. J'ai aussi besoin de vous voir et de conférer avec vous. Je le ferai au premier moment où je vous verrai libre.

(Aff. étr., *Rome*, vol. 930).

442. — Bernier à Talleyrand.

Paris, 2 floréal an IX (22 avril 1801).

Je m'empresse de vous faire part des nouvelles qu'a reçues de Rome M^{gr} Spina, sous la date du 9 avril.

La première congrégation devait finir son travail le samedi de la Passion ; elle ne l'a terminé que le 7 germinal, veille des Rameaux¹, parce que l'exactitude de la version latine a nécessité un long examen. Ce jour-là même, le Pape a quitté le palais Quirinal pour se rendre au Vatican, afin de faire les cérémonies de la semaine sainte plus commodément. Ces cérémonies ont interrompu le travail. Les cardinaux Antonelli et Gerdil ont fait, pendant ce temps, l'analyse des travaux de la première congrégation et l'ont adressée, par ordre de Sa Sainteté, en forme de note, à douze cardinaux, convoqués par elle pour former le consistoire secret présidé par Sa Sainteté, et qui devait adopter le projet.

Ce consistoire a eu lieu le 8 avril (18 germinal) au palais Quirinal, où le Pape était déjà de retour, et le cardinal secrétaire (Consalvi) mande à l'archevêque de Corinthe « qu'il n'a opposé aucune difficulté. » Voilà donc la cause jugée, un peu lentement peut-être, mais assez solennellement pour lier Rome et prouver à l'Europe la libre adhésion du Pontife.

Il ne restait plus à rédiger que les brefs et dépêches pour les Consuls, pour vous, et M^{gr} Spina ; et le cardinal Consalvi annonce que « le courrier, porteur de la bulle, arrivera à Paris du 26 au 30 avril. » Voilà donc une époque fixe et non éloignée, qui satisfait ma juste impatience et me présage un succès heureux. Que je serai content, quand je pourrai vous dire : « il est venu ! »

Vous serez sans doute désireux de savoir quels sont les car-

¹ Le samedi de la Passion tombait le 21 mars, et la veille des Rameaux, le 28 du même mois.

dinaux appelés au consistoire du 8. Voici leurs noms : Albani, doyen, absent pour cause de maladie ; Consalvi, secrétaire d'État ; Carafa ; Antonelli ; Gerdil ; Doria Pamphili ; Braschi-Onesti, majordome, neveu de Pie VI ; Carandini ; de Lorenzana, ancien archevêque de Tolède ; Étienne Borgia, cardinal, archevêque de ...¹ ; Roverella ; La Somaglia, vicaire de Sa Sainteté ; le patriarche de Jérusalem, secrétaire. Tous ces cardinaux ont prêté le serment, dit du Saint-Office, de garder le secret de la délibération jusqu'à notification publique.

Le cit. Cacault venait d'arriver, au départ du courrier.

Je vous prie de faire part de ces détails au Consul, de l'assurer de la persévérance de mon zèle, et du désir que j'ai de secondar ses vœux, ses efforts et les vôtres.

(Aff. étr., *Rome*, vol. 930).

443. — Cobenzl à l'Empereur.

Paris, 24 avril 1801.

Joseph Bonaparte a reconnu qu'il y avait une petitesse extrême à la persécution contre la famille Albani, qui ne mérite nullement qu'on la traite ainsi. Il m'a promis de parler fortement au Premier Consul pour la faire cesser.

Il dit que, d'après son opinion, ce n'est pas à eux qu'on a jamais eu raison d'en vouloir ; mais que plutôt, en accordant au Pape tout ce qu'il peut raisonnablement demander, la France devrait y mettre pour condition, qu'il déplace son cardinal secrétaire d'État actuel, homme de basse extraction, livré aux Anglais et aux Napolitains, et qui a été une des principales causes des malheurs de Pie VI et de l'insurrection de Rome qui a coûté la vie au général Duphot.

(Arch. de Vienne).

444. — Spina à Consalvi.

(n° 63)

Parigi, 25 aprile 1801.

Dal corriere medesimo spedito dal sig. Alquier mi è stato recapitato, in debito tempo e in buona forma, il veneratissimo

¹ Mot illisible : du reste Bernier paraît commettre ici une confusion.

dispaccio dell' Em. V. degli 8 e 9 corrente¹, e ieri soltanto mi fu fatta consegnare la lettera di suo pugno, unita al foglio in numeri in data dei 9², e da V. Em. consegnata al sig. Cacault.

Giacchè non era stata presentata ancora dal sig. abbate Bernier al Primo Console una mia memoria, colla quale, poco informato dell' accaduto nella capitolazione di Roma, chiedevo che tutti gli oggetti di arte compresi nell' articolo 8 della pace di Napoli, fossero resi a Sua Santità, mi feci un dovere di ritirarla, e feci in vece prevenir subito il ministro delle relazioni estere acciò si degnasse accordarmi una conferenza; e frattanto prevenni il sig. C^{te} di Cobenzl acciò coadiuvasse per parte sua il buon esito dell' affare. Niuna istruzione ha egli ancora avuta dalla sua corte, relativamente alla famiglia Albani. Gli comunicai per sua regola, copia della nota presentata costì dal sig. M^{co} Ghislieri. Mi assicurò di prendere il più vivo interesse, perchè fosse reso alla famiglia Albani tutto ciò che gli appartiene, non solo in marmi, ma ancora in beni stabili.

Potei io ier l'altro abboccarmi col ministro Talleyrand, al quale consegnai il piego di V. Em., che mi parve essere molto gradito. Mi disse che il sig. cav. Azara, col quale ne avevo tenuto proposito, lo aveva già informato esser di poca entità i marmi che sono in questione; che tutto avrebbe riferito al Primo Console, e che tutte queste questioni, dopo l'ultimazione della trattativa degli affari ecclesiastici, sarebbero state appianate. Non manca in tale circostanza di fargli il quadro il più esatto della desolazione, nella quale si trova lo stato di Sua Santità per il passaggio delle truppe, e di pregarlo ad interessarsi appresso al Primo Console acciò fosse dalle medesime evacuato. Mi disse che, appunto in quella mattina ancora, aveva ricevute lettere dal generale Murat su tale oggetto³, che tutto avrebbe rappresentato al Primo Console, ed esternando tutto il gradimento per la maniera obbligente colla quale venivano accolti i Francesi in Roma, non cessò di mostrare il più vivo desiderio acciò la trattativa

¹ Pièces nos 358 et s.

² Pièce n° 360. (Cf. pièce n° 362, if).

³ Voir pièce n° 367. Les dépêches de Murat du 15 avril avaient été remises, à Florence, au courrier envoyé de Rome par Alquier, le 9 avril (Cf. *Corr. de Nap.*, n° 5546).

degli affari ecclesiastici sia presto ultimata. Non tralasciò però anco in questo di ripetermi la costanza del Primo Console nel voler esser l'arbitro di richiamare, o nò, gli antichi vescovi; su di che altro non replicai, che di avere il tutto già esattamente riferito a Sua Santità, e che il corriere colle risposte non avrebbe sicuramente tardato a giungere.

Prevedo da tutto ciò, che l'affare dei marmi non resterà così presto ultimato. Sentirò dal sig. C^{te} di Cobenzl il risultato della conferenza, che deve aver avuta col ministro sopra il medesimo oggetto, e di tutto renderò intesa con precisione V. Em.

Il principe di Parma e nuovo gran duca di Toscana, ossia re di Etruria, deve esser già partito da Madrid per venire a Parigi, ed alloggierà in casa del sig. cav. Azara, che già ne ha ricevuto l'ordine dalla sua corte. Starà in uno strettissimo incognito; ma sarà sempre cosa ben rimarchevole vedere in Parigi un Luigi di Borbone, nipote di Luigi XVI, salutato re.

Dò sfogo agli altri comandi dell' Em. V. nel contemporaneo mio foglio in numeri, etc.

P. S. — Mi manca ancora il dispaccio dei 4 aprile. Ho consegnata subito al sig. cav. Azara la lettera di V. Em. Desidero sentire che abbia ricevuto due miei pieghi dal segretario di M. Cacault.

(Cultes, Arch. de Caprara).

445. — Spina à Consalvi.

(n° 64 en chiffres)

Parigi, 25 aprile 1801.

Nel consegnare al sig. abbate Bernier la copia della risposta costì fatta alla memoria di M. Gérard, agente dei cittadini Duveyrier e Perillier, gli ho aggiunta una mia memoria sull' istesso oggetto, della quale trasmetterò copia a V. Em., coll' occasione del corriere che deve sollecitamente spedirsi al suo sovrano dal sig. M^{re} di San Marsan, giacchè spero di potervi unire la risposta ufficiale che mi è stata promessa dal medesimo sig. abbate Bernier.

Non prima d'ieri adunque egli potè abboccarsi col Primo Console, il quale avendo sentito in dettaglio, assicurò di non aver dato alcun ordine a favore di Duveyrier, nè a favore del Visconti.

Pare che trovasse ben solide le ragioni addotte nelle memorie rispettive; ma aggiunse che e dei beni nazionali, e delle statue, e di tutt'altro che appartiene allo Stato di Sua Santità se ne sarebbe avuta ragione allorchè, ultimato il concordato per le cose ecclesiastiche, si procederebbe alla conclusione di un trattato anco per le cose temporali e politiche fra Sua Santità ed il governo francese.

Questa risposta, che mette Sua Santità in stato di non prendere per ora alcuna determinazione coi compratori francesi dei beni nazionali, quando non acconsentino essi ad un partito veramente moderato, che abbraccierei sempre per non dar luogo ad ulteriori questioni, e di sospendere il pagamento all'istesso Visconti quando non sia già stato espressamente promesso, fa concepire la disgustosa conseguenza, che, ultimato se si potrà il concordato per il ristabilimento della religione in Francia, saremo esposti a trattare del temporale della Santa Sede: nel qual trattato già concepisce V. Em. quanto siano deboli le speranze per noi, non dico d'ingrandimento, ma di riavere le cose perdute. Ad onta delle promesse, che mi si son fatte a diverse riprese insinuare della restituzione delle Legazioni, e che ho riferite a V. Em., non mi son mai fatta l'illusione di crederle veramente sincere. Il modo col quale si è pronunziato il sig. Cacault con Mgor Calleppi, conferma i miei timori, giacchè, sebbene non lo creda pienamente al giorno de' segreti del governo, devo però credere che i medesimi sentimenti abbia sentiti dalla bocca del Primo Console, il quale pare assolutamente fermo nel suo piano, formato già da principio, di conservare in Italia le Repubbliche cisalpina e ligure¹, e di volere accrescere il loro territorio, in vece di diminuirlo, per ivi mantener sempre un corpo rispettabile di truppa, in modo che dovranno sempre considerarsi piuttosto provincie della Francia, che repubbliche indipendenti. Tutto ciò che accade ogni giorno relativamente alle cose d'Italia, mi conferma ne' miei timori.

Ad onta del vivo impegno che mostrava la corte di Russia a

¹ Une division militaire venait d'être organisée dans la Ligurie, par arrêté du 18 avril (*Corr.*, n° 5538). On a vu (p. 259, note) qu'une mesure semblable avait été prise pour le Piémont quelques jours auparavant.

favore di Napoli, e ad onta delle premure le più energiche rinnovate anco a nome dell' imperatore Alessandro dal C^{te} di Kolytchev, per il ristabilimento in Piemonte del re di Sardegna, essendo riuscito a questo governo di declinare dall' impegno della corte di Russia a favore del re di Napoli, stipulando una pace in Firenze, tenta ora di far lo stesso per il Piemonte. Si è principiato, come accennai già all' Em. V., ad invitare il M^{te} di San Marsan a segnare un armistizio indipendentemente dal ministro russo. Dopo qualche contrasto, con intelligenza del C^{te} di Kolytchev, si era arreso il M^{te} di San Marsan all' invito, purchè ammessi gli si fossero alcuni articoli rispettivi a suo favore. Dopo molti giorni di silenzio, si vide giungere, giorni sono, una nota del ministro delle relazioni estere¹, colla quale, premesse molte lagnanze contro il suo sovrano, e per la poca fiducia che dimostra nel Primo Console, e per l'asilo che dà agl' Inglesi nell' isola di Sardegna, e per l'aiuto che presta ai medesimi, si chiede per anticipazione di un trattato di pace, che metta un imbarco sopra i bastimenti inglesi, che faccia arrestare i soggetti che, secondo si asserisce, eccitano delle insurrezioni nella Corsica, e s'ingiunge in fine al C^{te} di San Marsan di raggiungere il suo sovrano per informarlo di tutto questo, e per metterlo a portata di ripararvi. Questa condotta del governo francese ha fatta chiaramente conoscere, che escluder si vuole ogni influenza del ministro russo dal trattato col re di Sardegna², e che questo concluder si vorrebbe, se pur si vuole, costì piuttosto che in Parigi. Il C^{te} di San Marsan ha fatto su tale oggetto le più giudiziose, e le più leali rappresentanze, implorando sempre l'aiuto del ministro di Prussia e di Russia, ma ne ha ricevuto in ulterior replica un passaporto. Doveva il C^{te} di Kolytchev [fare] una nuova rappresentanza, per impedire la partenza del M^{te}, e perchè la trat-

¹ *Corr. de Nap.*, n° 5528.

² Le 24 avril, M. de Cobenzl donnait, en chiffres, les mêmes renseignements à l'Empereur : «... Après avoir tant cajolé la Russie, Bonaparte n'ayant pu empêcher par là cette cour de soutenir ceux à qui elle avait promis sa protection, a l'air de les persécuter à présent, en haine de ce même appui. Il est évident que ce n'est que pour la soustraire à l'intervention de la Russie que le P. Consul veut transporter la négociation avec le roi de Sardaigne à Rome ; ce qui annonce des projets sinistres relativement à ce prince. Tel est aussi le jugement qu'en porte M. de Kolytchev, en même temps qu'il en fait l'observation à son Maître... »

tativa continuar si possa in Parigi, ma non ne sò sperar per ora alcun buon successo.

Dopo questo racconto, vede l'Em. V. con quanta delicatezza io debba dirgermi al sig. C^{te} di Kolytchev perchè appoggi i giusti reclami di Sua Santità per le Legazioni, e per gli altri compensi che è in diritto di esigere. Già si crede che l'imperatore Alessandro, o almeno il suo ministero sia più propenso per l'Inghilterra che per il governo francese. Il C^{te} di Kolitchev ha preso da principio un tuono, che non piace al Primo Console. Il reclamar dunque apertamente la protezione della Russia non farebbe che inasprire il Primo Console, il quale, forse sperando di concludere una pace coll' Inghilterra ed una alleanza più stretta coll' Austria, crede di poter diminuire verso della Russia i suoi riguardi. Io sbaglio probabilmente, ma frattanto spero che non meriterò disapprovazione di V. Em., se procurerò di condurmi in questi affari con un' estrema delicatezza, senza mancar mai del dovuto riguardo al sig. C^{te} di Kolytchev, al quale consegnai ieri la lettera di V. Em. Egli si mostrò ben sensibile alle cose obbliganti che in essa si contenevano, e soggiunse che sentirebbe con piacere che non ostante la morte di Paolo, continuasse Sua Santità nella determinazione di mandare un suo ministro a Pietroburgo.

Ben lontano da volersi rendere la Toscana al suo legittimo sovrano, o dal volergli dare qualche altra indennità in Italia, si vuole che il nuovo principe occupi sollecitamente quella provincia. Si è convenuto che si trattenga in Parigi nel più stretto incognito, ma ciò non ostante, non mi farebbe specie se essendo qui si parlasse di coronazione: avvertii già V. Em. di questo progetto in una mia lettera dei 26 febbrajo¹. Implorai allora, ed imploro di nuovo istantemente le sue istruzioni, per regolarmi in ogni evento a seconda delle medesime.

Ho veduto il trattato stipulato in Madrid, nel quale si conviene che il duca di Parma cedi alla Francia il ducato di Parma e di Piacenza in compenso della Toscana, e che di questa prenderne debba il possesso il figlio. Si obbliga il re di Spagna, che in

¹ Pièce n° 268.

compenso cede alla Francia la Lunigiana, di far ratificare il trattato dal duca di Parma. Si cede alla Francia egualmente l'isola dell' Elba in compenso del principato di Piombino, che si unisce alla Toscana. Il duca si ricusa alla ratifica di questo trattato, e le sue lettere muovono veramente a pietà. Pare che il cav. Azara sperì di nuovo di fargli conservare il ducato di Parma e di Piacenza, almeno la sua vita durante.

Ho veduto una lettera del ministro Alquier, che parla con molto rispetto di Sua Santità e se ne mostra molto contento¹. Egli ha annunziato che sarà sollecita la spedizione del corriere col concordato. Ciò ha calmato un poco lo spirito del Primo Console e del ministro, che principiavano a diffidare.

Pare che decisamente l'imperatore Alessandro più non curi le cose di Malta, benchè nulla se ne sappia ancora di preciso. Pare perciò che quest' affare si renderà meno spinoso. Non se n' è fatta più parola dal governo. Prevedo che in ogni caso sarà sostenuto da Bonaparte il gran maestro Hompesch: a me pare che se potesse pacificamente e sollecitamente riprender le redini del magistero, sarebbe il miglior partito, e che tutto l'Ordine concorrer dovrebbe a farglielo riprendere. Tuttavia, ben lontano dall' esternare il mio sentimento per qualunque questione mi si faccia, consulterò sempre, e mi riporterò esattamente alle istruzioni di V. Em.

P. S. — Ho parlato con Kolytchev di Benevento. Egli crede che se ne debba tener proposito costì col ministro del suo sovrano, che è appresso al re di Sardegna², acciò ne scriva, ed impegni quello di Napoli a far revocare dal re la notificazione. Il partito di ricorrere a Bonaparte sarebbe forse il più corto e decisivo; ma si è convenuto che non può piacere per ora alle corti, che il Santo Padre si diriga al Primo Console per imporre ad un altro sovrano. Di questo rimedio saremo sempre in tempo di farne uso.

(Cultes, *Arch. de Caprara*).

¹ Pièce n° 357. D'après ce que Spina dit de cette lettre, il paraît n'en avoir vu qu'un extrait.

² Le prince Czartoryski.

446. — Spina à Consalvi.

(particulière)

Parigi, 25 aprile 1801.

Non ho ancora ricevuto il piego dei 4, che riceverò naturalmente domani, e spero trovare in questo qualche vostra confidenziale. Rimessi subito la lettera a Gallo; ma non lo trovai, e non mi riesce di trovarlo. Egli non ha solo delle occupazioni diplomatiche; ha il pensiero di procurare le mode alla Regina, che lo occupa molto. Domani probabilmente lo vedrò, e dirò tutto ciò che saprò dire per impegnarlo a favore de' pupilli Cimarosa.

Vorrei pure sentirvi meno angustiato; ma vedo che è ben difficile. Non sò ancora vedere le cose in generale di un aspetto così bello da esser tranquilli. Qui si vive come Iddio vuole, e ognuno ha ben da pensare a sè. Vedete qual fine ha avuto la missione di Gallo, e quale quella del M^o di San Marsano. Domine Iddio vuol comandar Lui, e regolare il tutto colla sua altissima Provvidenza: a noi dunque non resta che la rassegnazione alla sua volontà.

Azara ha sempre dell'acido. *Ménagez* il vostro antico collega, che sò aver molta influenza nel suo spirito. Prudenza però per tutto quel che vi dico. Amatemi, e credetemi sempre di tutto cuore, etc.

(Arch. du Vatican).

447. — Bernier à Spina.

Paris, 27 avril 1801.

J'ai fait part au Premier consul, le 24 avril¹, du contenu de votre note officielle du 20 du même mois, et de celle y jointe de S. Em. le cardinal Consalvi au cit. Gérard.

Il m'a chargé de répondre à V. E. « que persuadé de l'esprit de justice et de loyauté qui animait Sa Sainteté, il la laissait

¹ Bernier avait écrit à Spina, le 26 : « Je vous adresse la note que je vous avais promise. J'espérais vous la remettre hier : je vous ai vainement attendu et, retenu par d'autres, je n'ai pu aller vous voir. Je désire avoir rempli vos vœux. Je vous rends tout réellement les vœux du Consul » (Arch. du Vatican). — La note annoncée par ce billet n'a été remise à Spina que le lendemain.

parfaitement libre sur l'objet de votre note, comme sur tous autres relatifs au gouvernement de ses Etats, et se référerait entièrement à ce que je vous ai déclaré de sa part, dans ma note du 6 ventôse, ou 25 février dernier ¹. Sa confiance dans le général Murat, et celle que lui inspire Sa Sainteté, lui feront adopter toutes les mesures qui seront prises entre eux pour rendre aux Etats du Saint-Siège le repos, l'abondance et la prospérité. »

Il m'a ajouté « qu'il attendait avec impatience le terme des négociations qui ont pour objet les affaires ecclésiastiques et l'adoption du projet d'union ; qu'il voyait avec plaisir les efforts que faisait Sa Sainteté pour éteindre les divisions religieuses ; qu'il protégerait le Saint-Siège, comme il le fut dans tous les temps par les Français, et ne souffrirait pas que les Etats de Sa Sainteté fussent appauvris et désolés par des exactions arbitraires. »

J'ai fait au ministre des relations extérieures la même communication : il m'a chargé de vous répondre « que cette affaire était entièrement personnelle à ceux qui l'intentaient ; que le gouvernement ne pouvait ni ne voulait s'y immiscer ; et que Sa Sainteté pouvait prendre sur cet objet les arrangements, avec les parties intéressées, que sa sagesse et ses égards pour des Français lui dicteraient. »

Je vous prie, Mgr., de transmettre le contenu de ces réponses à S. Em. le cardinal Consalvi, et d'agréer l'hommage de mon profond respect.

(Arch. du Vatican).

448. — Spina à Consalvi.

(n° 65)

Parigi, 27 aprile 1801.

Ho ricevuto ieri il veneratissimo dispaccio di V. Em. R. dei 4 caduto ², ed avvertito che si fa partire da questo ministero delle relazioni estere un corriere per Roma, ne approfitterò per rimettere il duplicato dei numeri 63 e 64 che spedii ieri per la posta, al

¹ Pièce n° 267.

² Pièces nos 352 et s.

quale unisco la copia della memoria da me data al sig. abbate Bernier relativa ai beni nazionali, che egli ha comunicata tanto al Primo Console, quanto al ministro delle relazioni estere, insieme alla risposta ufficiale, che nel momento che scrivo non ho ancora ricevuta, ma che riceverò a momenti, e che già sò non deve altro contenere se non che una relazione perfettissima all'altra risposta, già data dal sig. abbate Bernier li 23 febbraio. Non ha mancato il tribuno Duveyrier, insieme ad Haller, di fare delle forti rappresentanze al Primo Console ed al ministro, il quale sò che ha risposto, che interessando alla politica la buona armonia del governo colla Santa Sede, dovevano a questo cedere tutti gl'interessi privati. La risposta del sig. abbate Bernier, che rimetterò nel suo originale a V. Em., potrà servire di replica a qualunque istanza far si potesse costì di diversa natura dal sig. Cacault. È da sperare, che, in conseguenza della medesima e di quanto il ministro ha replicato all'istesso Duveyrier, si prenda costì dal Perillier e dal Gérard un tuono più moderato; ed in tal caso, son sempre di sentimento che accelerare si debba un contratto definitivo coi medesimi, per sottrarsi così da qualunque più forte istanza si potesse in seguito in ogni evento avanzare, e da qualunque legge impor si volesse da questo governo, nel caso di una trattativa temporale.

Il corriere che oggi si spedisce, deve esser diretto al sig. Alquier; e non credo di sbagliare se penso che gli si dà qualche segreta commissione di trattare col re di Sardegna, o di un armistizio, o di una pace: e sa il Cielo quali condizioni gli si vorranno imporre! Il ministro Kolytchev deve aver ieri presentata una memoria ben forte ¹ a nome del suo sovrano, fino a minacciare, credo, un' aperta rottura se si devia dalla sua mediazione. Non sò quale effetto produrrà; ma forse s'indugierà a rispondere, per vedere se intanto qualche cosa si conclude col sig. Alquier; ed intanto si permetterà forse al M.^{te} di San Marsan di continuare il suo soggiorno in Parigi.

Si dice vicino l'arrivo di un negoziatore inglese in Parigi per trattar la pace. Non dubito che l'Inghilterra egualmente pren-

¹ Cette note, plus hautaine que prudente, fut en effet remise le 26 par M. de Kolytchev (*Rec. de la Soc. de Russie*, t. LXX, p. 118).

derà per il re di Sardegna tutto l'impegno. Il Primo Console però si mostra per ora poco ben disposto per questo sovrano. Si crede che non sarebbe che opportuno, che Sua Santità, in un'udienza del sig. Alquier o del sig. Cacaault (che non sarà difficile ancora il procurare che abbia luogo), protestando sempre che egli non vuo' e non deve aver parte nella divisione dei regni della terra, onde non creda il Primo Console che si voglia di questi mischiare, ma semplicemente come padre universale e per quell' interesse che deve giustamente prendere per un sovrano così pio e religioso, — esterni in suo favore tutta la paterna sua premura, e preghi i detti ministri ad interessarsi e coadiuvare dal canto loro, per quanto lo possono, perchè ristabilito sia al possesso dei suoi stati. Principalmente conviene dirigersi al sig. Alquier, il quale, se vorrà, potrà fare al re di Sardegna moltissimo bene. Una così paterna verbale premura di Sua Santità non può offendere, anzi obbligherà forse il Primo Console, nè può offendere l'interesse che prendono per il re di Sardegna gli altri sovrani.

Basta per una lettera, che non ho tempo di mettere in cifra. Sono invariabili i sentimenti, etc.

(Cultes, *Arch. de Caprara*).

449. — Spina à Consalvi.

(particulière)

Parigi, 28 aprile 1801.

Vidi finalmente ier sera il M^{re} del Gallo, al quale raccomandai caldissimamente i vostri pupilli Cimarosa... Dice ogni giorno di voler partire, ma non mi pare che vi si disponga.

Vedo che per tutti i versi vi trovate in circostanze assai dolorose. Fatevi coraggio, e preparatevi sempre a nuove inquietudini. In questo modo vi sarete meno sensibile.

Si fa una guerra atroce al generale Murat, e si accusa di aver preso del denaro da Sua Santità, e che perciò egli è contrario ai compratori de' beni nazionali. Io mi faccio un dovere di difendere la sua generosità ed il suo disinteresse. Voi, credo, farete l'istesso, se mai ne foste interrogato.

Amatemi; compatiamoci a vicende; credetemi di tutto cuore
tuissimus.

Per carità venga Livio !

(Arch. du Vatican).

450. — Spina à Consalvi.

(n° 67 en chiffres)¹

Parigi, 28 aprile 1801.

Può credere V. Em. che non sono stato insensibile al sentire che il ministro Cacault vuol mischiarsi nel concordato. Prevedevo ben tutte le conseguenze che V. Em. mi accenna ; e ciò di cui più mi duole, è il timore che le conferenze, che necessariamente dovranno aversi con Cacault, ritarderanno non poco la partenza del corriere, cosa perniciosissima all' affare.

Non dovevo tacere all' abbate Bernier questo incidente, anco per giustificare Sua Santità e V. Em., se il ritorno del corriere sarà posteriore ai 27 o 30 di aprile, come lo avevo annunziato, e come V. Em. me ne aveva assicurato. L'abbate Bernier, che era stato assicurato dal Primo Console e dal ministro, che Alquier e Cacault non avevano altre istruzioni, che di sollecitare il disbrigo del concordato senza entrare in alcun dettaglio, avrebbe voluto che nulla si comunicasse a Cacault, e che si fosse in vece rispedito subito il corriere ; ma ciò gli ho fatto comprendere che non conveniva con un ministro, che in prova della sua commissione mostra i documenti e le pezze principali della trattativa. Non

¹ La dépêche n° 66, du 28 avril, est peu intéressante. Spina y accuse réception des lettres de Consalvi du 15 avril, arrivées la veille par un courrier russe. Il dit que Cobenzl appuie auprès de Joseph Bonaparte la réclamation de la famille Albani, etc. En P. S., il annonce avoir reçu une lettre de Mgor Caleppi, et termine ainsi : « Accludo una lettera del vescovo di Troyes per Sua Santità : lo consulta se deve tornare in Francia. Disse veramente chi mi la presentò, che non meritava l'affare un oracolo del Santo Padre. »

La lettre de Mgor Caleppi, reçue par Spina, était ainsi conçue : « Firenze, 14 aprile. — Io sono ancora a Firenze, e vi rimarrò fino all' intero passaggio delle truppe francesi, che dal nostro Stato vanno nel regno di Napoli. Il sig. generale Murat ha dati certamente gli ordini più positivi ; ma ciò non ostante fa che noi abbiamo sofferto moltissimo, e già la fame si fa sentire quasi da per tutto. Speriamo che l'anima grande del P. Console ci compenserà di tutti i mali. Io intanto continuo a ricevere dal suddetto generale le migliori accoglienze, ed un accolto il più paziente alle nostre rappresentanze. Egli si è conciliata e merita veramente la stima di tutti quelli che lo avvicinano » (Arch. du Vatican).

ocred che Cacault sarà difficile a condiscendere a qualche cambiamento, avendolo io ancora trovato in molte cose assai ragionevole; ma farà forse delle inutili questioni di parole, non intendendo affatto tali materie.

Comunque vada, il necessario si è di sbrigare l'affare, e di mandare l'ultimato del concordato. Se all'arrivo di questo corriere, Livio non fosse ancor partito (il che non voglio temere), e se mai la bolla non fosse ultimata, supplico V. Em. di non ritardare almeno di più la spedizione di ciò che sarà ultimato, e la bolla potrà spedirsi in appresso, quando il concordato sarà ratificato dal Primo Console. E nel timore che non lo sia, e che la trattativa vada a niente, ripeto che sarà opportuno che si esaminino intanto se, in seguito di tutto ciò che è stato detto e stampato, vi sia luogo a pronunziare un *quisque consulat conscientiam suam* sulla questione della promessa, nel significato che gli si dà dachi la presta, per toglier così l'occasione di tante dispute che cagionano infiniti disordini, e per sottrarre i poveri ecclesiastici che la ricusano, alla persecuzione che soffrono tuttavia in molti dipartimenti. I nemici della religione sono sempre molti, e molti di questi attorniano il Primo Console. Sollecitudine adunque vi vuole, prima che esso deponga del tutto l'idea di ristabilirla.

La nuova sistemazione di governo che si fa in Piemonte, fa giustamente temere che si pensi di riunirlo alla Francia, e [al re] si offriranno forse in compenso o tutte o alcuna delle Legazioni; ma l'imperatore Alessandro tiene fortemente alla promessa fatta dal Primo Console di rendere il Piemonte al suo sovrano, e non essendo contento dell'armistizio di Napoli, si può credere cosa dirà della pace. La memoria presentata da Kolytchev è fortissima: sentiremo qual sarà la risposta. Ormai tutto pare che combini a far conoscere, che il Primo Console vuo' assolutamente dominar in tutta l'Italia. Questa condotta non può che irritare tutte le corti, ed in tal caso una nuova guerra è irreparabile. Lo stato attuale delle cose è troppo violento, e niuno ne è contento ¹.

Ho temuto sempre e temo, che si vorrà dalle truppe francesi presidiare Civita Vecchia. Vede V. Em. come si è trattato Na-

¹ On retrouve les mêmes impressions dans les dépêches de même date de MM. de Kolytchev, Luchesini et Cobenzl.

poli, e come si è per trattare la Toscana, anco quando sarà occupata dal nuovo padrone. Cosa faremo noi, poveri e inermi? Una sola pace coll' Inghilterra potrà liberarci da questa vessazione; ma nelle circostanze attuali, dopo l'armistizio colla Danimarca e il riavvicinamento che pare vi possa essere fra quella Potenza colla Russia, vedo questa pace ben lontana.

Ripeto a V. Em. di darmi qualche istruzione, se mai quà venisse voglia di coronare il re dell' Etruria. Si crede che non si farà; ma tutto vi è da temere.

P. S. — ai 29 detto. — Il corriere di Kolytchev, ossia del M^{se} di San Marsano, ha dovuta differire la partenza. Ho riaperto perciò il piego, per soggiungere che il sig. abbate Bernier deve ieri con un corriere straordinario aver scritto a V. Em.,¹ per assicurarla che il sig. Cacault non ha alcuna istruzione per mischiarsi nella trattativa, e per pregarla a voler sollecitamente trasmettere l'ultimatum di Sua Santità. Supplico anche io V. Em., quanto sò e posso, a non voler differire di più. Nel mentre che il sig. Cacault dà parte delle buone disposizioni che si hanno costì di contentare il Primo Console, aggiunge che si mette nell' affare molta lentezza; che gli si promette la partenza del corriere per i 25 di aprile; ma che non lo sorprenderebbe che fosse differita ai 25 di maggio. Ella principii adunque a conoscere il carattere del ministro. Convien bene avergli dei riguardi, e corrispondere con dolcezza alle sue affabili maniere, ma non fidarsene mai. Ma il corriere, se non è partito all' arrivo di questa mia, parta subito: la supplico di nuovo.

Accludo una copia del trattato ultimo, fatto in Spagna relativamente al duca di Parma. Me l'ha in grandissima confidenza comunicato l'incaricato del duca. Son certo che ne resterà V. Em. sorpresa. Ad onta del trattato vi è qualche speranza, che il ducato di Parma e Piacenza sia rilasciato al duca padre, almeno vita durante: le cose in seguito potranno cambiare.

Pare che in seguito della fortissima memoria data da Kolytchev, le disposizioni per il re di Sardegna principino ad essere più miti. Si potrà meglio congetturare cosa se ne pensi, dalla risposta che si darà a detta memoria.

¹ La lettre de Bernier (cf. p. 265, note 2) n'a pas été retrouvée.

Reclamano i Cisalpini Montefeltro, reso dal generale Murat a Sua Santità. È sempre interessante la buona armonia con questo generale, e siccome è accusato di esser stato guadagnato da Sua Santità con regali, converrà a noi medesimi smentire l'accusa, predicando il suo disinteresse e la sua lealtà.

(Gultes, *Arch. de Caprara*).

451. — Bernier à Talleyrand.

Paris, 12 floréal an IX (2 mai 1801)

L'archevêque de Corinthe m'a communiqué une nouvelle dépêche qu'il a reçue de Rome sous la date du 18 avril. En voici l'extrait : « Après avoir terminé ce qui concerne les affaires ecclésiastiques de France dans le consistoire secret, tenu au palais Quirinal le 8 avril, il fut arrêté que la rédaction des brefs, pouvoirs et lettres à adresser en France à cette occasion, serait confiée à la petite congrégation qui avait préparé le premier travail. Cette rédaction ne s'est faite que du 8 au 20 avril, et ce même jour (20 avril), le même consistoire secret tenu le 8 a dû s'assembler pour l'adopter. »

Le cardinal secrétaire promet en conséquence, que le courrier partira « le 25 avril pour tout délai. » Nous sommes au 2 mai ; il a donc déjà sept jours de marche. Je regarderai tout délai ultérieur comme une cause légitime de suspicion, que mon cœur éloigne comme le vôtre, et qui me répugne aussi bien qu'à vous, vu le caractère du Pape actuel.

Le cardinal Consalvi ajoute : « Le Consul sera satisfait. Sa Sainteté a fait tout ce qu'il pouvait désirer. » Dieu le veuille ! Je l'attends avec confiance de la sagesse du Pontife actuel. Il ne fera jamais entrer la religion dans les débats civils, et les crises politiques ne dirigeront jamais son influence.

Je vous prie instamment de faire part de ces nouveaux détails au Consul. Je désire qu'il en soit content ; que vous le soyez comme lui ; et que vous y retrouviez l'un et l'autre une preuve de mon attachement au gouvernement, de mon zèle à le servir, et du profond respect que je vous ai voué.

(Aff. étr., *Rome*, vol. 930).

452. — Spina à Consalvi

(n° 68)

Parigi, 3 maggio 1801.

Non solo per la posta ordinaria, e per il solito mezzo veramente esattissimo ho ricevuto mercoledì scorso il veneratissimo dispaccio dell' Em. V. dell' 11 aprile, ma, ieri ho avuto quello dei 18, ¹ giunto da Genova con corriere straordinario... Nulla risposta ho avuto finora dal ministro delle relazioni estere relativamente ai marmi costì sequestrati...

Ho comunicato al sig. cav. Azara l'articolo che lo riguarda relativo al sig. Labrador. Egli ne ha riso di fatto, e nell' incaricarmi di umiliare il suo rispetto al Santo Padre, e di salutare V. Em. cui mi dice di aver risposto, mi ha soggiunto di assicurarmi che diverso sarà il sistema del sig. Vargas, al quale egli stesso, per ordine del suo monarca, essendo in Madrid ha date delle istruzioni piene di moderazione, e gli ha espressamente ingiunto di condursi con tutti i mezzi di conciliazione; onde spera che in tutto si procederà colla migliore armonia...

Lacera veramente il cuore il quadro desolante che si fa, da tutte le parti, delle miserie di codesto Stato. Il segretario del sig. generale Murat, ² che è giunto in Parigi, me le ha depinte coi più vivi colori, e dall' annesso foglio di giornale conoscerà V. Em. che sono quà bastantemente note ³. Il sig. generale Murat, secondando gl' impulsi della sua umanità a favor nostro, seconda pienamente gli ordini e le intenzioni del Primo Console. Acciò sia sempre più confortato ad avere per Sua Santità tutti i riguardi possibili, non ho creduto inutile ripetere una piccola memoria su tale oggetto all' ottimo sig. abbate Bernier, acciò animi sempre più le buone e rette intenzioni del Primo Console, ed insieme impegni l'umanità del ministro della Guerra, dal quale principalmente staccarsi devono gli ordini relativi al mantenimento delle truppe. Umilierò in seguito all' Em. V. copia della mia memoria, e della risposta che mi sarà resa.

¹ Pièces nos 366 et 373 et s.

² M. Agar, plus tard comte de Moshourg.

³ Voir, par exemple, *la Clef du Cabinet*, des 8 et 11 floréal (28 avril et 1^{er} mai).

Dò sfogo agli altri comandi dell' Em. V. nel contemporaneo mio foglio in numeri.

(Cultes, *Arch. de Caprara*).

453. — Spina à Consalvi.

(n° 69 en chiffres)

Parigi, 3 maggio 1801.

Non mi diffondo molto a parlare dei beni nazionali. L' ultima risposta avuta dal sig. abbate Bernier su tale oggetto, a nome del Primo Console e del ministro delle relazioni estere, non mi permette di chiedere un' udienza sull'oggetto medesimo. Spero che il Primo Console vorrà esser costante ne' suoi sentimenti, e che questi, appoggiati dal generale Murat e dal ministro Cacaault, richiameranno a miglior consiglio gli acquirenti francesi, e che [essi] si arrenderanno alle generose offerte che gli si fanno da V. Em.

In tali circostanze non ho creduto, nè utile, nè prudente eccitare le premure del sig. C^{te} di Kolytchev per ciò che riguarda l'abbazia di Chiaravalle. Forse il suo interesse non renderebbe attualmente che peggiore la nostra condizione. Se il principe Czartoryski vuole attualmente interessarsene, senza mostrare di esserne eccitato da noi, potremo sempre servirci utilmente delle sue rappresentanze. Ma il servirci noi di un rimedio, che da questo governo sarebbe nel momento reputato per violento, mi pare che non si debba fare che nell' eccesso del male.

Giustamente V. Em. mette tutta la sua energia a dettagliarmi e le ragioni ed i mezzi, coi quali io debba impegnare questo governo a rendere a Sua Santità le Legazioni, ed un compenso per gli stati di Avignone e di Carpentrasso. Questo è il tasto che non ho mai lasciato intatto col sig. abbate Bernier, col ministro, e col Primo Console stesso. Ho avuto sempre dal primo le migliori e più precise speranze, e delle speranze generali dagli altri, come già ho accennato all' Em. V. Sebbene però io non creda il ministro Cacaault pienamente istruito delle intenzioni del Primo Console sopra di quest' oggetto, devo con dispiacere ripetere, che non sò lusingarmi ancora che i desideri di Sua Santità e dell' Em. V. restino pienamente sod-

disfatti. Dovrei ubbidire ciecamente al comando di V. Em., col presentare una memoria, chiedendo a nome di Sua Santità la restituzione delle Legazioni; ma spero che V. Em. vorrà ben perdonarmi, se la faccio riflettere, che non solo non otterrei alcuna risposta, come ella ben prevede, ma che in un principio di mal umore, eccitato dalla tardanza del ritorno del corriere, la mia memoria farebbe concepire il sospetto, che Sua Santità esiger volesse qualche caparra di detta restituzione dalla parte del governo, prima di ultimare la trattativa degli affari di religione, quasi che sul prezzo delle cose temporali misurar volesse le sue apostoliche concessioni. Son sicuro che il Primo Console, per natura sospettoso, assorderebbe l'aria delle sue declamazioni, e noi perderemo in mente di esso e dei nostri nemici, tutto il merito della generosità e delicatezza, dimostrata fin da principio da Sua Santità, di non voler far dipendere in alcuno modo dalle cose temporali, quelle che riguardano la religione. Pare adunque che sia più a proposito di limitarsi ora a coltivare verbalmente l'affare, per poi, ultimato che sia il concordato, [agire] in iscritto e con energia, prendendo motivo e della giustizia della restituzione, e delle ragioni politiche che la persuadono, e delle speranze in fine che ci sono state date della medesima.

Ma il concordato, col quale da noi si spera por termine allo scisma che inquieta la Francia, e per il quale crede giustamente l'Em. V. che debba il Primo Console esser riconoscentissimo a Sua Santità, sarà poi concluso? Da quanto mi accenna V. Em., mi pare di dover congetturare, che si sarranno fatte costì molte variazioni al Progetto riformato¹, ed io temo moltissimo che poco basti a rendere il Primo Console alieno dall' accettarlo. Si argomenterà forse da alcuno, esser troppo di suo interesse di dare alla Francia una pace religiosa, e che la politica, se non la religione, persuaderlo debba ad arrendersi alle paterne insinuazioni di Sua Santità: ma chi tutto confida nella propria forza, chi pensa che tutto debba cedere alla sua volontà, non dà sempre luogo alle riflessioni. Ma questa è causa di Dio. Lasciamone a Lui dunque tutta la cura, e V. Em. mi perdoni la digressione.

¹ Pièce n° 305.

Savissimo è il suggerimento di V. Em. che, ultimato il concordato e facendosi subito luogo a trattare delle Legazioni e delle altre cose temporali, declinare assolutamente si debba da ogni specie di trattato formale. Appunto perchè il Primo Console vuole essere un Carlo Magno, deve donare senza esigere un trattato; e noi, ci lasceremo donare anco la roba nostra. Questo è il mezzo termine del quale io pensavo già di servirmi, per escludere ogni richiesta di nuovo trattato. Le istruzioni di V. Em., e sul prescindere per quanto è possibile da ogni sorta di trattato, e sul non accordar mai alcuna rinunzia o cessione, saranno per me leggi invariabili. V. Em. però non farà male di riflettere al caso che il Primo Console offra una o due delle Legazioni, a condizione che il Santo Padre rinunzi al di più che appartiene alla Santa Sede, e dichiarando che quando non si ammetta la condizione, nulla renderà, e forse minacciando di togliere anco di più, per risolvere decisamente, se per salvare una parte del patrimonio della Chiesa, convenga a Sua Santità di cedere ad una usurpazione dell'altra, o pure se debba correre il rischio di perdere il tutto, intendo di ciò che resta unito ancora alla Cisalpina, piuttosto che accedere con una rinunzia all'usurpazione di una parte.

Non sembreranno a V. Em. troppo avanzate queste mie riflessioni, ed intempestivi i miei timori, se rifletterà a tutto ciò che si passa ora per il Piemonte. L'avranno già istruita i pubblici fogli dei cambiamenti che si son fatti in quel governo, indicanti tutti una riunione di quelle provincie alla Francia, e tutto ciò dopo esser stata promessa da questo governo solennemente a Paolo I la restituzione del Piemonte al suo sovrano nella sua integrità (siccome era stato promesso di non fare ostilità alcuna contro il regno di Napoli), e mentre si trattava in Parigi con un ministro di Russia della restituzione medesima. Il ministro Kolytchev ha data una memoria fortissima, e rispetto a Napoli, e rispetto al Piemonte, ed ha chiesto un passaporto per spedire a Napoli un corriere; e finora non è stata fatta alcuna risposta alla memoria, nè il passaporto è stato accordato. Doveva ieri presentare una seconda memoria; ma non so ancora se l'abbia fatto. Pare strano come il Primo Console, non avendo ancora

fatta la pace coll' Inghilterra, tratti la Russia con tanta durezza, e spieghi progetti così ambiziosi per l'Italia, la quale in fine vuole interamente coperta dalle sue truppe. Ognuno prevede che questa tattica politica condurrà ad una nuova guerra; ma frattanto non si vede alcun cambiamento, e solo vi è qualche speranza che cambiar possa d'idea per il Piemonte; ma frattanto io tremo, e temo veramente per Napoli, e se quel sovrano dà il minimo pretesto ad una rottura, non resterei niente sorpreso di sentire nuovamente invaso tutto il regno. Ecco la situazione delle cose politiche, che fa perdere la bussola per negoziare con questo governo ai ministri i più esperti e i più consumati nei grandi affari, e che sempre più deve persuader noi, poveri ed inermi, ad avere nell' incertezza delle cose una condotta, che non irriti l'amor proprio del Primo Console, e non ci comprometta nel tempo istesso con alcuna Potenza.

Verso la metà del corrente, giungerà in Parigi il nuovo re di Etruria. Vi è sempre qualche lusinga che il duca padre sarà lasciato vivere tranquillo nel suo ducato.

Mi si voleva far credere, che il nuovo imperatore Alessandro non avrebbe conservato che una semplice protezione dell' Ordine di Malta, lasciando libero all'Ordine tutto il più; ma dall'ucaso pubblicato in Pietroburgo su tale oggetto, e riferito oggi dalle gazzette¹, vedo che vuol riservato il governo dell'Ordine al consiglio di Russia, fino a che venir si possa all'elezione di un nuovo gran maestro, e che intanto vuole che Pietroburgo sia sempre provvisoriamente riguardato come sede principale dell'Ordine. Prevedo già che questo governo vorrà prendere qualche parte in quest' affare. Per parte mia non farò che prender tempo per informare Sua Santità, e sentire i suoi ordini. Voglio sperare, che non si farà dal priorato di Russia la bestialità di procedere all'elezione di un gran maestro senza il concorso delle altre Lingue. Voglio anco sperare che queste vorranno riferirne a Sua Santità. In tal caso sarebbe necessario il temperamento che o tutte le Lingue, esortate alla pace da Sua Santità si riunissero a riconoscere Hompesch, il che però credo difficile,

¹ *J. des Débats* du 13 floréal (3 mai).

o che Hompesch, per amor della pace, facesse una legittima dimissione in mano di Sua Santità, a cui solo spetta secondo gli statuti il giudicare un gran maestro; onde potesse così l'Ordine procedere all'elezione di un nuovo. Nel qual caso, procurare anco si dovrebbe, che questa far si dovesse in un luogo più comodo a tutte le Lingue che Pietroburgo; e non vi sarebbe meglio provvisoriamente di Roma, ove credo che tutte le Lingue volentieri spedissero i loro rispettivi bali. Se mi si darà qualche memoria su di ciò, la passerò fedelmente a V. Em., da cui attenderò sempre le istruzioni. Frattanto pare che non sarebbe che opportuno, se Mgor Della Genga trasferire si potesse a Pietroburgo, per impedire qualche ulteriore novità. Il procurare che provvisoriamente si radunasse il consiglio dell'Ordine in Roma, a me pare che sarebbe il miglior progetto, quando si potesse effettuare.

Dall'annessa copia di gazzetta ¹ vedrà cosa già si è quà annunziato relativamente al sig. Paccanari. Gli Spagnoli hanno già letto quest'articolo con occhio bieco. Gradirò sapere per mia istruzione, se sia vero che Sua Santità abbia già chiamato l'istituto *Ordinem religiosum*. Se il sig. Paccanari non ha moderazione, si chiamerà addosso una guerra, che lo farà perdere.

Il sig. Cacaull ed il sig. Alquier sono molto gentili, e devono per ciò esser trattati con egual gentilezza; ma V. Em. non si fidi nè dell'uno, nè dell'altro. Di tanto sono avvertito da persona, che può e deve conoscerli ambedue.

P. S. — a' 5 detto. — Nè il C^o di Kolytchev ha avuto il passaporto, nè il corriere di Genova parte ancora. Per non ritardar di più, mando il piego presente per la posta, per la via di Torino. Ho ricevuti i dispacci del 22 aprile ² dal ministero delle relazioni estere. Attendo con impazienza Livio, che spero già in viaggio.

Nulla di nuovo finora per il Piemonte. Solo per Parma si spera che resterà il duca tranquillo.

¹ Sous le titre de : « Notice sur le rétablissement de l'Ordre des Jésuites », le *J. des Débats* du 10 floréal (30 avril), donnait d'assez longs détails sur l'œuvre de Paccanari (Voir aussi le *Publiciste*, du 17 pluviôse : 6 février). — La Notice publiée dans les *Débats* avait peut-être été transmise par la Légation française de Ratisbonne (voir Aff. étr., *Allemagne*, vol. 702, fo 353).

² Pièces nos 377 et s.

La morte di Paolo I non deve turbare, e la condotta d'Alessandro pare anzi che sarà più costante e più decisa per l'équilibre d' Europa. I Gesuiti avranno l'istessa influenza, perchè mi pare che anco il ministero del nuovo imperatore sia del loro partito. Mi ha consolato il sentire che tutto si sia fatto con intelligenza del re di Spagna : ciò toglierà ogni pretesto di querele.

Potrò con dispaccio mio successivo scrivere di altre cose più in dettaglio.

(Cultes, *Arch. de Caprara*).

454. — Bernier au P. Consul.

Paris, 15 floréal an IX (5 mai 1801).

Depuis que j'ai eu le plaisir de vous voir, j'ai appris par les mêmes personnes qui m'avaient prié de vous avertir, que Joyau et d'Assas étaient venus à Paris¹. Les assassins se sont réjouis de leur arrivée. Les complots se sont renouvelés. Cela n'a duré qu'un ou deux jours. Ils ont reçu des avis qui les ont alarmés. On les dit séparés : je ne garantis pas néanmoins la chose ; car l'unique preuve qu'on m'en ait donnée, est que la personne qui se chargeait de les épier, n'a pu les revoir, ce qui peut tenir ou à une absence momentanée, ou à la défiance. On dit qu'il existe encore à Paris un nouvel assassin nommé Sans-pitié². Si je sais quelque chose de plus, je vous en instruirai.

J'attends toujours, et d'un instant à l'autre, le courrier de Rome. J'ai instruit le ministre des relations extérieures de ce que je savais sur cet objet. Il vous en aura sans doute fait part. J'espère tout, et crois fermement que vos vœux seront remplis.

Je vous adresse une lettre de l'évêque d'Alexandrie à M. Spina.

¹ Ces deux noms appartiennent à la même personne : Joyau, dit d'Assas, était un des auteurs de l'attentat de nivôse. — Depuis quelque temps, le P. Consul semblait préoccupé de nouveaux complots contre sa vie (Cf. *Corr.*, nos 5524, 5529, 5557, etc). L'assassinat de Paul I, dont il affectait de faire remonter la responsabilité au gouvernement anglais, avait encore augmenté cette inquiétude.

² Les surnoms de « Sans-Pitié » et de « Sans-Quartier » paraissent avoir été pris plusieurs fois. Il s'agit probablement ici de Piogé, dit Sans-Pitié, qui arrêté à Paris dans l'automne 1803, fut traduit devant une commission militaire et acquitté faute de preuves.

Je vous prie d'en prendre connaissance¹, et de faire pour ce malheureux pays ce que votre sagesse et votre autorité vous permettront. Il a besoin de votre protection ; il l'attend : vous daignerez la lui accorder.

(Cultes, carton I).

455. — Spina à Consalvi.

(particulière)

Parigi, 5 maggio 1801.

Tanti corrieri straordinari che dovevano partire, non partono : credo dunque di non differire a mandarvi l'annesso piego per la posta. L'amica se ne incarica. La sua esattezza è un prodigio, ed ora che abita dirimpetto alla mia locanda, posso vederla più spesso. Sarà però sempre bene che per di lei mezzo mi mandiate i soli dispacci, e le vostre lettere confidenziali. Tutto il di più, mandatelo sempre diretto a Greco.

Mi pare Azara assai calmato, e l'articolo che lo riguardava relativamente a Labrador gli ha fatto piacere. In cuore è sempre romano, e credo pensi sempre di finire a Roma i suoi giorni. Quà bestemmia, come tutti gli altri. Ha concepita fortunatamente buona opinione di me, e lo devo singolarmente a Gardoqui², che gli ha scritto *mirabilia*. Non è poco.

Vorrei l'ultimo editto, estensivo del libero commercio a tutto lo Stato. Ne farò far menzione ne' fogli pubblici. State fermo come una rupe, e lasciate dire.

Badate che il valimento non può cadere sui Luoghi di monte de' forestieri, che *buona fide* gli hanno acquistati dal principato istesso. Il gravarli dunque di una tassa straordinaria è una vera ingiustizia. Per me l'ho sempre pensato così.

Ho consegnata la lettera alla Brignole. Per carità venga Livio ! Mi aspetto di giorno in giorno qualche scappata consolare, e se si rompe, non ci attacchiamo più.

Sò che i Borghesi cercano di vendere il Gladiatore, unica statua classica che resta in Roma...

Molti di questi fogli hanno annunziati i nomi de' cardinali

¹ Cette lettre n'a pas été retrouvée.

² Mgr Gardoqui était auditeur de Rote pour l'Espagne. Il fut créé cardinal en 1816. (Cf. p. 329, note 2).

riservati in petto¹. Vi son io, e il P. Caselli. È stata una vera noia. Caselli lo merita davvero, e se si accomodano le cose, gli si potrebbe ancora far sollecitare il ritorno a Roma. Costi sarebbe utilissimo. Per me, vi sarà tempo a parlarne. Amatemi; addio.

(Arch. du Vatican).

456. — Spina à Consalvi.

(n° 70)

Parigi, 8 maggio 1801.

Nell'incertezza della partenza del corriere, col quale riceverà l'Em. V. il presente dispaccio, mandai ier l'altro per la posta i miei numeri 68 e 69, che però non tarderanno molto a giungere a V. Em. Mi restringo perciò col presente a riscontrare di nuovo i veneratissimi suoi dispacci de' 22 aprile, ricevuti dal ministero delle relazioni estere.

Non mi sorprende che il Cavagnari ripeta le sue istanze per il suo credito colla Repubblica romana; mi sorprende bensì che il sig. Cacaault non trovi abbastanza giuste le determinazioni prese da Sua Santità, rispetto agli acquisti fatti dai Francesi dei beni nazionali. Sò che ne ha scritto al governo, e non dubito che le risposte che gli perverranno saranno analoghe a quella, da me ufficialmente avuta dal sig. abbate Bernier e spedita già all' Em. V. in duplicato. In una conferenza avuta ne' giorni addietro col ministro dell' Interno Chaptal, mi parlò egli ancora di questi acquisti, e si mostrò meglio di me informato dell' arcienormissima lesione colla quale erano stati fatti, e prescindendo dalla questione di diritto, mi disse che trovava ben equo e giusto il partito offerto da Sua Santità.

L'oggetto però della conferenza da me chiesta al detto ministro non fu quello dei beni, ma fu in vece il sapere che sotto i suoi ordini si spediva un commissario a Roma ed a Napoli, per raccogliere gli oggetti d'arte, che a tenore dell' articolo 8° della pace si devono restituire. L'informai adunque della lettera dell' Em. V. al ministro delle relazioni estere, e delle ragioni per le quali eccettuati esser devono dalla restituzione, a tenore di

¹ Voir *Le Publiciste* du 11 floréal (1^{er} mai).

detto articolo, gli effetti appartenenti alla famiglia Albani ed ad altri particolari. Mi disse che pensava d'incaricare il ministro Cacaault di trattare amichevolmente queste questioni, e che tutto ciò che era di proprietà particolare sarebbe stato rispettato. Pare che si abbia gran voglia di aver l'Ercole detto di Farnese, e di far acquisto del Gladiatore combattente di villa Borghese. Non sò credere che il principe Borghese voglia disfarsi di un monumento dei più preziosi che restino in Roma. Sento in questo momento che il commissario partir debba fra giorni, e che anzi parta in compagnia sua un figlio dell'istesso ministro Chaptal. Me ne informerò meglio, e ne preverrò V. Em., acciò usar possa al figlio del ministro, che io ancora non conosco, tutti i riguardi che merita.

Non ripeto a V. Em. con quanta ansietà si stia qui attendendo il corriere Livio, la di cui partenza anco il ministro Cacaault ha annunziata vicina.

Si sa che il principe di Parma, nuovo re di Etruria, è partito da Madrid. Si crede che arriverà in Parigi alla metà di maggio.

Mando i numeri del *Moniteur*. Dia un'occhiata all'ultimo numero, nel quale si fa menzione del M^{te} Lucchesini.¹

(Cultes, *Arch. de Caprara*).

457. — Spina à Consalvi.

(n° 71 en chiffres)

Parigi, 8 maggio 1801.

Poco posso aggiungere all'ultimo mio foglio in cifra n° 69, spedito per la posta.

Ho parlato di nuovo al C^{te} di Cobenzl, acciò insista per gli effetti di casa Albani. Egli confida nelle promesse di Giuseppe Bonaparte; ma frattanto si spedisce un commissario, e se il sig. conte non fa dare un ordine preciso, tutto finirà in belle parole. Parlai coll'istesso sig. conte del nuovo re di Etruria. Egli non par disposto a riconoscerlo con questo titolo, giacchè dice

¹ Le *Moniteur* du 17 floréal (7 mai) rapporte comme extrait du *Morning Chronicle* le passage suivant: « Le M^{is} de Lucchesini vient d'avoir ici une illustration passagère. M. Lock, consul anglais à Naples, arrivant de Paris, a déclaré chez les ministres qu'il tenait de M. de Lucchesini la nouvelle de la défaite du général Menou et de la capitulation de l'armée d'Orient... » Plus loin, une note

di avere bensì S. M. Imperiale, nel trattato di Lunéville, ceduta la Toscana al duca di Parma, ma di non aver convenuto che prenda il titolo di re. Spero che si sarà costanti nel sistema adottato, che il nuovo re conservi uno stretto incognito col titolo di conte di Livorno; ma se mai si pensasse a qualche atto solenne, la mancanza d'istruzioni mi servirà di scusa per non prestarmici, ed invitato, non interverrò mai che colla mia nuda presenza a quegli atti, ai quali interverranno tutti i ministri delle Potenze estere; onde in tal modo non resti Sua Santità con alcun compromesso.

Non ho potuto vedere il sig. C^{te} di Kolytchev, dopo ricevuto il di lei dispaccio del 22 aprile. Lo vedrò domani. Non dubito che egli abbia sempre per noi l'istessa premura; ma sentirò cosa pensa per gli affari di Malta. Già so che si pensa da questo governo, insieme col cav. Azara, di ristabilire Hompesch nell'esercizio del magistero. A me però non ne è stato ancora parlato, se non che dall'antico incaricato dell'Ordine, Cibon, al quale ho raccomandato di andare adagio, e di non prendere delle misure forti, che potrebbero urtare, o l'imperatore delle Russie che si è già dichiarato protettore dell'Ordine, o l'Ordine istesso al quale ho detto che credevo che Sua Santità vorrebbe aver sempre tutti i riguardi. Ma naturalmente se si vorrà qualche cosa, mi si parlerà di ciò più in dettaglio, e ne informerò esattamente V. Em. Per il di più che riguarda la Russia e Malta mi riporto al mio n° 69.

Sò che i compratori de' beni nazionali hanno continuato a far dei reclami, e al Primo Console, ed al ministro, e che non sono stati per ora accolti. È vero però che son questi potentissimi, e che perciò credo sempre opportuno d'approfittare del momento, se può riuscire di concludere un accomodamento.

Tutto che si sia invitata a Parigi una deputazione di notabili del Piemonte, si parla qui con più dolcezza della sorte di quegli stati, e si fa credere che saranno il soggetto di un articolo della

officieuse avertit : «... que le public ne doit ajouter aucune foi à ce qui a été dit jusqu'à cette heure dans les journaux anglais sur la défaite de l'armée française en Egypte. » — Le P. Consul se montrait alors très mal disposé contre le M^{rs} Lucchesini. Non content de le faire surveiller par la police (voir *Rev. rétrosp.*, n° de mai 1835), il demandait à la cour de Berlin de le rappeler (*Corr. de Nap.*, nos 5434, 5587, etc.).

pace che si farà coll' Inghilterra. Ma dopo tutte le notizie di Egitto, quando non siano vere che in parte ¹, e dopo l'affare di Danimarca ² e il riavvicinamento della Russia coll' Inghilterra, prenderà questa un tuono più forte.

Il M^{re} del Gallo ha preso un tuono di mediatore fra Kolytchev e questo governo, e non sò quanto da Kolytchev sia gradito.

Si alzano dei nuvoli sull' orizzonte politico. Non pare tranquilla l'aria anco nell' interno. Vi vuol prudenza per non compromettersi allo scoppio di qualche hurrasca.

(Cultes, *Arch. de Caprara*).

458. — Bernier à Talleyrand.

Paris, 20 floréal an IX (10 mai 1801).

Mgor Spina m'a communiqué, et j'ai lu attentivement les lettres qu'il a reçues de Rome, à la même époque que vous, et même plus tard; car la dernière est du 7 floréal, ou 27 avril.

Ces lettres ne ressemblent en rien à celle du cit. Cacault. Il n'y est ni question de listes d'exclusion, ni de variations, au moins dans la substance que l'on annonce parfaitement admise, ni de répugnances pour l'union que l'on désire pardessus tout.

Une seule chose m'a affligé, c'est que le cardinal Consalvi annonce que le cit. Cacault a déclaré que le Consul ne ferait pas un acte de catholicisme, et que la religion catholique ne serait pas plus protégée, après l'admission du projet, qu'avant. Si cette déclaration eût été vraiment faite, je dirais qu'elle est aussi fausse qu'impolitique; car je tiens de la bouche des trois Consuls, qu'aucun d'eux ne répugnera à la profession extérieure du catholicisme. Ces variantes ont dû résulter du défaut de s'entendre; et il était impossible que cela n'arrivât pas. Le cit. Cacault disait lui-même, avant son départ, à Mgor Spina, « qu'il n'entendait rien aux affaires de l'Église. » Je l'en crois sur parole.

¹ On connaissait avec certitude la capitulation du fort d'Aboukir, et on venait de recevoir par les journaux anglais des récits sur la bataille de Canope, livrée le 21 mars, qui avait refoulé Menou dans Alexandrie. La portée de cette sanglante rencontre n'était pas encore bien connue.

² A la suite de l'attaque de Copenhague par les vaisseaux de Nelson, les Danois avaient été contraints de signer, le 9 avril, un armistice, au moment même où ils apprenaient la mort de Paul I^{er}, qui les laissait sans soutien.

Quoi qu'il en soit, je suis pleinement rassuré. Le courrier arrivera. On promet, dans la lettre du 25 avril, qu'il partira avant le 1^{er} mai. Or la conférence entre le cit. Cacault et le cardinal secrétaire avait eu lieu le 23 : cet obstacle était donc levé, et nonobstant toute discussion, la bulle devait être envoyée. Qu'elle arrive ! Je le désire aussi vivement qu'il est possible. Je l'attends, d'après ce que j'ai vu et lu, avec une pleine confiance. Alors, si nous sommes trompés, nous saurons par qui et comment ; mais, je ne puis assez le répéter, ménageons tout pour que cette opération majeure assure la paix au dedans. La politique du dehors est aujourd'hui trop astucieuse et trop changeante pour inspirer une grande confiance. Quand la religion nous aura réunis, nous craindrons moins les brigues et les cabales des ennemis du dehors. S'ils sont paisibles, nous les respecterons ; s'ils forment de nouveaux projets, ce ne sera plus la grande majorité de la France, mais la masse entière qui s'armera contre eux.

Daignez, cit. ministre, faire part de ces détails au Premier Consul, dans le cas où vous jugerez convenable de lui communiquer la lettre du cit. Cacault. Je l'attends de votre complaisance et de votre bonté. Je vous prie de compter toujours sur mon zèle, sur mon dévouement, et le profond respect que je vous ai voué.

(Aff. étr., *Rome*, vol. 930).

459. — Talleyrand à Cacault

Paris, 21 floréal an IX (11 mai 1801).

J'ai reçu votre intéressante lettre du 1^{er} floréal, n^o 2,¹ et toutes les pièces qui y étaient jointes. Les objets les plus importants ont été mis sous les yeux du Premier Consul : je vous informerai des décisions qu'il aura prises.

L'arrêté que je vous transmets aujourd'hui sur les objets d'art qui avaient été déposés à Rome pour le compte de la République et qui doivent nous être rendus², me paraît propre à fixer

¹ Pièce n^o 376.

² L'arrêté du 13 floréal : 3 mai. Il portait : « Art. 1^{er}. Tous les objets d'art, réunis et déposés à Rome par les commissaires ou agents du gouvernement français au nom de la République, seront expédiés à Paris, quelle que soit leur ori-

tous vos doutes sur cette question. J'en donne également connaissance au cit, Alquier, afin qu'il en fasse la base de ses réclamations près de la cour de Naples...

Je fais passer au ministre de l'Intérieur les pièces que vous m'avez adressées sur l'état actuel de l'académie de France. L'idée d'acquérir la villa Médicis pour y placer notre école des arts, avait été en l'an VI celle du gouvernement : il l'abandonna ensuite, dans l'espérance d'acquérir le palais Farnèse. Si le ministre de l'Intérieur préfère aujourd'hui la villa Médicis au palais de l'académie, je proposerai au Premier Consul d'en négocier l'acquisition, à titre d'échange ou autrement...¹

P. S. — C'est le cit. Dufourny qui a été chargé par le ministre de l'Intérieur d'aller recueillir à Rome les objets d'art que nous y avons à réclamer. Je vous invite à lui procurer toutes les facilités dont il aura besoin dans cette intéressante mission...

(Aff. étr., *Rome*, vol. 930).

460. — Spina à Consalvi.

(n° 72)

Parigi, 11 maggio 1801.

Nella maggiore ansietà del mio spirito per la tardanza di Livio, che ancor non è giunto, riscontro all' Em. V. quattro veneratissimi suoi dispacci, uno cioè dei 24 aprile, altro dei 25, e due dei 27², fattimi recapitare ier l'altro dal ministro delle relazioni estere. V. Em. non può immaginare da quanti sospetti sia cagione questa tardanza, benchè innocente. Voglio sperare che giunga a momenti, e prima ancor di dar corso alla presente.

Qualunque sia l'istanza che faccia a questo governo il Cava-

gine, d'après les ordres et sous la surveillance du ministre de l'Intérieur. — Art. 2. Les agents diplomatiques de la République en Italie sont spécialement chargés de réclamer ces objets d'art, quelque destination qui leur ait été donnée, et de les faire réintégrer dans les dépôts où ils étaient avant la dernière évacuation des États romains par les Français. »

En outre, des instructions ont été données le 11 mai à Dufourny. Elles lui preservaient notamment de se mettre en possession des objets d'art de la villa Albani, sans se laisser arrêter par aucune réclamation.

¹ Dans un rapport du 4 mai, Talleyrand venait de proposer au P. Consul de négocier l'acquisition de la villa Médicis avec le nouveau roi d'Etrurie, comme ayant cause des grands ducs de Toscane.

² Pièces nos 380 et s. ; 385 ; 387 et s.

gnari, mi lusingo che non troverà alcun appoggio, e che niun diverso effetto produrrà la sua presenza, quando ancora si determini a venire a Parigi. L'istessa giustizia, che ha guidata finora le risoluzioni del Primo Console, spero le guiderà sempre, sia per il Cavagnari, sia per i compratori dei beni nazionali.

Mi dò tutta la premura e procuro tutti i mezzi, acciò sia scemata negli stati di Sua Santità la quantità delle truppe, che vi si vuole far stagionare. Volevo presentare una memoria sopra quest' oggetto al ministro delle relazioni estere ; ma mi si è fatto comprendere che convien rivolgersi al ministro della Guerra, Berthier. Procurerò adunque di aver sollecitamente una conferenza col medesimo, e certamente non risparmiarò energia, per fargli comprendere la situazione deplorabile nella quale si ritrova lo stato di Sua Santità, come non risparmiarò preghiere per indurlo a dare qualche provvedimento, onde resti scemata la quantità della truppa, invitandolo a mettere sotto il comando del sig. generale Murat le tre Legazioni.

Non sarà che opportuno che V. Em. mi rimetta la nota dei soggetti, la presenza dei quali, per aver essi figurato nel governo repubblicano, si rende in Roma più sospetta, o almeno al popolo più odiosa. Non voglio credere che questi protetti siano o dal ministro, o da qualunque altro agente francese. Mi servirà però la nota di regola per prevenire questo governo, e facendo conoscere la qualità dei soggetti, eludere qualunque rappresentanza [che] potessero i medesimi fare per ottenere appoggio e protezione.

Il nuovo re di Etruria si crede che non giungerà in Parigi che verso i 20 del corrente. Non è ancora ben deciso se prenderà alloggio dal sig. cav. Azara, o se sarà trattato interamente dal governo ; ma in fine credo alloggierà dal detto sig. cavaliere...

Parte veramente per Roma, in compagnia dell' architetto Dufourny, il figlio del ministro dell' Interno, Chaptal... ¹

(Cultes, *Arch. de Caprara*).

¹ Le même jour, 11 mai, Spina a adressé à Consalvi une lettre de recommandation pour ce jeune homme (*Arch. du Vatican*).

461. — Spina à Consalvi.

(no 73 en chiffres)

Parigi, 11 maggio 1801.

Non posso dissimulare all' Em. V. il mal umore che cuita nel Primo Console il ritardo del corriere Livio. Ne fui fatto avvertire ieri confidentemente dall' istesso Giuseppe, suo fratello. Io vado assicurando che a momenti deve giungere ; ma frattanto il mal umore del Primo Console, deluso già delle promesse da me fattegli sulle assertive di V. Em., molto mi fa temere, e m'impedisce di far ad esso parlar direttamente di Legazioni, e di beni nazionali, e di tutti gli altri oggetti che ci devono interessare. Un momento di buon umore tutto può far sperare dal Primo Console ; un momento di mal umore tutto può far perdere, e se disgraziatamente prende qualche risoluzione, sarà inamovibile.

Il sig. Cacault ha dato parte egualmente della conferenza avuta con V. Em., e già ha annunziato dei cambiamenti nella sostanza dell' articolo che riguarda i vescovi. Mi pare che non avrei ad esso comunicate le intenzioni del Santo Padre, che a travaglio ultimato, in modo da poter spedire il corriere prima che egli avesse tempo di darne parte al governo. Comprendo che può star la bolla, inserendovi nella sostanza e non litteralmente e a parte gli articoli del concordato, ma credo bene che il concordato verrà a parte, colle istruzioni a me e la facoltà per segnarlo. Questo mi pare sia stato il metodo osservato per il concordato di Leone X e Francesco I ; ma ormai è inutile ch' io trattenga V. Em. su di quest' oggetto, giacchè devo assolutamente credere il corriere partito, e prego Iddio che lo faccia giungere sollecitamente.

Il segretario di Hompesch scrive da Roma che si è costi disposti a far di tutto per il suo padrone, e questo suo incaricato deve aver già presentata una memoria, come ha parlato già al cav. Azara perchè questo governo, unitamente alla Spagna, s'interessi per farlo nuovamente riconoscere gran maestro. Ho fatto prevenire il ministro delle relazioni estere a non correre in quest' affare, dichiarando che Sua Santità assolutamente vorrà riportarsene all' Ordine, prima di prendere alcuna risoluzione ;

e ne ho tenuto nel tempo medesimo proposito col sig. C^{to} di Kolytchev, al quale già il sig. cav. Azara ne ha parlato. Il sig. C^{to} di Kolytchev non ha veruna istruzione per quest' affare, ma mi ha detto ch' egli crede che l'imperatore Alessandro, lasciando che l'Ordine seguiti ad eleggere il suo gran maestro secondo le regole, non acconsentirà che sia rinstallato Hompesch, e perchè vorrà che sia in qualche modo rispettata la memoria di suo padre, e perchè i priorati di Baviera e di Germania sono decisamente ad Hompesch contrari. Ho fatto riflettere al sig. conte, che vedevo difficile che il consiglio dell' Ordine radunar si potesse a Pietroburgo, per procedere ad una nuova elezione. Si radunino nel luogo che si crederà il più conveniente. Non gli ho parlato ancora di Roma; ma mi pare che se si potesse ottenere che tutto si passasse costì sotto gli occhi di Sua Santità, sarebbe il mezzo migliore per condurre l'affare ad un termine più felice. Ma per ottener ciò, vi vorrebbe anco l'approvazione del nuovo imperatore delle Russie, ed è perciò desiderabile che Mgor Della Genga possa portarsi a Pietroburgo, ove, pensa il sig. C^{to} di Kolytchev, sarà benissimo accolto. Frattanto il ministro Talleyrand mi ha fatto assicurare, che questo governo non prenderà per Hompesch alcun positivo impegno, e principio a persuadermene, da che ho veduto il cav. Dolomieu, che mi pare contro Hompesch irritatissimo, e che, come V. Em. può credere, gode di tutta la grazia del Primo Console.

Il sig. C^{to} di Kolytchev attende sempre in vano la risposta alle memorie, da esso date relativamente al Piemonte ed al regno di Napoli; e V. Em., dal modo col quale il regno è trattato, può prendere argomento delle intenzioni che qui si hanno, se non si cercano da quel sovrano tutte le vie di conciliazione. Tutto fa temere ai politici una nuova coalizione delle potenze del Nord, compresa la Prussia, contro la Francia; ma frattanto la povera Italia ne è, e ne sarà ancora la vittima. Nulla più si dice della pace coll' Inghilterra.

Tutti i riguardi che si hanno costì all' armata francese, e tutto ciò che si è fatto per togliere ogni memoria infamante [per] questa nazione va a maraviglia; ma se il corriere non giunge sollecito, tutto il merito di questi riguardi sarà perduto.

(Cultes, *Arch. de Caprara*).

462. — Bernier à Talleyrand.

Paris, 22 floréal an IX (12 mai 1801).

Je vous suis obligé de l'avis que vous daignez me donner. Je vais le transmettre à Mgr Spina, et je puis vous répondre que nous serons, l'un et l'autre, rendus à La Malmaison à l'heure indiquée.

(Aff. étr., *Rome*, vol. 930).

463. — Spina à Consalvi.

(n° 74 en chiffres)

Parigi, 12 maggio 1801.

Nel momento che ero questa mattina per spedire gli annessi numeri per la posta, ho avuto avviso dal ministro delle relazioni estere di portarmi subito coll' abbate Bernier alla campagna del Primo Console. Ad una simile intimazione, non si esita un momento di ubbidire.

Giunto adunque alla presenza del Primo Console, in mezzo alla molta urbanità colla quale mi ha ricevuto, ho dovuto con dolore sentirmi annunziare esser egli poco soddisfatto della condotta della corte di Roma, e per la lentezza nel respingere la risposta al progetto di concordato da quà trasmesso, e per i cambiamenti già fatti nel medesimo, ed annunziati dal ministro Cacault.

È difficile ch' io render possa a V. Em. tutto ciò ch' egli ha detto e ripetuto, in una conferenza che ha durato più di un' ora, ed alla quale si è trovato presente anco il ministro delle relazioni estere, che è sopraggiunto. La sostanza però consiste nel sospetto da esso concepito, e con molta vivacità esternato, che si voglia condurre in lungo l'affare, per la speranza di qualche cambiamento nel sistema politico generale delle cose. Per quanto io mi sia affaticato a persuaderlo della premura, che ha Sua Santità, e che ha V. Em. di voler ultimare la negoziazione degli affari ecclesiastici colla maggior sua soddisfazione, e di tutto lo studio che costì si mette per accelerarne la spedizione nel modo il più adattato a renderlo contento, ed a giustificare infine la tardanza colla importanza dell' affare, coi disgustosi av-

venimenti che costì tutto giorno si succedono a causa della carestia, e coll' istessa comunicazione che se ne è dovuta fare al suo ministro, egli non ha cessato di declamare contro il sistema della corte di Roma, di voler sempre tirar partito dalla lentezza nelle negoziazioni. E mentre non ha cessato di ricolmare di elogi Sua Santità, ha esternata molta diffidenza, e del Sacro Collegio, e, devo dirlo con rincrescimento ma con lealtà, di V. Em. Può ben immaginare l'Em. V., che non ho ommesso di far risaltare tutto ciò che convincerlo doveva del contrario; ma tutto ai suoi occhi diventa nulla, mancando, come egli dice, di soddisfarlo nella cosa per esso la più interessante, qual si è la sistemazione della religione; e pareva che il Console ed il ministro facessero a vicenda a ripetermi, che per i 30 di aprile avevo promesso il ritorno del corriere, e che ai 12 di maggio non è ancor giunto e forse non è partito ancora da Roma.

Da questa generale declamazione sulla tardanza del ritorno del corriere, si è discesi alle querele sui cambiamenti fatti al progetto. Scrive il ministro Cacault, che Sua Santità non crede di poter ammettere l'articolo che riguarda i vescovi, nella maniera colla quale si trova concepito nella risposta ufficiale del sig. abate Bernier, ma che esige in vece che il Primo Console mandi la nota dei vescovi che vuole esclusi, colle ragioni che ha per escluderli. Questo è l'articolo che più sta al cuore al Primo Console, come ho sempre accennato a V. Em., e nel quale ho sempre detto che vedevo assai difficile il fare ammettere qualunque cambiamento. Ho dovuto assicurare il Primo Console, che ignoravo qual fosse la risoluzione presa da Sua Santità sopra di quest' oggetto. L'ignoro di fatto. Gli ho ben soggiunto che l'articolo è di un' estrema delicatezza, aggiungendo tutte quelle ragioni di più, che in favore dei vescovi emigrati ho esposte altre volte, ed in voce ed in iscritto. Egli insistè decisamente a non volere gli antichi vescovi; e solo a poco a poco mi si è arreso per alcuno nominatamente, del quale gli ho fatto risaltare il merito, come è stato per l'arcivesco di Vienna, per il vescovo di Luçon¹, e per

¹ L'archev. de Vienne, Mgr d'Aviau du Bois de Sanzay, rentré en France sous le Directoire, passait pour être personnellement favorable à la promesse de fidélité. Il venait, par une lettre du 24 mars, d'ordonner un *Te Deum* en l'honneur de

alcun altro. Si può sperare che, ultimato il concordato, sia meno avverso al regresso degli antichi titolari. Ma frattanto, più si ritarda la conclusione, vedo che in vece di scemar più cresce l'avversione, e nulla in questa parte posso far sperare di preciso. Vedo che degli altri articoli non se ne occupa molto, e che per conseguenza il cambiamento della estensione non incontrerà gran difficoltà. Ma la lentezza nel rispondere è quello che lo agita più di tutto, facendogli dubitare della lealtà nostra nel trattare con lui. Onde ha finito per ordinarmi di spedire subito un corriere a Sua Santità, e riferirgli che nulla meglio egli ama che di ristabilire la religione cattolica in Francia, e di avere per il Santo Padre tutti i riguardi e tutta la deferenza, quando il Santo Padre voglia condiscendere ai suoi desideri ed avere in lui tutta la fiducia; ma che, in caso diverso, rendendo al popolo un culto pubblico qualunque, le campane, le processioni, e ristabilendo la Prammatica Sanzione, è sicuro di poter indipendentemente da Sua Santità stabilire una religione qualunque, senza avere opposizione, e che allora tutti i riguardi alla Santa Sede cesseranno in un punto.

Sento bene l'indecenza di un simile discorso; ma come rispondere, in circostanze simili, ad un tuono così minaccioso, e ad una persona dalla quale tutto si può temere, se non che con dolcezza, con proteste, con preghiere, e con tutti i mezzi più dolci, atti a disingannarla e a persuaderla del contrario? Questi sono i mezzi che ho creduto di mettere in opera, e coi quali, assicurandolo che Sua Santità farebbe tutti gli sforzi possibili per contentarlo con sollecitudine, ho potuto ottenere di passare tranquillamente ad altri discorsi, relativi agli interessi della Santa Sede.

Ma nell'istesso modo che quando si parlava di religione, mi andava dicendo, che la corte di Roma si faceva dominare da tutte le Potenze non cattoliche. Così parlando delle cose temporali,

la paix de Lunéville. L'attitude de Mgr de Mercy, évêque de Luçon, était semblable. Ce prélat, retiré en Allemagne, avait également autorisé ses grands vicaires à faire chanter le *Te Deum* (voir pièce n° 434). En outre, les prêtres déportés qui rentraient dans son diocèse signaient tous sans difficulté la Promesse (lettre du préfet de la Vendée au min. de la Police du 26 ventôse : 17 mars).

mi ha soggiunto che egli non avrà per la Santa Sede alcun riguardo, se non in quanto mostrerà Sua Santità della fiducia in lui; che se la Russia, la Prussia, l'Inghilterra s'interesseranno per lui, sarà quando non gliene avrà alcuna. Queste espressioni, più volte ripetute, mi hanno fatto ben comprendere, che egli sospetta che il concordato sia attraversato dalle insinuazioni di dette Potenze, e che a ciò attribuisce la lentezza della spedizione del corriere, o la renitenza nell'aderire alle sue domande, cosa che bisogna assolutamente smentire con tutti i mezzi possibili.

In prova del suo assunto, mi ha citato egli stesso il re di Sardegna, che mi ha detto aver perduto il Piemonte, per non aver voluto aver in esso della confidenza, e per essersi abbandonato alla Russia. Mi ha però fatto trasentire, che può sperare ancora qualche risorsa dalla mediazione dell'Inghilterra, la quale in un trattato di pace può ottenere qualche favore per il re di Sardegna, cedendo alcuna delle tante colonie che ha occupate¹.

Assicurandolo adunque che Sua Santità posa nella sua generosità tutta la sua fiducia, e che è estraneo da qualunque intrigo politico, mi son fatta strada a parlargli delle Legazioni, e delle critiche circostanze nelle quali si trova lo Stato, raccomandandogli di scemare in esso, per quanto è possibile, il numero delle truppe. Nulla decisamente mi ha risposto di poter fare, fino a che non sia assicurato, che il Santo Padre sia veramente suo amico, e tutto mi ha aggiunto di esser pronto a fare, quando sia assicurato della sua amicizia. Ma la prova di questa si riduce sempre disgraziatamente all'affare dei vescovi. L'istessa replica mi ha fatta, quando gli ho parlato dei principati, singolarmente degli elettorati ecclesiastici dell'Impero.

Soggetto della nostra conversazione è stata egualmente la Religione di Malta. Pareva il Primo Console molto interessato per Hompesch; ma facendogli riflettere sulla necessità che vi è di

¹ Le P. Consul commençait à prétendre que la protection accordée par la diplomatie russe à la maison de Savoie était toute personnelle à Paul I^{er} et ne devait pas lui survivre; que, d'un autre côté, le sort du Piémont pouvait devenir un moyen de compensation dans un traité avec l'Angleterre, parce que cette puissance devait s'intéresser au ravitaillement de ses flottes en Sardaigne et d'une manière plus générale à l'équilibre des États italiens.

aver dei riguardi all' Ordine, se non si vuol correre il rischio di vedere un altro scisma nel medesimo e di perderlo interamente, ed esso ed il ministro convenuti sono nella massima da me proposta, cioè che Sua Santità procuri tutti i mezzi di conciliazione, vedendo se è possibile di richiamare il consiglio dell' Ordine a Roma, per ivi passare, o al riconoscere di nuovo Hompesch, o a creare un nuovo gran maestro, secondo le circostanze lo potranno esigere.

Anco i Gesuiti sono stati materia del lungo nostro dibattimento. Si è maravigliato come Sua Santità abbia avuta così poca politica di disgustare la Spagna col ristabilire i Gesuiti¹. Egli parlava di un ristabilimento generale dell' Ordine, ed io gli ho francamente risposto, che forse era probabile che concesso si fosse ai Gesuiti di Russia il continuar a vestir l'abito dell' Ordine, ma che potevo assicurare che l'Ordine in generale non era ristabilito.

Conclusione di tutto questo discorso è stato, che io assolutamente debba spedire un corriere a Roma a Sua Santità per gli oggetti sopra indicati, cioè perchè senza ritardo ulteriore spedito sia il concordato, e per annunziare di nuovo al Santo Padre, che assolutamente non ammetterà variazione alcuna nell' articolo che riguarda i vescovi.

Vado ad eseguire la prima parte, se pure non vi è qualche corriere che parta dal ministero delle relazioni estere, del quale approfitterò per risparmio di spesa; e in questa parte, benchè non debba dubitare che Livio sia già in viaggio, mi permetta non ostante l'Em. V. di farla avvertire, che è notabilissimo il danno del ritardo, e che fosse ben vero ciò che il Primo Console asserisce, che, un mese fa, aveva meno ostacoli da superare per ristabilire la religione.

I nemici di questa ci fanno una guerra orribile, e cercano tutti i mezzi per attraversarne il ristabilimento. Si fa credere nel tempo istesso al Primo Console, che i poveri ecclesiastici che resistono alla promessa di fedeltà alla costituzione, si oppongono

¹ La nouvelle du rétablissement des Jésuites en Russie devenait publique : elle était mal accueillie par les journaux français (voir, par exemple, *Le Publiciste* du 17 floréal : 7 ma

alla promessa di fedeltà al governo, e si prende pretesto da queste accuse per perseguitarli ferocemente. Nell' ipotesi impossibile adunque che Livio non sia partito all' arrivo di questi fogli, supplico istantemente V. Em. di farne precipitare la partenza.

Non interloquisco sull' articolo che riguarda i vescovi: sarà stato costì bastantemente discusso, e son sicuro che Sua Santità avrà presa quella risoluzione, che nelle critiche attuali circostanze, e a fronte di una volontà così decisamente manifestata dal Primo Console, e da me sempre fedelmente tracciata nei miei fogli, la sua apostolica autorità gli avrà permesso di prendere.

Per ciò che riguarda gli affari temporali, V. Em. comprende essere assolutamente inutile ogni mia istanza, fino a che non giunga il concordato. Vedrà che non ho male a proposito creduto opportuno di tenermi in guardia, e di non servirmi che sobriamente dell' influenza del ministro russo, e che questa attualmente ci nuocerebbe più che farci del bene. La conquista dei Russi, richiamata a difesa dei beni di Chiaravalle, ha fatta in queste circostanze poco buona impressione. « È tutta mia generosità, se non ho riconquistato », dice il Primo Console. In somma, io credo che si teme per la parte della Russia, della Prussia e dell' Inghilterra una nuova coalizione, e il nome russo, che era due mesi fa così rispettato da questo governo, vedo che ora non è rammentato che con sdegno ed orrore. Me ne persuade di più la confidenza, che il Primo Console ha voluta farmi, di tutto il dettaglio dell' assassinio di Paolo I. La mia condotta adunque sarà sempre tale da non compromettermi, nè coi ministri delle Potenze estere, nè con questo governo. Se si giunga a condurre a buon termine l'opera, saremo ben felici.

(Cultes, *Arch. de Caprara*).

464. — Talleyrand à Cacault.

Paris, 23 floréal an IX (13 mai 1801).

J'ai reçu, cit., votre lettre du 6 floréal (26 avril). Les difficultés dont vous me faites part n'ont pas été prévues, et sont regardées ici par les agents de la cour de Rome, sous un jour bien moins

positif que celui sous lequel elles vous ont été présentées. Dans tous les cas, les intentions du gouvernement de la République, ne peuvent changer que dans un sens rétrograde. Il a fait pour Rome tout ce qu'il est possible de faire, et il n'entendra à aucune modification sur l'ensemble ou sur les détails du projet qui lui a été présenté, et qui seul peut obtenir son approbation.

Les comparaisons tirées du Concordat¹ ont été pesées dans le temps, et avec raison écartées. Les circonstances veulent que l'accord entre les deux gouvernements soit isolé et distinct de la publication que l'un des deux doit en faire. Rien dans cette matière ne doit rester secret après le rapprochement des deux Puissances, et comme tout ce qui tient au pouvoir de l'une des deux, consiste principalement dans le sens donné à des paroles, il ne doit y avoir rien de laissé à l'arbitraire, après le choix fait de celles qui ont été regardées comme les plus propres à fixer les attributions respectives.

Il est impossible de revenir sur l'article des extinctions²; il l'est plus encore de rien ajouter à celui qui laisse de l'éventualité dans la profession religieuse des successeurs du Premier Consul.

En tout, cit., je ne puis me persuader que la cour de Rome s'abuse sur la force des circonstances, et tienne encore à l'ancienne manière de gagner du temps. Cette manière est aujourd'hui au nombre de celles qui sont surannées, et que la politique romaine doit abandonner. Le temps sert les institutions qui croissent et s'élèvent; il dévore, quand on le laisse faire, toutes celles qui sont en décadence. La chose la plus prudente que puisse faire la cour de Rome, est de profiter des dispositions du gouvernement de la République, qui fait preuve envers elle d'une libéralité, dans laquelle il y a autant de courage que de bienveillance. Si elle laisse à ces dispositions le temps de se refroidir, rien ne sera capable de les ramener, et, elle doit en être assurée, rien encore ne sera capable de les remplacer à son avantage.

¹ Il s'agit ici du concordat de 1516. Il faut se reporter à ce qu'en dit Cacault (pièce n° 386).

² Cette expression, qui n'est pas très précise, s'applique évidemment au renouvellement intégral de l'épiscopat français.

Il serait utile à la cour de Rome qu'elle fût instruite, que tout ce qu'elle fait pour chercher des appuis hors de la sphère de ses rapports religieux, ne fait que la déconsidérer. Ses recours à la Russie et à l'Angleterre nuisent plus au pouvoir moral de la religion que toutes les pertes qu'elle déplore, et ne servent de rien à sa consistance politique. Le secret de sa force est tout entier dans le sentiment bien sincère de sa faiblesse réelle, et dans une confiance que tout lui recommande de conserver à l'Espagne et à la bienveillance du gouvernement français.¹

(Aff. étr., *Rome*, vol. 930).

465. — Bernier à Consalvi.

Paris, 23 floréal an IX (13 mai 1801).

Je vais, au nom du gouvernement français, parler à V. Em. le langage de la franchise. La politique est étrangère aux affaires du Ciel ; la foi qui sauve les hommes est étrangère à ses calculs. La vérité seule préside aux discussions de l'Eglise.

J'écrivais à V. Em., le 12 avril, que le Consul voulait un terme aux longs délais qu'éprouvaient les affaires ecclésiastiques de France. J'ajoutais, en donnant cet avis officiel, que je croyais être assuré du départ du courrier Livio avant l'arrivée de ma lettre. Je m'étais trompé : rien n'a paru. Une seconde lettre est partie, plus pressante que la première² : son effet a été le même. La décision, demandée pour l'époque des ratifications, espérée pour Pâques, attendue ensuite du 20 au 25 avril, puis promise officiellement pour le 30, puis enfin différée jusqu'aux premiers jours de mai, ne nous est pas plus connue (aujourd'hui 13) que si elle n'eût jamais existé.

Irrité de ces délais, et plus encore des promesses faites et restées sans effet, le Consul nous a mandés hier à sa maison de campagne. Il nous a témoigné, à Mgr Spina et à moi, de la manière la plus expressive, son mécontentement, non pas de notre

¹ Le même jour, Talleyrand mandait au P. Consul, qui était resté à La Malmaison : « J'ai expédié tout ce dont vous m'avez chargé aujourd'hui pour Rome, pour Naples et l'Orient. »

² Le 28 avril (cf. p. 265, note 2).

conduite personnelle (Dieu nous est témoin que nous n'avons dit et annoncé que ce qu'on nous promettait), mais des inconcevables délais qu'on oppose au succès d'une affaire, plus importante qu'aucune de celles qui sont maintenant déferées au Saint-Siège.

Il m'a chargé de dire à V. Em. « que tout délai ultérieur lui serait personnellement imputé ; qu'il l'envisagerait comme une rupture ouverte, et ferait de suite occuper par les troupes françaises, à titre de conquête, les Etats du Saint-Siège. » Il a ajouté « que la France ne pouvait être sans religion ; qu'il en voulait une ; qu'il préférerait la catholique romaine dans laquelle il était né et voulait mourir ; qu'il la protégerait spécialement, la professerait hautement, et assisterait en pompe à ses cérémonies ; qu'elle serait reconnue comme religion de la grande majorité des citoyens français ; qu'elle serait, en ce sens, dominante et nationale parce que le vœu dominant et national est celui de la majorité¹ ; mais qu'il voulait qu'on se contentât de la réalité de la chose, sans employer ces derniers mots qui produiraient, sur certains esprits, le plus mauvais effet. » Il a déclaré « qu'il voulait un clergé soumis et fidèle au gouvernement ; que son intention était que les acquéreurs de domaines nationaux fussent imperturbables ; et que l'article qui concerne les nominations aux nouveaux évêchés fût irrévocablement ainsi conçu : *Sa Sainteté ne reconnaîtra d'autres titulaires des évêchés conservés en France, que ceux qui lui seront désignés comme tels par le Premier Consul Bonaparte*². » Toute autre rédaction serait rejetée comme ne pouvant s'accorder avec l'état actuel de la France et les vues du gouvernement. Il nous a enfin ajouté « que si ces vues ne pouvaient convenir au Saint-Siège, ou s'il en résultait de nouveaux délais, il finirait, quoiqu'à regret, par prendre un parti quelconque en matière de religion, et travaillerait à le faire adopter dans tous les endroits où la France étendait son influence ou sa domination. »

S'il en coûte à mon cœur, pour faire à V. Em. une pareille déclaration, il ne nous a pas été moins pénible de l'entendre. Elle n'a été adoucie que par l'assurance, que nous a donnée le Consul, qu'il était convaincu de nos efforts mutuels pour le bien

¹ Voir t. I, p. 307.

² Voir pièce n° 267.

de la religion, et par l'espoir que nous concevons encore qu'un heureux succès viendra enfin les couronner.

Des délais après des promesses peuvent quelquefois avoir lieu entre des particuliers, mais de puissance à puissance, sur un objet majeur, ils sont impolitiques et toujours désastreux. On paraît ne vouloir autre chose que gagner du temps. Le soupçon nait du retard, les obstacles s'élèvent, et le succès, que la célérité garantissait, devient impossible.

Pesez donc ces réflexions, Mgr, et agissez ; mais sans délai, sans ajournement quelconque. La France appelle sa religion, l'Italie veut la conserver, l'Allemagne désire la protéger. Les Etats du Saint-Siège réclament un soulagement, le Souverain Pontife un accroissement de territoire, la Chambre apostolique une décision sur les domaines acquis¹. Les prêtres français gémissent dans l'exil ; ils veulent tous rentrer dans le sein de leur patrie. Eh bien ! Mgr, rien de tout cela ne pourra s'effectuer sans la décision du Saint-Siège ; et elle n'arrive pas ! Que d'utiles occasions perdues ! Que d'âmes on eût sauvées, que de maux on eût évités, que de bien on eût fait, que d'obstacles on aurait vaincus avec plus de célérité !

V. Em. est très occupée, je le sais. Je plains la destinée cruelle d'un homme élevé à ce poste périlleux. Mais à quoi serviront les règlements administratifs, sans celui de la religion ? Il faut, avant de gouverner, assurer la jouissance possible du pays qu'on veut administrer : or, la possession incommutable des Etats de Sa Sainteté dépend essentiellement de la réunion de la France avec elle. Il faut donc avant tout assurer ce point si délicat, sans lequel, je le répète, le reste n'est rien.

Je viens d'exposer à V. Em. tout ce que mon attachement à Dieu, à ma patrie, à ma religion et au Premier Siècle m'a inspiré. Je n'ai tracé ces caractères qu'avec un sentiment pénible de douleur, et ne me suis consolé qu'en pensant que j'avais acquitté, avec la franchise qui m'est naturelle, le devoir de ma conscience. Ma tâche est remplie : il ne me reste plus qu'à attendre, avec l'humilité d'un chrétien soumis, et le vif désir d'un catholique

¹ C'est-à-dire sur les domaines acquis par des tiers. Bernier veut parler ici de la question des biens nationaux romains.

zélé, la décision du successeur de Pierre, aux vertus duquel le Premier Consul, la France et nous, rendons le plus parfait hommage.

(Arch. du Vatican).¹

466. — Bernier à Talleyrand

Paris, 24 floréal an IX (14 mai 1801).

J'ai remis au cit. d'Hauterive les paquets et dépêches de Mgor Spina ; j'y ai joint la lettre que vous avez lue, et le tout a été adressé au cit. Cacault.

Je vous envoie copie de ma lettre. Vous pouvez la montrer au Premier Consul. Je serai charmé qu'il voie dans la sincérité de mes expressions la pureté de mon zèle, et combien je désire fixer un terme aux anxiétés que nous éprouvons. J'espère qu'enfin le cardinal Consalvi, abjurant sa prétendue finesse ou sa paresse, nous enverra sans délai et tout bonnement ce que nous demandons ; sinon le Consul avisera au moyen de sauver la religion par d'autres mesures. Mais, je le répète, j'ai tout lieu de croire que Rome ne balancera pas.

(Aff. étr., *Rome*, vol. 930).

467. — Bernier au P. Consul.

Paris, 24 floréal an IX (14 mai 1801)

J'ai écrit, aussitôt après notre dernier entretien, une troisième lettre à Rome : elle est aussi forte que détaillée. J'y fais part au cardinal secrétaire de votre juste mécontentement, de vos vœux, et de vos intentions.

Je lui annonce que ce n'est pas le temps de remettre en discussion à Rome ce qui a été arrêté ici ; qu'il faut l'adopter, le renvoyer de suite et en finir. Je lui déclare enfin que tout délai lui serait personnellement imputé ; que vous l'envisageriez comme une rupture et feriez occuper de suite les Etats de Rome.

¹ Cette lettre a été publiée par le P. Theiner (t. I, p. 429) d'après l'original. Une copie, conservée aux Aff. étr. (*Rome*, vol. 930) présente des variantes de style assez nombreuses.

J'ai donné copie de cette lettre au cit. Talleyrand. Je le prie de vous la montrer. Je me suis appliqué, en l'écrivant, à faire d'un côté sentir avec force les terribles suites d'un refus, et de l'autre les avantages d'une prompte acceptation. Il faudra donc que malgré sa finesse prétendue, qui n'est en soi que fausse politique, maladresse ou paresse, le cardinal s'explique ; et alors vous saurez mettre un terme à nos anxiétés.

M. Spina a écrit avec beaucoup d'humeur ; il est vivement molesté, et je crois qu'il pardonnera difficilement au cardinal Consalvi de l'avoir amusé par des promesses, qui jusqu'ici sont restées sans effet. Il est affreux que le Premier Siègle laisse tout en suspens sur la seule chose qui puisse et doive l'occuper !

Je vous prie, général, d'être persuadé de la persévérance de mon zèle, de mon dévouement sans borne, et de mon respect.

(Cultes, carton 1).

468. — Spina à Consalvi

(particulière)

Parigi, 13 maggio 1801.

Avvisato quest' oggi, nel momento, della pronta partenza di un corriere dal ministro delle relazioni estere, non ho avuto tempo di scrivervi due righe confidenziali, e di aggiungere al piego che ho dovuto subito consegnare¹. Ecco però che parte domani un corriere per Genova, e spero che questa mia vi giungerà egualmente sollecita e sicura.

Caro amico, vi scrivo con tutta quella effusione di cuore, colla quale credo che l'amicizia mi dia un diritto di parlarvi ; ma perchè indugiar tanto a rispedirmi Livio ? Vi ho sempre inculcato, che la risposta fosse decisa e sollecita. Conosco ormai questa gente. Sò quali sono i sospetti che hanno contro di noi, e qual miglior partito ritrar si poteva da una più pronta

¹ En remettant au courrier français la dépêche n° 74, Spina avait ajouté ce billet particulier : « Parigi, 13 maggio. — Come comprenderà V. Em. R. dall'annesso mio foglio in numeri, segnato n° 74, avrei io dovuto spedire un corriere. Ma in questo momento il ministro delle relazioni estere mi fa sapere che vi è un corriere pronto che parte per Roma, onde ne approfitto a scanso di una spesa che non sarebbe indifferente. Non ho tempo di diffondermi di più, etc. » (Arch. du Vatican).

risposta. Credetemi, che la conferenza avuta ieri col Primo Console e col ministro mi spaventò, e non tanto per l'affare, quanto per l'istessa vostra persona, che mi è carissima. Non andate a rintracciare come, e da chi sia stato insinuato al Primo Console che voi siete stato sempre nemico dei Francesi. Poco basta per fare accrescere in esso i sospetti; e questa dilazione nel ritorno di Livio lo ha sommamente allarmato. Dissi tutto ciò che sapevo per prevenirlo a favor vostro, e per assicurarlo, che non vi era porporato nel quale contar potesse più che in voi; ed egli finalmente concluse con dirmi: « Lo vedrò coll' effetto ». Voglio sperare che Livio sia già in viaggio, e sia vicino a giungere; ma credetemi, che ogni giorno di più che passa è di un grandissimo pregiudizio, e ciò che si sarebbe ottenuto colla prontezza, non si otterrà sicuramente col mal umore che il ritardo ha cagionato, e colla prevenzione contraria. E piaccia a Iddio, che non se ne prendino de' pretesti per mali anco più gravi!

Sò bene che voi siete affollatissimo di affari; che le querele continue che vengono da tutte le parti non vi lasciano un momento di pace; e che non avete, per così dire, un momento da respirare. Ma molto del lavoro potevate lasciarlo fare ad altri, e così meno ve ne sareste reso responsabile, e riducendo il vostro lavoro alle sole lettere, potevate sbrigarvene più presto. Non intendo mai di rimproverarvi. Vi ripeto, vi compatisco; ma mettetevi su i piedi miei. Mi si lacera il cuore a sentire attaccar voi, a sentire attaccare la condotta in genere della corte, alle minacce che mi si fanno, e al non sapere che replicare nel sentirmi rimpecciare la promessa, da me fatta, che ai primi di maggio il corriere sarebbe giunto. Ma io mi sfogo con voi, e forse la dilazione dipende da altri più che da voi. Se ciò è vero, avete ben ragione di rimproverarli, e dovete farlo conoscere anco al ministro Cacault, acciò vi giustifichi. Non voglio più inquietarvi su questo proposito. Spero che non tarderà molto a giunger Livio, e che la presenza del tutto possa in qualche modo calmare gli spiriti, che certamente sono contro di noi molto inaspriti. Non devo però tacervi ciò che ho saputo questa sera, ed è l'ordine dato a Cacault di lasciar Roma, se si ritarda di più la spedizione del corriere. Son persuaso che ciò non avrà luogo, perchè all' arrivo del corriere

francese sicuramente Livio non sarà più in Roma ; ma voi dovete procurare, che l'istesso Cacault smentisca che la tardanza cagionata sia dall' influenza delle Potenze estere, e faccia conoscere, che le critiche nostre circostanze soltanto ne son stata la cagione.

Siccome il mal umore del governo per la tardanza del ritorno di Livio, ed i sospetti che questa ha fatti concepire si son resi noti a molti, così ve ne scriverà ancora la vostra amica, colla quale ne abbiamo lungamente parlato. Ambedue c' interessiamo per voi, e vorremmo che nulla vi si potesse attribuire dai vostri nemici dei disastri, che sono minacciati, e che disgraziatamente dobbiamo sempre temere.

Scusate se son stato così prolisso. È l'attaccamento che ho per voi, che mi ha obbligato ad esserlo. Amatemi come vi amo, e credetemi sempre di tutto cuore, etc.

Devo farvi i complimenti di Bernier, il quale con dispiacere ha dovuto scrivervi la lettera che unii ieri al mio piego, e che scrivendola al nome del governo ha dovuta naturalmente metterla sotto gli occhi del ministro.

Siamo alle quattro ore dopo il mezzo giorno del 14, e Livio non è ancor giunto !

(Arch. du Vatican).

469. — Spina à Consalvi

(n° 76 en chiffres)

Parigi, 14 maggio 1801.

A quanto ho avuto l'onore di dettagliare all' Em. V. R. nel mio rispettoso foglio d' ieri n° 75¹, credo opportuno di aggiun-

¹ Dans cette dépêche, datée du 12, mais partie le 13, Spina annonçait avoir reçu des suppliques du prince abbé de Saint-Gall et du prince évêque d'Hildesheim. « Già ho parlato in genere a favore di tutti i principi ecclesiastici di Germania, tanto al Primo Console, quanto al ministro delle relazioni estere. Dall' *Ultimatum* della Dieta di Ratisbona, pubblicato coi pubblici fogli di questo giorno, vedo che è rimesso interamente a S. M. Imperiale il regolare le indennità dei principi dell' Impero. Non posso certamente dubitare che questa Potenza ancora aver vi possa tutta l' influenza, e credo di più che l' affare sia già molto inoltrato ; ma il contemporaneo mio foglio in numeri istruirà l' Em. V. perchè finora io non abbia potuto prendere una parte più diretta in quest' affare. Nell' attendere però su di questo importante oggetto le ulteriori istruzioni di V. Em., posso assicu-

gere esser già arrivato in Parigi il sig. Cavagnari. Sò che egli già va declamando a tutti i ministri contro la condotta della corte di Roma, e pretende di mostrare con un calcolo da esso fatto, che attualmente il Santo Padre è più ricco di quel che era il suo antecessore con tutto lo Stato ¹. Ho già prevenuto il sig. abbate Bernier, e l'ho pregato d'invigilare quali sono i passi che si fanno da detto Cavagnari, per riparare ai colpi che egli potesse minacciare, profittando del mal umore del Primo Console contro di noi.

In tale circostanza, conviene pure che io esterni confidentemente a V. Em. di non potermi che lodare del ministro cisalpino Marescalchi, che si trova in Parigi. Egli mi ha avvertito sempre, quando è stato incaricato di fare qualche rappresentanza a nome della sua Repubblica, nella quale Sua Santità aver poteva qualche interesse. Egli ha per Sua Santità veramente del rispetto, e ne ha sempre detto, in pubblico e in privato, un mondo di bene. Egli è ben rinvenuto dai passati errori, ed io son persuaso che se vi fosse luogo a parlare del ritorno di Bologna alla Santa Sede, potrei tirar da lui molto partito ².

arla che non mancherò dal canto mio di mettere in opera tutti i mezzi possibili, acciò i desideri già manifestati da Sua Santità vengano, se non in tutto, almeno in parte soddisfatti... »

¹ Les acquéreurs et créanciers avaient dressé un tableau pour prouver qu'au début de la Révolution française, les finances pontificales souffraient d'un déficit annuel de 90,000 piastres. Ce déficit, augmenté par les dépenses de guerre et par la perte des trois Légations, s'était trouvé porté à environ 570,000 piastres au moment de la proclamation de la République romaine. Un édit récent de Pie VII, du 19 mars 1801, ayant prescrit dans les dépenses une réduction d'environ 1 million 400,000 piastres, il s'ensuivait un excédent de recettes d'environ 830,000 piastres. — Ces calculs spécieux, déjà soumis à Cacault, à Rome, venaient d'être présentés à Talleyrand par Duveyrier, le 4 mai. Ils ont été reproduits, le 4^{er} juin, par Cavagnari.

² Avec un caractère modéré, M. Marescalchi n'était pas aussi favorable aux revendications du Saint-Siège que le prétend Spina. — L'envoyé cisalpin se plaignait de l'incertitude qui tenait encore en suspens la destinée des Légations; il avait quelque peine à s'accommoder de l'espèce de nullité où il était personnellement réduit. Il écrivait à Aldini, le 17 avril: «... Le cose nostre sono anche addietro, nè si svilupperanno che in risultato delle ulteriori negoziazioni sulla sorte del resto d'Italia. Finora non mi pare preso peranche alcun piano stabile. Se ve n'era qualcheduno iniziato, la morte di Paolo cangia volume. Mi stanno a cuore e la patria e la repubblica. Qui è Melzi. Esso è consultato, almeno sin ora: io zero, come sempre... » (Zanolini, *Aldini ed i suoi tempi*, t. I, p. 354).

Il duca di Parma alloggierà dal cav. Azara. Egli crede che potrà conservare in Parigi uno strettissimo incognito ; ma io ne dubito ancora. Il cav. è molto di mal umore ; e in generale mi pare che lo siano tutti i ministri delle corti alleate, o non alleate ; V. Em. ne può immaginare il perchè. Pare che decisamente la Prussia si unisca alla Russia e all' Inghilterra. Questa pare sempre pronta a far la pace colla Francia, a condizioni però eque ed onorevoli, e si crede che esigerà l'intervenzione ancora delle Potenze sue alleate. Si crede però, che la Francia procurerà in tal caso collegare di buona fede coll' Imperatore, ed io lo credo. Non saprei però decidere se, mentre il C^o di Cobenzl in Parigi tratta della nuova sistemazione de' principi dell' Impero, e di regolare le indennità che si devono a molti e singolarmente al gran duca di Toscana, trattato che credo assai inoltrato, si pensi a Vienna a fare colle corti del Nord una nuova coalizione. Questi son misteri impenetrabili ancora. Ma pare che il tempo presto svilupperà gran cose.

(Cultes, *Arch. de Caprara*).

470. — Cobenzl à l'Empereur.

Paris, 19 mai 1801¹.

(M. de Cobenzl rend compte qu'étant allé le 14 à La Malmaison, il avait entendu de la bouche du Premier Consul, la proposition inattendue d'établir dans le Vénitien l'ancien grand duc de Toscane et d'indemniser l'Empereur du côté de la Bavière). « Ce n'est plus que pour l'Italie que nous pouvons nous brouiller, me dit le Premier Consul. La négociation actuelle une fois terminée, l'Allemagne ne nous fournira aucun sujet de dispute. Vous ne pouvez rester en possession de ce que vous avez en Italie qu'en y laissant trente ou quarante mille hommes : ceci m'oblige à laisser un nombre égal de forces dans la Cisalpine ; car sans cela vous pourriez vous emparer de toute l'Italie avant

¹ Bien que cette dépêche et la suivante soient datées du 19, nous les insérons ici parce qu'elles rendent compte de ce qui s'est passé à La Malmaison les 12 et 14 mai.

que nos troupes n'arrivent pour la secourir. Or, j'en conviens moi-même, une Cisalpine dans laquelle résidera un général français à la tête de quarante mille hommes, ne sera jamais indépendante. Dès lors il en résulte des discussions et des brouilleries ; au lieu que le grand duc n'ayant d'autres troupes que celles que ses revenus le mettraient dans le cas d'entretenir dans le Vénitien, et tout au plus trois ou quatre mille hommes que vous lui laisseriez dans les premiers temps, nous en agirions de même à l'égard de la Cisalpine ; nous évacuerions tout à fait l'Italie, et nous ferions disparaître la seule pierre d'achoppement qui pourrait encore exister entre les deux gouvernements. »

(M. de Cobenzla combattu ce système, et d'après ses instructions a demandé que le grand duc soit rétabli à Florence). « Le Premier Consul me dit que jamais il ne consentirait à rendre la Toscane au grand duc, par la seule raison que ce serait donner le port de Livourne aux Anglais, tandis que ce dont il s'occupait le plus, était de les expulser entièrement de la Méditerranée. — Je lui objectai que le plus ou moins d'utilité dont Livourne pourrait être aux Anglais serait toujours indépendant des rapports qui existeraient entre l'Autriche et la France ; qu'au reste il ne tenait qu'à lui de faire disparaître toute inquiétude à cet égard, en établissant le grand duc dans les Légations.

Le Premier Consul répliqua que cet arrangement était tout aussi impraticable, puisqu'il nous rapprocherait trop de Rome et de Naples ; que la France avait essentiellement besoin des Légations pour être toujours à portée de ces deux Etats ; qu'elle ne pensait nullement à les subjuguier, mais qu'elle voulait être sûre de n'avoir rien à en redouter. — « C'est-à-dire, lui répliquai-je, que vous voulez tenir Rome et Naples dans une dépendance absolue. Je vous demande si le reste de l'Europe pourra le voir avec indifférence. » — Bonaparte me répondit qu'il ne pouvait pas consentir que nous y soyons les maîtres. — Sur quoi j'observai qu'il n'était aucune Puissance qui vit, dans notre voisinage de ces deux pays, qu'un moyen de défense pour eux ; qu'il n'en était pas ainsi de la France, quand même elle gouvernerait sous le nom de Cisalpine.

Pour toute réfutation de mes arguments à cet égard, le Pre-

Consul me réitéra l'assurance positive qu'à moins d'une guerre heureuse, ni nous ni le grand duc ne passerions jamais l'Adige... (Arch. de Vienne).

Cobenzl à l'Empereur

Paris, 19 mai 1801.

On assure que le général Jourdan, dans la proclamation qu'il a donnée relativement au Piémont et qui se trouve dans la feuille ci-jointe, ¹ a outrepassé les ordres du Premier Consul, ce qui même doit lui avoir donné beaucoup d'humeur. Cependant, quoiqu'il se soit répandu dans le public qu'il allait paraître une espèce de rétractation, au moyen de laquelle les arrangements actuels seraient déclarés positivement n'être que provisoires, je n'ai jusqu'ici rien trouvé de pareil dans aucune des feuilles publiques ; et le Premier Consul, dans le langage qu'il m'a tenu, n'a jamais marqué la moindre disposition de complaisance ou de ménagement pour la Russie, m'ayant toujours assuré que, sans la seconde note de Kolytchev, il lui aurait fait quitter Paris dans quarante-huit heures.

On dit aussi que les trois Légations vont être provisoirement organisées d'après le nouveau régime français, sans cependant les réunir encore à la Cisalpine. Le général Brune, qui devait partir pour tout régler relativement à cette république, est encore ici, et on commence à dire que le Premier Consul ne trouve pas les facilités sur lesquelles il comptait dans l'intérieur de cet Etat. Néanmoins il s'obstine toujours à le soutenir, par amour pour cette création de ses premières victoires, quoique son frère et beaucoup de ceux qui l'environnent seraient assez portés à le sacrifier, pour faciliter l'arrangement général.

V. M. aura daigné voir, par mes très humbles relations précédentes, ² que l'on n'attendait ici que la réponse du Pape pour

¹ Cette proclamation, du 29 germinal (19 avril) était reproduite notamment dans le *J. des Débats* du 11 floréal (1^{er} mai). Elle ne fut nullement blâmée par le P. Consul (Cf. *Corr.* n° 5566).

² Pièce n° 318.

y promulguer le culte catholique. Cette réponse tarde tellement à venir, que le Premier Consul en a témoigné son vif mécontentement à l'archevêque de Corinthe, faisant ici les fonctions de nonce apostolique. Il l'a fait venir exprès pour cela à La Malmaison, en même temps que Talleyrand. « Je suis né catholique, a dit Bonaparte ; je veux vivre et mourir catholique ; mais le Pape s'y prend de manière à me donner la tentation de me rendre luthérien ou calviniste, ainsi que toute la France. » Dans sa colère actuelle contre l'empereur Alexandre, le Premier Consul a dit au nonce : « Que le Saint-Père prenne bien garde de ne pas mêler la Russie dans les affaires du catholicisme en France. Elles ne regardent pas les schismatiques, et le roi de Sardaigne éprouve à présent, à ses dépens, ce que vaut une pareille intervention. » Bonaparte a ajouté que V. M. et le roi d'Espagne étaient les seuls princes qui avaient le droit de parler pour le Pape, et non les Russes et les Prussiens...

Le C^{te} de Saint-Marsan est toujours à Paris et n'a pas reçu de nouvelle intimation d'en partir. Le M^{re} de Gallo a été plusieurs fois à La Malmaison chez Madame Bonaparte, ce qui lui a moyenné un ou deux entretiens avec le Premier Consul. Il a tenté d'obtenir quelque adoucissement au dernier traité de paix ; mais Bonaparte lui a toujours répondu que c'était une chose faite, dont il n'y avait plus à revenir. Il part ces jours-ci pour Vienne.

(Arch. de Vienne).

471. — Le P. Consul à Lucien Bonaparte

Paris, 26 floréal an IX (16 mai 1801).

...Indisposez la cour de Madrid contre le Pape, en lui faisant connaître comme une chose sûre que celui-ci, sans consulter aucune puissance, a, sur la demande de Paul I, rétabli les Jésuites. Le Pape est un honnête homme, mais borné. Il a autour de lui l'ancienne prétraille napolitaine, qui marche sur les traces de Busca et se comporte mal...

(Aff. étr., *France*, vol. 1772).

472. — Spina à Consalvi(n° 78 en chiffres) ¹

Parigi, 16 maggio 1801.

Nel mentre che io mi trovo nella massima angustia di spirito per il ritardo di Livio, non tiene già il sig. Cacault le mani alla cintola; ma in data dei 5 maggio ha spedito un nuovo corriere, col quale annunzia ² che erano già quattro giorni che da V. Em. gli era stata comunicata la bolla, ed annunzia tutte le variazioni costì fatte nel concordato. Nulla è di più probabile, che nulla intendendo di queste materie, abbia ancora alterate le cose; ma è ben certo che gli animi qui si vanno sommamente inaspren-
do, e per il ritardo, e per i cambiamenti, e che io mi trovo esposto a continui rimproveri e a minacce continue.

Quando si credeva costì indispensabile di comunicare il tutto al ministro Cacault, senza poter nel momento spedire il lavoro fatto a Parigi, nella sicurezza che egli di tutto informato avrebbe il governo, sarebbe stato opportuno di comunicare a me ancora in prevenzione il tenore degli articoli del concordato costì riformati, ed avrei potuto almeno preparare il governo, e far disporre il Primo Console a convenire nella necessità dei cambiamenti. Tutti quelli ai quali interessa di attraversare il ristabilimento della religione cattolica in Francia, si approfittano del mal umore del Primo Console, e non fanno che fomentare le più strane idee contro le paterne intenzioni di Sua Santità, e contro la Chiesa; e facendogli credere che nè da Sua Santità, nè dai vescovi ammettere si voglia la promessa di fedeltà al governo, confondono questa colla fedeltà alla costituzione, ed eccitano la persecuzione la più fiera contro i poveri ecclesiastici che a questa si ricusano. Non posso che con dolore esprimere all'Em.

¹ Nous avons supprimé la dépêche n° 77, du 16 mai. Après avoir rappelé l'envoi de la dépêche du 13 mai et celui de la lettre particulière du 14, Mgr Spina se borne à signaler le départ de l'abbé Rey, ex-consul de la République romaine, qui se rend à Rome. « Non lo credo più capace nel momento di fare alcun male. Siccome non riesce sempre a V. Em. di negare il regresso alle persone che lo chiedono, così non posso io qualche volte dispensarmi da fornirli di una lettera per V. Em. Questo non toglie che debbano esser osservati con tutta la vigilanza. »

² Pièce n° 392.

V. il dettaglio di tutte queste cose; ma crederei di tradire il mio dovere se gliele occultassi; e ciò di cui infinitamente mi duole, si è, che le querele del Primo Console si fanno senza riserva conoscere al pubblico, ed in tal modo si procura d'indisporre anco i buoni, ai quali si fa attribuire al nostro silenzio soltanto la continuazione di tanti mali.

Il nuovo re di Toscana non è ancora giunto.

Non ho potuto ancora sapere quale impressione abbiano fatte le istanze del Cavagnari.

Non si è mai data risposta alle memorie del C^{te} di Kolytchev, relative a Napoli ed al Piemonte. Pare che egli, disgustato, procurar voglia di esser richiamato dalla sua corte.

(Cultes, *Arch. de Caprara*).

473. — Spina à Consalvi.

(particulièrè)

Parigi, 18 maggio 1801.

Sebbene vi ho scritto ier l'altro per la posta, avvertendomi l'amica Brignole della pronta occasione di un altro corriere per Genova, non sò astenermi del ripetervi due righe confidenziali.

Siamo ormai al mezzo giorno del 18, e il corriere Livio non è giunto. Ho saputo, come già vi ho accennato per la posta, che non era partito ancora da Roma il 5. Ciò mi fa credere che veramente la tardanza dipenda da qualche ostacolo, nato costì, e fatto insorgere forse dall'istesso Cacault. Voi però dovrete aver ricevuta una lettera dell'abbate Bernier, che vi scrisse il 28 aprile, e colla quale vi assicura che non aveva Cacault altra istruzione, che di sollecitare il disbrigo del corriere, ma che niuna ne aveva per il dettaglio degli affari. Le ultime lettere del 5 di Cacault annunziano, che il 2 voi eravate stato da lui, e gli avevate comunicato il tenore della bolla, e che tutto era in ordine. Annunzia le variazioni che erano state fatte negli articoli del concordato: ma come sta adunque, che il corriere non è ancor giunto? O si è rotto il collo, o assolutamente le obiezioni di Cacault hanno fatta costì ritardare la spedizione; e questa ormai la credo la lezione più vera.

Permettetemi però che vi riporta, che credendomi obbligato a comunicar tutto, siccome io credo che gli articoli e la bolla saranno stesi ad un punto da non ammetter più alcun cambiamento, così avrei nel momento spedito il corriere. Ma questo ancora sarà stato fatto ; e chi sa cosa è accaduto per strada a questo benedetto corriere ? Quel che è vero, si è che tutti i ministri mi fanno giungere delle lagnanze sulla lentezza della risposta, e che questa tardanza, qualunque ne sia la cagione, produce un male incalcolabile. Siccome però tutt'oggi vien da Dio, io chino la testa nella mia afflizione, che è grandissima, e procuro di rassegnarmi alla sua volontà. Spero che compatirete questi miei innocenti sfoghi, tanto più che ha molta parte nella mia afflizione l'interesse che prendo per voi. La vostra amica ne può far testimonianza. Ambedue ci aiutiamo acciò sia resa giustizia al vostro merito, e sia concepita da tutti l'opinione di voi, che meritate.

Il nuovo re di Toscana non giungerà che fra cinque o sei giorni. Di qualche altra cosa meno interessante ve ne parlerò nel primo mio dispaccio. Compatitemi, caro amico ; amatemi, e credetemi sempre di tutto cuore tutto vostro.

(Arch. du Vatican).

474. — Bernier à Spina

Paris, 29 floréal an IX (19 mai 1801), 8 h. du soir.

Je suis chargé par le Premier Consul et par le ministre des relations extérieures, de vous déclarer « que mécontents des délais apportés jusqu'à ce jour à l'expédition des affaires ecclésiastiques de France, ils ont résolu d'y fixer un terme, à l'expiration duquel une rupture entière aura lieu. »

J'ai été, en conséquence de ces intentions de leur part, appelé ce soir au ministère, où j'ai lu en entier les dépêches adressées au cit. Cacault. Elles portent expressément « que si, dans le délai de cinq jours à dater de la réception de ces dépêches, la bulle, et le concordat y compris, ne sont pas envoyés, il ait à se retirer de suite de Rome au quartier général, à Florence. » On ajoute « que si cette même bulle a été envoyée, avec les

changements que le cit. Cacault a dit avoir été faits, il n'en exécutera pas moins ce qui lui est prescrit, si Sa Sainteté ne consent pas que ces changements soient modifiés. »

C'est avec douleur que je vous fais une telle déclaration. Mais la dernière conversation que vous avez eue avec le Consul a dû vous y préparer. Je vous invite de la part du Consul, du ministre et de la mienne à écrire avec force, en conformité de ces dispositions: je le ferai moi-même, et le même courrier portera nos dépêches.

Je ne me permets aucune réflexion sur ces tristes circonstances. Vous et moi sentons amèrement combien sont affligeants et le courroux du ministre, et l'irritation du Premier Consul, et le silence du cardinal secrétaire, qui ne nous a pas même mis dans le cas de le défendre, puisque nous n'avons rien su par lui, et tout par le cit. Cacault. Cet inconcevable silence, gardé depuis le départ du courrier, s'expliquera un jour, et je forme, par vénération pour S. Em. le cardinal secrétaire d'Etat, des vœux bien sincères pour qu'il ne nuise ni à la religion, ni à la France, ni à sa personne, ni au Saint-Siège.

(Arch. du Vatican).

475. — Spina à Consalvi.

(n° 79)

Parigi, 19 maggio 1801.

Se tarderà ancora molti giorni a giungere il tanto da me sospirato Livio, converrà che soffra ancora V. Em. R. di ricevere da me molti dispacci sull'istesso oggetto, siccome io continuo a soffrire ad ogni momento nuove amarezze. La copia della nota ufficiale, che ho ricevuta nel momento dal sig. abbate Bernier, instruirà V. Em. de' nuovi ordini, che per corriere straordinario si danno al ministro Cacault da questo governo. Invitato a non cessare dalle mie rappresentanze all' Em. V., acciò non sia ulteriormente ritardata la spedizione del corriere, ed acciò soddisfatti siano i desideri del Primo Console, credo di non poterlo meglio fare che riportandomi al mio foglio in cifra n° 74, trasmesso già con altro corriere straordinario, e col trasmettere il duplicato di altra mia cifra spedita per la posta, n° 78.

Dopo una tardanza di tanti giorni, non si può più dubitare che le difficoltà eccitate dal sig. Cacault, ed il desiderio di V. Em. di soddisfare per quanto è possibile alle sue rappresentanze, siano stata la cagione dell' ulteriore ritardo. Assolutamente io non posso immaginare, che all' arrivo di questa mia il corriere non sia partito ; ma se mai ciò fosse, supplico con tutta l'efficacia del mio spirito l'Em. V., a non volerne ritardare un momento la spedizione. Il male che ha fatto questo ritardo è incalcolabile, e V. Em. lo vede col fatto. Desidero e prego istantemente il Signore, che il sollecito arrivo del corriere dissipasse il mal umore concepito dal Primo Console, e tutti quei sospetti, che i nemici della religione ed i nostri gli hanno forse fatto concepire a nostro danno.

Assai più arduo sarà il contentare il Primo Console, nella parte che riguarda l'estensione del concordato e della bolla, della quale si parla egualmente nella nota ufficiale. Ignoro quali siano i cambiamenti costì fatti : sò che il ministro Cacault avvisa di esser stata soppressa la sommissione alle leggi, nell'articolo che riguarda la promessa di fedeltà al governo. Ma siccome il Primo Console istesso, in una particolare udienza, mi assicurò che la promessa di « fedeltà e sommissione al governo stabilito dalla costituzione », era la formola precisa che desiderava che fosse adottata ¹, non posso immaginare che cambi in questo d'opinione.

Parla egualmente il ministro Cacault de' possessori de' beni ecclesiastici, e dice che io sarò autorizzato a dare a tutti l'assoluzione. Mentre ho io già espresso francamente al Primo Console ed al ministro, che il Santo Padre non avrebbe mai potuto servirsi delle parole « *reconnait les aliénations des biens ecclésiastiques* » ², non posso nemmeno credere che sia adottata la regola di una assoluzione individuale. Comunque sia, son persuaso che Sua Santità avrà adottata l'estensione, che più possa convenire a conservare nella sostanza i desideri esternati dal Primo Console, e che insieme sia più adattata al modo col quale conce-

¹ Voir p. 67 if. — Cf. p. 59 et 62.

² Cette formule était consignée dans le texte primitif du projet V (pièce n° 222) et dans les variantes de Bernier (pièce n° 305) ; mais avant l'envoi du projet V à Rome, elle avait été remplacée par cette autre formule : « ... le serment de soumission aux lois et d'obéissance au gouvernement institué par la constitution de la République. » (Cf. t. I, p. 409, note).

pita esser deve un' apostolica concessione. Son convinto che si sarà esteso in questa, fino a quanto la sua autorità gli può permettere, e voglio perciò confidare, che convinto anco il Primo Console delle rette, disinteressate e leali intenzioni di Sua Santità, e dell' impossibilità di poter passare più oltre, anco a fronte di ogni minaccia, vorrà condiscendere ad adottare l'estensione nella forma che gli sarà trasmessa.

La brevità del tempo, che mi è concesso per scrivere, non mi permette di diffondermi più a lungo su di questo interessantissimo oggetto. Finisco adunque coll' umiliare etc.

(Cultes, Arch. de Caprara).

476. — Spina à Consalvi.

(n° 80 en chiffres)

Parigi, 19 maggio 1801.

È inutile che io faccia all' Em. V. un più lungo dettaglio delle querele, de' rimproveri e delle minacce che non si cessa di farmi sentire, e per mezzo dell' abbate Bernier, e per mezzo dei ministri interni ed esterni, per il ritardo della spedizione del concordato e della bolla, e che pur troppo riflettono anco in danno dei buoni. Non posso però dispensarmi di aggiungere al mio contemporaneo rispettoso foglio, che avendo avuto ier mattina una conversazione col sig C^{te} di Cobenzl, egli ancora mi fece la confidenza delle lagnanze fatte dal Primo Console, e dei sospetti dal medesimo concepiti, che l'influenza di qualche Potenza non amica della Francia facesse ritardare la spedizione. Egli mi disse che aveva procurato, con delle solide ragioni, di disingannarlo su di questo punto; ma mi fece ben avvertire, che ogni più lunga dilazione non poteva che far temere un maggior male.

Avendomi il Primo Console confermato, che l'Imperatore insisteva per la conservazione degli elettorati ed altri principati ecclesiastici della Germania, pregai il sig conte di voler continuare a favor dei medesimi il suo impegno; ed egli mi ripeté, che per quanto disposto fosse da principio a tale conservazione anco il Primo Console, ora però egli andava cambiando di opinione, ed egli faceva dei progetti assai diversi.

Ciò combina perfettamente con quanto mi asserì ieri il sig.

abbate Bernier, che fu di nuovo invitato dal Primo Console alla sua campagna, e credo al solo oggetto di fare sentire a me delle nuové querele e delle minaccie. Una di queste era appunto, che mal sicuro di possedere l'amicizia di Sua Santità, [nè] potendo sperare che la religione cattolica influisse nella tranquillità del governo, sospesa aveva qualunque disposizione a favore della Santa Sede, e per conseguenza non avrebbe più preso alcun interesse per la conservazione degli elettorati e principati ecclesiastici di Germania. Troverà V. Em. queste proposizioni dell'incredibile; ma son vere, e credo mio dovere di non tardare a comunicargliele per regola. L'irritamento del Primo Console è all' eccesso. Non si manchi ai doveri di religione; ma ciò che si può fare, si faccia subito, e nel modo da me indicato da principio e più volte ripetuto. Una maggior tardanza mi fa temere qualunque disastro.

(Cultes, *Arch. de Caprara*).

477. — Talleyrand à Cacault.

Paris, 29 floréal an IX (19 mai 1801).

Depuis la date de ma dernière lettre, les nouvelles données que le gouvernement de la République a recueillies sur les dispositions de la cour de Rome, le portent à se confier moins que jamais dans la sincérité de ses protestations apparentes. Ses délais, ses tergiversations, les arguties enfin qu'elle oppose à des considérations de la plus grave importance, tout lui fait croire qu'elle s'est laissée aller à la dangereuse entreprise de lutter contre les circonstances, de se jouer de la France, et de marchander sur de frivoles accessoires, quand la question de son existence comme puissance temporelle n'est pas encore résolue, et quand celle même de son existence spirituelle n'est pas hors de toute contradiction.

Je vous ai exprimé, dans ma dernière dépêche, l'intention positive du Premier Consul de finir cette discussion dans les termes arrêtés à Paris. Il ne peut entendre à aucune modification, ni sur le fond, ni sur la forme, ni sur les expressions convenues. Le projet qui lui a été proposé, a été discuté avec une égale at-

tention de ne s'écarter, ni des bornes que la religion a posées à l'étendue de la puissance du Saint-Siège, ni de celles que les droits politiques et la force des circonstances ont assignées au pouvoir du gouvernement.

Il est reconnu ici que la cour de Rome peut ce qui lui est demandé, et que le gouvernement ne peut rien au delà de ce qu'il se propose de faire. Les observations qui vous ont été faites, supposent que le Saint-Père ou ses ministres s'abusent sur leur position et sur la nôtre, et qu'ils n'ont pas su se faire une idée de la manière dont la question a été traitée à Paris. Il faut qu'ils se pénètrent bien de cette double vérité : 1° qu'ici les matières théologiques sont aussi connues qu'à Rome, et que des hommes aussi éminents dans la connaissance de ces objets que les conseillers actuels de Sa Sainteté peuvent l'être, ont trouvé que la religion, ni ses dogmes, ni ses maximes, ni sa discipline ne pouvaient recevoir aucune altération des clauses imposées au Saint-Siège par les articles convenus ; 2° que le gouvernement de la République est fermement décidé, soit à obtenir complètement et promptement ce qu'il désire, soit à rompre définitivement toute négociation sur des objets qu'il a discutés avec franchise, avec générosité, avec la plus libérale justice, et dans la discussion desquels la cour de Rome ne s'est montrée que vétilleuse, malveillante et dissimulé.

En conséquence, cit., j'ai l'ordre formel du Premier Consul de vous informer, que votre première démarche auprès du Saint-Siège doit être de lui demander, dans le délai de cinq jours, une détermination définitive sur le projet de convention, et sur celui de la bulle dans laquelle la convention doit être insérée, qui ont été proposés à son adoption. Si, dans le délai que vous êtes chargé d'offrir, les deux projets sont adoptés sans aucune modification, les deux Etats seront liés de fait par des rapports pacifiques, dont le Saint-Siège doit enfin sentir plus que jamais l'importance et même la nécessité. La publicité de ces rapports se trouvera ensuite honorablement constatée par la proclamation des articles convenus et insérés dans le projet arrêté de la bulle du Saint-Père.

Si des changements vous sont proposés, et que le délai ex-

pire, vous annoncerez au Saint-Siège que, votre présence à Rome devenant inutile à l'objet de votre mission, vous vous voyez obligé à regret de vous rendre auprès du général en chef; et vous partirez en effet sur le champ pour Florence. Vous ne donnerez pas à cette déclaration les formes d'une menace, mais vous en laisserez tirer les conséquences qu'on voudra.

Le Saint-Père est entouré de perfides conseils. Le gouvernement de la République n'ignore ni la source ni le but des instigations dont il est l'objet. Il désapprouve, et tout ce qu'il y a d'hommes sensés en Europe blâment les tentatives inconvenantes qu'une cour, qui est à la merci de tout le monde et qui devrait connaître ses vrais appuis, ne cesse de faire pour en mender hors de la sphère de ses rapports religieux. Le gouvernement de la République enfin ne peut être insensible à l'espèce d'ingratitude, avec laquelle elle répond à tous les efforts qu'il a faits pour l'arrêter aubord de l'abîme, pour ralentir, s'il se peut, le cours progressif de la décadence de son pouvoir. Il a lieu de s'étonner qu'elle s'aveugle, au point de méconnaître que rien encore n'est canoniquement établi sur la nomination du Souverain Pontife; que cette nomination, faite sous l'influence immédiate et directe d'une seule puissance, a besoin d'être reconnue par toutes les nations intéressées à sa légalité; qu'elle a été insolite quant au lieu, et que son appareil et ses formes ne l'ont pas consacrée peut-être avec une suffisante authenticité.¹

Dans une telle situation, y a-t-il de la prudence à épiloguer sur un mode de réconciliation politique et religieuse avec le gouvernement le plus puissant de l'Europe, et avec la nation la plus nombreuse du catholicisme chrétien?

Je vous invite à faire entrer ces observations dans vos entretiens, soit avec le Saint-Père, soit avec ses ministres, et dans les formes que vous croirez les plus propres à toucher la sensibilité de l'un et à éclairer l'aveuglement des autres. Je souhaite qu'elles aient l'effet que nous avons lieu d'en attendre. Si elles ne produisaient pas cet effet, vos dernières instructions sont, je vous le répète, de vous retirer à Florence, cinq jours après que vous

¹ Voir pièce n° 1.

aurez fait connaître les ordres que je suis chargé de vous adresser.

Je vous observe encore, pour ne rien laisser d'incertain sur les intentions du Premier Consul, que si, avant la réception de cette dépêche, il était parti de Rome un courrier, porteur d'un projet modifié à quelque degré que ce soit, vous ne devez laisser au Saint-Siège aucune espérance sur l'effet de pareilles dispositions, et les instructions que je vous adresse doivent être ponctuellement remplies, soit dans ce cas, soit dans tout autre.

P. S. — Mgor Spina, qui connaît parfaitement la question et les intentions du Premier Consul, écrit par le courrier que je vous expédie, et dans le même sens que moi.

Vous devez remarquer que l'article relatif à la démission des anciens évêques doit être rédigé de la manière suivante : « Sa Sainteté ne reconnaîtra pour titulaires des évêchés conservés en France, que ceux qui lui seront désignés par le Premier Consul¹. »

(Aff. étr., *Rome*, vol. 930).

478. — Bernier à Consalvi.

Paris, 29 floréal an IX (19 mai 1801.)

Je vous écrivis, il y a huit jours. Je pressais vivement le départ du courrier porteur de la bulle. Je l'attendais à chaque minute et me disais à moi-même : au moins, s'il n'arrive pas, serons-nous instruits des motifs du retard. Rien de tout cela n'est effectué. Le temps s'est écoulé ; V. Em. a gardé le plus profond silence. Le seul envoyé de France l'a rompu, pour apprendre au gouvernement les changements qu'on se proposait de faire à la bulle².

J'ai prévenu V. Em. des mécontentements qu'excitaient ces délais. Je lui ai dit que l'orage grondait de toutes parts : je lui annonce maintenant avec peine qu'il vient d'éclater. Le Premier Consul ordonne au ministre d'écrire au cit. Cacault que si, dans cinq jours à dater de la réception de ses dépêches pour tout délai, la bulle et le concordat, tels qu'on les propose, ne sont pas en-

¹ Voir pièce n° 267.

² Il ne faut pas oublier que la bulle contenait les articles du Concordat.

voyés à Paris, il ait à se retirer de Rome au quartier général à Florence ; et que, même dans le cas où la bulle aurait été envoyée avec les changements qu'indique dans ses lettres le cit. Cacaault, il n'en exécuterait pas moins son départ de Rome, si Sa Sainteté ne consentait pas à rétablir l'intégrité de la rédaction.

Tel est donc, Mgr., le fatal résultat des délais opposés jusqu'à ce jour à la conclusion de cette affaire majeure, la plus importante de celles que le Saint-Siège puisse traiter. La célérité seule pouvait garantir le succès ; il ne fallait ni donner lieu à la malignité de préparer des résistances, ni à l'impiété le temps de dresser ses batteries. Une décision subite les frappait l'une et l'autre d'un coup inattendu. Vous avez hésité : elles élèvent la tête, et chaque jour de délai devient pour elles un jour de triomphe et de jubilation.

Qu'attendez-vous donc, Mgr ? Pourquoi tarder si longtemps à rendre au plus puissant des peuples de l'Europe le seul bien qu'il désire ? Ne le voyez-vous pas étendre son influence victorieuse en Espagne, en Allemagne, en Hollande, en Suisse, en Italie ? S'il n'est pas catholique, si l'unité rompue le sépare de Rome, quels dangers pour l'Eglise, le Saint-Siège et l'Europe ! Qui oserait les prévoir sans frémir ? Qui pourrait les connaître, et posséder entre ses mains le préservatif sans l'appliquer de suite ?

Hélas ! fallait-il donc attendre que les menaces suivissent les invitations ? N'était-ce pas assez de nos prières, de nos vœux et de nos larmes ? Deux mois ne suffisaient-ils pas pour l'examen sérieux du projet ? Ils sont écoulés ; et rien ne parait, rien ne satisfait l'ardeur impatiente d'un peuple affamé de sa religion. Au nom de cette institution divine, au nom du Saint-Siège dont nous désirons tous de conserver l'éclat et les prérogatives, au nom même de vos propres intérêts, rompez un désastreux silence. Envoyez sans délai cette bulle, ce concordat si longtemps désiré. Il n'existe plus que ce seul moyen de conserver en France, en Italie, la religion de nos pères, le pouvoir temporel du Saint-Siège à Rome, les électors ecclésiastiques en Allemagne, et peut-être la paix intérieure dans la majorité du continent européen. Je le dis à V. Em. avec autant de douleur que de vérité : encore cinq jours de délai ou un refus, et tout est rompu.

Pardon mille fois, si j'emploie des expressions aussi fortes ; mais la conviction du danger, la crainte, la douleur, le salut de ma religion et celui de mon pays me les arrachent. Je sens l'impression qu'elles feront sur vous ; et déjà mon cœur attristé se soulage, en pensant qu'il existe encore dans votre prudence et votre célérité un moyen de succès. Puissent mes pressentiments et mes vœux ne pas être trompés !

(Arch. du Vatican).¹

479. — Bernier à Talleyrand.

Paris, 30 floréal an IX (20 mai 1801).

Je vous adresse copie de ma lettre au cardinal secrétaire d'Etat. La vôtre était foudroyante. J'ai joint à la forte impression qu'elle doit produire, l'accent de la persuasion dans la mienne. Puissent-ils être effrayés par l'une et touchés par l'autre, de manière à nous envoyer de suite ce que nous désirons ! Je vous prie de communiquer ma lettre au Premier Consul, si vous le jugez convenable, et de compter toujours sur l'activité de mon zèle.

(Aff. étr., *Rome*, vol. 930).

480. — Bernier au P. Consul.

Paris, 30 floréal an IX (20 mai 1801).

Le ministre des relations extérieures m'a communiqué la lettre que vous lui avez ordonné d'écrire au cit. Cacault.

J'en ai fait part, de vive voix et par une note écrite, à M. Spina. Il a écrit au cardinal secrétaire d'Etat, de la manière la plus forte et la plus pressante. Je l'ai fait également. Je viens d'envoyer copie de ma lettre au cit. ministre. Je le prie de vous la communiquer. J'attends de cette démarche le succès que nous désirons tous. M. Spina m'a ajouté qu'il serait autorisé à faire les changements qui ne porteraient pas sur la substance du projet

¹ Le P. Theiner a publié cette pièce (t. I, p. 138), d'après l'original, et non, comme il le prétend, d'après la copie conservée aux Aff. étr. (*Rome*, vol. 930). Cette copie offre de nombreuses différences de style.

et que le gouvernement pourrait désirer. Il me tarde bien que toutes ces lenteurs finissent. Quand vous serez satisfait, nous le serons tous. Le courrier a dû partir à neuf heures.

(Cultes, carton 1).

481. — Spina à Bernier.

Paris, 20 mai 1801.

Vous n'ignorez pas combien je suis pénétré de douleur pour le retard du courrier, qui doit nous apporter l'expédition du concordat entre Sa Sainteté et le gouvernement français pour tout ce qui regarde la nouvelle sistémation des affaires ecclésiastiques de France. D'après un si long délai, je ne dois pas douter que les nouvelles questions, excitées à Rome par le ministre Cacault sur la rédaction du concordat et de la bulle, n'en soient pas la cause.

J'avais déjà écrit au cardinal secrétaire d'État de la manière la plus énergique, pour l'engager à m'envoyer au plus tôt toutes les pièces nécessaires à l'expédition des affaires. Je l'ai fait encore d'après la réception de votre note d'hier au soir. J'aime à espérer que le tout nous parviendra, avant que le courrier que l'on dépêche aujourd'hui soit arrivé à Rome; et, d'après cela, au lieu d'avoir à craindre une rupture, la bonne harmonie au contraire entre Sa Sainteté et le gouvernement français ne sera que de plus en plus affermie.

Mais il n'en sera pas de même, si l'on prétend que Sa Sainteté ne fasse aucun changement dans la rédaction du projet de concordat qu'on a envoyé d'ici, ainsi que de la bulle. J'ignore absolument quels sont les changements qu'on a faits à Rome, et l'on me permettra même de douter si le ministre Cacault, qui m'a avoué plusieurs fois ne rien entendre aux affaires ecclésiastiques, ait pu en donner une idée bien précise. Je ne doute pas que Sa Sainteté fera de son côté tout ce que son autorité apostolique pourra lui permettre, pour rendre content le Premier Consul et pour que ses vœux soient accomplis. Mais, étant dans la nécessité de faire quelque changement au concordat, pour ne blesser pas directement les lois de l'Église et la discipline ecclésiastique

généralement adoptée, j'aime à me rassurer sur la piété et la religion du Premier Consul, et je ne puis pas craindre qu'il veuille prendre des mesures hostiles, qui seraient inutiles, pour obtenir par la crainte ou par la force ce que la religion ne permet pas d'accorder.

Avec cette confiance, et avec la douce espérance que l'arrivée prochaine d'un courrier mettra une borne à nos inquiétudes qui sont bien affligeantes, j'ai l'honneur d'être, etc.

(Arch. du Vatican).

482. — Spina à Consalvi.

(n° 84)

Parigi, 21 maggio 1801.

Mi approfizzo ben volentieri di tutte le occasioni che mi si presentano, per umiliare all' Em. V. i miei caratteri. La presente le sarà rimessa per mezzo di un corriere straordinario, che spedisce a Napoli il sig. M^o del Gallo, prima di partire per Vienna per ove dice di voler partire domani, o domani l'altro.

Compio in tale occasione una breve risposta, che ho creduto mio dovere di fare all' ultima nota trasmessami dal sig. abbate Bernier, e della quale già ho rimessa copia a V. Em. col mio dispaccio d'ieri l'altro, spedito con corriere straordinario di questo ministero delle relazioni estere.

Ricevo in questo momento istesso il veneratissimo dispaccio dell' Em. V. de' 2 maggio¹: appena ho avuto tempo di leggerlo. Mi avvedo bene che le difficoltà eccitate dal sig. Cacaault hanno data causa a tanto ritardo. Siamo ai 21, e Livio non è giunto ancora, ed il mal umore del Primo Console cresce ogni giorno. Mi manca il tempo, per dare una più esatta risposta al veneratissimo dispaccio dell' Em. V.

P. S. — Il re di Etruria giungerà fra quattro o cinque giorni in Parigi.

(Cultes, Arch. de Caprara).

¹ Pièce n° 394.

483. — Spina à Consalvi.

(n° 82 en chiffres)

Parigi, 21 maggio 1801.

Non posso dubitare che di somma agitazione saranno state per l'Em. V. le mie cifre consecutive, che per mezzo di due straordinari corrieri, spediti da questo ministero delle relazioni estere le ho dovute far pervenire, e molto più che non mi era lecito in tale occasione aggiungere qualche riflessione di più, che azzardar non dovevo in dispacci che saranno probabilmente scifrati e letti avanti di consegnarli. Non ho esagerato però, manifestando all' Em. V. il mal umore di questo Primo Console per il ritardo delle risposte di Roma; e certamente la sollecitudine di queste avrebbe, se non altro, tolti molti pretesti ai nostri nemici, coi quali hanno procurato e procurano di far prendere al Primo Console delle misure assai forti contro Sua Santità, e distoglierlo dall' aver con esso alcuna corrispondenza. Mi rincresce di dover significare, che uno de' maggiori nemici, lo temo nella persona del ministro delle relazioni estere, al quale forse per più ragioni interessa che la religione non sia ristabilita. Può essere che io m'inganni, ma molto credo che dobbiamo al sig. abbate Bernier, nel quale fortunatamente il Primo Console ha tutta la confidenza, ed il quale sicuramente ha fatto tutto ciò che doveva e poteva per calmarlo, e assicurarlo di tutta la buona fede e propensione in renderlo contento di Sua Santità e di V. Em., persuadendolo di attendere il risultato della negoziazione, prima di prendere alcuna violenta determinazione.

Attendo il corriere a momenti, e spero che non avrà luogo la partenza da Roma di Cacault, al quale sò che è stato scritto di partire, ma di « non far minaccie ». Non sò però cosa s'intenda per questo, cioè se veramente non si voglia che incuter timore senza fare ostilità, o se piuttosto farsi vogliano senza farle temere.

Il « Progetto riformato »¹ ero sicuro che sarebbe stato ammesso, e perciò trascurar si potevano tutte le eccezioni che si

¹ Pièce n° 305.

davano da Cacault al medesimo, mostrando che Sua Santità non poteva estendersi di più. Se si principia a far dei cambiamenti, si spererà sempre che incutendo timore se ne otterranno degli altri. Bisogna fare, ripeto, quanto si può; ma ciò fatto ci vuol fermezza. Non potrà Sua Santità soffrire delle angustie, e perdere ancora, se bisogna, lo Stato per una causa più bella quanto per quella della religione. E ridotto il Primo Console a questo punto, sebbene tutto vi sia da temere, e nulla da sperare nel desiderio che ha di ristabilire in Francia la religione (V. Em. lo creda pure), non sò quali misure potrà prendere, e non potrà certamente prendere delle ostili senza coprirsi d'ignominia in faccia a tutta l'Europa. Ma il mio timore è appunto, che si cerchi di prender pretesto dalla lentezza, benchè cagionata dal ministro Cacault, raffigurandola al Primo Console per una lentezza politica e di mala fede, e che s'insinui in tal modo al Primo Console d'inasprire contro di noi e contro i buoni cattolici; il che faccio quanto posso per mezzo singolarmente del sig. abbate Bernier di tener lontano. Subito che la sola politica, e non un sentimento di rispetto e d'interna persuasione delle verità della nostra santa religione, fa pensare e desiderare, se si vuole, di ristabilirla in Francia, vi è ben poco da sperare e molto sempre da temere.

In questo momento, non posso avvicinare il ministro delle relazioni estere, se non che colla sicurezza di sentire delle lagnanze, e di nulla ottenere. Vedrò se per mezzo del sig. abbate Bernier, ottener posso che il Primo Console sia costante a non prendere alcuna parte, nè per Cavagnari, nè per gli altri compratori dei beni nazionali, e così che dia qualche ordine preciso a favore del duca Braschi. Ma in verità, se non giunge Livio, nulla spero.

Credo esagerato quanto si scrive dalla Russia riguardo a noi, e non credo poi che meriti molta fede il duca di Serra Capriola ¹, se mai egli è che scrive, ed il quale sò certo che brigherà perchè si faccia in Russia il nuovo gran maestro di Malta, per conservare così le commende che gli sono state conferite da Paolo I.

¹ Le due était ministre des Deux-Siciles en Russie. — Spina fait ici allusion à un passage de la dépêche chiffrée de Consalvi du 2 mai (pièce n° 394).

In genere però, in questi giorni molti temono per noi, e fra questi mi rincresce che vi è il cav. Azara, il quale costantemente parla, o per bocca del Primo Console, o per quella del ministro. Ma io non voglio ancora disperare. Giunga presto Livio, e o tutto sarà accomodato, o la nostra caduta sarà sempre molto gloriosa.

P. S. — Si era messo in capo al Primo Console di chiedere a Sua Santità di allontanare da sè dodici soggetti. V. Em., l'Emo Antonelli, e l'abbate Bolgeni¹ sono nel numero : non sò ancora gli altri. Si deve all' abbate Bernier, che abbia deposto questo pensiero. Si sa quà tutto ciò che si dice, e forse tutto ciò che si scrive in Roma. Lo avverto all' Em. V. per sua regola.

(Cultes, Arch. de Caprara).

484. — Spina à Consalvi.

(particulière)

Parigi, 21 maggio 1801.

Sono penetratissimo dalla vostra affettuosissima lettera. Non potete essere da me più affettuosamente corrisposto, e, per questo, il mio dolore per la guerra che vi si è fatta, e che forse vi si continua a fare per il ritardo del corriere, non ve lo sò esprimere. Ma questo ritardo, credetemi, è stato fatale. I nemici della religione si abusano dello sdegno del Primo Console ; e questa, e i suoi ministri sono atrocemente perseguitati.

Faccio ciò che posso per Braschi ; ma nulla spero per alcun oggetto se il cielo non diventa più sereno. Mettetevi ne' piedi miei, e vedete se merito anch' io compassione.

Per carità, prendete aiuto. È impossibile se nò che resistiate ; o perchè voler soccombere sotto la fatica, piuttosto che vivere, e continuare a servire e ad esser utile alla Santa Sede, alla religione, al vostro sovrano !

Bernier vi saluta. Riguardate nelle sue lettere una persona

¹ L'abbé Bolgeni, savant Jésuite, était devenu le théologien pénitencier de Pie VI. Pendant la République romaine, il avait conseillé de se soumettre au serment de haine à la royauté, et cet avis public, regardé alors comme un acte de faiblesse, avait soulevé de nombreuses contradictions. Il est difficile de comprendre pourquoi l'abbé Bolgeni était accusé à Paris de pousser le Pape à la résistance.

che scrive di ufficio, e che deve perciò comunicarle a chi gli commette di scrivere.

Salutate lo zio, che mi ha scritta una lettera affettuosissima. Amatemi; conservatevi: ma conservatevi, e credetemi sempre di tutto cuore tutto vostro.

(Arch. du Vatican).

485. — Lucchesini au roi de Prusse.

(en chiffres)

Paris, 22 mai 1801.

...La France donne tous les jours aux anciens coalisés de nouveaux motifs de crainte et de mécontentement, surtout en Italie où le Premier Consul veut continuer à dominer seul. Le Pape encore est de nouveau menacé de la vengeance du Premier Consul; le sieur Cacault recevra en peu de jours l'ordre péremptoire de déclarer au Saint-Père de signer sur le champ l'ultimatum sur les affaires de religion qu'on lui a envoyé d'ici, ou qu'il quitterait Rome et se retirerait au quartier général du général Murat.

(Arch. de Berlin).

486. — Minto à Hawkesbury.

Vienna, june 12th 1801.

... I have been induced to make the enclosed abstract of the marquis de Gallo's last dispatches to general Acton and letters to the Queen, written at the moment of his departure from Paris, on the 20th may:

(enclosure)

« ... The french government has expressed to Mgor Spina the most violent resentment at the delay of the court of Rome in complying with the conditions proposed by France respecting religion. They have peremptorily intimated that if everything is not immediately agreed to, all communication with Rome will be broken off, Mgor Spina will have orders to quit Paris, and M. Cacault to leave Rome

The principal demands of France are the following. The Pope

shall acknowledge and confirm the present bishops and priests; the french government to have the right of naming and electing them in future. The Pope shall absolve and release from ecclesiastical bonds those priests who have married, and have quitted the clerical state. The Pope shall consent to the occupation or alienation of Church property, which has taken place during the Revolution, the government remaining charged with the care of making a suitable provision for the Church and clergy by adequate pensions. He shall approve the synod and discipline, that is to be formed according to the ancient rights of the gallican church, of which the government is to be acknowledged the head, as formerly.

The Pope would grant some of these points with little difficulty, but the absolution of priests and bishops from the clerical state is absolutely impossible; and those articles which relate to the right of government in matter of discipline and nominations cannot be granted, unless the catholic religion be made predominant.

These disputes will therefore still run into length, notwithstanding the violence with which they are prosecuted. But there is a danger of their furnishing new pretxts for projects of dominion in the Roman territory. It appears, in a single word, that the intention of France is to become mistress of all Italy, from end to end. Will all the powers of Europe see this with indifference ?.. »

(Record office; *Austria*, vol. 63).



PARTIE XI

CONSALVI PART POUR LA FRANCE

La note de M. de Kolytchev sur le Piémont est colportée en Italie. — Bruits d'une rupture prochaine entre la Russie et la France. Ils décident le roi de Sardaigne à repartir subitement pour Naples.

Arrivée des dépêches comminatoires, envoyées de Paris le 13 mai. — En répondant à Bernier, Consalvi rejette sur Cacault la responsabilité des retards : néanmoins, il se déclare prêt à sacrifier sa personne.

L'ultimatum français est apporté à Rome le 28 mai. — Le soir même Cacault en avertit Consalvi, malade de la fièvre. — Il revient le lendemain : le cardinal le conjure de ne pas quitter Rome, ou du moins d'y attendre pour savoir comment le contre-projet romain aura été accueilli à Paris.

Il se répand que les Français cherchent un prétexte pour s'emparer de Rome. — Agitation des révolutionnaires italiens.

Consalvi demande en secret à M. de Vargas si l'Espagne donnerait asile au Pape. — Pressé par l'envoyé espagnol, il se prête à lui communiquer les projets français de concordat et de bulle.

Le Pape ayant déclaré avec fermeté ne pouvoir souscrire ces projets sans modifications, l'ultimatum lui est notifié officiellement le 30 mai.

Louables efforts de Cacault pour atténuer les apparences d'une rupture. — L'idée d'une mission personnelle de Consalvi auprès du Premier Consul est suggérée par lui : elle est aussitôt adoptée par le Sacré Collège, réuni le 2 juin en présence du Saint-Père.

Dans ses dépêches, Cacault proteste qu'aucune intervention étrangère n'a influé à Rome sur la négociation religieuse. — Il laisse M. Artaud pour gérer la légation de France. La secrétairerie d'Etat pontificale est confiée au cardinal J. Doria.

Le 6 juin, Consalvi et Cacault sortent de Rome dans la même voiture. — A Florence, ils sont bien accueillis par Murat. — Cacault reste en Toscane, tandis que le cardinal se hâte de prendre le chemin de la France.

487. — Cacault à Talleyrand.

(n° 8)

Rome, 27 floréal an IX (17 mai 1801).

Il se trouve ici continuellement beaucoup d'officiers et autres Français venant voir Rome, ou allant à l'armée de Naples. Tous ceux de passage qui étaient ici le jour de l'Ascension, au nombre d'environ vingt, ont été, avec le secrétaire de légation, à la chapelle du Pape à Monte-Cavallo, pour entendre la grand messe et voir la cour de Rome dans sa pompe. Le cardinal secrétaire d'Etat que j'avais prévenu, les a fait placer d'une manière très favorable, et de leur côté ils ont entendu la messe et se sont conduits à merveille.

Il n'y a point de places marquées pour les ministres étrangers aux chapelles pontificales, les seules occasions où le Pape paraisse environné de sa cour; il n'y en a que pour ceux qui ont la qualité d'ambassadeur. Ainsi les ministres s'abstiennent d'assister à ces cérémonies. Voilà pourquoi je n'ai pas été à celle de l'Ascension. M. le chev. Azara, que vous voyez tous les jours, peut vous expliquer, si vous en êtes curieux, ce point d'étiquette : c'est l'homme qui connaît le mieux les usages de Rome.

Le général Levachov, qui est en charge à la cour de Russie, a passé ici, venant de Naples et allant à Pétersbourg : il est venu me voir avec le prince Czartoryski. Je leur ai donné à dîner hier avec le prince Doria et autres personnes de marque.

M. Paget, ministre d'Angleterre à Palerme, a envoyé un de ses secrétaires à Londres porter la nouvelle de la bataille donnée en Egypte le 21 mars. Ce secrétaire a passé en poste à Rome, où il n'a laissé aucune relation ni détail précis; et depuis cette époque, nous n'avons rien appris ici de certain de l'Egypte.

P. S. — Madame Félicité, tante du roi de Sardaigne, est morte à Rome le 23 floréal (13 mai).

(Aff. étr., *Rome*, vol. 930).

488. — Cacault à Talleyrand.

(n° 9)

Rome, 4^{er} prairial an IX (24 mai 1801).

J'ai reçu votre lettre du 23 floréal (13 mai)¹ en réponse à la

¹ Voir la pièce n° 464.

mienne n° 3, du 6 floréal (26 avril). Je n'ai plus qu'à attendre, au sujet de l'affaire du concordat, les résultats de Paris.

Il n'y a, de la part de cette cour, aucun désir de traîner en longueur ; on est gauche, lent par nature, et de plus théologien de métier. Vous savez que cette cour de Rome n'est plus comme autrefois le siège de la politique. Si l'accord a lieu avec nous, elle acquerra une base de considération, et alors elle sentira qu'elle ne peut avoir d'appui que dans le système de ses rapports religieux : elle perfectionnera son système.¹

J'ai l'honneur de vous informer que le Pape a reçu l'avis le 27 floréal (17 mai) au soir, que le fort San-Leo et la province de Montefeltro dans le duché d'Urbino ont été occupés par les Cisalpins et enlevés à la domination de Sa Sainteté. Le Pape a fait partir un courrier pour porter ses plaintes d'un tel envahissement, au général Murat à Florence ; mais c'est le général Moncey qui a donné l'ordre. L'affaire va traîner : ce petit pays souffrira pendant le débat. Ces sortes d'incidents font mauvais effet...

Il est arrivé le 28 de ce mois (18 mai) un courrier venant de Paris en dix jours. Il portait des dépêches adressées à M. Tcharkov, conseiller intime de l'empereur de Russie, attaché à l'ambassade russe auprès du roi de Sardaigne. Il faut que ces dépêches aient donné au roi de Sardaigne de mauvaises nouvelles de ses affaires, et même des craintes fort vives ; car ce monarque et sa petite cour ont pris sur le champ le parti de quitter Rome pour se rendre à Naples : ils semblent fuir le danger d'être enlevés à Rome. Nous avons nouvelle qu'ils ont passé Terracine ; et ils doivent être arrivés maintenant à Naples. Ceux qui voudraient faire renaître des divisions ne cessent de dire que la guerre se rallumera entre la Russie et l'Empereur contre la France ; et la peur du roi de Sardaigne, qui s'enfuit de Rome, tient à de tels faux bruits et tend à les accréditer.

M. de Vargas, nouveau ministre d'Espagne, est arrivé le 23 floréal (13 mai) à Rome. Son prédécesseur, M. de Labrador, se propose de partir incessamment. Je crois qu'il ne se pressera pas de rentrer en Espagne, de peur d'éprouver un mauvais accueil...

¹ Ce commencement de dépêche a été publié par le P. Theiner, (t. I, p. 137).

P. S. — Je vous adresse copie d'une prétendue note¹ qui se répand avec profusion en Italie. On attribue au mauvais succès de cette note à Paris, la peur du roi de Sardaigne, qui l'a forcé de se retirer à Naples, d'où l'on prétend même qu'il passera à Malte. Il a été suivi du duc de Chablais et de toute la cour.

M. Jackson, ministre d'Angleterre près le roi de Sardaigne et qui est encore ici, a dit avoir reçu officiellement la nouvelle de la paix entre la Russie et la cour de Londres.²

(Aff. étr., *Rome*, vol. 931).

489. — Consalvi à Bernier.

Rome, 21 mai 1801.

Je reçois presque dans le moment la lettre que vous venez de m'écrire, datée du 13 du mois courant.³ Je l'avouerai, avec ma franchise assez connue, mon cœur n'a pu n'y être très sensible. Je croyais, M^r, d'être au-dessus de tout soupçon en matière de duplicité de caractère, soit pour ma conduite constante, soit pour les preuves que j'avais données particulièrement à l'égard des affaires de France. Le fait a déjà répondu pour moi : le même jour que vous m'avez écrit, M^r, votre lettre (le 13 mai), le courrier Livio était parti de Rome ; ainsi tout ce qu'il a apporté à Paris ne pourra pas être regardé comme l'effet de votre lettre. Vous aurez vu tout ce qui a été fait pour les affaires de France. Rien n'a été refusé par Sa Sainteté, si l'on regarde à la substance de la chose. Il n'y a eu que des changements dans les for-

¹ C'était la note remise à Talleyrand le 26 avril par M. de Kolytchev (cf. p. 371, note). Le ministre russe y déclarait, sans aucun ménagement, que « les conditions arrachées à la cour de Naples par la force des armes, et la conduite aussi inattendue qu'extraordinaire tenue vis-à-vis du plénipotentiaire de S. M. Sardes.. font naître de justes défiances.. » ; que « ni l'armistice de Foligno, ni les conditions pour la paix proposées au marquis de Gallo et transmises à son refus au général Murat pour être extorquées au chev. Micheroux, ne seraient jamais reconnues par S. M. l'empereur... » ; que si l'empereur avait pensé à rétablir des relations d'amitié avec la France, c'était par la pensée « que le système d'envahissement suivi par le Directoire n'existait plus.. »

² La nouvelle, si elle a été réellement donnée par M. Jackson, était erronée. Il était seulement vrai que l'empereur Alexandre, le lendemain de son avènement, avait fait parvenir en Angleterre quelques paroles de paix ; et que le cabinet anglais de son côté, avait envoyé en Russie lord Saint Helens pour essayer de négocier (Cf. *Arch. de Vorontsov*, t. X).

³ Pièce n° 463.

mes et dans les expressions. Ce sont les lois de l'Eglise qui l'ont exigé, et c'est heureux de devoir vous parler un tel langage : on le parle sans doute à celui qui est dans le cas de l'entendre. Il y a lieu à espérer que l'on en aura été très satisfait.

Je dois dire un mot sur le délai. Je vous prie, M^r, de réfléchir qu'on a employé environ quatre mois à Paris pour faire la rédaction de la pétition. Il semble que dans une affaire la plus importante qu'il y en eût jamais, on puisse se flatter que l'on veuille bien nous compatir, si l'on a eu besoin de deux mois pour conclure. Je vous observerai, M^r, que dans des affaires qui sont bien au-dessous de celle-ci, vous ne trouverez pas d'exemple d'un plus court délai. Dieu m'est témoin de tout ce que m'en coûte l'accélération. Le Saint-Père n'a appelé que douze cardinaux, au lieu de tous, pour faire plus vite. On s'est occupé de cette affaire unique, du matin au soir, tous les jours. J'en connaissais, M^r, toute l'importance ; ainsi ne croyez pas que d'autres affaires d'administration, ou bien d'autres objets en aient détourné mon attention pour un quart d'heure : soyez-en sûr sur ma parole. Mais l'importance même de la chose, sa difficulté, les moyens de s'y prendre ont exigé ce délai, qui nous a coûté plus de peine, j'en suis sûr, qu'à vous-même.

Avec tout cela, je le dirai franchement, le courrier serait parti vingt-quatre jours plus vite sans M. Cacault. Il demanda à être instruit de la réponse qu'il aurait apportée. Ce fut avec une candeur, peut-être sans exemple, que je lui lus tout loyalement la teneur de la réponse. Elle était, comme elle l'a été après, parfaitement conforme à la pétition, dans la substance. Mille difficultés s'élevèrent sur les formes et sur les expressions ; difficultés qui ne se présentaient pas par vos lettres, ni par celles de Mgr Spina. Le vif désir d'assurer le succès les fit prendre en considération, sans en oublier aucune. Je ne dirai pas combien il en coûta de traiter, et lui persuader la nécessité qu'exigeait la théologie. Vous savez bien, M^r, que ce langage n'est pas très usité. Il fallut rassembler de nouveau deux autres fois la Congrégation ; vous savez que cette affaire n'était pas de mon examen exclusif. Sa Sainteté s'en occupa elle-même d'une manière peu commune. Tout cela amena par nécessité, du temps ; il fallut

faire et refaire ; il fallut copier, traduire, préparer les raisons, les éclaircissements. Enfin le courrier partit. Il n'est que très vrai que j'avais promis deux fois (et peut-être encore trois) que le courrier serait parti à telle époque ; mais pouvais-je prévoir, que par les difficultés élevées par M. Cacault, on aurait dû différer encore une vingtaine de jours ? J'aurais dû peut-être ne rien dire à M. Cacault, gardant avec lui le même secret qu'avec les autres ; mais il me fit voir la copie de la bulle et du projet du gouvernement ; il me dit que venant de Paris, ayant parlé avec le ministre et le Premier Consul, il savait ce qui aurait rencontré des difficultés ou non dans la teneur de la réponse. Eh bien ! je la lui fis voir avec loyauté : le désir de réussir et qu'elle fût acceptée me contraignit à ne rien négliger pour m'en rassurer, et je ne lui cachai rien. Il est vrai que nous étions convenus ensemble que ni l'un ni l'autre aurait rien écrit, pour ne pas donner des inquiétudes et laisser la chose dans son ensemble. Je tins avec scrupule ma parole. Mgr Spina n'en sut rien du tout ; vous l'avez vu vous-même. M. Cacault a jugé de faire autrement. Je ne m'en plains point ; il a cru faire le bien, car il est un très honnête homme. Mais je dois à moi-même de vous faire connaître la vérité exacte des choses.

Au moins eût-il référé la chose telle qu'elle était ; mais, sans mauvaise volonté, il a oublié ou changé, par mévue, bien des choses. Où est-ce que le Saint-Père a exigé que le Premier Consul lui envoyât d'avance la liste des évêques qu'il lui plairait de conserver ? Ni dans le projet, ni dans la bulle, rien de tout cela. Le Saint-Père en parle dans sa lettre au Premier Consul ; mais comment ? Il fait sa promesse ¹ avant d'en parler ; il ajoute après, croyant la chose utile, que le Premier Consul pourrait dire quels sont les évêques qu'il aimera à conserver, pour épargner à ceux-ci son exhortation à se démettre et diminuer par là le nombre des mécontents. Voilà tout. Il n'y a donc dans cela qu'une communication de sa façon de voir la chose pour le bien. Je demande encore où est-ce la condition de vouloir en savoir les raisons ? Jamais Sa Sainteté ne l'a exigé ; il les savait

¹ C'est-à-dire la promesse de « ne plus reconnaître comme évêques titulaires des nouveaux diocèses, ceux desdits évêques légitimes que vous nous indiquerez vouloir exclure. » (p. 294).

déjà, car cela est répété mille fois dans les papiers de la trétative ; c'est-à-dire qu'ils ne jouissent pas de la confiance du gouvernement. Sa Sainteté, pour les devoirs que lui impose son ministère, pour l'amour de la paix, pour la tranquillité de la France, a tâché de persuader au Premier Consul qu'il aura dans les évêques légitimes des pasteurs soumis et obéissants, selon que la loi de Jésus-Christ le leur ordonne ; il a espéré et il espère que le Premier Consul voudra bien lui donner cette consolation : mais tout ceci est bien différent de ce que l'on appelle demander les raisons particulières, dont il est question.

J'en ai dit assez, à ce qu'il me semble, pour vous marquer, M^r, d'où la dilation a été occasionnée. Il est inutile, j'espère, après tout ceci, de vous marquer combien la politique et le désir de gagner du temps n'y est entré pour rien. Mais je dois à mon honneur, je dois à celui du Saint-Père de vous en dire un mot. Oui, M^r, cette persuasion-là est bien éloignée de la vérité ; c'est bien nous faire tort que de la soupçonner. Le caractère du Saint-Père est assez connu pour lui-même. Je m'étais flatté que Mgr Spina aurait donné une idée plus exacte du mien, qui m'aurait mis au-dessus de tout soupçon dans ce genre. J'en appelle aussi à tous les Français qui ont eu affaire avec moi. Je n'en dirai pas davantage. Le gouvernement français lui-même a vu si le Saint-Père a mêlé rien de temporel dans la trétative des affaires ecclésiastiques. Ainsi je ne puis ne pas être sensible à ce que je lis dans votre lettre, que tout délai ultérieur « me serait personnellement imputé. » J'y suis sensible, M^r, parce que je ne puis me reprocher (je vous l'assure) de n'avoir rempli très-exactement mon devoir, et de n'avoir tâché toujours de faire de mon côté tout mon possible pour le bien, et pour conserver la bonne correspondance et les relations amicales entre les deux gouvernements. Mais si je suis soupçonné du contraire, le bien de la chose exige, M^r, que je ne reste pas dans la place que j'occupe. Un seul mot suffit pour m'en faire demander la démission. Permettez-moi, M^r, quoique je n'aie pas le plaisir de vous être connu personnellement, de vous en dire un mot en particulier. Je ne tiens nullement à ma place. Au contraire, je l'abhorre et la déteste plus que la mort. Je l'ai acceptée par obéissance, je la garde par reconnaissance ; j'ai pensé que j'aurais tous les torts

vis-à-vis de mon souverain et de mon bienfaiteur si je refusais mes faibles services dans un temps périlleux, dans des circonstances si difficiles. Mais s'il y a une issue par laquelle je puisse marcher sans blesser lesdits devoirs, je me regarderai comme le plus heureux de tous les hommes. Cette issue serait celle sans doute de se démettre, si l'on ne jouissait pas de la confiance qui serait nécessaire au bien réciproque. Soyez bien assuré, M^r, que je n'en aurais aucun regret, et je ne cesserais pas pour cela de faire les vœux les plus ardents pour la conservation de la bonne intelligence entre les deux gouvernements, qui se trouve heureusement rétablie, et pour la paix et la tranquillité de la France, à laquelle est attachée celle de l'Europe. Vous voici, M^r, mes sentiments sincères.

Je dois à la vérité une observation sur une expression de votre lettre. En nombrant les différentes choses dont il n'est pas possible de traiter jusqu'à la conclusion de l'arrangement sur la grande affaire, vous parlez d'un accroissement désiré par Sa Sainteté de son territoire. Le Saint-Père n'espère des bonnes dispositions du Premier Consul que la restitution des Etats qui déjà appartenaient à l'Eglise romaine ; il n'a aucuné vue de s'agrandir.

Je finirai, M^r, par vous témoigner ma reconnaissance pour tout l'intérêt que vous prenez à moi : je ne l'oublierai jamais. Je me ferai toujours un devoir de vous prouver, par des faits, l'estime et l'attachement que je vous conserverai constamment, et j'attends que vous m'en fournissiez les occasions.

P. S. — J'ajoute que mon honneur et le bien de la chose exige[nt] que vous veuillez bien avoir la complaisance de chercher un moment favorable, pour faire connaître au Premier Consul les éclaircissements que j'ai donnés.

J'avais oublié de parler de l'influence des autres cours, à laquelle on a attribué le délai. Mais lesquelles ? Que l'on trouve un seul homme (à l'exception des cardinaux et du secrétaire de la Congrégation) qui en ait pénétré la moindre chose. Il est longtemps qu'un silence pareil était inconnu à Rome. Sa Sainteté a su le faire garder ; il est encore ignoré tout à fait. Où est-ce donc l'influence extérieure ? Je n'en dirai pas davantage.

(Aff. étr., *Rome*, vol. 931) ¹.

¹ Le P. Theiner a publié cette pièce (t. I, p. 432 et s.).

490. — Consalvi à Spina.

(en chiffres)

Roma, 21 maggio 1801

In seguito del corriere che partì da costà il dì 8 maggio e giunse in Roma il dì 18, e molto più in seguito di una lettera del generale russo da Napoli, ieri l'altro se ne partì improvvisamente il re di Sardegna per Napoli, benchè dicesse di andare a Frascati. Ciò ha dato luogo a molte ciarle e timori. I meno timidi hanno detto, che informato il re che presto possa aver luogo la rottura fra la Russia e la Francia, e che bensì credendosi allora poco sicuro qui e preferendo Napoli dove si sono i legni russi, abbia presa, benchè ne avesse certo tutto il tempo, questa inaspettata risoluzione.

Io mi voglio augurare, che possa esserle riuscito di vincere il punto rapporto agli amministratori. Questo sarebbe ottimo rimedio per molto smorzare la furia dei vescovi legittimi, che il Primo Console non vorrà ammettere.

Nella lettera che le scrivo sopra San Leo¹, ella rimarcherà che mi attacco al solo possesso, niente riferendomi a Tolentino nè a Campo Formio.

Una cosa che dà grande pensiero, è questa gran congiura che va a formarsi, anzi si dice formata dai furiosi democratici, e dagli empi, e dominata da una sfrenata voglia di oro e di dominio, contro tutti i sovrani, preti e frati, ecc. Essi dicono apertamente di aversi sbagliato nella passata rivoluzione, col non ammazzarli tutti, e aspettano di provvedere alla prima occasione. Sò di certo che Angelucci², che fa il pentito, ha detto che tutti costoro, al sentire che potessero ristabilirsi i Gesuiti, si sono uniti sotto diversi capi, uno dei quali è a Milano, uno a Firenze, uno a Roma, uno a Napoli, ecc., e che, già due mesi sono, i sottoscritti erano sopra ai settanta mila. Essi parlano della imminente caduta del Primo Console, come noi parliamo di quella accaduta già di Paolo I. Ella non può credere quanto pubblicamente parlino della imminente morte del Papa, e sono arrivati a fare scommesse grossissime, che egli non piglierà il Possesso. Noi

¹ Pièce n° 493.² Probablement L. Angelucci, qui avait été consul de la République romaine et qui s'était réfugié en France après la capitulation de Rome.

abbiamo su di ciò degli avvisi da dare da pensare assai. Sarebbe troppo necessario opporre de' ripari a sì gran torrente, e non credo di dir male, dicendo che converrebbe rimettere dappertutto i Gesuiti, per avere almeno de' sicuri indagatori e relatori, e preparare una miglior progenie nel tratto successivo, giacchè io credo pur troppo incorreggibile la presente.

Sono persuaso che l'abbate Bernier le farà leggere la mia risposta, anzi io penso di mandarla a sigillo volante. Io ho creduto di doverla scrivere così, mostrando d'esser sensibile alla personale imputazione, ed ho l'aria di lagnarmi di lei per non aver fatto bene conoscere il mio carattere. Si assicuri davvero che, se facessero sentire che non hanno fiducia in me e mi facessero saltare, acquisterebbero un diritto eterno alla [mia] riconoscenza, perchè mi aprirebbero una strada di uscire da questo maledetto impiego, senza essere sconosciute al Papa, abbandonandolo volontariamente in queste circostanze. Mi sappia dire cosa si sarà detto di questa lettera.

Quanto al sig. Cacault, sappia che vuole sapere a forza che risposta si mandava, e si mostrò di ciò commissionato dal governo. Il Papa credè di dovervi aderire per non farcelo nemico. Egli però promise e giurò che niente avrebbe scritto (sebbene io non ci credessi), ma poi mancò solennemente alla sua parola. Ella faccia rimarcare che lo stesso dì 13, che Bernier mi scrisse una sì aspra lettera, il corriere Livio parti da qui : lo stimo una fortuna, onde siasi così evitata la vergogna, che la partenza non posteriore a tal era fosse presa per un effetto di timore.

Vedo che sul solo punto de' vescovi sarà stato l'urto della nostra risposta ; ma se sono ragionevoli, devono pur vedere che si è accordato tutto, cioè la dimissione di essi, e l'accettazione dei nuovi che nominerà il Primo Console, rimanendo la sola differenza delle frasi, e del modo di eseguire, giacchè il dire *tout court* che il Papa non riconoscerà altri vescovi che quelli, è assolutamente impossibile, venendosi con ciò ad escludere la preventiva esortazione di dimettersi, e l'ottenere così l'intento che si dimettano volontariamente, o che col loro rifiuto ad onta del bene dell' unità, si rendano da sè stessi rei, e così diano al Papa un titolo di deporli ; mentre senza di ciò non può il Papa

deporli senza causa, specialmente un intero corpo, come si è dimostrato nei fogli di Ragioni dei cambiamenti¹.

Io non le negherò che questa maniera di agire per parte di costà, secondo che mi risulta dalla lettera dell' abbate Bernier e dal di lei dispaccio, è amara assai, e siccome mi fa prevedere quella che si terrà nella trattativa delle cose temporali, così faccio con lei le mie partenze fin d' adesso, poichè io non sacrificherò mai il mio onore, e mi dimetterò piuttosto che nel mio ministero si veda segnare la rovina, o il danno non indifferente della Santa Sede. Ella si aspetti in tal genere ogni male possibile.

La condotta tenuta con la Russia lo dimostra. Si è qui veduta la nota ufficiale di Kolytchev, che non è scritta nel tuono di un timido.

Quanto al nuovo re di Etruria, va benissimo che ella dica di non avere istruzioni, e che si conduca nel modo che ha immaginato. Bisogna vedere di non compromettersi nè con l' uno, nè con l' altro. Il gran duca Ferdinando si ricusa alla rinuncia. Al giungere in Toscana del nuovo re, non è possibile che il Papa non mandi a complimentarlo, e non faccia il nuovo nunzio di Firenze.

Il re di Sardegna, alla nuova della imminente probabile rottura con la Russia, nel momento se n' è andato a Napoli, temendo qualche sorpresa qui, e volendo stare più vicino ai Russi. Ciò ha fatto molta impressione nel paese.

Circa l' affare di Malta, è falsissimo ciò che ha scritto il segretario di Hompesch, che qui siasi disposto a far tutto per lui. Anzi all' avere egli presentato dopo la morte di Paolo I una lettera al Papa, ed una a me di Hompesch, che fra le altre cose diceva ancora di riprendere le redini del governo, gli fu da me detto d' ordine di Sua Santità, che siccome Sua Santità si mosse a tenere il presente contegno con lui, per il riflesso della condotta da lui tenuta con la Santa Sede presso di cui si era reso reo (condotta che non poteva Sua Santità, immerso in altri gravissimi affari, occuparsi ora di esaminare), così la morte di Paolo I niente cambiava sul di lui conto, onde Sua Santità non poteva rispondergli,

¹ Pièce n° 404 (p. 281 if.).

nè io ; e che quanto all' esercizio del gran magistero, badasse bene di astenersene, mentre Sua Santità, per il bene generale dell' Ordine dovendo evitare ogni nuovo disturbo, si vedrebbe costretto a desiderare in tal caso la di lui partenza dai suoi Stati. Quanto a ciò che ella mi dice di procurare di conciliare le cose, e far tenere in Roma il capitolo generale, tutto questo dipenderà dalla prima lettera che si abbia da Pietroburgo sull' inviare colà Mgor Della Genga, mentre ancora si aspetta, da due mesi e più, il ritorno di quel corriere che portò all' imperatore il breve dei Gesuiti, e l'offerta di spedirvi Genga : per il che eseguire vi vuole pure un assenso, e allora egli tratterà l'affare.

Vengo ai Gesuiti. È vero in parte ciò che ella ha risposto al Primo Console, ed in parte nò. Il breve consiste in questo, che ristabilisce colà l'Ordine dei Gesuiti (non è dunque il permettere solamente che si vestano e si regolino come già i Gesuiti), ma dichiara che tale ristabilimento è per la sola Russia, e non per alcun' altra parte del Cattolicismo. Le dirò però, che fra poco si avrà la petizione della Svezia, a quello che si sente. Il Papa crede di non poterli negare a chi li dimanda, e come fa a modo del re di Spagna per casa sua, così non può ricusarsi agli altri sovrani per casa loro, quando glieli cercano, specialmente nei paesi non cattolici, dove mancando altri operai, non vuole il Papa farsi reo dinanzi a Dio della mancanza dei necessari mezzi per il servizio dei cattolici di tali regni. Quanto poi al disgusto in genere della Spagna, Sua Santità, prima di fare tal breve per la Russia, con lettere confidenziali di suo pugno gli ha comunicato tutto, e sebbene il re non sia nel suo cuore persuaso, pure la cosa è passata con tutta la fiducia e confidenza reciproca, e si sono mostrati dal Papa alla Spagna in ciò fare tutti i più delicati riguardi.

Circa le secolarizzazioni dei principati ecclesiastici di Germania, Sua Santità ci prende il più vivo interesse, perchè non siegua il male, o siegua il minore male possibile : ma quanto al modo di prenderci parte presso il Primo Console, lascia a lei di regolarsi come la sua prudenza e le circostanze le consiglieranno. Senza farle complimento, tale è la saviezza, la capacità, le viste prudentissime, la lodevolissima condotta da lei tenuta in tutta questa trattativa (cosa niente sorprendente per me, che ben la

conosca), che Sua Santità non sa applaudirsi abbastanza della sua scelta, e non riposare pienamente nelle sue mani.

Insorge un nuovo guaio nella Cisalpina. Vi si esige dai vescovi e parrochi, ecc., il giuramento così concepito : « Io giuro fedeltà alla Repubblica cisalpina, ed ubbidienza alla legge.¹ » Il Papa, consultato, ha risposto francamente che questa generica ubbidienza alla legge non è lecita, attese le ragioni addotte anche nella trattativa del giuramento della Promessa francese, onde che lo permette con una di queste due aggiuntegli, e non altrimenti, cioè « salva la religione » ; ovvero « nel civile e nel politico. » In questa esigenza di giuramento riconosce il Papa un nuovo pretesto per suscitare persecuzioni, e per fare manbassa su tutti gli oggetti religiosi. Crede che ella farne debba rappresentanze al Primo Console, tanto più che ella riferì in un suo dispaccio esser di lui mente che si esigesse il solo giuramento di fedeltà al governo.

Vi sono tutti i più unisoni indizi di un grande ed esteso complotto, che si forma dai patrioti romani, napoletani e cisalpini, e da alcuni terroristi francesi, scontenti di Bonaparte (i quali tutti fanno sede in Milano), per la rovina di tutti i governi e del Primo Console stesso. Essi parlano della imminente morte del Papa a piena bocca, e palesemente. Si sa che mirano ancora a far leve di truppe in Cisalpina, e a profittare di qualche allontanamento dei Francesi, in caso che si riaccendesse la guerra, per invadere lo stato del Papa, e farvi la rivoluzione. Qualcuno di essi ha rivelato che, al solo timore che risorger possano i Gesuiti, si sono formate delle coscrizioni, le quali, due mesi fa, ascendevano già in Italia a [settanta] mila, divisi in tante loggie in ogni città, con i capi che si corrispondono. La cosa è assai seria, e pienissima di pericolo.

¹ Ce serment ne résultait pas d'une disposition nouvelle. Il était exigé en vertu de la loi rendue à Milan le 13 vendém. an VI (4 octobre 1797) sur le clergé, et qui portait : «... il commissario del Potere esecutivo presso l'Amministrazione centrale, dovrà esigere dal nuovo vescovo il giuramento di fedeltà alla Repubblica cisalpina ed esatta obbedienza alla legge... » On a déjà vu (p. 23, note) que le clergé cisalpin et la cour de Rome regardaient la loi de l'an VI comme abrogée.

Anche dopo fatta la pace, seguita il re di Napoli a tenere le sue truppe in Benevento e Ponte Corvo, a reclutarvi per le sue milizie provinciali, ed a tenervi sequestrate le rendite tutte comunitative per la opposizione del nostro governo. Tutto ciò è per sostenere la riserva dell' alto dominio. Ieri si diede da noi una nuova memoria forte, ma non si risponde mai.

(Cultes, *Arch. de Caprara*).

491. — Jackson à Hawkesbury.

Rome, may 22nd 1801.

I have the honour to inform Your Lordship that Their Sardinian Majesties, on the 18th instant, took the sudden resolution to leave this place, and on the following morning, the 19th, they departed for Naples.

(en chiffres)

This unexpected determination was occasioned by a letter which His Sardinian Majesty received from the duke of Aost, in which H. R. Highness informs His Majesty that the russian general Borosdine¹ had told him that a rupture between the court of Petersburg and France was imminent, and that he knew that it was the intention of the French to send a body of troops to Rome, to get possession of Their Sardinian Majesties and convey them to Fuligno. His Majesty, on reading this, immediately gave orders for his departure. I have determined to follow Their Majesties to Naples, in a few days...

(Record office, *Sardinia*).

Jackson à Hawkesbury.

(en chiffres)

Rome, may 22nd 1801.

... Yesterday a french courier arrived here from Paris which he left the 13th. M. de Saint-Marsan writes on the 12th that no answer had been received to that day by M. de Kolytchev. Bonaparte had sent for M. Spina, and in a haughty tone complained to him of the delay which the Pope made in sending him

¹ Ce général, comme on sait, commandait le corps russe qui était encore caserné à Naples.

no answer to his proposals, saying that such conduct would necessarily occasion his adopting other measures with regard to His Holiness, and that he should be obliged to arrange the ecclesiastical affairs of France himself, without suffering any further interference from Rome. Bonaparte added that the same sort of difficulty on the part of the king of Sardinia had been highly prejudicial to him, « although (said the First Consul) the interest which England and Russia take in his affairs will oblige me to give him something »...

(Record office, *Sardinia*).

492. — Murat à Caleppi.

Quartier général de Florence, 2 prairial an IX (22 mai 1801).

J'ai reçu, M. le ministre plénipotentiaire, la note que V. E. m'a adressée¹ relativement à la province de Montefeltro et au fort San Leo. Je n'ai pas appris sans surprise l'occupation de ce pays par les troupes sous les ordres du général Debelle. J'ai vu surtout avec peine, l'abus qu'on a fait de mon nom et d'une de mes lettres au cit. Pétiet. Ce ministre m'avait écrit qu'on avait alarmé le gouvernement cisalpin, en assurant que j'avais donné des ordres pour faire rendre au Pape Montefeltro et le fort San Leo. Une telle réclamation dut me faire douter si la République n'avait pas sur la province en question quelque titre positif, et même si déjà elle n'en était pas en possession. En répondant que je n'avais donné aucun ordre, j'entendis exprimer seulement que je ne voulais, ni ne pouvais porter aucune atteinte aux droits de cette République, supposé qu'elle en eût quelqu'un ; mais il fut toujours loin de mon intention d'autoriser en aucune manière l'occupation de la province ou du fort, par les troupes cisalpines ou par celles de l'armée d'Italie.

¹ La note était datée de la veille. Mgr Caleppi en expliquait ainsi l'objet à M. Agar, secrétaire de Murat : «... Si M. le général ne croyait pas pouvoir faire rendre dans le moment au Saint-Père la province de Montefeltro et le fort San Leo, ne pourrait-il pas donner au moins une réponse par laquelle il vint à désapprouver l'occupation qui s'en est faite, et à désavouer la fausse interprétation que l'on a donnée à sa lettre [à Pétiet] sur laquelle on s'appuie tant, et permettre ensuite que l'on publie sa réponse ou la publier lui-même ?... » (Arch. du Vatican).

Depuis ma lettre au ministre Pétiet, et sur votre demande, M. le ministre plénipotentiaire, j'écrivis au général en chef de l'armée d'Italie, pour l'inviter à ne permettre aucune entreprise sur le territoire occupé par les troupes de Sa Sainteté. Il me répondit le 25 floréal (15 mai) avoir donné des ordres en conséquence, et j'eus l'honneur de vous donner communication de sa lettre. Je dois supposer aujourd'hui, qu'au moment où le général Debelle a effectué l'occupation dont vous vous plaignez, il n'avait pas reçu les ordres de son général en chef. J'ai chargé mon chef d'état major d'écrire au général Debelle. Je vais écrire moi-même au général Moncey, pour l'engager à faire retirer les troupes de l'armée d'Italie.¹

Lorsque je vous ai déclaré, M. le ministre plénipotentiaire, que le gouvernement français maintiendrait la souveraineté temporelle du Pape, j'y étais formellement autorisé, et je me plais à vous renouveler la même assurance.²

(Arch. du Vatican).

493. — Consalvi à Spina.

Roma, 23 maggio 1801.

Il giorno 11 del corrente un corpo di truppe cisalpine, comandato da uffiziali cisalpini e francesi, si presentò al forte di San Leo³, affatto indifeso, e se ne impadronì, e così in seguito di tutta la provincia del Montefeltro, pertinenza del ducato di Urbino. Sua Santità ne ha fatto fare il reclamo al sig. generale

¹ Le 23, Murat rendait compte au P. Consul : « Le général Debelle vient de faire occuper la province de Montefeltro et le fort San Leo. Le Pape réclame avec force et me paraît fondé. L'opération du général Debelle me paraît au moins impolitique dans le moment actuel, si elle n'est pas totalement contraire aux vues du gouvernement. Je vous prie de faire décider si Montefeltro doit appartenir au Pape, ou à la République cisalpine. Si on prononce en faveur du Pape, je crois que la décision ne saurait être trop prompte ; si on prononce contre lui, je pense qu'elle ne pourrait être trop lente. En attendant j'écris au général Moncey pour l'inviter à faire retirer les troupes du général Debelle : je vous prie de lui en donner l'ordre. »

² Cette réponse de Murat a été transmise le même jour, 22 mai, à Mgr Caleppi par M. Agar, qui ajoutait : «... V. E. y reconnaîtra les sentiments constants du général pour tout ce qui intéresse le Saint-Père, et pourra faire de cette pièce l'usage qu'elle jugera convenable » (Arch. du Vatican).

³ Cf. p. 316, note.

Murat, pregandolo a riflettere, che avendo il governo francese, nell' ingresso delle sue truppe in questi Stati, dichiarato che riconosceva il Papa come potenza amica e che rispettava la sua sovranità, non dovea perciò il sig. generale permettere che occupando egli la provincia in cui si trova quel territorio, un' altra forza venisse ad impadronirsene. Si spera che il sig. generale Murat favorirà l'istanza, mentre si era precedentemente spiegato bene su questo oggetto, ed avea detto di voler far sapere al comandante di Bologna che egli non avrebbe sofferto, che dove egli avea il comando, altro si introducesse. Ma è a lei sopra tutto che si dà conto di questo affare, perchè ella veda a che siamo. Ecco la seconda perdita di un possesso già riacquistato, giacchè ella sa bene che la prima perdita fu Pesaro e il suo territorio. Ora il territorio di Montefeltro va anch' egli a soggiacere a mali infiniti, poichè gli occupanti sono tutti accaniti patriotti napoletani, romani e cisalpini, e vi commettono mille estorsioni. Il Santo Padre geme sulla sorte di quella misera gente. Questo è quanto dovea io dirle in questa mia; ed altro non rimanendomi, etc.

(Cultes, *Arch. de Caprara*).

494. — Consalvi à Spina.

Roma, 23 maggio 1801.

Con un corriere straordinario ricevei ieri l'altro il di lei dispaccio del dì 13, ed una lettera del sig. abbate Bernier della stessa data. Vi ho letto con mio sommo dolore dei sentimenti, che sono troppo lontani dal vero, e mi fanno troppo gran torto. Mancò male che il corriere Livio partì da qui lo stesso dì 13, nel quale tali cose mi sono state scritte. Se per caso avesse tardato a partire sette giorni, cioè dopo che il dispaccio e la lettera mi fossero giunti, avrebbe potuto credersi che il timore avesse troncato le indugie, e che perciò veri ne fossero i sospetti e le accuse. Sono rimproverato di aver tirato in lungo per guadagnar tempo, sperando sopra un qualche cambiamento politico, o sentendo l'influenza delle altre Potenze. Risponderò francamente, che mai trattato ecclesiastico di grave importanza è stato disbrigato più presto di questo, e certo l'importanza di

ogni altro non è da porsi in confronto di questo ; mai se n'è fatto alcuno con sì impenetrabile segreto, al segno che ha fatto la maraviglia di tutti ; tanto è falso che vi abbia parte l'influenza di alcuno. Se la stessa importanza della cosa ha fatto impiegare quattro mesi costà per mandare il progetto, è ben da compattare che se ne siano impiegati due mesi qui per combinare la concessione.

Ma pur senza M. Cacault, il corriere Livio sarebbe partito venti o venti cinque giorni prima. Egli volle saper tutto, e formò nuove questioni sopra di tutto. Bisognò fargli conoscere l'impossibilità delle sue pretensioni, ostinandosi a volere espressioni, e frasi, e forme affatto contrarie alle leggi della Chiesa. Bisognò radunare due altre volte la congregazione, rifare copie, far nuovi cambiamenti, essendosi avvicinati a lui per quanto mai han potuto consentirlo le regole della Chiesa. Tutto questo ha portato del tempo. A lui dunque deve attribuirsi la mancanza della promessa della spedizione in una tale o tale altra epoca. Ma egli ha scritto anche, non per malizia, ma per errore, ciò che non sussisteva : mai si è esatto che si dassero liste, mai che si dicessero le cagioni delle esclusioni. Di questa seconda cosa non se n'è avuta mai l'idea ; della prima si è detta qualche cosa, come consiglio e preghiera per il bene della cosa, onde diminuire l'asprezza del colpo, non facendolo sentire inutilmente a quelli i quali si ha voglia di conservare. Il sig. Cacault avea assicurato che la discussione sarebbe servita al solo oggetto di schiarirsi reciprocamente, e promise che nulla scriverebbe fuori, perchè conveniva meglio che il nuovo progetto fosse conosciuto nel suo tutto. Io mantenni la promessa dal canto mio, e nulla a lei ne scrissi. Ma egli non ha fatto così, e trattandosi di relazione di sì vasta materia, in alcune cose si è ingannato e non è stato esatto.

Dal fin qui detto ella vedrà che non si ha il torto, e che i dubbi sulla nostra lealtà non sono affatto fondati. Il sig. abate Bernier mi ha scritto che ogni ulterior dilazione mi si imputerebbe personalmente. Ella avrà veduto che io non lo merito. Aggiungo però che non avendo io la confidenza del governo, e potendo da ciò risultare molto danno alla cosa pubblica, e al bene e tranquillità che si ha e deve aversi in vista, io darò

volentierissimo la mia dimissione. Non è che per obbedienza che io ho accettato questo posto, che aborrisco: l'ho ritenuto per riconoscenza, e mi è sembrato di essere ingrato e vile, abbandonando il servizio in sì pericolosi e tempestosi tempi. Ma se mi si apre una uscita da poterlo fare senza queste taccie, io divengo un uomo felicissimo. Ella conosce il mio carattere, e sa bene quanto siano veri questi miei sentimenti.

(Cultes Arch. de Caprara).

495. — Consalvi à Spina.

(particulière)

Roma, 23 maggio 1801.

Anche due righe all' amico. Non vi ripeterò ciò che ho scritto nelle lunghe lettere d'ufficio a voi e all' abbate Bernier. Il solo fatto fa la mia difesa. Ma egli è ben duro di doverla invocare, quando si crede di meritar tutt' altro che quello che si soffre. Non posso non credere di aver qualche diritto alla riputazione di specchiata semplicità ed onestà di carattere. Una contraria idea che si abbia di me, non può non essermi sensibile. Ma consolandomi dal pensiero che queste dubbiezze medesime possono condurmi allo smaniato fine di uscire da questo da me aborrito impiego, sono molto tentato a disprezzarle, o risguardarle anche come un fortunato mezzo che conduce a un bramato termine. Ciò tanto più mi aggradi, quanto che lascio salute, sia a soffrirne troppo sensibilmente, sia per la fatica, sia per le interne amarezze che mi lacerano il cuore.

Non ho ancora potuto trovare uno, che sia capace di ben fare quel gazzettino che mi chiedesse¹; ma lo troverò ben presto.

Addio, amico carissimo, sono stanco, e ardo dal sonno. Addio di cuore; addio.

(Cultes, Arch. de Caprara).

¹ Voir la pièce n° 433.

* Consalvi a aussi écrit le 23 une courte dépêche, où il dit : « Credevo di poter profittare di un corriere straordinario, che M. Cacaault mi disse che da Napoli dovea giungere ogni momento e passare a Parigi; ma non essendo poi giunto, invio il piego per la solita via di Genova.. »

496. — Ghislieri à Colloredo.

Rome, 23 mai 1801.

..C'est par le même courrier français, qui est parti de Paris le 14 du courant, qu'on a su l'entrevue peu agréable que le prélat Spina a eue avec le Premier Consul, qui lui a reproché la lenteur, disait-il, extrême que le Pape mettait à donner sa réponse sur le projet touchant le rétablissement de la religion catholique en France. Heureusement le courrier chargé de la réponse au-dit projet doit être arrivé à Paris peu de jours après. On dit que les demandes du Premier Consul sur les affaires ecclésiastiques se réduisent à quatre : 1° confirmation des évêques intrus, qui n'a pas été accordée ; 2° mariage des prêtres, qui a été accordé pour ceux qui se sont mariés pendant la Révolution ; 3° silence sur l'incorporation de tous les biens ecclésiastiques à la masse des biens nationaux, que le Pape a promis ; 4° convocation d'un concile national français, qu'on a refusée net. Au reste, tel est le secret qu'on a mis dans toute cette négociation, que je n'oserai pas garantir à V. E. l'authenticité de ce que je viens d'écrire, d'après les bruits qui courent même parmi les gens le plus au fait des affaires.

(Arch. de Vienne).

497. — L. Berthier à Consalvi.

Au quartier général, à Florence, 8 prairial an IX, (28 mai 1801).

Eminence, je ne veux point quitter Florence sans avoir l'honneur de prendre congé d'elle. J'ai vu Mgr Caleppi qui m'a chargé d'une lettre pour Mgr Spina : j'aurai le plaisir de le voir à mon arrivée et d'agir avec lui sur les justes réclamations qu'il a à faire au gouvernement français. S. Em. peut être assurée que je suis chargé par le général en chef, de faire part au Premier Consul de la situation exacte des Etats du Saint-Père, et de lui représenter combien ils ont souffert par le passage et le séjour des troupes¹ : en même temps je n'oublierai point de lui faire

¹ Murat au P. Consul ; Florence, 8 prairial (28 mai) : « Le général Berthier se rend à Paris, d'après une permission du ministre de la guerre. Sa présence m'était ici très nécessaire ; j'espère qu'il ne restera absent que le temps absolu-

connaître tous les soins et toutes les ressources que le Saint-Père s'est efforcé de donner à l'armée française. M'étant concerté avec Mgr Caleppi, je serai avec grand plaisir l'avocat zélé de sa cour ; je prie S. Em. d'en être bien persuadée...

(Arch. du Vatican).

498. — Consalvi à Spina.

(particulière)

Roma, 28 maggio 1801.

Nel momento M. Cacault mi manda a dire che parte un corriere per Parigi, proveniente da Napoli. Non ho che due minuti per scrivere due righe, e dirle che è appena un quarto d'ora che mi è giunto il di lei piego e la lettera del sig. abbate Bernier dei 19 maggio. Non ho ancora potuto avere la conferenza appuntata fra qualche ora con M. Cacault su tale oggetto. Non ho ancora potuto in sì breve spazio salire dal Papa a leggergli il dispaccio, come farò fra qualche ora, benchè mi trovi in letto con la febbre. Ma non sò dirle abbastanza quanto dolore questo suo dispaccio mi abbia recato.

Il primo punto, in cui si danno cinque giorni di tempo per la partenza del corriere Livio, è inutile, essendo questo partito alli 13 di questo mese, e dovendo essere stato in Parigi verso li 24 o 25. Quanto al secondo punto, in cui si minaccia nel modo stesso la rottura e la partenza del ministro Cacault, se non si rimandi un concordato tal quale è quello che venne da Francia, nel caso che si fossero fatti dei cambiamenti, io non ho ancora veduto Sua Santità, onde non posso dirle ciò che mi abbia risposto. Due riflessi però mi si affacciano naturalmente alla mente : uno è, che i cambiamenti fatti da Sua Santità medesima non possono, secondo tutte le più probabili congetture, non essere di piena soddisfazione del Primo Console ; l'altro è,

ment indispensable pour y terminer ses affaires... Je le charge de mettre sous vos yeux [le tableau] désolant de l'armée, et. quelque exact qu'il vous le rende, il ne pourra pas approcher de la réalité. Les dépêches du ministre de la guerre du 1^{er} prairial (21 mai) achèvent de me désoler: il m'annonce que je ne dois compter sur aucun secours de votre part. Si cela est ainsi, je vous déclare qu'il m'est impossible de rester plus longtemps à une armée, qui m'accable de réclamations fondées et auxquelles je ne puis répondre d'une manière satisfaisante... »

che se il Papa ha creduto che la sua coscienza non gli permetta quelle precise formole, che gli sono state indicate (e dico formole, perchè ella avrà veduto che si è convenuto nella sostanza), Sua Santità è così forte ove si tratti di coscienza, che si sottopone sempre a qualunque disgrazia piuttosto che tradirla. Ma io non lascerò, come ho detto, di mettere tutto fedelmente sotto gli occhi del Papa, ed egli deciderà, e darò poi la risposta a M. Cacault (con cui avrò anche prima la conferenza), e al sig. abate Bernier, e a lei.

Non posso però fare a meno di non sommamente affliggermi della combinazione, che le preventive conferenze avute con M. Cacault abbiano cagionato sì grave rovina. Di lealissima fede gli fu tutto comunicato, essendosi egli dimostrato a ciò autorizzato dal governo. Si convenne che quelle conferenze servirebbero a rischiarare le cose e a reciprocamente avvicinarsi il più che fosse possibile; e che non essendo cose definitive, ma preparatorie, non se ne darebbe parte nè da lui, nè da me, per non intorbidare nè allarmare. Io tenni la mia parola, e niente scrissi a lei. Egli ha giudicato diversamente, ed ha creduto di non tenere la sua. Io non mi permetterò alcuna riflessione. Le posteriori applicazioni della congregazione e di Sua Santità hanno avuto per oggetto di modificare al possibile i cambiamenti, avvicinandosi quanto mai si poteva alle osservazioni di M. Cacault; e ciò si è eseguito. Questo ha perduto circa venti sei giorni di ritardo. Niuna malizia, niun secondo fine vi è intervenuto. La cosa è stata sempre sotto il più alto segreto, e niuna estera nè interna influenza se n'è potuto mischiare. Si è avuto in vista la sola religione, e la gloria di Dio. Se invece di venirne bene, ne verrà danno, bisognerà adorare i giudizi del Signore.

Ecco quanto le posso dire, scrivendo dal letto con la febbre, e velocissimamente, per non perdere l'occasione. Ella può anche comunicar queste cose al sig. abate Bernier, cui darò poi le risposte per lettera. I complimenti al P. Caselli, e con distinta stima ed affetto, resto in somma fretta, e col cuore assai dolente, etc.

(Cultes, Arch. de Caprara).

499. — Cacault à Talleyrand.

Rome, 8 prairial an IX (28 mai 1801).

J'ai reçu aujourd'hui votre lettre du 29 floréal (19 mai).

Le secrétaire d'Etat est malade de la fièvre. Je lui ai envoyé sur-le-champ demander une audience. Il me l'a donnée ce soir dans son lit. Je lui avais transmis auparavant les lettres que Mgr Spina et le cit. Bernier lui ont écrites ; elles l'avaient instruit de ce que j'avais à lui dire. Il en était dans la plus vive agitation : il m'a dit que le Pape en mourrait si je parlais. Sa Sainteté croit que les pièces envoyées par son courrier, sans être mot pour mot telles que les actes rédigés à Paris, seront approuvées et admises. Le cardinal m'a assuré qu'on avait changé la rédaction sur laquelle j'avais fait des observations ; que la lettre du Pape au Premier Consul exprimait ses sentiments d'une manière satisfaisante. Il avait toujours la fièvre : je n'ai pu insister ce soir sur tous les points de votre lettre. J'ai rendez-vous demain avec lui ; je verrai Sa Sainteté, et tous les ordres que vous me transmettez seront ponctuellement exécutés.

(Aff. étr., *Rome*, vol. 931).¹

500. — Consalvi à Spina.

(particulière)

Roma, 28 maggio 1801.

Io aggiungo quest' altra lettera, perchè M. Cacault ha fatto trattenere il suo corriere, avendo voluto vedermi prima di farlo partire. Egli mi ha chiesto una udienza, ed io l'ho accordata senza ritardo, benchè mi trovi in letto con una buona febbre. Questa circostanza ha impedito che abbiamo una conversazione assai lunga, la quale è rimessa a domani. Egli mi ha detto quello che lei e il sig. abbate Bernier mi scrivono. Gli ho risposto che il Papa crede per cosa sicurissima, che la bolla e il progetto a

¹ Publié par le P. Theiner (t. I, p. 140). — Le 28, Cacault écrivait en outre à Talleyrand : « Votre lettre du 24 floréal dernier (14 mai) à laquelle était joint le traité de paix conclu le 20 pluviôse an IX entre l'Empereur et la République française, m'est parvenue aujourd'hui. Je m'empresserai d'en donner connaissance au gouvernement romain. »

lei trasmesso abbiano senza alcun dubbio incontrata la soddisfazione del Primo Console, e che, sebbene non siano parola per parola come gli articoli che vennero da Parigi, non sono però nemmeno a tenore di quei cambiamenti che sul principio furono comunicati a M. Cacault ; giacchè in seguito dalle di lei osservazioni, si cambiarono per quanto fu possibile, facendosi tutto il carico della possibilità della esecuzione secondo le idee da lui comunicate. Gli ho detto che io metterò domani il tutto sotto gli occhi del Papa, e che lo vedrà egli stesso, onde possa meglio accertarsi dei di lui sentimenti, e dirgli i suoi. Egli mi ha detto che lo farà.

Dice che in fine gli converrà di eseguire gli ordini della partenza. Io gli ho risposto che sono sicurissimo che il Papa ne risentirà un dolore inesprimibile, come lo risento io, e che sono persuaso che il Papa non lascerà di fare tutti gli sforzi possibili per fargliela differire di qualche giorno, essendo nella persuasione che fra otto o nove giorni al più avrà, o M. Cacault, o io, un corriere con la nuova dell' effetto che avrà prodotto la lettera del Papa al Primo Console, e la bolla e progetto che si sono trasmessi. Avendo accordato tutto nella sostanza, ed avendo anche adattato i modi e le forme secondo le stesse idee somministrate da M. Cacault, è una cosa ben dolorosa di vedere rompere un trattato, per qualche espressione per cui il Papa crede in coscienza di non poterci assolutamente convenire. Gli effetti della partenza di M. Cacault potrebbero essere ben amari in tutti i sensi, onde si farà di tutto perchè non siegua.

Un altro gran dolore io provo, e lo proverà anche il Papa (che mi duole quanto mai di dover trafiggere con sì acute spade), ed è il vedere come avendo agito con una lealtà e con una buona fede superiore ad ogni credere, e non avendo avuto in ciò, nè in tutt' altro, il minimo influsso alcuna Potenza estera, nè alcun interno rispetto, siasi così sospettata della nostra buona fede. Io non le potrò dire stesso : son assai male pagato delle fatiche, dello zelo, dell' interesse che ho messo in tutti gli affari, e in questo sopra tutto, che hanno potuto riguardare la buona armonia dei due governi. Vedo imputarmisi personalmente dei torti affatto insussistenti, e farmisi delle minacce. Forse della mia innocenza sono tranquillissimo. Il mio onore n' è offeso, e a

questo non nego di essere assai sensibile. Ma se si ha diffidenza di me, il rimedio è facile. Un impiego da me accettato per ubbidienza, e conservato per riconoscenza, mi può esser tolto solo che si mostri di desiderarlo, ed io ne sarò contentissimo. Questa strada me ne farebbe sortire, senza che io mancassi ad alcun dovere verso il Papa. Avrò piacere che si provi con altri più fortunati di me. Ella mi conosce, e ciò basta.

La febbre mi vieta di scrivere al sig. abbate Bernier, ma comunichi pure a lui questa lettera, che non contiene che la pura verità. Gli scriverò, come è dovere, con la prima occasione. Io finisco, avendo un dolor di capo non indifferente, e la febbre, onde appena sò quello che le scrissi. Vedo di essere sacrificato per tutti i versi; ma prudenza. Niuno mi toglierà la testimonianza della buona coscienza, e il mio onore. Lei mi compatisca e mi ami; e saluti il P. Caselli, e mi creda affettuosissimamente, etc.

P. S. — Si assicuri che sono trafitto in pensare di dover così trafiggere il povero Papa, che merita tutt' altro.

(Cultes, Arch. de Caprara).

501. — Ghislieri a Colloredo.

Rome, 30 mai 1801.

La rapidité avec laquelle se succèdent les courriers que M. Caucault reçoit de Paris, et les conférences très longues que ce ministre a eues dans ces derniers jours avec le cardinal secrétaire d'Etat, ne laissent aucun doute que les Français n'aient des projets sur Rome et sur l'Etat ecclésiastique. Les affaires de religion fourniront des prétextes au Premier Consul de paraître mécontent du Pape; et il ne me serait pas peut-être difficile de mettre sous les yeux de V. E. tout le détail des affaires du moment entre le Saint-Siège et la France, si, dans le manque total de moyens pour faire parvenir avec sûreté les nouvelles intéressantes et délicates par leurs rapports, je ne dusse pas observer la plus grande réserve. Au reste, les lettres de Florence mandent clairement que le quartier général de l'armée française d'observation du midi de l'Italie va être transporté incessamment à Rome, et

que dix mille Français marcheront sous peu de jours vers cette capitale. Le nombre paraît exagéré ; mais le projet n'en est pas moins vraisemblable. Ce qui d'ailleurs est bien sûr, c'est que le nombre des officiers français et des patriotes grossit ici tous les jours, et qu'il vient d'être augmenté dans cette semaine par l'arrivée du général Watrin, du général Dulauloy, du général Piranesi frère du ci-devant agent de Suède à Rome, et de plusieurs autres.

C'est par la même poste de Toscane qu'on a appris que Porto-Ferraio se défend encore, tandis que Porto-Longone et même les Presidi sont déjà occupés par les Français¹. Le contre-amiral Ganteaume était parti de Porto-Longone avec la petite escadre, faisant voile à l'Est, et ayant à bord trois mille hommes de l'armée de Murat dont on ignore la destination.

S. A. R. le duc de Chablais est parti lundi passé (25 mai) avec Madame la duchesse et une suite peu nombreuse vers Naples, pour y rejoindre le reste de la famille royale. LL. MM. Sardes se sont établies à Caserta, et on prétend à cette heure que M. Alquier, ambassadeur français à Naples, a les pleins pouvoirs nécessaires pour traiter la paix avec la cour de Sardaigne, dont le plénipotentiaire serait dans ce cas-là M. le comte de Chialambert. Tous les ministres plénipotentiaires des cours accréditées auprès de Sardaigne ont pris aussi la route de Naples ; ce qui fait voir que LL. MM. Sardes ne reviendront plus à Rome.

A Civita-Vecchia, où j'ai été ces jours passés, quelques cris de « Vive l'Angleterre » ont donné lieu à une remontrance assez forte du consul français, qui n'aura pas, à ce qu'on espère, aucune suite, à moins que des malintentionnés n'aient excité exprès à un pareil cri de joie la populace.

¹ Des troupes de Murat, d'après les ordres du P. Consul (*Corr.*, n° 5509), avaient débarqué au midi et au nord de l'île d'Elbe, les 1^{er} et 2 mai. Porto-Longone, qui était occupé par les Napolitains et avait été cédé par eux lors du traité de Florence, fut aussitôt remis aux Français. Mais l'autre port de l'île, Porto-Ferraio, qui était regardé comme une dépendance de la Toscane et était défendu par des Anglais et des auxiliaires à la solde de l'Angleterre, allait opposer une résistance longue et opiniâtre. — L'amiral Ganteaume, sorti le 26 avril de Toulon pour reprendre la direction de l'Égypte, était venu faire devant la place assiégée une démonstration inutile.

C'est dans ce même port que sont arrivés, mercredi (27 mai) au soir trois bâtimens ragusains, venant de Barcelone et ayant à bord deux cents onze ex-Jésuites, que la cour de Madrid vient d'expulser encore une fois et de reléguer dans l'Etat ecclésiastique. L'exil des ex-Jésuites du royaume d'Espagne comprend aussi les frères laïcs et même ceux qui ont déjà femmes et enfants ; et on attend aussi à Civita-Vecchia le reste de ces malheureux exilés, qui étaient déjà partis de Barcelone sur d'autres bâtimens aussi ragusains.

L'état actuel des affaires du Saint-Siège, et l'orage qui menace de bien près cette capitale, et dont je ne pourrais être ailleurs que spectateur souffrant, me font souhaiter plus que jamais la permission de revenir à mon poste à Vienne ; et c'est en hâtant par mes vœux les plus ardents et les plus respectueux l'accomplissement d'un pareil désir, que j'ai l'honneur d'être avec le plus profond respect, etc.

(Arch. de Vienne).

502. — Note de Cacault à Consalvi.

Rome, 10 prairial an IX. (30 mai 1801).

J'ai reçu ordre d'annoncer au Saint-Siège de la part du Premier Consul :

1^o Que le gouvernement français ne peut entendre à aucune modification, ni sur le fond ni sur la forme du projet de convention, ni sur la bulle dans laquelle la convention doit être insérée, qui ont été proposés à l'adoption de Sa Sainteté ;

2^o Que si, dans le délai de cinq jours, le Pape n'a pas adopté sans modification les deux projets susdits, ma présence à Rome devenant inutile à l'objet capital de ma mission, je me verrai obligé à regret, en vertu de mes ordres, à me retirer à Florence ;

3^o Que si, dans le délai précité, les deux projets sont adoptés sans aucune modification, les deux Etats seront liés de fait par des rapports pacifiques. La publicité de ces rapports se trouvera ensuite honorablement constatée par la proclamation des articles convenus, insérés dans le projet arrêté de la bulle du Saint-Père,

(Aff. étr., *Rome*, vol. 934).¹

¹ Le P. Theiner a publié cette note et la pièce suivante (t. I, p. 141 et 142).

503. — Consalvi à Bernier.

Rome, 30 mai 1801.

M. Cacault, ministre de France, m'a remis votre lettre datée du 19 mai. C'est le second coup de foudre que je viens de recevoir, six jours après celui du 13. Quelle a été ma surprise, M^r, ma douleur profonde, en lisant votre lettre ! Je le dirai franchement : il me faut bien toute la vertu commandée par la loi de l'Evangile pour ne pas en vouloir au seul auteur, quoique innocent, à ce que je pense, de tant de désastres. C'est M. Cacault dont je parle. Je le dois à la vérité, je le dois à mon honneur, je le dois à la trop grande importance de la chose. C'est lui seul, M^r, qui a été la cause du retard du courrier, qui serait parti environ un mois plus vite ; c'est lui seul, je le répète. Il n'y a pas eu la moindre influence étrangère ; jamais aucun secret n'a été gardé plus inviolablement, jamais plus de délicatesse n'a été employée dans une négociation. Je défie tout le monde de prouver le contraire. Enfin c'est sur mon honneur, M^r, que je l'atteste, et j'ai donné assez de preuves dans toute ma vie de la candeur de cet honneur que j'invoque, pour être fier de l'invoquer, et pour sentir dans toute l'amertume de mon âme le tort que l'on me fait, lorsque je suis soupçonné d'y manquer. Le fait vous aura prouvé, M^r, que ce soupçon était chimérique : tout ce qui a été apporté par Livio peut avoir eu le malheur de ne pas plaire, mais on y aura trouvé l'empreinte de la vérité, de la candeur, du plus vif désir de réussir.

Je reviens à M. Cacault. Je dois aussi vous parler d'un autre tort de sa part ; je le fais à grand regret, mais je le dois à la vérité, je le dois à mon honneur. Je proteste en même temps que je le crois innocent et sans aucune mauvaise intention : il a oublié peut-être ce qu'il avait suggéré lui-même, et dont nous étions convenus. J'entends parler des rapports faits par lui, et de mon silence, dont je reçois tant de reproches. Je m'explique. Lorsqu'il a voulu être informé de la teneur de la réponse qu'on allait envoyer à Paris, je lui ai lu avec la plus grande loyauté le projet de convention et la bulle décidés par Sa Sainteté, après l'examen qu'il en avait fait avec la congrégation. M. Cacault éleva beaucoup de difficultés. Le désir le plus ardent de

faire la chose engagea à une nouvelle rédaction, qui devait être précédée par un nouvel examen. Ce fut alors que M. Cacault et moi fûmes d'accord de ne rien écrire à Paris sur les difficultés qui s'étaient élevées : 1° pour ne pas vous effrayer sur quelque partie, sans vous faire voir l'ensemble de la chose ; 2° parce qu'en soumettant la chose à une nouvelle rédaction, différentes difficultés auraient pu disparaître, ce qui a eu lieu effectivement par le grand désir de Sa Sainteté d'arriver jusqu'aux derniers confins de son pouvoir apostolique. Je tins ma promesse avec une fidélité irréprochable (car c'est mon caractère, M^r) ; je n'écrivis pas un mot à Mgr Spina. M. Cacault ne fit pas de même : il a tout écrit ; il n'a pas même rendu la chose très exactement. Qu'en est-il résulté ? Vous le voyez M^r, nous sommes au moment d'une rupture, dont la seule pensée effraye.

On a conçu de l'humeur, parce qu'on a cru qu'il y avait des vues politiques, auxquelles on a attribué la lenteur, les modifications. On exige donc qu'il n'y ait aucune modification. Sa Sainteté, maître de la doctrine, juge que quelque modification est indispensable. Ne pouvant pas plier (et vous voyez bien, M^r, s'il y va de son intérêt), le ministre a ordre de partir. Il a déclaré que la condition des liens pacifiques entre les deux Etats est la souscription sans aucune modification. Sans cela, il y a donc rupture, inimitié. Hélas ! Qui l'aurait attendu ? Que de malheurs ! Mais si le Saint-Père eût refusé quelque demande, on pourrait se persuader au moins sur la fatalité des temps, qui exigerait ce que le Saint-Père pourrait faire. Mais peut-on résister à la douleur, lorsqu'on pense qu'il y aura une rupture, ayant accordé dans le fond tout ce qui a été demandé. Il n'y a qu'à s'humilier devant Dieu et adorer ses décrets imperscrutables.

Un mot sur moi. Je vois, M^r, que je n'ai pas la confiance du gouvernement français. Je n'ai rien à me reprocher qui puisse me mériter cette défiance. Je le dis sans crainte, parce que c'est la vérité même. J'en appelle à tous ceux qui me connaissent : tous les Français, je n'en doute point, me rendront justice. Mais ayant ce malheur, je serais, M^r, le plus indigne de tous les hommes, si je gardais une place dans laquelle je puisse être cause, par la défiance que l'on a de moi, de tant de désastres. Ainsi j'ai dit à M. Cacault que j'allais donner ma démission sur-le-

champ. Je l'ai demandée ce matin au Saint-Père : c'est avec toute la chaleur dont est capable une âme honnête et sensible que je l'ai sollicitée. J'ai dû éprouver le plus grand des chagrins, celui de voir le chagrin que j'ai causé à Sa Sainteté : ce n'est pas cela certainement que je lui dois. C'est encore ajouter à mes souffrances que de devoir déplaire à ce Pontife adorable ; mais le bien de l'Eglise m'y force. J'ai insisté tant que je l'ai pu, et j'espère obtenir sans délai son consentement. Ainsi, M^r, *si prop-ter me hæc tempestas venit, mittite me in mare* : cela rétablira le calme ; l'orage sera conjuré. Je ne me mêlerai plus des affaires d'aucune façon que ce soit : on peut en être sûr ; j'en serai toujours éloigné à cent lieues. C'est tout ce que je désire. Il me reste une grâce, M^r, à vous demander. Mon honneur et mon respect exigent que le Premier Consul sache que j'ai été soupçonné à tort. Vous aurez bien la bonté de lui représenter la vérité : je veux espérer qu'il la reconnaitra ; je m'en flatte.

Vous voilà après, M^r, d'une longue lettre bien mal écrite dans une langue que je sais fort peu, et faite très à la hâte. Ce n'est pas aux expressions que vous devez faire attention ; elles ne seront pas exactes, mais quant aux sentiments qu'elle renferme, ils sont ceux d'un homme d'honneur, et qui croit par là avoir des droits à votre estime.

(Arch. du Vatican).

504. — Consalvi à Spina.

(particulière)

Roma, 30 maggio 1801.

Sono stato in letto con la febbre quattro giorni, e in tal circostanza mi è giunto il suo dispaccio dei 19, e quello del sig. abbate Bernier. Immagini qual medicina! Oh Dio buono! E chi può pensare e rimirare un fatto simile senza distruggersi? Tanti pensieri, tante fatiche, tante cure tutte gettate al vento! Eccoci ad una rottura. E come? Dopo aver tutto accordato in fondo, dopo aver combinato i modi che in nulla repugnassero alle attuali circostanze della Francia. Gran disgrazia! Bisogna adorare i decreti della Provvidenza. Si esige adesso per unica condizione della pacifica unione dei due Stati, che il Papa sottoscriva alla convenzione e alla bolla senza alcuna modificazione.

Il Papa crede che la sua coscienza e i doveri del suo apostolato non glielo permettano. Dunque non si è più legati con nodi pacifici, dunque si è nemici. Chi l'avrebbe creduto mai?

Quanto male non ha fatto, benchè senza cattiva intenzione, M. Cacault! La verità, l'onore mi strappano queste voci dalla bocca. Senza di lui, il corriere Livio partiva un mese prima. Egli volle vedere la risposta: tutto gli fu letto con un candore e lealtà senza esempio. Egli fece mille difficoltà. L'amore della pace ed il vivo desiderio di riuscire fecero rifondere il lavoro. Ecco la sola causa del ritardo; non alcun secondo fine, non l'influsso di alcuna estera Potenza. Il segreto è stato impenetrabile. Si citi in tanti mesi un solo apice della trattativa che sia stato conosciuto.

Ma ritorno a M. Cacault. Egli desiderò, e se ne convenne insieme, che niente si scrivesse a Parigi sulle difficoltà insorte: 1° perchè esposte per parte e fuori dell'insieme, potevano essere mal prese; 2° perchè Sua Santità, nel nuovo esame andava a sceglierle fin dove gli fosse stato possibile; intendo di parlare dei modi di esecuzione. A questa legge di silenzio io ho fedelmente ubbidito; non ho a lei scritto una parola, ed ella me ne rimprovera giustamente. Ma M. Cacault, forse animato da vivo zelo, ha poi creduto di fare altrimenti. Egli ha scritto tutto, e non esattamente, come succede nelle cose sentite una volta sola. Dio buono! che n'è risultato! La lentezza, di cui si è sospettata una falsa causa, e le difficoltà comunicate inesattamente e isolatamente, hanno prodotto un incendio che sembra inestinguibile. Dio faccia che non sia così!

Se M. Cacault si ostina a partire, tutto è perduto. Lo compatisco da una parte, avendo gli ordini, ma dall'altra egli sa qui ciò che a quell'epoca non sapeva il governo francese. Egli sa la vera, innocente, semplice causa del ritardo, egli sa le nuove facilitazioni *circa modum*, portate dal Papa nell'affare dopo le difficoltà da lui elevate; sa che le modificazioni portate a Parigi dal corriere Livio non sono precisamente quelle ch'egli scrisse. Egli ha dunque tanti titoli per prendere sopra di sè il rimanere, almeno finchè si abbia la nuova dell'esito di ciò che si è mandato con Livio. Forse a Parigi si è in calma, ora che

qui si è in mezzo al più vivo fuoco. E se pure il trattato costà giunto non è piaciuto, avendo trovati gli animi sì mal disposti, pure la buona fede, il candore, la lealtà che ne pullulano da tutte le pagini, avranno certo diminuito, e forse affatto tolto il veleno del sospetto della malizia. Egli ha dunque molte ragioni per non partire; ma se parte, oh Dio! quali conseguenze può avere una partenza, che è accompagnata dalla dichiarazione che più non esistono pacifici legami fra i due Stati, i quali sono posti per condizione del solo caso di una adozione, che vietata al Papa dalla sua coscienza, è messa per condizione della sospensione della partenza medesima. Ella intende tutto questo, ed io la prego di ben rilevare tutta questa parte della mia lettera all' abate Bernier, nella di cui lettera non ho rilevato questo tasto, perchè nell' affollamento delle idee mi è fuggito dalla mente.

Dico due parole sopra me stesso. Ella mi conosce troppo, per non capire qual viva puntura siami stata il sentirmi sospettare, ed accusare di ciò che non ho mai sognato. Il fatto mi avrà forse giustificato a quest' ora, seppure i falsi delatori non hanno potuto più del vero. Ma io ho preso il mio partito. Avendo io accettato questo posto per obbedienza, ed avendolo conservato per riconoscenza, mi stimo felice dell' aprirsi una strada per uscirne senza mancare a questi due doveri. Dall' altra parte, io sarei l'uomo il più indegno di tutti, se vedendo la diffidenza in cui sono presso il governo (benchè io non mi rimprovero alcuna cosa, e ne appello agli stessi Francesi che mi conoscono), non allontanassi subito la causa di sì immenso male che ne risulta. Dunque ho detto a M. Cacault, che andavo a dimandare nel momento la mia dimissione. Non mi sono lasciato vincere dalle sue, benchè fortissime, repugnanze. Questa mattina l'ho chiesta al Papa, e gli ho detto, come Giona: « *Si propter me hæc tempestas venit, mittite me in mare.* » Povero Papa! Ha avuto la bontà di affliggersene. Pensi se io non mi dolga di accrescere le sue afflizioni; ma il bene della Chiesa lo esige. Le mie insistenze sono state sì calde, che ho tutta la fiducia di essere esaudito quanto prima. Eccole fatta la mia apologia. Mi manca di rispondere ad un' altra cosa sola. Pare

ch'ella creda che per accudire agli altri affari, io abbia prolungato un poco questo. Non è vero. Gli ho spiegato la vera causa del ritardo. Pare a lei che io fossi capace di sì grande errore? Ci si è lavorato di mattina, di giorno, e di notte.

Ma basta oramai di tanto scrivere. Sono morto dalla fatica e dal sonno; non ne posso più. Non sto bene; e veda in qual tempo! Le mando aperta la lettera per l'abbate Bernier, onde la legga e la sigilli. Mi voglia bene, e resto di cuore, etc.¹

(Cultes, Arch. de Caprara).

505. — Consalvi à Spina.

(en chiffres)

Roma, 30 maggio 1801.

Pur troppo siamo già agli estremi. Tutti i segni sono univoci a dimostrarci la imminente ostile invasione. Le truppe sono immensamente cresciute in Toscana, e si vedono dei movimenti. Molti Francesi vengono a Roma sotto vari aspetti.² Le voci dei patrioti sono qui e nello Stato univoche che il frutto è maturo. Non è più tardi di oggi che ho saputo, che M. Périllier ha detto che non si dava la pena di tornare da me a prendere la risposta sopra l'affare dei beni nazionali, perchè fra poco non avrebbe bisogno di noi, e che lo farebbe da sè assai meglio.

M. Cacault, officiato a non partire, ossia a differire la partenza di qualche giorno (sperandosi che intanto venga un corriere di risposta alla venuta di Livio), egli finora crede di non poterlo fare.

Ella sia attenta alle sue carte, perchè in caso di rottura non accada a lei quello che accadè al M^{re} Massimi.³

Cultes, Arch. de Caprara).

¹ Cette lettre particulière a été expédiée une seconde fois sous forme de dépêche. Sur ce double Consalvi a écrit : Questa lettera è il duplicato di altra, scritta tutta di mio pugno, e inviata per la posta di Genova. La mando, perchè troppo mi preme ch'ella la conosca, e così quella unita per il sig. abbate Bernier. » (Cf. pièce n° 514).

² Les généraux Casabianca et Watrin venaient d'arriver à Rome.

³ Le marquis Camille Massimi (cf. p. 30, note 1) avait été désigné, le 1^{er} juin 1797, pour représenter le Saint-Siège auprès du Directoire. Le 10 janvier 1798, sur la nouvelle de la mort de Duphot, il fut arrêté à Paris et placé sous la surveillance d'un membre de la municipalité du X^e arrondissement.

506. — **Caleppi à Consalvi.**

(en chiffres)

Firenze. 2 giugno 1801.

Il foglio in numeri di V. Em. dei 29 dello scorso maggio mi ha veramente afflitto. Il generale Murat, come già sa, non è qui; ma forse anderò a trovarlo a Pisa,¹ e allora mi regolerò sul parlargliene, o nò, a tenore delle circostanze, come appunto mi è parso che l' Em. V. mi comandi di fare. Nello stesso modo mi regolerò rispetto all' accusa che ad esso si dà sul proposito dei beni nazionali, di cui mi parlano gli altri suoi numeri dei 27 detto. Ho detto, forse anderò a trovarlo, giacchè veggo che neppur le persone ch' erano di loro più intima confidenza, non vi vanno, nè vi andranno, purchè si crede che vogliano vivere a sè. Frattanto spero che M. Cacault abbia esagerato il fuoco di Parigi, o che se vi era veramente, sia per calmarsi. Del resto V. Em. avrà presente quello che io le scrissi di Cacault, e del di lui segretario. La lettera del generale Berthier, che acchiudo, indica, a senso mio, che qui questo fuoco non si sapeva.

Quanto alla lettera di Firenze, nella quale si parla del quartier generale da trasferirsi a Roma coi dieci mila uomini, l' Em. V. si ricorderà de' miei timori, che mai ho potuto deporre, come di quando in quando avrà rilevato anche dalle mie lettere. È però ben difficile il poter scoprire se le marcie siano dirette per la vanguardia nel regno di Napoli, o per Roma. Ciò non ostante, io non posso persuadermi che la cosa sia così decisa, e quando anche lo fosse, sanno bene che ora per strade morirebbero di fame. Temo piuttosto che si minacci per indurre a dei sacrifici, tenendo anche in ciò l'antico metodo dei nemici di Roma. Mi rincrescono però al sommo le tante figure che vanno e vengono a Roma, e la protezione che loro accorderà certamente M. Cacault, giacchè potrebbe accendersi il fuoco anche senza la mano apparente dei Francesi; ma su questo non vi sarà rimedio, se non che dopo terminati gli affari ecclesiastici. Io intanto, per

¹ Madame Murat ayant obtenu (*Corr.*, n° 3546) la permission de rejoindre son mari, était arrivée le 6 mai à Florence, et en était repartie le 29 avec le général pour les eaux de Pise.

quanto desidero sempre più di ritornarmene, mi regolerò anche su questo come crederò meglio in vista delle circostanze, giacchè il soldato non dee profittar del congedo ottenuto nel giorno di battaglia; ed in qualunque evento l'Em. V. si ricordi, che io imploro la grazia di divider col Santo Padre e con lei tutte le disgrazie.

(Arch. du Vatican).

507. — Consalvi à Acton

Roma, 2 giugno 1801.

La posizione in cui si trova la trattativa degli affari ecclesiastici in Francia (nonostante la spedizione del corriere colà inviato il dì 13 maggio, di cui non si ha ancora riscontro) inducendo questo ministro della Repubblica francese, sig. Cacault, a condursi a Firenze, ho determinato nella congregazione generale di tutti i sig. cardinali, tenuta questa stessa sera innanzi alla Santità Sua, la mia missione a Parigi, dove per ordine di Sua Santità mi dirigerò subito dopo la festa del *Corpus Domini*, contemporaneamente alla partenza del sig. Cacault per il quartier generale di Firenze. Nel darne riscontro all'E. V., le faccio insieme noto, che nella breve mia assenza Nostro Signore farà esercitare il mio impiego dal sig. cardinale Giuseppe Doria, il più anziano dei cardinali palatini. Tanto mi credo in dovere di significare a V. E., a cui colla più rispettosa stima bacio di vero cuore le mani.

(Arch. du Vatican).

508. — Consalvi à Cacault.

Rome, 3 juin 1801.

J'ai l'honneur de vous envoyer ci-joint la réponse officielle à la note que vous m'avez donnée le 30 mai. Vous y lirez les sentiments de Sa Sainteté, ainsi que du Sacré Collège tout entier, qui a été rassemblé, hier au soir, devant Sa Sainteté, dans une congrégation extraordinaire. Vous verrez que le Pape, se trouvant contraint, par sa conscience et par les lois de la religion, à ne pas pouvoir accéder au désir du gouvernement français de

souscrire sans aucune modification aux projets de la convention et de la bulle envoyés de Paris, veut prouver au Premier Consul, par la mission de son premier ministre, le cardinal secrétaire d'Etat, son vif désir de conserver les liaisons qui se trouvent heureusement rétablies entre lui et le gouvernement français, et témoigner devant tout le monde ses égards pour le Premier Consul et le prix qu'il attache à son amitié. Il a donc décidé de m'envoyer à Paris sans le moindre retard, et il veut que je parte dans l'espoir que cette circonstance même vous fournira un titre de ne pas partir ; ou, si par malheur vous ne voulez pas vous résoudre de rester ici, Sa Sainteté veut que j'aille avec vous jusqu'à Florence, pour faire voir à tout le monde qu'il n'y a pas la moindre rupture entre les deux Puissances, et qu'au contraire, ma mission à Paris a pour objet d'éclaircir tout doute, que les malveillants aient pu élever dans l'âme du Premier Consul contre la pureté des intentions du Saint-Père.

Mais il reste encore une chose à bien éclaircir, qui me regarde entièrement, savoir si ma personne ne ferait peut-être un effet tout à fait contraire aux vues du Saint-Père. Je vous ai dit que j'ai le malheur d'être soupçonné par le Premier Consul d'avoir des vues, qui feraient bien du tort à la loyauté et honnêteté de mon caractère. J'y suis très sensible ; car, en vérité, je n'ai rien à me reprocher là-dessus : au contraire, j'en appelle à tous les Français, s'ils ont lieu de se plaindre de moi. Enfin permettez-moi que j'aie la fierté de ne pas me défendre des accusations pareilles. Je suis trop connu pour qu'on puisse en douter. Cependant il s'agit ici du bien public : ainsi il faut être délicat jusqu'au dernier degré. Vous savez que, pour ne pas être cause de tant de maux, j'ai donné ma démission ; le Saint-Père a refusé de l'accepter dans ce moment périlleux, mais j'ai lieu à espérer qu'il l'acceptera. Ainsi il y a d'autant plus raison à ne pas s'obstiner dans le choix de ma personne pour aller à Paris. Le Saint-Père m'a choisi, parce qu'il a cru que la place que j'occupe (il n'y a d'autre mérite en moi, à l'exception de celui-ci) rendrait la mission plus honorable, autant qu'il est dans son pouvoir. Mais il veut en même temps que je vous écrive confidentiellement, et vous demande si vous croyez que ma personne, au lieu de plaire, rende la chose désagréable. Dans ce cas, le Saint-Père

enverra un autre cardinal. Parlez donc avec franchise : j'ai pu mériter votre confiance ; ainsi vous savez que vous pouvez me dire la vérité toute entière. On m'écrit de Paris, que le Premier Consul est prévenu contre moi. Le Saint-Père veut arriver à son but, savoir il veut prouver par cette mission au Premier Consul, qu'il n'y a aucune politique, ni aucune influence quelconque qui lui fasse adopter tel parti dans le traité ecclésiastique qu'il a entamé avec la France. Ainsi il faut se souvenir du proverbe : *Si vis mittere, mitte gratum*. Comme j'ai le malheur de ne pas l'être, le Saint-Père veut que vous lui disiez avec franchise, si vous jugez qu'il vaut mieux d'en envoyer un autre. Restant ici je quitterai ma place ; il n'y aura des efforts que je ne ferai pour en obtenir la permission de Sa Sainteté : il faut ôter toute raison de mésintelligence dans des affaires aussi grandes que celles dont l'on s'occupe. En attendant votre réponse, j'ai l'honneur d'être, avec les sentiments que vous me connaissez, très à la hâte, etc.

P. S. — Pardonnez moi mon mauvais français et ma plus mauvaise écriture.

(Aff. étr., *Rome*, vol. 931).¹

509. — Note de Consalvi à Cacault.

Dalle stanze del Quirinale, 3 giugno 1801.

Il sottoscritto cardinale segretario di stato ha posto sotto degli occhi di Sua Santità la nota da voi trasmessagli li 30 corrente, colla quale rappresentate di avere ricevuto ordine di annunziare alla Santa Sede, in nome del Primo Console : 1° che il governo francese...

Non può il cardinale scrivente dissimulare, che alla lettura della nota suddetta, grande è stato il dolore e l'ammirazione cagionata dalla medesima nell'animo di Sua Santità.

Tostocchè gli accennati progetti degli articoli di convenzione e della bolla furono, per parte del governo francese, trasmessi alla Santità Sua da M^{gr} arcivescovo di Corinto, destinato a trattare in Parigi di questo interessantissimo affare, occupossi seriamente il Santo Padre dell'esame dei medesimi, e per procedere con

¹ Publié par le P. Theiner (t. I, p. 149).

² Consalvi reproduit ici la note de Cacault (pièce n° 502).

quella maturità di consiglio che esigeva l'importanza dell'oggetto, richiese, secondo l'inveterata consuetudine osservata in simili affari dalla Santa Sede, il parere di una congregazione, composta di dodici sig. cardinali, quale fece adunare più volte alla sua stessa presenza. Lo scopo di tanti esami, e delle replicate discussioni fu quello di pesare nelle bilancie del Santuario le domande del governo francese, e di aderire alle medesime fino a quel punto a cui potesse estendersi l'autorità pontificia, senza offendersi dal Santo Padre i doveri dell' apostolico ministero, e senza intaccare la propria coscienza. Implorato il Divino aiuto, diede Sua Santità l'ultima mano all' affare, e per l'ardentissimo desiderio di vedere ripristinata in Francia la cattolica religione, si adattò ad un complesso di concessioni, di cui non si troverà altro esempio in tutta l'ecclesiastica istoria. Fu disteso per ordine di Sua Santità un nuovo progetto di convenzione, che per la massima parte racchiude nella sostanza gli articoli stessi del progetto trasmesso da Parigi, e venne formato contemporaneamente un progetto di bolla per la conferma della convenzione suddetta, conciliando in esso e la dignità propria di una costituzione apostolica, ed i più grandi riguardi verso del Primo Console e del governo francese, e le clausole le più espressive per l'inviolabile osservanza della convenzione medesima.

Ad ulteriore prova della rettitudine di sue intenzioni, e del vivo desiderio di affrettare i salutevoli effetti del trattato, e cooperare, per quanto fosse possibile dal canto suo, alla salute spirituale delle anime, non meno che alla tranquillità della Francia, il Santo Padre, per il sollecito compimento di sì grande oggetto, volle che si spedissero a Mgr arcivescovo di Corinto anche le plenipotenze per concludere senza ritardo il trattato suddetto. Si fece inoltre carico Sua Santità di esporre diffusamente le ragioni, per le quali non avea potuto indursi ad approvare in tutte le sue parti il progetto venuto da Parigi, dimostrando la ragionevolezza, e l'indispensabile necessità dei cambiamenti fattivi. Per ultimo, il Santo Padre, con una lunga ed affettuosa lettera, diede al Primo Console le più convincenti riprove della paterna sua amorevolezza ; rilevò a lui medesimo i motivi, per i quali conveniva fare qualche modificazione ad

alcuni degli articoli del progetto trasmesso, e gli fece segnatamente riflettere, che quante volte il progetto suddetto si dovesse ammettere senza una qualche modificazione, e nei precisi termini nei quali era stato concepito, non sarebbe stata la cattolica religione quella, che si sarebbe ristabilita in Francia secondo le saggie mire che si era proposte lo stesso Primo Console nel farne la richiesta. Tutte le accennate carte furono spedite da Sua Santità a Parigi, con corriere straordinario, la notte dei 13 dello scorso mese.

Mentre il Santo Padre giustamente si lusingava di ricevere le significazioni del gradimento del lodato Primo Console e governo francese, non ha potuto non rimanere dolente e sorpreso, che in data dei 19 maggio, prima che il corriere fosse giunto al termine del suo cammino, partissero da Parigi ordini di tal natura, che dassero luogo alla nota tanto amara al suo cuore, quanto è quella che forma l'oggetto della presente risposta.

Sviluppando i tre articoli della nota suddetta, riflette il Santo Padre rapporto al primo, che non potendo adattarsi, come vi ha dichiarato, ad un trattato riguardante oggetti di religione quei principi, che sono applicabili ai trattati politici, si rende impossibile che Sua Santità ammetta senza alcuna modificazione, e nei precisi termini, i progetti trasmessi da Parigi. L'autorità che il Santo Padre ha ricevuto da Dio, è circoscritta entro certi limiti, dai quali non gli è permesso di allontanarsi neppure un apice, senza tradire l'apostolico suo ministero. È superfluo il discendere ad un minuto dettaglio su tal proposito, dopo essersi resa ragione di tutto nelle carte inoltrate a Parigi; onde il Santo Padre è pieno di fiducia, che quando egli, come capo della Chiesa al di cui supremo magistero per divina disposizione sono sottoposti i fedeli, in seguito del più diligente esame e delle più ampie concessioni, ha dichiarato che non gli è permesso di adottare nei precisi termini, e senza una qualche modificazione, i progetti propostigli, avrà di già trovata nella religione e ragionevolezza del Primo Console quella filiale e consolante deferenza, che ha tutto il fondamento di sperar dal medesimo.

Dietro i riferiti motivi, riflette il Santo Padre, che il termine dei cinque giorni, assegnato nel secondo articolo della nota, non può essergli di alcun vantaggio per l'oggetto di adottare nei precisi

termini, e senza alcuna modificazione, i progetti trasmessi, dopo che in seguito della più matura deliberazione ha creduto Sua Santità di non potersi a ciò prestare, senza offender quei doveri, che il suo apostolico ministero gli impone. Il vostro allontanamento da Roma, cittadino ministro, scorso il termine dei cinque giorni, recherebbe al Santo Padre il più sensibile dispiacere, e vuole pur lusingarsi Sua Santità che voi siate per sospendere un tal passo, aspettando almeno quelle ulteriori istruzioni, che fra poco avrebbero a giungervi da Parigi in seguito dell'arrivo colà del corriere straordinario, apportatore di tutte le carte risguardanti la trattativa. A tale oggetto, il Santo Padre comanda espressamente al cardinale scrivente di avanzarne le più vive istanze, nella ferma fiducia che voi non siate per ricusarvi ai di lui vivissimi desideri, interpretando le intenzioni del Primo Console, il quale, siccome per la sua saviezza e rettitudine non potrà, in seguito delle carte trasmesse-gli, non rimaner persuaso che Sua Santità gli ha dati i segni i più incontrastabili di sua paterna affezione e condiscendenza, così non avrebbe a voi ingiunto di partire, se prima di emanare un tale ordine avesse conosciute le pontificie determinazioni.

Quanto poi al terzo ed ultimo articolo della vostra nota, sono in dovere di significarvi, che Sua Santità nulla tanto desidera quanto di mantenere la buona armonia col governo francese, e che dal canto suo procurerà sempre di fomentarla, e di dargli le più convincenti riprove della sua deferenza e considerazione. Tiene per fermo il Santo Padre, che la conclusione di questo trattato di religione, che è tanto a cuore della Santità Sua, sarà appunto il mezzo per stringere viemaggiormente i legami della reciproca intelligenza fra i due governi, e per assicurare stabilmente quei rapporti pacifici, che recar possono alla religione e allo Stato incalcolabili vantaggi.

Coerentemente al fin qui esposto, rimane Sua Santità nella ferma persuasione, che presto siano per arrivare da Parigi i bramati riscontri del pieno contentamento del Primo Console, e che in luogo di disgustosi incidenti, per mezzo della pontificia condiscendenza nell'aderire sin dove è possibile alle domande del governo francese, e per le saggie viste del Primo Console, ottenrassi il tanto sospirato ripristinamento della cattolica religione

in Francia, si stringeranno i nodi che legar debbono quei fedeli al capo visibile della Chiesa di Gesù Cristo, e si consoliderà la più perfetta armonia fra la Santa Sede e il governo francese. Si persuade altresì la Santità Sua, che voi, cittadino ministro, in luogo di sommamente amareggiarla con una prematura partenza, saprete far gustare al Primo Console le giuste ragioni per le quali avete sospeso di eseguire gli ordini ricevuti, non ricusando il Santo Padre di scriverne egli stesso al lodato Primo Console, dalla di cui giustizia e saviezza si ripromette che verrà applaudita questa sospensione.

Che se, per una fatale disavventura (che Sua Santità neppur saprebbe immaginare), rimanessero defraudate le sue giuste speranze, e si continuasse ad insistere per l'accettazione del progetto tanto della convenzione quanto della bolla « senza alcuna modificazione e nei precisi termini, nei quali furono concepiti », il Santo Padre, col più vivo dolore, si troverebbe nella dura necessità di continuare a ricusarvisi, e sarebbe costretto a gemere nell' amarezza del suo cuore, non lasciando d'implorare da Dio con incessanti preghiere la effettuazione dei suoi vivissimi desideri per il ristabilimento della cattolica religione in Francia, per il quale ristabilimento fossero disgraziatamente riuscite inutili le paterne sollecitudini ed industrie da lui adoperate per ottenere un fine sì santo, e per facilitare l'effetto delle lodevolissime mire del Primo Console e dei ferventi voti della massima parte della nazione francese, anzi di tutta la Chiesa cattolica.

Questi sono i sentimenti, che a nome del Santo Padre, deve a voi comunicare il cardinale scrivente, sentimenti procedenti non da altra causa, che dalla sola causa della religione, le di cui invariabili leggi non gli hanno permesso di aderire senza alcuna modificazione o cambiamento ai due progetti di convenzione e di bolla, proposti alla sua accettazione. Ma per questa ragione medesima, cioè perchè apparisca manifestamente che niuna umana vista, nè politici risguardi, nè alcun esterno influsso abbiano prodotto tanto le modificazioni apposte nei trasmessi progetti, quanto il ritardo nel rimettere la risposta (ritardo che sebbene non oltrepassando i due mesi, non è certamente eccessivo per l'esame e approvazione di un importantissimo affare, per la di cui sola proposizione sono stati impiegati in Parigi quattro mesi,

e che sarebbe stato anche assai minore, se le osservazioni da voi fatte nell' essere stato informato della idea della risposta, non avessero prodotta la necessità di nuovi esami), Sua Santità ha determinato di accompagnare questa sua risposta con la immediata missione a Parigi del suo primo ministro, cioè del cardinale scrivente, distaccandolo apposta dal suo fianco, come quello a cui sono note le sue intenzioni, e incaricandolo di contestare al Primo Console con la viva voce il vivissimo dolore provato da Sua Santità per le ingiuste idee, che i malintenzionati possono avere istillate nel di lui cuore contro la purità delle sue intenzioni, ed il suo efficace desiderio di mantenere e consolidare i vincoli di unione e di buona corrispondenza reciproca. Intende Sua Santità di dare, con sì solenne atto, una palese testimonianza a tutto il mondo dei suoi riguardi, e della sua affezione al Primo Console medesimo, non meno che della sincerità e lealtà delle sue parole, quando assicura che niun altro riguardo che quello della religione, è la sola e vera causa di tali sue determinazioni.

Si lusinga perciò il Santo Padre, che questa pubblica dimostrazione, che egli dà in faccia all' Europa, dei sentimenti che lo animano verso lo stesso Primo Console e la possente Nazione francese, sia per riuscire grata, e possa servire di piena prova della rettitudine delle sue intenzioni. Sua Santità è intimamente convinta che voi, cittadino ministro, con il vostro zelo per la conservazione della buona corrispondenza fra i due Stati, e con quel premuroso riguardo che avete dimostrato verso la sua sacra Persona, vi impegnerete a far rilevare al governo francese questa leale condotta di Sua Santità, tutta intenta a conseguire il grande oggetto del ristabilimento della cattolica religione in Francia, ed a mantenere con il governo francese la più perfetta concordia ed amicizia.

Il cardinale scrivente vi rinnova nel suo particolare le proteste del suo rispetto, e della sua più perfetta stima.

(Aff. étr., *Rome*, vol. 934).¹

¹ Une traduction française de cette note se trouve dans le P. Theiner (t. I. p. 132), qui a également publié la pièce suivante (t. I. p. 147).

510. — Cacault à Consalvi.

Rome, 14 prairial an IX (3 juin 1801).

Je n'ai jamais eu lieu de croire que le Premier Consul ait aucune opinion défavorable de votre personne : il ne m'en a rien dit à Paris. Le ministre des relations extérieures ne m'en a rien dit, et ne m'en a jamais écrit un mot. Le général Murat m'a parlé de V. Em., à Florence, avec éloge. De mon côté, j'ai eu lieu de me louer de vous, à Rome. Il n'y a donc rien, à ma connaissance, qui puisse m'empêcher d'applaudir au choix que Sa Sainteté a fait de vous pour aller à Paris.

(Aff. étr., *Rome*, vol. 931).**511. — Cacault à Talleyrand.**(n^o 40)

Rome, 14 prairial an IX (3 juin 1801).

J'ai eu le 9 de ce mois (29 mai) un long entretien avec le cardinal secrétaire d'État, auquel je n'ai rien dissimulé de ce que vous m'avez écrit le 29 floréal (19 mai). Le soir du même jour, j'ai eu une audience du Pape, fort longue, mais sans succès. Ce que j'avais à dire et à écouter se trouvant épuisé sans conclusion, dans les deux entretiens, je me suis décidé le 10 (30 mai) à mettre le Pape dans le cercle de Popilius : j'ai fait la déclaration signée, dont vous trouverez copie ci-jointe, n^o I.¹

On a mandé de Paris au secrétaire d'État, que le Premier Consul attribuait à mauvaise intention de sa part les retards, les arguties. Je vous certifie que tout ce qui nous contrarie et impatiente, ce qui nous surprend et donne de l'indignation, est tout simplement dans la nature de l'affaire et dans l'esprit des congrégations. On peut anéantir la cour de Rome, on ne saurait changer sa marche ancienne, ni ses dogmes.

J'ai cherché à pénétrer si l'intrigue des Anglais ou celle des ci-devant Princes français avait agi contre nous. Le Pape lui-même m'a assuré qu'on l'avait laissé tranquille à l'égard du projet du concordat ; ce qu'il attribue au secret bien gardé, et à la persuasion où sont nos ennemis que l'accord ne s'effectuera

¹ Pièce n^o 502.

jamais. Je tiens aussi de la bouche du Pape, qu'il n'a pas la moindre correspondance politique avec l'Angleterre. J'ai pensé que le nouvel empereur Alexandre pourrait se livrer aux Anglais, s'unir à eux pour nous empêcher de réussir à Rome. Rien ne m'indique en la moindre chose que cela soit, et le Pape n'a à présent aucun rapport ou communication avec la nouvelle cour de Russie qui puisse donner de l'ombrage. Paul I^{er} avait écrit au pape Braschi,¹ détenu alors en France, la promesse de le remettre sur le trône pontifical. Il n'a cessé d'agir ensuite, pour parvenir à être reconnu grand maître de Malte. Il a flatté, recherché le Pape actuel, lui a restitué avec un grand éclat de générosité l'abbaye de Chiaravalle. C'est alors que le Pape et le secrétaire d'État ont été trop prodigues de compliments. Ils ont eu la faiblesse de demander la protection de cet empereur ; mais cependant le Pape s'est toujours refusé à reconnaître Paul I^{er} grand maître. La cour de Naples appuyait sa demande avec chaleur ; elle a été jusqu'à faire croire à Pétersbourg que le Saint-Père était décidé à céder : mais je tiens du Pape lui-même que cela est faux, et qu'il n'est jamais sorti des termes d'un refus absolu sur ce point.

On mande de Paris que le Premier Consul a marqué l'intention de prier le Pape d'éloigner de lui douze personnes, dont trois sont nommées : savoir le cardinal Consalvi, secrétaire d'État, le cardinal Antonelli, et l'abbé Bolgeni. Le Pape est très attaché au cardinal Consalvi, sa créature, homme de 44 ans, actif, laborieux, et qui a de la capacité. Ce ministre me paraît très bien voir, qu'en servant la France il acquerra le plus puissant appui, et que c'est la seule manière de consolider le règne de son maître. Il me semble travailler dans cet esprit ; il connaît parfaitement les affaires qui nous intéressent. Je ne crois pas qu'un autre secrétaire d'État valût mieux pour nous. Je connais peu le cardinal Antonelli : il est homme de poids dans ce pays-ci. Quant à l'abbé Bolgeni, c'est un homme en disgrâce et dans l'abaissement. Il n'est en liaison ni avec le Pape, ni avec le ministre.

¹ Le pape Pie VI.

Le Pape a réuni, au sujet de ma notification, la congrégation des douze cardinaux, afin de tenir conseil avec eux sur la déclaration que j'ai adressée au Saint-Siège. Le Pape et la congrégation ont persisté dans l'opinion qu'il n'était pas au pouvoir de Sa Sainteté de signer, sans aucune modification, le projet de convention et la bulle envoyés de Paris. Le Pape, élevé dans le cloître, a des sentiments d'anachorète, est homme de bon cœur et de bon caractère ; mais il n'y a pas moyen de le décider, d'autorité, à signer *hic et nunc*. Il me répète sans cesse : « J'ai accordé au fond tout ce que l'on m'a demandé ; je ne refuserai rien de ce qui sera possible. Aucun intérêt temporel ne peut me faire parler autrement qu'il n'est prescrit par le dogme ; aucune influence ni considération n'a agi sur moi, dans cette affaire. Je n'ai pas eu le mérite de résister à des insinuations des ennemis de la France : il ne m'en a pas été fait. Je suis animé, plus que le Premier Consul, du désir d'accomplir ses intentions vertueuses ; et qui ne voit ici que notre intérêt est de le contenter ? Son nom est respecté et chéri ; il n'y a personne dans le Sacré Collège de Rome, qui ne souhaite la protection de la France pour cet Etat et l'accord entre les Français et le Pape. Les malveillants rougiraient de marquer la moindre opposition à une œuvre sainte, qui sera utile à tous. Les modifications que la religion nous fait une loi d'exiger, peuvent être exprimées de diverses manières ; c'est sur quoi on s'entendra. Il ne s'agit que de s'expliquer. » — Je n'ai pas manqué de représenter au Pape qu'il avait le pouvoir d'accorder tout ce que nous demandons, et que son extrême circonspection à cet égard pouvait devenir une faiblesse ruineuse pour la France, pour son Etat, et pour la religion ; que le pouvoir de lier et de délier était sans limites, lorsqu'il s'agissait de prévenir des maux infinis. Je ne l'ai pas seulement ébranlé.

Il m'a fait, pour rester à Rome au moins jusqu'au retour du courrier envoyé pour porter à Paris sa rédaction de la bulle et du concordat, les instances les plus pathétiques ; et ayant vu que mes ordres ne le permettaient pas, il a gémi, en se rappelant les malheurs dont mon départ de Rome, à deux époques différentes, avait été suivi.¹

¹ Cacault avait quitté Rome, une première fois, le 2 septembre 1797 : quatre mois plus tard, le général Duphot était tué et le gouvernement pontifical succombait devant la révolution.

Je sens moi-même beaucoup de peine à considérer que mon départ va découvrir Naples, où le cit. Alquier n'est pas sur un lit de roses. Car c'est l'état tranquille de Rome qui soutient celui de Naples, et *vice versa*. Il y a des mécontents téméraires dans Rome : s'ils se persuadaient, en me voyant me retirer, que l'État du Pape leur est abandonné, il pourrait naître des catastrophes. Ce qui me touche le plus, c'est le sort de beaucoup de Français et de réfugiés venus ici pour liquider des intérêts, des officiers de passage, quantité de soldats qui se détournent pour voir Rome. Il est dangereux de laisser nos compatriotes sans appui et sans direction.

Lorsque les premiers jours du délai ont été écoulés, et que l'impression de la peur de mon départ sur le Pape et ses conseillers a été complète, et sans espoir de me décider à rester, et lorsque j'ai vu que rien ne pouvait décider le Pape à signer *hic et nunc*, j'ai cherché les moyens de garantir, en partant, la tranquillité de Rome et la sûreté des Français. J'ai pensé que le Premier Consul souhaitait de cœur et d'âme l'accommodement avec le Pape, devenu nécessaire à la France. Je sais que ce fut toujours son idée, et qu'elle doit enfin se réaliser. Alors il m'a paru dans ses vues d'engager le Pape à envoyer à Paris son premier ministre, pour s'expliquer et tâcher de résoudre l'affaire.¹ Mon idée a été saisie et adoptée avec plaisir par Sa Sainteté et le cardinal Consalvi. En conséquence, le Saint-Père a convoqué en consistoire le Sacré Collège. Tous les cardinaux étant ainsi réunis, il leur a exposé l'état de l'affaire. Ils ont tous été d'avis que Sa Sainteté ne pouvait signer sans aucune modification ; mais ils ont manifesté unanimement le vœu de répondre aux sentiments favorables à la religion, marqués par le Premier Consul, en envoyant vers lui le secrétaire d'État de Sa Sainteté, qui est ici premier ministre. Ce consistoire a été tenu hier, 13 de ce mois (2 juin).

Le cardinal Consalvi a reçu ordre en conséquence de répondre à ma déclaration. Je vous envoie sa réponse, n° II. Il m'a adressé aussi la lettre, que vous trouverez n° III avec ma réponse n° IV.²

¹ Voir Artaud, *Hist. de Pie VII*, t. I, p. 121 et s.

² Les annexes II, III et IV correspondent aux pièces nos 509, 508 et 510.

Je partirai, aux termes de mes ordres, le lendemain du jour de l'expiration du délai. Ce sera le 16 de ce mois (ö juin). Je serai arrivé près du général Murat le 18 (7 juin), et j'attendrai vos ordres au quartier général. Le cardinal Consalvi partira pour Paris en même temps que je partirai pour Florence ; il ira très vite et sera à Paris à la fin du mois.

Les malveillants et les mécontents seront contenus à Rome, quand ils verront que le premier ministre va droit au Premier Consul, et en même temps que je me retire. J'espère que la ville restera tranquille. Dans la nécessité de pourvoir à Rome à la bonne direction des Français de passage, et à divers détails nécessaires, et d'ailleurs pour être instruit de ce qui peut survenir après mon départ, j'ai engagé le cit. Artaud, secrétaire de la légation, à rester après moi. Je n'ai point congédié mes domestiques romains, ni donné congé de ma maison.

Le général Watrin se trouve ici par congé, avec son épouse et huit officiers ou secrétaires ; il est venu voir Rome, il ira à Naples et reviendra par Rome. Je l'ai informé de l'état des choses, en lui disant qu'il devait suivre ses instructions antécédentes, jusqu'à ce qu'il en reçut de nouvelles. Il travaillera à calmer, à tranquilliser, à empêcher tout ce qui pourrait troubler la tranquillité du pays.

Le cit. Périllier, l'un des plus considérables entre les acquéreurs de biens nationaux dans l'Etat de Rome, est ici depuis quelque temps, occupé de la suite de son affaire... L'affaire a pris un développement qui prouve que le Pape est loin de refuser d'avoir égard aux intérêts des Français acquéreurs, puisqu'il fait offrir au cit. Périllier, par accommodement, une somme de 175.000 piastres.

Le général Murat m'a témoigné de l'inquiétude de la nouvelle qu'on lui avait donnée, que trois frégates russes qui étaient à Naples avaient reçu ordre de Pétersbourg de se joindre aux Anglais. Je lui ai répondu qu'il n'y avait pas de frégates russes à Naples. Il y a seulement un vieux vaisseau (de cette nation) à trois ponts, qu'on a bien de la peine à réparer. C'est à Brindisi qu'il y avait trois frégates russes ; mais le général Watrin, qui commande à Ancône, m'a dit qu'il avait reçu avis, il y a quel-

que temps, que ces trois frégates avaient reçu ordre d'aller croiser sur Corfou.

Les nouvellistes malveillants répandent qu'il a été découvert que, dans le traité secret de Lunéville, il y a un article où la France déclare qu'elle favorisera l'Empereur dans toutes les occasions qui se présenteront à lui de reprendre la Silésie.

M. le duc Braschi, grand d'Espagne, neveu du dernier Pape, m'a demandé un passeport pour aller à Paris : je le lui ai délivré.

(Aff. étr. ; *Rome*, vol. 931).

512. — Consalvi à Talleyrand.

Roma, 3 giugno 1801.

Sua Santità, nell' amarezza di veder partire da Roma M. Cacauly per ritirarsi a Firenze, ha giudicato di inviar me a Parigi, per provare a tutto il mondo con sì palese testimonianza, che non esiste rottura fra la Santa Sede ed il governo francese, e dimostrare al Primo Console, con questa pubblica significazione di premuroso riguardo, che niuna umana vista ha la minima parte in quelle direzioni, che nella trattativa degli affari ecclesiastici le sole leggi della Chiesa la costringono a prendere.

Io mi faccio un dovere di prevenire V. E. di tale determinazione di Sua Santità, che si lusinga possa riuscire gradita al Primo Console per la parte che riguarda la significazione dell' animo della Santità Sua. Quanto alla scelta della mia persona, per non trattenere V. E. sul mio conto, io mi riporto a quello che su di ciò è passato fra il sig. Cacauly e me relativamente a siffatto oggetto. Io spero che V. E. non sarà per disgradire questa mia rispettosa partecipazione, e che vorrà col suo favore facilitarmi i mezzi, onde corrispondere dal canto mio il meglio che potrò alle amichevoli viste di Sua Santità. Io ho l'onore etc.

(Aff. étr. ; *Rome*, vol. 931).

513. — Consalvi à Bernier.

Rome, 3 Juin 1801.

Vous serez étonné peut-être, M^r, de la résolution prise par Sa Sainteté hier au soir, et de la congrégation générale du Sacré

Collège tout entier, que le Saint-Père fit rassembler devant lui. Dans le même temps que les lois sacrées de la religion défendent à Sa Sainteté de souscrire sans aucune modification aux projets envoyés de Paris pour être adoptés par elle, je reçois l'ordre de partir sur le champ pour Paris. Le départ de M. Cacault affecte tellement Sa Sainteté, que, pour qu'il ne soit jugé par le public pour un signal de rupture entre le Saint-Siège et le gouvernement français, (que) je suis obligé à aller avec lui jusqu'à Florence, et de là en France. Ainsi, en partant ensemble, personne ne pourra pas croire que tout soit rompu. Les ennemis de la religion et de la tranquillité de la France auront encore un moment à attendre pour se réjouir de la réussite de leurs manœuvres indignes. Il y a encore une espérance que le Premier Consul voie le véritable intérêt que Sa Sainteté met à conserver avec lui la bonne harmonie et correspondance ; il ne peut faire davantage que de détacher de son flanc celui qui l'approche plus de près. Par cette démarche, le Saint-Père veut prouver au Premier Consul, vis-à-vis de tout le monde, les vrais sentiments qui l'animent.

Il n'y a qu'une chose à dire là-dessus, savoir le choix de la personne. Ayant eu le malheur d'être soupçonné d'avoir des autres vues que celles du bien de la religion et de la tranquillité et bonheur des deux États, je ne puis pas être agréé dans ma mission ; vos lettres sont assez claires pour me le prouver. Au lieu donc de m'envoyer en France, j'aurais dû obtenir le consentement du Saint-Père pour la démission que je lui ai demandée ; il a jugé autrement, et ne regardant en moi que la place que j'occupe, il a cru que cette qualité marquerait davantage les égards qu'il a pour le Premier Consul. J'ai fait mes représentations à Sa Sainteté et au ministre de France : elles ont été inutiles. Ayant fait mon devoir, je pars avec la sécurité de l'innocence et de l'honneur ; personne ne pourra pas m'ôter la consolation intime qu'elle inspire.

J'aurai le plaisir, M^r, de faire votre connaissance personnelle. J'aurai celui de vous dire, de vive voix, que l'on connaît ce que l'on vous doit pour votre zèle pour la religion, et l'intérêt que vous mettez à la sûreté de ce pays et au bien-être de Sa Sainteté,

qui vous en sait tout le gré que vous méritez. Je compte aussi sur vos conseils dans mon séjour à Paris ; on a trop de preuves de votre mérite pour ne pas savoir les apprécier. Je me félicite de faire votre connaissance ; ainsi je borne à vous répéter maintenant les assurances de mon attachement et de ma plus parfaite estime.

(Cultes, *Arch. de Caprara* ; *Arch. du Vatican*).¹

514. — Consalvi à Spina.

Roma, 3 giugno 1801.

Il sig. Cacault non ha creduto di poter trasgredire agli ordini ricevuti da Parigi, e vuole decisamente partire posdomani per Firenze. Sua Santità tenne ieri sera una congregazione generale di tutto il S. Collegio alla sua presenza. Nella indeclinabile necessità, imposta al Santo Padre dalle leggi della Chiesa e dalla sua coscienza, di non poter aderire al sottoscrivere senza alcuna modificazione ai due progetti inviati da Parigi, della convenzione e della bolla, ha risoluto il Santo Padre di dare una solenne riprova al Primo Console in faccia al pubblico, che niuna esterna influenza, niuna vista politica, niun intrinseco riguardo influisce sulle direzioni che ha dovuto prendere nella trattativa delle cose ecclesiastiche. Per dare una dimostrazione la più apparente di questi suoi sentimenti, egli mi invia a Parigi; egli vuole che io parta da qui col sig. Cacault, e così vuol differire dal canto suo la indegna soddisfazione ai maligni nemici della religione e della tranquillità dei due Stati, che nella partenza di M. Cacault si ravvisi una rottura fra la Santa Sede e la Francia.

Quanto alla scelta della mia persona, io non ho certamente mancato di far considerare, che avendo la sventura d'essere in tanta diffidenza del governo francese, non ero certamente atto a tal commissione. Il sig. Cacault però ha creduto diversamente, ed il Santo Padre, che ha scelto me per la circostanza dell'impiego che occupo, onde rendere più rimarchevole il suo riguardo verso il Primo Console, si è confermato in questa scelta

¹ Cette lettre a été publiée par le P. Theiner (t. I, p. 439).

per tale rassicurazione del ministro francese, a cui aveva fatto intendere di essere disposto a nominare un altro cardinale, quando non mi avesse creduto opportuno. Io parto dunque posdomani, ed intanto la istruisco, per mezzo di un corriere, di questa determinazione del Santo Padre, onde ella possa farne rappresentanza al ministro, per cui le accludo una lettera, e per di lui mezzo al Primo Console. Le accludo ancora una lettera per il sig. abbate Bernier, ed unisco pur anche il duplicato delle lettere che inviai, tre giorni sono, colla posta ordinaria di Genova, dubitando che non le siano ancora giunte.

Io verrò a smontare da lei. Ella poi mi regolerà, e farà di me in ogni genere tutto quello che crederà. Sono in troppo buone mani per dover me ne occupare. D'altronde può immaginare in quali brighe mi ponga questa partenza così precipitosa; onde non ho un momento di tempo, nè posso scrivere più a lungo. Io parto col sig. Cécault posdomani fino a Firenze. Passeremo per Pisa, per riverire il generale Murat e madame Murat, e recarne le nuove di vista al Primo Console. Ecco quanto posso dirle in gran fretta. Io mi faccio un vero piacere di riabbracciarla, benchè per breve tempo. Ella può credere che le mie circostanze mi richiamano il più presto possibile a Roma. Il piacere di rivederla sarà un sollievo alle mie amarissime angustie. Mi creda, Mgor mio, che la vita mi è a carico, e non posso più reggere a sì grandi affanni.¹

(Cultes, Arch. de Caprara).

515. — Consalvi à Spina.

(particulière)

Roma, 3 giugno 1801.

Che dite della mia venuta? Questa è la prima volta che non si bada al proverbio: *Si vis mittere, mitte gratum*. Io non ho mancato di rappresentarlo, perchè la persona non abbia da nuocere alla cosa. Del resto io non ho di che rimproverarmi, e mi assicuro che la mia innocenza e la mia onoratezza mi saranno sempre di scusa. Non trovo momento di tempo. Se Dio vorrà, ci parleremo in voce. Addio di cuore.

(Cultes, Arch. de Caprara).

¹ Le 3 juin, Consalvi a écrit aux nonces pour leur annoncer et leur expliquer sa mission (Arch. du Vatican).

516. — Pouvoirs pour Consalvi.

Dilecto filio nostro Herculi, diacono sanctæ Agathæ ad subur-
ram S. R. E. cardinali Consalvi nuncupato.

Pius P. P. VII.

Dilecte fili noster Salutem et Apostolicam benedictionem.

Postquam venerabilis frater Josephus, archiepiscopus Corinthi, articulos quosdam conventionis sibi a gubernio Gallicanæ Reipublicæ propositos Lutetia Parisiorum ad nos misit, ad eosdem diligenter expendendos, nos omni studio animum adjecimus, auditaque pluries sententia selectæ congregationis venerabilium fratrum nostrorum S. R. E. cardinalium, meliori qua fieri potuit ratione ejusdem gubernii postulatis duximus annuendum, apostolicam indulgentiam ad ea omnia proferentes quæ extraordinariæ temporum circumstantiæ, atque bonum pacis et unitatis Ecclesiæ a nobis postulare videbantur. Novos propterea conventionis articulos catholicæ doctrinæ minime adversantes concinnavimus, eosdemque, una cum nostris in forma Brevis litteris datis die XII superioris mentis maii¹, ad eundem archiepiscopum Corinthi perferri curavimus, ut ipse rem omnem nostro et Apostolicæ Sedis nomine posset absolvere.

Dum autem gratissimum præstolabamur nunciū paternam sollicitudinem nostram, ac totius catholicæ Ecclesiæ desiderium per felicem conventionis exitum adimpletum fuisse, maximo dolore affecti fuimus, quod Gallicanæ Reipublicæ gubernium, nobis nihil tale opinantibus, per suum apud nos administrum significaverit, id se omnino velle ut articulis ipsius gubernii nomine antea nobis exhibitis, ne uno quidem verbo mutato, subscriberemus. Verum cum recepta et constanter servata ab Ecclesia principia huic voluntati adversarentur, nulla interposita mora, etsi magno animi dolore, ei respondendum per te duximus nos haud posse ipsius postulatis annuere. Quoniam vero paternæ nostræ charitatis erga carissimum in Christo filium nostrum Naoleonem Bonaparte, Primum Galliarum Reipublicæ Consulem, et Gallicanam nationem universam, argumentum palam exhibere magnopere nobis cordi est, te, dilectum filium nostrum, Parisios mittere constituimus, ut eundem Primum Consulem de nostra in ipsum benevolentia viva voce certio-

¹ Voir p. 308, note.

rem facias, eique probes nil aliud quam religionis instituta nos deterrere, quominus ipsius desiderio satisfacere possimus.

Quod si in iis quos misimus articulis aliqua forte ex mutuo colloquio inveniri compereris, quorum executio magnis difficultatibus sit obnoxia, quæque propterea mutationem aliquam, salva rei substantia, pati posse censeantur, nos ut cuncta tollantur impedimenta, quæ gravissimum hoc unitatis et pacis negotium vel prohibere, vel retardare possunt, utque manifeste pateat indulgentiam nostram extremos fines attingisse, sperantes præsentiam tuam utilem ad hoc fructuosamque evasuram, motu proprio, et ex certa scientia ac matura deliberatione nostris, deque apostolicæ potestatis plenitudine, te, de cujus fide, prudentia, integritate, et in rebus agendis dexteritate plurimum in Domino confidimus, in nostrum et ejusdem Sedis Apostolicæ plenipotentiarium tenore præsentium nominamus, constituimus et deputamus, tibi, et nostro dictæque Sedis nomine cum eodem Primo Consule, vel cum personis ab ipso electis seu eligendis, ac sufficienti pariter ad hæc mandato instructis de conventionis negotio agere, et quoties necessarium et opportunum in Domino judicaveris, aliquam in articulis conventionis præfatæ a nobis antea concinnatis mutationem, quæ tamen substantiam nullo modo attingat, inducere possis, sicque negotium hoc conficere et concludere, manu tua subscribere, signoque tuo munire libere et licite valeas, facultatem harum serie concedimus et impertimur. Quoniam vero judicium de rebus quæ catholicam religionem respiciunt huic Apostolicæ Sedi Divina ordinatione reservatum est, volumus et mandamus quod si mutationem aliquam in præfatis articulis fieri per te contingat, recte id quidem valeas perficere; verum conventio nec vulgari nec vim ullam habere possit, antequam mutationes, ut præfertur, inducendæ auctoritate nostra, approbatæ et confirmatæ fuerint. E contra, si conventio ipsa juxta formam a nobis propositam conficietur, decernimus validum et efficax fore quidquid in ea continetur, idque omne, quantum in nobis est, acceptum et gratum, firmumque ac ratum habituros, nec non observare, complere et exequi in verbo Romani pontificis promittimus; quibuscumque in contrarium facientibus minime obstantibus.

Datum Romæ apud S. Mariam Majorem, sub annulo Piscatoris, die V junii MDCCCI, Pontificatus nostri anno secundo.
(Aff. étr., *Traités*).

517. — Ruffo à Acton.

Roma, 5 giugno 1801.

I motivi religiosi fecero radunare la congregazione dei cardinali, martedì la notte. Erano precedute diverse trattative con Mgor Spina a Parigi, ed altra qui con il ministro, sig. Cacault. Dopo essersi prestato il Santo Padre, con il parere di molti cardinali, a fare quanto mai era possibile relativamente a tutto quello che riguarda la disciplina, ed avere accordato alcune modificazioni secondo erasi voluto dal Primo Console, alla fine si è ridotto l'affare, come dicono, ad un punto che non può trapassarsi senza cessare di esser cattolici, e si è risoluto il suddetto Santo Padre ad aspettare anche il martirio, piuttosto che rinunciare a tutto ciò che ha creduto essenziale alla religione medesima. Questo ultimato non era giunto a Parigi, quando sono venute qui minaccie d'invasione indubitata e di chiara conquista dello Stato pontificio...

Intanto, essendo attaccato in tutti i dispaeci il cardinale segretario di stato, come nemico dei Francesi, personalmente, e preteso anche che qui si complottasse qualche insurrezione dalla corte di Roma, ha creduto lo stesso Cacault essere di qualche utilità il viaggio dello stesso cardinale a Parigi, ad effetto che potesse con la sua presenza dileguare tali sospetti, e spiegare meglio al Primo Console le essenziali ed insuperabili difficoltà che impediscono di compiacere il detto Console.

Cacault intanto, che aveva preciso ordine di abbandonare

¹ Le 2 juin. Le même jour, Ruffo avait adressé à sa cour un bulletin des nouvelles de Rome, où on lisait : « Molti congressi si sono tenuti dal sig. Cacault col Santo Padre e col sig. cardinale segretario di stato. La pubblica voce per una delle dimande sostiene che vogliono i Francesi fissare in Roma il quartier generale ; altri aggiungono delle forti istanze sulla conferma delle vendite de' beni nazionali. Questa sera è intimata una congregazione generale del S. Collegio innanzi il Santo Padre come concistoro segreto. — In Civita Vecchia e nel giorno della festa di Santa Firmina alcuni vagabondi del popolo portarono in trionfo con chiasso le armi del Papa e d'Inghilterra. Alcuni soggiungono che si dicessero delle parole e proposizioni contro la Francia. Ciò ha molto indisposto contro Roma il ministro Cacault, ne supposto che la mossa fosse di concerto con questo governo. »

questa corte, se il Papa non sottoscriveva il foglio proveniente da Parigi, senza alcuna variazione o modificazione, partirà domani la sera con il detto segretario di stato, fermandosi al quartier generale, se pure non venisse qualche dispaccio novello da Parigi, il quale si spera poco.

In Toscana i viveri non sono mai molti ; il tempo da cui sono ivi le truppe è durato molto. Dubito che la ragione assorbente ogni altra, sarà quella di fare sussistere l'armata francese più facilmente, e dubito pur troppo che una novella invasione sarà per succedere.

Supplico V. E. tenere a sè questa mia umilissima riservata, per ciò che riguarda il trattato precedente, ed in una parola le cause della spedizione del cardinale segretario di stato, e rispettivamente la partenza di Cacault.

Vi sono qui quantità di ufficiali francesi ; sembrano però aver un carattere di [semplici] viaggiatori e vivono modestamente. Domandano moltissimi in questo ordinario il passaporto, che non posso loro negare. Non vorrei che V. E. lo attribuisse a pusillanimità, ma a me pare che lo minaccia codesto regno, e che servono le dette minaccie di pretesto per avvicinare a noi un maggior numero di truppe.

(Arch. de Naples).

518. — Ghislieri à Colloredo.

Rome, 6 juin 1801.

Je suis à même aujourd'hui de rendre compte en détail à V. E. de ce que, craignant surtout de compromettre le gouvernement dans le cas que ma lettre fût interceptée, je n'ai fait qu'ébaucher dans mon dernier rapport, touchant les négociations actuelles entre le Saint-Siège et la France.

Bonaparte, fâché de la lenteur que l'on mettait ici à donner la réponse au projet que le prélat Spina, d'après les désirs du Premier Consul, avait envoyé à Rome, fit appeler, vers la moitié du mois passé, ledit prélat, et lui fit les reproches les plus amers sur ce que le Pape avait si peu d'égards aux demandes du gouvernement français, jusqu'à ne pas donner sa décision depuis plusieurs mois sur les affaires ecclé-

siastiques de la France. Ces reproches ne furent pas sans menaces que les Français se seraient donné par eux-mêmes une religion, et que le Pape aurait éprouvé l'indignation de la France. Le prélat Spina, qui ne pouvait rien décider avant de recevoir la réponse de Rome, n'était pas à même non plus d'apaiser le Premier Consul par aucune promesse ; ce qui déterminait ce dernier à envoyer, le 13 de mai, un courrier à Cacault, avec ordre de se rendre d'abord chez le Pape, et de l'engager à signer un concordat, qui contient cinq articles, c'est-à-dire : 1° la convocation d'un concile national français ; 2° la confirmation des évêques intrus ; 3° l'approbation de la vente qu'on a faite en France de tous les biens de l'Église ; 4° la permission aux prêtres de se marier ; 5° la confirmation des lois établies dernièrement en France sur le divorce. Les instructions que Cacault reçut par le même courrier, se bornaient à déclarer que, si dans cinq jours le Pape ne signait pas purement et simplement et sans la moindre modification les cinq articles ci-dessus marqués, il avait ordre de quitter d'abord Rome, où sa présence allait devenir inutile. Par la même occasion le fameux curé de la Vendée, Bernier, qui avait traité à Paris avec Spina les affaires ecclésiastiques, écrivit par ordre du Premier Consul une lettre au cardinal secrétaire d'État, où, sans beaucoup le ménager, il lui fait sentir que le gouvernement français est très indigné de ce que le Pape, trompé par des conseillers perfides, se refuse au projet qu'on lui a fait pour le rétablissement de la religion en France. Dans la même lettre, on ne cache pas que la France n'a pas encore reconnu l'existence temporelle du Pape, et on jette même des doutes sur la légitimité de son élection, qui a eu lieu hors de Rome et qui a été (d'après ce que Bonaparte fait mine de croire) influencée par des Puissances ennemies de la France.

Cacault s'est acquitté de sa commission, en demandant d'abord d'avoir quelque conférence avec le secrétaire d'État, et même directement avec le Saint-Père ; mais comme il les trouva inflexibles au moindre changement à la réponse, qu'on avait déjà envoyée à Paris avant que le courrier du 13 arrivât ici, et, comme, en attendant, un autre courrier est survenu de Paris, d'où il était parti le 19, avec ordre de presser plus que jamais la négociation, M. Cacault présenta samedi passé (30 mai) une note

officielle, par laquelle il déclarait : 1° que le gouvernement français exigeait que le Pape signât d'abord les cinq articles en question, tels qu'ils étaient exprimés dans une feuille annexe à sa note ; 2° que si, dans l'espace de cinq jours à compter du jour de la présentation de la note, le Pape ne signait pas les articles susdits, il avait ordre de partir de Rome à la fin du cinquième jour ; 3° que aussitôt que le Pape aurait signé ces articles, la bonne amitié entre le Saint-Siège et le gouvernement français serait établie par le fait.

Une pareille note, dont le troisième article répond à une déclaration de guerre, excita la plus grande attention de Sa Sainteté, qui réunit mardi au soir (2 juin) tout le Sacré Collège pour le consulter sur le parti à prendre. On agita premièrement la question si le Pape, menacé d'être bientôt un otage des Français, devait se retirer ; et on opina négativement, vu surtout la difficulté d'effectuer sa fuite, à cette heure que même dans le royaume de Naples il y a un corps assez considérable de troupes françaises. On passa ensuite à examiner qu'est-ce qu'on pourrait faire pour parer l'orage ; et comme tous unanimement jugèrent inadmissibles les cinq articles proposés par les Français, le Pape décida de refuser absolument sa signature aux susdits articles. Mais comme, dans les différentes conférences qui eurent lieu entre le cardinal Consalvi et Cacault depuis samedi (30 mai) jusqu'au mardi soir (2 juin), celui-ci avait donné l'idée au cardinal que, dès que le Pape ne voulait pas se prêter aux désirs de Bonaparte, il était nécessaire que pour apaiser le Premier Consul, peu accoutumé à avoir des refus, le cardinal secrétaire d'État se rendit lui-même à Paris, y rendre compte des motifs qui ont empêché le Saint-Père de satisfaire aux demandes du gouvernement français, et y attester, par un acte aussi éclatant que le voyage d'un cardinal secrétaire d'État en France, le désir que le Saint-Siège a de conserver la meilleure harmonie possible avec les Français, S. Em. se crut obligée de rendre compte de cette conférence au Sacré Collège ; et les cardinaux, très charmés de pouvoir se faire une illusion d'avoir trouvé le moyen de différer du moins, sinon de faire passer entièrement l'orage qui menace Rome, approuvèrent tous d'accord l'idée donnée par Cacault, et décidèrent unanimement que le cardinal Consalvi serait parti

incessamment pour Paris. Ce que le Pape et le Sacré Collège décidèrent dans le consistoire de mardi (2 juin) au soir, a été mis d'abord en exécution. Le lendemain (3 juin) le cardinal Consalvi répondit à la note officielle de M. Cacault : que le Saint-Père ne pouvait en conscience signer les articles qu'on venait de soumettre à son approbation ; mais que, pour donner une marque publique de l'intérêt que le Saint-Père met à la bonne amitié de la France, il lui avait ordonné de partir incessamment pour Paris. En effet ce matin (6 juin), à quatre heures, le cardinal Consalvi est parti ; et, ce qui rend la chose encore plus singulière, c'est qu'il est parti avec M. Cacault, qui pourtant attendra à Florence le développement des affaires, tandis que le cardinal, accompagné seulement du M^{re} Consalvi son frère, et de quelques domestiques, ira s'exposer en France à tous les désagréments qu'une mission aussi singulière peut lui occasionner.¹

Il faudrait connaître les arrières-vues des Français, pour décider si le départ de M. Cacault sera suivi de l'approche des troupes vers Rome ; et il serait impertinent de ma part si je voulais vaticiner sur le sort de Rome, surtout avec V. E., qui étant à même de connaître les véritables projets des Français, saura aussi apprécier les menaces qu'ils font au Pape, et pénétrer les motifs qui les ont engagés à une conduite, si peu ordinaire, de contraindre par la force le chef de l'Eglise à des concessions en fait de religion. Ce qui paraît hors de doute, c'est que la mission du cardinal Consalvi, autant est-elle humiliante pour le Saint-Siège, autant sera-t-elle inutile à changer l'état des affaires, surtout par la circonstance que le Pape ne l'a pas muni d'aucun pouvoir, ni pour les affaires spirituelles, ni pour les temporelles.

Et, ce qui me tient fort à cœur, c'est d'assurer V. E. que dans toutes ces déterminations prises par le Pape, je n'ai pris ni en apparence, ni en réalité, aucune part, d'après le système qui m'est prescrit par le devoir de ne pas compromettre d'aucune manière l'auguste cour ; et il me tient aussi fort à cœur d'avoir de V. E. des instructions qui m'ôtent toute responsabilité, surtout sur la continuation du séjour à Rome de S. A. R. Madame

¹ Dans une lettre adressée de Montefiascone le 6 juin à Louis XVIII, le card. Maury a également raconté ces événements, mais il n'en avait pas été besoin (*Corr. de Maury*, t. II, p. 134).

l'archiduchesse, que, surtout dans les moments actuels, j'aurais souhaité fort de voir rentrer dans les Etats de Son auguste Frère. Telle est l'importance dont cet objet me paraît, que j'ai cru devoir faire parvenir à V. E. cette lettre par estafette depuis Venise. Au reste, tels sont les sentiments de religion dont Sa Majesté a donné en tout temps des preuves si éclatantes, que Sa Sainteté ne peut pas douter que, dans le cas que réellement les Français s'emportassent à des violences contre la personne sacrée du vicaire de Jésus-Christ, la cour impériale y prendrait sans doute le plus grand intérêt, pour épargner autant que possible des calamités nouvelles à l'Eglise catholique. Même la piété connue de V. E. soutient des espérances pareilles dans le cœur, [non] pas seulement au Saint-Père, mais de tous les bons catholiques, qui regardent tous S. M. l'Empereur comme le seul défenseur de la foi.

Le Saint-Père, que j'ai eu l'honneur de voir ce matin (6 juin), soutient avec beaucoup de force les malheurs du temps, quoiqu'il ait été très touché du départ du cardinal Consalvi, qui sera suppléé pendant son absence par le cardinal Joseph Doria dans la place de secrétaire d'Etat. Rome voit de mauvais augure à la place de secrétaire d'Etat, celui qui l'était à la première entrée des Français à Rome.¹ Mais, outre que ses qualités et ses sentiments personnels sont sans doute à l'abri de tout reproche, c'était à lui, comme au plus ancien des cardinaux palatins (qui logent au palais du Pape), de prendre le portefeuille des affaires pendant l'absence du secrétaire d'Etat ; et d'ailleurs le même homme qui a donné l'idée de la mission du cardinal Consalvi à Paris, a proposé le cardinal Joseph Doria pour son suppléant ; et ici on est disposé à faire tout ce qu'on peut faire sans blesser la religion, pour prévenir le retour à Rome des Français, qui pourtant, ayant des corps assez considérables en Toscane et dans le royaume de Naples (sans parler des cinq mille qui occupent la marche d'Ancône et la province d'Urbain), peuvent occuper la capitale quand il leur plaît, et dont on prétend qu'il y a même à cette heure dans Rome près d'un millier. La cocarde tricolore n'est plus sans doute un objet de curiosité ou de nouveauté dans cette capitale.

¹ En février 1798.

On avait ébruité, ces jours passés, que les Français avaient fait une descente en Sardaigne ; mais un bâtiment arrivé à Civita-Vecchia le 4, et qui avait fait le trajet de Cagliari en quatre jours, a démenti pleinement cette nouvelle.¹ LL. MM. Sardes sont actuellement à Caserte, et le duc de Chablais s'est établi provisoirement à Gaëta.

(Arch. de Vienne).

519. — Vargas à Cevallos.

Roma, 6 de junio 1801.

En la noche de este dia, el ministro de la República francesa, Cacault, y el cardenal secretario de estado, Consalvi, saldrán de Roma. El primero se retira, de orden de su gobierno, á Pisa, donde el general Murat se halla á causa de tomar las aguas minero-medicinales, segun el mismo Cacault afirma. Y el segundo, Consalvi, va en compañía de Cacault hasta el mismo Pisa, y desde alli se dirigirá á Paris, de orden de Su Santidad.

El Santo Padre, su secretario de estado el cardenal Consalvi, y Cacault, no convienen, ó no están acordes en explicar el origen de esta novedad.

Cacault supone que la morosidad con que la corte de Roma ha procedido, para aprobar los artículos que el gobierno francés le había propuesto sobre puntos puramente eclesiásticos, habia exaltado el ánimo del Primer Cónsul hasta el punto de mandarle que, si Su Santidad no aprobaba inmediatamente todos los artículos propuestos, sin limitacion ni variacion ninguna de voces ó vocablos, entonces él, Cacault, se retirase de Roma, pasados que fuesen cinco dias, despues de la remision de la nota que el mismo Cacault deberia formar sobre el particular.

Por el contrario, Su Santidad y el cardenal secretario de estado afirman: que el cónclave² consumió dos meses solamente en resolver sobre los artículos propuestos por el gobierno francés, y que los cuatro meses restantes, hasta los seis que han corrido,

¹ C'étaient sans doute les mouvements de l'escadre de Ganteaume, qui avaient donné naissance à ce bruit.

² M. de Vargas désigne ainsi les congrégations qui venaient de s'occuper du concordat.

se habian invertido en examinar nuevamente dichos artículos, á instancias del ministro de la República, para ver si en fuerza de meditarlos se hallaba medio de aprobar lo que el Santo Padre parece que se resolvió á negar firmemente despues del primer exámen. De aqui es que el Papa no se persuade que ésta sea la causa motiva ó motora del rompimiento, principalmente cuando se dice que el Primer Cónsul mandó al ministro Cacaault diese á entender á Su Santidad, que, de no acceder á la total aprobacion de los artículos, el Papa debía reputarse poco seguro en su autoridad, pues que su eleccion no había sido hecha en el paraje ó lugar acostumbrado, ni su eleccion habia sido hecha tampoco con la intervencion de todas las Potencias.

Estas expresiones parece que intimidaron al Santo Padre, y le hicieron desear hablarme. El cardenal secretario de estado, cuando él vino á citarme, manifestó no solamente lo que yo dejo expuesto, sino tambien que las intenciones de Su Santidad eran huir de Roma para evitar el ser detenido por los Franceses, en los términos ó de la manera que su antecesor lo fué, pues que el Papa creía que los Franceses volverían á Roma inmediatamente.

Esta noticia no me cogió de nuevo ó de sorpresa, pero tampoco dejó de sorprenderme una relacion tan patética como la que el cardenal Consalvi me hizo, principalmente cuando yo vi que él exigia consejo de mi, y él me insinuaba si convendría que el Santo Padre pasase á España para precaverle de toda vejacion.

Tan luego como yo oi la relacion, se me presentaron á la imaginacion una multitud de obstáculos que impedian el que yo pudiese tomar una resolucion sobre una materia de tanta trascendencia. Sin embargo, para consolar en algun modo al cardenal Consalvi, y no elegir un partido que pudiese comprometer á Su Magestad con la nacion francesa, yo respondi al secretario de estado : que el acaecimiento era repentino, y hallándome yo sin instrucciones de mi córte, yo no podia determinar nada como ministro en una materia que tal vez podría alterar (si yo resolviese) la buena armonia que reinaba entre las dos Potencias, española y francesa ; que como hombre particular yo tenía la facultad de opinar, pero que ni yo me hallaba con los datos necesarios para

formar juicio, ni tampoco yo tenía tanto amor propio que creyese poder dar un consejo prudente.

Con todo, el cardenal Consalvi insistió vivamente en que yo hubiese de manifestar mi modo de pensar como hombre privado, pues que yo veía su conflicto.

Yo tuve por dureza resistirme á hablar en términos de pura conversacion, y yo juzgué que, dejando por este medio mi córte libre de responsabilidad, yo podía tambien por el mismo medio instruirme de la sustancia de las pretensiones de la República francesa, pretensiones que el cardenal me habia ocultado hasta entonces con el mayor cuidado. Yo manifesté pues acceder á sus instancias, y le pregunté cuáles eran los puntos ventilados, porque de otro modo yo no podía formar juicio de la buena ó mala fé con que la Francia procedía. El cardenal me hizo mil deprecaciones sobre el sigilo, y yo le hize mil protestas de guardarle religiosamente, como lo he ejecutado. Al cabo, el cardenal Consalvi vino á hablar en estos terminos:

« Los artículos propuestos por la Francia son varios ; pero de ellos dos son á los que el Santo Padre dice que no puede acceder : Primero : que el Primer Cónsul tiene derecho para nombrar los obispos, y que el Papa debe declarar depuestos ó destituidos todos los obispos que no hayan sido designados por el Primer Cónsul. Segundo : que las enagenaciones de los bienes eclesiásticos, hechas por la República, son justas ; y que, como tales, los adquirentes son imperturbables en la posesion.

« El Santo Padre parece que respondió á las dos proposiciones que el primer artículo comprende : que él no podía aprobarlo si no se declaraba por religion dominante la católica, y si no se obligaba al sujeto que ejerciese la autoridad de Primer Cónsul á abrazar dicha religion católica, en los terminos ó en el modo que nuestro Católico Monarca la profesa ; porque repugnaba al espíritu de la Iglesia que el Papa concediese el nombramiento de los pastores espirituales á una persona de cuya moral religiosa se dudase, y de la cual persona se pudiese temer que ella no eligiese para estos cargos los hombres dotados de virtud, que la Iglesia apetece para la educacion de los fieles ; que el Papa no podía declarar depuestos de hecho á los obispos no designados por el Primer Cónsul, pero que el mismo Papa les amonestaría

para que ellos renunciasen, mediante que el pueblo no los amaba ; y en caso de que ellos lo rehusasen, entonces el Papa los declararia privados de sus sillas como contumaces.

« Al segundo artículo se dice que el Santo Padre contestó que él declararia legítimas las enagenaciones hechas ; pero que él no podia desposeer á la Iglesia de la autoridad de examinar la justicia de las causas. »

Esta es, en sustancia, la explicacion que el cardenal secretario de estado me hizo de los artículos que él llama principales.

Cuál sea su entidad y trascendencia, V. E. lo conoce ; como tambien V. E. conoce que, siendo éste un asunto que no tiene relacion con nuestra córte, yo debia desentenderme de la justicia ó injusticia de las pretensiones, para evitar consecuencias futuras. Sin embargo, yo presumi que las expresiones ó sean amenazas de la Francia, igualmente que la resolucion de retirar á su ministro, podian ser un medio de atemorizar al Santo Padre y á su colegio de cardenales, á fin de que ellos aprobasen lo que de otro modo es muy probable que ellos denegasen.

Esta presuncion, para mi fundada, unida á la inutilidad de la fuga (pues que todo se halla ocupado de Franceses), y el temor de que, una vez verificada la huida, la Francia tratase de anular la eleccion pontificia de Pio VII comprometiendo tal vez ó acaso otras Potencias, me decidiò á opinar que el Santo Padre no debia partir de aqui.

Con efecto, el cardenal secretario de estado se convenció y adoptó el partido que yo le propuse, de tratar el asunto en consistorio.

Tambien yo le disuadi de hacer una proclama, publicando la causa que motivaba la salida del ministro francés, porque este hecho era de temer que exasperase más los ánimos, y diese causa ó motivo al rompimiento, que no habia acaecido hasta el presente, y que estos señores debian precaver ó evitar por todos títulos ó razones.

Yo no sé á la verdad si mi persuasion, ó la meditacion del asunto, habrá originado que las ideas cambien ; pero lo cierto es que el Santo Padre ha celebrado consistorio, y que en él se ha determinado que el secretario de estado pase á Paris, para tratar

personalmente con el Primer Cónsul el modo de conciliar la aprobacion de los artículos propuestos.

Su Santidad, en la visita que yo le hice la noche del 31 de mayo, me recibió con la mayor benignidad, y me habló en los mismos términos y con igual confianza que el cardenal secretario de estado, añadiéndome que él tenía por cierta la entrada en Roma de los Franceses, á los cuales él había concedido hasta la actualidad todo cuanto ellos le habían pedido ; pero que él no podía aprobar en conciencia los artículos del día, y él se hallaba dispuesto á sufrir con ánimo sereno y tranquilo todos cuantos acontecimientos funestos pudiesen sobrevenir á su persona.

Yo procuré tranquilizarle con muchas de las reflexiones insinuadas, pero abstrayéndome ó absteniéndome siempre de aprobar ó reprobar las pretensiones de la Francia. Su Santidad manifestó tener la mayor confianza en las católicas intenciones de Su Magestad, y yo le ratifiqué en ella, asegurando á Su Santidad que en todos tiempos el Rey N. S. miraría á la Iglesia con el mismo amor y proteccion que siempre la ha mirado.

Al día siguiente, esto es el día primero del mes corriente, vino á despedirse de mi el ministro de Francia, Cacault, con quien yo hice el papel de ignorante de la novedad y admirador de ella ; mas él me explicó el origen de los resentimientos en solos los términos que yo he manifestado al principio. Yo aparenté sorprenderme la negacion de la aprobacion de los artículos, y con aire de sencilla admiracion yo le pregunté : « De qué tratan esos artículos, que tanto repugna aprobarlos el Santo Padre ? » — « Yo no puedo revelarlos, me respondió ; hemos jurado guardar secreto, y no es justo romperlo ni aún con el ministro de la nacion española, la más amada para nosotros ; pero yo puedo asegurar que el Santo Padre no carece de autoridad para aprobarlos, principalmente cuando se trata de restablecer la religion en una nacion tan extensa como es la nacion francesa, y por medio de ella consolidar la paz y precaver las guerras de opinion religiosa, origen no pocas veces de las guerras civiles. »

En medio de una contradiccion tan notable como la que yo advertía entre unas y otras relaciones, yo creí que para instruir á Su Magestad de la verdad de lo ocurrido, yo debía tocar los medios de adquirir una copia literal de los artículos propuestos

por la Francia; pero el sigilo que se habia observado, al mismo tiempo que me cerraba todos los pasos, no me dejaba otro arbitrio que el de solicitar confidencialmente dicha copia de mano del secretario de estado.

Con efecto, yo le insinué mis deseos asegurándole el secreto; y aunque él puso dificultades, yo pude persuadirle á que él me facilitase ó me franquease dicha copia. Dos dias pasaron sin que su palabra tuviese efecto, ni yo por consiguiente pudiese deliberar sobre la cuenta que yo debia dar á Su Magestad.

En este estado, valiéndome del pretexto de llevar al cardenal secretario una carta de recomendacion que él me habia pedido para el embajador de Su Magestad en Paris, yo le busqué y renové mis instancias. El terror pánico que estos señores tienen de desagradar á los Franceses, el cardenal me confesó que dicho temor le habia detenido para remitirme la copia, y que Su Santidad apreciaría que yo la solicitase por escrito.

Yo conocí que esta pretension era tan hija del temor de desagradar á los Franceses, como hija de los deseos de cubrir su responsabilidad para con la Francia en todo acontecimiento; pero para no comprometerme yo tampoco en cosa ninguna, yo pasé una nota, que es la señalada con el número 1^o,¹ en la cual yo hablo segun el pueblo se explica, y yo pido razon de la novedad sin pedir cosa determinada. Yo temi á la verdad que estos monseñores conociesen mi idea, y que ellos no se allanasen á darme una copia que en realidad yo no pedia por escrito; pero el resultado ha sido más feliz de lo que yo debia prometerme.

A las dos de la mañana del dia 6, hora en que yo habia ya

¹ Vargas à Consalvi; Dal palazzo di Spagna, 5 giugno 1801. — « Nella città si parla della sortita da questa capitale del sig. ministro di Francia per la volta di Firenze, come pure della partenza di V. Em. a Parigi. Questa novità la attribuisce il pubblico ad una rottura accaduta tra la Repubblica francese ed il Santo Padre, con il motivo della negoziazione fatta da questa corte sopra certe pretensioni proposte dalla suddetta Repubblica. Il medesimo popolo, che si trova pieno di curiosità, varia sopra i punti negati, ed esercita il mio zelo di sapere qual possa essere la causa di una sì importante novità. Pare giusto che il Re, mio padrone, che costantemente ha mantenuto il più vivo attaccamento al Santo Padre, come gli fa fede la condotta avuta dalla M. S. verso la persona della B. Me. del papa Pio VI, non deva ignorare la vera causa di simile avvenimento. Intanto il sottoscritto prega all' Em. V. di dargli tutti quei lumi e schiarimenti che sieno sufficienti per informare il Re, suo augusto sovrano, su questo sì rilevante affare. »

pedido los caballos para despachar el correo extraordinario con esta noticia, y hora en que yo me hallaba finalizando la relacion presente, yo recibí el oficio del cardenal Consalvi, secretario de estado, oficio que va señalado con el número 2º,¹ y tambien yo recibí la copia de los artículos y del proyecto de bula, que yo habia solicitado y que se distinguen con los números 3º y 4º.²

Yo no he tenido tiempo para leer estos documentos con toda reflexion; pero aunque ligeramente, yo no he dejado de observar que tanto el secretario de estado de Su Santidad como el ministro de Francia Cacaault me habian pintado las cosas cada uno con colores acomodados á sus ideas. Yo tambien veo que mi presuncion de intimidar el Primer Cónsul al Santo Padre puede ser probable; y que acaso la mision del cardenal secretario de estado á Paris podrá producir la reunion de los ánimos, y hacer que acabe con tranquilidad lo que al presente indica tomar rumbos poco pacíficos, pues que, aunque lentamente, oficiales franceses no dejan de venir á esta córte.

Con todo, el recelo de que, antes de llegar el cardenal á Paris, los Franceses tomen una determinacion violenta, me hace desear que V. E., dando cuenta á Su Magestad de lo acaecido, se digne

¹ Consalvi à Vargas : Dalle stanze del Quirinale, 5 giugno 1804. — « Il cardinale segretario di stato ha rappresentato a Sua Santità le premure fattegli da V. E., non meno col suo biglietto in data di questo giorno, che con la viva voce, per avere la copia dei due progetti di convenzione e di bolla già ricevuti da Parigi per il ristabilimento della cattolica religione in Francia. Il geloso segreto, imposto dal governo francese a Sua Santità su tale materia, avrebbe certamente trattenuto il Santo Padre dal darne comunicazione, come di fatto niuno ha mai avuto in tanti mesi alcuna conoscenza di simile affare. Ma d'altra parte, considerando Sua Santità che la petizione gli viene per la parte ed interesse di S. M. Cattolica, a cui il Santo Padre è tanto attaccato per tanti titoli, e riflettendo ancora che essendo egli l'alleato della Francia, non deve presumersi che questa ne risenta dispiacere, mi ha ordinato di farne a V. E. comunicazione, non lasciando pertanto di caldissimamente pregarla di fare in modo che il segreto di tale comunicazione si osservi gelosissimamente, per evitare qualunque amaro disgusto che ne potesse ridondare. Affidato il Santo Padre alla rettitudine e saviezza di V. E., non può certamente non esserne pienamente tranquillo. Il cardinale, scrivente quasi sul momento della sua partenza, di cui ha già resa informata l'E. V., e nel ringraziarla della commendatizia che si è compiaciuta inviargli per il sig. cav. Azara, ha l'onore, etc. »

² Le projet français de concordat et de bulle est en effet joint à la dépêche de Vargas.

comunicarme cuáles son sus Reales intenciones,¹ y qué deberé yo ejecutar si los Franceses ocupan nuevamente esta ciudad hostilmente y remueven de ella á Su Santidad.

El ministro Cacault protesta que las intenciones del Primer Cónsul son pacíficas; pero no es ésta la primera vez que los Franceses han hecho iguales ofertas, y despues ellos han ejecutado lo contrario.

De todos modos, yo deseo acertar y no hallarme en el compromiso que me hallo en la actualidad. V. E. conoce mi carácter pundonoroso, y no se le ocultará que es muy poco lisonjero obrar sin instrucciones y con el temor de errar...

V. E. verá lo mucho que el cardenal Consalvi encarga el secreto; yo le he ofrecido que este secreto no será quebrantado por nosotros, y yo vivo persuadido que el secreto se conservará.

Al cardenal Consalvi le sustituye interinamente en la secretaria de estado el cardenal José Doria, segun estos señores me acaban de avisar oficialmente.

(Alcala, *leg.* 5747).

520. — Vargas á Cevallos.

Roma, 10 de junio 1801.

La salida del secretario de estado de Su Santidad, y la del ministro de Francia se verificó en el mismo dia y en la misma forma que yo manifesté á V. E. en mi carta de 6 de este mes, remitida por correo extraordinario.

Esta novedad no ha producido hasta ahora otros efectos, que excitar el temor y la curiosidad del público; pero todo permanece en tranquilidad, y los Franceses no se sabe que hayan aproximado tropas.

Algunos cardenales pensaron retirarse de Roma, al parecer, temerosos de su suerte, por la persuasion de que los Franceses

¹ M. de Cevallos, dans sa réponse, du 27 juin, s'est borné à dire : « He dado cuenta al Rey de la carta de V. S., de 6 de este mes, carta que V. S. me dirigió con correo extraordinario; y Su Magestad, enterado del punto que en ella se trata, que es el estado de las negociaciones entre el gobierno francés y la Santa Sede, ha resuelto que, habiéndose de ventilar este asunto en Paris, se tenga presente para dar, cerca de aquel gobierno, los pasos que convenga.»

ocuparian la ciudad inmediatamente; pero dichos cardenales avisaron de su determinacion al secretario de estado, cardinal Consalvi, y éste, pocas horas antes de su marcha, les persuadió á que ellos hiciesen lo que el Santo Padre, que era permanecer tranquilos. Ellos así lo han ejecutado.

(Alcala, *leg.* 5747).

521. — Jackson à Hawkesbury.

Naples, june 12th 1801.

By the accounts which I have received from Rome¹, it appears that the affairs of the Ecclesiastical states are brought to a most serious and alarming crisis. In my dispatches of the 22nd ultimo, I mentioned the intelligence which had been received from Paris, of the threats which had been held out by Bonaparte to Mgor Spina in consequence of the delays of the court of Rome to comply with his demands. A very short interval elapsed before the execution of these threats, the french minister at Rome, M. Cacault, having received orders to present to the Pope five articles for his acceptance, and in case of a refusal after a delay of five days to leave Rome.

These articles are said to be the following: 1° the consent of the Pope to the french laws relating to divorces; 2° the marriage of priests; 3° to legalize the sale of the effects of the clergy; 4° to confirm the appointment of the bishops and priests who have been consecrated without the consent or interference of the Pope; 5° to consent to the appointment of a french national ecclesiastical council, whose decisions in the affairs of the Church are to be supreme and independant of the Pope.

These demands were considered by the whole Sacred College as inadmissible, and an answer to that effect having been given to M. Cacault, he left Rome at the expiration of the five days, accompanied with the secretary of state cardinal Consalvi, whom it was resolved to send to Paris, to endeavour to convince the First Consul that the Pope's conscience would

¹ M. Jakson était à Naples depuis le 2 juin.

not allow of his consent, but that in temporal affairs he was very desirous of giving every satisfaction to the french government. This extraordinary step of sending the cardinal secretary of state, is said to have been advised by M. Cacault; and among the many reports and conjectures to which it has given rise at Rome, it is said that these demands were brought forward in the certainty that they neither could nor would be accepted, and their refusal would furnish a pretext to deprive the Pope of his states, which are destined either to the Infant of Parma in lieu of Tuscany, or to the king of Sardinia.

On this object I cannot omit to mention that on taking leave of the Pope, on my quitting Rome two or three days before the above demands were made by M. Cacault, His Holiness appeared to be exceedingly affected at the melancholy situation of his country, oppressed and exhausted by the continual exactions of the French; and, as if foreseeing what was on the point of happening, or very possible from some notice he might have received from his minister at Paris, he declared that he fully determined never to consent to any compromise whatever in matter of religion, being persuaded that the cause of Christianity, no less than the tranquillity of his own conscience, depended on his firmness in this most important point.

(Record office. *Sardinia*).

522. — Consalvi à Spina.

(particulière)

Firenze, 8 giugno 1801.

Il dì 6 partii da Roma, conducendo nel mio carrozzino M. Cacault, e dimostrando così a quella città e a tutto il mondo qual sia la rottura della Santa Sede con la Francia. Questa consolazione sarà differita dunque anche per del tempo ai nostri comuni nemici, che tanto anelano a questa rottura, e spero che non l'avranno mai. Siamo giunti con M. Cacault a Firenze. Egli vi resta secondo gli ordini del suo governo, ed io proseguo a Parigi. Qui ho pranzato con madame Murat,¹ che mi ha favorito con dimostrarmi la più cortese bontà. Io parto di qui

¹ Le général et sa femme étaient revenus de Pise le 6 juin (Cf. Consalvi, *Mém.*, t. I, p. 343 et s.).

questa mattina, e conto di essere in Parigi fra dieci giorni al più tardi, andando quasi sempre giorno e notte. Vengo a smontare da lei, come le scrissi, e poi ci aggiusteremo alla meglio e come lei vorrà. Mi faccio una festa di riabbracciarla. Saluti il P. Caselli, e in somma fretta mi protesto di cuore, etc.

P.S. — Invio questa lettera per mezzo di un corriere, che fa partire di qui il generale Murat per Parigi.

(Cultes, Arch. de Caprara).

523. — Cacaault à Talleyrand.

(n° 11)

Florence, 19 prairial an IX, (8 juin 1801).

Me voilà arrivé à Florence. Le cardinal secrétaire d'Etat est parti de Rome avec moi. Il est venu me prendre à mon logis. Nous avons fait route ensemble dans le même carrosse ; nos gens suivaient de la même manière dans la seconde voiture, et la dépense de chacun était payée par son courrier respectif. Nous étions regardés partout d'un air ébahi ; le cardinal avait grande peur qu'on imaginât que je me retirais à l'occasion d'une rupture ; il disait sans cesse à tout le monde : « Voilà le ministre de France. » Ce pays, écrasé des maux passés de la guerre, frissonne à la moindre idée de mouvement de troupes. Le gouvernement romain a plus de peur encore de ses propres sujets mécontents, surtout de ceux qui ont été alléchés à l'émeute et au pillage par l'espèce de révolution passée. Nous avons ainsi prévenu et dissipé à la fois les frayeurs mortelles et les espérances téméraires. Je pense que la tranquillité de Rome ne sera pas troublée.

Le cardinal a passé ici la journée du 18 (7 juin) en grande et ostensible amitié avec le général Murat,¹ qui lui a fait donner un

¹ La *Gazzetta universale* de Florence, qui était soumise en ce moment à la censure française, annonçait ainsi l'arrivée de Consalvi et de Cacaault. « Nella scorsa notte è qui giunto da Roma l'Emo Consalvi, segretario di stato, e si è in seguito portato dal sig. generale in capo Murat. Dopo di lui è parimente arrivato il sig. Cacaault, inviato della Repubblica francese presso la S. Sede : egli ha adempita la commissione del suo governo presso il Sommo Pontefice, ed ha lasciato a Roma il suo segretario di legazione, e starà aspettando in questa città la ratifica del P. Console al risultato di detta missione, che il cardinale Consalvi è incaricato di portare a Parigi. »

logement et une garde d'honneur. Il a fait la même chose pour moi : je n'ai rien accepté ; je suis logé à l'auberge.

Le cardinal est parti ce matin pour Paris ; il arrivera peu de temps après ma dépêche ; il ira extrêmement vite. Le malheureux sent bien que s'il échouait, il serait perdu sans ressource et que tout serait perdu pour Rome. Il est pressé de savoir son sort. Je lui ai fait sentir qu'un grand moyen de tout sauver était d'user de diligence, parce que le Premier Consul avait des motifs graves de conclure vite et d'exécuter promptement.

J'avais essayé à Rome d'amener le Pape à signer seulement le concordat, et s'il m'eût accordé ce point, je ne serais pas parti de Rome ; mais cette idée ne m'a pas réussi.

Vous jugez bien que le cardinal n'est pas envoyé à Paris pour signer ce que le Pape a refusé de signer à Rome ; mais il est premier ministre de Sa Sainteté et son favori ; c'est l'âme du Pape qui va entrer en communication avec vous. J'espère qu'il en résultera un accord concernant les modifications. Il s'agit de phrases, de paroles qu'on peut retourner de tant de manières, qu'à la fin on saisira la bonne. Le cardinal porte au Premier Consul une lettre confidentielle du Pape, et le plus ardent désir de terminer l'affaire. C'est un homme qui a de la clarté dans l'esprit. Sa personne n'a rien d'imposant ; il n'est pas fait à la grandeur ; son élocution un peu verbeuse n'est pas séduisante. Son caractère est doux, et son âme s'ouvrira aux épanchements pourvu qu'on l'encourage avec douceur à la confiance.

J'ai écrit, à Madrid, à l'ambassadeur Lucien Bonaparte en quoi consistait cet éclat du voyage à Paris du cardinal Consalvi et de ma retraite à Florence. J'ai également fait connaître aux ministres à Rome de l'Empereur et du roi d'Espagne qu'il n'y avait aucune apparence de guerre avec le Pape.¹

P.S. — Il est vrai qu'il y a maintenant à Naples trois frégates russes, et, entre la garnison d'infanterie russe et les hommes qui composent les équipages des susdites frégates, on compte à Naples trois mille Moscovites.

¹ Cette dépêche a été reproduite par Thiers (t. III, p. 254, note) et par le P. Theiner (t. I, p. 161).

Permettez-moi de vous prier de remettre ma lettre ci-jointe au Premier Consul.¹

(Aff. étr., *Rome*, vol. 931).

524. — Murat au P. Consul.

Florence, 20 prairial an IX (9 juin 1801).

(Nouvelles contradictoires venant d'Égypte). « L'apparition d'une division anglaise m'empêche de faire sortir d'Ancône les trois frégates napolitaines qui sont entrées dans ce port le 14 (3 juin)... Il paraît que les Anglais ne respectent plus les pavillons napolitain et papal...

Les malveillants se remuent dans toute l'Italie avec une activité incroyable. Ils y répandent les bruits les plus absurdes. A Milan, on crie « Vive Robespierre »²; en Romagne, on incarcère presque tous les nobles. A Florence, on a trouvé inscrit sur des croix « *Vespre siciliane*. » A Rome, on proclame la rupture entre la France et le Saint-Siège, et, sans le voisinage de mes troupes, je n'oserais pas répondre de la personne du Saint-Père. Mais je suis sans inquiétude : l'armée est animée d'un excellent esprit ; je dois compter sur elle.

Le cit. Cacault est arrivé ici, hier matin, avec le cardinal Consalvi. Ce dernier est parti ce matin pour Paris, où je pense qu'il arrivera vers le 30 (19 juin). Il se rend près de vous avec confiance, et le Saint-Père attend tout des sentiments de bienveillance que vous ne cessiez de lui montrer. Je vous assure qu'ils sont de bonne foi. Au reste le cardinal Consalvi a ordre de faire tout ce qui est possible en matière de religion. Ne vous laissez pas prévenir contre le cardinal Consalvi ; tous les Français n'ont qu'à se louer de lui...

(Guerre; *Armée d'observation du Midi*).

¹ Cette lettre particulière n'a pas été retrouvée. Il en est de même de la lettre du Pape au P. Consul, mentionnée plus haut (Cf. *Corr.* n° 5658).

² Monecy au Ministre de la Guerre ; Milan, 8 prairial : 28 mai.

TABLE DES MATIÈRES

PARTIE VII

MURAT A ROME

CACAULT ENVOYÉ AUPRÈS DU PAPE

Un officier de M. de Damas apporte à Ancône un contre-projet de trêve, qui est rejeté par Murat ; il court à Naples chercher des instructions. — Dans l'intervalle, Murat reçoit l'ordre d'exiger des Napolitains une clause nouvelle ; il prépare une démonstration militaire et paraît à Foligno au milieu de ses troupes. — Il est rejoint par un plénipotentiaire napolitain, M. de Micheroux. — Prompte conclusion de l'armistice, à Foligno, le 18 février : les Napolitains s'engagent à sortir de l'État romain dans les six jours, tandis que les Français gardent le droit de l'occuper jusqu'à Terni et le cours de la Nera.

Cette négociation est suivie attentivement par le Saint-Siège. Mgr Caleppi, qui a revu Murat à Ancône, retourne près de lui pour la troisième fois. — Entretiens confidentiels à Foligno : une somme est convenue secrètement pour la retraite des troupes françaises. Murat voudrait entraîner le Saint-Siège à exclure les Anglais du port de Civita-Vecchia, mais n'insiste pas. — Il est invité à rendre visite au Pape.

Il arrive à Rome le 22 février. — Son affabilité au milieu des hommages. — Le même courrier lui apporte la nouvelle de la paix avec l'Autriche et l'ordre d'aller, à travers le royaume de Naples, occuper le golfe de Tarente, pour se tenir à portée de l'Égypte. — Il dissimule cet ordre : avant de l'exécuter, il veut ramener son Corps en Toscane, en partie pour le sortir d'un pays épuisé, en partie pour paraître remplir un engagement dont le Saint-Siège acquitte le prix. — Il encourage le Pape à réclamer les Légations. — Impressions séduisantes qu'il laisse dans l'esprit de Consalvi et de Pie VII.

Le cardinal Maury, revenu de Montefiascone, essaie de hausser le ton devant le Pape. — On reçoit à Rome le quatrième projet de concordat, transmis à Parme par le messenger espagnol de M. de Muzquiz. — Consalvi adresse à Spina des pouvoirs pour les affaires temporelles.

Avant le départ du courrier Livio, Bernier, voulant faciliter au Pape l'adoption du projet V, a confié en secret à Spina des variantes de rédaction présentées comme pouvant être admises par le Premier Consul.

Le marquis de Gallo, à peine arrivé à Paris, est sommé de souscrire à l'occupation de Tarente par les Français. Il résiste. — Les exigences du Premier Consul deviennent plus impérieuses par l'annonce irritante que l'escadre de Ganteaume, sortie de Brest, a cherché refuge à Toulon au lieu de faire

voile vers l'Egypte. — Bonaparte apprend, le 28, l'armistice de Foligno. Renonçant à traiter avec M. de Gallo, il envoie Alquier pour imposer en Italie la paix aux Napolitains.

En même temps, il nomme définitivement Cacault pour son représentant à Rome : mais Cacault ne prendra d'abord aucun titre diplomatique.

Troisième audience accordée à Spina. Tout en laissant percer un peu de défiance, le Premier Consul se montre bien disposé pour le Saint-Siège et pressé de voir s'achever le concordat. — Démarches de Spina pour les Légations : il recherche le concours de quiconque peut l'aider, surtout celui de M. de Kolytchev ; mais il pense que le Saint-Siège ne doit s'appuyer exclusivement sur aucune puissance.

D'Hauterive propose des règlements sur les cultes non romains : changements que le Premier Consul apporte à ces projets.

Les évêques constitutionnels écrivent aux évêques du monde catholique pour les inviter au second concile de l'église gallicane.

Instructions remises à Cacault : il n'admettra aucune modification au projet V de concordat ; il protégera à Rome les intérêts des Français et des amis des Français ; il ne s'occupera pas de questions territoriales. — Départ de Cacault. — Spina reçoit de Consalvi des pouvoirs pour le temporel.

Ratification de la paix de Lunéville et fin de la session du Corps-législatif.

Rapport de Bernier sur la circonscription des diocèses et sur les nominations aux évêchés 1

PARTIE VIII

LES CONGRÉGATIONS ROMAINES

LA PAIX DE FLORENCE

Le 10 mars, le courrier Livio apporte à Rome le projet V de concordat et les variantes confidentielles de Bernier. Les pièces de la négociation religieuse sont confiées au prélat Di Pietro à qui, comme secrétaire, est réservé le rôle le plus actif dans l'examen et la suite de cette affaire. — Une Petite congrégation, formée des cardinaux Antonelli, Gerdil et Carandini, est chargée de préparer un contre-projet. — Exposé rédigé par Di Pietro.

Murat, de retour en Toscane, a dénoncé l'armistice de Foligno : il déclare qu'il va occuper le golfe de Tarente, de gré ou de force, et ne s'arrête pas aux représentations du ministre russe, venu de Palerme pour l'entretenir. — Rentrée des Français dans l'Etat romain. — Elle provoque une nouvelle mission de Caleppi auprès de Murat.

Au moment où le gouvernement napolitain consentait à acheter, aux dépens de Tarente, une prolongation d'armistice, Alquier paraît à Florence pour négocier la paix. Toutes les conditions prescrites par le P. Consul sont acceptées par M. de Micheroux, et insérées dans un traité signé à Florence le 29 mars. — La marche des troupes françaises vers les Abruzzes excite les patriotes ; mais mesures sévères de Murat pour les contenir.

Une Grande congrégation est nommée pour compléter l'œuvre de la Petite. — Discretion absolue imposée aux douze cardinaux qui la composent.

Alquier, puis Cacault arrivent à Rome. Ils insistent pour la prompt conclusion de la convention religieuse. — Cacault demande à prendre connaissance du travail des congrégations dès qu'il sera achevé.

Importance croissante que le Saint-Siège attache à la question des biens nationaux romains et des dettes de la République romaine. — Question

des objets d'art abandonnés par les Français au moment de la capitulation de Rome. — Réclamations du duc Braschi.

Politique de Consalvi pour recouvrer les territoires perdus. Il compte sur l'appui de Paul I^{er}, satisfait par un bref rétablissant les Jésuites en Russie et disposé peut-être à s'accommoder pour la grande maîtrise de l'Ordre de Malte. — Mais le langage de Cacault fait mal augurer des intentions vraies du P. Consul sur les Légations.

M^{gr} Di Pietro amende le contre-projet de concordat, d'après les votes écrits des douze cardinaux. La Grande congrégation tient sa dernière séance le 20 avril. — Consalvi s'efforce d'éviter toute perte de temps ; il annonce qu'à la fin du mois Livio pourra repartir pour Paris. 127

PARTIE IX

CACAUT ET LE CONTRE-PROJET ROMAIN

Nouvelle soudaine de la mort de Paul I^{er}. — Bien que cet événement paraisse supprimer l'épineuse affaire de la grande-maîtrise de l'Ordre de Malte, il déconcerte Consalvi. — Le cardinal croit perdre son meilleur soutien pour la restitution des Légations ; il craint que le bref rétablissant les Jésuites en Russie ne devienne inutile, après avoir mécontenté l'Espagne.

Cacault est chargé de réclamer contre la conduite du cardinal Maury.

Le contre-projet romain est lu par Consalvi devant Cacault. Tous deux se promettent réciproquement le secret sur ces communications. — Le ministre français proteste contre les changements apportés au texte officiel du projet V. Cette attitude décide le cardinal à réunir de nouveau la Grande congrégation pour réviser le contre-projet. — Retards qui en sont la conséquence.

Cacault observe mal ses engagements de discrétion : il rend compte à Talleyrand, et en termes parfois inexacts.

Charges accablantes imposées au Saint-Siège par l'armée d'observation. — Murat, ne pouvant obtenir les ressources des Légations pour nourrir ses troupes, cantonne en partie dans l'Etat romain celles qui ne sont pas arrivées à Tarente. — Prise de possession du Montefeltro par les Cisalpins, et plaintes répétées de Consalvi.

M. de Vargas vient remplacer le marquis de Labrador.

Après deux séances, la Grande congrégation amende le contre-projet. Elle autorise plusieurs variantes, dont Spina pourra faire usage en cas de nécessité. — Refonte du projet de bulle rédigé par Bernier. — Nombreux documents préparés à la hâte pour Spina, notamment des notes en forme d'instruction, des pouvoirs plus réguliers, un mémoire sur les modifications subies par le projet V, une lettre du Pape au Premier Consul.

Livio reprend, le 13 mai, la route de Paris.

Au lendemain de ce départ. Consalvi, inquiet de quelques passages de la lettre du Pape, surtout sur la démission de l'épiscopat français, recommande à Spina de corriger, s'il le peut, cette lettre avant d'en faire la remise. 228

PARTIE X

L'ULTIMATUM

L'intervention hautaine de M. de Kolytchev en faveur des Deux-Siciles, du Piémont et du Saint-Siège devient nuisible à ces Etats. — Protétation de

cet ambassadeur contre la paix imposée aux Napolitains à Florence en dehors de la protection russe.

L'alliance ébauchée entre la France et la Russie, déjà compromise, est empêchée par la mort de Paul I. — Le Premier Consul, prévoyant que le tsar Alexandre se retournera vers l'Angleterre, se hâte de commencer la réunion du Piémont à la France.

On apprend, le 5 avril, que Livio est arrivé à Rome. — Comme Bonaparte se montre très pressé de le voir revenir à Paris, le départ de ce courrier est annoncé pour le 17 avril. Cette date est confirmée par les dépêches suivantes de Consalvi.

Mgr Spina obtient une nouvelle déclaration que les prétentions exagérées des créanciers de la République romaine ne seront pas soutenues par le gouvernement français. — Il essaie quelques démarches pour le maintien des Electorats ecclésiastiques dans l'Empire. — Néanmoins il paraît évident que toute question temporelle intéressant le Saint-Siège, et principalement celle des Légations demeure subordonnée à l'issue de la négociation religieuse.

Mgr Spina cesse de s'appuyer sur M. de Kolytchev, qui achève d'indisposer le Premier Consul par un langage peu mesuré sur les affaires italiennes. — Envoi d'un commissaire français à Rome pour y recueillir les objets d'art abandonnés en 1799.

Bernier écrit le 28 avril à Consalvi, que l'ingérence de Cacault dans le travail des congrégations ne doit pas être une cause de retard pour l'envoi du concordat.

Impatience du Premier Consul. Elle redouble par un avis de Cacault que le projet français soulève des objections. — On écrit de Rome que Livio partira seulement le 1^{er} mai.

L'humeur de Bonaparte s'aigrit de jour en jour. — Talleyrand et les adversaires du concordat s'en prévalent. Accusations personnelles contre Consalvi. — Le 12 mai, Spina et Bernier sont mandés à La Malmaison. Le Premier Consul se plaint de la lenteur du Pape et l'attribue à l'influence de Puissances étrangères. Il se plaint aussi que le projet français ait été modifié. Il enjoint à Spina de rendre compte à sa cour. — Lettres comminatoires de Bernier à Consalvi et de Talleyrand à Cacault.]

Une nouvelle dépêche de Cacault explique les changements consignés dans le contre-projet romain, surtout sur le renouvellement de l'épiscopat. — Embarras de Spina qui, n'étant pas instruit de ces changements par Consalvi, ne peut rien répondre.

L'irritation de Bonaparte devient publique.

L'envoi d'un ultimatum au Saint-Siège est décidé. Instructions adressées le 19 mai à Cacault : le représentant de la France devra sortir de Rome, si dans les cinq jours le projet français de convention et de bulle n'est pas admis sans modifications 325

PARTIE XI

CONSALVI PART POUR LA FRANCE

La note de M. de Kolytchev sur le Piémont est colportée en Italie. — Bruits d'une rupture prochaine entre la Russie et la France. Ils décident le roi de Sardaigne à repartir subitement pour Naples.

Arrivée des dépêches comminatoires, envoyées de Paris le 18 mai. — En répondant à Bernier, Consalvi rejette sur Cacault la responsabilité des retards : néanmoins, il se déclare prêt à sacrifier sa personne.

L'ultimatum français est apporté à Rome le 28 mai. — Le soir même Cacault en avertit Consalvi, malade de la fièvre. — Il revient le lendemain : le cardinal le conjure de ne pas quitter Rome, ou du moins d'y attendre pour savoir comment le contre-projet romain aura été accueilli à Paris.

Il se répand que les Français cherchent un prétexte pour s'emparer de Rome. — Agitation des révolutionnaires italiens.

Consalvi demande en secret à M. de Vargas si l'Espagne donnerait asile au Pape. — Pressé par l'envoyé espagnol, il se prête à lui communiquer les projets français de concordat et de bulle.

Le Pape ayant déclaré avec fermeté ne pouvoir souscrire ces projets sans modifications, l'ultimatum lui est notifié officiellement le 29 mai.

Louables efforts de Cacault pour atténuer les apparences d'une rupture. —

L'idée d'une mission personnelle de Consalvi auprès du Premier Consul est suggérée par lui : elle est aussitôt adoptée par le Sacré Collège, réuni le 2 juin en présence du Saint-Père.

Dans ses dépêches, Cacault proteste qu'aucune intervention étrangère n'a influé à Rome sur la négociation religieuse. — Il laisse M. Artaud pour gérer la légation de France. La secrétairerie d'Etat pontificale est confiée au cardinal J. Doria.

Le 6 juin, Consalvi et Cacault sortent de Rome dans la même voiture. — A Florence, ils sont bien accueillis par Murat. — Cacault reste en Toscane, tandis que le cardinal se hâte de prendre le chemin de la France. . 433

TABLE DES DOCUMENTS

- 271. — Consalvi à Murat** ; Rome, 10 février 1801. — Le Pape est sensible aux assurances qu'il reçoit de Murat. Les Napolitains sont déjà sortis de Civita-Vecchia et du château Saint-Ange 2
- 272. — Ruffo à Acton** ; Rome, 10 février 1801. — Bonne conduite des troupes françaises. Si elles entrent dans Rome, Ruffo devra se retirer dans le royaume 3
- 273. — Murat à Consalvi** ; Ancône, 11 février 1801. — Sur la demande de Mgr Caleppi, il consent à une convention avec le Saint-Siège pour évacuer l'État ecclésiastique. Mais cet accord est subordonné à la conclusion de la trêve avec les Napolitains. Eloge de Caleppi 4
- 274. — Ghislieri à Colloredo** ; Rome, 14 février 1801. — Le major Valente, revenu d'Ancône sans avoir pu souscrire l'armistice proposé par Murat, est allé à Naples chercher des instructions. Aperçu des conditions exigées par Murat. Ce général appuie ses demandes en s'avancant sur Terni et Rieti : il proteste qu'il ne passera pas par Rome 5
- 275. — Consalvi à Spina** ; Rome, 14 février 1801. — Il a reçu les dépêches de Spina n^{os} 21 et 22. L'archiduchesse Marianne est ici avec le P. Paccanari 7
- 276. — Consalvi à Spina et aux Nonces** ; Rome, 14 février 1801. — Mgr Caleppi attend à Ancône le retour de Valente. Les Français se sont étendus jusqu'à Terni et Rieti ; ils épuisent le pays. La cavalerie napolitaine est encore à Rome. La commission créée à Ancône par le général Paulet pour remettre en possession les acquéreurs de biens nationaux, a été dissoute par Murat 7
- 277. — Consalvi à Spina** (en chiffres) ; Rome, 14 février 1801. — Les prévisions alarmantes de Mgr Spina paraissent se réaliser ; cependant le Pape s'abandonne à la Providence et ne quittera pas sa capitale. Il recommande à Spina de parler des réquisitions militaires et des biens nationaux romains. Puisque le P. Consul renonce au principe de la religion dominante, Spina doit montrer de la fermeté 9
- 278. — Murat à Talleyrand** ; Ancône, 14 février 1801. — Il a rempli à l'avance les intentions du gouvernement envers les Napolitains, sauf pour l'embargo à mettre sur les vaisseaux anglais dans les ports des Deux-Siciles. Pour imposer cette clause imprévue, il va rompre les pourparlers avec M. de Damas et menacer les frontières du royaume 10
- Murat au ministre de la Guerre** ; Ancône, 14 février 1801. — Il n'a pas encore reçu les renforts annoncés. Il est résolu à réprimer toutes les exactions. Le cit. Haslawer va préparer à Civita-Vecchia des embarquements pour l'Egypte. Murat part pour Foligno ; dans ses mouvements, il se tiendra à distance de Rome 11
- 279. — Murat à Damas** ; Foligno, 16 février 1801. — Les délais étant expirés, la négociation est rompue. La cour de Palerme ne peut plus compter que sur la protection russe : pour la mériter, elle doit consentir à l'embargo 12
- 280. — Murat à Talleyrand** ; Foligno, 18 février 1801. — Déclaration qu'il a faite à M. de Damas. Un plénipotentiaire napolitain, M. de Micheroux, est arrivé la nuit précédente, et a consenti à conclure l'armistice. Sur une invitation transmise par Mgr Caleppi, Murat ira faire visite au Pape 14

- 281. — Ghislieri à Colloredo** ; Rome, 21 février 1801. — Signature de l'armistice à Foligno. Un article secret stipule une somme d'argent pour le Corps d'observation. L'arrière-garde napolitaine a quitté Rome ce matin. M. de Damas est resté pour attendre Murat. Le Pape ne veut pas s'engager à fermer Civita-Vecchia aux Anglais. Discipline sévère des soldats français . . . 16
- 282. — Consalvi à Spina** ; Rome, 21 février 1801. — L'armistice donne aux Français le droit de garder leurs positions dans l'Etat romain et ne laisse aux Napolitains que six jours pour se retirer. Murat est attendu à Rome. Il fait le possible pour contenir les malveillants et faire respecter l'autorité pontificale : mais la charge de son armée est accablante. Demain le Pape créera treize cardinaux . . . 19
- 283. — Consalvi à Spina** (en chiffres) ; Rome, 21 février 1801. — Murat réclame cent mille écus pour évacuer le territoire romain sauf Ancône. Il conseille au Pape d'écrire au P. Consul et de lui demander Pesaro et les Légations. Les affaires d'Italie se traitant à Lunéville. Spina devra veiller aux intérêts du Saint-Siège. Murat promet de s'occuper de Bénévent et de Ponte-Corvo. Pourquoi Livio n'arrive-t-il pas avec le concordat ? — P. S. Murat n'a pas insisté pour la fermeture de Civita-Vecchia aux Anglais . . . 21
- 284. — Consalvi à Spina** ; Rome, 21 février 1801. — Mesures hostiles à la religion ordonnées par le gouvernement cisalpin. Elles sont en contradiction avec les déclarations répétées du P. Consul . . . 23
- 285. — Jackson à Grenville** ; Rome, 23 février 1801. — Murat est arrivé hier à Rome ; il n'a fait aucune attention aux démonstrations des patriotes . . . 25
- 286. — Ghislieri à Colloredo** ; Rome, 23 février 1801. — M. de Damas n'a pu attendre Murat. Le général français est venu sans escorte. Il a demandé à Sa Sainteté le chapeau pour l'archevêque de Milan. Ghislieri est allé le voir et a su que Murat comptait négocier à Florence la paix avec les Deux-Siciles . . . 25
- 287. — Ruffo à Acton** ; Rome 24 février 1801. — Il a fait visite à Murat et lui a offert un cheval de selle . . . 26
- 288. — Labrador à Cevallos** ; Rome, 25 février 1801. — Charges imposées aux populations. Bonne attitude des troupes françaises dans l'Etat romain et de Murat à Rome . . . 27
- 289. — Consalvi à Spina** ; Rome, 25 février 1801. — On ne peut dire assez de bien de Murat. Le Pape en est satisfait. Hier on a appris le traité de Lunéville : voilà donc les Légations perdues pour le Saint-Siège. Le P. Consul désire que l'archevêque de Milan soit créé cardinal. On attend ici le projet de concordat . . . 28
- 290. — Consalvi à Spina** (en chiffres) ; Rome, 25 février 1801. — Il a fallu acheter par 70.000 écus la retraite des Français. Murat est un homme excellent. Que Spina fasse le possible pour recouvrer les Légations : qu'il recherche l'appui des ministres étrangers. Pour Bénévent et Ponte-Corvo, la cour sicilienne reste sourde à toutes les réclamations . . . 30
- 291. — Note de Consalvi remise à Murat** ; Rome, 25 février 1801. — Le général est prié d'intercéder auprès du P. Consul pour la restitution des Légations, dont les ressources sont si nécessaires au maintien de la souveraineté temporelle du Pape . . . 31
- 292. Consalvi à Spina** ; Rome, 28 février 1801. — Le projet [IV] de concordat et les pièces de la négociation religieuse sont arrivés par les soins de l'Infant de Parme. Murat est reparti pour Foligno et Florence, laissant à Rome les meilleurs souvenirs. L'édit sur la liberté du commerce va entraîner la démission du cardinal Braschi . . . 33
- 293. — Consalvi à Spina** (en chiffres) ; Rome, 28 février 1801. — Il n'y avait rien de fondé dans les craintes de Spina sur un envoi clandestin du concordat et sur une pression militaire pour l'imposer au Pape. A première vue, le projet français n'a pas fait mauvaise impression à Consalvi ni à Antonelli : il faudra regagner du terrain sur l'article de la religion dominante.

- Des pouvoirs seront bientôt adressés à Spina. Question des Légations et d'Avignon. L'Espagne, ne voulant pas reconnaître Paul I comme grand-maitre de l'Ordre de Malte, demande à séparer les Langues espagnoles : le Pape s'y refuse . . . 34
294. — **Mauray à d'Avary** ; Rome, 28 février 1801. — Séjour de Murat à Rome. — (en chiffres). Le cardinal a interrogé le Pape sur la négociation de Spina, sur la mission de Mgr Badossi, sur l'affaire de Malte, sur le chapeau sollicité pour l'archevêque de Reims, etc. Il a défendu les droits du roi de France sur un ton ferme et presque menaçant . . . 36
295. — **Consalvi à Della Genga, Ruffo et Erskine** (en chiffres) ; Rome, 2 mars 1801. — Il les informe de l'arrangement pécuniaire conclu avec Murat. Il annonce (mais avec réticences) l'arrivée prochaine du courrier Livio, les questions de territoire. On peut compter sur Murat . . . 40
296. **Ghislieri à Colloredo** ; Rome, 2 mars 1801. — Murat a fait connaître à Ghislieri la paix de Lunéville. Il a reçu à Rome le titre de général en chef et la nouvelle que son corps renforcé prendra le nom d'armée du midi de l'Italie. Il n'a pas encore été question des objets d'art, dans les conventions avec les Napolitains . . . 41
297. — **Murat au P. Consul** ; Florence, 1^{er} mars 1801. — L'occupation du golfe de Tarente n'a pas pu être stipulée dans l'armistice de Foligno. Elle ne sera obtenue que par une reprise des hostilités et quand l'armée aura reçu des renforts. Murat s'explique sur son voyage à Rome, sur la misère du Saint-Siège, sur la réclamation des Légations, sur les menées des patriotes . . . 42
298. — **Jackson à Hawkesbury** ; Rome, 6 mars 1801. — Le Pape et Murat se sont plu réciproquement. La clôture des ports pontificaux aux bâtiments anglais a été rejetée par Pie VII . . . 45
299. — **Ghislieri à Colloredo** ; Rome, 7 mars 1801. — La négociation pour la paix avec les Deux-Siciles reste à Florence dans une période d'attente. Les généraux français se succèdent à Rome et se font défrayer par le gouvernement pontifical. Embarras que donne à ce gouvernement la prétention d'un certain Sala pour des biens nationaux . . . 45
300. — **Consalvi à Spina** ; Rome, 7 mars 1801. — Réflexions sur divers passages des dépêches de Spina . . . 47
301. — **Consalvi à Spina** ; Rome, 7 mars 1801. — La liberté du commerce va recevoir une nouvelle extension. Les troupes françaises, sauf la garnison d'Ancône, rentrent successivement en Toscane. Murat mérite tous les éloges. LL. MM. Sardes sont attendues pour la semaine sainte . . . 48
302. — **Consalvi à Spina** (en chiffres) ; Rome, 7 mars 1801. — Il lui envoie des pouvoirs sous forme d'une lettre adressée à Talleyrand. Spina réclamera les Légations et une indemnité pour le Comtat-Venaissin ; il parlera de Bénévent et des Electorats ecclésiastiques d'Allemagne. Le terrain perdu dans la négociation religieuse ne doit pas en faire désespérer . . . 49
303. — **Consalvi à Talleyrand** ; Rome, 7 mars 1801. — Après la paix de Lunéville, le Pape ne saurait garder un plus long silence sur ses intérêts temporels. Il donne commission à Spina de s'en occuper . . . 51
304. — **Spina à Consalvi** (particulière) ; Paris, 25 février 1801. — Récit de la présentation inattendue du projet V de concordat. Trouble de Spina ; cependant, d'après l'avis du M^{rs} de Muzquiz, il n'a pas opposé une fin de non-recevoir. Comment l'article de la démission des évêques a été modifié par le gouvernement lui-même. Réflexions sur divers articles, sur le projet de bulle, sur le titre de la convention. — P. S. Lettres adressées par Bernier à Sa Sainteté et aux card. Antonelli et Gerdil . . . 52
305. — **Variantes du Projet V, indiquées confidentiellement par Bernier comme admissibles** ; [Paris, 25 février 1801] . . . 58
306. — **Spina à Consalvi** (particulière, en chiffres) ; Paris, 25 février 1801. — Comment ces Variantes ont été remises par Bernier ; usage qu'il convient

- d'en faire. Spina conseille au Pape d'aller jusqu'à la dernière limite des concessions tout en refusant de la dépasser ; de justifier les changements dans un mémoire et dans une lettre au P. Consul ; de confier des pouvoirs étendus à un *légat a latere* . . . 61
- 307. — Nomination de Cacault.** — Arrêté du 28 février 1801. . . 65
- Le P. Consul à Talleyrand ;** Paris, 28 février 1801. — Cacault attendra la fin des débats avec le Saint-Siège pour prendre le titre de ministre plénipotentiaire . . . 65
- 308. — Spina à Consalvi** (n° 37) ; Paris, 4 mars 1801. — Il a obtenu ce matin une audience pour remercier des bons procédés de Murat. Le P. Consul a protesté de son désir de voir le Pape indépendant. Propos sur la négociation religieuse, sur le card. Maury, sur les difficultés ecclésiastiques en Piémont et en Cisalpine ; sur l'utilité de la mission d'un cardinal légat en France. Vœu que le Pape réprime les malveillants et mette sur pied quelques troupes . . . 65
- 309. — Spina à Consalvi** (n° 38, en chiffres) ; Paris, 4 mars 1801. — Spina ne s'est aventuré qu'avec prudence dans la question des biens nationaux romains. Arrivée du M^{rs} de Gallo : il s'est refusé à livrer le golfe de Tarente à l'occupation française. Conversations de M. de Saint-Marsan avec Talleyrand. On attend M. de Kolytchev pour les affaires du Piémont et des Deux-Siciles. A moins que la Russie ne protège le Saint-Siège, Spina ne compte guère sur l'appui des Puissances . . . 70
- 310. — Spina à Consalvi** (particulière) ; Paris, 4 mars 1801. — Le P. Consul consent à déclarer qu'il professera le catholicisme en son particulier. La nécessité d'un remaniement des diocèses entraîne celle de la démission des évêques. Avec le temps, la religion peut beaucoup espérer du P. Consul : autorisations déjà données aux Filles de la Charité, aux Sœurs de Saint-Thomas de Villeneuve, etc. . . 73
- 311. — Spina à Consalvi** (n° 39) ; Paris, 5 mars 1801. — Alquier est envoyé en Italie pour négocier avec les Napolitains. Il s'arrêtera à Rome. La lettre de Maury sur la promesse de fidélité est désavouée par le nonce de Vienne. . . 75
- 312. — Spina à Consalvi** (n° 40) ; Paris, 7 mars 1801. — Le M^{rs} de Gallo avait été invité à quitter Paris ; mais son départ sera sans doute suspendu par la présence de M. de Kolytchev, arrivé hier. Du ministre russe dépend en partie le sort de l'Italie . . . 77
- 313. — Spina à Consalvi** (n° 41) ; Paris, 9 mars 1801. — M. de Kolytchev. Le prince héréditaire de Parme viendra à Paris. Le P. Consul se dit indifférent au choix à faire parmi les évêques qui seront démissionnaires. Spina rencontre partout de bonnes dispositions pour le retour des Légations au Saint-Siège . . . 78
- 314. — Les Evêques constitutionnels aux Evêques des autres églises catholiques ;** Paris, 8 mars 1801. — Préparation d'un second concile de l'église gallicane, convoqué pour la Saint-Pierre. L'objet principal de cette assemblée est de mettre un terme aux divisions du clergé français. Apologie des constitutionnels. Leur cause est soumise aux évêques étrangers, qui sont invités à venir rendre sur elle un jugement impartial . . . 80
- 315. — Rapport au P. Consul, rédigé par d'Hauterive ;** Paris, 9 mars 1801. — La protection déjà stipulée pour les catholiques dans une convention avec le Saint-Siège, doit être étendue aux autres cultes, surtout au Protestantisme, qui a bien mérité de la liberté . . . 85
- Proposition de quatre projets d'arrêtés sur les cultes non romains . . . 87
- 316. — Projet amendé, rédigé par d'Hauterive ;** [Paris, 12 mars 1801] . . . 89
- Observations du P. Consul sur cette nouvelle rédaction. . . 90
- 317. — Cacault à Lucien Bonaparte ;** Paris, 10 mars 1801. — Il a accepté les fonctions de ministre plénipotentiaire à Rome . . . 91
- 318. — Cobenzl à l'Empereur ;** Paris, 12 mars 1801. — Bonaparte se dit au moment de s'arranger avec le Pape. Il prétend qu'avant de perdre l'île de Malte, il l'avait offerte à Paul I. . . 91

- 319. — Spina à Consalvi** (n° 42) ; Paris, 14 mars 1801. — Il s'inquiète de ne pas apprendre l'arrivée de son envoi fait le 14 février par la voie de Parme. Il a demandé une nouvelle audience au P. Consul, et a prié Bernier, de parler du chapeau sollicité pour l'archev. de Milan. Visites qu'il a faites à MM. de Gallo et Kolytchev. Cacault, qu'il a vu, est bien disposé pour le Saint-Siège. Les représentants des principautés de l'Empire se remuent ici pour les indemnités. 92
- 320. — Spina à Consalvi** (n° 43, en chiffres) ; Paris, 14 mars 1801. — Le comte de Kolytchev, animé encore par M. de Saint-Marsan, est prêt à s'employer pour les Etats du Pape. Difficulté d'obtenir une compensation pour Avignon. Prudence nécessaire dans les questions territoriales, même vis-à-vis de M. de Kolytchev. Talleyrand voudrait traiter la grande maîtrise de Malte. Affaires religieuses de la Cisalpine. Ménagements que le P. Consul est obligé de garder dans les questions religieuses. 95
- 321. — Bernier à Spina** ; Paris, 15 mars 1801. — Le P. Consul a répondu que la demande du chapeau pour l'archevêque de Milan était subordonnée aux arrangements religieux à prendre avec le Saint-Siège pour la Cisalpine. Arrivée de dépêches de Murat. 99
- 322. — Spina à Consalvi** (n° 44) ; Paris, 17 mars 1801. — Le duc de Parme implore d'être laissé dans ses Etats. Le comte Melzi est appelé pour l'organisation de la Cisalpine. Cacault part dans deux jours. On attend la réponse du Pape sur le projet de concordat 100
- 323. — Cobenzl à l'Empereur** ; Paris, 18 mars 1801. — Entretien avec M. de Kolytchev, qui réclame le rétablissement du roi de Naples, du roi de Sardaigne et du Pape dans leurs anciennes possessions. Le P. Consul et M. de Kolytchev sont mécontents l'un de l'autre 102
- 324. — Instructions pour Cacault** ; Paris, 19 mars 1801. — Le rapprochement entre la France et le Saint-Siège est le premier objet de sa mission. La France a renoncé à l'idée de détruire l'autorité pontificale ; elle en est le soutien le plus naturel, mais elle doit être récompensée de sa protection. Si le projet de concordat n'est pas encore admis à Rome, Cacault en pressera l'adoption sans aucun changement. Comment il défendra les divers intérêts nés de la République romaine. — P. S. Il faudra éluder toute discussion territoriale 103
- 325. — Mémoire pour Cacault** ; Paris, 19 mars 1801. — Réclamations des créanciers de la République romaine ; des Romains dépouillés pour leur attachement à la France ; des agents français enfermés autrefois à Viterbe, etc. 108
- 326. — Spina à Consalvi** (n° 45) ; Paris, 21 mars 1801. — Le traité de Lunéville est ratifié. Murat a rendu un compte exact de la misère de l'Etat romain. La religion dominante. M. de Cobenzl 111
- 327. — Spina à Consalvi** (n° 46, en chiffres) ; Paris, 21 mars 1801. — Les pouvoirs contenus dans la lettre de Consalvi à Talleyrand ne sont pas très réguliers. Spina ne perd pas de vue les Légations et les principautés ecclésiastiques d'Allemagne. Les affaires d'Italie et celles d'Europe sont si embrouillées qu'il importe au Saint-Siège de ne se compromettre avec aucune Puissance. 114
- 328. — Rapport de Bernier à Talleyrand sur la circonscription** ; Paris, 22 mars 1801. — Nouveau tableau des métropoles et des évêchés, et principes d'après lesquels il a été rédigé. Urgence d'une décision. 117
- 329. — Rapport de Bernier à Talleyrand sur les nominations** ; Paris, 23 mars 1801. — Il a rédigé, avec une entière impartialité, deux listes de présentations aux évêchés. L'une est formée de 40 anciens évêques, légitimes ou constitutionnels. L'autre comprend 142 ecclésiastiques du second ordre 120
- 330. — Murat au ministre de la Guerre** ; Florence, 12 mars 1801. — Il a notifié la reprise des hostilités pour le 22 mars, et espère ainsi conclure un nouvel armistice donnant le droit d'occuper Tarente. Difficulté de faire vivre ses troupes. — P. S. Note sur les objets d'art abandonnés en 1799 128

- 331. — Labrador à Cevallos ;** Rome, 10 mars 1801. — D'après le traité de L. néville, on craint à Rome que le duc de Parme ne reçoive la Romagne en échange de ses Etats. 129
- 332. — Maury à d'Avaray** (en chiffres) ; Rome, 12 mars 1801. — Impressions du Pape et de Consalvi sur l'expulsion de Louis XVIII de Mitau. Arrivée d'un courrier de Spina. Maury a déclaré devant Consalvi que la majorité des évêques français resterait fidèle à la monarchie. Devant le Pape, il a annoncé qu'il assisterait à tous les consistoires pour surveiller ce qui s'y proposerait de contraire aux droits du Roi. Secret qui entoure les affaires ecclésiastiques de France. 130
- 333. — Antonelli à Consalvi ;** — Rome, 12 mars 1801. — Il garde celles des pièces venues par Livio qui se rapportent à la négociation religieuse. Proposition de les soumettre à une Petite congrégation composée des card. Antonelli, Carandini et Gerdil. Le secrétaire serait Mgor di Pietro : projet de lettre à lui adresser à ce sujet. 132
- 334. — Ghislieri à Colloredo ;** Rome, 14 mars 1801. — Le projet de concordat a été apporté hier à Rome. Secret du Saint-Office imposé à tous ceux qui s'en occuperont. Désagréments qui se succèdent pour le Pape, tels que le séjour des troupes françaises, la publication de lettres interpolées de Consalvi à Murat, les instances de l'Espagne pour séparer les Langues espagnoles, les querelles entre les cardinaux Consalvi et Braschi. Paul I offre au Saint-Père un asile en Russie. 134
- 335. — Consalvi à Spina ;** Rome, 14 mars 1801. — Livio est arrivé le 10 : on s'est mis aussitôt à l'œuvre. Réponse de Consalvi à la lettre de Bernier. Embarras pour rédiger les pleins pouvoirs de Spina. Prétentions de Cavagnari, créancier de la République romaine. 136
- 336. — Consalvi à Spina** (en chiffres) ; Rome, 14 mars 1801. — Le projet V, même avec les Variantes de Bernier, a produit une impression pénible. Il est étudié par une Petite congrégation qui soumettra son travail à une Grande congrégation de douze cardinaux. C'est Spina qui sera légat en France. Explications sur la portée des pouvoirs confiés à ce prélat : il ne pourra céder aucune partie des Légations, ni renoncer à Avignon sans indemnité. Craintes que les restitutions de territoires ne soient éludées, une fois le concordat achevé. La question de l'Ordre de Malte sera traitée à Pétersbourg par Mgor Della Genga. Le bref des Jésuites est en route pour la Russie. 139
- 337. — Consalvi à Spina ;** Rome, 14 mars 1801. — Anniversaire de l'élection de Pie VII. Edit sur la liberté du commerce pour les denrées alimentaires. Disette dans les provinces et dépenses des troupes françaises. 142
- 338. — Exposé par Di Pietro ;** [Rome, vers le 17 mars 1801]. — Avant d'extraire des dépêches de Spina les principaux renseignements sur le projet du gouvernement français, il résume la négociation et surtout les derniers incidents qui l'ont marquée. Pour assurer la promptitude et le secret tant recommandés par Spina, Mgr di Pietro a préparé deux contre-projets : l'un plus rapproché du texte français, l'autre plus conforme à la doctrine. 143
- 339. — Ghislieri à Colloredo ;** Rome, 21 mars 1801. — L'armistice de Folligno a été dénoncé par Murat. La cour napolitaine a envoyé près de lui le ministre russe M. d'Italinsky. Dépêches de M. de Gallo. Mouvements des flottes anglaise et française dans la Méditerranée. Nouvelle mission de Caleppi à Florence. 145
- 340. — Consalvi à Spina ;** Rome, 21 mars 1801. — La rupture de la trêve ramène les Français dans les provinces, épuisées de vivres et de fourrages. 148
- 341. — Consalvi à Spina** (en chiffres) ; Rome, 21 mars 1801. — Réponse à divers passages des dépêches de Spina. Venue du major Gérard pour soutenir les réclamations des acquéreurs de biens nationaux romains. Prétentions de Cavagnari. Prétentions de Duveyrier et Périllier. La Petite congrégation va bientôt achever le contre-projet de concordat, etc. 149

- 342. — Caleppi à Consalvi** ; Florence, 21 mars 1801. — Son arrivée à Florence. Murat, qui l'a bien accueilli, a reçu l'ordre d'employer douze mille hommes pour occuper, de gré ou de force, le golfe de Tarrente. Il continuera à ménager les Etats du Saint-Père. Pour les discussions sur Bénévent, M. d'Italinsky promet ses bons offices auprès de la cour de Parme 153
- 343. — Ghislieri à Colloredo** ; Rome, 28 mars 1801. — Nouvelles conditions de trêve acceptées par le gouvernement napolitain. M. d'Italinsky a repassé par Rome; il se montre mécontent de Murat. Craintes répandues ici par la rentrée imminente des troupes françaises 158
- 344. — Jackson à Hawkesbury** ; Rome, 28 mars 1801. — Bonaparte a prescrit à Murat de ne pas s'approcher de Rome et de refuser tout appui aux patriotes. Les Anglais ne sont pas inquiétés à Rome 160
- 345. — Consalvi à Spina** ; Rome, 28 mars 1801. — Il écrit chaque semaine à Paris. Il fera bientôt repartir Livio 161
- 346. — Consalvi à Spina (en chiffres)** ; Rome, 28 mars 1801. — Mgr Caleppi s'est monté la tête pour quelques rumeurs alarmantes et est venu en rendre compte : le Pape l'a renvoyé à Florence. La Petite congrégation a fini son travail : si la Grande achève la sienne en une séance, Livio pourra être à Paris à la fin d'avril. Propos d'Azara sur le Pape. On dit que les Légations seront données au roi de Sardaigne 161
- 347. — Contre projet de Di Pietro, discuté par la Petite congrégation** ; [Rome, vers le 30 mars 1801] 164
- 348. — Réflexions de Di Pietro sur les trois projets** ; [Rome, vers le 30 mars 1801]. — Le prélat compare ensemble le Projet V du gouvernement français, les Variantes rédigées par Bernier et le Contre-projet discuté par la Petite congrégation 167
- 349. — Consalvi aux membres de la Grande congrégation** ; — Rome, 31 mars 1801. — Une congrégation de douze cardinaux va examiner le travail fait par Mgr Di Pietro sur le concordat. Elle doit s'imposer une discrétion absolue et la plus grande célérité. Elle sera soumise au secret du Saint-Office. Chaque cardinal apportera dans huit jours son vote écrit de sa main 181
Noms des douze cardinaux 183
- 350. — Consalvi aux membres de la Grande congrégation** ; Vatican, 2 avril 1801. — Il est impossible de les autoriser à se servir d'un théologien. Ceux qui auront besoin d'assistance se feront aider par Mgr Di Pietro, ou même se feront dispenser 183
- 351. — Ghislieri à Colloredo** ; Rome, 4 avril 1801. — Le second armistice était à peine signé que la paix était conclue à Florence, entre Alquier et Micheroux. Ces deux négociateurs sont venus à Rome, pour attendre les ratifications. Les Français réclament du Pape les objets d'art de la villa Albani. 183
- 352. — Consalvi à Spina** ; Rome, 4 avril 1801. — La poste française à Rome. Spina devra se concilier MM. Azara, Kolytchev et Lucchesini. — P. S. Biens du duc Braschi 187
- 353. — Consalvi à Spina (en chiffres)** ; Rome, 4 avril 1801. — Les Légations, Avignon et Bénévent. Le mardi de Pâques, la congrégation des douze cardinaux se réunira en présence du Pape, et Livio pourra partir vers le 16 avril. Lettre interpolée de Consalvi au Moniteur. Caleppi auprès de Murat. — P. S. Consalvi a oublié trois affaires importantes : la grande maîtrise de Paul I ; la réclamation des objets d'art ; celle de l'abbaye de Chiaravalle 189
- 354. — Consalvi à Spina (en chiffres)** ; Rome, 4 avril 1801. — P. S. du 18 avril. — Hier soir, réunion de la Congrégation ; l'entente s'est faite sur la religion catholique et la démission des évêques. On va remanier le contre-projet et le faire approuver par la Congrégation. On a donné quelques bonnes paroles à Alquier. 193
- 355. — Consalvi à Spina** ; Rome, 4 avril 1801. — Le Pape s'est transporté

- au Vatican pour les cérémonies des jours saints. Paix de Florence. Les Français vont entrer dans le royaume de Naples ; on espère qu'ils laisseront une seule division, dans la marche d'Ancône et le duché d'Urbini 194
- 356. — Consalvi à Spina** (particulière) ; Rome, 4 avril 1801. — Le cardinal a vu Alquier, qui était porteur d'une lettre de Murat sur les objets d'art, et qui a paru très surpris des réquisitions pour les troupes françaises 195
- 357. — Alquier à Talleyrand** (n° 5) ; Rome, 8 avril 1801. — Pie VII s'est montré désireux de s'accommoder avec la France. Caractère de ce Pape. Consalvi. Faiblesse du gouvernement pontifical. Cacault sera bien accueilli . 196
- 358. — Consalvi à Spina** ; Rome, 8 avril 1801. — Insistance de Murat pour les objets d'art d'Albani, etc. — P. S. Selon Alquier, l'Etat romain ne devrait rien payer pour l'entretien des troupes françaises 197
- 359. — Consalvi à Spina** ; Rome, 9 avril 1801. — Cacault est arrivé. Misère affreuse dans les provinces. Tout est perdu, si Murat ne reçoit pas de Paris l'ordre d'évacuer le pays sauf Ancône 199
- 360. — Consalvi à Spina** (particulière) ; Rome, 9 avril 1801. — Il a revu Cacault, qui annonce les meilleures intentions. Livio pourra sans doute repartir dans une quinzaine. Obstination de Gérard 200
- 361. — Consalvi à Spina** (en chiffres) ; Rome, 9 avril 1801. — Cacault a dit à Florence, devant Mgr Caleppi, que le Pape ne devait pas compter sur les Légations, et qu'il aurait à rétablir par un traité l'état de paix avec la France. Ainsi, le P. Consul attend la conclusion du concordat pour éclater 200
- 362. — Cacault à Talleyrand** (n° 4) ; Rome, 9 avril 1801. — Consalvi et Pie VII ont parlé seulement du concordat et des travaux qu'il entraîne. Tout sera fini dans quinze jours ; il n'y aura de changements que dans les mots. L'ouvrage des Congrégations sera communiqué à Cacault, qui s'efforcera de ramener au texte du projet V 201
- 363. — L. Berthier à Watrin** ; Florence, 9 avril 1801. — Emplacement de celles des troupes du général Watrin qui doivent s'arrêter dans la marche d'Ancône. Précautions pour prévenir les abus. 202
- 364. — Jackson à Hawkesbury** ; Rome, 11 avril 1801. — Cacault est arrivé ; il a eu une longue audience du Pape : 203
- 365. — Le Pape au roi d'Espagne** ; Rome, 10 avril 1801. — Il le remercie avec effusion des sentiments exprimés dans une lettre du 15 mars. Le Pape, pour compléter ses confidences antérieures, adresse au roi le texte du bref rétablissant les Jésuites en Russie 204
- 366. — Consalvi à Spina** (en chiffres) ; Rome, 11 avril 1801. — Le propos de Cacault sur les Légations et le traité de paix est fait pour surprendre et pour indigner. Sans doute les Légations seront cédées au roi de Sardaigne en échange du Piémont. Attitude de Cacault dans la question des objets d'art et dans celle des biens nationaux romains 205
- 367. — Murat au ministre de la Guerre** ; Florence, 15 avril 1801. — Le général Soult, chargé d'occuper Tarente, devra respecter la religion et les prêtres. Murat prétend aux ressources des Légations pour nourrir son armée. Embarras pour la solde. — P. S. Envoi de mémoires sur les objets d'art. . 207
- 368. — Consalvi à Spina** ; Rome, 15 avril 1801. — Cacault a une copie du projet V, et demande à prendre connaissance des corrections faites ici. Inconvénients de cette communication, qui ne peut être éludée. Livio devrait partir le 25 ou le 30 avril 208
- 369. — Contre-projet amendé d'après les votes de la Grande congrégation** ; [Rome, vers le 17 avril 1801] 210
- 370. — Mémoire de Di Pietro à l'appui du Contre-projet amendé** ; [Rome, vers le 17 avril 1801]. — Comparaison de ce Contre-projet avec le texte du Contre-projet discuté par la Petite congrégation 212
- 371. — Consalvi aux membres de la Grande congrégation** ; Quirinal, 18 avril 1801. — Une nouvelle rédaction du Contre-projet a été préparée

- d'après les votes émis le 7 du mois. Elle sera discutée le 29. Même obligation d'un secret rigoureux 216
- 372. — Ghislieri à Colloredo** ; Rome, 18 avril 1801. — Il transpire que les exigences religieuses de Bonaparte ne sont pas toutes du goût du Pape. Cacaault se qualifie de ministre, sans avoir présenté ses lettres de créance. Démolition d'une colonne érigée par les Napolitains. Indemnités accordées à Visconti. Passage des troupes françaises en Ombrie. Les Légations . . . 217
- 373. — Consalvi à Spina** ; Rome, 18 avril 1801. — Les pouvoirs de l'abbé Salamon sont révoqués. Caractère difficile de M. de Labrador. Les troupes françaises s'attardent dans les provinces et les ruinent . . . 220
- 374. — Consalvi à Spina** ; Rome, 18 avril 1801. — Une partie des troupes de Murat va se retirer. Il est faux que le Pape ait demandé aux Français de le délivrer des Napolitains. . . . 222
- 375. — Consalvi à Spina** (en chiffres) ; Rome, 18 avril 1801. — Intérêts territoriaux du Saint-Siège. Spina évitera tout traité ; il adressera, avant le retour de Livio, la demande formelle des Légations et de l'indemnité pour Avignon ; il s'appuiera sur Kolytchev. Il faudra demander au P. Consul une audience pour l'entretenir des biens nationaux romains. Affaire du bref des Jésuites, et de la grande maîtrise de Malte . . . 223
- 376. — Cacaault à Talleyrand** (n° 2) ; Rome, 21 avril 1801. — Il a réclamé contre la conduite du card. Maury. Secret qui enveloppe le travail du concordat. Aperçu des relations du Saint-Siège avec les principales Puissances. Questions épineuses des objets d'art et des dettes de la République romaine : utilité de les résoudre promptement. La France et le Saint-Siège se trouveront en état de paix sans avoir fait de traité. — P. S. Démarches de Hompesch. Le travail des congrégations va être soumis à Cacaault . . . 230
- 377. — Consalvi à Spina** (particulière) ; [Rome, 22 avril 1801]. — Nouvelle de la mort de Paul I. Seconde réunion de la Grande congrégation. Entrée de douze mille Français dans le royaume de Naples . . . 237
- 378. — Consalvi à Spina** (en chiffres) ; Rome, 22 avril 1801. — La mort de Paul I est un coup de foudre. Le Saint-Siège perd son soutien le plus sûr pour les Légations. Que va devenir le bref des Jésuites ? Spina continuera à rechercher M. de Kolytchev. Cacaault semble favorable aux créanciers de la République romaine. . . . 238
- 379. — L. Berthier à Consalvi** ; Florence, 24 avril 1801. — Explications sur le nombre de rations demandées pour les soldats français qui séjournent dans la ville et dans la marche d'Ancône . . . 239
- 380. — Consalvi à Spina** ; Rome, 24 avril 1801. — Livio partira au commencement de mai. Cavagnari. Dépenses pour les troupes françaises . . . 240
- 381. — Consalvi à Spina** (en chiffres) ; Rome, 24 avril 1801. — Hier, il a eu une conférence décourageante avec Cacaault, qui s'entête à vouloir le texte précis du projet V. Quels sont les changements indispensables à apporter à l'art. 1er. Il vaudrait mieux renoncer aux articles et tout faire par la bulle. Embarras que donnent les acquéreurs, les patriotes, la mort de Paul I. . . . 241
- 382. — Jackson à Hawkesbury** ; Rome, 25 avril 1801. — On parle beaucoup des demandes religieuses de la France. Ce qu'on en dit. Dans quelle vue Bonaparte a attiré Spina à Paris . . . 243
- 383. — Ghislieri à Colloredo** ; Rome, 25 avril 1801. — Le Pape a fait abattre un monument injurieux pour la France. Suite du passage des Français qui se rendent à Tarente. Le nouveau tsar n'a pas pris le titre de grand maître de Malte. Mesures de rigueur en Espagne contre les ex-Jésuites. . . . 243
- 384. — Labrador à Cevallos** ; Rome, 25 avril 1801. — La cour de Rome espérait se servir de Paul I pour recouvrer les Légations, et aussi pour rétablir les Jésuites. Le roi a donné l'ordre de s'opposer à ce rétablissement. . . . 244
- 385. — Consalvi à Spina** (en chiffres) ; Rome, 25 avril 1801. — Démolition d'un monument élevé par les Napolitains et outrageant pour Duphot. . . . 245

- 386. — Cacault à Talleyrand** (n° 3) ; Rome, 26 avril 1801. — La congrégation des douze cardinaux a fini son œuvre. Cacault verra la rédaction définitive. Sa Sainteté préférerait ne faire qu'une bulle. Elle ne peut admettre sans modification l'article des biens nationaux, celui de la nomination aux évêchés, celui de la démission des évêques. — P. S. Si la révolution agite Naples, elle pourra gagner Rome. Billet de Consalvi sur la dépense des troupes françaises. 246
- 387. — Consalvi à Spina** ; Rome, 27 avril 1801. — On annonce que 5000 fantassins et 600 cavaliers vont séjourner autour d'Ancône. Le trésor pontifical ne peut y suffire. Murat dit qu'il lui est impossible de nourrir ses soldats autrement. 249
- 388. — Consalvi à Spina** (particulière) ; Rome, 27 avril 1801. — Passage d'un convoi d'artillerie allant vers Capoue. Les soldats français se louent hautement du gouvernement romain. 250
- 389. — Louis XVIII à Maury** ; Varsovie, 4 avril 1801. — Le moment est inopportun pour obtenir que le Pape nomme aux sièges vacants sur la proposition du Roi. Du moins Maury luttera contre le mal. On mande que l'accord avec Bonaparte est presque conclu. 251
- Louis XVIII à Maury** (en chiffres) ; Varsovie, 29 avril 1801. — Sentiments de Bernier. Doctrines de l'archev. de Bordeaux. Maury combattra les distinctions subtiles sur la Promesse de fidélité ; il insistera pour que l'archev. de Reims soit déclaré cardinal. 254
- 390. — Consalvi à Gerdil** ; Rome, 28 avril 1801. — Il travaille assidûment avec Di Pietro, mais Cacault s'obstine à rejeter des mots nécessaires. 253
- Consalvi à Gerdil** ; Rome, 30 avril 1801. — Il se rendra ce soir chez Gerdil avec les card. Antonelli, Carafa et Carandini, et exposera les obstacles qu'il rencontre. 253
- 391. — Ghislieri à Colloredo** ; Rome, 30 avril 1801. — Ratification de la paix de Florence. Présence inquiétante à Rome de patriotes napolitains qui n'obtiennent pas de rentrer dans leurs foyers. Le P. Consul a décidément refusé les ressources des Légations à Murat : cinq mille Français sont donc venus dans l'Etat romain pour s'y nourrir. 253
- 392. — Cacault à Talleyrand** (n° 4) ; Rome, 2 mai 1801. — Il a lu enfin le contre-projet de bulle et de concordat, et énumère, par articles, les principaux changements proposés au projet du gouvernement français. Consalvi écrit qu'il étudie, jour et nuit, les moyens de s'entendre. — P. S. du 5 mai. Les objections de Cacault ont fait recommencer le travail de rédaction du concordat : elles ne feront pas tout obtenir. Un complot ourdi par les patriotes a été révélé au Saint-Siège par Murat. 255
- 393. — Ghislieri à Colloredo** ; Rome, 2 mai 1801. — L'empereur Alexandre rappelle auprès de sa personne le prince Czartoryski. Il ne revendique pas la grande maîtrise de Malte. Mesures prises par les Français pour s'incorporer le Piémont. Limitations que l'Espagne prétend apporter aux facultés du nouveau nonce. 258
- 394. — Consalvi à Spina** (en chiffres) ; Rome, 2 mai 1801. — Périllier est venu à Rome et Cavagnari est en route pour Paris. On écrit de Pétersbourg que le P. Consul, loin de restituer les Légations, entend s'emparer d'Ancône, de l'Ombrie et du duché d'Urbain. Rien n'est changé dans la mission de Della Genga en Russie. Cacault ignore les Variantes secrètes de Bernier et n'admet que le texte officiel du concordat. Livio ne partira que le 8 de ce mois. 260
- 395. — Jackson à Hawkesbury** ; Rome, 7 mai 1801. — Réquisitions françaises. Ouverture à Ancône d'un club de jacobins. 261
- 396. — Maury à d'Avaray** ; Montefiascone, 8 mai 1801. — Dans quelle mesure la Promesse a été condamnée à Rome. — (en chiffres). Prudence et discrétion du Pape. Doutes sur l'avancement prétendu de la négociation religieuse. Lettres de Bernier à l'évêque de La Rochelle. Consalvi prétend que nul ne peut nommer aux évêchés sans être en possession de la souveraineté. 262

- 397. — Consalvi à Spina** (particulière) ; Rome, 9 mai 1801. — Livio partira dans trois jours. Consalvi a reçu une lettre pressante de Bernier et y répond. 265
- 398. — Cacault à Talleyrand** ; Rome, 9 mai 1801. — Aucune dépêche ne lui arrive du ministère. Il demande le rétablissement de la poste française à Rome. 266
- 399. — Cacault à Talleyrand** (n° 5) ; Rome, 11 mai 1801. — Ses observations ont fait réviser le projet de la Congrégation et regagner du terrain. Le Pape a affirmé hier ne pouvoir céder davantage. Noms de plusieurs des cardinaux qui ont été consultés. 267
- 400. — Contre-projet envoyé à Paris** ; Rome, [vers le 12 mai 1801]. 268
- 401. — Mémoire à l'appui du Contre-projet** ; Rome [vers le 12 mai 1801]. — Critique de plusieurs articles du projet français [n° V], et nécessité d'y substituer une rédaction différente. 275
- 402. — Le Pape au P. Consul** ; Rome, 12 mai 1801. — Il explique ses concessions et justifie ses demandes en ce qui concerne la religion dominante, la démission des évêques, le rétablissement des chapitres et des séminaires, les aliénations de biens ecclésiastiques, l'absolution des prêtres mariés. Il ne pourrait accorder davantage sans blesser le dogme catholique. 289
- 403. — Notes servant d'instructions pour Spina** ; [Rome, 12 mai 1801.] Rédactions diverses du contre-projet. Explications sur plusieurs articles. Bulle. Précautions pour la date du concordat et pour les signatures. Réserves pour les évêchés du Comtat-Venaissin. Utilité d'un légat *a latere*, etc. 298
- 404. — Lettres de créance pour Spina** ; Rome, 12 mai 1801. — (Ces lettres, adressées à Bonaparte, contiennent, l'une des pouvoirs pour la négociation religieuse ; l'autre, des pouvoirs pour les affaires temporelles). 306
- 405. — Le Pape à Spina** ; Rome, 12 mai 1801. — Il a atteint la dernière limite des concessions. Douleur que lui causent les mesures irréligieuses ordonnées en Piémont et en Lombardie, et le conciliabule convoqué à Paris par les évêques schismatiques. 308
- 406. — Le Pape à Bernier** ; Rome, 12 mai 1801. — Il le félicite d'avoir rendu d'importants services à la religion. Il l'exhorte à faire adopter à Paris ce qui est envoyé de Rome. 310
- 407. — Consalvi à Spina** (particulière) ; Rome, 13 mai 1801. — La fatigue l'accable. Il écrit à Bernier, Azara et Kolytchev. Il a préparé puis refait une lettre pour Talleyrand. Biens du duc Braschi. 311
- 408. — Consalvi à Talleyrand** ; Rome, 13 mai 1801. — Il lui recommande le succès de la négociation religieuse. Il s'efforce de l'intéresser en faveur du duc Braschi. 312
- 409. — Doria à Spina** ; Rome, 12 mai 1801. — Répondant à Spina, il le renseigne sur les fonctions et la tenue des nonces en France. 313
- 410. — Cacault à Talleyrand** (n° 6) ; Rome, 12 mai 1801. — Le courrier du Pape apporte à Spina des pouvoirs et les pièces de la négociation. L'annonce d'un concile projeté par les constitutionnels a troublé le Saint-Père. Lettre de Hompesch. 315
- 411. — Cacault à Talleyrand** ; Rome, 13 mai 1801. — Il transmet les deux notes suivantes. 316
- Note de Consalvi à Cacault** ; Quirinal, 13 mai 1801. — Réclamations contre la Cisalpine, qui a renouvelé l'usurpation du Montefeltro, et qui prépare celle de San Leo. 316
- Note de Consalvi à Cacault** ; Quirinal, 13 mai 1801. — Réclamations contre le séjour des troupes françaises, dont Murat lui-même ne peut alléger la charge. 317
- 412. — Ghislieri à Colloredo** ; Rome, 16 mai 1801. — Le prélat Badossi va quitter Rome. Le courrier Livio est reparti pour la France le 13 mai. Arrivée de M. de Vargas. 318

- 413.** — **Consalvi à Spina** ; Rome, 15 mai 1801. — Réception de dépêches, etc. 319
- 414.** — **Consalvi à Spina** (en chiffres) ; Rome, 15 mai 1801. — Quelques expressions dans la lettre du Pape à Bonaparte sont regrettables : Spina essaiera de les corriger. Un traité sur des questions temporelles serait dangereux. Spina l'évitera, ou du moins ne fera aucune cession de territoire. 319
- 415.** — **Consalvi à Spina** ; Rome, 16 mai 1801. — Visconti et Périllier. Question des objets d'art. Un journal de Gênes reproche à Spina de travailler contre l'intérêt de la Ligurie 321
- 416.** — **Consalvi à Spina** (en chiffres) ; Rome, 16 mai 1801. — Spina insistera pour faire confier le gouvernement des diocèses à de simples administrateurs : telle est l'intention la plus récente du Pape. Éviter tout traité sur le temporel. On ignore la destinée du bref envoyé en Russie pour y rétablir les Jésuites. Les patriotes s'agitent malgré Murat. Empiètements continuels des Napolitains à Bénévent 322
- 417.** — **Consalvi à Spina** ; Rome, 17 mai 1801. — Il a reçu la réponse officielle de Bernier sur les biens nationaux romains. Il presse Spina de soutenir le système des « administrateurs » et déplore que ce tempérament ne soit pas indiqué dans la lettre du Pape au P. Consul 324
- 418.** — **Rapport de Talleyrand** ; Paris, 22 mars 1801. — La cour de Rome songe à reproduire les anciennes maximes ultramontaines. Le P. Consul entend maintenir les principes tutélaires de l'église gallicane et en faire une règle de conduite pour ceux qui négocieront avec le Saint-Siège. 326
- 419.** — **Spina à Consalvi** (n° 47) ; Paris, 24 mars 1801. — La lettre contenant ses pouvoirs sera remise le 25 à Talleyrand. Ces pouvoirs sont incomplets dans la forme. 327
- 420.** — **Consalvi à Spina** (n° 48 en chiffres) ; Paris, 24 mars 1801. — Azara se plaint de l'influence des Jésuites sur le Pape et de mauvais procédés envers la princesse Santa-Croce. Hompesch implore la protection du P. Consul. Les rapports entre la France et la Russie semblent moins faciles qu'au début. 328
- 421.** — **Spina à Consalvi** (n° 49) ; Paris, 24 mars 1801. — L'abbé de Salamon a, paraît-il, reçu et exercé des facultés apostoliques qu'aujourd'hui il est sage de lui retirer 330
- 422.** — **Talleyrand à Cacaull** ; Paris, 25 mars 1801. — Le gouvernement voit avec peine le séjour du card. Maury dans les Etats du Pape. 331
- 423.** — **Talleyrand au P. Consul** ; Paris [28 mars 1801]. — M. de Kolytchev voudrait introduire dans les traités de la France avec la Russie, la médiation de Paul I pour la paix avec le Pape. Cette demande inattendue est sans objet. 332
- 424.** — **Spina à Consalvi** (n° 51, en chiffres) ; Paris, 29 mars 1801. — Il a parlé à Talleyrand, des Légations et des électors ecclésiastiques : réponses dilatoires du ministre. Démarches en faveur du Pape annoncées par M. de Kolytchev : son opinion personnelle sur la grande maîtrise de Malte. La France négocie avec l'Angleterre. Elle exige que les ports de Sardaigne soient fermés aux Anglais. — P. S. Bruits d'une convention récente entre la France et l'Espagne. Venue de Melzi. Incertitude sur le sort des Légations. 333
- 425.** — **Marescalchi à Pancaldi** ; Paris, 31 mars 1801. — En ce moment, les plaintes que les Cisalpins feraient entendre contre Rome retomberaient sur eux 337
- 426.** — **Spina à Consalvi** (n° 52) ; Paris, 2 avril 1801. — Lettre de Galeppi sur sa nouvelle mission auprès de Murat. On attend Livio. 337
- 427.** — **Spina à Consalvi** (n° 53 en chiffres) ; Paris, 2 avril 1801. Efforts pour obtenir que le duc de Parme renonce à ses Etats. L'empereur essaie de rétablir en Italie le grand duc de Toscane. Les intérêts des Deux-Siciles sont soutenus énergiquement par Kolytchev. Expédient pour résoudre la question de la grande-maîtrise de Paul I 338

- 428. — Spina à Consalvi** (particulière) ; Paris, 3 avril 1801. — Spina proteste que la nonciature de France serait mieux placée dans les mains d'un cardinal-légat que dans les siennes 341
- 429. — Azara à Cevallos** ; Paris, 4 avril 1801. — Marche des troupes de Murat dans la Calabre. Propositions religieuses de Bonaparte, et attente de la réponse du Pape 342
- 430. — Bernier à Talleyrand** ; Paris, 6 avril 1801. — Livio est arrivé le 10 mars à Rome. Lettre de Consalvi reçue par Bernier. Composition de la Petite congrégation et secret qui lui est imposé. 343
- 431. — Spina à Consalvi** (n° 55) ; Paris, 8 avril 1801. — Il est heureux d'apprendre l'arrivée de Livio. Il continue à recommander la célérité. On sait ici que la paix avec les Napolitains a été signée à Florence 345
- 432. — Spina à Consalvi** (n° 56, en chiffres) ; Paris, 8 avril 1801. — Le résultat de sa mission devait attrister Sa Sainteté. Il conseille d'envoyer en France un légat *a latere* et de choisir le card. Caprara. Que le Pape fasse au plus tôt toutes les concessions possibles, et s'y tienne avec fermeté. Le P. Consul ne fera rien pour le temporel avant d'avoir satisfaction sur le spirituel. Les arrangements en Italie sont en suspens, et paraissent dépendre des pourparlers avec l'Angleterre. Il est à-propos d'envoyer M^{or} Della Genga en Russie. 346
- 433. — Spina à Consalvi** (n° 57) ; Paris, 8 avril 1801. — M. Laborie, employé au ministère des relations extérieures, sollicite pour le *J. des Débats* l'envoi d'un bulletin de nouvelles rédigé à Rome. 350
- 434. — Bernier au P. Consul** ; Paris, 9 avril 1801. — Sentiments de reconnaissance exprimés dans un mandement des grands-vicaires de Luçon, en Vendée. 350
- 435. — Spina à Consalvi** (n° 58) ; Paris, 12 avril 1801. — Utilité de prendre à Rome une prompté décision. Le P. Consul va être instruit des exigences de Cavagnari. Il faut réprimer les patriotes romains. Passage du Sund par les Anglais. 351
- 436. — Spina à Consalvi** (n° 59 en chiffres) ; Paris, 12 avril 1801. — Il a ébruité l'envoi d'un représentant du Saint-Siège à Pétersbourg ; mais il craint une rupture prochaine entre la France et la Russie. Cobenzl négocie à Morte-fontaine. La politique du Consulat ne satisfait personne 353
- 437. — Spina à Consalvi** (n° 60, chiffré en partie) ; Paris, 13 avril 1801. — Mort de Paul I : Kolytchev s'en montre peu affligé. Le ministère russe passe pour favorable aux Anglais. La France cherchera sans doute à s'allier à l'Autriche. 354
- 438. — Spina à Consalvi** (n° 61) ; Paris, 17 avril 1801. — Il a fait renouveler les remerciements de Sa Sainteté pour la conduite de Murat. Un patriote romain, le second des frères Piranesi, retourne à Rome. Objets d'art des familles Albani et Braschi. Entretien avec M. de Gallo sur Bénévent. 355
- 439. — Spina à Consalvi** (n° 62 en chiffres) ; Paris, 17 avril 1801. — Les biens nationaux romains. Bonaparte et Talleyrand ne cessent de demander quand reviendra Livio. La mort de Paul I interrompt toutes les négociations : craintes d'une nouvelle guerre. Même incertitude pour les affaires italiennes. Alexandre ne prétend pas à la grande maîtrise de Malte. Les Trappistes du Mont-Cenis. 357
- 440. — Marescalchi à Pancaldi** ; Paris, 20 avril 1801. — Le Montefeltro va attirer des ennuis à la Cisalpine : ce sera bientôt le tour de Pesaro. 359
- Marescalchi à Pancaldi** ; Paris, 22 avril 1801. — Spina connaît mal l'affaire du Montefeltro, mais il est disposé à revendiquer tout ce que le Saint-Siège n'a pas cédé par des traités 360
- 441. — Bernier à Talleyrand** ; Paris, 22 avril 1801. — Il recommande au ministre une note de Spina, et transmet des nouvelles de Rome. 360
- 442. — Bernier à Talleyrand** ; Paris, 22 avril 1801. — Nouvelles de Rome, du 9 avril : le travail de la première congrégation, terminé le 28 mars, a été

- repris, après la semaine sainte, par une seconde congrégation de douze cardinaux. Il ne restait à rédiger que les pièces accessoires, et on annonçait le retour de Livio à Paris pour le 26 ou le 30 avril 361
- 443. — Cobenzl à l'Empereur**; Paris, 24 avril 1801. — Joseph Bonaparte est favorable à la famille Albani. Il en veut à Consalvi et souhaiterait de le voir destituer 362
- 444. — Spina à Consalvi** (n° 63); Paris, 25 avril 1801. — Il a vu Talleyrand pour les objets d'art, et a demandé le retrait des troupes cantonnées dans les Etats de l'Eglise. Le ministre a répété que le P. Consul tient essentiellement à renouveler tout l'épiscopat. Le nouveau roi d'Etrurie doit être en route pour Paris. 363
- 445. — Spina à Consalvi** (n° 64 en chiffres); Paris, 25 avril 1801. — Le P. Consul dit attendre la conclusion du concordat pour régler par un traité les questions temporelles et politiques avec le Saint-Siège. Inconvénients d'un pareil traité, qui d'ailleurs ne rendrait pas les Légations. En dépit de Kolytchev, Bonaparte cherche à en user avec le roi de Sardaigne comme avec le roi de Naples. Spina croirait imprudent de s'appuyer sur Kolytchev. Eventualité d'un couronnement du roi d'Etrurie. Hompesch. — P. S. L'intervention de Bonaparte pour Bénévent déplairait aux cours. 364
- 446. — Spina à Consalvi** (particulière); Paris, 25 avril 1801. — Il n'a pu rencontrer M. de Gallo. Les choses se passent comme il plaît à Dieu. Aigreur d'Azara. 369
- 447. — Bernier à Spina**; Paris, 27 avril 1801. L'indépendance du Pape dans ses rapports avec les acquéreurs de biens nationaux romains sera respectée par le gouvernement français. Le P. Consul a hâte de voir achever le concordat, et promet sa protection au Saint-Siège. 369
- 448. — Spina à Consalvi** (n° 65); Paris, 27 avril 1801. — Réponse officielle de Bernier sur les biens nationaux romains. Intrigues de Duveyrier et de Haller. Kolytchev a dû remettre hier une note très forte en faveur du roi de Sardaigne. Le Pape pourrait témoigner personnellement de l'intérêt pour ce prince, en présence d'Alquier ou de Cacault 370
- 449. — Spina à Consalvi** (particulière); Paris, 28 avril 1801. — Encouragements. On accuse ici Murat de s'être laissé acheter par le gouvernement pontifical 372
- 450. — Spina à Consalvi** (n° 67 en chiffres); Paris, 28 avril 1801. — Spina et Bernier voient avec peine l'intervention de Cacault dans le travail du concordat. Ils insistent pour une prompté décision. Le P. Consul veut dominer toute l'Italie. — P. S. Hier, Bernier a dû écrire à Rome au sujet de Cacault. Les Cisalpins revendiquent le Montefeltro. 373
- 451. — Bernier à Talleyrand**; Paris, 2 mai 1801. — Dépêches de Rome du 18 avril : après le consistoire du 8 avril, la rédaction des pièces a été renvoyée à la Petite congrégation; Livio devait partir le 25 avril, et Consalvi assurait que le P. Consul serait content 376
- 452. — Spina à Consalvi** (n° 68); Paris, 3 mai 1801. — M. de Vargas, au dire d'Azara, a reçu des instructions conciliantes. Efforts de Spina pour porter remède à la misère du Saint-Siège 377
- 453. — Spina à Consalvi** (n° 69 en chiffres); Paris, 3 mai 1801. — Réclamer en ce moment les Légations serait faire naître des soupçons. Le succès du concordat devient douteux après les changements qui paraissent faits à Rome. Spina est aussi d'avis d'é luder tout traité sur le temporel. L'ambition de Bonaparte en Italie fait craindre une nouvelle guerre. Oukase d'Alexandre sur l'Ordre de Malte. Paccanari. — P. S. L'avènement d'Alexandre n'est pas préjudiciable au Saint-Siège. 378
- 454. — Bernier au P. Consul**; Paris, 5 mai 1801. — Renseignements de police secrète. Il attend avec confiance le courrier de Rome et transmet les doléances d'un évêque du Piémont 383

- 455.** — **Spina à Consalvi** (particulière); Paris, 5 mai 1801. — Azara est romain de cœur. Réflexions sur des nouvelles intérieures de Rome et sur le dernier consistoire. Il faut que Livio arrive. 384
- 456.** — **Spina à Consalvi** (n° 70); Paris, 8 mai 1801. — Entretien avec le ministre de l'Intérieur, qui envoie à Rome et à Naples un commissaire pour recueillir les objets d'art. Anxiété pour le retour de Livio. Lucchesini. 385
- 457.** — **Spina à Consalvi** (n° 71 en chiffres); Paris, 8 mai 1801. — Cobenzl n'est pas disposé à reconnaître le roi d'Etrurie. Le gouvernement français pense à rétablir Hompesch, il s'entendra peut-être sur le Piémont avec l'Angleterre. L'horizon politique s'obscurcit. 386
- 458.** **Bernier à Talleyrand**; Paris, 10 mai 1801. — Les lettres de Consalvi jusqu'au 27 avril, diffèrent des renseignements envoyés par Cacault. Incompétence de cet agent. On promet que Livio partira avant le 1^{er} mai. 388
- 459.** — **Talleyrand à Cacault**; Paris, 11 mai 1801. — Il transmet un arrêté sur les objets d'art. Question de l'échange de l'Académie de France contre la villa Médicis. — P. S. Le commissaire pour les objets d'art est le cit. Dufourny. 389
- 460.** — **Spina à Consalvi** (n° 72); Paris, 11 mai 1801. — Retard de Livio. Cavagnari. Séjour des troupes françaises dans l'Etat de l'Eglise. Patriotes romains. 390
- 461.** — **Spina à Consalvi** (n° 73 en chiffres); Paris, 11 mai 1801. — L'humeur du P. Consul contre le retard de Livio devient inquiétante. Inconvénients d'avoir communiqué à Cacault un travail inachevé. La grande-maîtrise de l'Ordre de Malte. Kolytchev n'obtient pas de réponse pour sa dernière note. 392
- 462.** — **Bernier à Talleyrand**; Paris, 12 mai 1801. — Il va se rendre avec Spina à La Malmaison. 394
- 463.** — **Spina à Consalvi** (n° 74 en chiffres); Paris, 12 mai 1801. — Il vient d'être mandé auprès du P. Consul, pour entendre des reproches sur la marche de la négociation religieuse. Bonaparte croit que la cour de Rome veut gagner du temps pour profiter, de quelque crise européenne. Il accuse personnellement Consalvi. La confiance qui devrait être réservée à la France est donnée par le Saint-Siège aux Russes, aux Prussiens, aux Anglais. Bonaparte se plaint des changements faits dans les articles du concordat, surtout pour la démission des évêques. Il n'admettra point ces changements et se passera de la Papauté s'il la trouve malveillante. Spina reçoit l'ordre de rendre compte de cet entretien. Ardeur nouvelle des ennemis de la religion. La protection russe est devenue nuisible. 394
- 464.** — **Talleyrand à Cacault**; Paris, 13 mai 1801. — Le gouvernement ne se prêtera à aucune modification dans son projet de convention. Aveuglement de la cour romaine, qui compromet l'amitié de la France. 399
- 465.** — **Bernier à Consalvi**; Paris, 13 mai 1801. — L'abbé a écrit deux fois à Rome, mais sans effet. Le P. Consul en a témoigné tout son mécontentement à Spina : il a déclaré qu'il interpréterait tout délai comme une rupture; qu'il rétablirait la religion avec ou sans la Papauté. Dangers de la conduite tenue à Rome. 401
- 466.** — **Bernier à Talleyrand**; Paris, 14 mai 1801. — Il transmet sa lettre et espère le succès. 404
- 467.** — **Bernier au P. Consul**; Paris, 14 mai 1801. — Analyse de sa lettre. Spina a écrit de son côté et avec vivacité. 404
- 468.** — **Spina à Consalvi** (particulière); Paris, 13 mai 1801. — Pourquoi tant de délais? Le P. Consul est animé contre Consalvi. Embarras et inquiétude de Spina. 405
- 469.** — **Spina à Consalvi** (n° 76 en chiffres); Paris, 16 mai 1801. — Cavagnari est à Paris. Eloge de Marescalchi. Le duc de Parme logera chez Azara. Renouvellement possible d'une coalition. 407
- 470.** — **Cobenzl à l'Empereur**; Paris, 19 mai 1801. — Conversation à la Mal-

- maison : le P. Consul refuse de rendre la Toscane au grand duc, ou d'indemniser ce prince dans les Légations. Il veut tenir Rome et Naples dans sa dépendance 409
- Cobenzl à l'Empereur** ; Paris, 19 mai 1801. — Proclamation du général Jourdan en Piémont. Le P. Consul tient à l'existence de la Cisalpine. Le retard dans la réponse du Pape a provoqué une scène faite à Spina. MM. de Saint-Marsan et de Gallo 411
- 471. — Le P. Consul à Lucien Bonaparte** ; Paris, 16 mai 1801. — Il faut indisposer la cour d'Espagne contre le Pape, qui a rétabli les Jésuites. 412
- 472. — Spina à Consalvi** (n° 78 en chiffres) ; Paris, 16 mai 1801. — Une dépêche de Cacault, du 5 mai, précise les changements faits au concordat : elle accroît l'irritation. Spina déplore l'ignorance où le tient sa cour. La colère de Bonaparte devient publique 413
- 473. — Spina à Consalvi** (particulière) ; Paris, 18 mai 1801. — Livio n'est pas encore arrivé. Lettres pressantes que Consalvi a dû recevoir de Bernier. Le retard produit un mal incalculable 414
- 474. — Bernier à Spina** ; Paris, 19 mai 1801 (soir). — Il vient de lire des instructions qui prescrivent à Cacault de quitter Rome dans les cinq jours, si le concordat n'a pas été envoyé, et même envoyé sans modifications. Bernier accuse le silence gardé par Consalvi 415
- 475 Spina à Consalvi** (n° 79) ; Paris, 19 mai 1801. — Note alarmante remise par Bernier. Le P. Consul, blessé par les délais de la cour romaine, sera plus exigeant sur les différences de rédaction signalées par Cacault 416
- 476. — Spina à Consalvi** (n° 80 en chiffres) ; Paris, 19 mai 1801. — Il reçoit de tous côtés, et ce matin de M. de Cobenzl, l'avis des soupçons qui grandissent contre le Saint-Siège. Le mécontentement du P. Consul retentit jusque sur l'affaire des électors ecclésiastiques en Allemagne 418
- 477. — Talleyrand à Cacault** ; Paris, 19 mai 1801. — A Rome, on essaie de se jouer de la France. Le P. Consul n'admettra aucun changement au projet convenu ; il veut un prompt consentement ou la rupture. Délai de cinq jours que Cacault devra notifier, avant de se retirer à Florence. Aveuglement du Saint-Siège. — P.-S. Comment on entend que l'article de la démission des évêques soit rédigé 419
- 478. — Bernier à Consalvi** ; Paris, 19 mai 1801. — Plaintes et vives instances 422
- 479. — Bernier à Talleyrand** ; Paris, 20 mai 1801. — Il transmet copie de sa lettre à Consalvi et prie le ministre de la communiquer au P. Consul 424
- 480. — Bernier au P. Consul** ; Paris, 20 mai 1801. — Lettres adressées à Consalvi par Spina et Bernier. Spina sera autorisé à faire dans le projet romain des changements non-substantiels 424
- 481. Spina à Bernier** ; Paris, 20 mai 1801. — Les retards, causés sans doute par Cacault, vont bientôt prendre fin. Mais quant aux changements de rédaction, s'ils sont jugés nécessaires par Sa Sainteté, ils ne pourront être retirés. 425
- 482. — Spina à Consalvi** (n° 81) ; Paris, 21 mai 1801. — Il lui communique sa réponse à Bernier. Il vient de recevoir les dépêches de Consalvi du 2 mai. 426
- 483. — Spina à Consalvi** (n° 82 en chiffres) ; Paris, 21 mai 1801. — La promptitude à Rome aurait prévenu bien des oppositions au concordat. Hostilité de Talleyrand. Services rendus par Bernier. Spina répète qu'il faut se montrer à la fois très conciliant et très ferme. — P. S. Bonaparte voulait obliger le Pape à se séparer de Consalvi et de plusieurs autres conseillers. 427
- 484. Spina à Consalvi** (particulière) ; Paris, 21 mai 1801. — Craintes affectueuses pour Consalvi. Bernier a dû lui écrire avec plus d'apreté qu'il n'aurait voulu 429
- 485. — Lucchesini au roi de Prusse** (en chiffres) ; Paris, 22 mai 1801. — Le P. Consul veut régenter toute l'Italie ; il menace le Pape 430

- 486. — Minto à Hawkesbury** ; Vienne, 12 juin 1801. — Il a puisé dans les dépêches de Gallo du 20 mai, des renseignements sur les injonctions de Bonaparte envoyées à Rome et sur ses principales exigences en matière ecclésiastique. On craint pour l'Etat romain 430
- 487. — Cacault à Talleyrand** (n° 8) ; Rome 17 mai 1801. — Passage fréquent d'officiers français à Rome. Cérémonie de l'Ascension. Retour du général Levachov, etc. 434
- 488. — Cacault à Talleyrand** (n° 9), Rome, 21 mai 1801. — Il a reçu la dépêche de Talleyrand du 13 mai : les lenteurs de la cour romaine ne sont pas calculées. Occupation de San Leo par les Cisalpins. Fuite du roi de Sardaigne vers Naples. Arrivée de Vargas. — P. S. On répand une note russe qui aurait été remise à Paris. Bruit de la paix entre la Russie et l'Angleterre. . . 435
- 489. — Consalvi à Bernier** ; Rome 21 mai 1801. — La lettre de Bernier est partie de Paris le jour même où Livio partait de Rome. Le délai a été aussi court que possible ; d'ailleurs il est imputable à Cacault. Torts de cet agent. Consalvi est prêt à donner sa démission. — P. S. Le secret de la négociation a empêché toute influence étrangère. 436
- 490. — Consalvi à Spina** (en chiffres) ; Rome 21 mai 1801. — Le roi de Sardaigne est reparti subitement pour Naples. Complots des patriotes. Réponse aux reproches de Bernier. La démission des évêques. Affaires d'Italie, de Malte, du bref des Jésuites, des électors ecclésiastiques, du clergé cisalpin. . . . 441
- 491. — Jackson à Hawkesbury** ; Rome, 22 mai 1801. — Le roi de Sardaigne a craint d'être enlevé à Rome par les Français. Jackson se dispose à le suivre à Naples 446
- Jackson à Hawkesbury** ; (en chiffres) ; Rome, 22 mai 1801. Bonaparte s'est plaint vivement du Saint-Siège devant Spina, et a cité comme exemple ce qui arrive au Piémont 446
- 492. — Murat à Caleppi** ; Florence, 22 mai 1801. — Il répond à une note de Caleppi sur l'occupation du Montefeltro et de San Leo. Lettres qu'il a écrites à ce sujet à Pétiet et à Moncey. Il répète que le gouvernement français veut maintenir la souveraineté temporelle du Pape. 447
- 493. — Consalvi à Spina** ; Rome, 23 mai 1801. — Les Cisalpins se sont emparés, le 11, du fort San Leo et du pays environnant. Les réclamations du Saint-Père adressées à Murat, devront être soutenues à Paris. 448
- 494. — Consalvi à Spina** ; Rome, 23 mai 1801. — Il revient sur sa lettre à Bernier. Si le travail du concordat a pris quatre mois à Paris, il a bien pu en prendre deux à Rome. Cacault est l'auteur des retards et des fausses interprétations. Quant à Consalvi, il se démettra volontiers de ses fonctions. . . 449
- 495. — Consalvi à Spina** (particulière) ; Rome, 23 mai 1801. — Il proteste contre les accusations dont il est victime. Sa santé est altérée. . . . 451
- 496. — Ghislieri à Colloredo** ; Rome, 23 mai 1801. — Reproches adressés à Spina par le P. Consul. Résumé des demandes du gouvernement français en matière religieuse d'après les bruits qui circulent 452
- 497. — L. Berthier à Consalvi** ; Florence, 28 mai 1801. — Se rendant à Paris, il exposera les souffrances de l'Etat romain et les soins que les troupes françaises y rencontrent. 452
- 498. — Consalvi à Spina** (particulière) ; Rome, 28 mai 1801. — Le cardinal, atteint de la fièvre, reçoit à l'instant par Cacault les lettres comminatoires envoyées de Paris le 19 mai. Premières réflexions sur le délai de cinq jours. Comment Cacault a causé tout le mal. 453
- 499. — Cacault à Talleyrand** ; Rome, 28 mai 1801. — Il a vu ce soir Consalvi, qui était malade et très agité. Il le reverra demain, ainsi que le Pape 455
- 500. — Consalvi à Spina** (particulière) ; Rome, 28 mai 1801. — Entretien avec Cacault. Consalvi l'a prié de ne pas sortir de Rome avant de connaître l'impression du P. Consul sur le contre-projet romain. Douleur qu'é-

- prouve le Pape, accusé de s'être laissé influencer par les Puissances étrangères 456
- 501. — Ghislieri à Colloredo** ; Rome, 30 mai 1801. — On s'attend à voir les troupes françaises dans Rome. Défense de Porto-Ferraio. La cour de Sardaigne à Naples. Débarquement d'ex-Jésuites exilés d'Espagne. Ghislieri sollicite son rappel. 457
- 502. — Note de Cacault à Consalvi** ; Rome, 30 mai 1801. — Notification de l'ultimatum du gouvernement français 459
- 503. — Consalvi à Bernier** ; Rome, 30 mai 1801. — Il répond à la lettre de Bernier du 19 et rejette toute la faute sur Cacault. Les modifications au projet français ne peuvent être retirées par le Pape. Consalvi lui a offert ce matin sa démission. 460
- 504. — Consalvi à Spina**, (particulière) ; Rome, 30 mai 1801. — Il justifie de nouveau sa conduite et sa volonté de se démettre. Si Cacault s'obstine à partir, tout est perdu 462
- 505. — Consalvi à Spina** (en chiffres) ; Rome, 30 mai 1801. — Indices d'une prochaine invasion. Menaces des patriotes. Spina devra mettre ses dépêches en sûreté 463
- 506. — Caleppi à Consalvi** (en chiffres) ; Florence, 2 juin 1801. — Il essaiera d'intercéder auprès de Murat, qui est aux eaux de Pise. Il est toujours inquiet des mouvements militaires des Français 466
- 507. — Consalvi à Acton** ; Rome, 2 juin 1801. — Il annonce qu'il se rend à Paris et se fait suppléer par le cardinal J. Doria 467
- 508. — Consalvi à Cacault** ; Rome 3 juin 1801. — En transmettant la note ci-après, il explique qu'il a été désigné pour aller à Paris, mais que si sa personne devait être mal vue, un autre cardinal partirait à sa place 467
- 509. — Note de Consalvi à Cacault** ; Quirinal, 3 juin 1801. — Réponse à la note de Cacault du 30 mai. Le cardinal rappelle les faits, et discute les points de l'ultimatum français. Le Saint-Père ne peut céder sur ce qui heurte la doctrine, mais par la mission de son secrétaire d'Etat il veut donner un gage public de ses vrais sentiments 469
- 510. — Cacault à Consalvi** ; Rome, 2 juin 1801. — Il proteste que la personne de Consalvi ne peut nuire au succès de sa mission 475
- 511. — Cacault à Talleyrand** (n° 10) ; Rome, 3 juin 1801. — Il a dû remettre l'ultimatum le 30. Les délais ne sont imputables qu'à la nature de l'affaire. Le Pape n'a pas été influencé par l'Angleterre ou la Russie, mais par sa conscience. L'envoi de Consalvi à Paris a été inspiré par Cacault. Précautions pour le maintien de la tranquillité à Rome 475
- 512. — Consalvi à Talleyrand** ; Rome, 3 juin 1801. — Il l'informe de sa mission 480
- 513. — Consalvi à Bernier** ; Rome, 3 juin 1801. — Il partira de Rome en même temps que Cacault. Il craint de déplaire au P. Consul. Flatтерies à l'adresse de Bernier. 480
- 514. — Consalvi à Spina** ; Rome, 3 juin 1801. — Objet de sa mission ; inconvénients du choix de sa personne. Il passera par Pise pour voir Murat. 482
- 515. — Consalvi à Spina** (particulière) ; Rome, 3 juin 1801. — Il rappelle le proverbe : *Si vis militem, mitte gratum*. 483
- 516. — Pouvoirs pour Consalvi** ; Rome, 5 juin 1801. Le cardinal ne pourra modifier dans leur substance les articles arrêtés par le Pape. Sous cette réserve formelle il pourra signer la convention. 484
- 517. — Ruffo à Acton** ; Rome, 5 juin 1801. — Les cardinaux réunis par le Pape ont décidé le voyage de Consalvi. Cacault va partir. Attitude alarmante des Français 486
- 518. — Ghislieri à Colloredo** ; Rome, 6 juin 1801. — Détails sur les événements qui ont amené la remise de l'ultimatum, sur la réunion des cardinaux et la mission de Consalvi. Une telle démarche n'est qu'humiliante. Ghislieri

- n'y a pris aucune part ; il ignore si les Français ont des arrière-pensées contre Rome. 487
519. — **Vargas à Cevallos** ; Rome, 6 juin 1801. — Consalvi et Cacault sont partis de grand matin. Le cardinal ayant demandé si Sa Sainteté pourrait se réfugier en Espagne, Vargas s'est fait expliquer la situation et a déconseillé tout éclat. Le Pape affirme qu'il n'a pu céder ; Cacault prétend le contraire. Cette diversité d'opinions a décidé Vargas à réclamer une communication confidentielle du concordat : comment il l'a obtenue. Eventualité de l'entrée des Français dans Rome. 492
520. — **Vargas à Cevallos** ; Rome, 10 juin 1801. — La tranquillité n'a pas été troublée. Consalvi a détourné plusieurs cardinaux de quitter la ville. 499
521. **Jackson à Hawkesbury** ; Naples, 12 juin 1801. — Résumé des derniers événements de Rome. En prenant congé du Pape, Jackson l'avait trouvé tourmenté de l'avenir, mais très décidé à ne rien sacrifier des intérêts religieux. 500
522. — **Consalvi à Spina** (particulière) ; Florence, 8 juin 1801. — Il est arrivé à Florence. Bon accueil qu'il a reçu de Madame Murat 501
523. — **Cacault à Talleyrand** (n° 11) ; Florence, 8 juin 1801. — Il a fait route avec Consalvi ; les apparences d'une rupture ont été évitées. Le cardinal est reparti ce matin. On pourra s'arranger avec lui 502
524. **Murat au P. Consul** ; Florence, 9 juin 1801. — Les malveillants se remuent dans toute l'Italie. Arrivée de Consalvi et de Cacault. Il ne faut pas se laisser prévenir contre Consalvi. 504

FIN DU TOME SECOND

 Laval. — Imp. et Stér. E. JAMIN.

5-29-22,









